

Imp. Eje

Biblioteca de Ingenieros del Ejército.



Inscripción... { Folio..... 325
 { Número..... 9098

Clasificación.. { División..... B.
 { Subdivisión... h-2

Colocación.... { Estante..... 21
 { Tabla..... 4
 { Número..... 30

III

43 - 4

14

BD2_24.722

ÉTUDES PRATIQUES

DE GUERRE

DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS

GÉNÉRAL LAMIRAUX

ÉTUDES PRATIQUES

DE GUERRE

AVEC 46 CROQUIS DANS LE TEXTE ET HORS TEXTE

TOME II

2^e ÉDITION

« A la guerre, il n'y a
« rien d'absolu. »



PARIS
HENRI CHARLES-LAVAUZELLE

Éditeur militaire

11, PLACE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11

(Même maison à Limoges.)

NOTE

Les quelques croquis joints à cette étude ne sont que des indications pour qu'on puisse suivre facilement les divers exemples donnés sur les cartes au 1/80.000^e correspondantes.

Toutes ces cartes sont en vente au prix de 0 fr. 35, *franco*, le quart de feuille, type 1889, chez l'éditeur militaire Henri Charles-Lavauzelle, 11, place Saint-André-des-Arts, Paris, chargé de la vente des cartes du dépôt de la guerre.

SOMMAIRE

	Pages.
1° LES COMBATS DE LOCALITÉS (exemples choisis dans les deux périodes de la guerre franco-allemande)	13
2° ETUDE SUR LES AVANT-LIGNES	83
3° LE SERVICE DES RENSEIGNEMENTS	131
4° L'EXPLORATION ET LA DÉCOUVERTE	169
5° LES RECONNAISSANCES	216
(Ces trois chapitres, avec exemples choisis dans les diverses périodes de la guerre, sont groupés en un seul.)	
6° LES CANTONNEMENTS ET LES BIVOUACS	317
7° LE SERVICE DES SUBSISTANCES (étude générale sur le ravitaillement en vivres)	359

Ce travail, comme on l'a dit dans le précédent volume, est la condensation de l'œuvre de tous.

Il n'y a donc pas à citer de noms.

On objectera, en le lisant, que la série des exemples donnés date de plus de vingt ans déjà et que, depuis, nous avons fort progressé.

Certes, le progrès est indéniable, mais est-il en rapport avec les difficultés que créent sans trêve ni répit les grossissements d'effectifs et les améliorations du matériel de combat ?

C'est là qu'est le mystère.

Déjà, partout en Europe, de nouveaux corps d'armée se greffent sur les précédents. Déjà nos excellents canons de 80 et de 90 sont démodés et devront céder la place aux pièces à tir rapide de moindre calibre et de moindre poids.

Et, si les expériences sont vraies, déjà le fusil 1886 est laissé en arrière par des armes de plus petit calibre, de moindre poids et de trajectoires plus tendues, dont les projectiles sont lancés avec des vitesses vertigineuses qui les transportent à des kilomètres au loin.

AVANT-PROPOS

On a écrit, et non sans raison, qu'en matière militaire ce n'était pas une idée heureuse que de rechercher dans le passé des solutions.

C'est pour ne pas tomber dans ce défaut ni y faire tomber les autres que nous avons donné aux *Etudes de guerre* la forme d'un simple récit d'événements sans y mêler aucun procédé didactique.

Le lecteur doit seul tirer ses conclusions.

Les règlements d'abord, les lectures de faits de guerre appropriés ensuite, donnent à tous la doctrine qui prépare, mais ne donnent pas la notion vraie de la guerre.

Aux lecteurs, nous disons donc : « Voici ce qui s'est fait en telle ou telle circonstance ; en tel cas il y a eu succès, en tel cas il y a eu revers. »

Cela ne veut pas dire : « Puisqu'il y a eu succès, faites de même à l'occasion. »

Jamais !

Dussiez-vous vous battre au même endroit, il ne vous sera jamais loisible d'agir de la même manière : parce que vous ne rétabliriez ni les conditions de temps, ni les conditions de vitesse, ni les conditions de moral ; en un

mot, parce que vous ne pourriez, en aucun cas, vous mettre dans la situation exacte de l'heure où s'est produit l'événement.

C'est précisément pour que vous ayez toute liberté d'esprit, toute initiative créatrice, que sont écrites ces *Études*, qui disent à chacun : « Voilà la différence entre la théorie, qui base les règles d'exécution des choses militaires, et la pratique de cette exécution. »

A vous, l'occasion venant, de savoir, tout en conservant les formes doctrinales, échapper à la réglementation.

INTRODUCTION

Ce volume est le second de ce que nous avons cru devoir appeler : *Études pratiques de guerre*. Ces études ont été écrites pour les officiers de troupe de toutes armes, de tout rang, de toute catégorie, afin de les prémunir contre les idées souvent trop préconçues qu'amènent les lectures de livres techniques et la réglementation forcée des choses militaires.

Si nous avons à terminer cette œuvre par de nouveaux volumes, nous voudrions écrire pour le dernier cette simple phrase :

« A côté de la stratégie, qui engendre les grandes opérations, et de la tactique, qui les développe sur le champ d'action, il y a une chose, sur toutes les autres, avant toutes les autres, qui fait gagner les batailles : c'est la foi en soi-même et la décision de vaincre quand même. »

* * *

Ainsi qu'il a été dit dans le précédent volume des *Études pratiques de guerre*, ce n'est pas dans le but de poser des théories que nous recherchons dans l'histoire d'il y a plus de vingt ans déjà la manière dont nos ennemis ont exécuté les diverses choses qui composent la guerre.

Certes, nous partageons absolument l'avis de ceux qui

pensent que, si le passé est à connaître, il ne saurait nous amener à la déduction de l'avenir.

Aussi disons-nous aujourd'hui encore : les pages qui vont suivre sont des expositions pratiques ; elles ne sont pas écrites pour combattre les théories établies, non plus que pour mettre en doctrine l'expérience ; elles sont faites pour établir par des exemples une sorte de transition, utile au progrès, entre les enseignements du passé et les obligations de connaissances sérieuses que demandera aux officiers la guerre « à venir », avec tous ses imprévus, bien autrement grands qu'ils n'auront jamais été à aucune époque.

Ainsi que nous l'avons indiqué dans le précédent volume, nous avons tenu, non à entreprendre des généralités, mais à nous renfermer, à très peu près, dans l'historique de la guerre de 1870-71.

A ceux qui pourraient nous en faire le reproche, nous n'avons qu'un mot à répondre : outre que, dans notre pensée, cette guerre est la seule qui aide à ajouter à nos doctrines théoriques quelques corollaires, il y a, pour un officier de l'ancienne armée, en dépit des tristes souvenirs qu'évoque cette époque, une véritable consolation à suivre pas à pas cette histoire.

Oui, nous le reconnaissons, nous avons été faibles dans cette grande lutte ; nous avons manqué de savoir vis-à-vis de nos adversaires et de foi en nous-mêmes ; mais, lorsqu'on étudie toute cette suite d'événements malheureux, rien, absolument rien ne nous permet le découragement.

Ce que nous avons fait sans préparation, sans forteresses, sans armes, sans soldats exercés, pendant des mois, ne nous permet pas de désespérer.

L'avenir est à ceux qui ne désespèrent pas.

Jamais — on l'a dit avant nous — jamais lutte n'a été plus disproportionnée, et cependant il s'en est fallu quelquefois de bien peu que nous n'eussions la victoire et que les combinaisons des généraux ennemis et l'ardeur de leurs soldats ne

fussent réduites à néant et montrées sous leur véritable jour : « la fidélité de la fortune et l'écrasement que permet la supériorité numérique ».

Le progrès, dans toutes les branches des connaissances humaines, est continu. Que la guerre soit un art ou une science, qu'elle soit à la fois l'un et l'autre, il faut qu'elle suive les évolutions du progrès : qu'elle prépare, comme art, des règles convenablement lumineuses et agencées ; qu'elle prépare, comme science, les moyens expérimentaux rationnels.

Nous ne pouvons espérer trouver du coup, et en pleine paix, la résolution exacte des questions d'art et de science militaires, mais nous pouvons, en cherchant l'appui des faits antérieurs, préparer leur solution en y adaptant les moyens nouveaux. Le travail de progrès dans les moyens matériels (l'armement) s'accroît sans cesse : à chaque nouvelle invention, on croit avoir dit « le dernier mot », et, très rapidement, on s'aperçoit qu'il n'en est rien.

On a dit plusieurs fois que l'accroissement de la force matérielle que procure l'armement a pour déduction l'augmentation de la force morale. Pour que ce fût absolument vrai, il faudrait que l'une des nations militaires marchât seule dans la voie du progrès ou s'y engageât tout au moins avant les autres. Mais toutes, il faut le reconnaître, s'y engagent du même pas.

Le succès — ce n'est pas douteux — sera pour celui qui, à une force morale bien trempée, joindra la connaissance la plus parfaite de l'emploi des moyens nouveaux non encore expérimentés.

On dit toujours, en tactique, qu'avant de livrer l'acte décisif de la bataille il faut avoir fait la préparation de cet acte.

Avant de s'engager dans une lutte, il faut s'y être bien préparé par une sorte d'étude, d'*intuition* de ce que pourra être cette lutte par comparaison avec celles antérieures.

ÉTUDES PRATIQUES DE GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

COMBATS DE LOCALITÉS

Tous ceux qui ont fait la guerre savent l'*attraction* des localités.

On pourrait presque dire que, depuis l'invention du fusil et du canon, l'histoire des batailles, sous toutes les latitudes et dans tous les temps, se résume en une suite d'attaques et de défenses des localités, depuis le gros bourg jusqu'à la ferme isolée.

Bien rares sont les exceptions.

C'est que, de tout temps, le mur — qu'il soit celui d'une maison ou celui d'un village — a constitué un abri, un couvert où l'on se cramponne, malgré tout, pour s'y défendre, et qui devient, par suite, l'objectif obligé de l'assaillant.

Toutes ou presque toutes les batailles portent le nom d'une localité qui, le plus souvent, a été, dans l'ensemble de l'action de la journée, celle où les efforts de l'attaque et de la défense ont été les plus sérieux.

C'est généralement par les fermes, les hameaux, les villages qu'on jalonne une bataille, le défenseur y prenant pied plus solidement qu'il ne pourrait faire en rase campagne,

l'assaillant cherchant à l'en déloger pour s'en faire un appui de cheminement dans sa marche en avant (1).

Certes, avec les progrès de l'artillerie, avec les obus à la mélinite, avec la précision du tir des armes à feu de tout genre (peut-être même avec les ballons rendus dirigeables), les occupations des localités deviendront de plus en plus dangereuses. On ne saurait le nier, et l'on ne saurait trop recommander d'éviter de se loger ailleurs que sur le pourtour, à l'extérieur. Mais, malgré tout, le rôle des localités restera le même : on s'y cramponnera et l'on s'acharnera à leur attaque et à leur défense, comme à des jalons indispensables pour donner appui dans un cas comme dans l'autre.

En somme, que cherche-t-on à la guerre, aussi bien dans l'attaque que dans la défense, aussi bien dans l'action individuelle que dans l'action collective ? A se mettre à couvert.

N'y serait-on qu'un instant, c'est un instant utile, favorable, désiré, aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue physique (2).

Quant au point de vue tactique, que veut le chef ? Un appui. Cet appui, il ne le trouve jamais en rase campagne, mais toujours dans un accident du sol, dans un bois, en un point que

(1) On a souvent, et peut-être non sans raison, critiqué l'idée qu'on a eue, dans nos théories successivement parues depuis 1870, de terminer les chapitres techniques des écoles de compagnie et de bataillon par des résumés de principes sur l'attaque et la défense des positions (bois, défilés, localités). Il est certain qu'appliqués à des compagnies, même des bataillons, ces énoncés de principes pourraient tendre à faire supposer que ces petites unités ont toujours un rôle isolé d'attaque ou de défense et une action tactique.

On ne doit pas oublier que les opérations dont il s'agit constituent l'ensemble même du combat. C'est le groupement des attaques et des défenses de positions, de bois, de défilés de localités qui est la bataille.

La compagnie qui défend une ferme, le bataillon qui enlève un hameau, n'agissent pas dans ces actions seulement par leur propre effort, mais parce que, autour ou à côté d'eux, d'autres unités engagées les y aident physiquement ou moralement par des efforts simultanés soit sur le même point, soit sur des points tactiques attenants.

(2) On sait qu'un général russe très connu, — mort jeune, — mais de ceux qui ont toute leur vie prôné l'offensive, disait, avec raison, qu'il y a dans le combat des instants où l'on a besoin de se trouver un moment à couvert pour se remettre et réparer ses nerfs.

la nature ou les hommes ont rendu susceptible de donner un couvert et d'aider à un acte défensif.

Quoi de plus naturel, donc, que de courir à la localité? C'est un point tout indiqué pour l'appui, pour le couvert, pour la défense.

Maintenant, de ces localités points d'appui, il y en a de bonnes, il y en a de mauvaises. Les unes sont des endroits tactiques, les autres ne peuvent avoir un rôle suffisant; c'est au chef à le discerner.

Mais, tout d'abord, dans la pratique, une troupe, une colonne qui arrive sur un terrain de combat inopinément, sans projet antérieur, court à la localité la plus voisine (1). On s'y précipite, absolument comme la compagnie de pointe d'une avant-garde se précipite en tirailleurs dès qu'elle voit l'ennemi : « pour voir clair ».

Quelquefois c'est utile, quelquefois c'est peine perdue; on en juge après.

En un mot, la localité est là, tout près, du côté de l'ennemi... On commence par l'occuper si l'on peut. On voit ensuite si c'est un bon ou un mauvais point d'appui. Serait-il mauvais topographiquement qu'il procurerait toujours un moment de ralentissement, un instant de détente (2).

Certainement, en théorie, il faut, avant tout, pour occuper un village, un bourg, un hameau quelconque, que le but tactique de son occupation soit indiqué.

Certainement, on ne devrait y entrer et s'y installer qu'en justifiant de la nécessité de cette installation soit de gré, soit de force.

(1) On a cité souvent le 98^e, formant la tête de colonne de la division Grenier, le 16 août, se précipitant vers la ferme de Gréyère. On a cité souvent la course que firent d'un côté le 1^{er} bataillon de fusiliers de la garde prussienne et le 1^{er} bataillon du 94^e de ligne pour arriver, l'un avant l'autre, à Saint-Ail.

(2) Le 31 août (bataille de Noisseville-Servigny), le 62^e (division Montaudon, 3^e corps) marchait vers l'est. Arrivé près de Montoy, il tombe sous le feu d'une batterie prussienne. Le village était près du chemin suivi; après quelques tergiversations, on l'enlève à la baïonnette. Il est à peine enlevé qu'on se rend compte de son inutilité; on y sera écrasé d'obus. C'était évident d'avance. On regrimpe donc la pente opposée vers Noisseville. Personne ne s'en plaignit. C'était d'une utilité contestable, mais on avait trouvé là un instant de répit.

Ce n'est pas parce que la localité est plus ou moins bien située, plus ou moins facile à défendre..... dans la pratique, et les exemples sont là pour le prouver, on ne fait pas toujours ces distinctions. On occupe les villages parce qu'ils sont là, tout simplement.

On verra, tout à l'heure, que, le jour de Saint-Privat (18 août 1870), on a occupé Sainte-Marie-aux-Chênes, à près de 2.000 mètres de la ligne de défense ou de déploiement, parce que la localité s'est trouvée en avant et que les trois bataillons du 94^e qui s'y installèrent étaient de toute manière mieux là qu'ils ne pouvaient être en plein champ.

Une fois à Sainte-Marie, s'ils en avaient eu le temps, ils auraient volontiers occupé aussi, avec un bataillon, Saint-Ail, parce que, ne voyant pas, de Sainte-Marie, grand'chose, ils n'auraient pas été fâchés de se couvrir du côté de l'ennemi.

Ajoutons, et c'est important à dire, qu'une localité peut être un point tactique pour l'assaillant, si elle n'en est pas un pour le défenseur.

Sainte-Marie une fois pris, les Prussiens en firent, avec Habonville et Saint-Ail, leur base de mouvement sur Saint-Privat. Obligés de reculer, ils se seraient certainement consacrés à la défense de ces villages, qui leur devenaient très utiles, alors que, pour les Français, leur possession avant le combat avait une valeur contestable.

* * *

Quelle est l'influence tactique qu'a dans le combat la défense et l'attaque des localités ou d'une localité? C'est ce que nous voudrions voir déduire des exemples qui vont suivre.

Comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous ne chercherons ces exemples que dans la guerre de 1870-71, estimant que c'est là qu'on peut trouver les plus utiles leçons et les plus précieux enseignements.

Combat de Wissembourg.

(4 août 1870.)

C'est par un combat de localité que s'ouvre la guerre de 1870, le combat de Wissembourg, combat de surprise s'il en fut. Et ce n'est pas une des moindres bizarreries du début de la campagne.

Une division française est en flèche juste sur la frontière (1); elle a devant elle une agglomération énorme, toute une armée ennemie (la III^e armée), et rien n'est même préparé pour la résistance. La division est incomplète et ne peut que s'acharner avec huit petits bataillons à la défense des deux localités les plus proches de son terrain de campement.

Wissembourg est une petite place qui est le nœud des routes du pays. Elle est ceinte d'un vieux mur, au pied duquel coule la Lauter. Comme valeur, elle n'en avait aucune et était depuis longtemps déclassée. Ce qui avait engagé à faire monter jusqu'à elle la 2^e division, c'est qu'elle avait conservé une manutention et des magasins et qu'on tenait à tirer parti de ces ressources. Très utilisable si l'on avait poussé de l'avant, elle était à abandonner du moment que l'offensive venait de l'adversaire.

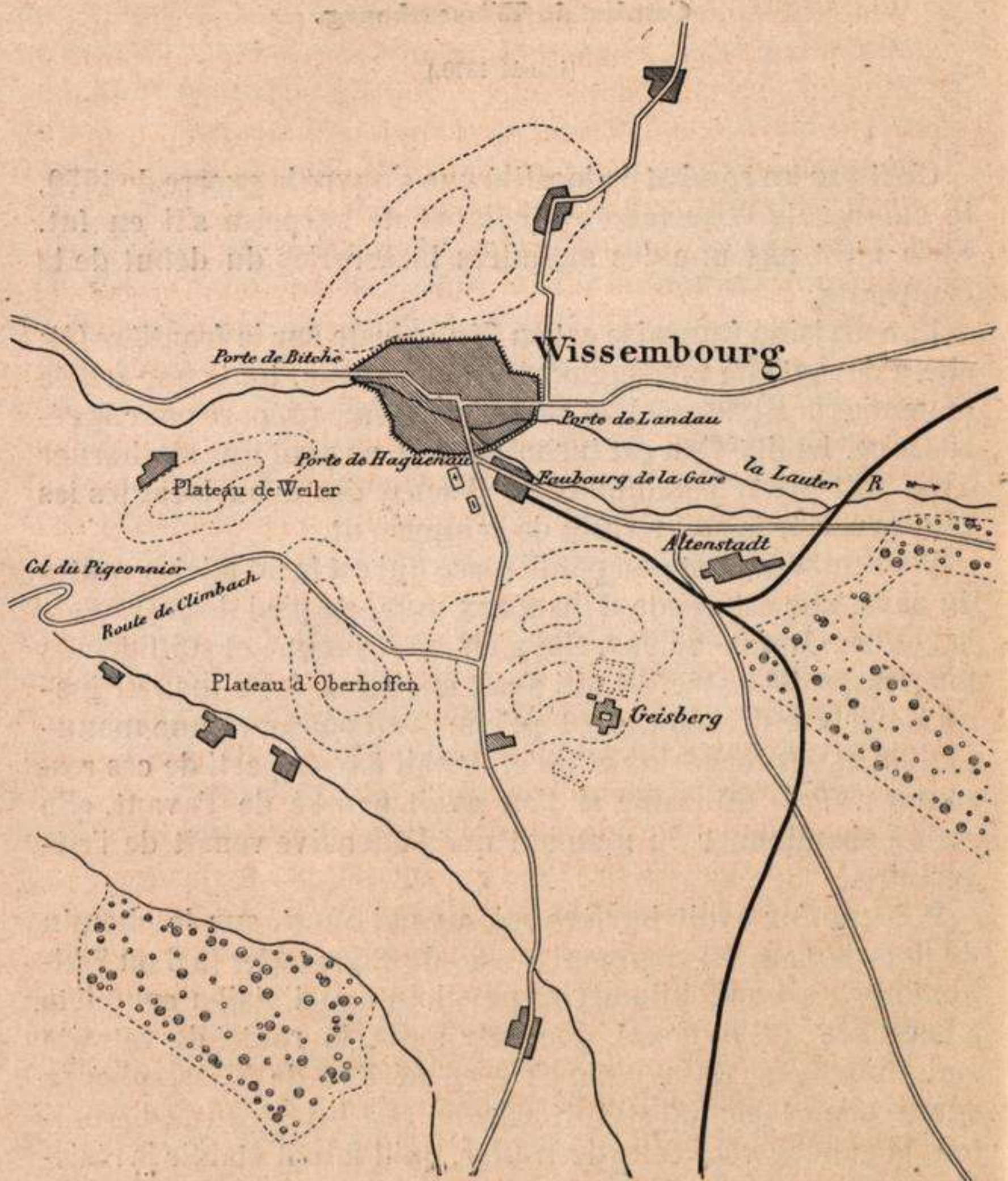
Puisque l'on avait derrière soi, au sud-ouest, sur le chemin de Reischoffen, un régiment au col du Pigeonnier (à 6 ou 7 kilomètres), à 4 ou 5 kilomètres plus loin une division complète à Lembach (1^{re} division), que, par suite, la route de retraite était obligatoire de ce côté, c'est en arrière de Wissembourg sur les pentes menant au col, la droite vers le plateau d'Oberhoffen, la gauche vers celui de Weiler, qu'il fallait établir la résistance.

Dans ces conditions, on eût pu faire de Wissembourg et du

(1) 2^e division du 1^{er} corps (16^e bataillon de chasseurs à Seltz, avec la cavalerie et un bataillon du 50^e; 50^e et 74^e de ligne, 1^{er} régiment de tirailleurs algériens, 78^e de ligne à Climbach).

Etudes pratiques.

Geisberg, dont nous allons parler, des postes avancés, mais seulement des points de première résistance.



COMBAT DE WISSEMBOURG

Au lieu de cela, on logea un bataillon dans Wissembourg, un régiment dans le faubourg extérieur, autour de la gare, et le reste au Geisberg, face à l'est ; front de 4 kilomètres, ce qui indique tout d'abord que la partie centrale de la ligne était à

peu près vide, tant est grande — nous le voyons au premier exemple — l'attraction des localités.

Wissembourg a trois portes : l'une au nord (porte de Bitche), l'autre à l'est (porte de Landau), l'autre au sud (porte de Haguenau). La ville, dans son enceinte, a 800 à 900 mètres de long sur 500 à 600 de large. Ceci indique tout d'abord que la défense qu'on en voulait faire par un seul bataillon était absolument insuffisante. Néanmoins, en raison de ce que l'obstacle était sérieux (un mur, un fossé bourbeux, des portes masquées par des avancées à embrasures), le bataillon tint bon, et, lorsque, vers 9 heures du matin, les Bavarois qui descendaient du nord abordèrent la porte de Bitche, ils furent très durement reçus.

La lutte se reporta alors à l'est, vers la porte de Landau, près de laquelle était le faubourg de la Gare, d'autant plus que c'était par l'est de Wissembourg que les corps ennemis passaient la Lauter.

Il y eut là, de 10 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, un de ces combats acharnés que se livrent des troupes chez lesquelles l'esprit militaire et guerrier est amené au paroxysme par la situation. Les tirailleurs algériens y tinrent bon certainement un contre dix. Il était 1 h. 1/2 lorsqu'ils remontaient en désordre vers le chemin de Climbach.

A ce même moment, le bataillon (du 74^e) laissé dans Wissembourg, traqué par les trois portes, mettait bas les armes.

Restait le Geisberg. Tout ce qui avait pu s'y loger de la brigade Montmarie (200 à 250 hommes) y attendait l'ennemi. C'était un gros bâtiment rectangulaire très solidement construit, avec un jardin bordé de murs à l'est, un verger au nord et au sud et des houblonnières au delà. Dominant le pays à l'est, il était, au contraire, un peu enfoncé du côté de l'ouest. La porte était au nord.

C'est de ce côté que se fit naturellement l'attaque, les troupes prussiennes débouchant d'Altenstadt pour monter au château par les houblonnières.

L'accueil qui leur fut fait était de nature à faire comprendre que l'on allait avoir à vaincre, là aussi, une résistance sérieuse. Les compagnies qui suivirent les premières engagées se hâtèrent donc de se rejeter vers leur gauche pour aborder les

bâtiments par le jardin ; mais elles aussi furent reçues par une fusillade si violente qu'il ne pouvait être question d'essayer d'aller plus loin sans artillerie.

Les Allemands durent donc finir par où il fallait commencer. Ils amenèrent successivement cinq batteries sur la pente même, à 800 ou 900 mètres sous le feu du défenseur, et criblèrent le château d'obus.

Il était 2 h. 1/2 environ. Quatorze compagnies s'y précipitèrent alors par mouvement enveloppant, et ce qui restait de défenseurs fut entouré et fait prisonnier.

Tel fut le combat de Wissembourg. Etant donnée la disposition des troupes, c'était un combat de localité pour l'honneur des armes, ne pouvant avoir de résultat tactique appréciable. On s'était tâté, voilà tout. Encore faut-il dire que, après avoir compté leurs pertes, qui étaient de plus de 1.500 hommes, les Allemands crurent qu'ils avaient eu affaire à bien autre chose qu'à huit petits bataillons.

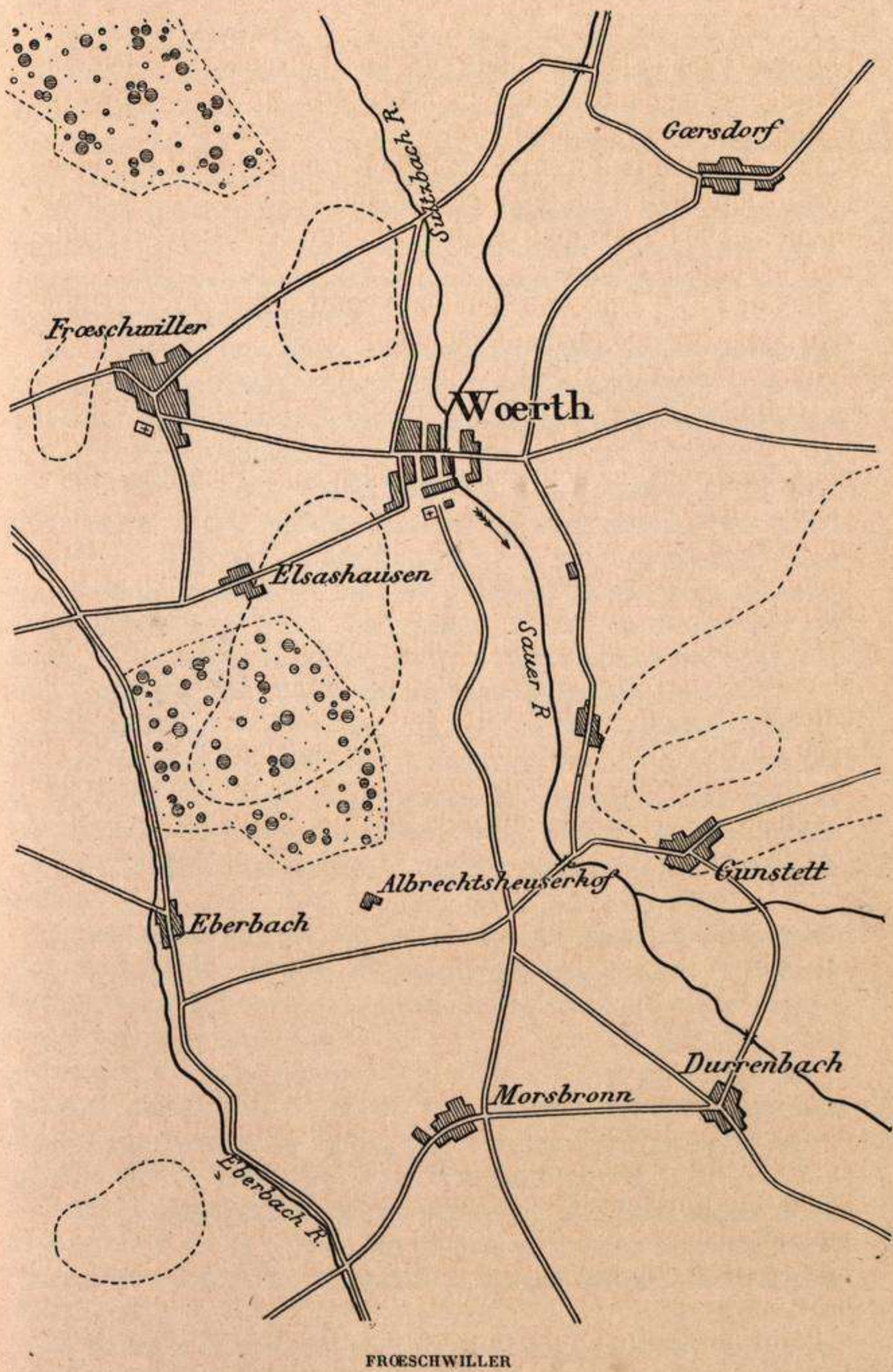
C'était le premier combat de la campagne ; les troupes prussiennes et bavaroises qui y prirent part arrivaient de tous côtés à tire-d'aile au bruit du canon. On ne voit pas, dans le récit, de direction d'ensemble ; l'artillerie semble y avoir été livrée à ses propres inspirations, et ce n'est que très tard que les chefs de corps font venir une par une leurs batteries.

Bataille de Frœschwiller.

(6 août.)

Avec le 6 août, nous assistons à une des grandes batailles de la guerre. Grande non pas par le chiffre des effectifs engagés, car il n'y eut pas, du côté des Français, plus de 36 à 38.000 hommes en ligne en présence des 125 à 135.000 dont pouvait disposer le prince royal, mais grande par ses résultats, puisqu'elle a permis à la III^e armée d'aller sans coup férir, à travers nos départements, de Saverne à Sedan.

Pourquoi le général français a-t-il livré cette bataille ? Est-ce par ignorance du chiffre de ses adversaires ?... Est-ce



par entraînement, en se voyant entouré de ces zouaves, de ces tirailleurs algériens, de ces vieux régiments de Crimée et d'Italie qui n'avaient jamais bronché devant le nombre?... Est-ce parce qu'il se croyait dans une position inexpugnable? C'est bien difficile à discerner.

De fait, il accepta la bataille pour l'honneur des armes certainement, mais certainement aussi avec l'assurance qu'il coucherait sur ses positions et ne s'en irait à travers les Vosges que de sa propre volonté.

Et — soyons vrai dans notre appréciation, étant donné cet entraînement intempestif qui a été si fatal à nos armes — encore eut-il un reste de cette bonne fortune qui l'avait accompagné à Malakoff et à Magenta.

C'est par hasard, on le sait, qu'il fut attaqué le 6. Son adversaire aurait voulu attendre au lendemain. Les Allemands lui livrèrent donc, non pas une bataille voulue, mais une bataille improvisée, et c'est grâce à l'incohérence de cette improvisation qu'il put, en somme, — fort en désordre il est vrai, mais enfin en les sauvant, — faire passer les Vosges à une vingtaine de mille hommes avec leurs officiers.

Qui sait si, le 7, avec une attaque moins décousue, avec le déploiement des 60.000 Bavares qui restèrent un peu inertes le 6, faute de bien comprendre la situation, qui sait si nos 35.000 hommes n'auraient pas, malgré leurs efforts, été enveloppés comme ils le furent vingt-cinq jours après à Sedan?

Après cette digression, revenons au combat lui-même. Commencé dès 7 heures du matin, il reste flottant et indécis jusque vers 1 heure de l'après-midi, moment où le prince royal prend la direction.

Dégagé de tous détails, son plan est des plus simples : attaque directe du V^e corps sur le front, avec mouvement d'ailes tournantes; à droite par les deux corps bavarois, à gauche par le XI^e corps et les Wurtembergeois.

Pour l'exécution de ces mouvements, il fallait passer de la rive gauche sur la rive droite de la Sauer, sous la ligne française, bien en vue, la gauche à Frœschwiller, la droite à Eberbach.

La Sauer n'est pas une rivière profonde, mais les bords en

sont raides et tout le long s'étendent des prairies où l'on était sous le feu de la défense, surtout au centre.

Pour la passer, on avait, sur une longueur de 8 kilomètres environ, quatre ponts : un à Gœrsdorf, destiné au II^e corps bavarois pour lui faire rejoindre le I^{er}, qui était déjà sur la rive droite; un à Wœrth, pour le V^e corps; un à Gunstett et un à Dürrenbach, pour le XI^e corps et les Wurtembergeois. Aucun de ces ponts n'était détruit. On avait assez imparfaitement essayé de rendre impraticable celui de Wœrth.

C'est cette dernière localité qui a joué dans la journée le rôle le plus intéressant. Il n'est pas douteux que la physionomie du combat n'eût été très changée si Wœrth avait été occupé par les Français et si le pont de Gunstett, situé en un point où l'eau est profonde et les rives très bourbeuses, avait sauté.

Wœrth est un gros village de 450 à 500 mètres d'étendue dans tous les sens, à cheval sur la Sauer, mais dont la plus grosse partie est sur la rive droite.

Sa situation était excellente pour passer à l'abri de la rive gauche sur la rive droite.

Ce n'est plus là, comme dans la journée du 4, une localité d'appui pour une aile, c'est une tête de pont.

Tout d'abord, le village, qui s'étendait jusqu'au pied des pentes occupées par la division Raoult (3^e du 1^{er} corps), servit de place de rassemblement pour les troupes du V^e corps prussien, qui, une fois passées et réunies par unités, s'élançaient dans les vignes et bouquets de bois qui garnissaient la côte est. Le masque des maisons leur évitait d'avoir à traverser les prairies, qui étaient, en amont et en aval, battues par les feux du défenseur.

On jugea bientôt, du côté des Français, de l'importance de Wœrth en voyant déboucher toute la matinée des bataillons tentant les uns après les autres de gagner la ligne de défense. Chaque fois, ces tentatives étaient repoussées et on se lançait à la poursuite malgré le feu de l'artillerie ennemie étendue le long de la rive gauche; mais les Prussiens, de leur côté, avaient tout aussi bien senti que nous l'importance du village. Le pourtour en était bien garni, les murs et les maisons de la lisière bien occupés et bordés

de fusils; bref, il était impossible d'y entrer et d'aller jusqu'aux ponts improvisés qu'on s'était hâté de jeter sur la rivière.

C'est ainsi que, lorsque le mouvement du XI^e corps par Gunstett et Dürrenbach fut accusé, il n'y avait plus rien à faire qu'à disputer la ligne de bataille elle-même.

Au surplus, la supériorité que prit, dès le début, l'artillerie allemande aurait certainement, tôt ou tard, rendu intenable notre occupation de Wœrth, même si nous étions parvenus à y pénétrer; mais, en tout cas, cela aurait fort retardé la convergence des attaques de la gauche allemande avec celle du front, et, comme, en somme, les Bavarois étaient un peu inertes devant la division Ducrot, il y eût eu tout au moins de l'indécision dans la bataille.

Tel est le rôle tout particulier de cette localité.

Celui des autres villages et hameaux qui jalonnaient la ligne de bataille française Albrechtshausenhof-Eberbach-Elsasshausen-Frœschwiller rentre dans les conditions ordinaires. C'est plus un rôle moral qu'un rôle tactique. Quand les troupes déployées de chaque côté se retirent, débordées, le village est abandonné, jusqu'à ce que, à 4 heures du soir, les débris de la division Raoult, resserrés dans Frœschwiller, écrasés par 192 canons, attaqués au nord par les Bavarois, au sud par le XI^e corps, à l'est par le V^e, se retirent débandés vers Reischoffen, laissant sur ce petit plateau, mêlés dans un indescriptible désordre, les bataillons ennemis.

On se rendra compte de ce désordre des deux partis en se rappelant que cette lutte de quelques heures laissait sur le carreau, sur ces pentes de 4 kilomètres environ de longueur, plus de 16.000 hommes tués ou blessés.

Bataille de Gravelotte.

(16 août.)

Ce n'est plus là une bataille de surprise comme Wissembourg, une bataille inopinée comme Wœrth. C'est une bataille stratégique, accidentelle, une de celles qui prouvent qu'à la guerre, en dépit de la meilleure cavalerie, en dépit de tout, on est peu renseigné souvent.

C'est l'offensive hardie d'un chef de corps d'avant-garde, qui, se figurant entamer l'arrière-garde de son adversaire, se fait entamer lui-même, et, il faut bien le dire, un peu sans but, car, s'il n'eût pas eu, devant lui, l'inertie défensive d'un ennemi inquiet, il était, malgré tous ses efforts, malgré sa bonne contenance et son intrépide bravoure, rejeté sur la Moselle, bousculé dans les bois de la rive gauche. Il eût fallu plusieurs jours à l'armée prussienne pour se remettre, et Sedan n'aurait certainement pas eu lieu.

C'est la fortune ou le hasard des combats.

Il y eut, en somme, relativement peu de monde engagé, car, sauf les divisions du III^e corps allemand et une brigade du IX^e, les deux autres (VIII^e et IX^e corps) ne parurent qu'à la fin et n'engagèrent que leurs têtes de colonnes.

Du côté des Français, le 2^e et le 6^e corps seuls s'engagent à fond; le 4^e et la division de grenadiers de la garde ne paraissent que comme suppléments dans l'action, et chacun des partis laisse de 15.000 à 16.000 tués ou blessés sur le terrain.

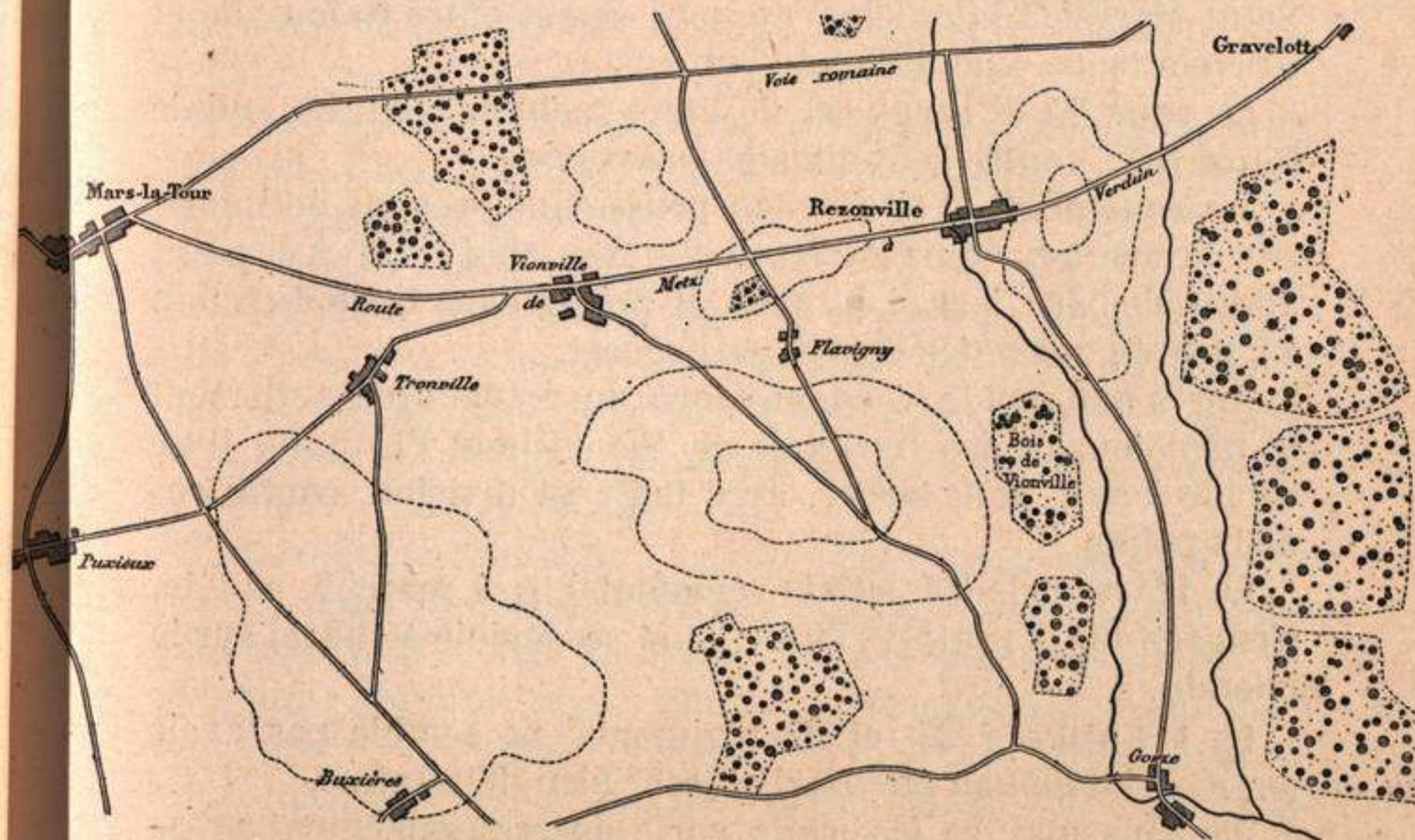
C'est donc une action des plus meurtrières.

Les Allemands ont donné à cette bataille le nom de Vionville-Mars-la-Tour, en souvenir de l'attaque du front Vionville-Flavigny par leur infanterie et des grandes rencontres de cavalerie qui eurent lieu au nord de Mars-la-Tour, sur le plateau de Ville-sur-Yron.

C'est cette attaque de l'infanterie sur le front Vionville-Flavigny dont nous allons parler.

Toute la bataille, mais surtout la première phase est incohérente et se ressent de l'incertitude des uns et des autres.

Du côté des Allemands, le commandant du III^e corps, qui croit n'avoir affaire qu'à une arrière-garde, se trouve barrer le passage du plateau entre la Moselle et la Meuse au gros de l'armée française.



GRAVELOTTE

Du côté des Français, le commandant en chef semble avoir, toute la journée, roulé dans sa tête un problème insoluble. « On dirait qu'il veut atteindre la Meuse sans quitter la Moselle. »

Il est 10 heures environ. Depuis une heure, l'artillerie tonne du côté du bois de Vionville, où la 5^e division (3^e corps) cherche à déboucher des ravins de Gorze pour gagner Rezonville.

Deux corps d'armée français (le 2^e au sud, le 6^e au nord) sont sur le terrain du combat, se reliant l'un à l'autre sur la grande route de Metz - Mars-la-Tour. On n'a eu, jusque-là, que des engagements avec la cavalerie allemande.

La brigade Pouget, du 2^e corps, occupe Flavigny et étend sa ligne de ce point à Vionville, où elle a quelques compa-

gnies (1) et le bataillon de chasseurs. Un régiment de la brigade Colin, du 6^e corps, est dans Vionville même avec le 12^e bataillon de chasseurs (2).

La brigade Sonnay, à la droite de la brigade Colin, s'étend jusqu'à la voie romaine, à 1.500 mètres environ au nord de la grand'route (3).

Les deux autres divisions du 6^e corps sont en ce moment à Saint-Marcel (4 kilomètres au nord-est) et entre Rezonville et Gravelotte, à 5 kilomètres à l'est.

Le reste du 2^e corps est déjà fortement engagé, au sud de Rezonville, contre la 5^e division prussienne.

A ce moment, la 6^e division prussienne, venant de Buxières, arrive à hauteur de Tronville. Son chef reçoit à ce point l'ordre de faire face à l'est et de se porter dans cette direction au lieu de remonter vers le nord-ouest.

Après une rapide reconnaissance, apercevant très nettement le déploiement des lignes entre Vionville et Flavigny, il se décide à agir, sans tarder, avec toute sa division, contre ces deux points.

La 12^e brigade (64^e et 24^e régiments), qui marche en tête, s'engage sur la route de Vionville et se déploie à cheval sur le chemin.

La 11^e brigade (35^e et 20^e régiments) ne semble pas avoir eu, dès le début au moins, d'objectif bien déterminé.

Pendant que se fait cette sorte de rassemblement préalable, onze batteries du III^e corps et des 5^e et 6^e divisions de cavalerie viennent successivement se déployer à l'ouest et au sud de Vionville et ouvrent le feu.

Mais leur action est plutôt dirigée sur les batteries françaises qui leur sont opposées et sur les troupes que l'on aperçoit devant soi, sur le terrain découvert, que contre les deux villages.

Ces villages vont être assaillis sans préparation préalable de l'artillerie.

Le pays messin, entre la Moselle et la Meuse, est un plateau

(1) La brigade Pouget se compose du 12^e bataillon de chasseurs et des 8^e et 23^e.

(2) La brigade Colin se compose des 93^e et 94^e.

(3) Cette brigade comprend les 75^e et 91^e.

de 35 à 40 kilomètres, accidenté et boisé. On y aboutit, de la Moselle, par des pentes rudes, étroits défilés formés par les ravins de tous les ruisseaux qui viennent prendre leurs eaux sur la ligne de faite, ligne qui, dans la partie est, est sensiblement indiquée par la route de Metz à Verdun, sur laquelle se trouvait en partie l'armée française.

Vionville, Flavigny, Rezonville, Gravelotte sont à l'extrémité nord de ces ravins : ce sont les points de débouché des chemins venant de la Moselle à la grand'route.

C'est ce qui explique comment la 5^e division, arrivée au haut de la pente, était tombée en plein sur Rezonville, au centre de l'armée française.

Il n'en était pas de même de la 6^e.

Ne recevant, dans sa marche vers le nord-ouest, qu'à Tronville l'ordre de se porter sur Vionville, elle était astreinte à une conversion pour faire face à l'est et n'abordait plus, par suite, Vionville et Flavigny que par la plaine au lieu de le faire par le débouché des vallons.

C'étaient deux très petites localités que ces villages encastrés dans la ligne française. Flavigny était un simple hameau de huit ou dix maisons. Vionville, un peu plus important, se composait de deux rues : l'une, la grand'route elle-même, était bordée, sur une longueur de 150 mètres environ, de maisons espacées, avec jardins; l'autre, où les habitations étaient resserrées, était parallèle à la première. Elles s'étendaient donc, l'une et l'autre, dans le sens de l'attaque ouest-est.

La conversion terminée, chacune des brigades se mit en marche, ayant un régiment en première ligne.

A la 11^e brigade, à droite, la direction manque. Flavigny n'est pas en vue, n'a pas de clocher et par suite on ne trouve pas d'objectif précis. Aussi voit-on, au bout de peu de temps, le régiment de tête (n^o 35) se diviser en trois tronçons : un bataillon va sur Flavigny, l'autre sur Vionville; celui du centre, indécis, prend pour direction un bouquet d'arbres au milieu et en arrière de l'intervalle entre les deux localités. On est ainsi sur un front de 1.500 mètres au moins.

La 12^e brigade (à gauche) a un objectif nettement indiqué : c'est Vionville, et la route est la directrice. Dans le régiment de tête, un bataillon s'élève un peu au nord pour déborder le

village, tandis que les deux autres vont l'aborder par l'ouest. Le deuxième régiment, une fois la marche entamée, oblique vers la gauche pour faire échelon et déborder l'aile extérieure.

Seulement, il arriva — ce qu'on n'avait pas remarqué au début — que, par rapport au front général du combat, la ligne Flavigny-Vionville étant inclinée à 45°, les unités qui marchaient sur les points les plus éloignés de droite, Flavigny et le bouquet d'arbres, se trouvèrent prises en flanc par le feu dès qu'elles arrivèrent à hauteur de Vionville.

Aussi vit-on à ce moment les bataillons se disloquer.

Les compagnies marchant sur Flavigny s'arrêtent indécises; celles marchant sur le bouquet d'arbres, appuyant un peu au hasard les unes vers la droite, les autres vers la gauche, resserrent sur les ailes.

Tandis que le côté droit reste stationnaire, la gauche continue sa marche. Vionville, assailli au nord, à l'ouest et au sud par un régiment et demi, près de 4.000 hommes, soutenu sur la gauche par un autre régiment, est enlevé sans coup férir à 11 h. 1/2.

C'est presque entièrement un assaut d'infanterie, sans l'aide du canon.

On mentionne bien que quelques batteries ont envoyé des obus dans le village, mais il a dû y en avoir peu, toute l'attention des officiers d'artillerie étant concentrée sur les batteries de l'adversaire. Puis on se l'explique aussi par les provenances si multiples des batteries allemandes. Le III^e corps, le X^e, la 5^e division de cavalerie, la 6^e ensuite y envoient successivement leurs pièces. L'ensemble devait donc faire défaut, et l'ensemble est nécessaire pour une préparation en règle.

Ce qui, du reste, le prouve certainement, c'est que, si la relation allemande donne des chiffres vrais et contrôlés, on est entré à Vionville vers 11 h. 1/2, c'est-à-dire une heure après le déploiement. On aurait donc pu, en une heure, en plein champ, sous le feu de la défense, parcourir 2 kilom. 1/2, ce qui peut être considéré comme un maximum de rapidité de mouvement en combattant.

La prise de Flavigny se présente, on va le voir, dans de tout autres conditions.

Une fois Vionville enlevé, les troupes prussiennes qui s'y étaient accumulées tombaient directement sous le canon des Français. Il était impossible de s'y maintenir, en masse tout au moins. On se hâta de les porter en avant, et parallèlement à la grand'route de Metz, en les faisant entraîner par un bataillon de la réserve.

Dix-neuf compagnies, appartenant à trois régiments différents, très mélangées, car on n'avait pas eu le temps de remettre de l'ordre dans Vionville même, se jetaient un peu en débandade vers les hauteurs nord de Flavigny, caractérisées, on l'a vu, par un bouquet de bois qui avait servi de direction aux unités du centre du régiment de la 11^e brigade.

A droite, où elles étaient couvertes maintenant, les dix compagnies de la 11^e brigade reprenaient la marche sur Flavigny.

Le bouquet d'arbres était enlevé le premier.

Pendant ce temps, l'artillerie ayant mieux saisi, à la vue de ses fantassins arrêtés, l'objectif où ils voulaient atteindre, envoyait quelques volées d'obus sur le hameau, qui fut rapidement incendié et ruiné.

De même que Vionville, Flavigny tombait sous une attaque concentrique par trois côtés, parce que des troupes de la 5^e division, remontant de Gorze et qui semblent s'être un peu égarées de la direction générale de leur division, se présentaient par le sud au moment où les défenseurs se retiraient devant l'incendie allumé.

Comme modèle d'attaque et de défense de localités encadrées dans la ligne de bataille, Vionville et Flavigny ne sauraient être rigoureusement cités. Mais où l'intérêt est grand, c'est quand on étudie l'action dans ses détails.

Il y a, sur tout champ de bataille, disons même sur toute partie d'un champ de bataille, un point tactique. Quoi qu'on fasse, quoi qu'on combine, quelque faute que l'on commette, c'est toujours à ce point qu'en dépit de toutes les erreurs la question se résout.

Ce qu'on appelle avoir du coup d'œil sur le terrain, c'est savoir discerner ce point avant, si on le peut; pendant, s'il vous a échappé au moment de l'engagement.

Dans l'espèce, et sur le terrain dont nous avons donné un

peu trop succinctement peut-être la description, le point tactique était Vionville.

En voulant enlever à la fois le bouquet d'arbres et les deux localités d'appui de la ligne, le commandant de la 6^e division se créait une difficulté presque insurmontable, étant donnés à la fois le manque de direction de l'attaque de droite et l'obliquité du front d'attaque générale. L'action elle-même s'est chargée de le prouver, et, bien plus, l'erreur commise a contribué à rejeter sur Vionville quelques compagnies de la 11^e brigade, ce qui a assuré le succès immédiat de la 12^e sur cette localité (1).

Bataille des lignes d'Amanvillers (Saint-Privat).

(18 août.)

On a tellement puisé dans le récit de cette bataille que l'on éprouve quelque embarras à en entretenir encore le lecteur.

Mais il y a eu là des exemples trop corrects de combats de localités pour qu'on ne les rappelle pas en quelques mots tout au moins, d'autant que ces combats nous montrent le rôle des localités dites *postes avancés*.

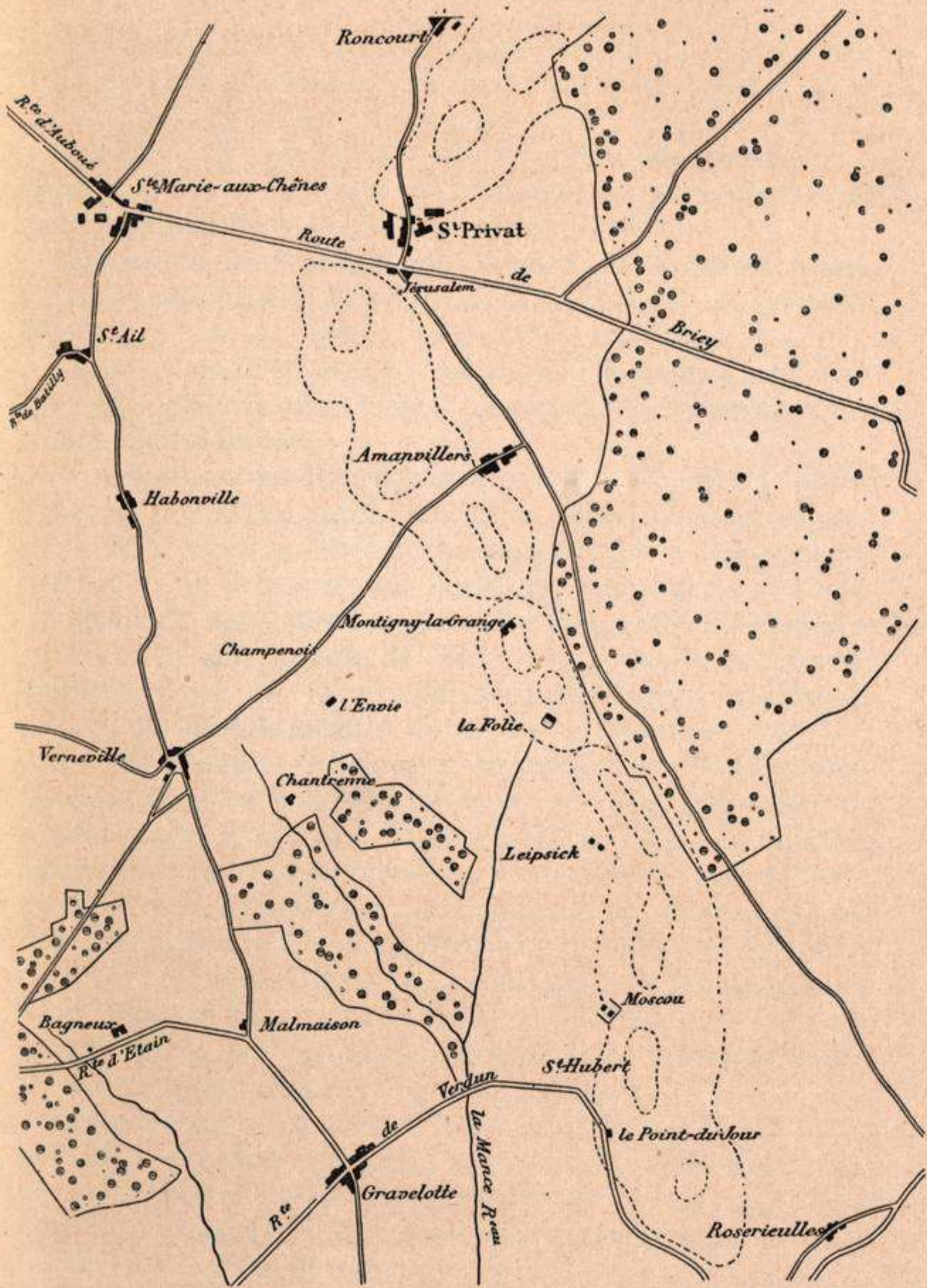
Saint-Privat n'est pas, comme Wœrth, une bataille imprévue. Il y a eu de l'imprévu, comme il y en aura toujours à la guerre; mais la bataille elle-même était préméditée; elle devait avoir lieu à un endroit ou à un autre sur le plateau entre Metz et Verdun, suivant que les projets du généralissime français seraient de tenir vers la Meuse ou de tenir vers la Moselle.

Elle a ceci de très intéressant, c'est qu'elle a dévoilé d'un

(1) Un point à remarquer : deux bataillons, un du 20^e et un du 35^e, sont successivement lancés à l'attaque du bouquet d'arbres au milieu de l'intervalle qui sépare Flavigny de Vionville. Tous deux, à peine lancés, se disloquent spontanément.

Leurs compagnies, appuyant les unes à droite, les autres à gauche, vont renforcer les attaques des ailes au lieu de faire leur propre attaque.

Ces bataillons se sentaient donc, on n'en peut douter, trop isolés, trop petits, au milieu de ce grand espace vide, et, d'instinct, ils cherchaient un appui au milieu ou à côté de groupes plus forts.



SAINT-PRIVAT

côté l'esprit de défensive très tenace des Français, de l'autre, de la part des Allemands, des qualités très brillantes d'offensive, même à la suite d'échecs répétés.

Ceci établi, il convient de donner la situation générale de la défense, puisque c'est elle qui a jalonné les particularités de cette grande lutte, une des principales du siècle.

La position des Français était définie par Roncourt, Saint-Privat, Amanvilliers, Montigny-la-Grange, La Folie, Leipsick, Moscou, le Point-du-Jour (10 kilomètres environ).

En avant, on avait occupé, mais sans y attacher grand intérêt : Sainte-Marie-aux-Chênes, Champenoix, l'Envie, Chantrenne, Saint-Hubert.

Ce n'était pas une ligne d'avant-postes, c'étaient des postes avancés, des grand'gardes localisées, indépendantes les unes des autres, sur lesquelles on ne comptait pas du tout pour la défense et où l'on avait mis quelques troupes pour s'en faire une sorte de couverture de sûreté à 1.500, 1.800, 2.000 mètres en avant de soi. Aucun de ceux qui s'y trouvaient n'avait d'ordres précis. On leur avait dit tout simplement : « Allez occuper telle ou telle localité, là-bas, devant nous. »

Si l'armée déployée le long de la grande ligne de 10 kilomètres que nous venons de détailler n'avait pas su la valeur du poste avancé, la journée du 18 lui en eût donné la connaissance. Il y avait peu de monde en avant de cette grande ligne, car l'Envie fut enlevée par deux compagnies, Chantrenne par quelques pelotons, Champenoix par un bataillon ; et cependant ces trois points, avec quelques bataillons dans le bois du ravin de la Manse et dans celui de la Folie, suffirent pour faire déployer devant une position en somme assez médiocre tout le IX^e corps prussien appuyé par son artillerie.

L'attaque ouvrit à 11 h. 1/2. Ce n'est qu'à 4 h. 1/2 qu'on enleva Champenoix, et encore avec l'aide de quatre batteries ; et, malgré le feu de 60 pièces concentré sur les lisières des bois, à peine, à 7 heures du soir, quelques compagnies plus hardies que les autres avaient pu y prendre pied.

Ce n'est qu'incidemment que nous relatons ce fait et pour passer avec quelque transition de l'offensive sur le centre de la ligne à l'offensive très brillante faite sur les ailes, quoique avec des succès différents.

Combats de localités de Sainte-Marie-aux-Chênes et de Saint-Hubert.

(Types du poste avancé.)

Sainte-Marie-aux-Chênes est un assez fort village groupé à l'intersection de trois chemins menant l'un à Auboué, l'autre à Saint-Privat, le troisième à Habonville. C'est par ce dernier qu'arrivait la colonne de la garde prussienne (1^{re} division). Sur la gauche, tournant autour de Sainte-Marie pour gagner Roncourt, qui était l'extrémité droite de la ligne française, les 23^e et 24^e divisions (corps saxon) se suivaient.

La localité est à 2 kilom. 1/2 de Saint-Privat, qui était sur la ligne de défense générale. Les maisons sont en pierre, bien agglomérées, solides, entourées à l'extérieur de clôtures en murs et en haies. Terrain plat.

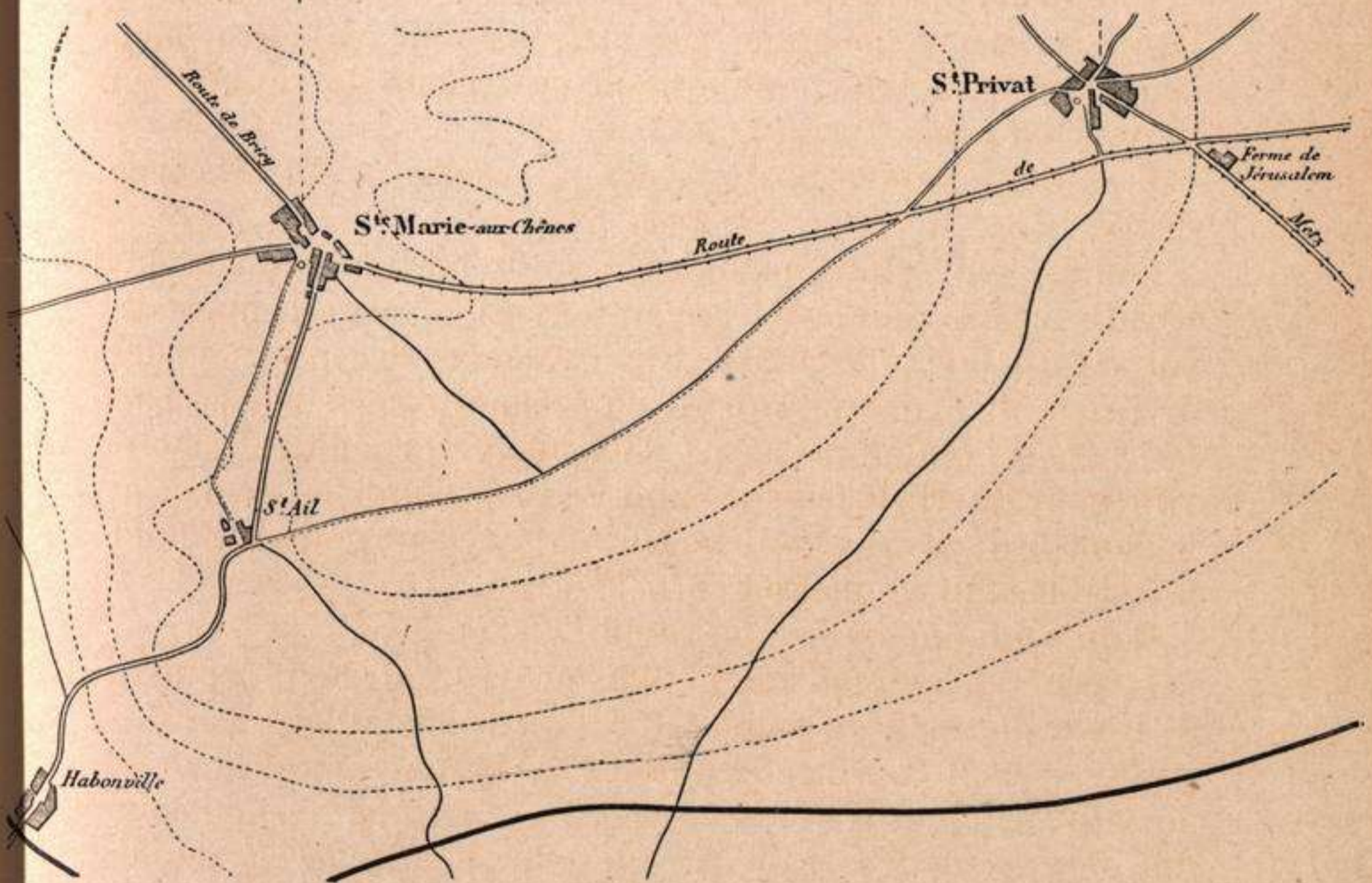
Le village était occupé (1) par un régiment du 6^e corps (le 94^e).

Comme couverture, même provisoire, pour la ligne de défense française, Sainte-Marie était sans utilité, mais il apportait, par sa situation, une gêne aux mouvements de conversion des divisions allemandes : d'abord, en prenant en écharpe les batteries qu'on voulait placer parallèlement au chemin d'Habonville pour ouvrir le feu sur Saint-Privat, ensuite en menaçant le flanc droit des Saxons dans leur mouvement tournant, dont la localité était en quelque sorte le pivot.

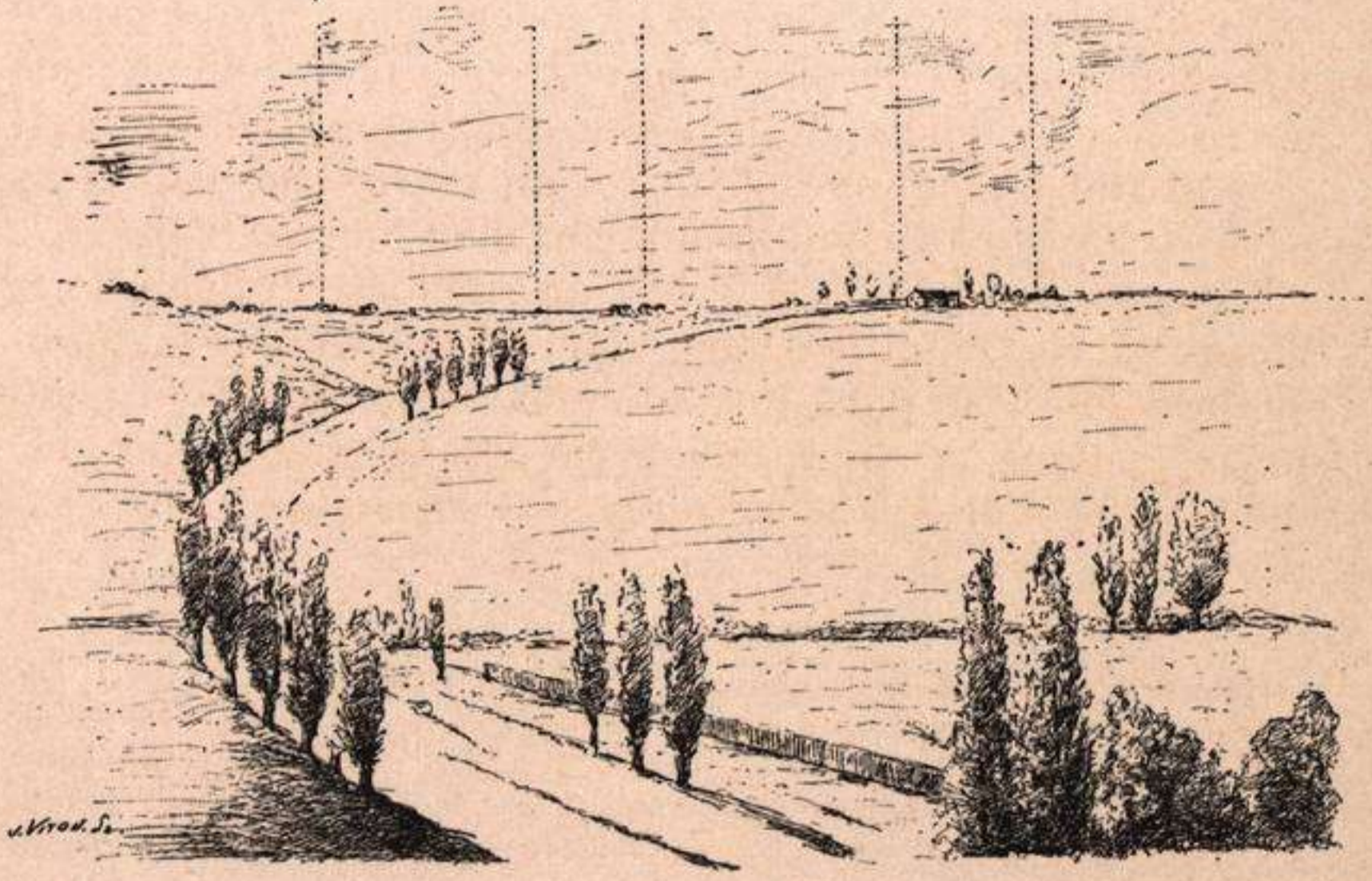
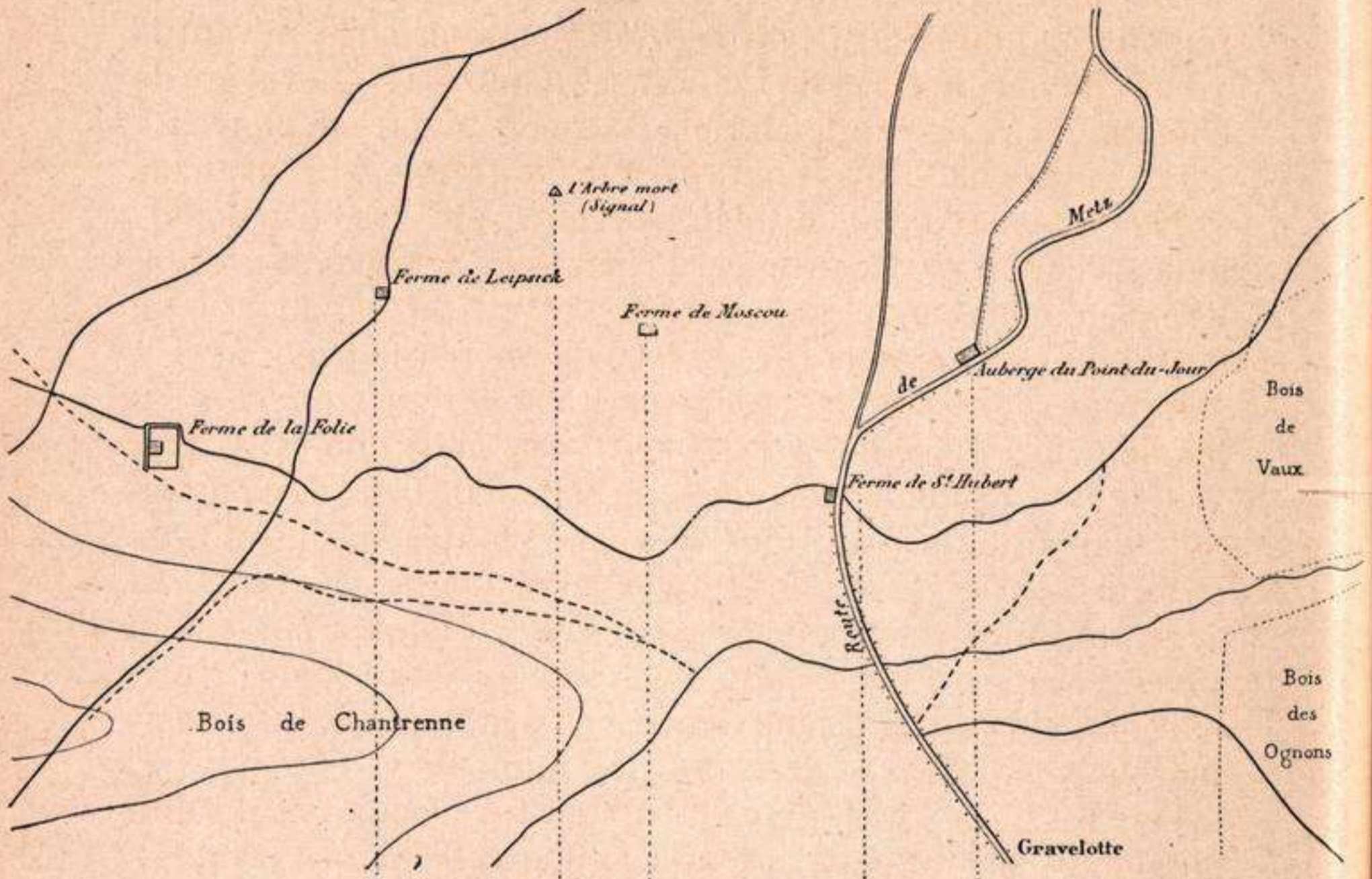
D'un commun accord, on résolut de l'enlever.

Le général commandant la division de la garde fit déployer de front, au sortir de Saint-Ail, les quatre bataillons d'avant-garde ; sous leur protection, il mit ses batteries sur la gauche de Saint-Ail, puis il fit rassembler le reste de la division dans une dépression de terrain, à l'ouest du chemin, face à Sainte-

(1) Il est plus que probable que l'on ne s'attendait pas à une attaque, car rien n'avait été fait pour la défense, et, quoique le corps n'eût pas d'outils, on pouvait toujours trouver quelques pioches et pelles dans une localité agricole ; au surplus, les entrées n'étaient même pas barricadées, ce qui cependant eût été facile à faire. Ceci a été discuté ; mais, quoi qu'il en soit, on avait fait peu de chose et reporté sur Saint-Privat les ressources et moyens de défense dont on disposait.



SAINTE-MARIE-AUX-CHÊNES ET SAINT-PRIVAT



FERME DE SAINT-HUBERT ET ROUTE DE GRAVELOTTE
 (18 août 1870.)

Marie. Pendant ce temps, la 24^e division et même la 23^e, qui remontaient de Batilly vers le nord, plaçaient aussi devant le village de l'artillerie et de l'infanterie déployée à cheval sur le chemin qui va de Sainte-Marie à Hatrize à travers le plateau.

Les quinze batteries, réunies en deux groupes, firent sur le village un feu d'une demi-heure environ, puis les onze bataillons préparés (quatre de la garde, sept des Saxons) se précipitèrent en demi-cercle, sans s'arrêter pour tirer, inondant d'un flot d'hommes les trois rues et les lisières nord et est.

Devant cet assaut, les 1.400 ou 1.500 hommes du 94^e s'enfuyaient fort débandés vers le nord-est, mais non sans avoir vidé leurs cartouchières et mis, au milieu de cette agglomération d'assaillants ayant tous le même point pour objectif, un désordre qu'on eut la plus grande peine à faire cesser.

En somme, l'assaillant sortait de cette attaque relativement indemne; mais il avait fallu deux bonnes heures pour la préparation et la mise en mouvement, et cela reculait d'autant sa marche vers l'objectif vrai, qui était Saint-Privat.

Ce n'est qu'à 3 h. 1/2 que le village fut occupé, et il fallut longtemps encore pour préparer l'attaque de Saint-Privat (1).

A l'aile opposée et à peu près au même moment (3 heures), une offensive aussi hardie, mais beaucoup plus difficile dans son exécution, rendait les Prussiens maîtres de Saint-Hubert.

Saint-Hubert était une métairie composée de trois bâtiments séparés et ayant à l'est un jardin clos d'un mur assez bas.

Située au sommet de la rampe qui remonte du fond de la Manse sur le Point-du-Jour (route de Gravelotte à Roze-rieulles), elle était dans une situation remarquable au point de vue tactique, et sa possession par les Allemands était une chose obligée s'ils voulaient faire effort sur l'aile gauche fran-

(1) Le 94^e n'avait, en fait, que 2 bataillons et demi à Sainte-Marie, bataillons très réduits parce qu'ils avaient perdu 540 hommes le 16 à Rezonville. Il eut à Sainte-Marie 313 hommes tués ou blessés. Comme il n'avait quitté son campement à Saint-Privat qu'à midi, il arrivait à Sainte-Marie au moment où les Prussiens débouchaient d'Habonville; de là cette course dont nous avons parlé pour arriver premier à Saint-Ail.

Les défenseurs du village n'attendirent pas l'assaut : aussitôt que se fut ébranlée cette énorme masse enveloppante de près de 12.000 hommes, ils s'enfuirent sur Roncourt.

çaise, qui était le point tout indiqué pour menacer la ligne de retraite sur Metz.

Sept petites compagnies du 80^e de ligne l'occupaient.

Il fallut trois assauts consécutifs et une consommation énorme d'obus par les batteries établies devant Gravelotte pour avoir raison des défenseurs. La 15^e division tout entière y était passée successivement et dix-sept compagnies s'y étaient mêlées dans un inexprimable désordre, lorsque le bataillon, ne pouvant plus résister au flot, remontait vers la ferme de Moscou et les tranchées établies sur la pente. Il était 4 heures du soir.

Tel est l'exemple, très intéressant, dans la même journée, de deux combats de localités servant de postes avancés.

Toutes deux, il faut bien le faire ressortir, eurent leur rôle; mais celui de Sainte-Marie-aux-Chênes ne fut qu'incident, tandis que celui de Saint-Hubert était direct.

Sainte-Marie, dans sa plaine, ne remplissait pas un but tactique proprement dit. Son occupation et sa résistance retardèrent, dans les dernières heures de la journée, l'attaque réelle des lignes françaises, qui aurait dû se faire entre 2 et 3 heures. Si l'on eût profité de ce moment pour amener en hâte de bonnes réserves à l'aile droite, il est probable que l'on aurait eu, comme le 16 août, une bataille indécise dans ses résultats.

Saint-Hubert, au contraire, était une véritable avancée. Sa résistance avait brisé l'élan de la 15^e division et diminué l'énergie morale des suivantes. On s'en servit, à partir de 4 heures, comme d'une sorte de place d'armes pour lancer des bataillons sur la ferme de Moscou et amener des canons au haut de la pente, sous le feu même des tranchées, mais sans aucun succès (1).

C'est devant Gravelotte et Saint-Hubert que se tinrent, le soir, le roi, le chef d'état-major et le grand état-major prus-

(1) La route Gravelotte-Metz était la seule voie possible pour traverser le ravin de la Manse. C'est un haut remblai maçonné sur lequel on accède par deux tranchées, celle de l'est bordée de carrières. C'était donc un défilé de 1.500 mètres battu par les feux de Saint-Hubert sur presque tout son parcours, et tellement disposé que ce n'était qu'à la ferme même qu'on trouvait une place latérale pour faire un déploiement.

sien. Et les péripéties émouvantes des attaques du II^e corps et des débris du VII^e, sous les yeux du souverain, en ont popularisé le souvenir en Allemagne.

« Les Français dans la deuxième partie de la guerre, dit la relation allemande, ne sont plus dangereux dans les attaques de front, en raison de leur inhabileté et du peu de valeur intrinsèque des troupes.

» Mais, dans les localités organisées défensivement, leur résistance est énergique. »

Cette incidence ne paraît pas absolument juste.

D'abord, dans la première partie de la guerre, il n'y eut guère d'attaques de front. Les troupes de l'Alsace, de la Lorraine et de Sedan s'étaient confinées, dès le début des opérations, dans une stricte défensive. Nous avons même fait remarquer que les combats avaient donné un certain démenti à l'opinion qui nous disait, en raison de notre caractère, peu propres à la guerre défensive.

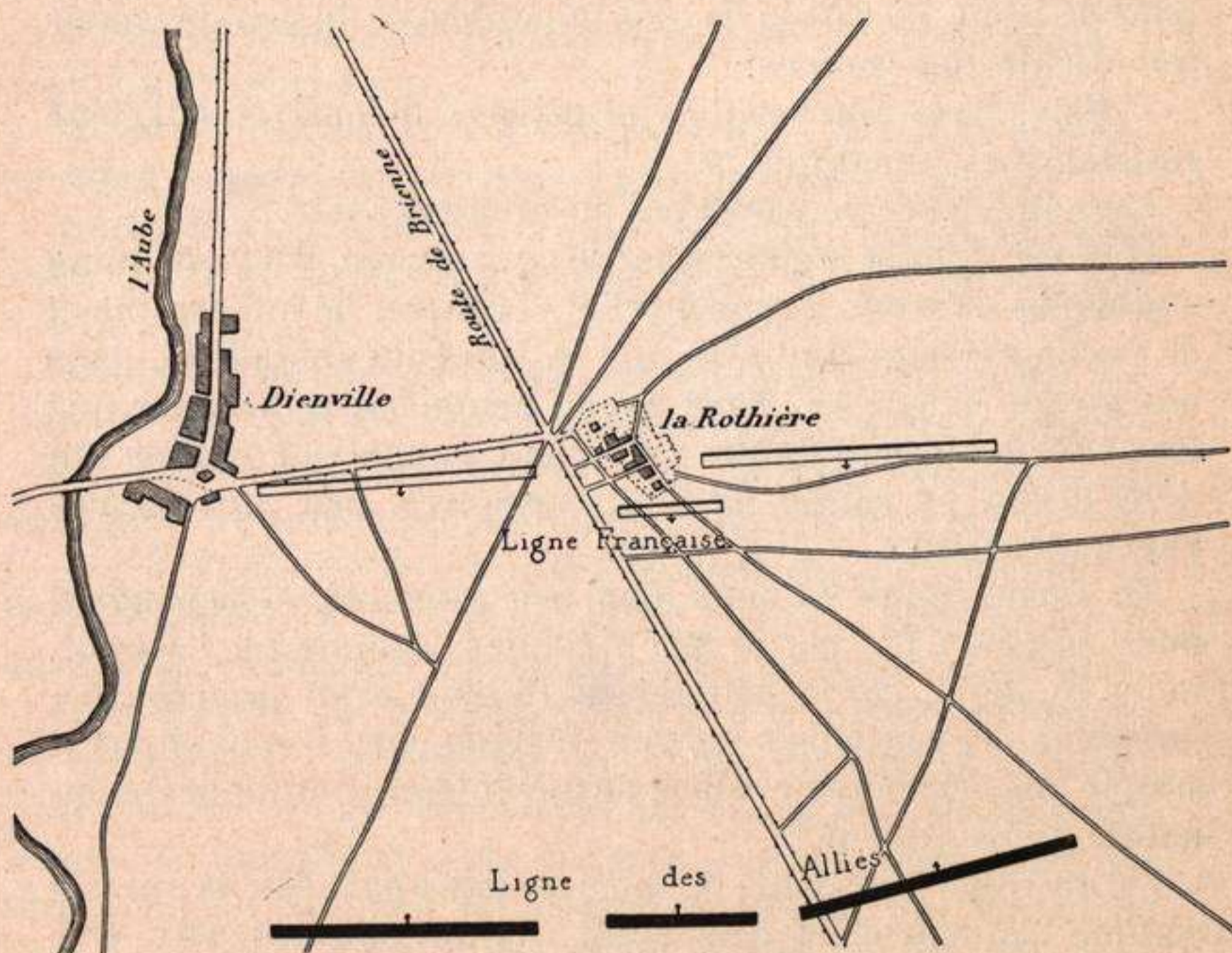
En vérité, nous y étions bien peu préparés, et cependant nous eussions fini certes par y gagner, comme on l'a écrit, notre diplôme, car la bataille du 18 août avait prouvé que, lorsque nous voulions tenir bon quelque part, il n'était pas si simple que cela d'avoir raison de nos soldats, tout impressionnables qu'ils fussent.

Et, du reste, dans cette même deuxième partie de la guerre, comme l'appellent les Allemands, ils ont souvent, eux, très souvent, fait appel à la défensive ou témoigné de leur envie d'y faire appel, en dépit de leur moral très bon et très surexcité par le succès de leurs armes.

Il convient, pour être vrai, de dire que leurs effectifs étaient fort réduits, qu'ils avaient à opérer sur de grandes étendues et qu'ayant moins de cohésion ils avaient aussi un peu moins d'assurance qu'au début (1).

(1) Ainsi, le 11 décembre, la 17^e division n'avait que 6.300 fantassins, la 22^e

D'une part, des soldats improvisés, encadrés comme on pouvait ; d'autre part, des soldats faits, mais dont le nombre tendait chaque jour à diminuer et dont le remplacement devenait à peu près impossible : quoi de plus naturel que, de part et d'autre, on ait cherché l'abri, l'obstacle derrière lequel la force de l'un et de l'autre s'agrandit par le fait même de la couverture que lui procure le mur, la localité ?



BATAILLE DE LA ROTHIERE (1^{er} février 1814).

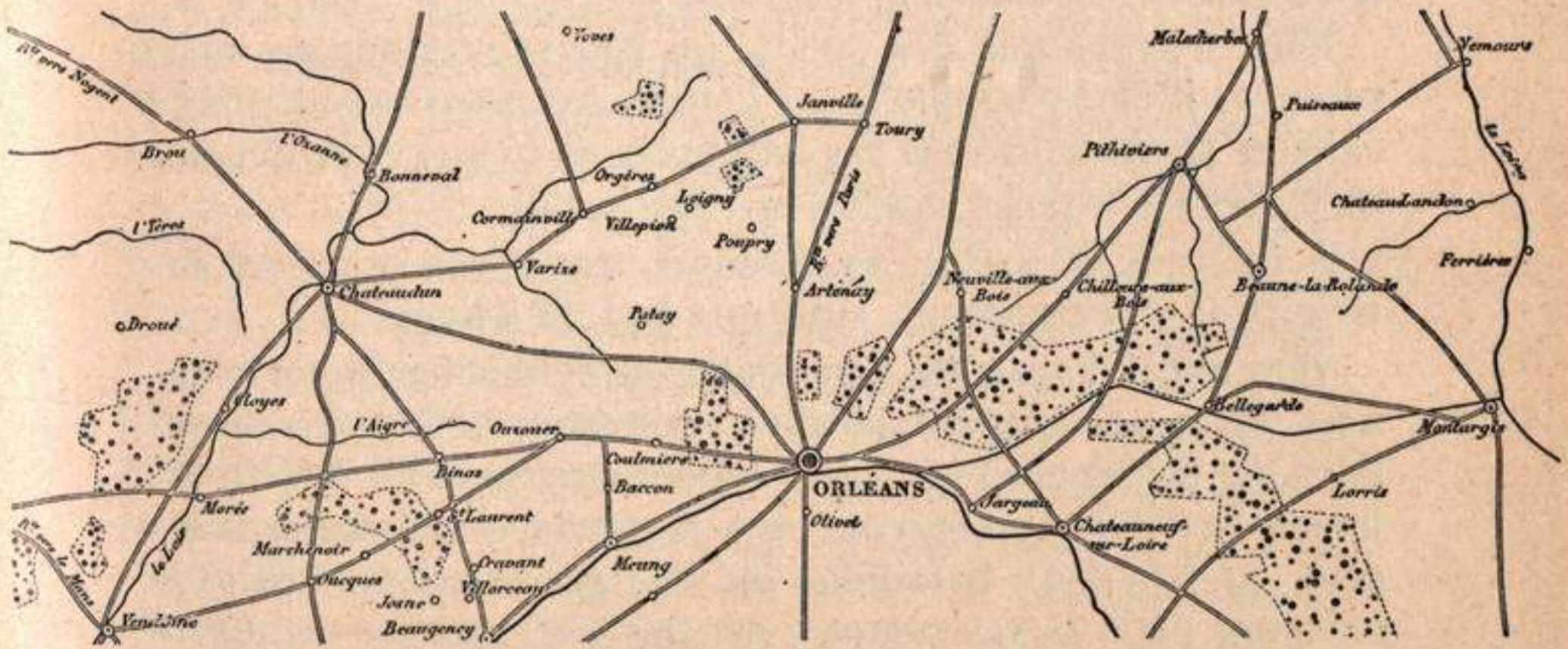
Qu'on se rappelle la Rothière, en 1814. Les 30.000 hommes de débris de nos grandes armées y tinrent tête à tout ce que

5.871. Le 8 décembre, l'infanterie du grand-duc de Mecklembourg se chiffrait par 25.000 hommes ; elle n'en avait plus que 22.000 le 11. Le 26 décembre, nombre de bataillons n'avaient pas 500 hommes.

les alliés avaient pu précipiter en première ligne sur notre sol : 170.000 hommes, peut-être plus.

Lorsque, après toute une suite de combats heureux à Beaune-la-Rolande, à Villepion, à Loigny, Poupry, le prince Frédéric-Charles, avec la II^e armée et la subdivision d'armée du grand-duc de Mecklembourg, eut pris Orléans et arrêté définitivement nos espoirs d'offensive pour secourir Paris, la lutte prit un nouveau caractère.

Prendre pied dans le voisinage de la Loire pendant que l'on



OPÉRATIONS SUR LA LOIRE A LA FIN DE 1870

s'efforçait de réunir à Bourges de nouvelles divisions devenait, momentanément au moins, l'objectif nécessaire de l'armée française; nous en empêcher était celui des Allemands.

Il y eut une période, en décembre 1870, où l'on compterait vingt localités, villes, villages, fermes, hameaux, dont on se disputa avec acharnement la possession. On ne peut les citer toutes; ce serait sans intérêt d'ailleurs, puisque, formant des points d'appui dans les lignes, elles étaient prises ou reprises sans qu'on ait quelques détails sur l'opération particulière à laquelle elles avaient donné lieu.

Quelques-unes cependant sont à noter.

On vient de dire ce que l'on voulait de part et d'autre. A

force de combats journaliers à Meung, à Beaugency, à Cravant, les lignes françaises reculaient peu à peu sur l'ouest, et, vers le 10 décembre, la ligne allemande s'étendait de Beaugency à Cernay par Clos-Moussu et Origny, remontant de là à Montigny et Ouzouer-le-Marché.

Reculer encore était se séparer presque définitivement de Bourges, où l'on concentrait des renforts; on avait donc décidé, le 10, une offensive sur Origny, Villejouan et Villemarceau, qui étaient les avant-postes des divisions du duc de Mecklembourg. Il y avait deux compagnies à Origny, une dans chacune des deux autres localités.

Nous n'avons que des détails un peu vagues sur ces opérations : il faut y suppléer par l'étude des mouvements généraux et la connaissance des habitudes d'attaque et de défense de toutes les troupes, quelles qu'elles soient.

A 7 heures du matin, les colonnes françaises se jettent sur Origny et s'en emparent, ainsi que de Villejouan.

Vers midi, il avait été impossible de déboucher, sous le canon, de cette dernière localité. Les troupes françaises qui l'avaient prise auraient voulu pousser au delà et s'y étaient rejetées. Les Allemands, voulant à tout prix la reprendre, lancent sur elle deux bataillons du 76^e, qui se précipitent avec entrain; mais la résistance y est des plus sérieuses : il faut enlever le village maison par maison, et ce n'est qu'entre 3 et 4 heures qu'il peut être définitivement réoccupé.

A ce moment, et, entre autres motifs, par la nécessité de ne pas laisser aux Allemands cette sorte de saillie de position menaçante pour leur ligne, les généraux français lançaient de nouveau, d'Origny et d'Ouveille, de nouveaux bataillons pour reprendre Villejouan.

Cette fois, il fut impossible d'aller jusque-là. Dix ou douze batteries ennemies placées au sud de Villemarceau, près de Cernay, rendaient la marche en avant impossible, et les colonnes étaient déjà dispersées à quelques centaines de mètres de leur point de départ.

Quelques jours après, le 14, l'inverse se produisait. Ce jour-là, la 17^e division prussienne avait ordre de gagner le Loir en trois colonnes : une à droite partant de Viévy-le-Rayé, par

Ecoman ; une au centre, partant d'Oucques, par les Ronces ; une à gauche, partant d'Epiais, par Champlain.

La colonne de droite (89^e régiment, deux batteries, une brigade de cavalerie) avait atteint Morée sans encombre ; mais, en approchant du Loir, elle dut s'arrêter, puis se reporter en arrière en présence de forces supérieures.

Une action d'artillerie s'engageait alors entre les deux batteries et des pièces françaises en position à la Charonnière.

De son côté l'infanterie française se déployait près de Ruelle et jetait à la hâte quatre compagnies dans Morée. Malgré leur infériorité numérique et quoique le flanc droit fût très débordé, ces compagnies tinrent bon, firent renoncer leurs adversaires et couchèrent dans Morée même.

La colonne du centre (une brigade, deux escadrons, deux batteries) avait franchi le Loir lorsqu'elle fut reçue par une violente fusillade et canonnade. L'artillerie mit en hâte en batterie près de Pallouet, sous la protection du 75^e, chargé de garder le passage de la rivière, tandis que le 76^e se jetait dans Freteval, qui devint l'objectif d'attaque des Français. Le régiment s'y maintint toute la journée contre d'incessantes mais peu hardies attaques. Le soir seulement, vers 7 heures, plusieurs bataillons ennemis, se jetant sur le village par l'est, y pénétrèrent et l'occupèrent en partie. Il y eut dans les rues un combat opiniâtre qui finit par tourner en faveur des Allemands.

Les derniers jours de décembre furent employés par les Français, on le sait, à battre en retraite sur Le Mans, à y prendre position et à s'y réorganiser. Ils ne furent pas poursuivis au delà du Loir.

Pour couvrir cette réorganisation, le général Chanzy fit avancer, en avant de son front de déploiement, trois colonnes mobiles, sorte de palliatif de l'acte de défense passive qu'il préparait autour du Mans pour le gros de son armée (1).

(1) Il faut rappeler ici qu'à ce moment se réunissait, à Bourges et à Nevers, l'armée de Bourbaki, et que les Allemands qui le savaient fort bien, ne se rendaient pas très bien compte de ce qu'on voulait en faire, car le mouvement excentrique de cette armée vers l'est ne fut connu que plus tard et, au surplus, le gouvernement de Tours ne s'y décida qu'en janvier. Rappelons aussi que cette décision

C'est l'une de ces colonnes qui livra, le 31 décembre, le combat de Vendôme, lequel est un bon exemple de combat de localité proprement dit, appuyé par des troupes extérieures.

Il y eut là une rencontre non préméditée.

Donc, le 31 décembre, le général Diringshofen, qui occupait la ligne du Loir, avait fait une reconnaissance vers Azay (à 12 ou 13 kilomètres au nord-ouest de Vendôme), avec une brigade, un régiment de cavalerie et deux batteries.

Ce jour même marchait vers le Loir une des colonnes mobiles françaises, celle du général Jouffroy, avec huit régiments d'infanterie, trois de cavalerie et six batteries.

En face d'une pression aussi forte, qu'il ne voyait pas, mais qu'il sentait, le général allemand crut devoir se replier sur Vendôme, où il avait laissé ses réserves, et y prendre position.

Dans la ville, se trouvaient sept compagnies; sur la hauteur sud, trois bataillons et demi; de chaque côté, au sud-est et au sud-ouest, trois batteries, avec deux bataillons pour les couvrir.

Au nord de Vendôme, il y avait deux bataillons défendant Bel-Air et les Tuileries; en arrière en réserve, six compagnies.

La cavalerie était sur les hauteurs, deux escadrons à Merlay.

Enfin, derrière la voie ferrée s'étendaient, à l'abri, les six bataillons qui avaient fait la reconnaissance sur Azay et qui avaient reculé devant la pression de la division française marchant sur le Loir en trois colonnes.

allait absolument à l'encontre des projets primitifs, qui avaient été de pousser à la fois sur Paris, par le nord Faidherbe, par le sud Bourbaki, par l'ouest Chanzy.

Quoi qu'il en soit, et sans entrer dans la critique, il était naturel que le prince allemand se reportât du côté d'Orléans pour surveiller de là les mouvements du général Bourbaki.

Jusqu'au 1^{er} janvier, il resta donc au repos, dans une sorte de trêve, et ce ne fut qu'à ce moment qu'il reprit ses opérations dans l'ouest: « Il ne faut pas, lu écrivait le chef d'état-major général, laisser aux deux armées françaises des facilités pour se rapprocher. Il faut faire offensive immédiate contre la plus rapprochée et l'écraser. »

Ajoutons, pour être vrai, que, à la fin décembre, les Allemands de l'armée de la Loire étaient fort éprouvés par la maladie, avaient besoin d'effets, de munitions, d'armes, et que ce n'était pas trop de les laisser se refaire un peu dans de bons cantonnements.

Ce recul, commencé de bonne heure, l'enlèvement successif du plateau par Bel-Air, les Tuileries, Courtiras, Montireaux, avaient mis en goût la division française : son artillerie avait en partie gagné Bel-Air et un mouvement concentrique d'attaque sur Vendôme se dessinait peu à peu, surtout sur le flanc droit.

On put bien gagner un peu de terrain à droite et à gauche ; mais l'artillerie allemande, couvrant les abords de Vendôme, arrêta de ce côté toutes les attaques sérieuses. Quelques pelotons, plus hardis que les autres, purent même se jeter dans les maisons du faubourg et s'y cramponner ; mais la masse, quoi qu'on fit, ne dépassa pas le cimetière et la voie ferrée, et, à minuit, le général de Jouffroy, apprenant que le détachement laissé à Dangé avait dû évacuer en désordre la position, se hâta de se reporter en arrière, malgré les moyens considérables dont il eût pu disposer, car il n'avait lancé sur le Loir même que onze bataillons sur plus de vingt.

N'insistons pas sur ces combats : ils présentent tous le même caractère. Pour une armée comme pour l'autre, ce sont des jalons et des points d'appui qu'il faut enlever.

A ce moment, les troupes françaises n'avaient plus de qualités manœuvrières. C'est ce qui explique pourquoi tout se borne dans cette période à une succession d'efforts sur des points plus ou moins défendables, mais ayant l'avantage, pour les uns, de donner à la troupe une sorte d'appui moral qu'elle n'eût pu trouver en rase campagne et, pour les autres (les Allemands), de donner à de faibles mais solides effectifs une valeur double par l'abri.

Il faut remonter plus haut, fin novembre et commencement de décembre, pour trouver des faits plus sérieux pour la partie qui nous occupe dans le combat.

On sait qu'après Coulmiers (9 novembre) l'armée française s'était établie en avant d'Orléans, avait mis la ville en état de défense, et que l'intention était de remonter vers Paris pour donner la main aux assiégés, qui devaient faire une sortie en masse vers le sud.

C'est cette marche vers la capitale qui donna lieu aux batailles de Beaune-la-Rolande, Villepion, Loigny-Poupry. Nous

extrayons de ces rencontres ce qui a trait à l'attaque et à la défense de la localité principale (1) :

Bataille de Beaune-la-Rolande.

(28 novembre.)

Ce jour-là, dans sa marche offensive, l'armée française se heurtait contre les trois corps du prince Frédéric-Charles au sud de Pithiviers.

Cette journée est un peu confuse. A gauche, le général Martin des Pallières fut immobilisé par l'ennemi à Chilleurs-aux-Bois; à droite, le 18^e corps resta presque toute la journée devant les villages de Maizières et de Juranville, occupés par les Prussiens. Sur ce grand front de marche de 25 kilomètres, on ne pouvait songer à une coordination de mouvements.

La petite ville de Beaune-la-Rolande, à 5 kilomètres ouest de la voie ferrée de Montargis, a joué le rôle capital.

La localité, à un nœud de routes très important du pays, était entourée d'un vieux mur de 3 ou 4 mètres de haut, en ruines sur beaucoup de points. Elle était placée dans la ligne de défense du X^e corps prussien. Les entrées avaient été barricadées, les murs du pourtour crénelés, et l'on y avait installé treize compagnies, car on savait qu'elle était située sur la ligne de marche des Français, ayant trouvé sur un officier de l'état-major tué deux jours avant, dans une reconnaissance, un portefeuille contenant le résumé des ordres de mouvement.

L'attaque fut faite par le 20^e corps, ou tout au moins de

(1) Il ne s'agit pas ici de faire un récit des événements, mais seulement de chercher des exemples de combats de localités.

Nous rappelons donc pour mémoire seulement la situation générale, si triste du reste pour nous. Du côté des Allemands, autour de Pithiviers et Montargis, étaient, dès le 20 novembre, les 100.000 hommes réunis de l'armée du prince Frédéric-Charles et de celle du duc de Mecklembourg; du côté des Français, cinq corps, dont deux étaient directement sous les ordres du général d'Aurelle de Paladines (les 15^e et 16^e), les trois autres (17^e, 18^e et 20^e) devant obéir directement aux ordres envoyés du gouvernement de Tours.

grosses fractions du 20^e, la 2^e division par le sud et le sud-est, la 1^{re} par l'ouest, soutenue par des fractions de la 3^e.

Dès le matin, entre 8 et 9 heures, une batterie française placée à Saint-Loup avait ouvert le feu sur Beaune, ou plutôt sur ses abords, car les troupes du X^e corps prussien occupaient les hauteurs à droite et à gauche (1).

L'attaque de l'ouest, en plaine, réussit à refouler ce qui était devant elle en le rejetant vers l'est; mais, quand il fallut aborder la ville elle-même, on se trouva en face du cimetière, mis en état de défense, crénelé, formant une sorte de bastion avancé à 300 mètres du mur.

L'attaque par l'est, sur un terrain plus mouvementé, prit pied sur les hauteurs, mais ne put progresser assez pour prendre à revers les défenseurs de l'ouest.

Lorsque, la nuit approchant, on risqua une dernière tentative, appuyée par la 3^e division (en partie du moins), il n'y avait plus de chances de réussite. Des troupes et des batteries arrivaient de Pithiviers, et les défenseurs de Beaune étaient renforcés et réapprovisionnés.

En somme, cette résistance de localité nous obligeait à la retraite, avec une perte de 3.000 hommes, ce qui indique l'acharnement de la lutte (2).

Le 16^e régiment, qui défendait la ville, avait cru ne pas devoir se faire suivre de ses caissons, et, vers la fin de la journée, il manquait de munitions, et la défense eût cessé sans l'arrivée des troupes venant de Pithiviers.

(1) Les relations du combat sont un peu obscures et semées de contradictions.

Il semble plus que probable que la ligne prussienne était déterminée par le chemin Beaune-Cotelles-Lorcy : une brigade aux Cotelles avec une batterie, un bataillon vers Lorcy à 2 kilom. 1/2 sur la gauche.

Dès 1 heure de l'après-midi, Beaune était enveloppé par les Français, dont une grosse fraction attaquait Cotelles, qui était enlevé vers 2 heures, après deux vigoureux assauts.

Les dispositions du 20^e corps, sa supériorité numérique, laissent supposer que l'attaque de Beaune n'a pas été faite avec la même énergie que celle de Cotelles.

On dit, dans des récits de cette journée, que le général français recula devant la nécessité de bouleverser à coups de canon une localité amie, ce qu'eût pu faire assez facilement la batterie de 12 placée à Saint-Loup depuis le matin.

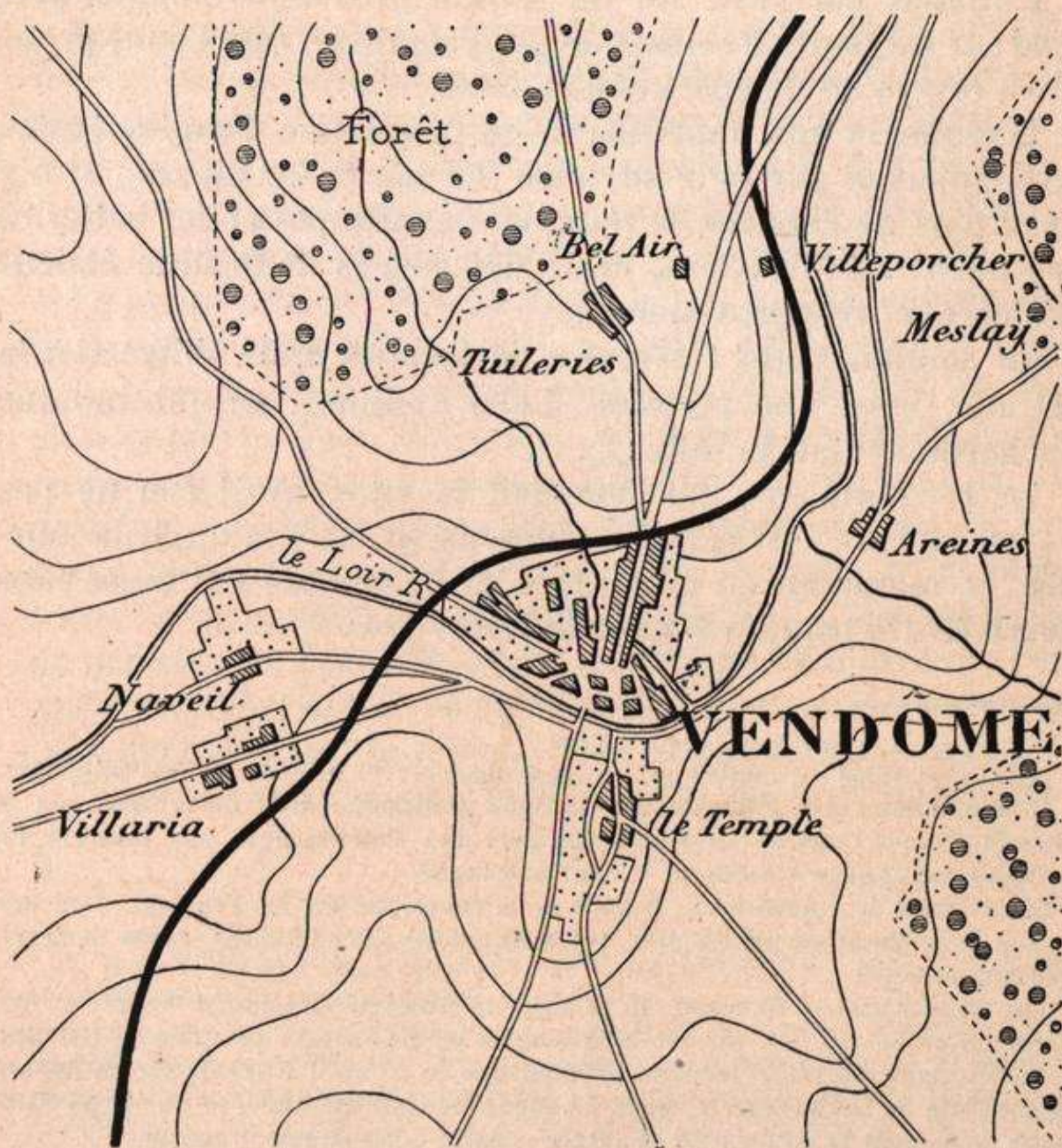
(2) L'immobilisation du général Martin des Pallières à Chilleurs permit aux Allemands d'envoyer de Pithiviers à Beaune des renforts considérables.

Combat de Villepion-Loigny.

(1^{er} et 2 décembre.)

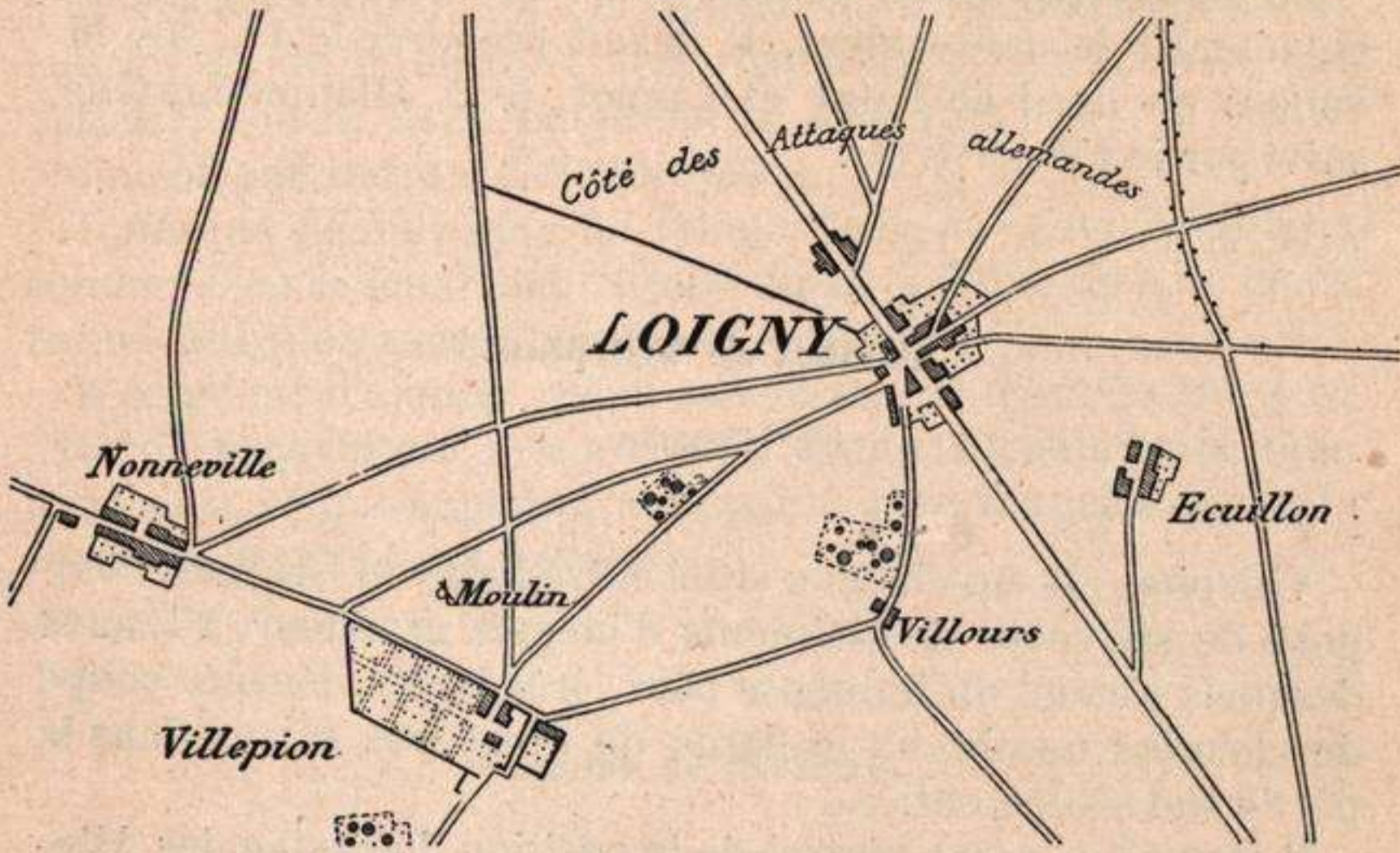
Après l'attaque infructueuse du 28 novembre sur Beaune-la-Rolande, on avait décidé de se retirer purement et simplement sur Orléans, pour y attendre l'ennemi.

L'arrivée d'une dépêche de Paris, annonçant pour le 30 une

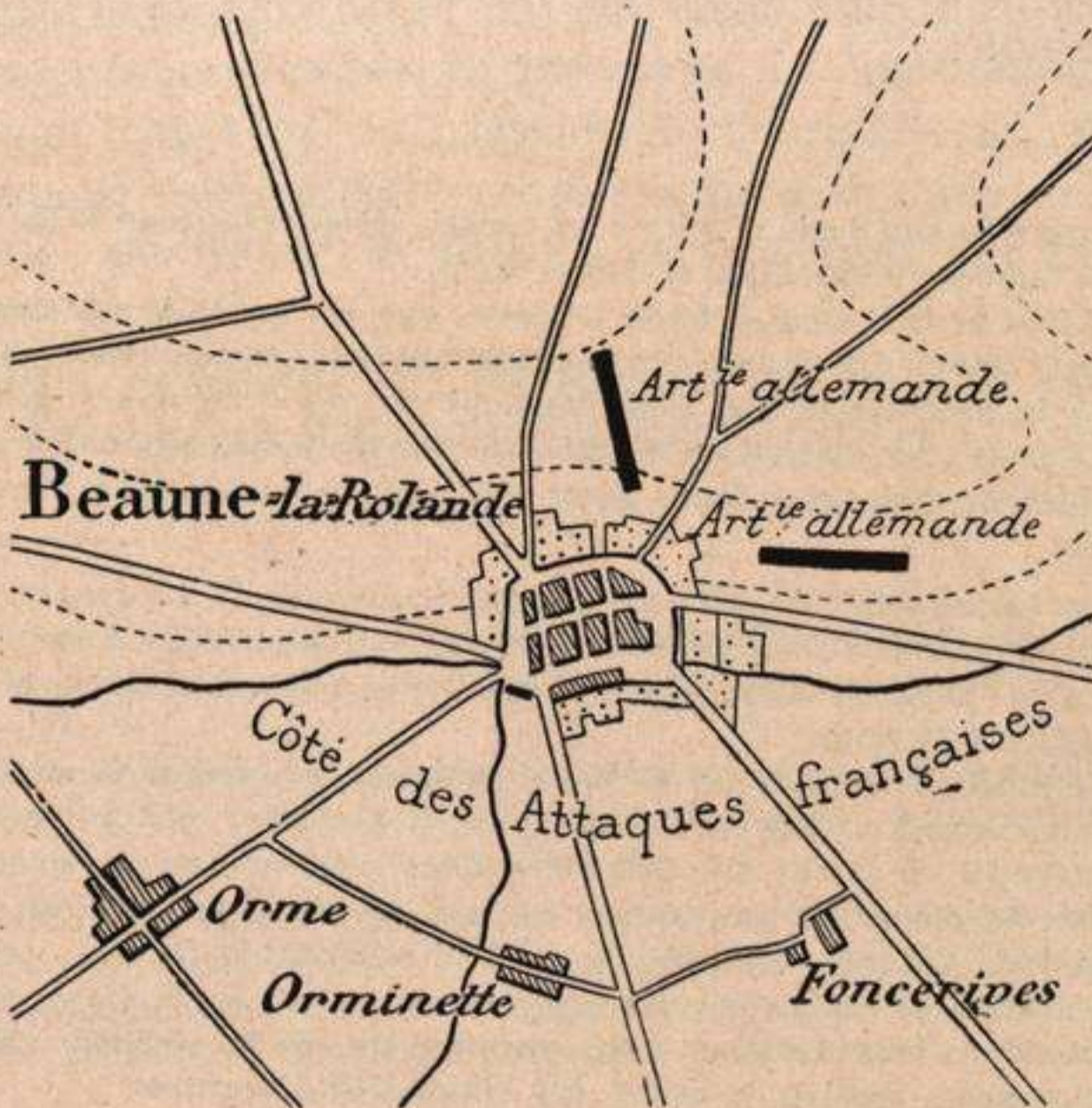


DE VENDÔME A LOIGNY, 55 KILOMÈTRES A VOL D'OISEAU

sortie de l'armée assiégée vers le sud, changea ces dispositions.



DE LOIGNY A BEAUNE, 75 KILOMÈTRES A VOL D'OISEAU



On arrêta une nouvelle offensive, vers le nord, pour le 1^{er} décembre.

Le 16^e corps, établi autour de Saint-Peravy-la-Colombe, entamerait le mouvement. Il devait prendre, le 1^{er}, ses bivouacs au nord de Patay et gagner, le 2, Allaines-Janville, suivi par le 17^e corps (1).

Combat de Villepion.

(1^{er} décembre.)

Villepion est un château situé entre Patay et Orgères, composé de six corps de bâtiments d'inégale grandeur, à l'ouest desquels s'étend un immense parc, très bien aménagé, coupé de chemins nombreux et bordé de murs très élevés dans la partie sud seulement.

Il formait le point central de la position défensive des Allemands (I^{er} corps bavarois) (2). Sur cette position, jalonnée par les hameaux de Villevé, Nonneville, Villepion et Faverolles, se trouvaient :

(1) Cette marche sur Paris résulta d'un conseil de guerre, tenu le 30, à la suite de dépêches tombées d'un ballon et datées du 18.

Ce fut, il faut le dire, une sorte de surprise, car on n'y était pas préparé; les corps français étaient disséminés sur une ligne énorme, près de 100 kilomètres, de Montargis à Marchenoir, et l'on avait l'ennemi sur ses deux flancs: la II^e armée allemande à droite, la subdivision d'armée du duc de Mecklembourg à gauche.

La combinaison était grandiose, mais elle était imprudente et tactiquement irrationnelle.

(2) Comme toutes celles de cette période particulière de la guerre, les relations données sur le combat de Villepion sont un peu confuses, et l'on y sent l'arrangement; ce n'est qu'en les combinant lés unes avec les autres qu'on peut, à peu près, reconstituer la lutte.

Le 1^{er} décembre, le grand-duc de Mecklembourg occupait la ligne Toury-Allaines-Orgères, ayant devant lui à Guillouville et Gommier, à 6 kilomètres d'Orgères, sa cavalerie en partie, une brigade et deux batteries, comme avancée.

La division de tête du corps français (amiral Jauréguiberry) enleva très rapidement ces deux villages, menacés l'un et l'autre d'enveloppement. Les troupes qui les occupaient se replièrent sur Orgères; mais, en se repliant, elles trouvèrent le reste de leur division avec une brigade de la division voisine, qui était venue prendre position en avant, à 4 kilomètres d'Orgères.

A Faverolles, un bataillon ;

Entre ce point et Villepion, deux bataillons ;

A Villepion et autour du parc, six bataillons, savoir : deux à la face est du parc, un à la face ouest, deux avec trois batteries à l'est de la localité, demi-bataillon à l'ouest avec une batterie, l'autre demi-bataillon en réserve à l'est.

Une brigade occupait Nonneville.

L'attaque de Villepion fut faite, à l'est, par cinq bataillons soutenus par le feu d'une batterie de 12 et d'une de 4 de montagne. Ce fut un assaut très vivement mené.

Il convient d'ajouter qu'en même temps d'autres troupes, avec de la cavalerie, attaquaient à droite et à gauche la ligne bavaroise, ce qui explique la rapidité avec laquelle les bâtiments et le parc furent évacués (1).

Combat de Loigny.

(2 décembre.)

Quoique la journée du 1^{er} eût été, en somme, un succès pour les régiments improvisés du 16^e corps, le commandant de ce corps avait trop senti la pression de l'ennemi sur sa gauche pour pouvoir espérer seul remplir le programme qui lui avait été donné, de frayer le chemin vers le nord par Allaires et Janville.

Lorsqu'il s'engagea, le lendemain, ce ne fut, par suite, qu'avec l'assurance d'être soutenu par les 15^e et 17^e corps (2).

(1) C'est vers 2 heures que la division française débouchait devant Gommier et Guillouville ; à 3 h. 1/2, elle montait de ces deux points vers le nord ; à 5 heures avait lieu l'assaut.

La relation allemande dit que les Bavarois manquèrent de munitions, et que c'est cela qui décida l'abandon de Villepion. Cependant, le combat proprement dit ne dura guère plus de deux heures et demie.

(2) Convient-il de rappeler ici que cet ordre offensif tenait à ce que l'on avait reçu une nouvelle annonçant que l'armée de Paris investi avait rompu l'investissement et atteint Epinay ? Comme, d'autre part, on avait eu un avis antérieur d'une sortie du général Ducrot projetée pour le 30 novembre vers le sud, on

C'est ce nouvel acte offensif de l'armée de la Loire qui porte le nom de bataille de Loigny-Poupry, bataille intéressante pour le sujet qui nous occupe, parce que les localités y jouèrent un rôle prépondérant.

L'action générale se compose de deux combats, à très peu de chose près, indépendants l'un de l'autre.

A gauche, celui de Loigny : 16^e et 17^e corps contre les Bavarois occupant la ligne Beauvillers-Goury, avec une grosse réserve à Villeprévost et Tanon.

A droite, celui de de Poupry : 15^e corps contre la 22^e division prussienne.

Au centre, en arrière de Lumeau, entre en ligne la 17^e division prussienne venant de Santilly. Cette division sert de trait d'union entre les deux actes de la journée.

La ligne défensive à laquelle s'accrocha la bataille est très bien déterminée par Beauvillers-le-Château et le front de Goury-Lumeau et Poupry. Loigny ne survient que comme incident, de même que Villepion, conquis la veille et qui fut la position d'appui ou plutôt de soutien du 16^e corps, qui, sans cet abri, eût été entraîné dans une véritable déroute.

Le front Beauvillers-Goury, de 2 kilomètres, était occupé par quatorze bataillons et cinq batteries. Cinq des bataillons étaient spécialement affectés à la défense du château de Goury. C'était un groupe de sept habitations d'inégale grandeur, closes d'une muraille basse et enfermées elles-mêmes dans un parc clos de murs formant un carré de 700 à 800 mètres de côté.

Loigny et Ecuillon, qui étaient en avant du front, avaient été trouvés à peu près inoccupés et servirent de base à la 2^e division du 16^e corps français pour déboucher devant les Bavarois.

Mais, outre que cette attaque manqua de préparation, la brigade qui était à gauche s'arrêta en se sentant menacée sur son flanc, vers le nord, tandis que l'autre se trouva en face

n'hésita pas à croire qu'il s'agissait d'Épinay-sur-Orge, près de Corbeil, au nord de la forêt de Sénard, alors qu'il s'agissait d'Épinay, près de Saint-Denis, au nord de la capitale.

La nouvelle étant officielle, on ne pouvait hésiter un instant.

de forces égales et ne put que jeter quelques tirailleurs dans le parc de Goury.

Quatre bataillons de la 1^{re} division, qui suivaient la 2^e, se portèrent à leur tour en avant et rejetèrent quelques pelotons dans le parc ; mais on ne put s'y maintenir, vis-à-vis d'une forte contre-attaque des réserves de l'adversaire. Le pays se prêtait beaucoup, du reste, à ces retours offensifs, car il était garni de plusieurs bouquets de bois avoisinant les localités et permettant d'avoir, tout près et abrités, des soutiens à lancer au moment où l'action offensive se désunit dans l'assaut.

Au centre, les premiers bataillons de la 17^e division prussienne se présentaient devant Lumeau quelques instants à peine avant la 3^e division française. Leur déploiement à l'abri du village et d'un petit bois situé au nord, facilité, de plus, par les batteries bavaroises de Goury, arrêta net la 3^e division, qui ne put faire qu'une démonstration et recula dès qu'elle se vit pressée sur sa droite par la 22^e division prussienne, qui venait prolonger la gauche de la ligne allemande.

Cette dernière était obligée, dès son arrivée sur le champ de bataille, de faire face à l'est, par où l'on voyait arriver les masses du 15^e corps français.

Elle jetait en hâte son premier régiment dans Poupry, où le 15^e corps n'avait encore que quelques éclaireurs, tandis que la division entière se déployait en arrière et occupait en force le bois situé au nord. Ce bois était le point tactique. Aussi les deux partis s'acharnèrent à s'y installer. Les Prussiens ne pouvant, malgré les efforts des jeunes troupes du 15^e corps, en être délogés, il fut impossible d'enlever Poupry au régiment qui le défendait, faute d'avoir réussi à le déborder.

A ce moment de l'action, la lutte ne se maintenait guère d'une façon assez sérieuse qu'à gauche, où la 1^{re} division du 16^e corps tenait bon dans les bouquets de bois autour de Loigny, ne reculant que pas à pas sur Villepion, où elle devait se cramponner jusqu'à la nuit.

Situé sur la grand'route Orléans-Chartres, Loigny est un village d'une vingtaine de maisons entourées de jardins et de murs formant une agglomération assez facile à défendre. Une église, entourée d'un cimetière, formait, par sa position, avec

quelques maisons adjacentes, le réduit de la défense, réduit assez bon par sa situation, qui enfilait la grand'route, mais des plus médiocres comme position défensive, parce qu'il était dominé et de plain-pied avec le chemin.

Au matin, vers 9 heures, la colonne de la 1^{re} division (général Barry) avait enlevé sans coup férir Loigny; mais son assaut, infructueux sur la position Goury-Beauvilliers, l'avait mise dans un tel désordre qu'elle avait brusquement reculé sur Villepion.

Loigny, toutefois, était resté occupé par deux bataillons du 37^e de marche (commandants Varlet et Fouchier), qui ne s'aperçurent du mouvement de retraite que lorsque les épaisses chaînes de tirailleurs ennemis s'approchèrent. Il était trop tard pour se retirer : on eût été enveloppé à quelques mètres du village. On y fit donc une résistance des plus énergiques et des plus dignes d'être citées, autant par l'acte lui-même que parce qu'elle prouve l'attirance des localités et l'esprit qui, malgré tout, anime souvent les troupes, quelles qu'elles soient, qui ont à les défendre et à les enlever.

La possession de Loigny, dans la situation où l'on se trouvait de part et d'autre, était absolument sans importance sérieuse. La ligne française reculait, très éprouvée, derrière Villepion, et il suffisait aux Allemands de déborder à droite et à gauche du village pour y isoler les défenseurs.

Néanmoins, de part et d'autre on mit une sorte de rage à ne pas céder ce terrain.

Acculés peu à peu, par la fusillade et l'incendie, dans le cimetière et les quelques maisons voisines, les deux bataillons du 37^e de marche, très réduits en nombre, bien entendu, s'y maintinrent de 4 à 7 heures. Autour d'eux, la grand'route de Chartres, les chemins de Beauvilliers et de Nonneville, qui donnent accès sur la place de l'église, se couvraient de morts et de blessés.

Entre 6 et 7 heures, voulant en finir à tout prix, les Allemands entassaient à Foujeu tout ce qu'ils pouvaient trouver de valide, et une masse énorme de la valeur de plusieurs bataillons se précipitait comme un torrent sur l'église, où les derniers défenseurs furent passés au fil de la baïonnette.

C'est, avec la charge des zouaves pontificaux, qui eut lieu vers 4 h. 1/2, un des combats les plus sanglants de la guerre(1).

Les Allemands ont accusé plus de 3.500 hommes hors de combat, leurs plus grandes pertes autour de Loigny.

Ne citant la brillante défense de Loigny que comme épisode, nous tenons à faire remarquer que, dans l'ensemble tactique, ce sont toujours les localités ayant une certaine étendue qui fixent la lutte. On prend et reprend des fermes, des hameaux, mais ces actions ne sont que secondaires.

Les localités étendues permettent, en effet, à la défense de disposer de forces assez considérables, presque toujours une brigade, souvent plus. On peut alors fournir des efforts de résistance successifs et des contre-attaques sérieuses, alors que l'attaquant, à moins d'être à une aile de la ligne, ne chemine que de front et ne fait mouvoir, en somme, qu'une ligne d'étendue égale à la ligne de défense.

Dans les petites localités, les fermes, les petits hameaux, on n'abrite forcément à l'intérieur et aux abords que peu de monde et forcément aussi on est amené à s'y trouver inférieur à un moment ou l'autre de l'attaque. C'est ce qui explique la prise et reprise alternative de ces points.

Les combats dont nous venons de parler sont — qu'il nous soit permis de nous servir de cette triste expression — l'agonie de cette armée de la Loire, dont le succès du début, à Coulmiers, avait tant relevé les espérances.

Pendant que les 15^e, 16^e et 17^e corps, groupés sous les ordres du général Chanzy, disputaient le terrain, dans la vallée du Loir, avant de prononcer une retraite définitive sur le Mans,

(1) La charge chevaleresque des zouaves pontificaux et des mobiles des Côtes-du-Nord, qui, ayant à leur tête le général de Sonis, se lancèrent, entre 4 et 5 heures, sur Loigny pour dégager le 37^e de marche, est restée légendaire. Au point de vue essentiellement tactique, ce n'est qu'un épisode héroïque qui, dans l'état où se trouvait l'armée française, ne pouvait avoir aucun résultat. C'est, comme la défense de Loigny, un de ces actes militaires que l'on accomplit et que l'on accomplira toujours pour l'honneur des armes.

Le récit de la bataille Loigny-Poupry est, comme les précédents, un peu vague dans les relations allemandes. Le recul de quelques bataillons qu'elles expliquent par le manque de munitions vers midi et demi est peu vraisemblable. Simple observation que nous faisons.

on réunissait à Bourges et à Nevers une nouvelle armée destinée, sous les ordres du général Bourbaki, à un grand mouvement (1) pour aller débloquer Belfort (2).

C'est pendant l'exécution de ce mouvement et pour le faciliter que, le 9 janvier, eut lieu le combat de localité suivant, très intéressant à étudier.

Villersexel.

Cette localité est située sur la rive gauche de l'Ognon, à un important croisement de chemins. Un très solide pont de pierre de près de 200 mètres de long la fait communiquer avec la rive droite. Pays légèrement ondulé, cultivé et suffisamment découvert. La ville a une partie haute et une partie basse. La haute contient trois grands bâtiments dominants : l'église, la mairie et le château, solide édifice en pierres de taille derrière lequel s'étend un parc bordé de murs d'un côté, longé de l'autre par la rivière, qu'on pouvait y passer à l'extrémité ouest sur une passerelle servant de communication directe avec des forges situées sur la rive droite. La ville basse se compose d'une agglomération de petites maisons bordant des rues étroites descendant vers la rivière.

(1) Tout le monde connaît la triste campagne de l'Est, qui finit, après Héricourt, par l'internement en Suisse de toute une armée française.

Certes, il pouvait être séduisant de renouveler la belle combinaison de Bonaparte en 1800 et d'aller porter la guerre sur les communications de l'ennemi. Mais — malgré notre désir d'éviter la critique, il faut bien que nous le fassions ressortir — il y a loin, en stratégie comme en tactique, de la théorie à la pratique.

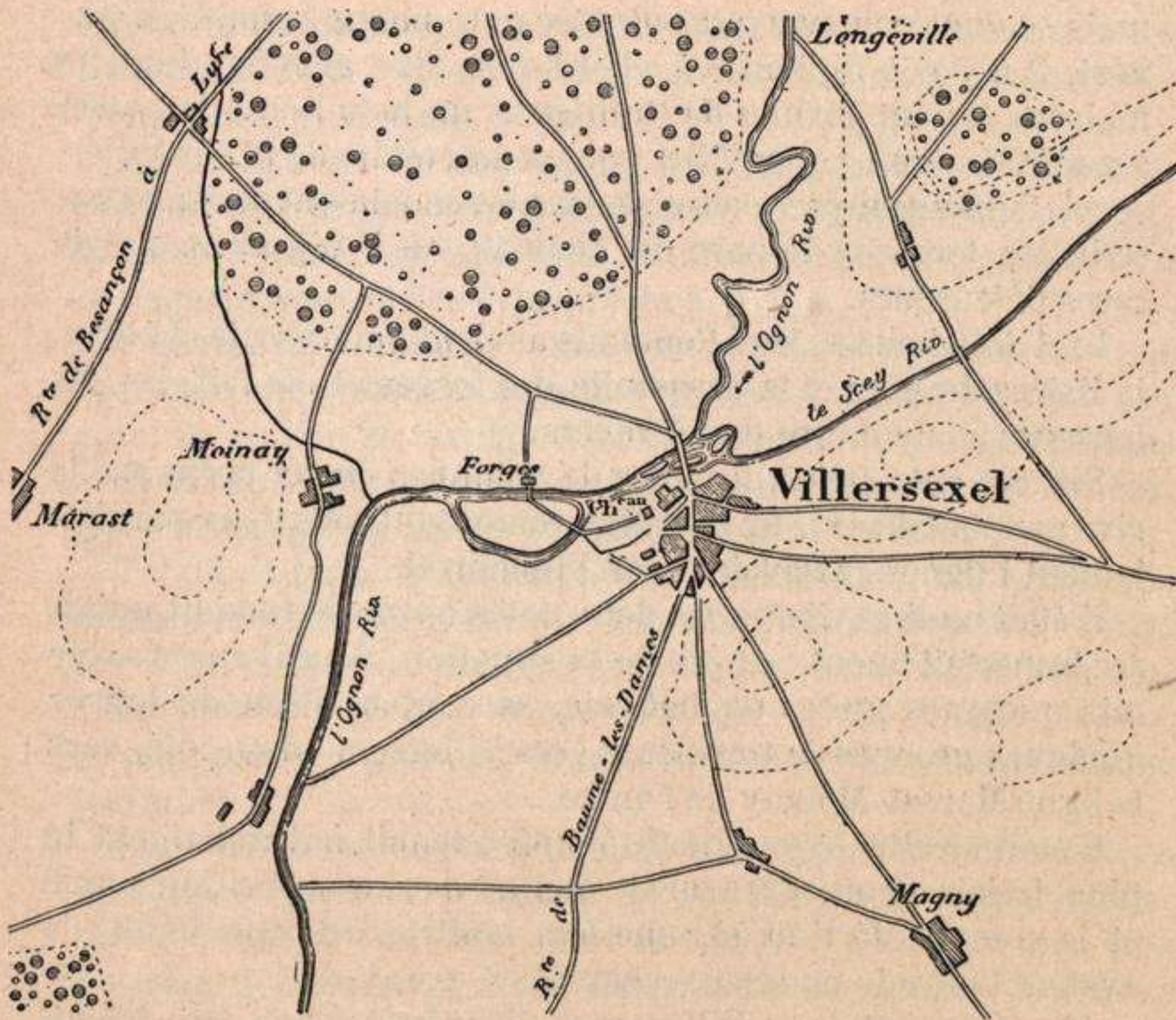
Le plan avait certes des beautés théoriques. A l'application, il présentait d'insurmontables difficultés.

Il demandait d'excellentes troupes, et l'on n'avait que des régiments improvisés. Il demandait des facilités de communication, et l'on était en plein hiver, dans la neige et par le verglas. Il demandait la foi, et elle était perdue. Avec le manque de mesure qu'on y mit, c'était une entreprise vouée d'avance à l'insuccès.

(2) Belfort avait été investie le 3 novembre par le général de Treskow. La ville résistait jusque-là parfaitement et n'avait pas besoin de secours.

On s'est souvent demandé ce qui amena l'armée française sous les murs d'une place qui était si loin de Paris que son déblocage ne pouvait avoir aucune influence, même indirecte, sur le sort de la capitale aux abois.

On comprendra toute l'importance qu'avait le pont pour l'armée française, qui remontait à ce moment l'Ognon par les deux rives — le 20^e corps sur la rive gauche, le 18^e sur la rive droite — dans l'espoir de couper de Belfort le corps du général de Werder, qui couvrait le blocus.



VILLERSEXEL

Ce dernier, après d'assez naturelles hésitations devant un mouvement absolument imprévu, n'avait pas tardé à comprendre que l'objectif de l'armée française était Belfort, et, le 9 janvier, il se portait précisément sur Villersexel, qui lui montrait un point tout indiqué pour donner dans le flanc gauche de son adversaire et le retarder en lui ôtant, pendant quelque temps au moins, la communication d'une rive à l'autre de l'Ognon.

Le 8 au soir, le 20^e corps français avait envoyé à Villersexel

son avant-garde — deux bataillons avec un peu de cavalerie — qui avait barricadé le pont par précaution.

C'est sur cette barricade que donnaient, à 9 heures du matin, le 9, les éclaireurs d'avant-garde de la brigade Schmeling, du corps de Werder.

On mit immédiatement en batterie pour déblayer le pont; mais, comme on pouvait redouter que, même le passage ouvert, il n'y eût difficulté à aborder la rive gauche, dont les maisons étaient garnies de tirailleurs, un bataillon alla passer à gué la rivière à Longeville, pour redescendre de là sur Villersexel, tandis que quelques compagnies se jetaient sur la passerelle des forges et le parc du château, où il n'y avait que de rares défenseurs.

Bref, à 10 heures, les Allemands avaient pour eux le château, la lisière du parc et la passerelle des forges et, de fait, les défenseurs allaient être pris à revers.

Sur ces entrefaites, les têtes de colonnes du 20^e corps sur la rive gauche, du 18^e sur la droite, remontant tous deux parallèlement l'Ognon, arrivaient sur Villersexel.

Il était midi environ. Des deux côtés on ne se rendait qu'assez imparfaitement compte de la situation. Aussi, après avoir mis quelques pièces en batterie, se contentait-on de lancer quelques groupes de tirailleurs vers Villersexel d'un côté, vers la ligne Marast-Moinay de l'autre.

C'était à cette ligne que de Werder tenait naturellement le plus. La laisser aux Français le mettait dans une position fautive et le coupait de l'est si, une fois maîtres de cette ligne, ils avaient l'idée de pousser vivement en avant.

Abandonnant donc Villersexel, il retirait à lui, vers 4 heures, les troupes qui occupaient le château et le parc pour les avoir sous la main à Moinay.

Les bataillons français, ne trouvant plus de résistance, s'y précipitaient, se joignaient à ceux qui étaient restés dans la localité et poussaient à leur tour les Allemands sur la rive droite et vers le nord.

C'est au moment où, vers 5 heures, les dernières compagnies repassaient le pont que le général Schmeling, commandant de la brigade, y arrivait.

Peu au courant encore de la situation, il donna l'ordre de

faire demi-tour, de rentrer dans Villersexel, fit soutenir les troupes qui allaient en sortir, engagea dans les rues étroites de la localité un combat sanglant et le réoccupa, sauf le château et les maisons voisines, où nombre de Français s'étaient barricadés.

Il y eut, autour des bâtiments, une lutte des plus vives. Il faisait nuit; on lança successivement dans le parc plusieurs bataillons, dont l'un arriva à pénétrer dans le rez-de-chaussée d'un bâtiment et y mit le feu.

Au milieu de la confusion, les compagnies allemandes, croyant être coupées du pont de pierre, se sauvèrent précipitamment vers la rivière, que nombre d'hommes passèrent à la nage ou avec de l'eau jusqu'à la poitrine.

Une nouvelle attaque vers 11 heures de la nuit amena dans les rues, encombrées de soldats des deux partis, un nouveau combat où l'on se fusillait à bout portant, et qui ne finit que vers 2 heures du matin, par la retraite du corps de Werder, qui était obligé de laisser ses blessés sur le terrain.

Tel est ce type de combat ardent de localités. Il s'agissait là de s'assurer un point excellent de communication facile entre les deux rives d'un cours d'eau. Ce fut, en somme, une victoire pour les jeunes troupes françaises, mais une victoire stérile, amenée plus par le hasard que par les combinaisons tactiques.

L'acharnement des Allemands les a empêchés d'être coupés de Belfort, qui était l'objectif. Ils ont obtenu par cet acharnement un répit qui leur était nécessaire pour prendre une position défensive, et c'est Villersexel, en somme, qui nous a amenés à la Lisaine (1).

Nous arrêtons là les exemples de combats de localités amenées par leur position à être des points tactiques du champ de bataille.

(1) Villersexel a coûté aux Allemands 700 hommes environ; un peu plus aux Français. On a beaucoup critiqué ce combat. Au point de vue tactique, il fut très décousu, comme le seront toujours les combats imprévus de localités lorsqu'on ne connaît qu'assez imparfaitement la situation générale.

Pour terminer, nous donnons deux exemples connus de combats de localités mises en état de défense dans un autre but, celui de former la chaîne continue dans une ligne d'investissement.

Noisseville, Le Bourget.

Ces deux localités appartenaient la première au cercle d'investissement de Metz, l'autre à celui de Paris.

Les combats par eux-mêmes n'offrent pas de particularités saillantes, mais ils sont des types d'attaque et de défense de points obligés de circonvallation.

Le principe qui domine dans le cas dont il s'agit, le blocus, est différent de celui de la tactique du champ de bataille proprement dit.

Un des princes allemands (le commandant de la IV^e armée) l'a très bien défini en prenant position, dans la zone nord de l'investissement de Paris, entre la Marne et la rive droite de la Seine : « L'armée, a-t-il dit, se battra sur ses positions. Les villages et les bois constituent les points d'appui. Là où il n'y en aura pas, on fera des ouvrages de fortification. »

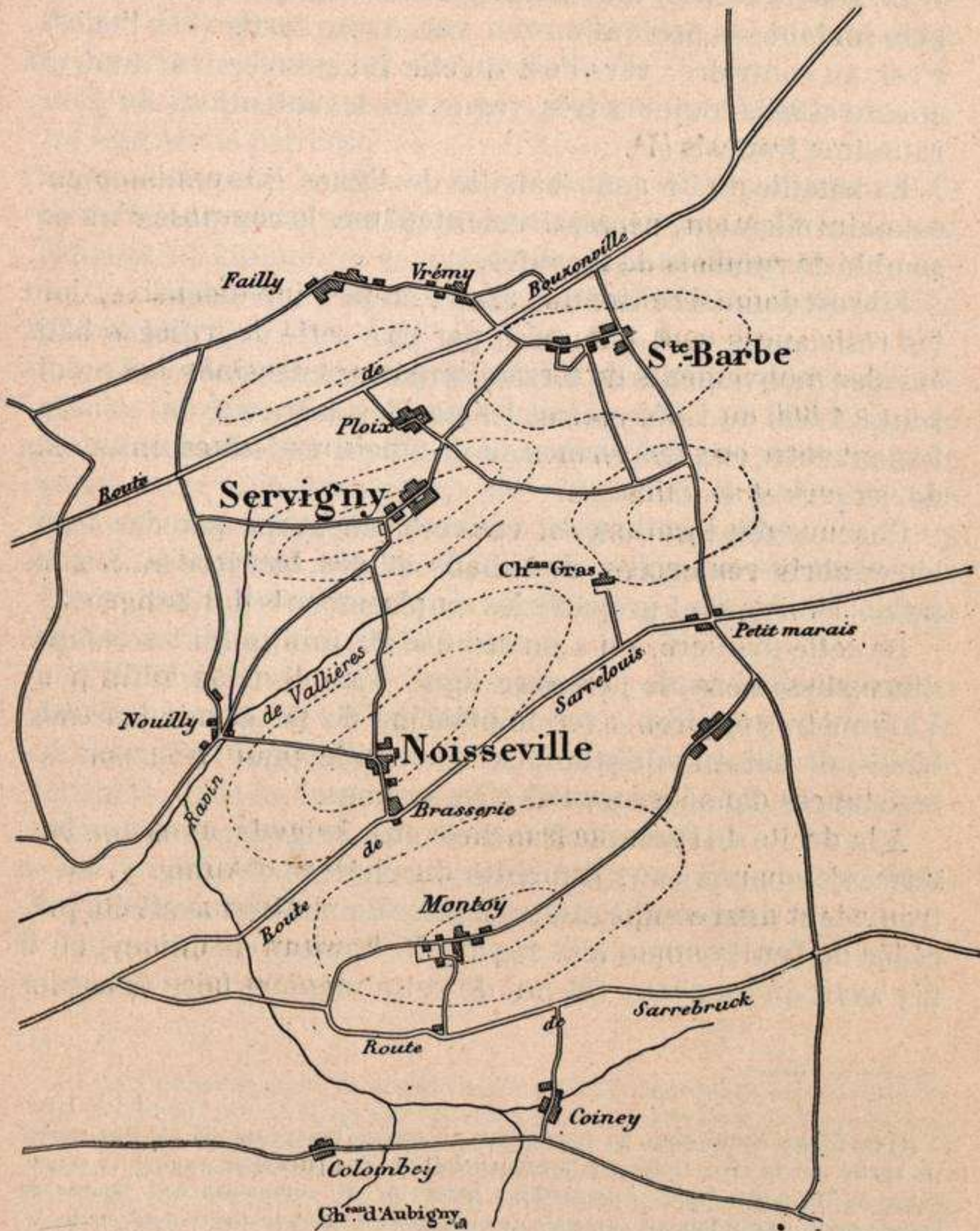
Bataille de Noisseville.

(31 août.)

Le blocus de Metz, commencé après que la bataille de Saint-Privat eut rejeté l'armée française sous les murs de la place, a été maintes fois détaillé.

A la date du 31 août, l'armée allemande occupait, sur les deux rives de la Moselle, enserrant les Français campés entre les forts, deux vastes arcs de cercle passant : sur la rive gauche d'Ars, en amont d'Hauconcourt, par Jussy, Moscou et Saint-Privat; sur la rive droite, de l'un à l'autre de ces deux points d'Ars et Hauconcourt, où étaient les ponts de communication, et par Olgy, Argency, Faily, Vremy, Sainte-Barbe, Laquenexy, Courcelles et Méclevés.

Le 1^{er} corps, avec la division de réserve, occupait le pourtour de la rive droite; les II^e, VII^e, VIII^e et X^e corps, le pourtour de la rive gauche, celle de l'ouest, par laquelle on pensait que



l'adversaire chercherait surtout à se faire jour. En arrière, on s'était réservé deux corps de soutien, le III^e à l'aile droite, le IX^e

à l'aile gauche, de façon à parer à toute éventualité, d'autant qu'il avait été décidé que l'on garderait absolument l'attitude défensive.

Le généralissime allemand (prince Frédéric-Charles) avait pris surtout ses précautions en vue d'une sortie vers l'ouest ; c'est, au contraire, vers l'est qu'elle fut essayée, car tout est encore et sera toujours très vague sur les intentions du généralissime français (1).

La bataille du 31 août (bataille de lignes d'investissement) est naturellement, nécessairement même, le composé d'un ensemble de combats de localités.

Elle est donnée contre une armée en position défensive, dont les résistances sont jalonnées par une série de villages bâtis sur des mouvements de terrain largement dessinés. Les points sont à 1.500 ou 1.800 mètres les uns des autres, ayant généralement entre eux des fermes ou des maisons isolées, entourées de vergers et de haies.

Chacune des localités est couverte en avant par des tranchées-abris renforcées, des abatis et des barricades. Sur les points choisis sont préparés les emplacements des batteries.

De cette manière, on a pu réduire au minimum les troupes d'investissement de première ligne. Une division suffit pour 4 kilomètres environ, avec le principe de ne garnir les tranchées de liaison qu'avec peu de monde pour réserver les résistances dans les localités elles-mêmes.

A la droite de l'attaque française, une brigade, avec une batterie, s'emparait sans difficulté du château d'Aubigny, où se trouvaient neuf compagnies. La prise du château avait été précédée de l'enlèvement très rapide du hameau de Coincy, où il n'y avait qu'un poste. On put de cette manière faire déborder

(1) Le 26, on avait, pour la forme tout au moins, essayé ou simulé une espèce de sortie par la rive droite. On la renouvelait ou l'on paraissait vouloir la renouveler le 31 ; nous disons « paraissait » parce qu'elle commença à 4 heures de l'après-midi, ce qui laissait supposer qu'on n'en avait que médiocrement envie.

« Je voulais, a dit le généralissime, gagner Thionville par Bettelainville et Redange avec les 3^e, 4^e et 6^e corps, faisant filer par Matroy le 2^e corps et la garde. Je laissais ainsi l'ennemi incertain de mes projets, et j'avais l'avantage de n'avoir pas à traverser l'Orne, comme il le fallait en prenant la rive gauche. »

le flanc droit des défenseurs d'Aubigny, qui se hâtèrent d'évacuer pour n'être pas coupés de leur retraite.

L'objectif principal était Sainte-Barbe et les hauteurs voisines. Il fallait, pour l'atteindre, prendre pied sur un plateau de peu de largeur, perpendiculaire à la Moselle, naissant entre le ravin de la Chenau et celui de Vallières.

C'était la position centrale de résistance des Allemands contre une sortie par l'est.

On avait garni le terrain de tranchées et d'épaulements de batteries. De plus, une ligne de résistance assez sérieuse avait été faite à 2 kilomètres en avant, en utilisant Failly, Poixe, Servigny, Noisseville, dont l'organisation défensive était bien préparée (1).

Le 3^e corps français, chargé d'attaquer Sainte-Barbe par le sud, avait donc ainsi, comme premier objectif, le village de Noisseville sur une longue croupe dont la route de Sarrelouis suit le faite. C'était un groupe de vingt-cinq à trente maisons très espacées protégées par une longue tranchée-abri. Cette tranchée couvrait à la fois le sud du village et les bâtiments d'une grande brasserie située sur la route même, à 500 mètres de Noisseville et à la même hauteur.

Plus loin, dans l'angle formé par les routes de Sarrelouis et de Sarrebruck, le village de Montoy, à 800 mètres au sud, à l'extrémité d'une croupe isolée, montrait une rue bordée de maisons, avec un long mur se redressant à angle droit et enserrant une propriété de grandes dimensions.

Le 3^e corps avait, vers 4 heures, lancé un régiment sur Montoy et une brigade sur Noisseville et la Brasserie.

(1) Cette première ligne de résistance était à 5 kilomètres à peine de la Moselle. Elle ne laissait, par suite, qu'un espace très restreint aux troupes bloquées pour prendre leurs dispositions. Dès leur débouché de la Moselle, il fallait rester en colonne et l'on ne pouvait se déployer qu'en combattant.

D'autre côté, quoiqu'on eût la liberté de la route de Thionville, on ne pouvait songer à la prendre sans être maître du terrain jusqu'à Sainte-Barbe, sous peine d'être poursuivi de feux de flanc et de feux de revers.

C'est ce qui a tant fait douter de l'intention du généralissime français. Commencer une action de ce genre à 4 heures de l'après-midi, c'était se condamner d'avance à la non-réussite, quelle que fût l'énergie des troupes et de leurs chefs.

Le régiment qui occupait ces trois points (1) fut facilement rejeté dès le premier choc, et un retour offensif direct sur Noisseville par deux bataillons qu'aidaient deux batteries resta infructueux.

A Ploixe et Servigny, l'attaque marchait moins vite. Ploixe était un hameau situé au bas d'une pente, sur la grand'route à peu près, et sans grande importance. Mais Servigny était un assez fort village très bien situé sur une croupe isolée; grande rue bordée de maisons avec un cimetière garni de murs vers le sud. Outre que sa situation demandait un effort violent pour l'enlever, on était fort gêné dans la marche par le feu de près de dix batteries établies sur la croupe même.

Noisseville une fois occupé, l'aile droite assaillante, utilisant le ravin au nord de ce village, put déborder la gauche de la ligne d'artillerie, la forcer à reculer et menacer en même temps les défenseurs installés dans de longues tranchées couvrant le sud. Un mouvement en avant des Français décida la retraite sans qu'il y eût lutte très sérieuse.

Malheureusement, il était nuit lorsque la localité fut occupée; il ne fallait pas songer à pousser au delà, et, en somme, on n'avait pu avancer que de 1.200 à 1.500 mètres dans les trois heures de combat.

Les localités avaient, on le voit, joué leur rôle, qui était de rendre l'accès difficile, de céder le moins possible de terrain, en un mot de gagner du temps, de manière à amener des renforts (2).

(1) Montoy fut enlevé par le 62^e de ligne.

Ce régiment avait pu, à l'abri d'un petit ravin et du grand mur du château de Montoy, venir se réunir au pied de la hauteur, à l'abri des obus qui avaient un peu bouleversé ses colonnes à la descente du ravin de la Planchette. En arrivant sur Montoy même, il trouva les maisons garnies de tirailleurs (sept compagnies). Après avoir lancé successivement trois compagnies en avant sans succès, le colonel précipita le régiment entier sur le village, deux bataillons au sud, un à l'ouest. Les compagnies prussiennes n'eurent que le temps de s'enfuir devant un assaut fort vivement mené et ne durent le peu de pertes qu'elles subirent qu'à la confusion et au désordre engendrés par une poussée de trois bataillons sur un espace si restreint. Les premiers arrivés purent seuls faire feu sur les fuyards; les autres, s'entassant en arrière, tiraient en l'air. Cet assaut coûtait au 62^e de nombreux officiers et plus de 300 hommes. Il avait duré quelques minutes à peine.

(2) Servigny, mal gardé du reste, fut repris par surprise, par les Allemands,

Lignes d'investissement de Paris.

Le Bourget.

A la fin d'octobre, la ligne d'investissement des Allemands autour de Paris avait été définitivement mise en état. 170.000 hommes avec 700 canons enveloppaient la capitale. Sur la rive droite : le VI^e corps, entre Chatou et Epinay; la garde prussienne, entre Montmagny et Blanc-Mesnil; le XII^e corps, d'Aulnay à la Marne, rive droite; les Wurtembergeois, rive gauche de la Marne, de Noisy au chemin de fer Paris-Lyon; le VI^e corps à cheval sur la Seine, jusqu'au chemin de fer de Sceaux; les Bavares, au plateau de Châtillon; la 21^e division et le V^e corps, à Ville-d'Avray, Sèvres, Bougival.

Au milieu des nombreux combats de localités qui se livrèrent autour de Paris, nous avons choisi le plus intéressant au point de vue tactique, celui du Bourget.

Le Bourget est une grosse agglomération de maisons solidement construites le long de la route de Paris à Lille, bordant le chemin sur une longueur de 900 mètres environ. La localité est en plaine, à 8 kilomètres à peu près de l'enceinte de Paris, à 3.000 mètres du fort d'Aubervilliers, et sous le feu très éloigné (5.000 mètres environ) des redoutes de Saint-Denis et de Romainville.

Il y eut, au Bourget, trois attaques différentes : l'une le 28 octobre, l'autre le 30, la troisième le 21 décembre (1).

à 9 h. 1/2 du soir. C'est une reprise pour l'honneur des armes, car, le lendemain, les renforts avaient amené de telles forces dans Sainte-Barbe et autour de Sainte-Barbe qu'on ne fit pas même une démonstration offensive pour reprendre cette localité. On se retirait avec une perte de près de 4.000 hommes.

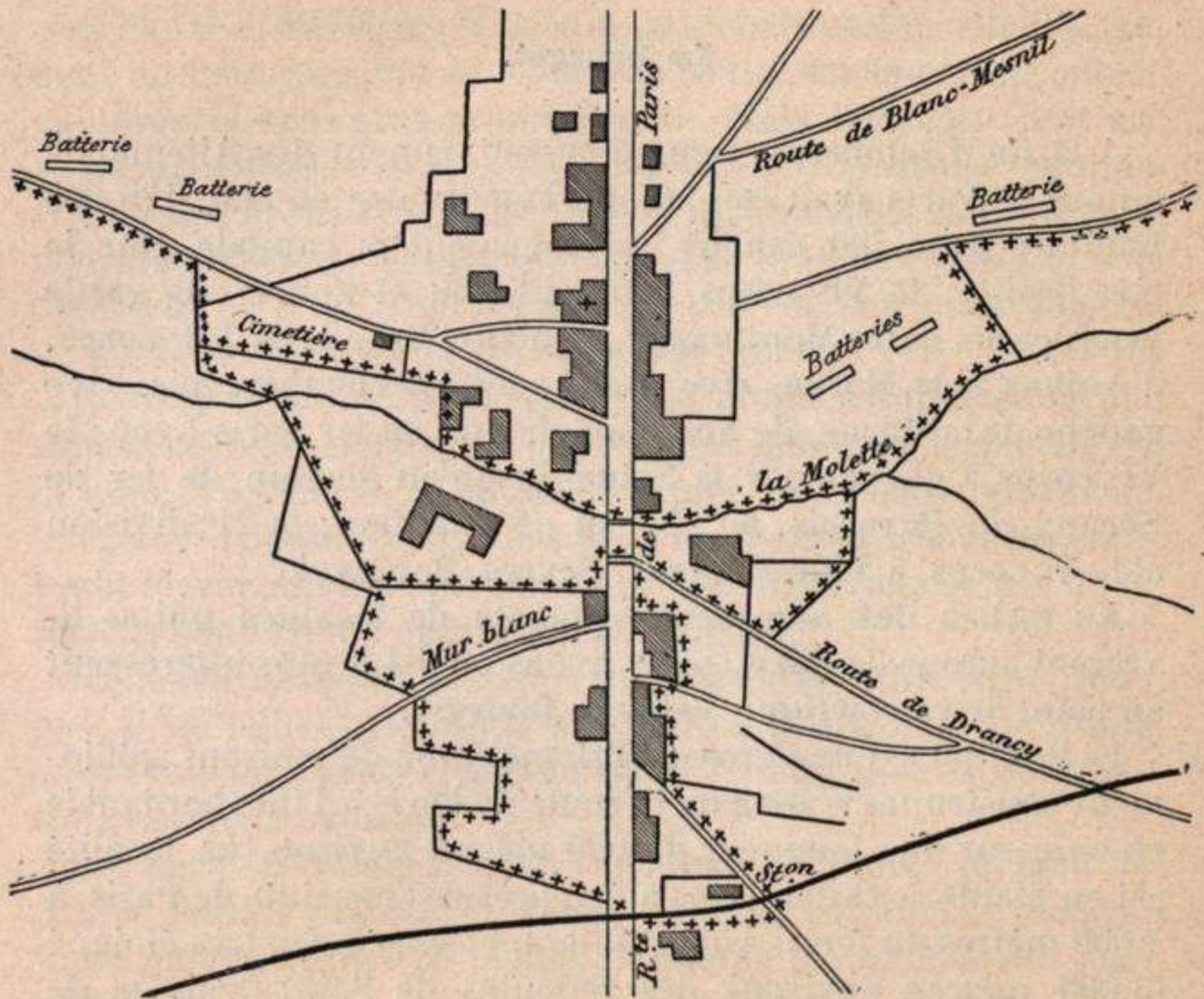
(1) Ce sont les Allemands qui, les premiers, occupaient le Bourget, comme poste avancé de la ligne d'investissement. Le 28 octobre, ils l'évacuèrent devant une attaque des francs-tireurs et mobiles de la Seine.

Ils le reprirent le 30 par une attaque concentrique de trois colonnes venant du Blanc-Mesnil, de Dugny et de Pont-Iblon.

On a souvent parlé de cette attaque, qui est intéressante parce que, ce jour-là, la garde prussienne, qui n'avait pas donné depuis Saint-Privat, inaugura un nou-

■ Nous ne retiendrons que la dernière.

Le Bourget, en raison de son étendue en longueur, de sa situation en plaine, n'avait par lui-même aucune valeur défensive ;



LE BOURGET

sive ; ajoutons que, dans la situation où les troupes des deux partis l'avaient trouvé à la fin d'octobre, il était indéfendable pour les Français, étant sous le feu des batteries du Blanc-Mesnil, de Pont-Iblon et de Bonneuil.

veau mode de formation de combat : tirailleurs, soutiens et réserves divisés en petits groupes, allongement par prolongement des ailes, passage continu de l'ordre déployé à l'ordre concentré, à mesure que l'on trouvait des abris sur le parcours.

C'est la colonne de gauche qui, formée en deux longues lignes minces l'une derrière l'autre, enleva le village par une charge de tirailleurs et avec très peu de pertes, relativement à l'aile droite, qui, restée plus groupée, en raison des habitudes prises, eut près de 350 hommes hors de combat.

Toutefois, comme tête de pont sur la Molette et au milieu du pays marécageux de la Morée, il avait pour les Allemands la valeur d'un poste avancé utile, sinon obligé.

Aussi, dès qu'ils l'eurent repris, s'empressèrent-ils de le transformer en un point fort. Tous les accès furent barricadés ; on abattit les maisons isolées, on étendit en largeur des abatis, des tranchées se commandant les unes les autres ; le champ de tir fut partout déblayé, et à l'arrière, vers le nord, on fit, à l'est, un long épaulement de batterie, tandis qu'à l'ouest on fortifiait le cimetière et on élevait un ouvrage d'assez fort relief pour dominer la plaine de ce côté. Bref, et sans entrer dans les détails, on en fit, à tout hasard, une avancée très solide, comme on va en juger.

Nous ne rappellerons que pour mémoire tous les essais faits par les troupes de Paris pour forcer le blocus.

Au commencement d'octobre, on avait d'abord projeté de sortir par la basse Seine, pour se porter sur Rouen. En novembre, vers le milieu du mois, lorsqu'on apprit que l'armée de la Loire avait eu un succès à Coulmiers, il fallut céder à l'opinion, qui voulait absolument une sortie par le sud pour aller donner la main à l'armée de d'Aurelle de Paladines. On s'y résigna, quoique ce fût une grosse affaire de changer tout ce qui avait été préparé à l'ouest pour le porter à l'est, car il ne fallait pas songer à percer droit au sud ; on comptait prendre Lagny comme objectif d'abord, en franchissant la Marne, et aller de là à Nogent-sur-Seine.

C'est ce qui amena, le 30, la bataille de Villiers-Champigny.

Au commencement de décembre, un nouveau projet de sortie fut arrêté. Il s'agissait, cette fois, de sortir par le nord et de prendre Amiens pour objectif.

C'est ce projet qui fut entamé par le combat du Bourget.

Enfin le dernier essai, celui qui avait pour but de piquer droit sur Versailles, donna lieu à la bataille de Montretout-Buzenval, précédant de quelques jours la capitulation.

Lorsque, en décembre, on voulut percer les lignes d'investissement par le nord, avec Amiens pour objectif, prenant la ligne Saint-Denis-Bondy comme front d'opération avec l'espoir que ce nouveau champ de bataille favoriserait l'action des

troupes, c'est la route de Paris-Lille qui devenait la directrice du mouvement.

Il s'ensuivait que le Bourget, qui, au début était, pour les Français, un village sans utilité tactique bien sérieuse, qui n'avait pour les Allemands que la valeur d'un poste avancé commode (1) couvrant bien leur ligne de défense et qu'ils avaient très bien retranché plutôt par espoir d'y trouver une garantie de tranquillité que pour en tirer un parti quelconque, devenait d'une utilité indispensable pour déboucher de l'enceinte.

Il fallait maintenant l'enlever à tout prix.

On y consacra ce qu'on avait de meilleur en troupe d'assaut : les marins, le 138^e de ligne et les meilleurs bataillons des brigades Lavoignet, Lamothe, Hanrion, avec les wagons blindés de la ligne de Normandie, qui vinrent canonner le village à la Courneuve.

C'était le 21 décembre, vers 7 h. 1/2.

Il n'y avait, en ce moment, dans le Bourget, que cinq compagnies de la garde prussienne, ainsi disposées : une sur le périmètre ouest, du gazomètre au cimetière ; une en soutien à l'issue nord-ouest ; une à la gare ; une à la verrerie ; une aux barricades des routes d'Aubervilliers et du Drancy, à l'est par conséquent.

Après une trop courte canonnade, vers 8 h. 1/4, l'infanterie prononce son attaque. A l'ouest, cinq bataillons (fusiliers marins) et une batterie venant de Saint-Denis se précipitent en avant, traversant la Molette sur des fascines toutes préparées dans ce but.

Une fusillade nourrie accueille la colonne, qui ne peut avancer. Un bataillon seul, gagnant l'issue nord, parvient à la forcer et à se jeter dans les maisons du nord-ouest, prenant à revers les défenseurs de ce côté.

Au sud et à l'est, se sont précipités au même moment les

(1) Le combat du Bourget, du 28 octobre, livré sans ordre, avait fort mécontenté le gouverneur, qui ne voulait pas comprendre cette localité dans sa ligne de défense. Il n'osa la faire évacuer le jour même, de crainte de mécontenter les Parisiens, parce que c'était le corps des francs-tireurs de la presse qui avait joué le rôle principal.

bataillons de la brigade Lavoignet (sept bataillons), mais sans succès ; les défenseurs de la gare et de la verrerie tiennent bon.

La brigade de réserve (Hanrion), venant aussi du côté de Saint-Denis, lance cinq de ses bataillons vers l'entrée du sud, sans succès.

Il était 9 heures. Les Allemands avaient en ce moment une compagnie au gazomètre, une aux barricades, une à la gare, une à la verrerie, entourées de tous côtés par le flot des assaillants.

A ce moment aussi commençaient à arriver les renforts.

Une compagnie entrait par le nord, venant du Blanc-Mesnil. A 10 heures, sept autres, venant de Pont-Iblon : deux atteignaient la verrerie, deux autres l'église ; les trois dernières, renforcées une demi-heure après par un bataillon, pénétraient jusqu'au centre du village, luttant pied à pied contre les compagnies françaises qui y étaient entrées (1).

Vers 11 h. 1/2, l'assaillant était définitivement débusqué, et quinze compagnies prussiennes, successivement arrivées, garnissaient le pourtour du Bourget en vue d'une nouvelle attaque.

On a fort blâmé cette attaque brusque sur une localité dont on ne connaissait que très imparfaitement la situation défensive. Et, de fait, si, par une reconnaissance préalable, on s'était rendu compte de la force considérable des défenseurs, peut-être se serait-on borné (ce qui eût été le mieux) à l'écraser, deux ou trois heures durant, sous le feu des batteries de position et des canons du fort d'Aubervilliers.

Quoi qu'il en soit, étant donné que la brusquerie de l'attaque a été trop vive pour que l'artillerie ait eu le temps de faire la préparation, le succès de l'assaillant à la suite de son mouvement tournant du nord a été rapide et facile.

La résistance de l'infanterie contre l'infanterie au gazomètre,

(1) L'artillerie de la colonne de gauche, celle des wagons blindés et celle du fort d'Aubervilliers continuaient à tirer sur le Bourget, n'ayant qu'une très vague idée de ce qui s'y passait et ne se rendant pas compte qu'elles causaient autant de pertes aux Français qu'aux Allemands, lesquels se fusillaient des maisons de chaque côté de la rue principale.

à la verrerie, à la gare, a été très remarquable et était nécessaire du reste, car, pour que, attaqué à 8 heures, le défenseur n'ait eu de renforts qu'à 10 heures, il faut admettre que les communications entre ce poste avancé et la ligne de l'arrière étaient bien mal établies.

Déductions. — Conclusions.

Dans les faits, il faut chercher des enseignements et des leçons, jamais des modèles. Nous ne sommes donc pas entrés dans le détail trop technique des formes adoptées pour tel et tel combat de localité. Cela eût été sans intérêt, ni utilité.

L'important était de mettre sous les yeux toute une série de localités à rôles absolument divers : les unes, centres de lignes de résistance, comme Vionville, Beaune-la-Rolande ; les autres, appuis d'aile, comme le Geisberg ; postes avancés, comme Sainte-Marie et Saint-Hubert ; jalons de bataille, comme Origny, Villejouan, Vendôme, Villepion, Loigny ; têtes de pont, comme Wœrth ; passages de rivière, comme Villersexel ; débouchés d'armée, comme le Bourget et Noisseville.

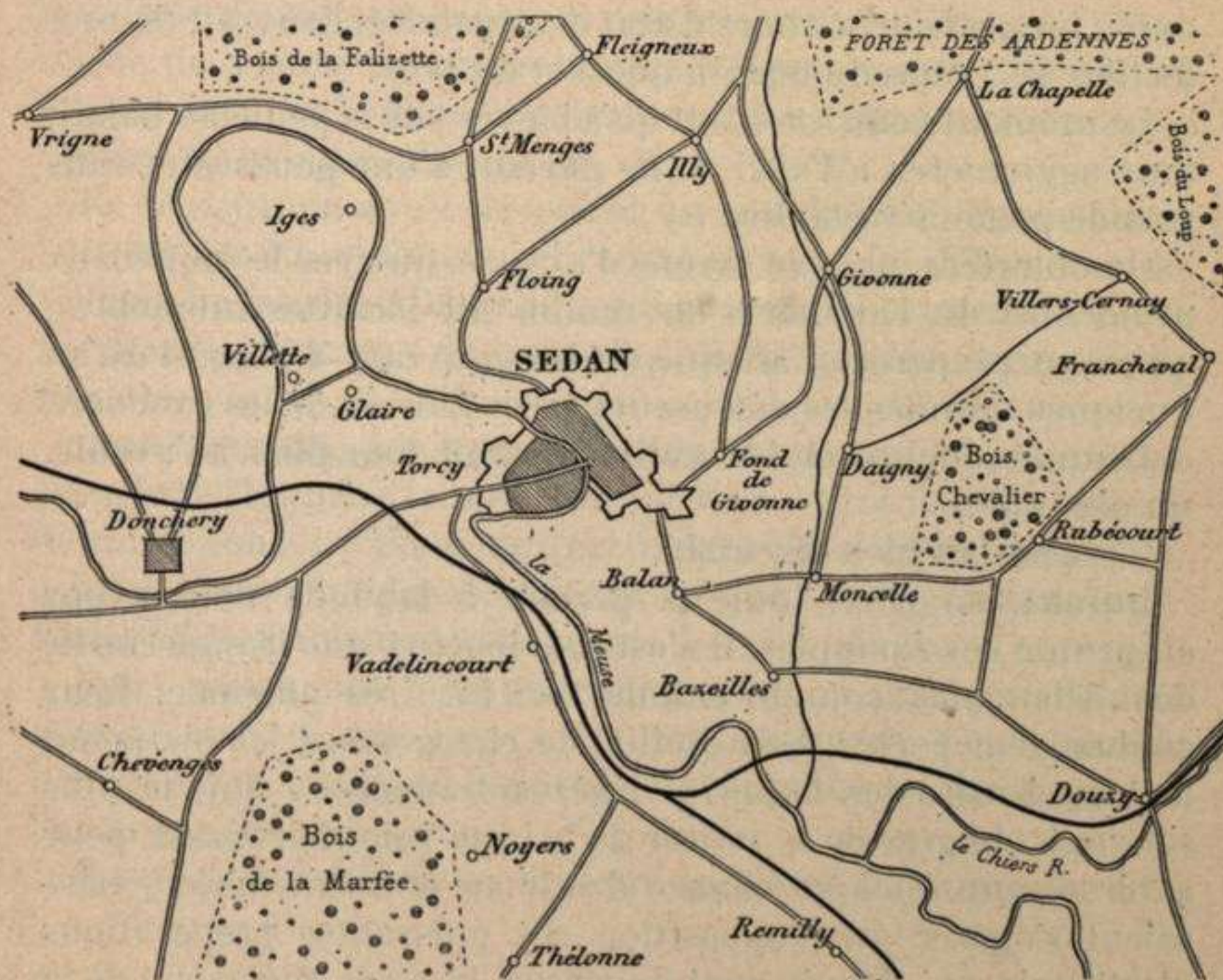
Il n'y a là que les cas principaux de l'influence tactique des localités ; des volumes ne suffiraient pas à ressasser toutes les situations où il y a eu attaque et défense de lieux habités.

Ce qu'il fallait établir, et ce que nous avons essayé de montrer, c'est que, en toute circonstance de guerre, on a toujours envisagé comme une chance favorable de trouver sur son chemin une localité, et ceci aussi bien pour celui qui veut s'en tenir à une situation défensive que pour celui qui veut assaillir un adversaire en position.

Les exemples donnés permettront à tous de se rendre compte des conséquences que l'occupation d'une localité amène dans le combat.

On peut presque dire qu'en principe, toutes les fois qu'une localité est sur la bande de résistance ou sur la bande de mouvement offensif, on ne fait jamais mal de l'occuper, quitte à en partir si les éventualités de l'action font reconnaître son inutilité.

A Sedan, par exemple, le front est de la position française était bordé par une petite vallée étroite, au fond de laquelle coulait le ruisseau de la Moncelle. Les villages de Givonne, de Daigny, de la Moncelle et Bazeilles étaient sur le ruisseau et aux points de passage des routes.



CROQUIS DE SEDAN

Les Français n'occupèrent que Bazeilles, le plus important par sa situation et ses constructions. Pour s'en emparer, il fallut aux Bavarois six heures de lutte et de grosses pertes. A l'est de Daigny, une division française arrêta quelque temps les Saxons; mais, obligée de se retirer, elle n'occupait pas le village.

Ces localités, quelque faibles qu'elles aient paru, au premier abord, comme lieu défensif, étaient cependant dans des conditions à être occupées.

Le terrain, à l'est comme à l'ouest, se relève rapidement dès

les premières maisons, et, dans une vallée aussi étroite (250 mètres de largeur en moyenne), leur rapprochement rendait plus difficiles les attaques débordantes. Laissés aux mains des Allemands, ces villages servirent de places d'armes, à l'abri desquelles ils rassemblèrent de nombreux bataillons, tandis que l'artillerie entra en lutte avec les batteries françaises et, après les avoir mises hors d'état de répondre, couvrait de projectiles les crêtes du terrain ouest et les bois.

Le moment venu, on n'eut qu'à lancer sur la pente les bataillons agglomérés à l'abri, et ils purent, d'une poussée et sans grande peine, s'y établir.

On objectera, nous le savons d'avance, qu'avec les nouveaux projectiles de l'artillerie on rendra les localités intenable, qu'on en préparera l'attaque en les couvrant d'obus et qu'en quelques minutes les défenseurs seront forcés de les évacuer.

Comme conclusion, la localité ne serait donc plus, à l'avenir, un obstacle.

C'est un fait bien discutable.

Durant, en effet, toute la période à laquelle nous avons emprunté ces exemples, il n'est pas douteux que la supériorité des Allemands comme canons ne fût très affirmée. Leur calibre, leur portée, leur facilité de chargement les mettaient fort au-dessus des batteries légères françaises, qui, le plus souvent, obligées de se retirer de la lutte volontairement, pour avoir encore quelque chance d'agir au moment décisif, laissaient s'opérer sans opposition ces puissantes préparations d'artillerie qui depuis sont devenues la règle théorique de la tactique.

Que l'on remarque, cependant, que, partout où les Français avaient des batteries de 12 (elles étaient, malheureusement pour eux, en très petit nombre), il n'en était pas de même, et que l'on tenait sa place, dans d'excellentes conditions, contre les canons allemands, jusqu'à épuisement des munitions.

Ne sera-ce pas le cas aujourd'hui?

Canons et fusils, sauf d'assez légères différences, se valent, dans les grandes armées. Leur nombre est sensiblement équivalent, leur puissance équivalente aussi. S'il y a des différences, elles ne résident plus que dans le mode d'emploi et le plus ou moins d'habileté technique.

Reportons-nous aux exemples cités.

Le 16 août, à l'attaque de Vionville, les Allemands avaient mis onze de leurs batteries devant la ligne française; mais, ce jour-là, leur supériorité, tout au moins comme nombre, n'était pas telle que les canons français ne pussent tenir bon, et, obligés par suite de se consacrer exclusivement ou à peu près à la lutte d'artillerie sans pouvoir faire autre chose que d'envoyer de temps en temps quelques obus sur le village, ils durent assaillir la localité avec leur infanterie sans les préparations théoriques d'usage (1).

Le 18 août, on avait pu placer au sud de Saint-Privat deux batteries de 12, qui ne se retirèrent qu'avec les défenseurs du village. Le feu des Allemands, qui avaient là, cependant, toute l'artillerie du corps de la garde, n'avait pu les amener à la retraite.

Certainement, il y a tout lieu de croire que les quinze ou seize batteries prussiennes n'ont pas concentré leur feu sur ces douze canons : c'est même certain; mais elles avaient assez à faire devant cette résistance pour que leur précision habituelle fût sensiblement diminuée.

Nous citons ces faits pour dire que, en pratique, cela se généralisera et que l'on verra probablement s'écouler des heures avant que l'une des artilleries opposées arrive à réduire l'autre au silence.

Dans ces conditions — et nous en avons eu la preuve fré-

(1) Il est passé, dans les idées tout au moins, que, dans la pratique, la première des artilleries adverses qui aura réglé son tir matrisera celle de son ennemi.

Jusqu'à ce que la pratique nous l'ait fait voir, nous pensons qu'il y a quelque exagération.

Tout d'abord, personne n'ignore, pour l'avoir remarqué aux manœuvres, que, même la carte à la main, il n'est pas commode de repérer les pièces de l'ennemi.

Ensuite, le réglage est long et se fait lentement. Souvent, bien souvent, l'observation des coups est difficile sur le polygone. Combien le sera-t-elle davantage sur le champ de bataille?

Le réglage obtenu — nous l'admettons — il n'est pas si simple de diriger sur des points placés à 2.000 ou 3.000 mètres une ligne de mire avec sûreté, pour des pointeurs qui seront au milieu des gerbes d'éclats des obus de l'adversaire.

Même avec ceux qui ont le plus de coup d'œil, on devra s'attendre, à la guerre, à des déceptions, à des variations de portée de 50 ou de 100 mètres, au bas mot, en plus ou en moins, et cela suffira pour changer beaucoup le tir du polygone.

quente — les préparations de l'artillerie dans l'attaque des localités ne seront pas toujours ce que le voudrait la règle absolue posée aujourd'hui, et nous verrons fréquemment se reproduire l'exemple de Vionville, le 16 août.

D'autre côté, il n'est pas douteux que la valeur défensive d'obstination du fantassin abrité, ayant en main une arme d'un tir assuré, rapide, et long en raison des munitions dont on le charge, n'ait augmenté beaucoup.

En admettant même qu'une meilleure direction, une meilleure habileté technique arrivent à donner la supériorité assez marquée à l'une des deux artilleries pour que l'autre soit obligée de retirer une partie de ses pièces — ce qui permettra alors d'aider à la marche offensive de l'infanterie sur la localité, si c'est, bien entendu, l'artillerie de l'assaillant qui a le dessus — il n'en reste pas moins établi que la localité aura maintenu longtemps intacte la ligne de résistance.

A ce moment de la lutte, alors même — ce qui est indéniable — que l'effet des projectiles contre les murs, les maisons, les abris aurait été fort préjudiciable aux défenseurs, ceux qui resteront seront encore susceptibles d'imposer un temps d'arrêt.

En un mot, de même que l'on doit penser voir fréquemment, pour l'artillerie, se renouveler la situation de Vionville, de même on doit penser voir fréquemment, pour l'infanterie, se renouveler le Geisberg, Beaune-la-Rolande, Villersexel, le Bourget.

On est donc fondé, par le raisonnement tout au moins, à supposer que, tant que la lutte d'artillerie ne sera pas terminée, la valeur des localités a plutôt augmenté que diminué.

Il eût été intéressant de chercher, dans une série d'exemples, ou même dans les seuls exemples choisis, des principes de défense et d'attaque de localités; mais, nous ne cesserons de le dire, on ne peut introduire de calculs mathématiques dans un drame comme la guerre, où trop de causes physiques et morales entrent de concert pour détruire les idées souvent les mieux raisonnées.

Les ingénieurs militaires ont souvent discuté ce sujet. Ni les uns ni les autres ne sont tombés d'accord, nulle part.

Les uns voudraient que, dans la défense des localités, on

comptât au moins un homme (un fusil bien entendu) par mètre courant de pourtour. Les autres en voudraient deux et trois.

En somme, pourquoi une règle immuable? Ce n'est pas seulement le fusil qui défend la localité: c'est aussi et surtout sa situation topographique et le soin que l'on a pu mettre à garnir d'obstacles son pourtour et son intérieur. Le Bourget, on l'a vu, dont la situation topographique était des plus médiocres, tellement médiocre que le gouverneur de Paris n'avait même pas songé à l'utiliser comme avancée, a tenu bon avec quelques compagnies contre les bataillons de deux brigades, grâce à un travail défensif bien entendu.

Les ingénieurs, et c'est leur rôle, peuvent donner des règles de mise en état de défense des localités, quelles qu'elles soient; les militaires ne peuvent, eux, que donner des règles très vagues de leur défense proprement dite, comme de leur attaque.

Mais ce qu'on peut dire, ce qui est certain, c'est que, dans tous les combats de localités, on a commis des fautes; on a, lorsqu'on les lit, tout au moins le droit de se demander pourquoi l'on n'a pas fait telle ou telle chose, et de penser qu'en la faisant les résultats, d'un ou d'autre côté, eussent été meilleurs et plus rapides.

Jamais les combats de localités n'ont assez de détails dans les récits pour qu'on puisse répondre à ce « pourquoi ».

On ne l'a pas fait, le plus souvent, parce que le temps, l'espace, les effectifs ont manqué. Et ajoutons que, même avec ces fautes qu'on relève à la lecture et sur le terrain même, les actions se sont éternisées dans ces villages, comme au Geisberg, comme à Saint-Privat, et que, en somme, elles se sont toujours traduites par du temps gagné pour le défenseur.

Le plus grand reproche qu'on fait, dans l'examen des luttes de notre génération autour des localités, c'est d'avoir presque toujours négligé la préparation, tout au moins la préparation « suffisante », par le canon.

C'est vrai le plus souvent; mais, nous l'avons dit, on n'a pas toujours du canon: il est occupé ailleurs, et l'on a besoin

de la localité, immédiatement besoin. On essaie de l'enlever coûte que coûte.

Et puis, c'est un mot assez vague que celui dont on se sert : « la préparation suffisante ».

On peut écraser une localité d'obus, renverser les murs, brûler les maisons : il en restera toujours d'intacts ; les débris eux-mêmes feront peut-être des obstacles derrière lesquels, une fois le feu du canon arrêté, l'infanterie assaillante trouvera des défenseurs résolus.

On a écrasé de feux le Geisberg, Sainte-Marie, Villersexel, et cependant l'infanterie française a fourni là de beaux combats de localités.

La prochaine guerre nous ramènera-t-elle ces combats ? Rien ne peut en faire douter. Mais, des exemples de la guerre de 1870, nous pouvons et nous devons conclure que, étant donnés les grands moyens matériels d'attaque et de défense de nos jours, il y aura moins de combats d'intérieur de villages. On y logera peu de monde, et, comme c'est surtout en opérant sur leurs côtés qu'on les fera tomber, c'est sur les côtés des localités que la défense accumulera ses résistances en hommes et en canons.

En résumé, et dans la guerre de campagne, de temps immémorial, depuis que l'arme à feu est devenue l'arme par excellence, l'idée est venue naturellement de faire servir les villages, les fermes, les hameaux, les villes même, à localiser le combat.

Le piquier d'autrefois ne pouvait songer à la défensive comme acte militaire. Que lui eût servi de se loger derrière un mur, d'attendre son ennemi aux fenêtres d'une maison ?

L'homme possédant une arme à feu, au contraire, a instinctivement le sentiment défensif. Placé derrière un abri, il trouve toute facilité pour augmenter le rendement de son fusil. Il double, il triple la valeur pratique de ce fusil. Il sent bien, de plus, qu'il faudra des forces très supérieures à la sienne propre pour le déloger, et que sa sécurité y est relativement grande, comparée à ce qu'elle serait en plein champ.

D'ailleurs, c'est sur les routes, les chemins, les directions de marche que se trouvent toujours les localités.

Elles ne peuvent échapper, certes, aux coups de l'artillerie; mais il est rare qu'elles n'aient pas autour d'elles des jardins, des clôtures, des vergers, toutes choses qui donnent l'abri, qui rendent l'accès difficile et permettent des luttes relativement simples.

Et c'est pour cela que toutes les batailles, celles du temps passé comme celles du présent, lorsqu'elles ne portent pas le nom d'une localité où l'action même a eu ses péripéties les plus sérieuses, rappellent toujours à l'esprit des noms de villages, de fermes, de châteaux, pris, perdus, repris, incendiés, saccagés, et dont la défense et l'attaque sont en quelque sorte la pondération de la grandeur de la lutte.

De même qu'autrefois, et en dépit de la puissance destructive des projectiles, la localité sera toujours une entrave mise à la marche d'un ennemi, un abri pour les troupes et un point d'appui pour le combat.

* * *

En terminant ces déductions, il y aurait peut-être à craindre qu'elles ne fissent entrer dans quelques esprits des idées dangereuses, en ce sens qu'on en pourrait déduire une prépondérance de la défensive sur l'offensive dans la guerre de campagne.

Ce serait mal comprendre le but qu'on veut atteindre par l'occupation des localités.

Avec l'amélioration constante et continuelle de la valeur des armes, le plus sûr moyen de combattre avec succès est de faire succéder, en tactique, la défensive à l'offensive et réciproquement.

Les localités sont, sur les champs de bataille, avec d'autres positions, du moment bien entendu, les points défensifs d'où partent les bonds successifs de l'offensive, car on ne peut, en tactique, espérer une offensive continue, pas plus qu'on ne saurait espérer, en manœuvre de guerre, que des troupes, même les meilleures, franchissent sans arrêt, dans un acte d'attaque, les centaines de mètres qui, au début, les séparent de l'ennemi.

Que l'acte général d'une bataille soit offensif ou défensif, sitôt — qu'on le remarque bien — qu'une localité est en ses mains, l'un ou l'autre parti y prépare une installation pour s'y maintenir.

Sainte-Marie-aux-Chênes, le 18 août, est à peine aux mains des Allemands qu'ils en organisent la défense (ce que nous avons négligé de faire) avant de se porter au delà, avant même de songer à s'y porter.

De ce même côté du champ de bataille, sur le chemin de fer de Verdun, c'est la maison située près du passage à niveau de la route d'Amanvillers qu'ils s'empressent de fortifier.

Du côté opposé, le Point-du-Jour, Moscou, Saint-Hubert, ont été garnis par les Français de tranchées et d'épaulements. A peine les Allemands ont-ils pu, et au prix de très grosses pertes, occuper la dernière de ces fermes, que leur premier soin est d'en régulariser l'occupation pour eux-mêmes.

Au centre, c'est sur les fermes de l'Envie, de Chantrenne, très ou trop faiblement occupées par les Français, qu'ils se jettent ardemment. A peine la lutte sanglante qui se livre plusieurs heures durant leur en a-t-elle permis l'accès qu'ils s'empressent de mettre en état de défense les bâtiments, les clôtures, les murs, les jardins.

Ce sont — qu'on le remarque — ces occupations successives de points, qu'on se hâte de disposer en vue de s'y maintenir solidement, qui constituent l'acte offensif lui-même.

DEUXIÈME PARTIE

LES AVANT-LIGNES

Nous abordons ici une étude d'un développement plus difficile. Non pas en raison des détails techniques, qui sont toujours les mêmes, mais parce que le mot *avant-ligne* est presque nouveau dans la langue militaire et — il faut bien l'ajouter — ne paraît pas être compris de tous de la même manière.

Disons, de plus, que, le fût-il, comme on n'est pas d'accord sur la nécessité (1), sur l'utilité même de l'avant-ligne, dans l'acception étendue du mot, il n'est pas simple de trouver à fixer les idées sur ce point.

Nous ne prenons pas, puisque c'est le principe de nos études, position dans le débat, ne voulant, nous l'avons dit, que développer des exemples et laisser au lecteur le soin d'en tirer la conclusion. Toutefois, nous sommes ici en présence d'une situation toute particulière. On n'a jamais — nous le croyons et nous le disons — défini bien exactement ce qu'on appelle une avant-ligne ; pourquoi alors donner des exemples puisque l'on ne sait pas ce que c'est qu'une avant-ligne (2) ?

« (1) Si, dit le règlement, il se trouve en avant de la compagnie des points favorables pour une avant-ligne, le capitaine les fait occuper par une fraction, qui se replie par les flancs en temps opportun. »

« Si, dit le règlement, le chef de bataillon a reçu l'ordre d'établir une avant-ligne, il la fait occuper par des troupes, qui, lorsque la ligne de résistance est prête, se retirent rapidement, en la démasquant. »

Ici, encore, nous trouvons l'inconvénient d'avoir voulu faire à de petites unités l'application des principes tactiques. Théoriquement, l'idée est bonne ; pratiquement, elle est mauvaise. Vouloir définir comment des compagnies et des bataillons isolés défendent ou attaquent des positions a faussé plus d'esprits qu'il n'a donné de résultats.

(2) L'avant-ligne, dit l'un, est l'ensemble des travaux exécutés par les postes

Il faut donc préciser notre étude et nos recherches.

Le mot *avant-ligne* s'applique avant tout à l'acte définitif prémédité.

Quand on veut se défendre quelque part, on choisit d'abord la ligne que l'on tient à conserver, celle qui couvre vos communications, vos convois, votre retraite au besoin. C'est la ligne de défense proprement dite. En arrière, on met ses réserves ou sa réserve pour parer aux éventualités du combat. En avant enfin, chaque fois qu'on le peut, qu'on en a le temps et les moyens, et cela depuis un temps immémorial, depuis que les fantassins ont des armes de jet — si en avant de la ligne de défense il y a de bons endroits, où l'on puisse tirer un bon coup de fusil sur l'ennemi qui avance, où l'on puisse placer une pièce de canon qui ait de belles vues sur un débouché de l'adversaire — on met des fusils et des canons.

Il n'y a pas à établir cette doctrine, elle est de tous les temps.

Chacun des chefs qui commande un des secteurs — disons mieux, une des tranches de la ligne de défense proprement dite — couvre son front, s'il le peut, par une occupation de quelque obstacle avancé sur lequel il compte pour arrêter le premier élan de l'assaillant.

Si la topographie du pays, le hasard, la bonne fortune veulent que ces obstacles forment une ligne, se voient ou s'aident mutuellement, c'est l'avant-ligne (1); sinon, ce sont

avancés pour s'établir solidement sur le terrain assigné en avant de la ligne de combat.

L'avant-ligne, dit un autre, est la ligne plus ou moins régulière formée par les fractions chargées de supporter le premier choc en avant de la position principale.

L'avant-ligne est l'ensemble des obstacles créés ou naturels placés en avant du front de la position principale.

L'avant-ligne est un rideau de troupes qui a pour but de dérober à l'adversaire le véritable emplacement de la ligne de résistance.

(1) L'avant-ligne est la première ligne de la défense. Elle a derrière elle en deuxième ligne la défense proprement dite, la réserve ou les réserves formant la troisième ligne. Absolument comme, lorsqu'on veut assaillir une position, on a une première ligne qui fournit le premier effort, une deuxième qui appuie et renforce la première, une troisième en réserve qui achève le succès ou couvre l'insuccès. Seulement, les propriétés de l'avant-ligne ne sont pas celles de la première ligne offensive, au contraire, et son but, on le verra dans les déductions qui suivront, est tout différent.

des postes avancés en avant de la ligne. Chacun de ces postes attaque pour son compte, agit pour son compte, sans s'inquiéter du voisin, s'il en a un.

Ce qui a, il nous semble, rendu si obscures les idées sur l'avant-ligne, c'est que l'on a voulu faire de l'avant-ligne la troupe de résistance et non le terrain de résistance. On a créé ainsi la confusion. Bref, l'avant-ligne n'est pas la troupe de première ligne avec son dispositif plus ou moins ingénieux, c'est le terrain de la première ligne.

Lorsque, devant la ligne de défense principale, il y a un terrain bien défini, bien déterminé topographiquement pour une bonne résistance avant l'attaque directe, il y a avant-ligne; s'il n'y en a pas, on attend l'offensive purement et simplement, le plus souvent, toutefois, en cherchant à lui créer, sur les abords, des obstacles qui retardent son avancée et la fatiguent avant qu'elle atteigne le front.

C'est parce qu'il est très rare, en topographie, de trouver dans le rayon du feu, ou à très peu près dans ce rayon, des lignes bien accusées d'obstacles devant la ligne de défense normale, que les avant-lignes sont si rares (1).

On va en juger du reste.

De tout temps, nous le répétons, on a considéré comme utile d'occuper les abords d'une position défensive, lorsqu'il y a sur ces abords des obstacles naturels qui peuvent retarder l'adversaire, le fatiguer avant qu'il atteigne le front (2).

(1) Très discutée, nous l'avons dit, est la question des avant-lignes.

« L'avant-ligne, a-t-on dit, est le manteau rouge que l'on agite, dans l'arène, devant le taureau. » « Ne faisons plus de lignes, a dit l'auteur des *Eléments de la guerre*; attachons-nous, pour défendre un terrain, à tous les accidents du sol, sans tenir compte ni de la ligne droite, ni de la ligne continue. Ce qu'il faut, c'est qu'il n'existe pas d'abris devant soi pouvant aider l'adversaire à un cheminement en dehors du feu. »

Voilà une doctrine sûre, applicable à toutes les unités grandes et petites et dont chacun peut faire l'application sans difficultés.

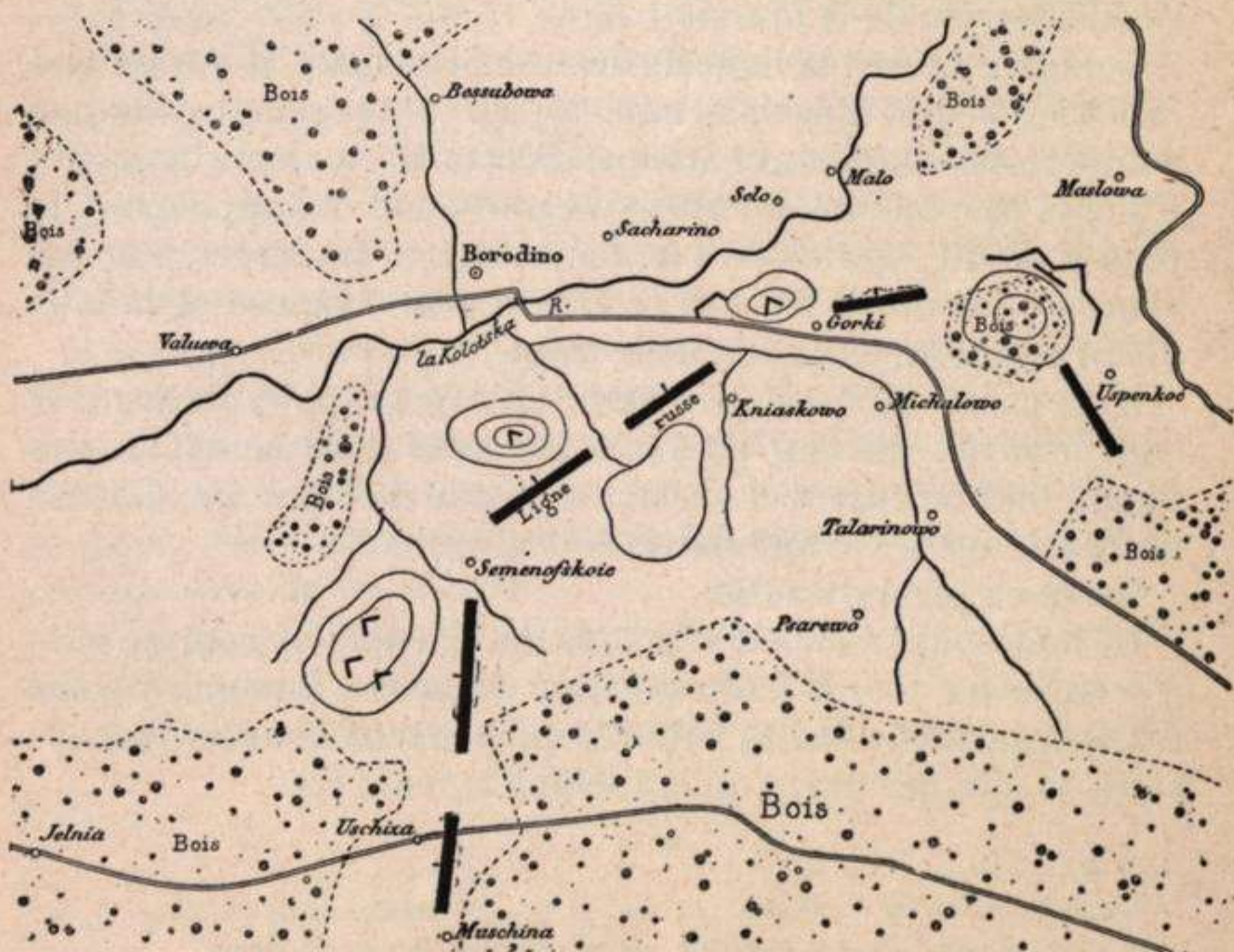
(2) Dans nos guerres de la Révolution et de l'Empire, ces exemples ne manqueraient pas.

En 1796, on avait couvert la position de Caldiero par trois villages : ceux de Calderino, de Cadelara et d'Illasi.

En 1799, c'est en occupant Novi avec deux ou trois régiments que Saint-Cyr arrêta toute une journée les efforts des Autrichiens, le 15 août.

Les exemples, si on voulait les rechercher, se présenteraient en foule; mais ils sont trop loin de nous, trop loin des grands moyens matériels dont nous disposons de nos jours.

Nous préférons donc, comme nous l'avons fait, transporter le lecteur sur des terrains connus, où nous avons sans cesse, dans ces études, montré face à face les armées françaises et allemandes.



LA MOSKOWA (7 septembre 1812).

D'ailleurs, nous pouvons le dire d'avance, nous trouverions dans le passé, comme dans les actions contempo-

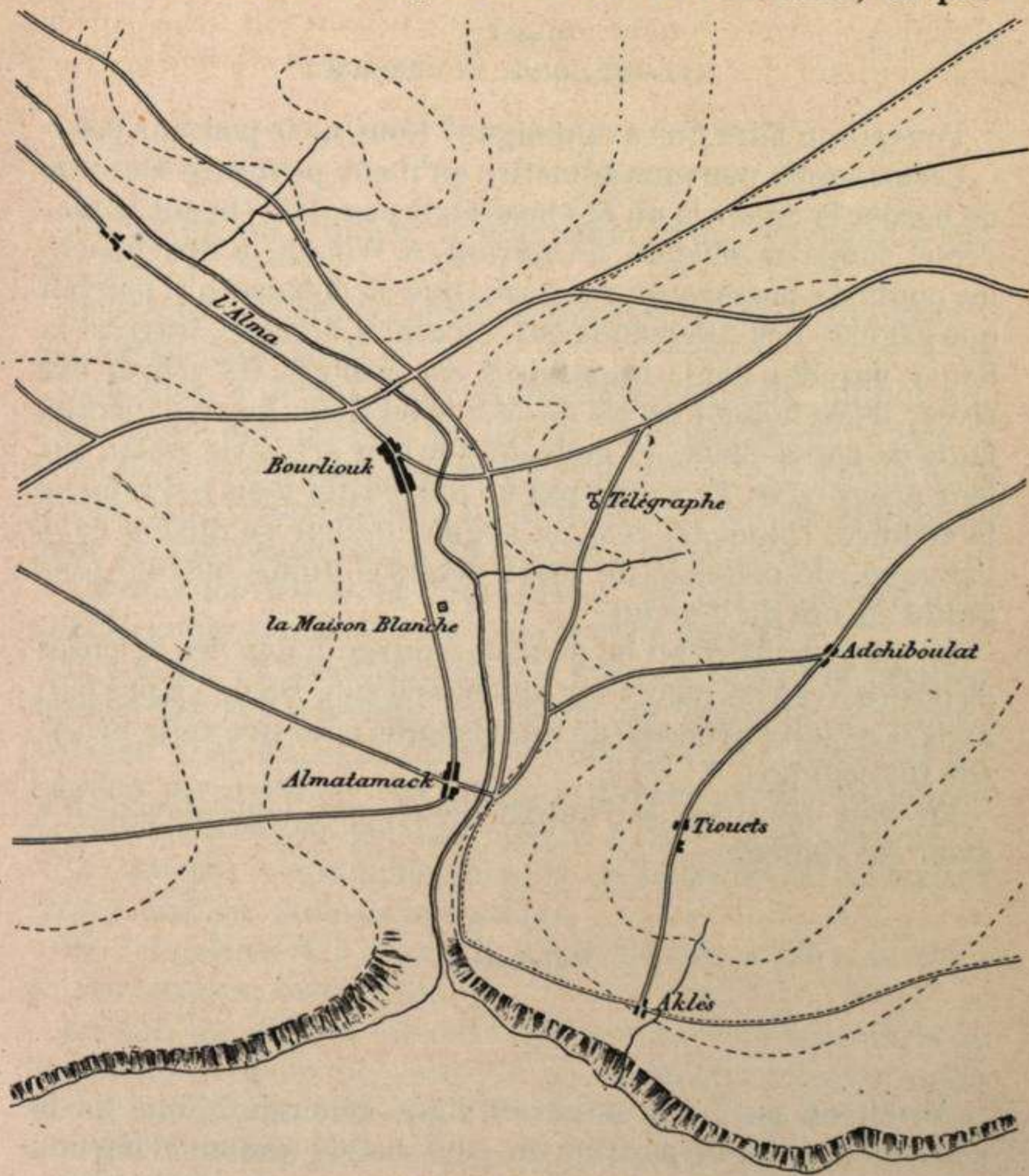
En 1812, c'est la défense de Borodino, une avancée sur les lignes de la Moskowa, qui fut l'acte principal de la bataille.

En 1814, on trouve nombre d'exemples de défenses de positions avancées.

A l'Alma, en 1854, Almatak, la Maison Blanche, Bourliouk sont les avancées de la ligne russe.

raines, bien plus des exemples de postes avancés que de lignes en avant.

Dans cette sorte d'engouement où l'on s'est lancé, en pré-



BATAILLE DE L'ALMA (20 septembre 1854).

sence de cette séduisante idée de l'avant-ligne, on en cherchait partout.

Faut-il l'ajouter ? tous ceux qui tenaient à détruire les controverses trouvaient partout des exemples, à Saint-Privat, à l'investissement de Paris, à la Lisaine, à l'Hallue.

Frœschwiller.

(6 août.)

Pouvait-on faire une avant-ligne ? Nous ne le pensons pas.

Certes, nous pouvons admettre qu'il eût peut-être été utile de border la Sauer là où la chose était possible. On eût bouleversé, coupé et défendu, à Gunstett, à Wœrth, à Spachbach, les ponts de passage du ruisseau, que la défense n'y pouvait que gagner. Les Allemands ont, en grand nombre, traversé la Sauer sur des ponts improvisés en abattant les arbres des rives ; ils se fussent servis de ce moyen d'une façon générale, faute de ponts. Mais, du moment que leur artillerie restait sur leur propre rive, ce n'était pas un moyen qui nous eût ramené la victoire. Toutefois, cela eût augmenté leur confusion dans l'attaque ; le mélange de leurs diverses unités eût été plus grand encore qu'il ne fut.

De toute manière on ne pouvait trouver là que des défenses de postes avancés placés sur un cours d'eau. On ne l'a pas fait, mais il n'était pas besoin de cette bataille pour que cette nécessité fût connue.

En tout cas, c'est à d'autres motifs que nous devons d'y avoir été vaincus.

Spiekeren.

(6 août.)

Aurait-on pu créer une avant-ligne générale ? Nous ne le pensons pas. La disposition du pays ne s'y prêtait d'aucune manière.

On eut le tort, croyons-nous, de ne pas garnir les lisières du Stifts-Wald et du Rothen-Berg comme on avait garni celle du bois de Stéring. Le faible régiment qui occupait cette lisière y tint avec une persistance qui coûta aux Allemands des efforts hors de proportion avec le petit nombre des défenseurs. Il en eût probablement été de même sur les deux autres points, et

cela eût changé peut-être à notre avantage la physionomie du combat (1).

Bataille de Saint-Privat.

(18 août.)

Aurait-on pu trouver là une avant-ligne? Ce point a été discuté.

Pour qui a examiné le pays, la constitution d'une avant-ligne était impossible.

Toutefois, à défaut d'une avant-ligne continue, on eût pu, nous le croyons, occuper les fermes de Chantrenne, l'Envie et Champenoix, qui pouvaient s'aider l'une l'autre. Il y avait bien une ou deux compagnies à Chantrenne, mais c'était insuffisant pour obliger l'assaillant à un long développement.

Entre Amanvillers et Saint-Privat, on eût peut-être bien fait d'occuper comme avant-ligne la crête du plateau.

Il y avait, en avant des fermes qui constituent la position Moscou-Leipsick-La Folie, des points qui, organisés d'avance, auraient joué, à très peu près, un rôle d'avant-ligne et été un tampon préservateur des attaques directes. L'occupation de de ces points eût, en tout cas, éloigné l'artillerie prussienne, et ce n'était pas à dédaigner lorsque les batteries de 12 durent cesser leur feu, faute de munitions.

De Saint-Hubert à Jussy, il n'y avait rien à faire, et c'eût été, au surplus, fort inutile.

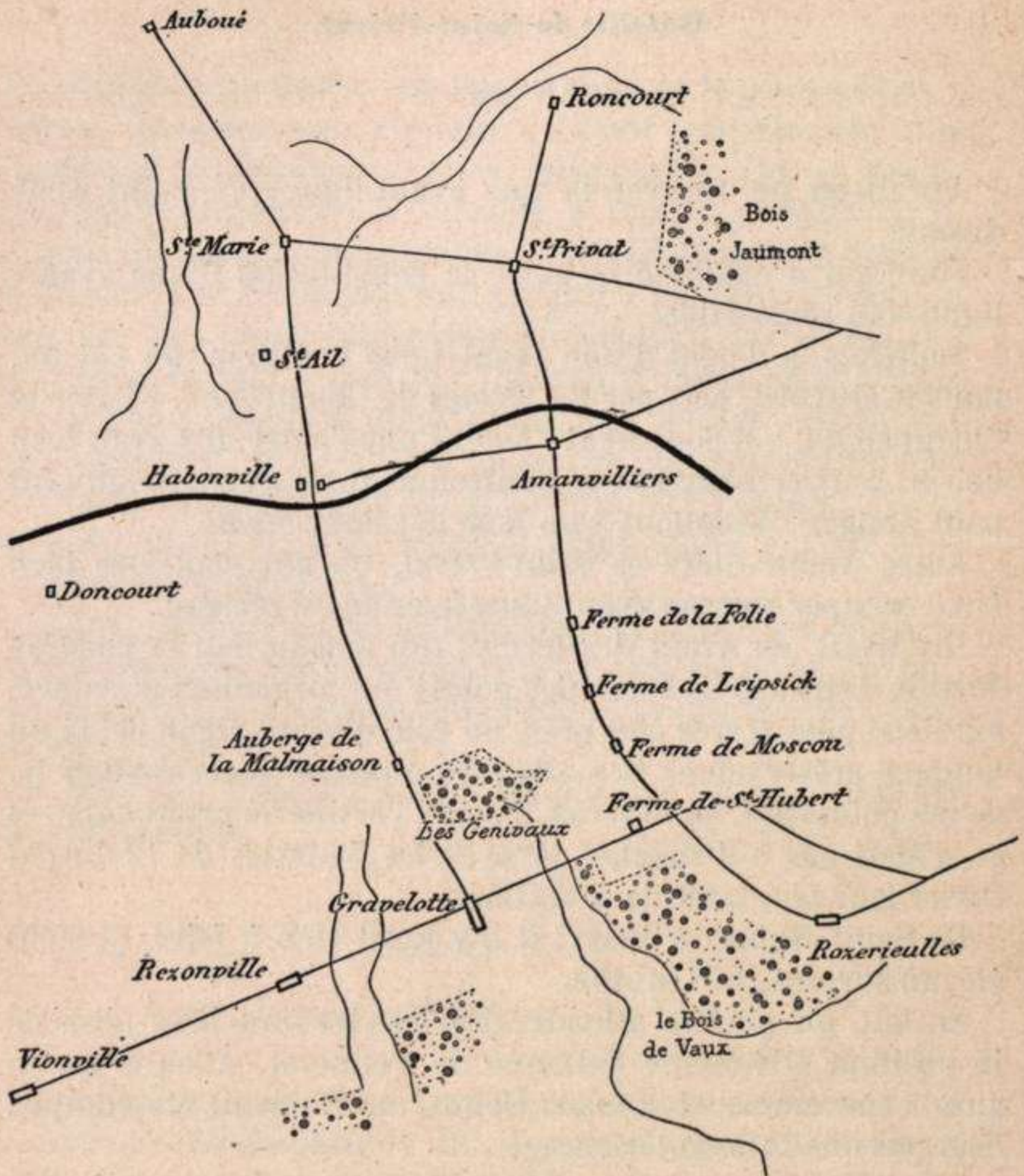
En fait, on préféra attendre derrière les tranchées-abris de la position elle-même l'attaque de l'ennemi, attaque qu'on aurait eue moins vive, sans doute, si elle avait été rompue déjà par une lutte antérieure.

Saint-Hubert à gauche, Sainte-Marie-aux-Chênes à droite, sont donc les seuls points sur lesquels aient pu s'appesantir

(1) Il convient de rappeler ici que la division Castagny, du 3^e corps, se posta, dans la journée, deux fois sur Forbach et ne se retira, le lendemain matin, que parce qu'on put juger de l'impossibilité de reprendre la lutte.

les recherches nécessaires pour étayer la nécessité ou tout au moins la valeur de l'avant-ligne.

Nous avons déjà parlé de ces deux actes des combats



BATAILLE DE SAINT-PRIVAT

des ailes de l'armée allemande au chapitre *Combats de localités*.

Dans notre pensée, c'est là seulement qu'il convient de placer le récit de ces deux actions de la bataille du 18 août.

Ni Sainte-Marie, ni Saint-Hubert ne constituaient en quoi que ce fût une avant-ligne, ni même un embryon d'avant-ligne. C'étaient purement et simplement des postes avancés : encore nombre d'écrivains militaires ne veulent-ils donner ce titre qu'à Saint-Hubert et classent-ils Sainte-Marie dans la catégorie des postes détachés.

A tort ou à raison, qu'on les classe comme avancés ou comme détachés, les deux, ferme et village, constituant le point avancé de nos positions de droite et de gauche, ont, par leur situation propre autant que par les dispositions de l'attaque allemande, joué un rôle d'avant-ligne, en ce sens qu'ils ont obligé à des déploiements prématurés et hors de proportion avec la faiblesse des effectifs appelés à les défendre.

Nous ne reviendrons sur ces deux particularités de la bataille du 18 que pour en mieux fixer le détail dans l'ensemble de la grande opération des Allemands.

On a beaucoup discuté sur la valeur tactique de l'idée qui a amené à occuper Sainte-Marie-aux-Chênes, à 2 kilom. 1/2 du front de défense du 6^e corps français. A-t-on eu tort ? A-t-on eu raison ? Au point de vue doctrinal, au point de vue tactique, l'occupation de Sainte-Marie est réfutable.

Envoyer si en avant une faible force, qui n'avait pour tenir bon que ses fusils et son énergie, ne pouvait pas rapporter grand'chose dans une grande bataille ; cela est évident.

Mais on a le droit de revenir un peu sur cet avis, lorsqu'on examine les faits, lorsqu'on voit combien, à la guerre, les choses, même anti-doctrinaires, peuvent, avec un peu de bonne fortune, servir à des résultats.

Le combat isolé de Sainte-Marie, précédant l'acte violent de la garde prussienne sur Saint-Privat, a été pour nous une sorte d'exemple, une étude qui ne sera pas oubliée et qui portera ses fruits pour l'avenir.

Ne serait-ce qu'à ce titre, nous ne devons pas trop le critiquer.

C'était un très petit groupe que le régiment (94^e d'infanterie) envoyé fort tard, dans la matinée du 18, à Sainte-Marie : 1.400 hommes à peine, car on avait laissé trois compagnies à Saint-Privat et la bataille du 16 avait fort éclairci les rangs. On n'a jamais su très exactement d'où l'ordre d'occupation était

parti : s'il venait du maréchal ou de la division. Ce qui est certain, c'est qu'il fut donné très tard.

Le bataillon qui entra le premier et vint le premier, par suite, à la lisière sud, aperçut devant lui, à bonne distance, ni trop grande ni trop petite, le clocher d'un autre village, Saint-Ail.

Tout le monde, nous l'avons dit déjà, connaît l'attraction des localités pour le fantassin. Les compagnies les premières en tête coururent à Saint-Ail, le croyant inoccupé; mais il était trop tard : les Prussiens y entraient avec leur avant-garde, sans quoi nous aurions à enregistrer l'attaque et la défense successive des deux villages (1).

Il n'y avait qu'à rebrousser; c'est ce qu'on fit, suivi par les premiers éclaireurs allemands; de sorte que le feu s'ouvrit sur la lisière de Sainte-Marie-aux-Chênes avant qu'on eût pu même songer à s'y mettre en état de défense retranchée, ce qui, en somme, était assez facile : les outils n'auraient pas manqué dans cette agglomération agricole.

La répartition des faibles forces de la défense était toutefois faite. Une moitié environ garnissait le pourtour de la localité vers l'ouest, une autre partie était embusquée sur le pourtour sud; les derniers arrivés en retraite, en courant, de Saint-Ail, s'étaient blottis dans les fossés de la route; enfin, le colonel s'était réservé derrière l'église un petit noyau de 250 ou 300 hommes.

Il était midi lorsque cette dissémination se terminait; déjà les balles sifflaient à travers les haies et les arbres et une demi-heure après de gros nuages de fumée s'élevaient derrière Saint-Ail annonçant l'entrée en action des batteries allemandes sur Saint-Privat, d'où on leur répondait.

L'occupation d'un point si avancé en dehors de nos positions

(1) On a quelquefois cité, dans des cours de tactique, la rencontre de nos tirailleurs avec ceux des Allemands à Saint-Ail, en classant cette opération comme un exemple de « course des avant-gardes au point d'appui ». C'est très probablement une histoire écrite après coup.

Les Allemands sont entrés à Saint-Ail parce que c'était sur le chemin; les Français ont voulu y entrer parce que c'était à 800 mètres de Sainte-Marie et que cela les attirait.

était tellement peu dans nos habitudes que le général allemand n'y songea pas tout d'abord, commença par s'intéresser à Saint-Privat et ne se tourna vers Sainte-Marie que quand, y entendant une vive fusillade, il comprit que c'était un obstacle qu'il ne pouvait laisser sur son flanc en montant vers Saint-Privat, où il voyait le 6^e corps en bataille avec son artillerie.

C'est ainsi qu'il fut amené, d'abord à tourner contre Sainte-Marie-aux-Chênes une partie de son artillerie, puis à demander l'appui du XII^e corps, qui, à la gauche de la garde prussienne, montait vers Roncourt.

En somme, lorsqu'à 3 heures on donna l'assaut au village, il y avait en batterie 66 pièces de canon, le couvrant d'obus, et on dut lancer à la fois onze bataillons. Les défenseurs, réduits à 1.000 ou 1.100, car ils laissaient dans le village 13 officiers et 300 hommes tués ou blessés, s'enfuirent (en désordre, dit-on), mais il n'en pouvait guère être autrement.

Bon ou mauvais, tactique ou non tactique, leur rôle de troupes de poste avancé ou de poste détaché avait, en somme, été rempli.

Disons-le, ces défenseurs avaient déterminé une action analogue à celle que les partisans de l'avant-ligne espèrent faire produire chez l'assaillant : un développement prématuré et tel qu'il fallut, lorsqu'on voulut aborder le glacis de Saint-Privat, faire un long arrêt, à l'abri de Saint-Ail et de Sainte-Marie, pour remettre de l'ordre dans les unités tactiques qui avaient été engagées.

Deux heures gagnées par la simple occupation d'un point d'avant-ligne, placé même dans des conditions désavantageuses, est un résultat (1). On n'en a pas profité, parce que le 6^e corps français était trop incomplet pour soutenir une lutte opiniâtre et surtout parce que le commandant de l'armée française, plus inquiet pour sa gauche que pour sa droite, était décidé à ne faire de ce côté aucun sacrifice ni envoi de réserve.

(1) Cela ne saurait nous empêcher de prendre comme étude et exemple excellent l'enlèvement de Sainte-Marie-aux-Chênes par le général von Pape. Le déploiement des troupes, la disposition de l'artillerie, la préparation du feu pour l'assaut, tout cela a été très régulier, très doctrinaire et, à ce titre, on ne saurait en faire qu'une mention louangeuse, quel que fût le petit effectif des défenseurs.

Si l'on reproche à la situation d'avoir été créée trop loin de la ligne de défense, qui était Saint-Privat (il y avait 2.500 mètres), on sera dans le vrai ; on sera aussi dans le vrai si l'on fait remarquer qu'il y avait inconvénient moral à faire voir de toute la ligne de défense ce régiment se retirant éparpillé dans la plaine et la dépression de terrain vers Roncourt ; mais cela tenait à l'infériorité de l'artillerie française.

Avec les moyens matériels de nos jours, une fois Sainte-Marie occupée par ces masses allemandes, qui s'y agglomérèrent un instant, une batterie bien placée vers Saint-Privat eût rendu intenable la localité et ses abords, et le désordre, déjà très grand, des assaillants se fût doublé de celui qui eût été amené par la difficulté de faire des rassemblements sur le pourtour du village, labouré par les obus des défenseurs de la ligne principale.

Nous n'insistons pas, pour passer de Sainte-Marie-aux-Chênes au côté opposé de la ligne de bataille française, où un combat analogue, mais plus heureux, se livrait autour de la ferme de Saint-Hubert.

Ce combat a été raconté avec assez de détails dans le chapitre relatif aux combats de localités pour qu'il n'y ait pas à revenir aux détails.

En fait, ce n'est qu'un combat de localité et, disons mieux, de localité dans des circonstances exceptionnelles d'avantages. Ce n'est pas plus une avant-ligne que ne le fut Sainte-Marie-aux-Chênes. C'est purement et simplement un poste avancé placé devant le 3^e corps français.

Ce corps avait pris pour ligne défensive les fermes du Point-du-Jour, Moscou, Leipsick et la Folie, lesquelles avaient été aménagées et reliées par des tranchées. En avant, on occupait, dès le 17 au soir, les points importants de la lisière du bois des Génivaux et l'on avait installé un bataillon à la ferme de Saint-Hubert (80^e de ligne), laquelle barrait, à son passage dans le ravin de la Mance, la grande route de Gravelotte à Metz.

« Or, dit la relation du grand état-major, la grande route est la seule voie praticable aux armes pour franchir le ravin. Elle y accède en tranchée fort encaissée et en traverse le fond sur un haut remblai maçonné. A l'est, de nombreuses carrières empêchent tout mouvement, et c'est en réalité un rude défilé

de 1 kilom. 1/2, battu par les feux de la défense et tel que, pour se déployer latéralement, il faut à tout prix pousser jusque dans le voisinage de Saint-Hubert. »

C'est bien ce que comprit de suite le commandant du VII^e corps prussien lorsque, le matin du 18, son avant-garde essaya de déboucher sur la Mance.

Il s'empessa de déployer une énorme artillerie (108 pièces) pour couvrir d'obus la ferme et le plateau au nord-est. Mais le feu n'eut pas le succès qu'on pensait; la ferme était masquée par les arbres du bois des Génivaux, et l'artillerie, n'y pouvant atteindre que par un tir au juger, y faisait peu de mal.

Et c'est ainsi qu'on dut faire appel à toute l'énergie d'une vigoureuse infanterie pour enlever quelques bâtiments où 400 ou 450 hommes étaient abrités. Et c'est ainsi que, d'efforts en efforts, lorsque, vers 2 h. 1/2, un assaut désespéré eut amené les soldats du 80^e à s'enfuir, on dit que quarante-quatre compagnies prussiennes se trouvaient mêlées dans un inexprimable désordre dans la ferme et aux abords (1).

Disons tout de suite que Saint-Hubert n'a rien de ce qui constitue un travail d'avant-ligne. Si nous en avons parlé, c'est que, comme Sainte-Marie, l'enlèvement de ce point dangereux amena cette série d'efforts désorganisant que l'on voudrait créer avec des résistances d'avant-lignes.

Les conséquences de la mise en désordre de toute la 12^e et même d'une partie de la 13^e division furent telles que, lorsque les défenseurs de Saint-Hubert se furent sauvés dans les tranchées-abris de nos positions de l'arrière, les Allemands tourbillonnèrent autour du point enlevé sans pouvoir, de toute la journée, pousser au delà (2).

(1) Si les défenseurs de Saint-Hubert, comme ceux de Sainte-Marie, méritent toute notre admiration, on ne saurait méconnaître, et c'est tout à leur honneur du reste, que les troupes de la 12^e division allemande y montrèrent une grande somme d'énergie et de valeur, car l'entreprise était des plus difficiles, bien autrement difficile que celle de Sainte-Marie-aux-Chênes.

(2) Une fois Saint-Hubert enlevé, dit la relation française, les Allemands, groupés à nouveau, se portèrent sur les tranchées du 2^e et du 3^e corps situées en arrière. Mais leur élan avait été brisé par la résistance du 80^e dans la ferme, et,

Le principe primordial de l'avant-ligne telle qu'on la définit est qu'elle ne peut dériver que d'un acte prémédité de défensive absolue. On ne saurait l'expliquer autrement.

C'est donc aux batailles essentiellement défensives qu'il faut chercher l'avant-ligne. De même qu'à Saint-Privat, on ne pouvait guère trouver à Sedan, sur presque tout le front, sauf sur la Givonne peut-être, de possibilité de songer à établir une avant-ligne.

On ne peut transporter ici, en les modifiant, que les observations faites à propos du 6 août, en Alsace.

Là aussi, sur une partie du front, la plus menacée, se trouvait un ruisseau, la Givonne, et une petite vallée étroite, au fond de laquelle coulait le ruisseau. Givonne, Daigny, la Moncelle, Bazeilles, étaient de petites localités situées sur le ruisseau, aux points de passage des chemins conduisant aux portes de Sedan.

Les Français n'occupèrent, et encore fort tard, que Bazeilles, le plus important par ses constructions et sa situation. Il fallut aux Bavarois six heures de lutte et de grosses pertes pour s'en rendre maîtres.

Nous n'insistons pas, ayant déjà traité la question dans les *conclusions et déductions des combats de localités*,

Un ruisseau, quel qu'il soit, est un obstacle. S'il ne gêne pas trop les fantassins, il gêne, pour peu qu'il soit encaissé, les artilleurs et les cavaliers; ce n'est pas une avant-ligne dans l'acception propre : c'est une ligne avancée qu'il faudra presque toujours songer à utiliser, et, s'il a sur son cours des villages ou des maisons, ce sont là, si vous les laissez sans coup férir à l'ennemi, des couverts dont il ne manquera pas de se servir contre vous.

malgré tous leurs efforts, quoique, profitant de l'abri des bâtiments, ils pussent arriver à reformer des colonnes d'assaut, ces colonnes échouèrent. L'artillerie essaya, mais sans plus de succès, de déterminer la retraite. On la vit venir à 800 mètres pour avoir plus de facilités de pointage.

La cavalerie, elle-même, risqua quelques démonstrations qui ne furent pas plus heureuses. Rien ne put faire évacuer la ligne de défense, pas même, dit le récit de l'historique du 80^e, l'erreur d'une troupe de deuxième ligne, qui, à un certain moment, croyant la ligne des tranchées aux mains des Prussiens, se mit à tirer dans le dos de ses camarades.

Lignes d'investissement de Paris.

Tout autre est la recherche d'avant-lignes dans les investissements des grandes places. Là, on en trouve presque toujours, non pas d'une manière continue évidemment, mais sur certains points particuliers : ce qui fait mieux ressortir encore que l'avant-ligne, dans l'acte défensif, est en rapport avec le terrain avant de l'être avec les troupes.

Nous avons, dans le chapitre relatif aux combats de localités, donné quelques détails sur le combat du Bourget, du 21 décembre 1870.

La position du Bourget, enlevée tout d'abord aux Allemands par un hardi coup de main, avait été reprise par eux le 30 octobre, après un combat opiniâtre.

Le Bourget constituait, en effet, pour les troupes de l'investissement, une sorte d'avant-ligne par rapport à la ligne de résistance établie sur la rive droite de la Morée et à 2.500 mètres en avant.

La compagnie de pionniers de la garde (n° 2) s'était occupée immédiatement de mettre la position en état de défense et avait tracé du côté de Paris trois lignes successives de retranchements. La première de ces lignes était constituée par des séchoirs, des bâtiments de la gare et toute une série de barricades et de murs crénelés; le château et le parc constituaient la deuxième; la troisième comprenait le cimetière et toute une série de maisons.

En le retranchant aussi formidablement, les Allemands n'avaient pas songé à en faire autre chose, probablement, qu'une place d'armes contre les entreprises de l'assiégé sur Gonesse, où ils avaient établi un magasin considérable.

Le Bourget était sous le feu du fort d'Aubervilliers, et quelques pièces de 24 du front avancé en auraient eu raison très probablement.

Or, il arriva que l'occupation du Bourget devint, en décembre, une nécessité pour le gouverneur de Paris, lorsqu'il vou-

lut essayer de percer l'investissement par la route de Bruxelles pour donner la main dans le nord à l'armée de Faidherbe.

Nous ne discutons pas la tentative, qui a déjà passé bien souvent au crible de la critique.

Le Bourget est sur un plateau un peu bas, entre le vallon marécageux de Duyny, Garges, Gonesse et la dépression qui va d'Aulnay à Tremblay-le-Grand et à Villepinte.

Franchir la Molette et la Morée, très marécageuses dans cette saison, et monter vers Gonesse, sur le plateau, était l'entreprise difficile qu'« on dit » avoir été projetée. Elle eût entraîné infailliblement une bataille rangée, sous condition que l'on fût maître de la route de Bruxelles, sans quoi rien à tenter, toute manœuvre devenant impossible.

Pourquoi n'a-t-on pas tout d'abord écrasé le Bourget sous les feux d'Aubervilliers et des canons de campagne de calibre, faciles à amener par le chemin de fer ?

Il y avait pour défendre la ligne, ou mieux les lignes, cinq compagnies de la garde prussienne. Elles furent vigoureusement assaillies et, recevant peu à peu du renfort, tinrent bon de 7 heures du matin à 11 heures, heure à laquelle le gouverneur ordonna la retraite.

Ce qui est intéressant pour la question qui nous occupe, c'est de voir cette particularité d'une ligne avancée devenant, par circonstance, la vraie ligne de résistance et jouant un rôle inverse de celui d'une avant-ligne, dont le but est de combattre suffisamment pour amener peu à peu l'adversaire à se buter, dans une mauvaise situation d'ordre, sur la ligne principale préparée pour le recevoir.

Le contraire arriva, et ce fut l'arrière qui vint, peu à peu, au secours de l'avant.

Donc, là encore, point de combat d'avant-ligne dans le sens propre (1).

(1) On a remarqué, dans le combat du Bourget, cette intéressante particularité. On avait établi, comme il a été indiqué, trois lignes successives de défense dans la localité. La première colonne qui attaqua, composée des fusiliers marins, prit par le nord-ouest, enleva la partie ouest de la troisième ligne et se jeta dans le village. L'autre colonne vint se buter devant la première ligne, s'acharna sur la

Une autre avant-ligne souvent citée est celle devant laquelle s'est déroulée la lutte du 30 novembre, dans ce même investissement de Paris.

Là aussi, nous ne trouvons que très imparfaitement l'avant-ligne, et le sanglant combat dit de Champigny-Villiers-sur-Marne en est une preuve. Lui aussi est, comme celui du Bourget, la conséquence d'un projet de sortie pour donner la main à une des armées de province.

La partie est de l'investissement de Paris avait été, au début, peu activement poussée; là, on avait la Marne à franchir, et rien ne pouvait faire supposer que l'armée investie, si elle risquait une grande sortie, allait précisément s'engager vers l'est, où les Allemands étaient les maîtres et où l'on se trouverait sans ressources.

Ce n'est qu'après Coulmiers qu'on songea à la possibilité d'une action de l'armée de la Loire se combinant avec une sortie sur la Marne pour se donner la main sur la rive droite de la Seine.

A ce moment on s'occupa de créer dans la boucle de la Marne, ou mieux dans les deux boucles sud-ouest de la Marne avant son embouchure dans la Seine, deux solides places d'armes qui permissent d'utiliser pour tenir la campagne à l'extérieur une partie des effectifs de l'armée d'investissement de ce côté.

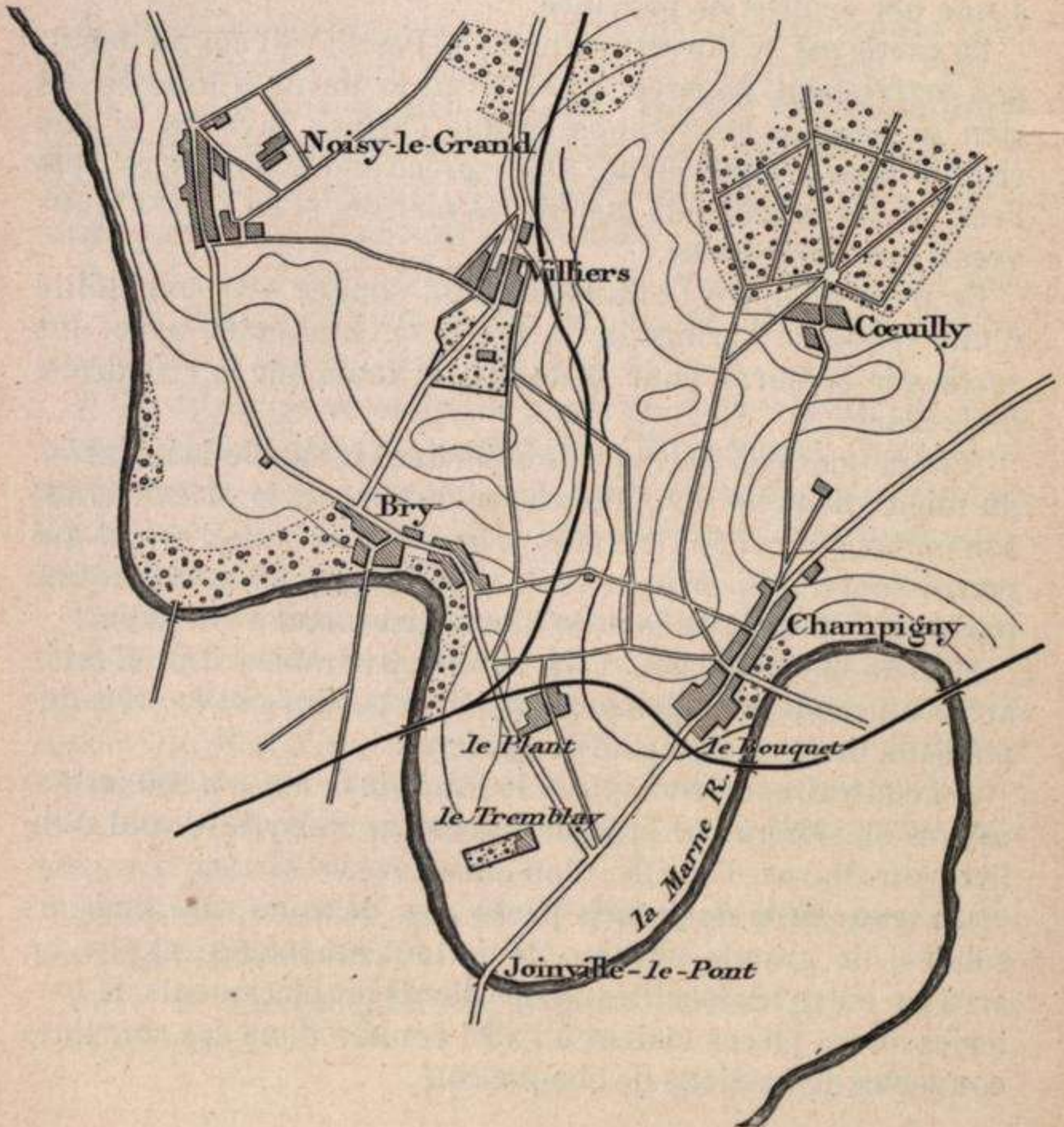
Mais on ne fit pas, pour cela, comme il semblerait préférable après un examen un peu superficiel, la bordure de la crête des plateaux de la rive gauche de la Marne.

Au contraire, on transporta le front de défense à 800 ou 900 mètres en arrière sur la ligne tracée par Noisy-le-Grand, Villiers-sur-Marne, Cœuilly, Mon-Idée.

On trouvait là de grands parcs clos de murs, des maisons solides, de grands terrains de tir tout aménagés, et plus en arrière, entre les localités, d'excellents emplacements de batteries où les pièces étaient à l'abri comme dans des courtines couvertes de bastions de chaque côté.

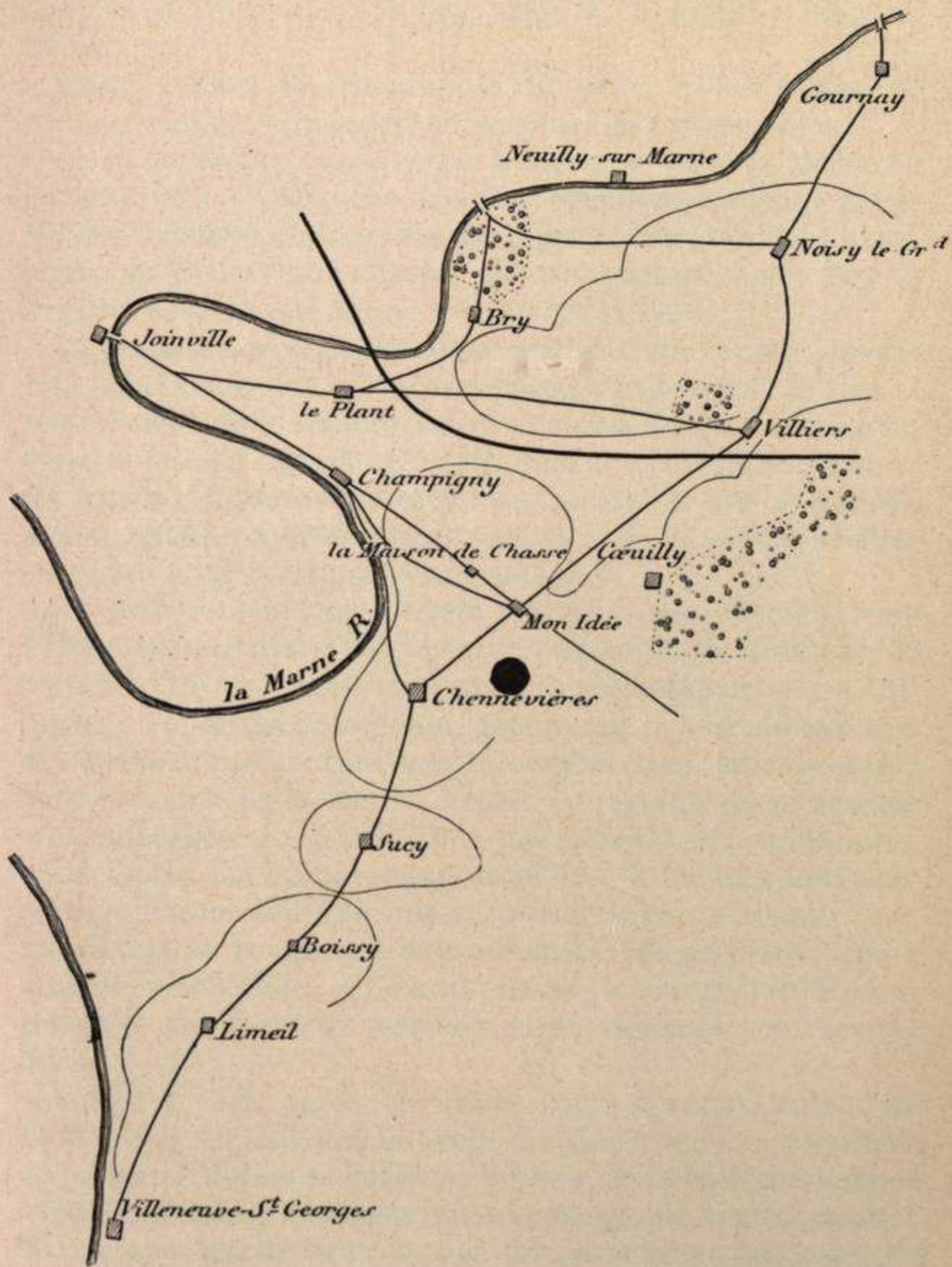
gare, mais ne put franchir le mur blanc, de sorte que, dans la localité même, les marins français et les Allemands qui étaient en contact avaient à subir, les uns et les autres, le feu des assaillants de la première ligne.

Une simple division à trois brigades, la division wurtembergeoise, défendait le secteur entre Villiers et Villeneuve-Saint-Georges : une brigade à Boissy-Saint-Léger-Limeil ; une autre à Jury ; une troisième à Villiers-Cœuilly, se tenant vers Gournay avec une brigade saxonne qui fermait l'investissement par la rive droite de la Marne.



C'était, en somme, deux ou trois régiments pour couvrir près de 8 kilomètres de front.

Dans ces conditions, on n'eût pu songer à une avant-ligne.



VILLIERS ET CHAMPIGNY

Il y avait juste de quoi garnir la ligne même de défense; toutefois, la rivière était garnie d'avant-postes: deux compagnies à Noisy, deux à Bry, deux à Champigny, deux au Plant.

Etant donnée la topographie du pays, c'était suffisant, comme vont en faire juger, au surplus, les événements.

Le 30 novembre, trois corps français passant la Marne se jetaient sur la rive gauche. Les deux premiers, soutenus par le feu des redoutes de Joinville, prenaient pour objectifs Champigny et Villiers-sur-Marne; l'autre, passant entre Bry et Neuilly, se jetait sur Noisy-le-Grand et Villiers.

La première période d'attaque semblait un succès; devant cette avalanche, les faibles compagnies évacuaient la rive et remontaient dans les lignes de la défense. Jusqu'à la crête du plateau, on était dans l'angle mort, tout alla bien; mais, lorsque les masses, dépassant la crête, se trouvèrent sur le plateau même, elles furent couvertes de balles et de mitraille et redescendirent à l'abri un peu confusément.

On essaya bien, après avoir remis un peu d'ordre, vers 10 heures du matin, d'enlever avec une bande de tirailleurs le parc de Villiers, mais cette attaque resta infructueuse, fut rejetée comme la précédente, tandis que la brigade saxonne de la rive droite, voyant que le combat allait se concentrer dans la boucle de la Marne, venait au secours de la brigade wurtembergeoise, un peu faible pour parer à une agression.

Une sorte d'accalmie s'était produite; il fallait à tout prix sortir de l'immobilité où l'on se trouvait de part et d'autre. Les assaillants la rompirent naturellement les premiers. Deux attaques sur Villiers et CœUILLY, entre 11 heures et midi, sont refoulées par des feux terribles et de violentes contre-attaques.

Vers 3 h. 1/2, après des luttes corps à corps, autour de Champigny surtout, une nouvelle division française, qui venait de passer la Marne, se jetait sur Villiers. Deux batteries venues avec elle s'étaient audacieusement postées sur le plateau pour ouvrir une brèche dans le mur du parc, garni des fusils de tout un régiment wurtembergeois.

Cet effort, comme les précédents, restait infructueux.

Nous n'irons pas au delà; on sait que le combat reprit avec

une certaine violence le 2 décembre et se termina pour nous, le 3, par une retraite définitive.

Il n'y a pas, on le voit, à chercher là une action d'avant-ligne, il n'y en avait pas, et l'on aurait eu tort d'en établir. Il valait bien mieux nous amener sans coup férir sur le plateau, où notre situation devenait impossible, en présence d'une ligne bien organisée, contre laquelle notre artillerie ne pouvait rien.

C'est le terrain lui-même qui se chargeait là de faire l'avant-ligne et de nous amener dans des conditions déplorables, pour de jeunes troupes surtout, sous le feu rasant des défenseurs.

Dans l'investissement de Paris, il y eut aussi une espèce d'avant-ligne, sur la rive droite de la Marne, formée par les avant-postes saxons de Ville-Evrard et de la Maison-Blanche, en avant de la position défensive du Chenay.

Lorsque, le 21, on essaya, sur le Bourget, la tentative dont il a été question ci-dessus, le général Vinoy, afin de détourner l'attention des Allemands, fit une vigoureuse démonstration du côté opposé, sur la Marne; deux colonnes furent jetées sur Ville-Evrard et Maison-Blanche, enlevèrent ces deux points avec assez de facilité, mais ne purent vaincre la résistance du Chenay. Dans la soirée, les Allemands reprirent la Maison-Blanche, mais, jusqu'au lendemain, la Ville-Evrard resta en notre pouvoir; elle ne fut évacuée qu'assez avant dans la matinée, le feu des batteries wurtembergeoises établies sur le plateau de Villiers joint à celui de deux batteries de siège (en construction de ce côté), ayant rendu la situation intenable.

Après ce coup d'œil sur la guerre d'investissement, il nous faut rentrer dans la guerre de campagne proprement dite, pour parler de deux batailles qui ont toujours été citées comme donnant des types approchés de détermination d'avant-ligne: celles de la Lisaine et de l'Hallue.

Ni l'une ni l'autre, à notre avis, et comme on va pouvoir en juger, ne présentent ce caractère. Nous y trouvons simplement la défense d'un cours d'eau déterminé par une ligne à peu près continue, précédée, sur la rivière même ou sur la rive opposée, des avant-postes nécessaires et réglementaires que doit, dans toute opération de ce genre, avoir un chef soucieux du sort de son armée.

Bataille de l'Hallue, Pont-Noyelles, près d'Amiens.

(23 décembre 1870.)

Après avoir formé son armée dite du Nord, le général Faidherbe s'était avancé vers Amiens, qui était le quartier général du corps allemand couvrant, au nord, l'investissement de Paris.

Ce dernier comprenait environ 28.000 combattants et 108 pièces de canon.

Le général Faidherbe avait fait tous ses efforts pour former deux corps d'armée à deux divisions : le 22^e et le 23^e ; mais il y avait encore bien des lacunes dans l'organisation, et, en réalité, ces deux corps se bornaient à trois petites divisions faites de toutes pièces ; la quatrième, formée de gardes nationales, ne pouvait être considérée comme suffisante par son effectif et son instruction pour tenir la campagne.

Toutefois, il fallait faire acte de présence, et, avec ce dont il disposait, le général français était venu, près d'Amiens, border l'Hallue et mettre son quartier général à Pont-Noyelles.

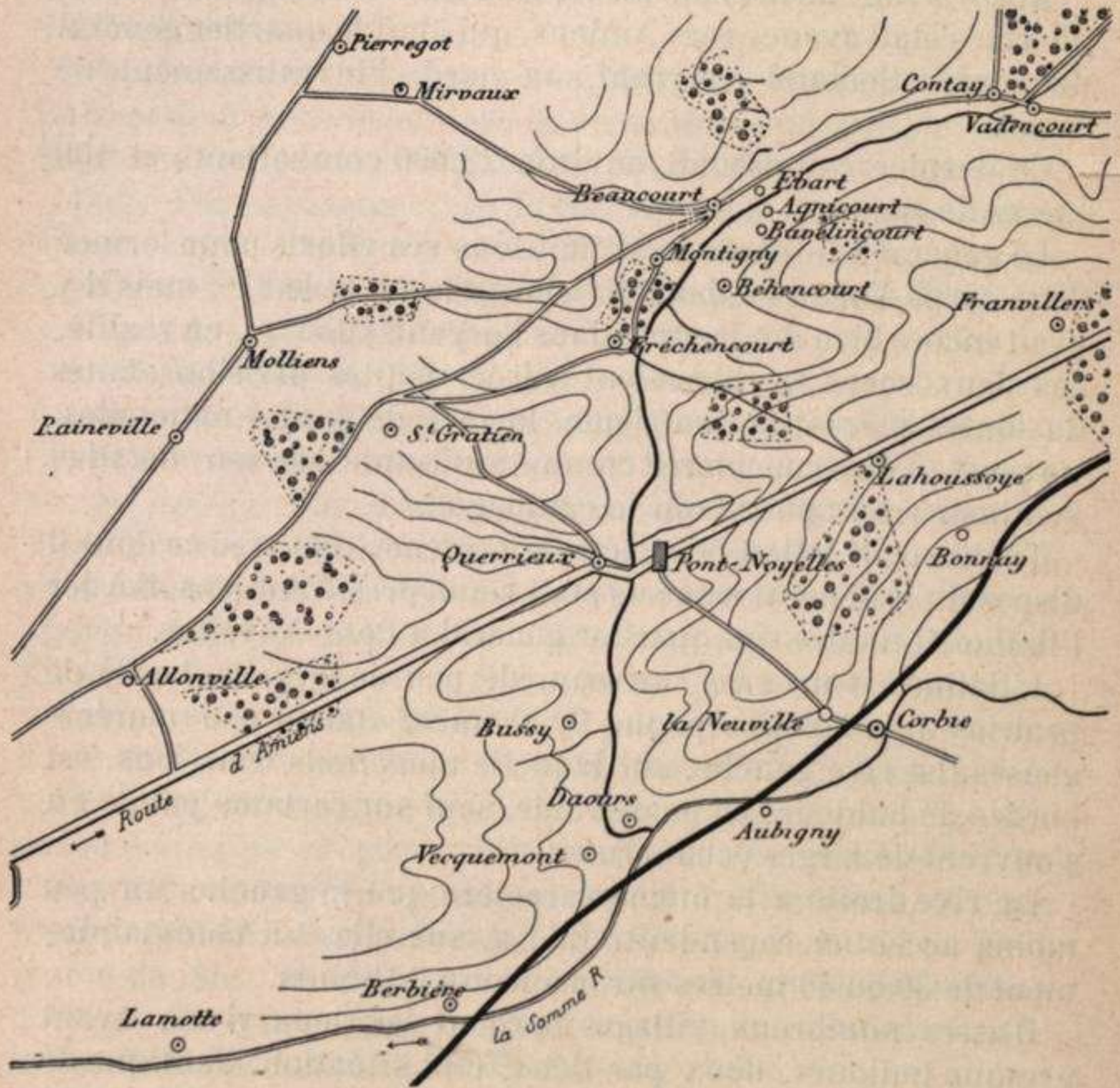
L'Hallue est un gros ruisseau, de peu de largeur, bordé de prairies qui, à cette époque de l'année, étaient peu marécageuses. La rive gauche, sur laquelle nous nous trouvions, est bordée de hauteurs en pente raide, sauf sur certains points où s'ouvrent de larges échancrures.

La rive droite a le même caractère que la gauche, un peu moins accentué cependant. Elle a, sur elle, un commandement de 30 ou 40 mètres sur beaucoup de points.

D'assez nombreux villages bordent les deux rives, ayant presque toujours, deux par deux, une situation identique de chaque côté ; villages agricoles, très étendus.

La rive droite est boisée, de nombreux taillis bordent la crête des hauteurs, offrant une continuité d'abris à quelques centaines de mètres de cette même crête ; de fréquents petits vallonnements, orientés d'une façon irrégulière, permettent des couverts faciles pour gagner les villages du fond de la vallée.

Les trois divisions françaises tenaient la rive gauche sur une longueur de 12 kilomètres, depuis Vadencourt jusqu'au confluent. Il leur était donc difficile de donner aux nombreux villages de la vallée — il y en a onze — un nombre suffisant de défenseurs.



L'HALLUE (23 décembre 1870).

Une des divisions (Derroja) allait de Contay à Fréchencourt; l'autre (du Bessol), de Fréchencourt à Daours. L'une et l'autre avaient, pour ligne de défense, la pente même, à quelque 600 ou 700 mètres de la rivière.

On avait fait en avant quelques tranchées-abris. Les villages de la rive gauche avaient reçu une petite garnison. Sur la rive droite, des compagnies de grand'garde étaient à Querrieux, à Montigny et à Beaucourt.

Chacune des deux divisions avait à défendre, savoir : celle du général Derroja les pentes au nord de Pont-Noyelles, celle du général du Bessol les pentes au sud.

La troisième division était en réserve à Corbie et en avant de Corbie.

Nous n'entrerons pas dans un détail d'opérations qui serait sans intérêt et qu'on peut lire, du reste, dans le livre *La Campagne du Nord*.

On était dans cette situation lorsqu'on fut attaqué, vers 11 heures du matin, par le général de Manteuffel, avec une force un peu moindre — deux divisions et demie — mais avec une artillerie double et dix escadrons.

Peu à peu, et très lentement, des compagnies par deux, par trois, par quatre, se glissant dans les vallons et abordant de plusieurs côtés les villages des deux rives, finirent par s'en emparer, d'autant plus facilement, du reste, qu'on avait recommandé de ne pas mettre trop d'opiniâtreté à la résistance.

Avait-on l'intention d'attirer l'adversaire sur la ligne de défense proprement dite, à 600 ou 800 mètres de la rive gauche? C'est ce qu'on ne saurait démêler; ce qui est certain c'est qu'on n'y réussit pas, car les Allemands, une fois le pied dans les villages, ne firent que de très faibles tentatives pour aller au delà.

Vers 4 heures, devant cette continuation de petites actions détachées qui avaient duré toute la journée, voyant sa ligne de défense laissée intacte, le général Faidherbe ordonna une offensive générale. On se porta en avant, quelques villages furent occupés à nouveau, mais l'artillerie (66 pièces de tous calibres) était insuffisante pour appuyer un mouvement de ce genre et frayer la route à l'infanterie.

Nous n'étudions pas le combat dans ses résultats, ne voulant que faire ressortir qu'il n'y a là aucune ligne déterminée sur l'avant, mais une série de villages sur les bords d'un ruisseau comme on en a vu sur la Givonne à Sedan.

Seulement, l'effectif allemand n'est pas en proportion avec

l'étendue à occuper, pas plus, du reste, que l'effectif français. On peut bien enlever les maisons du fond de la vallée, mais on se sent impuissant à aller au delà. Il faut avoir, pour risquer de semblables offensives, une supériorité numérique bien caractérisée.

On ne trouve donc pas d'étude d'attaque ni de défense d'avant-lignes comme on semble avoir voulu en chercher.

Ce qu'on peut conclure, c'est que, dans les situations de ce genre, qui sont, topographiquement tout au moins, assez fréquentes, il ne faut jamais négliger de défendre avec énergie, sinon tous les villages, du moins les plus convenablement placés. Il est indispensable de les occuper puisqu'ils font le débouché des actes offensifs lorsque le moment est venu de les produire.

En agissant autrement, on renonce absolument à cette offensive ultérieure, parce que, s'il faut pour la produire refaire des efforts pour rentrer dans la possession des points de passage, l'élan sera toujours brisé et les résultats douteux et incomplets.

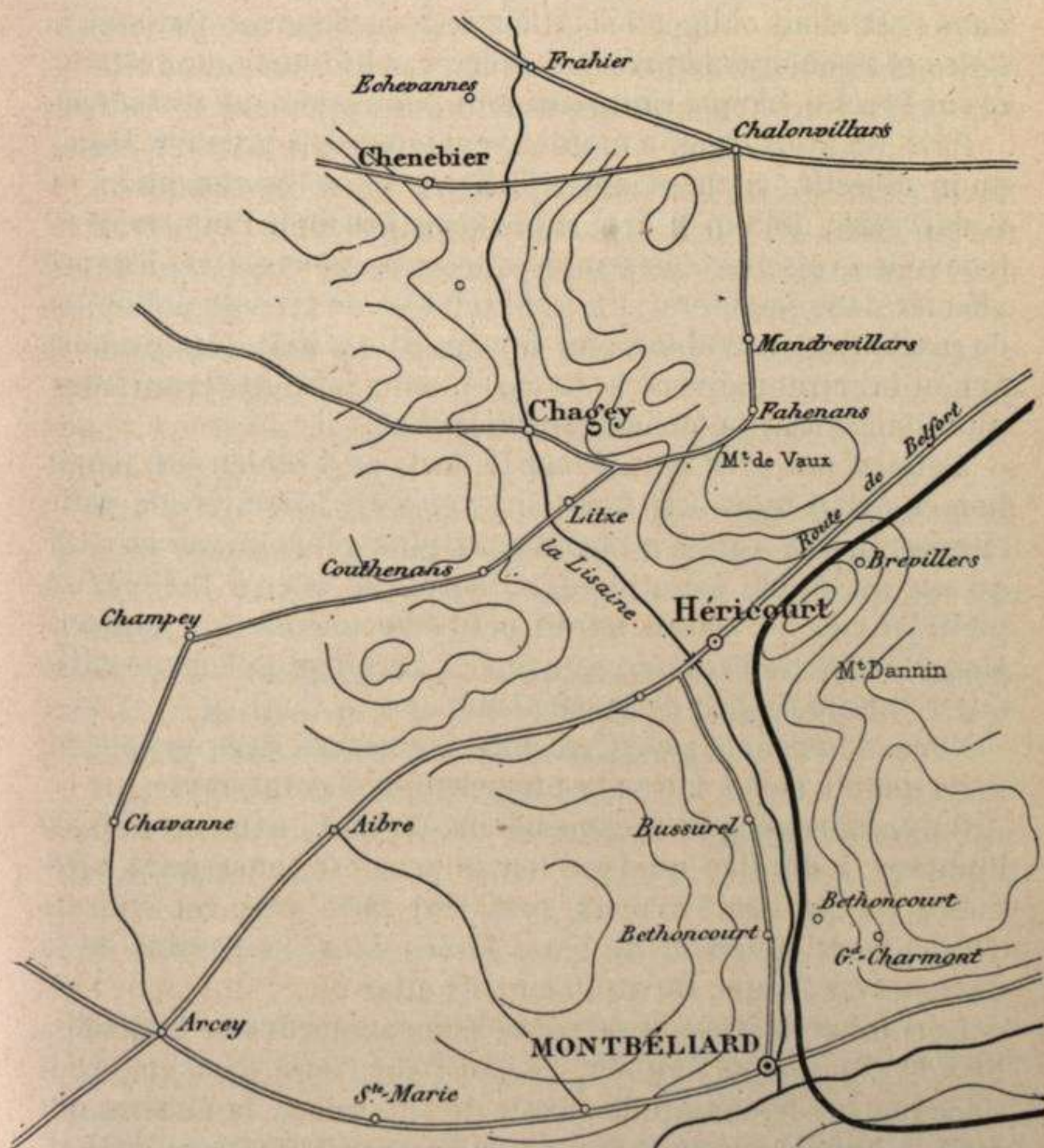
Bataille de la Lisaine.

(15, 16 et 17 janvier 1871.)

Une bataille analogue à la précédente est celle livrée sur la Lisaine, en avant à l'ouest de Belfort, si tant est qu'on puisse donner le nom de bataille à l'ensemble très décousu de la succession de combats livrés sur cette rivière (alors gelée) par le général Bourbaki.

Là, non plus, quoiqu'on le cite à tout propos, il n'y eut pas d'avant-ligne. Il y eût la défense d'une ligne avec ses postes avancés. On ne peut en douter, du reste, lorsqu'on visite le pays. Et d'ailleurs comment, si l'on y réfléchit, le général de Werder, qui avait à couvrir, avec 40 ou 45.000 hommes à peine, un front énorme (car il y a de Frahier à Montbéliard près de 19 kilomètres), aurait-il pu même songer à occuper une ligne, une avant-ligne et les postes avancés de rigueur? Il ne le fit pas, et en cela il fit bien.

D'ailleurs, nous le répétons, il n'y avait pas, dans ce pays boisé, accidenté, d'avant-ligne possible. La faute des Français a été de tâter partout, de se disséminer sur le front, d'utiliser leur énorme supériorité numérique à se montrer sur tous les débouchés, alors qu'il eût fallu, délibérément, en dépit



LA LISAINE (15-17 janvier 1871).

de la situation atmosphérique et peut-être même à cause d'elle, en dépit de la jeunesse des troupes et peut-être même

en raison de cette jeunesse, et aussi des difficultés de ravitaillement, fournir un bloc énorme, choisir un point de trouée et piquer droit sur Belfort.

Malheureusement, on ne savait pas très exactement ce qu'on voulait. On s'était embarqué, tout d'abord, avec l'idée très juste que l'envoi d'une armée de 140 ou de 150.000 hommes dans l'est allait obliger les Allemands à dégarnir Paris et la Loire et à soulager la pression exercée sur Chanzy, en retraite, et sur Trochu, bloqué sans rémission dans son camp retranché.

Puis, on avait songé à monter vers le nord, à prendre Nancy pour objectif, coupant ainsi la ligne de communication de l'adversaire déjà insuffisante pour ses besoins. Puis on avait trouvé les voies ferrées remontantes en mauvais état, l'armée affectée dans son moral, un froid intense, de grosses difficultés de ravitaillement qui seraient devenues de plus en plus grandes si l'on fût remonté vers le nord, et, pour faire quelque chose, on s'était donné la tâche d'aller à Belfort.

C'était à peu près inutile, car Belfort, on l'a bien vu, tenait bon et aurait tenu bon longtemps encore. L'arrivée de cette énorme masse aurait certainement plus gêné le gouverneur qu'elle ne lui eût été utile. D'ailleurs que faire à Belfort, en plein janvier ? L'armée aurait peut-être touché aux approvisionnements de la place, son aspect aurait plutôt démoralisé que remonté l'esprit de la garnison.

Nous n'insistons pas. C'est une digression utile peut-être, mais qui n'a rien à faire avec la question d'avant-ligne.

On comprend que le général de Werder, avec ses 45.000 hommes, a dû être quelque temps perplexe, cherchant à démêler ce que les Français voulaient faire avec cet énorme déploiement nouveau de leurs forces dans les bassins de la Saône et du Doubs. Où voulaient-ils aller ?

Le combat de Villersexel, dont nous avons donné le détail à l'étude *Combats de localités*, l'éclaira sur notre décision, et il s'occupa sur-le-champ de garnir de son mieux la Lisaine, qui était la barrière tout indiquée pour couvrir le siège de Belfort. Le général de Treskow, qui commandait le siège, devait l'aider dans cette tâche en disposant aux points les plus favorables quelques pièces de gros calibre pour couvrir la vallée.

Au point de vue de la topographie générale du front de

bataille, la Lisaine ressemble sensiblement à la Sauer, à la Givonne et à l'Hallue.

Entre Frahier, qui marque la limite nord de l'occupation, et Montbéliard, qui est le point de son confluent, la Lisaine, sur ce grand front de 18 à 19 kilomètres, est un simple gros ruisseau de 7 à 8 mètres de large, avec des profondeurs qui ne dépassent pas un mètre (1).

Elle coule dans une petite vallée dont les deux versants sont formés de hauteurs qui arrivent rapidement à un commandement de 100 à 150 mètres.

Le fond de la vallée atteint parfois une largeur de près de 1 kilomètre, mais le plus souvent le pied des hauteurs est sur le ruisseau, qui, dans certaines parties, coule dans une véritable gorge.

Les pentes des hauteurs sont escarpées, souvent couvertes par les ramifications des bois qui s'étendent sur leurs sommets. Les bons chemins sont rares. Il n'y a guère que des chemins d'exploitation.

Sur le ruisseau ou dans la vallée se trouvent un grand nombre de localités d'importance et de disposition différentes.

Frahier, Luze, Héricourt, Bethoncourt sont sur la rive gauche.

Echavannes, Chenebier, Couthenaus, Saint-Valbert, Bussurel, Petit-Bethoncourt se trouvent sur la rive droite.

Chagey est à cheval sur les deux rives.

Montbéliard est au confluent.

Chacune de ces localités, sauf Saint-Valbert, a un ou plusieurs ponts.

(1) N'ayant pas pour but de développer les opérations de l'armée de Bourbaki, nous ne nous sommes pas attaché à une description détaillée. Nous avons compris sous le nom général de Lisaine la ligne d'eau qui délimitait le front de résistance des Allemands.

Cette ligne comprend en réalité deux grands fossés : la Lisaine et la Luzine dont le confluent est à peu près à Luze.

Montbéliard est au confluent de la Luzine et de l'Alla.

Les ruisseaux, à ce moment de l'année, étaient gelés sur tout leur parcours. Les Allemands, pour augmenter les difficultés de l'abord, avaient dû casser la glace sur tous les points de débouché des colonnes françaises en amont et en aval des villages et des ponts.

C'est sur la rive gauche du ruisseau, sur le front de 19 kilomètres, que l'armée allemande s'établit. Elle avait, nous l'avons dit, 45.000 hommes et 146 pièces de canon.

Le froid était intense, les ruisseaux gelés, les champs couverts de neige, les routes de verglas.

Ces troupes appartenaient en partie à l'armée active, en partie à la landwehr, troupes très aguerries, car les premières avaient tenu la campagne dans la vallée de la Saône, les autres avaient pris part aux sièges de Strasbourg et de Belfort.

Sauf sa grande étendue, le front de la Lisaine était en somme favorable aux Allemands. Trois massifs principaux formaient des espèces de bastions dominants, constituant autant de places d'armes pour se grouper sur les flancs de l'assaillant une fois les ruisseaux passés par lui.

C'était celui de Chalonvillars au nord, celui de Vaudois au centre, celui des Grands-Bois comprenant le Salaniou, le Dandin, les hauteurs de Grange-Dame, dominant les deux vallées de la Lisaine et de l'Alla — au-dessus de Montbéliard.

Etablis depuis trois jours sur les positions lorsque les Français, alourdis par la difficulté du ravitaillement, s'y présentaient, les Allemands avaient renforcé tous les points utiles par de nombreux travaux : épaulements de batteries, tranchées, abatis, coupes de bois, organisation de villages, rien n'avait été négligé, d'autant que la proximité du siège de Belfort leur avait donné certaines facilités.

Lorsqu'on lit avec attention les récits du temps, on juge avec quel soin on s'était attaché à rendre inviolable sans d'immenses efforts la ligne de siège de Belfort, dont la levée aurait certainement eu en Allemagne un grand effet moral. Frahier avait des tranchées-abris d'enveloppe et d'épaulement de batterie.

Echavannes, Chenebier étaient garnis d'ouvrages. Il en était de même de Chagey, organisé défensivement en deux parties distinctes.

Luze était fortifié et la hauteur garnie d'un épaulement de batterie.

La filature Chevrot était garnie et crénelée.

Le mont Vaudois, garni d'épaulements, avait sur son pourtour ouest trois ouvrages de batteries, dont un pour douze pièces de gros calibre.

Héricourt avait toutes ses routes d'accès barrées et coupées. Il en était de même, du reste, sur tous les chemins d'accès sur l'une comme sur l'autre rive de la Lisaine.

Le mont Salaniou avait trois grands épaulements pour batteries.

Bethoncourt, le Petit-Bethoncourt, le mont Dannin, Bus-surel, le Grand et le Vieux Charmont étaient organisés défensivement.

La Grange-Dame était garnie de quatre ouvrages pour batteries; un autre épaulement pour canons était établi pour avoir des vues sur l'Alla.

Le château de Montbéliard avait été mis en état de recevoir quelques pièces sur sa terrasse. On avait tracé pour l'aider un épaulement de batterie au sud.

Sochaux, les chemins de la Lisaine à Belfort, l'Alla et l'Allaine depuis Exincourt jusqu'à Delle, étaient préparés pour une résistance. Enfin, pour comble, on avait mis en état de défense vingt-huit villages autour de Belfort, afin que partout, en cas de recul, les troupes trouvassent un appui.

La partie forte était le Vaudois, avec sept pièces de 12; la Grange-Dame, qui avait cinq canons de 15, et Montbéliard, qui avait une batterie de 9.

A tout hasard, et dans l'ignorance du point qui serait le plus fortement attaqué par les Français, on avait chargé la division de landwehr (réserve) de la défense entre Héricourt et Montbéliard (une brigade avec douze pièces à Montbéliard et Sochaux, une brigade et vingt-deux pièces à Héricourt).

Une autre brigade (dite combinée) devait défendre, avec 7.000 hommes et dix-huit pièces, la partie entre Héricourt et Chagey.

La division badoise restante avait une brigade à Chenebier, une à Chagey, une à Mandrevillars et Chalonvillars, ses cinquante-quatre pièces réparties entre les trois groupes.

Lorsque le combat d'Arcey eut donné au général de Werder la directrice de nos efforts, il appela les brigades badoises sur Brevilliers et Chatenois, ne laissant qu'un régiment à Chenebier.

Enfin, pour compléter cet ensemble et se conformer aux règles élémentaires, on avait disposé des postes avancés solides

qui devaient couvrir les approches et obliger, par leur résistance, les troupes assaillantes à des déploiements prématurés.

A Arcey étaient : un régiment d'infanterie, un escadron et une batterie, avant-garde de la division de réserve, avec ordre de reculer sur Aibre et Tavey.

A Chavanne : deux bataillons, un escadron, une batterie, avec ordre de reculer sur Champey et Couthenans.

A Dung : deux compagnies, avec Montbéliard pour retraite.

A Ronchamp : un bataillon, une batterie et un régiment de cavalerie ; ligne de retraite Frahier.

L'armée française qui allait essayer d'aborder cette position si bien préparée était dans des conditions d'effectif très supérieur, mais son état moral et matériel laissait à désirer. Composée de formations de marche hâtives, de gardes mobiles, de légions volontaires, elle n'avait et ne pouvait avoir, malgré tout ce qu'on avait pu faire, qu'une organisation un peu sommaire, et, en accumulant devant elle une série d'obstacles exigeant une continuité d'efforts, le général allemand avait bien compris la situation où il fallait la mettre pour l'immobiliser rapidement.

Ajoutons que le pays est difficile, boisé, sans emplacements favorables, sur la rive droite de la Lisaine et de la Luzine, à des déploiements d'artillerie et de troupes venant de l'ouest surtout — ce qui était un défaut majeur — sans communications transversales.

La règle tactique, en présence d'une position si bien préparée, eût été de la tourner : au nord par le chemin de Lure à Ronchamp, au sud par la vallée de la Savoureuse ; mais il fallait vivre, ne pas séparer la masse de ses convois de son chemin de fer de communication : force était d'aborder par Montbéliard et le Vaudois, c'est-à-dire par les deux points indiqués de résistance.

Notre intention n'est pas d'entrer dans le récit de la bataille de la Lisaine ; des détails à ce sujet ont été donnés dans nombre d'ouvrages. Nous ne voulons faire remarquer qu'une chose, c'est qu'il n'y eut pas d'avant-ligne, ni de combats d'avant-ligne, et que, si les Allemands en avaient eu l'idée, elle serait restée sans utilité.

Ce que nous voulons bien faire ressortir, parce que l'exemple est bon, c'est la méthode défensive :

Tous les villages de la vallée occupés, reliés entre eux par des fractions abritées sur la rive gauche seulement et appuyés du feu de quelques canons; des réserves ménagées;

Chaque groupe couvert directement par des avant-postes dans un rayon de 2 kilomètres, ayant de plus un fort détachement en postes avancés (mieux en avant-garde) à 8 ou 9 kilomètres de lui;

Ordre donné : aux avant-gardes, de se retirer lentement sur des directions données; aux avant-postes, de ne faire que des simulacres de résistance; aux troupes, de concentrer leurs moyens et leurs forces pour s'assurer toujours la possession du ruisseau.

Le 13, les masses françaises du 24^e corps se heurtent à Arcey sur l'avant-garde allemande, qui recule sur Héricourt.

Le 14, celles du 18^e corps rejettent sur Couthenans le poste avancé de Chevannes. Celles du 15^e rejettent sur Montbéliard les compagnies de Dung.

C'est le lendemain 15 qu'on donnait, par suite, sur la position.

Ce jour-là on enleva la ville de Montbéliard, mais le château ne put être forcé par le 15^e corps.

Au-dessus, le 24^e essaya en vain de forcer Chagey, Héricourt, Chagny, Bethoncourt au nord; enfin, la division Cremer se vit repoussée dans une tentative sur Chenebier.

Le lendemain ne fut pas plus heureux dans la partie sud de la vallée. Montbéliard ou son château, tout au moins, resta aux Allemands. Les tentatives peu hardies que l'on risqua sur les villages de la vallée n'aboutirent pas.

Il n'y eut qu'au nord où la division Cremer, après avoir couvert d'obus le village de Chenebier, finit par l'aborder et l'enlever.

C'était un succès à poursuivre. Les défenseurs, refoulés sur Belfort étaient un peu démoralisés, les troupes badoises très fatiguées. Mais il était tard, on était épuisé, non par le combat, qui n'avait obligé qu'un déploiement de trois ou quatre régiments, mais par le bivouac, que les troupes supportaient dans les bois par des températures terribles. Bref, on ne profita pas de la brèche ouverte.

Le lendemain, les Allemands essayèrent à nouveau de reprendre Chenebier et n'y réussirent qu'à demi. Ce furent les Français qui le leur cédèrent en se retirant.

Dans la journée, en effet, le commandant en chef, n'ayant que de mauvaises nouvelles des tentatives faites sur Héricourt, sur Bethoncourt, sur le château de Montbéliard, inquiet pour sa droite, où il pouvait craindre l'arrivée d'une partie du corps d'investissement de Belfort, inquiet pour ses derrières, car il était prévenu de l'arrivée dans le bassin de la Saône de l'armée de Manteuffel, avait prescrit la retraite.

En résumé, pendant ces trois journées, les efforts de l'armée de l'Est se sont brisés contre les localités situées dans le fond de la vallée, devant le front des positions ennemies. Sauf à Frahier, elle ne put nulle part déboucher sur la rive gauche. Il convient toutefois de dire que le mérite n'en revient pas à ces seules localités, mais aussi en grande part aux remarquables dispositions arrêtées par le général de Werder (1).

Combat de Nuits.

(18 décembre 1870.)

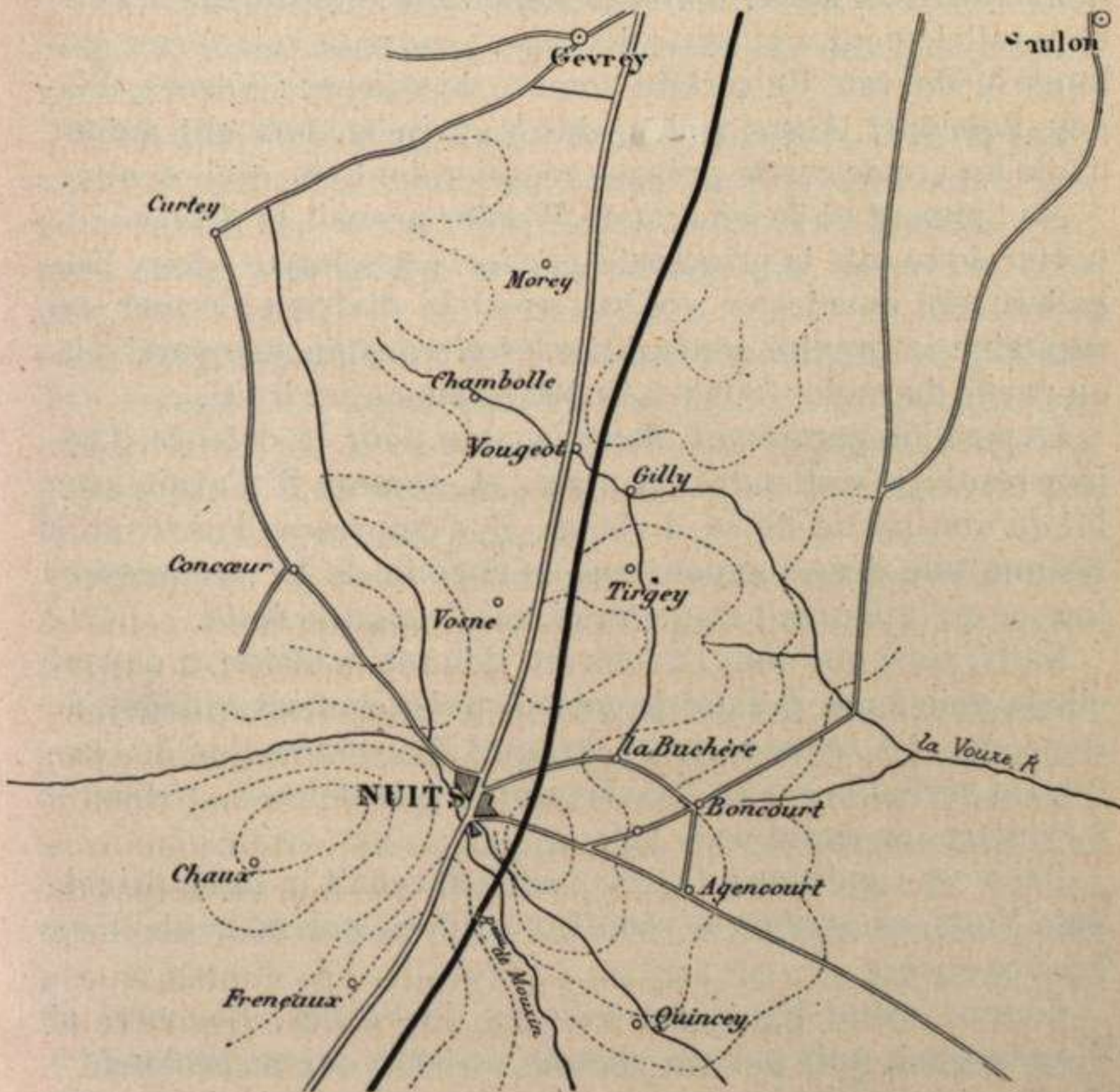
Ce combat est un de ceux qui ont le moins défrayé les études militaires cherchées des deux côtés dans la guerre de 1870-1871.

Cependant, il n'est pas, il s'en faut, sans faire à nos armes un certain honneur, autant par sa contexture même que par la qualité militaire des troupes qui le livrèrent (de notre côté), lesquelles n'étaient, en grande partie, que des mobilisés recrutés partout où l'on avait pu réunir quelques groupes de gardes nationaux.

Chose bizarre, c'est précisément à Nuits que, pour la question qui nous occupe, celle des avant-lignes, on trouve cette avant-ligne bien caractérisée.

(1) Ces dispositions n'ont jamais eu pour idée la formation d'une avant-ligne. C'est une défense de position par les localités. On a souvent exprimé que cette bataille de trois jours est palpitante d'intérêt et fertile en enseignements militaires. Nous n'oserions nous servir de termes aussi sérieux. C'est une étude de défense tactique, à laquelle les conditions de l'armée assaillante ôtent au contraire beaucoup d'intérêt.

Preuve indéniable que le terrain seul fait ce genre de défense et se l'approprie sans qu'on ait à y songer : car ce n'étaient pas les quelques officiers de ces troupes improvisées, improvisés eux-mêmes pour le plus grand nombre, qui eussent eu l'idée doctrinaire de l'avant-ligne tendue devant la position principale pour faire déployer l'adversaire, l'user et le fatiguer avant qu'il tombe sous le feu de la défense.



COMBAT DE NUITS

Le 16 décembre, une température plus douce que celle des premiers jours du mois avait permis aux Allemands de reprendre la campagne entreprise pour déloger les Français du

bassin de la Saône et pouvoir, par suite, transporter sur la rive droite de la rivière la ligne d'étapes, si gênante sur la rive gauche lorsqu'il fallait assurer les ravitaillements et les communications. Nuits avait été indiqué comme objectif à la division badoise ; les troupes françaises y ayant été signalées.

Cette petite ville, à cheval sur la route de Dijon à Beaune, adossée à la pente orientale de la masse du Morvan, domine légèrement les plaines boisées de la rive droite de la Saône, dont elle est un nœud de routes important : devant elle, à l'est, et parallèlement à la route de Dijon, court la voie ferrée qui longe le Morvan. Un certain nombre de villages : Vosnes, Flagey, Boncourt, Agencourt, Quincey, Prissey, forment autour d'elle un arc de cercle presque régulier dont elle est le centre.

Au moment où le général de Werder prenait la décision de porter de ce côté la principale partie de ses forces (deux brigades, sept escadrons, six batteries), la division Cremer (un capitaine improvisé général par les circonstances) y arrivait, en partie du moins (8.000 à 10.000 hommes environ).

La position paraissant bien disposée pour la défense, Cremer résolut d'y attendre l'ennemi, et, comme il n'avait avec lui qu'une partie de sa division, il s'empressa d'envoyer à Beaune une dépêche, pour que le chemin de fer, réunissant tout ce qu'il pourrait en matériel, lui amenât le reste.

Nuits, ainsi que nous l'avons dit, domine la plaine, a devant elle la voie ferrée à flanc de coteau, puis les deux villages de Boncourt et d'Agencourt, à 1.000 ou 1.200 mètres l'un de l'autre. Un véritable glacis, très favorable à la défense, s'étend à 800 mètres en avant de la voie.

Dans ces conditions, la voie ferrée devenait la ligne principale Nuits, en arrière, le réduit, l'artillerie sur la hauteur en arrière encore.

Comme avant-ligne, les villages de Vosnes, Boncourt et d'Agencourt, unis par un chemin de terre qui se prolonge à droite et à gauche jusqu'aux points les plus élevés du terrain (cotes 245-231) et, sur cette sorte de plateau, de bonnes vues sur les lisières du bois, vers l'est... C'est presque le type classique.

Après avoir disposé son monde dans ces trois lignes, Cremer envoya au-devant des Allemands, du côté de Dijon, d'assez

solides reconnaissances pour ne pas être pris inopinément, les poussant à 10 et 15 kilomètres devant lui, vers le nord, jusqu'à Saulon-la-Rue et Gevrey.

Pour aborder Nuits, les dispositions des Allemands furent, il faut le dire, médiocres. C'est une remarque qu'on a faite avec raison, que leur tendance, après la période des grandes actions contre nos armées régulières, d'étendre démesurément leurs fronts.

Leurs dispositions pouvaient sans doute être justifiées dans l'espèce, étant donnée la médiocre qualité des troupes adverses, à peine organisées.

Cette fois, ils avaient formé deux colonnes. L'une, la principale, marchait sur Nuits par Saulon-la-Rue (huit bataillons, cinq escadrons, une compagnie de pionniers). L'autre avait pris, après la première, la route directe par Gevrey et Vougeot. Mais, au lieu de rester compacte, elle s'était subdivisée en trois groupes : celui de gauche (un bataillon, un peloton de cavalerie), sur la grande route; celui de droite (un bataillon, une batterie), par le chemin de Curley, deux pelotons dans un pays boisé et difficile; celui du centre (un bataillon, un peloton de cavalerie), par Conœur.

C'était, on le voit, une disposition d'enveloppement très sérieuse; mais elle n'avait que la forme et pas le fond nécessaire.

La colonne principale, celle de gauche, eut, sur son chemin, quelques escarmouches, avec une assez forte reconnaissance envoyée jusqu'à Saulon-la-Rue. Sa force lui permit d'avancer sans encombre; mais, lorsque, au débouché des bois des Grands-Chênes et de Souzières, elle tomba sous le feu des tirailleurs embusqués dans Boncourt et la Buchère, ce ne fut plus si simple et l'artillerie ne fut pas de trop pour refouler les défenseurs de l'avant-ligne sur le chemin de fer.

Les trois autres petites colonnes étaient trop faibles pour aller rondement de l'avant. Celle du centre dut faire le coup de feu à Morey et à Vosnes, ce qui la retarda. Celle de gauche resta un peu en arrière dans un pays très coupé. Celle de droite, avec sa batterie, trouva sur le plateau de Chaux, quelques réserves ennemies, qui, bien postées sur des points dominants, l'arrêtèrent net.

Bref, cette petite localité de Nuits, dont on ne songeait à faire qu'une bouchée, tint solidement de midi à 5 heures du soir. Les assaillants durent donner successivement l'assaut à Boncourt, à la Berchère, à la tranchée du chemin de fer et à Nuits, où ils n'entrèrent qu'avec l'aide de leur artillerie, qui vint se mettre en batterie à 600 ou 700 mètres des maisons.

Près d'un millier d'hommes étaient restés sur le carreau. Deux généraux, un colonel et au moins un ou deux autres officiers supérieurs étaient hors de combat.

La bonne tenue de l'action, du côté des Français, était évidemment due, pour beaucoup, à l'émiettement des adversaires, mais on ne saurait ne pas remarquer que la disposition des défenseurs en troupe d'avant-ligne et troupe de défense proprement dite avait eu sa grande utilité.

Le terrain s'y prêtant, la disposition s'était faite pour ainsi dire toute seule, sans qu'aucun principe de tactique doctrinaire y eût part; mais cela arrivera souvent dans la pratique, et, dans le fait, nous avons été heureux de terminer ce chapitre par un spécimen de ce que peut produire l'avant-ligne.

Conclusions et déductions.

Nous avons pris pour règle, dans ces études, de ne jamais établir la discussion. Elles s'adressent à des lecteurs au courant des choses militaires, d'esprit mûri, et il faut leur laisser tirer eux-mêmes, des faits, les conclusions.

Cette fois, cependant, on doit, dans une certaine mesure tout au moins, sortir de la règle, parce qu'on objectera nécessairement que, du moment qu'on ne cite pas d'exemple bien probant — sauf un, dû plutôt au hasard qu'aux idées tactiques — d'avant-lignes d'ensemble, on ne saurait se faire une opinion bien raisonnée à ce sujet, après la lecture de ces quelques pages.

Voici, suivant nous, les opinions les plus générales.

Il nous semble bien difficile d'ériger en doctrine, comme nombre d'officiers semblent le désirer, les avant-lignes. Il faut

en faire quand on peut, quand elles sont simples dans leur établissement; mais il ne faut pas les rechercher.

Il ne le faut pas : parce que, si elles sont mauvaises ou même médiocres, elles ne servent à rien qu'à préparer pour l'adversaire un élan dont la véritable ligne de défense subira la pression.

Il ne le faut pas : parce que qui dit « avant-ligne » dit acte défensif prémédité, arrêté, et qu'il faut se garder d'ériger en quoi que ce soit la doctrine défensive.

C'est presque une banalité de rappeler ici que, si l'on doit prêcher l'offensive à outrance, même malgré des exagérations forcées, il ne faut jamais prêcher la défensive à outrance, et c'est ce à quoi on arriverait en disant à une armée : « Vous avez une ligne de défense solide, un réduit et une ligne de réserves, une avant-ligne pour couvrir tout cela. Vous êtes imprenable et la situation est entre vos mains. »

C'est presque dire : « Ne bougez pas, vous allez obtenir, en restant en place, le succès que vous auriez en avançant. »

Lorsqu'on veut pousser à fond une étude de doctrine, il faut toujours et tout d'abord se demander quelle a été l'idée première de ceux qui ont mis cette étude sur le chantier.

Ce que seront les luttes de l'avenir, on ne peut le préjuger même: Elles ressembleront, nous croyons, dans leurs formes générales, aux luttes du passé; mais, comme l'étendue des fronts, la grandeur des effectifs créeront des situations toutes nouvelles, il s'y introduira des variétés d'aspect dont nous ne pouvons certainement avoir qu'une idée très vague.

On raconte que, le 18 août 1870, le roi de Prusse et le maréchal de Moltke avaient passé la journée, en partie tout au moins, au sud de la route de Metz à Verdun, sur un point d'où l'on apercevait, un peu confusément, à peu près le centre des attaques, mais où les mouvements des deux ailes étaient absolument dérobés à la vue.

Dans la soirée, le maréchal avait bien discerné que le centre n'avancait pas et que les efforts sur ce point étaient stériles. Il monta à cheval avec le roi et tous deux se transportèrent en avant de Gravelotte, où opérait l'armée de Steinmetz. Là, la lutte était déjà presque éteinte. L'arrivée du souverain et du

grand état-major la ranima un instant et, le crépuscule venant, on jeta de nouveau sur la Mance tout ce que l'on avait de troupes sous la main avec la ferme décision de rompre définitivement la résistance des 2^e et 3^e corps français.

On sait que le résultat fut nul ; mais nous ne rappelons ce fait que pour remémorer ce que dit, un instant après, le maréchal :

« Notre centre n'a pu entamer le front, notre droite ne peut franchir un glacis sans couverts. Attendons à demain, réservons ce qui nous reste de dévouement et de bravoure. Nous saurons si le succès ne nous viendra pas de notre gauche. »

Ceci résume la synthèse d'une bataille d'un jour, sur un front de 15 kilomètres, dans l'esprit d'un chef exercé.

On juge, d'après cela, ce que seront les luttes de l'avenir, où il s'agira de chocs bien autrement étendus. Evidemment, dans la mise en action de ces énormes effectifs futurs, il y aura des points d'actes offensifs et aussi d'actes défensifs.

Certainement, on prêche et l'on prêchera l'offensive; mais, aux points où l'on sera le plus faible, aux points dont il faudra « quand même » s'assurer l'appui, on sera obligé à la défensive.

Certainement l'offensive est la forme de la victoire; mais la défensive, lorsqu'elle est bien entendue, est une forme pour passer à l'offensive et s'y bien préparer, et elle coûte moins.

Il faut donc savoir, en dépit de tous les préjugés, passer tactiquement d'une des formes à l'autre.

Ceci n'est qu'une digression. Elle nous amène à dire que ce qui effraie dans la défensive, c'est qu'elle est difficile, qu'elle discerne souvent mal le point d'attaque, qu'elle s'inquiète par suite, se déplace avant le temps, et veut parer partout, de crainte de ne pas être à la riposte où il faudrait et à temps.

C'est cette inquiétude que l'on voudrait chercher à diminuer, à éteindre même. Et c'est de cette inquiétude que sont nés l'avant-ligne et le poste avancé, deux variétés de cuirasses et de demi-cuirasses contre le coup droit de l'assaillant.

Malheureusement ou heureusement, s'il y a dans la tactique des doctrines absolues, invariables, qui ont été de tous les

temps et seront de toutes les guerres, elles se résument à fort peu de principes.

On ne discutera jamais que, dans une campagne, grande ou petite, courte ou longue, à grands effectifs comme à effectifs moyens, la vitesse d'action, la concentration des forces, la continuité des efforts, sont indispensables pour assurer le succès.

Mais ériger en doctrine certains modes d'action, autant pour assurer la continuité des efforts que pour diminuer cette continuité, est une chose autrement discutable.

Il n'y a pas loin de nous, au frontispice des cours de tactique on écrivait volontiers cette phrase de Jomini : « Les obstacles qui se trouvent devant les positions ne sont nuisibles qu'à l'assaillant et ne peuvent servir qu'au défenseur. »

Comme nous sommes loin de cette doctrine !

Quel est le chef, aujourd'hui, qui hésiterait à s'engager dans des terrains couverts ? Quel est le soldat qui ne comprendrait pas que tous ses efforts doivent tendre à gagner sur son ennemi ces mêmes couverts qui vont l'abriter, momentanément au moins, permettront de se rejoindre les uns les autres, de se compter, de se grouper avant de repartir à nouveau offensivement ? N'est-ce pas là la guerre à venir ?

Et c'est parce que l'on craint les doctrines, parce que l'on sent bien que la guerre des couverts sera la guerre de l'avenir, que l'avant-ligne est loin d'avoir les partisans que l'on aurait cru.

Certes la théorie en est séduisante :

Avoir devant une défense principale une première ligne de résistance assez forte pour ne céder qu'à un vigoureux assaut, attirer par suite le gros de l'adversaire, puis disparaître pour le laisser réuni, groupé et désemparé sous le feu violent de la position principale.

Se conduire avec l'ennemi comme le toréador avec le taureau. Agiter devant ses yeux le manteau — c'est l'avant-ligne — qui doit le fatiguer, l'ahurir et l'amener à se présenter de lui-même devant l'épée qui doit s'enfoncer au défaut de son épaule.

Mais, à côté de la théorie, si séduisante qu'elle soit, vient la pratique.

Pour ceux qui se souviennent, et qui ont aussi, eux, des idées arrêtées, comment mettre d'accord avec l'avant-ligne ce principe si juste qui veut que, dès le début des actions, l'artillerie se fasse entendre, s'engage par grosses fractions et creuse devant elle des sillons offensifs? Il lui sera impossible de le faire si l'on met devant elle une ligne qui lui barre le tir.

Et puis, comment et qui dirigera cet ensemble? Chaque ligne aura-t-elle un chef particulier? Le chef de la première sera-t-il aussi celui de la deuxième?

S'il y en a deux, s'entendront-ils bien ensemble comme doivent s'entendre la spada qui tue le taureau et l'écarteur qui le lui amène préparé?

S'il n'y en a qu'un, pourra-t-il à la fois suffire à une double direction, à un double commandement?

On l'admettrait encore si une ligne avait partout la même force, le même degré de résistance; mais il n'en est rien: elle a des points forts et des points faibles. Tous ces points ne tomberont pas ensemble devant l'assaillant; les uns céderont avant les autres, suivant la nature du terrain, l'énergie du chef, le moral du défenseur.

Et alors comment admettre cet idéal d'une ligne entière disparaissant pour laisser la place libre au feu de la ligne principale, à cet instant où l'assaillant désorganisé cherche à se remettre pour poursuivre son offensive.

C'est une image saisissante pour rendre la pensée, mais plus brillante que fidèle.

Si, au lieu de ce rôle compliqué, difficile, nous demandons à l'avant-ligne un rôle plus modeste, plus simple, qui est de chercher à tromper l'adversaire sur la position certaine de la défense principale, de le forcer à se déployer prématurément et à se désunir bien avant le moment où il lui faudra faire acte d'énergie entière, alors c'est une autre affaire.

Mais, pour cela, de bons postes avancés, pas trop loin de la ligne principale, susceptibles d'être aidés par cette ligne au besoin, rempliront bien mieux le but.

Ce sera le 77^e de ligne à la lisière du bois de Stiring le 6 août; ce sera le 80^e à la ferme Saint-Hubert le 18 août; ce sera, avec moins d'éloignement, le 94^e à Sainte-Marie-aux-Chênes;

ce sera l'infanterie de marine à Bazeilles, la garde prussienne au Bourget.

- En général, quand on veut faire prévaloir une opinion, il faut, dans quel ordre de choses que ce soit, en discuter tout d'abord les avantages et les inconvénients. Les avantages de l'avant-ligne, disent les partisans de cette forme défensive, sont indéniables.

Mais où trouver des exemples de la solidité pratique de cette forme? Nous venons de faire remarquer que, pendant toute la durée de la guerre franco-allemande, il n'avait été fait d'avant-ligne à peu près nulle part.

Et cependant on montre là, plus qu'on ne le pourra montrer nulle part, une armée (la nôtre) où la décision défensive était portée à l'extrême, où le sentiment offensif, qui avait été la caractéristique de toutes les guerres antérieures et récentes même, semblait absolument éteint.

Les inconvénients sautent aux yeux, disent les autres.

Et ils citent celui-ci comme le plus sérieux :

« Admettons l'avant-ligne établie d'une façon théorique et même pratique complète.

» Elle est sur un terrain favorable. Le combat est ouvert. Elle s'est engagée sérieusement, résolument, elle veut absolument donner le change à l'adversaire.

» On lui a assigné et fait étudier à l'avance des lignes de retraite telles que, le résultat obtenu, elle se replie sur la ligne principale sans la masquer. C'est l'idéal.

» A quel moment devra-t-elle se retirer?

» Si elle le fait un peu trop tôt, avant que le désordre tactique soit chez l'ennemi, le but sera manqué. Si elle le fait trop tard, l'élan de cet ennemi ne sera jamais assez arrêté pour qu'il ne puisse suivre l'avant-ligne en recul assez près pour arriver avec elle sur la ligne de défense dont le feu sera paralysé.

» Admettons, et ce sera fréquent, une avant-ligne médiocre comme installation, peu énergiquement menée dans quelques-unes de ses parties tout au moins, inquiète pour sa retraite. Quelle sera l'impression de son recul, en désordre, sur la ligne de défense principale?

» Admettons une avant-ligne solide, bien commandée,

n'avons-nous pas à craindre qu'elle ne tienne trop, qu'elle ne se cramponne? Il arrivera un moment peut-être où, voyant qu'elle ne peut se dégager, n'osant l'abandonner dans sa brillante résistance, vous la ferez soutenir, vous pousserez de l'arrière sur l'avant et serez amené, peu à peu, à porter le combat sur un terrain où vous ne vouliez pas l'établir. »

Nous ne dirons que quelques mots des postes avancés.

Eux aussi ont des partisans et des détracteurs.

Les uns, lorsqu'ils veulent montrer les avantages du poste avancé, citent Saint-Hubert, Sainte-Marie-aux-Chênes, dont nous avons, dans deux chapitres successifs, donné le détail d'action.

Les autres, s'ils veulent en faire ressortir les inconvénients, citent les mêmes faits, donnent les mêmes exemples.

« En somme, disent les uns, à quoi a servi le poste avancé de Saint-Hubert? Il n'a augmenté ni diminué en rien la valeur de la position Moscou - le Point-du-Jour. C'est sur cette position et non à Saint-Hubert que se sont brisés les efforts... A quoi a servi Sainte-Marie-aux-Chênes, sinon à un épisode d'action? Saint-Privat n'en aurait pas moins eu lieu avec ses péripéties. »

« Mais, disent les autres, Saint-Hubert a coûté les efforts et la désorganisation d'une division de fantassins, et c'est bien quelque chose. Sainte-Marie-aux-Chênes a coûté les efforts combinés d'une partie de la garde prussienne et d'une partie du XII^e corps (Saxons) et n'auraient-ils, l'un et l'autre de ces deux postes avancés, que reculé le moment de l'attaque directe de la ligne principale? Le temps est un facteur qui n'est pas si négligeable. »

Inutile, il nous semble, d'aller au delà.

De tout temps, on a fait des postes avancés. C'est de la tactique courante. C'est, comme nous l'avons dit dans un des chapitres précédents, en parlant des localités, une attirance dont on aura peine à se défaire.

Nous n'en pouvons dire autant de l'avant-ligne, telle qu'on la définit, parce que là nous tombons dans une formule et dans une doctrine nouvelles, dans un système de toutes pièces.

On a objecté que le règlement de manœuvres, qui est un cours

de tactique théorique, et le règlement de service en campagne, qui est un cours de tactique pratique, parlent l'un et l'autre de l'avant-ligne.

Il serait injuste de n'en pas tenir compte. Mais on ne saurait ne pas faire remarquer, et on l'a fait depuis longtemps déjà, qu'il existe entre ce cours théorique et ce cours pratique de bizarres contradictions.

D'ailleurs, l'un et l'autre ne s'occupent que de l'action de petites unités, et avec de petits effectifs le mouvement et la direction sont faciles. Mais, lorsqu'on passe à de grosses agglomérations combattantes, à des divisions, des corps d'armée et des armées, tout change.

Une foule de considérations, sans importance pour un bataillon ou un régiment, doivent être mises en avant avec des masses qui ont à consacrer leur artillerie à des feux de préparation et leur infanterie à des défenses assez actives pour que l'offensive en découle facilement.

« Si, dit ce règlement théorique, un capitaine a devant sa compagnie et près d'elle des points favorables pour une avant-ligne, il les fait occuper par une fraction plus ou moins forte qui se replie par les flancs en temps opportun. »

« Si, dit-il plus loin, un chef de bataillon a reçu l'ordre d'avoir une avant-ligne, il la fait occuper par des fractions constituées plus ou moins fortes.

» Sitôt que l'on a discerné la direction de l'attaque adverse, et que la défense a concentré son monde sur les points les plus menacés, l'avant-ligne (les troupes en avant) se retire en démasquant la ligne principale. »

Voilà déjà deux parts d'action bien réduites ; la seconde par rapport à la première.

Si, dit le règlement pratique, il existe en avant de la ligne principale de défense des obstacles pouvant être flanqués par elle et ayant de belles « vues du côté de l'assaillant, on les fait occuper. Les bataillons et compagnies affectés à leur défense ont pour mission de briser les premiers efforts de l'ennemi en se défendant jusqu'au dernier homme. »

Voilà, on peut le dire, entre la théorie et la pratique, une terrible contradiction.

- On n'est donc pas d'accord encore. Et, jusqu'à nouvel ordre, l'avant-ligne, avec la ligne de défense en arrière et le réduit derrière la ligne de défense, restera le type de la disposition d'investissement d'une place forte.

Mais, là non plus, on n'ose pas poser le principe du mot « avant-ligne » et l'on se contente de dire que l'investissement sera déterminé par une ligne d'avant-postes fortifiés, une ligne principale avec points d'appui défensifs et une ligne de réserve qui devra avoir une très grande solidité.

Nous n'insisterons pas davantage. Ces considérations, reflétant les idées des uns et des autres sur ce sujet, jointes aux quelques exemples donnés, doivent suffire, il nous semble, à asseoir l'opinion.

Nous ferons seulement remarquer, avec certains officiers qui ont écrit à ce sujet dans diverses publications :

Que les propositions actuelles semblent être de mener le combat à des distances plus éloignées que celles qui semblaient autrefois des maxima, et il ne saurait en être autrement en raison de l'augmentation de la puissance balistique des armes. Or, l'avant-ligne défensive couvrant la ligne principale est une entrave à ces nouveaux principes ;

Que nous avons établi des principes aussi sur la répartition et l'économie des forces, et qu'on admet, en règle générale, un tiers des effectifs se développant sur la position défensive et les deux autres tiers réservés aux éventualités et aux reprises d'offensive. Or, on ne pourra, avec l'avant-ligne, conserver deux tiers en réserve et, d'autre côté, il sera difficile d'admettre que ces troupes d'avant-ligne, qui auront bataillé plusieurs heures, soutenu l'assaut, reculé sous le feu, se trouveront aptes peu après à remplir le rôle de réserve, si c'est à la réserve qu'on les emprunte ;

Qu'enfin l'avant-ligne est un dispositif qu'on peut comparer à un déploiement prématuré, déploiement que l'on considère comme une des plus grosses fautes tactiques.

L'avant-ligne placée, la ligne principale établie car — les deux choses se tiennent — il ne faut plus songer qu'à recevoir le choc. Il faut renoncer à se mouvoir soi-même. C'est faire la partie belle à l'adversaire, qui, très probablement, se confor-

mera à la règle de manœuvres devant un front qu'il trouvera tout fixé, sans avoir besoin de le fixer lui-même par un développement préparatoire.

Ces dernières considérations terminent ce que nous voulions dire au sujet des avant-lignes.

Nous nous sommes un peu étendu, nous le répétons, pour que le lecteur puisse élucider, par la réflexion, une forme tactique qu'il était à peu près impossible de lui présenter en exemples.

On ne peut objecter qu'une chose : c'est que, à l'avenir, bien des changements que nous pouvons à peine prévoir, seront apportés aux moyens d'action.

TROISIÈME PARTIE

SERVICE DES RENSEIGNEMENTS EXPLORATION DÉCOUVERTE. RECONNAISSANCES

« Le théâtre de la guerre, écrivaient volontiers les théoriciens militaires d'autrefois, est un échiquier dont les troupes sont les pièces d'échecs. »

Et, imbus de cette idée, ils concevaient des plans et des systèmes d'opérations dont le but était de menacer l'ennemi sur différents points, à différents moments, afin de le contrecarrer et de le contraindre à des mouvements (tacitement présumés) avant de l'attaquer de plusieurs côtés pour l'anéantir.

On voit déjà poindre là, entourée d'une foule de préliminaires, l'idée de tous les temps, l'idée napoléonienne, comme on dit aujourd'hui : « Aller à la bataille. »

Mais — et c'est en cela qu'était l'erreur — on se basait, dans ce système, sur l'inaction de l'ennemi.

On comprenait bien, certes, qu'il y avait à tenir compte des conditions où se meuvent les armées : *l'espace* et le *temps*. Mais, comme on voulait faire absolument de la logistique, amener l'art des mouvements à une science mathématique, éloigner des calculs tout ce qui touchait aux probabilités, on se trompait le plus souvent sur la résolution du temps et, par suite, dans l'effet de la manœuvre. Si l'ennemi venait à faire un acte imprévu ou offensif, on était tout dérouté.

C'était alors, cependant, l'esprit des directeurs d'armée, et c'est dans cet ordre d'idées qu'ont été dirigées, et du côté de la France et du côté des puissances étrangères, mais avec plus d'accentuation encore pour celles-ci, les opérations

militaires qui ont eu lieu en Allemagne de 1792 à 1800, ainsi que celles dont les Pays-Bas ont été le théâtre.

Et c'est comme quoi, les hypothèses relatives à l'adversaire ne se réalisant pas toujours comme on l'avait pensé, on voit sans cesse les armées arrêtées ou égarées.

Se basant sur ces principes, les généraux se donnaient pour tâche d'atteindre des zones déterminées, des points topographiques, et, par suite, le mouvement qui, aujourd'hui, est un *moyen* était, chez nos aïeux, un *but*.

Et c'est ce qui explique pourquoi, dans les vieux règlements, les reconnaissances spéciales, les reconnaissances offensives étaient des bases fondamentales de doctrine et se doublaient d'une quantité de traités à l'usage des officiers (1).

Reconnaître le pays où l'on voulait aller, celui ou ceux par où l'on voulait avancer, était nécessairement la grosse affaire dans la conduite des armées.

Puis, quand on se rapprochait les uns des autres, qu'on croyait deviner une situation quelconque chez l'adversaire, alors, pour se mettre au courant, on risquait une reconnaissance offensive dans une direction où l'on espérait ne pas le trouver trop en force.

Aujourd'hui, nous sommes loin de ces idées. Les reconnaissances spéciales ne nous importent guère que pour nous permettre de mesurer la valeur de certains obstacles dont nos cartes ne nous rendent pas compte assez complètement, et, quant aux reconnaissances offensives, elles sont rangées par presque tous au nombre des erreurs dans lesquelles on ne doit pas (2) tomber, ou tout au moins au nombre des situations dangereuses dont il faut se défier.

(1) Nous empruntons partie de cette digression à un traité traduit de l'étranger sous la Restauration (1830) et qui a dû être élaboré avant la période napoléonienne.

(2) Un des exemples les plus intéressants à citer, au sujet des reconnaissances offensives, est le combat de Montebello de 1859. Le feld-maréchal Giulay, commandant l'armée autrichienne, détache 16.000 hommes pour faire une forte reconnaissance du côté de Montebello. Cette reconnaissance se bute, en avant de ce village, à quelques avant-postes franco-piémontais, pousse de l'avant, est battue, rejetée sur le Pô, et son général prévient le lendemain, par un rapport circonstancié, qu'il s'est trouvé en présence de presque toute l'armée française. Or il

Qu'on ne s'y méprenne pas, cependant. Déjà, au temps dont nous parlons, on avait l'idée de la grande guerre comme nous la comprenons aujourd'hui, mais avec des réticences imposées par les habitudes de calculs logistiques :

« La guerre, disait-on, est une affaire de tact. Celui qui arrive au moment et au lieu opportuns avec des forces suffisantes et qui sait faire agir ses forces de la manière la plus convenable et avec l'énergie nécessaire, celui-là peut, dans la plupart des cas, compter sur la victoire, dût-il même avoir devant lui un ennemi numériquement supérieur.

» Mais cela suppose bien des conditions préliminaires, principalement l'observation et l'appréciation les plus exactes et les plus assidues de toutes les actions, de tous les mouvements de l'ennemi, ainsi qu'une connaissance complète du terrain sur lequel on devra le rencontrer et de celui qui nous sépare de lui. »

Ce serait une chose relativement simple que la guerre, si l'on savait où est l'adversaire, ce qu'il fait, quel est le chiffre des troupes qu'il a sous la main sur tel ou tel point. La partie « artistique » serait supprimée, et il suffirait, pour être un grand capitaine, de connaître quelques formules de mouvement pour amener les régiments aux points nécessaires dans un minimum de temps.

Ce serait la réalisation, en effet, de cette partie d'échecs où le plus habile à faire mouvoir des pions l'emporte sur son adversaire.

C'est une partie d'échecs, en effet, mais une partie dans laquelle aucun des joueurs ne voit dans le jeu de l'autre et où, sur de simples renseignements bien souvent contradictoires, il faut avoir l'idée — disons la prescience — de ce que fait l'adversaire.

C'est là qu'est l'art. C'est cette sorte de prescience, de divination dans la recherche de la manière dont l'adversaire a et veut placer ses pions qui constitue le grand esprit militaire.

Quelques exemples fixeront les idées :

s'était engagé tout simplement contre une dizaine de petits bataillons français et quelques escadrons italiens, à peine 5.000 hommes en tout.

Le 12 septembre 1796, Wurmser, battu à Bassano, coupé des routes de l'Allemagne, n'a eu d'autres ressources que de se jeter avec quelques milliers d'hommes dans Mantoue. Bonaparte l'y tient assiégé.

Un premier effort a été fait en novembre par les Autrichiens pour le délivrer. Alvinzi par l'est, Davidowich par le nord, se sont dirigés sur Vérone pour étreindre l'armée française et l'écraser.

« Je suis désespéré, écrit Bonaparte au Directoire, et ce qui me reste de braves voit la mort infaillible. »

La bonne fortune, *audaces fortuna juvat*, sous la forme de la bataille d'Arcole, a sauvé la situation. Alvinzi s'est retiré en désordre. Tout semble s'être éclairci, et déjà le jeune général français commence une série d'opérations semi-militaires, semi-administratives pour s'assurer le pays conquis, quand tout à coup, à Bologne, où il s'était arrêté un ou deux jours, il apprend que le général autrichien ne s'est pas tenu pour battu, qu'une nouvelle armée lui est confiée, aussi forte que la précédente, et que les colonnes sont en route vers lui.

A quoi se bornait ce que savait Bonaparte ? Certes, à fort peu de chose. Il avait bien quelques affidés en Vénétie, mais, en fait, son service de renseignements n'avait pas grande extension. Le Directoire était trop loin et trop occupé pour s'intéresser aux choses de la guerre d'Italie. Il admirait de loin, mais ne pouvait pas grand'chose pour ce jeune général qui se révélait un homme supérieur et tenait bon, tout seul, sans renforts, sans argent, alors que les généraux de nos armées du Rhin restaient immobiles devant l'archiduc Charles.

Bref, quelques espions peu habiles, apportant plutôt des nouvelles vagues que des renseignements de choses vues, c'était tout ce que Bonaparte avait à sa disposition.

Pour le moment, il ne savait qu'une chose, c'était la reprise d'offensive d'Alvinzi ; mais aucun de ses affidés n'avait pu lui dire où était le vrai danger. Cela, il fallait le deviner.

Sérurier, avec sa division, bloquait Mantoue, couvert par Augereau à Legnano, par Masséna à Vérone, par Joubert à la Corona.

Le 12 janvier, au moment où il arrive à son quartier général à Proverbella, Bonaparte est prévenu par Masséna que les

Autrichiens se présentent en force devant Vérone. Il y court, trouve la division combattant à San-Michele et reculant derrière Vérone.

Le soir, un aide de camp de Joubert le prévient qu'on n'a vu que quelques pointes ennemies à Rivoli. Un aide de camp d'Augereau, au contraire, lui assure que ce dernier a sur les bras tout le gros de l'armée autrichienne, qu'on a dû reculer devant une avant-garde de plus de 12.000 hommes et qu'il faut absolument venir à son secours.

Le lendemain 13, au moment où il fait pousser Masséna un peu de l'avant pour savoir si définitivement il n'y a sur Vérone qu'une démonstration, on lui apprend que Joubert commence à se sentir serré à la Corona.

« Jamais, écrit Marmont dans ses Mémoires, le général Bonaparte ne fut plus perplexe; sa voiture resta dans la cour du quartier général, attelée pendant vingt-quatre heures. »

Fallait-il, en effet, rester à Vérone, où Masséna tenait bon...; descendre à Legnano, où Augereau se disait en face de l'armée autrichienne...; remonter vers Rivoli, où Joubert, sous une pression continue, se sentait peu à peu obligé au recul...?

Après avoir pesé le pour et le contre, il se décide, le 13, pour le nord, et c'est de ce côté qu'il dirige Masséna et qu'il remonte lui-même.

C'est le lendemain, 14 janvier, qu'eut lieu Rivoli.

C'était bien là, en effet, qu'était Alvinzi, avec le gros des forces autrichiennes.

N'y a-t-il pas là plus que de la clairvoyance?

A douze ans de là, en avril 1809, Napoléon arrivait, le 17 de grand matin, sur le Danube à Donauwerth, venant en poste de Paris, à l'annonce que l'armée autrichienne allait entrer en Bavière.

Certes, à cette époque, après Austerlitz et Iéna, le service des renseignements était suffisamment bien organisé.

Déjà, à son retour d'Espagne, Napoléon avait été prévenu que la cour d'Autriche armait contre lui.

« — Que signifie cela? avait-il dit à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Metternich. Vous voulez donc mettre encore le monde en combustion? Comment! lorsque mon armée était en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence mena-

cée, et aujourd'hui qu'elle est en Espagne vous la trouvez compromise? Que voulez-vous? »

Et se tournant vers ses ministres :

« — Et puis, ajouta-t-il, on ira dire partout que je ne puis rester en repos, que j'ai de l'ambition, lorsque ce sont les bêtises des autres qui me forcent d'en avoir! »

Persuadé, malgré les protestations de l'ambassadeur, qu'on lui ménageait une attaque par surprise, il s'était sur-le-champ occupé de compléter l'organisation des corps laissés en Allemagne, mais avec l'intention bien arrêtée de se replier devant l'offensive des Autrichiens si elle se produisait avant le 15 avril.

En attendant, il avait donné le commandement provisoire au maréchal Berthier, mais en lui indiquant très explicitement, presque jour par jour, ce qu'il voulait qu'on fit (1).

Le 30 mars, l'empereur savait, à Paris, que les corps autrichiens étaient en Bohême.

Le 11 avril, Berthier apprenait que l'empereur d'Autriche et l'archiduc Charles étaient sur l'Inn avec l'armée principale.

On lui annonçait en même temps que nos avant-postes avaient été officiellement prévenus par les Autrichiens de l'ouverture des hostilités.

A partir de ce moment, soit faute de soins, soit faute de diversions, le service de renseignements se fait d'une façon très incertaine, tellement incertaine que, le 17 au matin, le maréchal ne sait pas encore que le gros des forces de l'archiduc est sur la rive droite du Danube.

Bref, ce jour-là, en arrivant au point que lui indiquaient les dépêches comme étant le grand quartier général (à Donaüwerth), l'empereur n'y trouve plus Berthier, qui est parti la veille pour Augsbourg.

On réveille à la hâte les officiers de l'état-major restés là pour la correspondance, et le général Vandamme, qui y avait

(1) Nous ne traitons pas ici la question stratégique, nous voulons seulement rappeler que le maréchal comprit assez mal les ordres donnés et que, lorsque Napoléon arriva, la disposition du corps de l'armée française était si défectueuse que l'on dut, pour remettre les choses en place, faire des manœuvres tactiques fort blâmables.

ses quartiers. Impossible de satisfaire le fiévreux besoin qu'il a de nouvelles. Les officiers ne savent que très peu de chose, le général croit savoir que les Autrichiens sont entrés à Ratisbonne.

Ce qui est certain — et il le pensait du reste par les dépêches antérieures, — c'est que l'armée, au lieu d'être concentrée comme il l'espérait, était divisée en deux masses à plus de 100 kilomètres l'une de l'autre avec les confédérés allemands (Wurtembergeois, Bavarois) au milieu, en couverture.

Dans cette perplexité, et sans continuer à chercher des renseignements qui ne seront que des racontars, l'empereur se fait apporter toutes les dépêches, toutes les correspondances que les maréchaux ont échangées ces derniers jours avec le grand état-major; il les compare, les sonde, en cherche les déductions en ce qui concerne à la fois son armée et celle des Autrichiens.

Il est éclairé par une dépêche adressée au maréchal Berthier, que la bonne fortune lui fait remettre au moment où il termine son travail (vers 8 h. 1/2 du matin) :

« *Maréchal Lefebvre (commandant les divisions des confédérés allemands) au maréchal Berthier, à Donaüwerth.*

» 16 avril.

» Un fort corps autrichien s'est présenté ce matin à 11 heures devant la division Deroi. Cette division a dû rétrograder derrière Landshut. Les Autrichiens passent l'Isar. »

Napoléon dicte immédiatement ses ordres pour l'exécution de cette série de mouvements, qui eurent pour dénouement cette merveilleuse bataille de cinq jours (Abensberg et Eckmühl qui laissa Vienne à découvert).

On jugera combien cette situation était difficile à démêler, et quelle dut être la perplexité du maître par ces paroles qu'il laissait échapper quelques jours après devant ses familiers : « Vous ne vous figurez, ni les uns ni les autres, à quel danger nous venons d'échapper. Vous ne vous rendez pas compte de l'état où était l'armée et à quel malheur nous étions exposés.

L'ennemi, heureusement pour nous, n'a pas été entreprenant. On ne me reprendra plus ainsi. »

A 10 heures du matin, sa décision est prise, ses ordres sont dictés et envoyés. « Voici ce que vous ferez, écrit-il à ses maréchaux et voici ce que j'ai intention de faire, mais envoyez-moi des nouvelles de l'ennemi. Je les attends avec impatience. Que fait-il ? Où va-t-il ?

Et cela ne lui suffit pas. Aussitôt qu'il a à peu près débrouillé la situation, il fait demander des escortes à la cavalerie de Vandamme et lance sur toutes les directions du côté de Pfaffenhofen et de Dachau ses officiers d'ordonnance, qui iront vite et lui rapporteront les renseignements *de visu* qu'il désire.

Et, en effet, dès la nuit du 17 au 18, il sait que c'est par le prince Charles lui-même, à la tête de trois corps, que les Bavaurois ont été poussés au delà de Landshut ; il sait qu'un autre corps a passé l'Isar plus au-dessous et débouche par Freising.

Le 19, le rapprochement des deux grosses masses isolées de l'armée française commence à se faire. Le soir, elles n'auront plus entre elles que 40 à 50 kilomètres, au lieu de 100 ou 120 qu'elles avaient le 17, et alors l'empereur se lance (1) dans une vigoureuse offensive.

Le 20 au soir, voyant les corps de Hiller en déroute à Abensberg, sentant qu'il a coupé en deux le flot des Autrichiens, sachant que Davout a tenu bon à Tann et n'est pas entamé, il lui écrit rapidement du champ de bataille :

« Bonne journée, Monsieur le maréchal : c'est un nouvel Iéna. »

C'est là qu'il faisait erreur. La journée était bonne, mais ce n'était pas Iéna. C'était sur l'aile gauche de l'archiduc Charles qu'il avait donné, et non sur l'archiduc lui-même. Deux corps autrichiens étaient en déroute, mais le gros restait intact, et il

(1) Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, nous ne traitons pas ici une question tactique, mais une question de renseignements. La discussion stratégique et tactique des mouvements qui ont été terminés par les rencontres d'Abensberg, d'Eckmühl et de Ratisbonne ne doit pas être envisagée.

fallut Eckmühl le 21 et Ratisbonne le 22 pour en terminer. C'était un beau résultat; certes; mais, faute de renseignements suffisants, ce n'était pas la victoire par désorganisation, comme Austerlitz et Iéna (1).

Quatre ans après, en 1813, Napoléon est au déclin de sa grande épopée.

Le 29 août, Vandamme a été enveloppé à Kulm; le 26, Macdonald a été écrasé à la Katzbach.

« L'étoile pâlit, a dit plus tard Napoléon, les rênes m'échappaient. Il fallait un coup de tonnerre, et chaque jour les chances de ce coup de tonnerre diminuaient. Les mauvaises intentions, la fatigue, le découragement gagnaient les meilleurs. Les généraux devenaient mous et par suite malheureux. Les beaux moments étaient passés. Les grands chefs de l'armée n'en voulaient plus. Ils avaient été gorgés et demandaient le repos. Le feu sacré était éteint. »

L'empereur seul, avec sa fiévreuse activité d'esprit, sinon de corps, peut tenir tête à l'orage.

Son service de renseignements, en cette période, est des plus complets; il n'ignore rien de ce qui se passe chez ses adversaires.

Il sait que, partagés en deux grosses masses, ils ont passé l'Elbe, celle du nord à Dessau et environs (Bernadotte et Blücher), celle du sud au-dessous de Dresde (Schwarzenberg.)

Quarante lieues les séparent au moins; mais les deux masses sont formidables (150.000 hommes chacune), et cette grande séparation semblerait n'avoir rien pour les effrayer.

L'envelopper et l'écraser entre elles, tel est évidemment leur but.

Il ne peut l'ignorer, même s'il n'avait pas connaissance (et cela est possible) de cette bizarre instruction donnée par Schwarzenberg, le généralissime :

(1) Encore là un exemple qui vient à l'appui de ce que nous avons dit plus haut des reconnaissances offensives.

En se lançant sur Hiller, le 20, Napoléon, on le sait aujourd'hui, dans son impatience de savoir quelque chose; n'avait eu pour idée première qu'une sorte de reconnaissance offensive. Et le soir, voyant des masses en déroute devant lui, il crut volontiers avoir frappé sur le gros des Autrichiens.

« Il m'est impossible de régler le mouvement des armées d'une façon effective, vu leur éloignement l'une de l'autre. En avant ! et rendez-vous au quartier général de Napoléon ! »

Bref, la première partie de la campagne, qui devait se terminer en deuxième série d'opérations aux champs marécageux de Leipzig, se résume ainsi qu'il suit :

Voyant les deux masses confédérées séparées, le maître dans l'art de la guerre va mettre à exécution son système habituel. Il écrasera l'une, la désorganisera, puis se reportera sur la deuxième, qui, déjà émue par le sort de l'autre, sera facilement rejetée.

C'est sur la masse du nord, les 150.000 hommes de Blücher et de Bernadotte, qu'il se tourne tout d'abord. Il va essayer de joindre cette masse, il la coupera de l'Elbe et la mettra en désorganisation en la poussant sur l'ouest.

Pas de doute possible, c'est la manœuvre de toute sa vie, dans de bonnes conditions. Tout est pesé, mûri ; les armées coalisées sont dans un danger imminent dont elles ne se doutent guère. Impossible pour elles d'assurer la combinaison de leurs efforts.

Seulement, il est une chose que Napoléon n'a pas prévue. C'est que ses adversaires le craignent trop pour ne pas chercher à se soustraire.

« Mon cher général, écrit en effet Bernadotte à Blücher, si la marche de Napoléon s'accentue comme on me l'apprend, il ne vient à nous que pour nous attaquer en flanc et en tête. Il faut avant tout paralyser ses forces pour donner à l'armée de Bohême le temps de déboucher. Il nous faut alors : ou repasser sur la rive droite de l'Elbe, ou nous porter sur la rive gauche de la Saale. L'important n'est pas de lutter, mais de faire perdre du temps à l'empereur Napoléon pour assurer le succès de l'armée du prince Schwarzenberg. »

Cette décision, jointe à la résolution de Blücher de se joindre quand même derrière la Saale à l'armée de Bohême, a assuré le succès de Leipzig.

Inutile de chercher d'autres exemples. Nous avons cité ceux-ci parce qu'ils appartiennent au commencement, au milieu et à la fin de la grande épopée impériale. Tous ceux

qui ont lu quelques ouvrages stratégiques ou tactiques les connaissent.

Et, au surplus, fallût-il citer cent autres exemples de ce genre qu'on les trouverait facilement dans l'histoire militaire.

Ce n'est ni au point de vue *stratégie* ni au point de vue *tactique* que, nous le répétons à nouveau, ces citations ont été rappelées.

Nous avons voulu simplement établir la relation des opérations et des renseignements et montrer qu'en toute circonstance c'est à la prescience du général qu'il faut faire appel.

Sur l'Adige, en 1797, peu ou point de renseignements. On sait qu'il y a deux masses d'attaque, on se rend bien compte qu'il y aura une démonstration et une décisive. C'est Bonaparte qui démêle la décisive. Combien s'y seraient trompés et, en présence des rapports si indicatifs d'Augereau, eussent couru au sud au lieu d'aller au nord !

En Bavière, en 1809, renseignements vagues, décousus, aussi décousus que le fut un moment l'armée française dans sa période de concentration. Cette fois, Napoléon démêle bien la situation, mais il donne à faux sur la portion démonstrative au lieu de donner sur la décisive. Et, après avoir cru, le soir d'Abensberg, à l'effondrement du prince Charles, il s'aperçoit le lendemain, mais trop tard, qu'il a fait erreur et qu'il lui faudra une autre bataille à Eckmühl pour être maître du terrain. Sa prescience, dans ces journées des 18, 19, 20 avril, a été grande, certes, mais incomplète.

Enfin, en Prusse, en 1813, la situation des coalisés lui est connue par le menu ; il sait, à quelques bataillons près, la composition des deux branches de la tenaille qui veut l'étreindre. Il joue aux échecs sans ignorer la place des pions des adversaires. Il se croit sûr du succès ; mais la prescience lui fait défaut en ce qui concerne leur situation morale, et, quand il pense les tenir, ils se dérobent (1).

(1) Eût-il mieux réussi en se portant sur Schwarzenberg d'abord, sur Blücher et Bernadotte ensuite ? Suivant les probabilités, il se serait passé au sud ce qui s'est passé au nord ; l'armée de Bohême aurait reculé devant lui pour s'assurer le succès en laissant celle de Blücher et de Bernadotte déboucher.

Il faut des renseignements : la guerre ne saurait réussir qu'à ce prix ; mais il faut que ces renseignements se doublent de la prescience du chef. C'est là le grand art.

Dans les vieux manuels d'état-major, on lisait :

« Rien n'est plus important, dans une armée, que l'organisation du service des renseignements. Un avis, reçu à propos, peut donner la victoire et éviter une défaite. La guerre n'est douteuse dans ses résultats que parce qu'on peut se tromper sur les mouvements de son ennemi.

» Celui qui les connaîtrait sans retard ni incertitude, ne possédât-il que la moindre proportion dans les forces et les talents ordinaires, n'aurait aucune chance fâcheuse à craindre ; mais, dans les guerres ordinaires, cette connaissance entière et prompte est impossible à acquérir, et les plus faibles renseignements ne s'obtiennent souvent que tard et avec les plus grandes difficultés.

» Il faut donc, par tous les moyens que le talent peut faire créer ou découvrir et que le zèle, l'adresse et l'activité peuvent mettre en œuvre, vaincre les obstacles que les précautions de l'ennemi multiplient. »

Tel était le règlement du *service des renseignements* au moment de la guerre de 1870.

Mais, si l'on était ainsi fixé sur la nécessité de renseignements préalables aux opérations de guerre, on avait des règles fort peu précises sur les procédés à employer pour les obtenir.

Aujourd'hui encore, on n'est pas bien maître d'une doctrine ; peut-être ne le sera-t-on jamais « absolument », parce qu'en cette matière, plus qu'en toute autre, il faut faire l'application du dicton que « tous les moyens sont bons ».

Dans l'ordre essentiellement militaire, l'ordre *direct*, pouvons-nous dire, le service de renseignements se condense dans deux mots aujourd'hui connus de tous, *l'exploration*, la *découverte*.

Il se double des reconnaissances de tout genre : journalières, spéciales, offensives.

Dans l'ordre *indirect*, on classe tous les autres moyens possibles : l'espionnage, les interrogatoires (1), les menaces, les journaux, les correspondances, etc., etc.

C'est pour cela que nous avons cru bon de grouper, dans le même chapitre, sous le titre *Renseignements*, aussi bien les moyens directs que les indirects.

L'histoire militaire fourmille d'exemples à ce sujet ; mais, de même que dans tout le cours de notre travail, à moins de particularités typiques dans le passé, nous avons surtout tenu à tirer les développements sur le sujet des péripéties de la guerre de 1870-71.

Tout d'abord, quand on entreprend une campagne, le premier soin doit être de connaître très bien la situation militaire de son adversaire.

Cela est, en somme, facile, et, avec un système d'informations assez simple, on peut toujours savoir, à très peu près, ce que l'ennemi mettra en action, surtout aujourd'hui où les feuilles publiques, les livres et les brochures militaires détaillent par le menu tout ce qui se fait dans les armées.

Nous ne l'ignorions pas en 1870, tout au moins dans le haut état-major. Tout le monde a pu lire, après la guerre, les rapports du colonel Stoffel, notre attaché militaire à Berlin ; les notes du général Decaen, lorsqu'il commandait la division de Strasbourg, et celles du général Ducrot.

On était prévenu de la valeur et de l'organisation de l'armée prussienne, et, au surplus, dans la proclamation qu'il adressa à l'armée en arrivant à Metz, l'empereur Napoléon III semblait ne pas vouloir qu'on se fit d'illusions.

« Vous allez, disait-il en 1870, combattre une des meilleures armées de l'Europe... La guerre qui commence sera longue... »

Ce langage est bien différent de celui de 1859, au moment de la guerre contre l'Autriche.

Mais — il faut dire vrai — cette phrase passa inaperçue. L'armée française d'alors était trop habituée à la victoire pour

(1) L'interrogatoire, la simple causerie même avec des voyageurs, des habitants, des parlementaires, des déserteurs, sont des moyens fort en usage et qui réussissent fréquemment, lorsqu'on sait, au milieu de récits souvent contradictoires, tirer des déductions.

s'émouvoir avant le temps. Il faut ajouter que cette armée prussienne nationale, avec le service à court terme, se présentait aux officiers de troupe entourés de soldats qui leur restaient dans les mains plusieurs années consécutives, sous un aspect peu redoutable.

« Armée nationale : garde nationale », disait-on volontiers.

On savait bien que cette « garde nationale » avait, quatre ans avant, bouleversé l'Autriche ; mais cette dernière n'avait pas laissé dans les esprits l'idée d'une force très sérieuse. Palestro, Montebello, Melegnano, Magenta, Solferino, toutes ces rencontres si heureuses pour nos armes, se succédant en 1859, si rapidement dans le nord de l'Italie, sur un espace fort restreint n'avaient donné aucune impression de grosses difficultés vaincues.

Bref, nous connaissions suffisamment l'organisation et la disposition de nos ennemis, mais très imparfaitement la valeur de leur armée et son état moral.

Connaissaient-ils mieux la nôtre ?

On peut émettre, quoi qu'ils en aient dit, quelques doutes à ce sujet. On a bien raconté que le vote de l'armée, lors du plébiscite de l'année précédente, avait permis aux étrangers de nous compter à un homme près.

C'était vrai. Mais on devait bien penser que ce n'étaient pas seulement ces 250.000 votants qui allaient entrer en ligne, et l'on se demandait s'ils n'allaient pas se doubler, dès le début, de soldats de réserve.

On s'était fait, par quelques brochures parues alors, une idée assez volontiers exagérée du mauvais état moral de l'armée française ; mais on les oublia le jour de la déclaration de guerre, et, quoique les comptes rendus officiels allemands n'en fassent pas mention, il y eut pendant les premiers jours, sur les deux rives du Rhin, au-dessus de la Lauter, de sérieuses appréhensions, pour ne pas dire des inquiétudes : « la consternation et la crainte régnaient dans les pays frontières », et, dans la conviction de beaucoup aujourd'hui, il reste établi que, dans les derniers jours de juillet, un coup de force magistral, un *audaces fortuna* qu'on eût délibérément produit, n'était pas si dénué de chances de succès qu'on a bien voulu le discuter.

Mais une thèse sur ce point nous sortirait du cadre de notre sujet, et, cette digression faite, nous entrons dans le vif : les renseignements.

Renseignements indirects.

Quatre phases principales constituent la guerre de campagne du côté des Français.

La formation de leur première armée, celle du temps de paix, grossie de quelques milliers d'hommes de réserve; la formation de leur deuxième armée, celle qui, réunie au camp de Châlons, avait pour mission d'aller au secours de la première; la formation de leur première armée de réserve, celle qui, successivement grossie par le gouvernement de la Défense nationale, aurait eu la tâche de délivrer Paris; enfin, la formation de la deuxième armée de réserve, celle qui, transportée de la Loire sur la Saône, aurait délivré Belfort et menacé les lignes de communication de l'armée allemande avec le Rhin.

On connaît par le menu les opérations successives de ces armées : celle de Metz, qui, après une série de batailles autour de la place, a fini par s'y acculer; celle de Châlons, qui a fini à Sedan; celle d'Orléans, qui, après une dispute pied à pied de nos départements du nord de la Loire, a été désorganisée au Mans; celle dite de l'Est, enfin, qui a terminé en Suisse (1).

1^{re} phase de la guerre.

Il serait oiseux d'entrer dans des détails au sujet du développement stratégique de l'armée française en juillet 1870. Tout le monde sait que les 270.000 hommes qui composaient

(1) Nous passons avec préméditation sur les organisations des armées de Paris, du nord, de Dijon pour nous borner au service de renseignements dans les quatre grandes phases militaires de la guerre de 1870-71, et malgré tout l'intérêt qu'il pourrait y avoir à rechercher comment se fit ce service dans ces périodes secondaires.

nos forces du moment furent groupés en sept corps à trois et quatre divisions, dont les emplacements furent :

- Pour le 1^{er} corps (Mac-Mahon), Strasbourg.
 — 2^e — (Frossard), Saint-Avold.
 — 3^e — (Bazaine), Metz.
 — 4^e — (de Ladmirault), Thionville.
 — 5^e — (de Faily), Bitche.
 — 6^e — (Canrobert), Châlons.
 — 7^e — (Douay), Belfort.

Pour la garde (Bourbaki), Nancy.

Cette organisation, toute nouvelle, toute d'improvisation, était à très peu près terminée dans les derniers jours de juillet, sous le nom d'armée du Rhin.

Evidemment, lorsque l'on compare ce rassemblement de concentration avec celui de l'armée allemande, bien préparé, bien étudié, on est en droit de critiquer, et ces critiques on ne les a pas ménagées, mais, en somme, il ne faut pas s'exagérer par trop, comme l'ont voulu quelques-uns, le désordre et la confusion dont on s'est plu à le charger.

Grâce aux chemins de fer, grâce aux excellentes troupes du service de sept ans, il n'y eut pas, en somme, autant à dire qu'on a voulu le faire croire, et ce n'était pas dans une armée aussi habituée au *débrouillez-vous* que celle-là qu'on pouvait s'inquiéter outre mesure de quelques difficultés.

Certes, on produira de nombreuses lettres et extraits de rapports de généraux, d'intendants, de comptables empreintes de sentiment d'inquiétude et de désespoir; mais on était habitué à cela : il en avait été de même lors de nos embarquements pour l'Orient, pour la Crimée, pour l'Italie, et, en vérité, cela ne faisait pas grande impression à tous ces officiers, à grand nombre de ces soldats qui avaient vu de bien plus mauvaises conditions.

En fait, il manquait bien des choses, mais on avait ses cartouches dans la giberne, ses canons attelés, on regardait avec curiosité les mitrailleuses qui suivaient les divisions, on parlait de leurs effets extraordinaires, et l'état moral n'était pas de ceux qui font craindre aux chefs des désastres.

Certes, les capitaines trouvaient leurs compagnies bien petites, les chefs de bataillon auraient bien voulu avoir dans

a main une force un peu supérieure, mais on était habitué à cela, et, lorsqu'on vit se grossir un peu les rangs de quelques-uns de ces soldats rappelés dits de la 2^e portion, attristés, malhabiles, ne sachant plus ni manœuvrer ni tirer, combien ne me contredirent pas qui disaient : « Qu'on nous laisse donc tranquilles, nous n'en avons pas besoin. »

Ceci dit pour rectifier un peu les idées sur la physionomie de la concentration.

Et, maintenant, qu'allait-on faire ?

Là, évidemment, nous passons condamnation.

Certainement il n'est pas toujours bon, toujours utile d'avoir un plan tout fait, exécutable *a priori* (1). Mais encore faut-il, lorsqu'on s'engage dans une aventure, avoir pesé la situation et démêlé ce qu'on fera suivant les éventualités les plus probables.

Qu'habitué à cueillir partout des lauriers (souvent faciles) en Crimée, en Lombardie, en Chine, au Mexique, en Algérie, les Français eussent un peu de dédain pour une armée inconnue qui se présentait à eux sous la forme « nationale » avec un service restreint, cela se comprend ; mais les hauts états-majors étaient éclairés, eux, sur l'organisation forte de cette armée, sur son niveau intellectuel, son matériel, la composition de son corps d'officiers.

Or, si ce qu'on a dit est vrai, le premier plan qui sortit des cerveaux fut de faire une première masse de ces 270.000 hommes, de lui faire passer le Rhin à Maxau et de la lancer sur Wurzburg. A l'aide de la flotte, on jetterait en même temps un corps d'armée sur les côtes de la Baltique. Ce plan a été discuté et rediscuté. On a souvent parlé de cette ligne inté-

(1) On a beaucoup parlé, on parle même encore beaucoup du fameux mémoire du maréchal de Moltke avec son objectif sur Paris, son refoulement des forces françaises vers le nord pour les isoler du centre et du midi.

C'est très intéressant ce mémoire, si tant est qu'il n'ait pas été revu après coup, et nous le supposons ; mais faites intervenir de Faily le soir de Frœschwiller avant la déroute, et le lendemain une ou deux divisions de Douay, faites intervenir à la même heure une ou deux des divisions de Bazaine à Forbach : comme le plan était malade !

Déjà, la crainte seulement d'une offensive française avait fait reculer de plusieurs marches en arrière les points de débarquement du plan, dans le Palatinat.

rieure qui allait séparer les Etats du Nord de ceux du Sud, créer des hésitations, imposer des neutralités.

Pouvait-il réussir? Nous n'oserions prendre parti à ce sujet. Ce serait du reste aller à l'encontre de notre œuvre, écrite dans le but de faire ressortir qu'à la guerre bien des choses peuvent réussir en dépit des doctrines et des théories.

Si nous en parlons, c'est parce qu'en vérité, entre les trois ou quatre plans qu'on pouvait formuler, celui-là était de ceux qui font ressortir une bien complète ignorance de ce qu'était l'Allemagne d'alors, en présentant la destruction de la solidarité de ses Etats comme simple et facile et, en quelque sorte, comme obligatoire l'entrée de l'Autriche et de l'Italie dans l'alliance française.

L'illusion, si illusion il y eut, fut courte, du reste; les objections à un pareil plan durent se présenter en foule. Et puis qui charger d'une expédition pareille sans base d'opération, sans certitude?

Et c'est comme cela qu'on en vint tout simplement à la répartition des 270.000 hommes le long de la frontière, qu'après s'être dit qu'il fallait prendre l'initiative offensive on s'attacha à une défensive malheureuse et qu'au lieu d'un coup d'audace, d'un coup de tempérament, on finit, fin juillet, par un éparpillement sans consistance, quoiqu'on sût fort bien que rien n'est plus déplorable, plus désastreux qu'un système de cordon qui donne toute facilité à l'adversaire pour frapper et percer où il veut et à son heure.

Il ne paraît pas que ce projet ait été éventé par les Allemands; au surplus, si le plan de campagne, élaboré par leur état-major depuis plusieurs années déjà, est authentique, ils avaient prévu une opération française double : contre eux-mêmes et contre les Etats du Sud (Bade et Bavière). Cette hypothèse avait été étudiée, comme l'avait été la violation de la neutralité de la Belgique.

S'ils eurent quelques alarmes, elles furent bien vite dissipées, car nos journaux (1) et les correspondances des nom-

(1) Nous citons volontiers ce fait pour faire comprendre combien il faut, à l'avenir, être prudent dans les communications aux journaux et dans les autorisa-

breux Allemands répandus sur notre territoire leur donnèrent à souhait les renseignements qu'ils désiraient sur notre développement stratégique.

Une seule chose les étonna : c'est la rapidité de ce développement, et de fait, réduite à l'envoi sur la frontière de nos régiments sur le pied de paix, elle fut assez grande pour leur faire craindre une irruption soudaine dans le Palatinat et leur faire arrêter sur le Rhin leurs trains de troupes et de matériel, qui devaient, dans leur projet primitif, pousser à hauteur de Germersheim, à très peu de distance de notre frontière (1).

Les renseignements de la première phase — à son début — sont donc fournis, il faut le dire, par les Français eux-mêmes.

Nous reviendrons plus loin sur la suite.

2^e phase de la guerre.

Que fallait-il faire après Frœschwiller ?

On a toujours redouté, avec raison, d'établir à ce sujet une discussion. Peut-être aurait-on pu défendre les Vosges, rappeler le 5^e corps du nord, le 7^e du sud et attendre la III^e armée allemande tout au moins à son débouché des montagnes.

Il semble que, dans cette retraite précipitée, on alla assez à l'aventure, pour que les vainqueurs eux-mêmes, quoique leurs réserves n'eussent pas donné le 6 août, perdissent la trace des vaincus.

Ce qui est certain, c'est que la grosse masse du 1^{er} corps se trouvait, huit jours après, à Neufchâteau, d'où l'on transportait ce qui restait des régiments d'infanterie au camp de Châlons.

C'est là que, le 20 août, on arrivait à grouper, sous le nom

tions qu'on peut leur donner de propager des nouvelles. Des officiers prussiens ont pu dire qu'avec les journaux français il leur était facile d'établir jour par jour le registre de marche de l'armée française.

(1) C'était certainement, entre tous les plans que l'on pouvait imaginer du côté des Français, le seul exécutable. Jeter une masse hardie dans le Palatinat, qu'en serait-il résulté ? Probablement peu de chose, mais, en fait, c'était un plan qui n'avait rien de contraire aux grandes doctrines de la tactique générale.

d'armée de Châlons, sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, les 140.000 hommes formant les 1^{er}, 5^e, 7^e et 12^e corps.

C'est le général Cousin de Moutauban, ministre de la guerre et chef du cabinet depuis quelques jours, qui eut l'idée de cette création et aussi celle du plan d'opération qui devait l'amener à Sedan (1).

Nous traiterons un peu plus tard de la série des renseignements qui ont conduit les Allemands à Sedan. Toutefois, le travail qui les y a amenés et qu'il est utile de détailler au point de vue spécialement militaire perd beaucoup de son intérêt, lorsqu'on sait, et cela paraît absolument certain, que son point de départ provient de ce qui suit :

« 23 août. — Armée de Mac-Mahon rassemblée à Reims. Empereur et son fils à l'armée. Mac-Mahon cherche à rejoindre Bazaine. »

Telle est la dépêche télégraphique qui, partie de Paris sur Londres, faisait retour de Londres sur l'Allemagne et sur le quartier général du maréchal de Moltke.

Nous n'insistons pas.

3^e phase de la guerre.

Il n'y a pas dans l'histoire une situation plus exceptionnelle que celle où se trouva la France en septembre 1870.

Sa première armée était bloquée dans Metz, sa deuxième avait capitulé à Sedan; sa troisième, formée de quelques bribes arrachées aux premières, était enfermée dans le camp retranché de Paris.

Et, pour comble, elle avait deux gouvernements nouveaux, celui dit « de la Défense nationale », resté à Paris; celui dit « de la Délégation », siégeant à Tours.

Utilisant les ressources en hommes et en matériel dispersées

(1) Il faut bien dire ici que c'est par des motifs plus politiques que stratégiques que l'on entreprit cette bizarre opération d'aller secourir l'armée de Metz et surtout de le faire en prenant le long de la frontière belge une direction fondamentalement vicieuse, qui devait, un peu plus tôt, un peu plus tard, aboutir à un désastre.

sur le territoire non envahi par les armées allemandes, cette délégation arriva à jeter en quatre mois devant l'ennemi toute une série de corps improvisés nécessairement, mais dont le total s'est élevé à plus de 600.000 hommes, avec 1.400 ou 1.500 canons de tout genre.

On connaît tous les événements de cette lutte entreprise d'abord par d'Aurelle de Paladines avec l'espoir de débloquent Paris, puis par Bourbaki avec l'idée de se porter sur les communications de l'adversaire avec l'Allemagne, puis par Chanzy avec l'espoir de sauver « l'honneur ».

Au surplus, nous les retracerons en partie ci-après, en entrant dans le détail du sujet que nous voulons développer dans ce chapitre.

Le 15^e corps fut le premier prêt, puis le 16^e. C'est avec eux que d'Aurelle de Paladines livra, le 9 novembre, la bataille de Coulmiers, la seule victoire incontestée que nous ayons eue durant toute la guerre (1).

Après avoir investi Paris, le commandant de la III^e armée allemande avait répandu autour de lui toute sa cavalerie pour s'assurer, en arrière, une zone de tranquillité et surtout pour pouvoir vivre, car on ne disposait que d'une voie ferrée pour communiquer avec l'Allemagne. Vers l'ouest et le sud, il avait fait soutenir cette cavalerie par quelques bataillons.

Peu à peu, à mesure qu'ils s'éloignaient de l'investissement, les détachements allemands sentirent une pression, une succession de résistances, surtout du côté d'Orléans. On décida donc d'occuper cette ville, qui semblait la clef du pays sur la Loire, et l'on y installa un corps d'armée bavarois avec une division prussienne, la 22^e. C'est ce corps d'armée qui livra la bataille de Coulmiers.

Durant cette période — octobre et commencement de novembre — c'est par les journaux, les correspondances et — ils le déclarent eux-mêmes dans le récit du grand état-major — par leurs émissaires que les Allemands ont été à peu près tenus au courant des formations qui se créaient derrière la Loire.

(1) La relation du grand état-major prussien range Coulmiers au nombre des combats et ne lui donne pas le titre de « bataille ».

C'est par des dépêches télégraphiques passant par l'étranger qu'ils connurent le départ de Civita-Vecchia du 35^e et du 42^e d'infanterie, qui tenaient garnison dans les Etats romains et qui firent le fond de l'agglomération de l'armée de Paris.

C'est aussi par des dépêches qu'ils surent le retour en France des 16^e, 38^e, 39^e régiments d'infanterie, qui tenaient garnison en Algérie, ainsi que de la légion étrangère, amenée de la province d'Oran.

Une particularité à citer, est celle de la manière dont le général bavarois Von der Tann eut la confirmation du groupement des 15^e et 16^e corps de l'armée de la Loire la veille de Coulmiers.

On sait qu'au moment de la déclaration de guerre on avait eu quelque espoir de voir l'Italie et l'Autriche se déclarer en notre faveur. Cette alliance tardant à se faire, aussitôt après nos premiers revers M. Thiers, l'ancien ministre, auteur de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, qui avait eu occasion, dans sa longue carrière politique, de connaître un grand nombre de diplomates étrangers, eut l'idée de s'offrir pour aller sonder les cours étrangères sur leurs dispositions.

Il dut, après un voyage de plusieurs semaines, rentrer à Versailles, où était le quartier général allemand, sans avoir pu aboutir à faire prendre à aucun souverain une décision favorable.

Désillusionné de ce côté, il s'était offert alors d'entrer en pourparlers avec M. de Bismarck pour avoir un armistice d'un mois pendant lequel on aurait élu une Assemblée nationale qui aurait traité de négociations directes avec l'envahisseur (1). Aussi peu heureux de ce côté que dans sa précédente tentative, M. Thiers avait alors demandé à ne pas rentrer dans

(1) Les Allemands ont mis sur le compte des prétentions inadmissibles des négociateurs français le peu de succès des pourparlers engagés avec M. de Bismarck au sujet de l'armistice et de l'élection d'une Assemblée nationale régulière. Nous ne pouvons les en blâmer, étant données leur situation de vainqueurs et l'incertitude où ils étaient des décisions de cette Assemblée. Le fait exact est que les négociateurs demandaient avant tout l'autorisation de ravitailler Paris, ce qui était, en effet, pour les Allemands une disposition dangereuse, la guerre venant à se prolonger après l'armistice.

Paris et à rejoindre à Tours le gouvernement de la Délégation.

Le chemin de fer, et ce n'est pas une des moindres bizarreries de ces temps déjà loin de nous, était en pleine activité, et un officier fut désigné par l'état-major allemand pour accompagner M. Thiers de Paris à Tours.

Peu s'en fallut que cet officier n'allât jusqu'à Tours même. Les premiers avant-postes en avant de Blois laissèrent passer le train; ce ne fut qu'à Meung-sur-Loire qu'un chef de poste plus sévère fit descendre l'officier étranger et lui fit reprendre la route d'Orléans.

Mais, dans ce rapide voyage, il en avait vu assez pour se rendre compte que les grosses agglomérations de nos forces étaient en avant de Blois, à l'abri de la forêt de Marchenoir.

Le détail qu'il en donna, *de visu*, au général Von der Tann, lors de son retour à Orléans, fut le trait de lumière pour ce général, que de nombreuses reconnaissances exécutées vers Marchenoir n'avaient renseigné qu'assez vaguement.

C'est alors qu'il se décida à quitter définitivement les abords d'Orléans et à venir prendre position en avant des bois de Buisson et de Montpipeau, évitant ainsi une attaque convergente, qui eût eu un succès assuré s'il avait attendu avec son infanterie éparpillée dans les faubourgs de la ville et les maisons de campagne du pourtour.

4^e phase de la guerre.

Après que, le 5 décembre 1870, les Allemands eurent définitivement réoccupé de nouveau Orléans, l'armée dite « de la Loire », armée énorme, car elle comprenait sept corps, se trouva divisée en quelque sorte en deux tronçons.

Les 16^e, 17^e et 21^e prirent le nom de deuxième armée et se trouvèrent à peu près groupés de Beaugency à Morée. Le général Chanzy en prit le commandement, avec la décision absolue, qu'il mena du reste sans répit, de se borner à une guerre de défensive opiniâtre, renonçant à toute vaste offensive.

Les 15^e, 18^e, 20^e et 24^e corps, en voie de formation ou de

réorganisation au sud de la Loire, avaient été, dans le principe, destinés à marcher offensivement vers Paris.

Puis, peu à peu, on avait reconnu les difficultés de cette offensive, et l'idée était venue de secourir Paris d'une façon indirecte en portant rapidement, par les voies ferrées, ces corps du bassin de la Loire dans celui de la Saône et en leur donnant pour objectif Belfort, en ce moment assiégé par les Allemands, l'Alsace, si cela se pouvait, et la ligne de communication Paris-Strasbourg qui, en ce moment, était la seule dont l'armée d'investissement de Paris pût se servir.

Nous n'avons pas à discuter ici ce que ce plan avait de critiquable : les événements l'ont fait voir. Pour ce qui intéresse nos idées générales dans les études de guerre, nous devons cependant faire remarquer comment les beautés théoriques d'un plan de campagne (car on rappelait là la combinaison de Marengo en 1800) disparaissent dans l'application.

Bref, de première armée de la Loire, les quatre corps formant une masse de plus de 100.000 hommes, sous les ordres du général Bourbaki, devinrent armée de l'Est.

L'entreprise du gouvernement de la Défense nationale demandait surtout et avant tout de la rapidité et un secret absolu.

Le gouvernement avait quitté Tours, était en ce moment à Bordeaux et ne pouvait suivre que de loin l'exécution des ordres qu'il envoyait : transport du 18^e corps de Bourges à Chagny, — du 20^e de Saincaize à Chalon-sur-Saône, — du 15^e de Bourges à Clerval (par Besançon), — du 24^e de Lyon à Besançon.

Tout cela était long, difficile, et, dès le 24 décembre, ce n'était plus un secret pour l'état-major allemand qu'il se traitait quelque chose de ce côté ; mais c'est encore cependant, des quatre grandes phases de la guerre, celle où il est resté le plus de vague dans les renseignements. Transportée à une autre époque de l'année, exécutée avec des troupes moins improvisées et moins lourdes, lancée dans une autre direction, cette poussée vers la ligne de communication eût causé aux Allemands de véritables embarras.

On sait, aujourd'hui, que le mouvement vers Belfort fut dévoilé d'une façon certaine par le rapport d'un espion. On peut

ajouter d'un espion très bien renseigné, car le projet fut connu avant exécution par le grand état-major allemand.

Ce qu'on ne sut jamais très exactement avant la bataille de la Lisaine, c'était la composition des corps et de l'artillerie.

On avait bien appris par des émissaires que le général Bourbaki passait des régiments en revue à Bourges, que ces régiments allaient successivement aux gares et s'embarquaient, mais on ne fut fixé qu'assez tard sur le nombre et le numéro des corps transportés dans le bassin de la Saône. On avait bien appris que les cavaliers du général de Werder avaient enlevé du côté de Vesoul quelques maraudeurs disant qu'ils appartenaient aux 18^e et 20^e corps français, mais rien n'était bien précis et ce fut par l'espionnage seulement que l'on connut la composition exacte de l'armée de l'Est.

Une dépêche télégraphique venant de Suisse, et envoyée au grand quartier général allemand à Versailles, prévenait de l'arrivée, du côté de Dijon, de 60.000 hommes de troupes françaises. C'est sur ces données que s'établirent les opérations du mois de janvier 1871.

La correspondance entre le général de Manteuffel, descendant du nord-ouest, et le général de Werder, cherchant à se démêler au milieu de la pression générale dont il se sent entouré, fait du reste ressortir que, jusqu'au 12 ou 13 janvier, on sait très peu ce que veut l'ennemi et où se trouvent ses masses. Ce n'est qu'assez tard, et par des prisonniers faits à Arcey et à Chavannes, que de Werder apprend l'importance des forces qu'il a devant lui, encore les exagère-t-il, car une de ses dépêches annonce qu'il va se trouver en face des 15^e, 18^e, 20^e, 24^e et 25^e corps (1).

En fait, et si nous insistons, c'est pour montrer qu'à la dernière période de la guerre, alors qu'il n'y a plus guère que quelques journaux imprimés sur notre territoire, et que ces journaux, paraissant dans des provinces éloignées du pays

(1) Il y avait bien en effet un 25^e corps en formation à Bourges, où il avait remplacé le 15^e corps, lequel était parti le dernier, pour constituer, pendant les opérations sur l'Ognon et la Lisaine, la réserve générale; mais le 25^e corps resta à l'état de formation et ne put être complété à Bourges.

d'opération ne peuvent donner que des indices très vagues sur ce qui se passe, le renseignement devient très difficile.

Somme toute, on ne connut que par les prisonniers que l'on fit autour de Vesoul les gros transports qu'avaient opérés les voies ferrées centrales de Bourges sur le Doubs. Jusque-là, c'était si peu précis qu'à l'annonce que fit de Werder on dut répondre de Versailles qu'il ne pouvait, au début du mois, compter que sur ses seules forces (une division et demie, vingt escadrons et 78 pièces) pour couvrir le siège de Belfort.

Il y avait bien les espions; mais, à moins d'être dans une situation particulière, il est rare qu'ils puissent bien saisir les chefs qui les emploient des projets de l'ennemi (1).

Donc, pour ce qui concerne les concentrations des armées, c'est beaucoup par les journaux, beaucoup par les correspondances, beaucoup par l'espionnage que les Allemands ont eu les renseignements nécessaires pour baser leurs opérations de début.

C'est triste à dire, parce que cela se passait sur notre territoire même, mais, à la guerre, pour arriver à savoir, tous les moyens sont bons.

* * *

Il faut maintenant — c'est en cela surtout que réside notre étude — passer des renseignements généraux à la succession des renseignements de détail qui amènent les rencontres.

Suivant la règle que nous avons établie, nous ne prendrons qu'un certain nombre de faits typiques. Il faudrait des volumes, il faudrait rééditer, en l'allongeant, l'œuvre déjà si fournie du grand état-major allemand pour suivre pas à pas la suite des renseignements ayant déterminé les opérations.

Nous allons, par des exemples absolument techniques, montrer la condensation des moyens militaires à l'aide desquels on est amené aux périodes finales, au contact serré de l'adversaire.

(1) On connaît l'histoire du prince de Hatzfeld, qui avait réussi, en 1806, à se faire nommer bourgmestre de Berlin pendant le séjour que fit l'empereur dans la capitale prussienne. Les facilités que lui créait ce haut emploi lui permettaient de saisir les généraux prussiens des mouvements, même projetés, de Napoléon.

1^{re} période de la guerre.

Opérations dans l'est. — Reconnaissance et découverte.

La relation allemande donne naturellement peu de détails sur la manière dont on se procurait, au début, des renseignements. Ainsi que nous venons de le dire, c'est surtout par les journaux que l'on étudiait et compulsait, et c'est par les dépêches télégraphiques et les lettres passant par les voies étrangères que l'on put, le 24 juillet, établir à très peu près le développement en cordon de l'armée française. Il y eut bien quelques erreurs, mais elles furent sans importance.

Ce qu'il importait de savoir, après ce développement, c'était l'intention de cette armée. On ne sut jamais très exactement ce qu'elle comptait faire. Toutefois, comme on avait journalièrement — disons mieux, heure par heure — les rapports des autorités allemandes sur la frontière, le grand nombre de ces rapports, qui n'avaient rien de bien positif ni de bien sérieux, permit facilement au grand quartier général de Mayence de pressentir l'immobilité que les Français comptaient conserver.

I^{re} ET II^e ARMÉES. — SUR LA SARRE.

Sur la Sarre, on sut presque toujours ce qui se passait de l'autre côté de la rivière. Les espions ne manquaient pas et opéraient facilement. On eut même quelques soldats déserteurs (en très petit nombre); mais l'ensemble de toutes les nouvelles renseignait suffisamment sur la présence du 2^e corps à Saint-Avold, du 3^e et du 4^e à Metz, du 5^e à Sarreguemines au moment où les uns et les autres s'aggloméraient.

C'étaient du moins les points d'où l'on pensait qu'allait par-

tir l'offensive française, car ce ne fut que peu à peu qu'on se rendit compte de ses dispositions à une défensive d'attente.

C'était le cas, ou jamais, de pousser la cavalerie en avant (1) pour savoir; mais il faut bien se rendre compte, en dépit du voile dont on couvre les récits, que, du côté des Allemands, tout en ayant confiance dans le succès final, on était dans une grande perplexité et que l'on hésitait à prendre des décisions fermes.

C'est ainsi que, le 29 juillet seulement, quoiqu'on fût renseigné à peu près sur les emplacements des forces ennemies, et quoiqu'on eût sous la main les 5^e et 6^e divisions de cavalerie, on ne les avançait que timidement, jusqu'à la ligne Neunkirchen-Völklingen-Hombourg.

Ce n'est guère que le 5 août que les cavaliers entreprenaient le travail de découverte assez sérieusement, encore les nouvelles qu'ils donnaient étaient bien plus des racontars ramassés de côté et d'autre que des choses vues.

On n'en voudrait pour preuve que cette opinion répandue dans l'armée prussienne aux avant-gardes : « L'armée française se met en retraite et abandonne la Sarre. »

Il est plus que probable que cette opinion erronée a eu plus de corps que ne le dit la relation officielle et qu'elle a été la vraie cause du mouvement des avant-gardes au delà de la Sarre et de la bataille « d'infanterie » de Spickeren-Forbach. Ce mouvement en avant était contraire aux vues du commandement supérieur, et, pour que dans une armée aussi hiérarchisée on ait outrepassé les ordres, il fallait qu'on fût sûr des facilités de s'établir sur la rive gauche de la rivière.

(1) A la II^e armée, les 5^e et 6^e divisions de cavalerie étaient, le 1^{er} août, portées en avant, mais à petite distance.

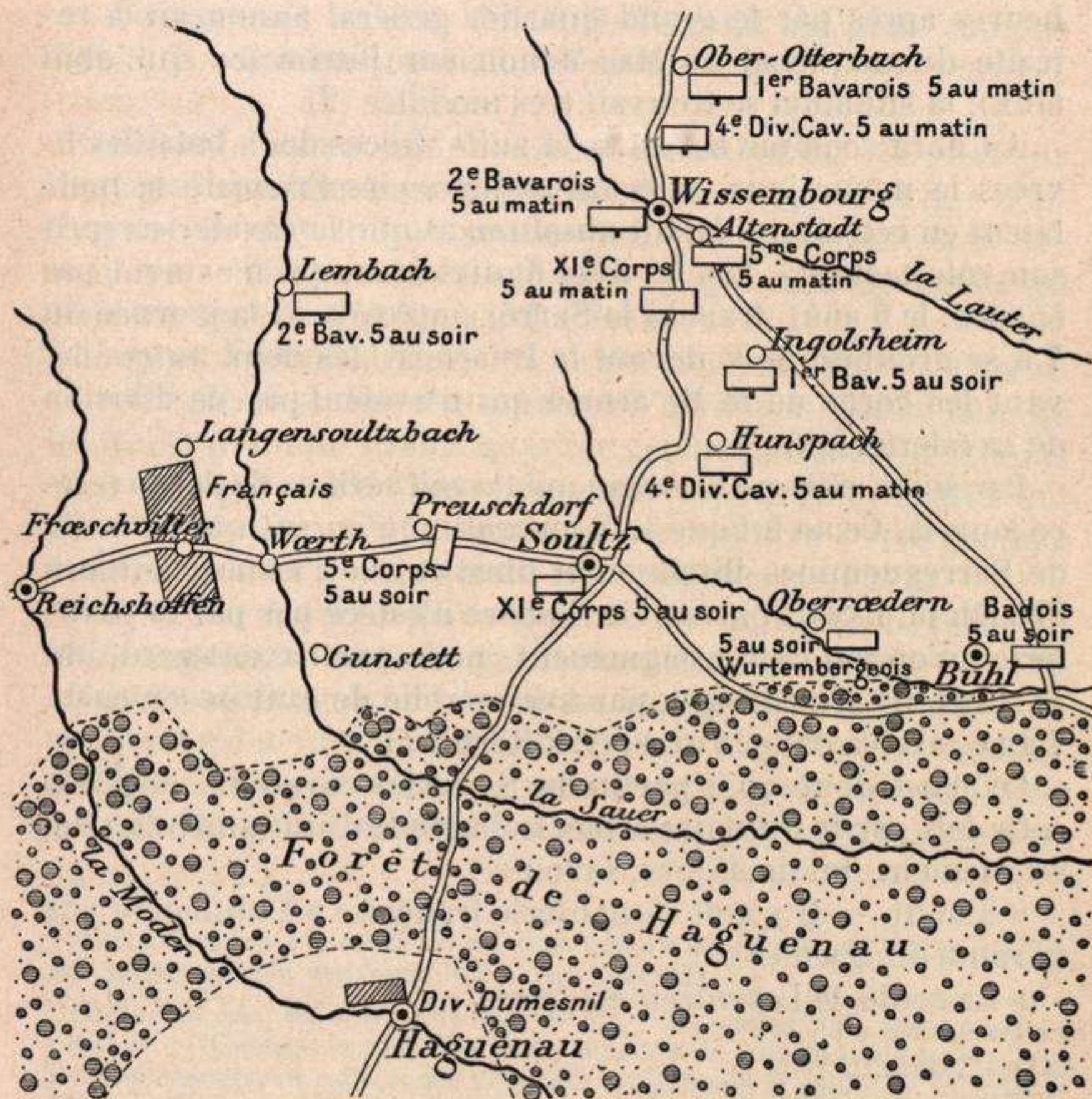
Le 1^{er}, nous trouvons les têtes de colonnes des corps avancés à Völkstein et Grünstadt; les divisions de cavalerie sur la ligne Reichenbach, Kaiserslautern, Annweiler : autant dire qu'elles marchaient avec l'infanterie.

Le 2, les têtes de colonnes sont à Meissenheim et Grünstadt; les divisions de cavalerie sur la ligne Tholey-Saint-Wendel-Mülhbach.

Le 3, les têtes de colonnes sont à Kaiserslautern, Baumholder; les divisions de cavalerie à Enweiler, Guichembach, Hombourg.

Le 4, les têtes de colonnes de l'infanterie sont à Ottweiler, Landstul, Hombourg, Neunkirchen, Kusel; les divisions de cavalerie sont seulement à Zweibrücken, Wölkingen, Hombourg, Bebelshem, Dudweiler.

En fait, et si l'on étudie avec soin les comptes rendus, lorsqu'on s'engagea assez inconsidérément le 6, on avait certes de nombreux renseignements, émanant de tous les points de la frontière, mais plutôt vagues que très sérieux. On savait que les Français avaient du monde à Boulay, à Saint-Avold, à



POSITION DES ARMÉES LE 5 AOUT 1870 EN ALSACE.

Forbach et — on le croyait du moins — que le 2^e corps battait en retraite, ne laissant que quelques fractions au sud de Sarre-

bruck, pour couvrir son embarquement en chemin de fer : ce qui était inexact (1).

Le déploiement des I^{re} et II^e armées n'étant pas achevé, la bataille de Forbach arriva comme une action absolument imprévue. Toutefois, comme, d'autre part, le même jour, avait eu lieu la bataille de Wœrth, que, dans la soirée, une dépêche du prince royal envoyée d'Alsace et confirmée quelques heures après par le grand quartier général annonçait la retraite du maréchal de Mac-Mahon sur Bitche (ce qui était faux), la situation se trouvait très modifiée (2).

Au nord, comme à l'est, à la suite de ces deux batailles livrées le même jour, sans coïncidence, les Français se mettaient en retraite; il fallait absolument que la cavalerie reprît son rôle tactique. Les 3^e, 5^e et 6^e divisions, qui n'avaient pas encore, le 6 août, franchi la Sarre, employèrent la journée du 7 à se grouper, la 3^e devant la I^{re} armée, les deux autres devant les corps de la II^e armée qui n'avaient pas de division de cavalerie.

Par suite, elles ne firent aucun travail sérieux de découverte ce jour-là. Ce ne fut que le 8 au matin qu'on sut que la route de Sarreguemines-Bitche était libre et que l'armée battue à Wœrth ne l'avait pas suivie. Encore n'est-ce pas par la cavalerie qu'on eut ce renseignement, mais par l'avant-garde du 4^e corps (II^e armée), qui, par une marche de nuit exécutée du 7 au 8, arriva dans la matinée à Rorhbach.

Ce n'est donc qu'à partir du 8 que les cavaliers, disposés cette fois sur le front des armées, donnèrent une suite de renseignements méthodiques, savoir :

« 8 août. — Il y a de l'infanterie française à Vimmenau sur la route d'Ingwiller (3).

» La route de Lorentzen est libre.

(1) Il y a bien des irrégularités à relever : ainsi, le télégramme envoyé le 5 de Mayence dans la soirée pour régler la ligne de marche de la I^{re} armée ne lui parvint que le 7.

(2) Les opérations de renseignements de la III^e armée, celle du prince royal, doivent suivre celles des I^{re} et II^e. Ceci n'est donc cité que pour mémoire et coïncidence.

(3) C'étaient probablement quelques groupes égarés.

» Sarreguemines est évacuée. Il n'y a rien sur la route de Sarralbe.

» Il y a 8.000 ou 10.000 hommes entre Puttelage et Wustweiler.

» Saint-Avold est évacué. Trois escadrons du 15^e uhlands suivent l'arrière-garde de la colonne française jusqu'à Bienville.

» Il n'y a personne à Bouzonville.

» On aperçoit autour de Gros-Tenquin de gros campements. Il n'est pas possible de savoir à quel corps sont ces troupes (1). »

On voit, d'après cela, combien l'inaction du 7 a pesé sur l'armée allemande. Dans la journée du 8, on sait bien que Boucheporn, Boulay et Bouzonville sont évacués devant la I^{re} armée, mais cette armée ne sait plus ce que sont devenues les divisions qu'elle a battues le 6 à Forbach.

De plus, les renseignements ne parviennent que très tard au quartier général de cette armée à Völklingen. On se hâte de les transmettre au grand quartier général à Hombourg; mais ils y arrivent après l'envoi des ordres pour le 9, ordres qui prescrivaient pour la I^{re} armée de rester sur la « rive droite » de la Sarre, et « d'y résister si elle était attaquée (2) ».

9 août. — A partir de ce jour, le travail de découverte est fait presque entièrement par la cavalerie de la II^e armée (3).

Le 15^e uhlands, qui suivait les traces des corps français, comme on l'a vu le 8, fait savoir « que l'on se retire derrière la Nied allemande »; une reconnaissance envoyée vers le sud fait savoir que « Faulquemont est inoccupé, que, le 8, le ma-

(1) C'étaient des régiments du 2^e corps qui, s'étant retirés le 7 sur Puttelage par Sarreguemines, arrivaient le 8 à Gros-Tenquin.

(2) On voit, par cet ordre, que le grand quartier général était, après ses deux victoires du 6, encore très peu fixé sur la situation de l'armée française et n'était pas sans redouter de cette armée un retour offensif vers le nord.

(3) En conformité d'ordres reçus, la 3^e division de cavalerie (I^{re} armée), qui le 7 n'avait trouvé personne à Bouzonville, était rappelée, le 8, sur la rive droite de la Sarre, aux environs de Sarrelouis.

Le lendemain, malgré de nouveaux ordres, elle n'osait s'engager dans le pays montueux et boisé de la rive gauche sans infanterie. Des patrouilles d'officiers seulement travaillèrent, et ne durent pas produire grand'chose, car les relations sont très vagues à ce sujet, si vagues qu'on en peut conclure que les renseignements se bornèrent à des racontars recueillis dans les villages.

réchal Bazaine y avait son quartier général et que l'empereur était venu l'y voir ; qu'entre Sarreguemines et la grande voie ferrée Paris-Strasbourg il n'y a que des coureurs de la III^e armée allemande ».

On pouvait donc conclure, ce jour-là, que l'armée française se concentrait sur la Nied et qu'il n'y avait rien devant le centre et la gauche de la II^e armée.

On ne savait rien de l'armée de Mac-Mahon, mais elle devait, d'après les renseignements du 8 et du 9, avoir pris sa direction de retraite plus au sud.

10 et 11 août. — On sut peu de chose le 10.

A la I^{re} armée, les divisions de cavalerie restèrent en deuxième ligne.

A la II^e, les 5^e et 6^e divisions poussèrent en avant vers la Nied et la Seille.

Le soir, le quartier général était prévenu, à cette armée, qu'il y avait des camps ennemis à Pange et environs, et qu'au sud, jusqu'à Sarrebourg, on n'avait trouvé aucune trace de l'adversaire.

Déjà, à la réception de ces nouvelles, les ordres pour le 11 avaient été lancés. Ils ne furent pas modifiés.

Le 11, on apprit, d'assez bonne heure, qu'il y avait un camp de 40.000 hommes aux Etangs et que les routes de Saint-Avold et de Boulay à Metz étaient couvertes de troupes de toutes armes marchant vers la place. A 11 h. 1/2, on a vu l'arrière-garde de la colonne s'arrêter à Bellecroix. A Courcelles-Chaussy, on a trouvé une ambulance abandonnée.

« Les villages situés sur la route de retraite ont été préparés défensivement.

» Il n'y a plus de troupes à Pange et à Puche. Une patrouille d'officiers est allée jusqu'à l'entrée de Nancy. La ville est abandonnée par l'armée. »

12 août. — De nouveaux renseignements confirment ceux du 11 au soir. Le matin du 12, on a trouvé les hauteurs de la Nied abandonnées. On voit des camps nombreux à Vallières, à Noisseville, à Ars-Laquenexy et près de Peltre (1).

(1) Il semblerait, d'après la relation, que ces renseignements arrivèrent assez tôt

Dans la nuit du 11 au 12, quelques cavaliers avaient été envoyés à Dieulouard. Ils prévinrent que le pont sur la Moselle était intact, que la voie ferrée Nancy-Metz avait subi quelques destructions très légères.

Dans l'après-midi du 12, un détachement envoyé à Pont-à-Mousson (40 cavaliers) trouve la ville évacuée. Son chef s'occupait de détruire le matériel de la gare, lorsqu'il fut chargé par un parti de cavalerie française (chasseurs d'Afrique) et enlevé en grande partie.

13 août. — Le 13, les renseignements sont peu nombreux. On signale toujours des campements à l'est du camp retranché de Metz. Des partis de cavalerie descendent la rive droite de la Moselle : ils rendent compte qu'il n'y a personne à Dieulouard, à Pont-à-Mousson et à Marbache et que les ponts de la Moselle sont restés intacts.

Ce jour-là, du reste, étant employé à converser autour de Metz pour faire face à l'ouest, on avait prudemment lancé tout ce que l'on avait en cavalerie vers le sud, pour masquer ce mouvement, c'était inutile, le pays étant, le 13, absolument dégagé au sud de Metz (1).

14 août. — La 5^e division fouille, ce jour-là, le pays à l'ouest de la Moselle. Elle ne rencontre rien.

Le renseignement important de la journée est celui du commandant de deux escadrons de découverte envoyé vers le nord-ouest (1 heure de l'après-midi) : « Venant de Buxières, j'arrive à la route de Verdun. Mes patrouilles ont poussé jusqu'aux abords de Metz sans trouver aucune troupe ennemie (2). »

au grand quartier général à Saint-Avold, pour qu'il pût, ce jour-là, donner, à 4 h. 1/2 de l'après-midi, les ordres pour la journée suivante (13 août). Cela paraît peu probable. Ce qui est possible, c'est que le commandant de la II^e armée ait eu avant midi les premiers renseignements à l'aide desquels il télégraphia au grand quartier général ses projets pour le lendemain, projets qu'on adopta purement et simplement, comme on avait adopté ceux qu'il avait adressés le 8 août.

Si c'est du grand quartier général que les ordres sont partis, comme on l'a dit, c'est avec les renseignements du 11 qu'on les a établis.

(1) On voit, d'après cela, que le service de renseignements laissait encore fort à désirer, car, le 13, l'armée battue à Wœrth était déjà près de Neufchâteau.

(2) Ce renseignement a dû arriver fort tard au quartier général et n'a pas dû influencer, par suite, sur les ordres donnés pour le 15.

15 août. — Dans la matinée de ce jour, la 5^e division de cavalerie se rencontre au sud de Mars-la-Tour avec une nombreuse cavalerie française appuyée de batteries à cheval. De part et d'autre, on se borne à quelques engagements insignifiants. Toutefois, quelques patrouilles constatent « la présence à Rezonville d'un camp qui peut être évalué à 20.000 hommes. » Sur la rive droite de la Moselle, comme sur la gauche, les patrouilles poussaient assez avant dans le rayon de la place pour constater, d'un côté l'évacuation complète, de l'autre des mouvements de troupes de toutes armes allant vers l'ouest.

Est-ce l'ensemble de ces nouvelles qui a influé sur l'arrêté des ordres donnés pour le 16? Nous ne le pensons pas.

Le plan arrêté dans l'esprit du commandant de la II^e armée était en quelque sorte indépendant de tout renseignement. Il voulait gagner directement la Meuse en marchant à l'ouest. Ne pouvant supposer que le maréchal Bazaine aurait l'idée de s'arrêter sous Metz pour livrer bataille, persuadé qu'il gagnait purement et simplement la Meuse, il voulait aller la passer en même temps et ne songeait pas à perdre des heures en faisant un crochet vers le nord.

Si donc, le 16, la bataille de Rezonville a eu lieu, c'est parce que l'on dut se conformer aux ordres du grand quartier général, qui prescrivaient de porter sur la route Metz-Verdun deux corps et une division de cavalerie pour savoir ce qui se passait de ce côté.

La bataille de Rezonville-Mars-la-Tour n'a été amenée par aucun renseignement; elle a été imprévue pour l'armée allemande, elle n'est pas le résultat du « contact ».

Livré à ses seules inspirations, le commandant de la II^e armée eût marché droit sur la Meuse, couvrant son flanc droit par une de ses divisions de cavalerie, peut-être par les deux.

17 août. — Dans la matinée du 17, après l'émoi que la bataille « de rencontre » de la veille avait fait naître, le désir de renseignements se fit vivement sentir. On en chercha partout devant et autour de soi; mais, s'ils furent nombreux, ils furent aussi très contradictoires.

On ne se dissimulait pas, en effet, que la journée du 16, malgré la bonne tenue du 3^e et du 10^e corps, avait été fort

indécise ; on se demandait si, avec ses habitudes d'offensive, l'armée française n'allait pas reprendre la première l'attaque, et en tout cas de quel côté elle allait prendre sa ligne de retraite, si, désireuse de gagner la Meuse, elle s'en tenait au demi-succès de la bataille.

On resta toute la matinée sur le qui-vive, assez inquiet de la situation.

Les autres corps de la II^e armée étaient loin, et, vis-à-vis d'une attaque brusquée, on se demandait si l'on pourrait compter sur leur appui en temps opportun.

C'est dans cette anxiété que se passa la matinée, sans nouvelles certaines de ce que faisaient les Français.

A midi, aucune attaque ne se produisant, on se rendit compte que l'adversaire prenait plutôt décision pour la retraite que pour une reprise de mains.

On a bien dit que la division de cavalerie saxonne, placée très à l'ouest, avait fait de bon matin une pointe vers la route d'Etain. Elle l'atteignit en effet au nord de Parfondrupt, après une marche un peu lente, vers 9 heures.

De là elle fit rayonner des reconnaissances autour d'elle assez loin pour savoir, à 3 heures de l'après-midi, que jusqu'à ce moment personne n'avait, dans les troupes ennemies, suivi ce chemin et que jusqu'à Conflans on ne trouvait aucune trace de passage.

Mais ce très important renseignement, le plus sérieux qu'on eût depuis le passage de la Moselle, fut d'abord envoyé au quartier général du XII^e corps (saxon) à Puxieux. On l'envoya de là au grand quartier général de la II^e armée, où il n'arriva que tard, alors que déjà les ordres pour le 18 étaient donnés.

Au surplus, et c'est à l'honneur de l'état-major de cette armée, ces ordres n'eussent pu, dans leur brièveté, être rédigés plus nettement, étant donnée une situation non connue :

« Marcher le 18, en avant, vers le nord. »

Aucune indication d'objectif : on le fixera ultérieurement suivant les dispositions de l'adversaire.

III^e ARMÉE. — SUR LA LAUTER.

Si, au début, on était, sur la Sarre, assez bien renseigné sur ce qui se passait, sur la Lauter il n'en était pas tout à fait de même. On savait bien, par les journaux, qu'un corps se rassemblait du côté de Strasbourg, c'était chose naturelle; mais les renseignements sur des rassemblements de troupes à Belfort étaient plus incertains et très grossis.

Le 24, sur la Sarre, on pouvait déterminer, comme nous l'avons vu, la situation des corps français à Saint-Avold, à Metz, à Sarreguemines, alors que du côté de l'Alsace l'incertitude était complète.

C'est cette incertitude qui décida l'envoi de la première « pointe d'officiers » qui se fit durant la guerre.

Un capitaine d'état-major wurtembergeois, avec trois jeunes officiers et trois cavaliers bien montés, franchit la Lauter, le 24, à Lauterbourg, et entra en Alsace. Ce même jour, il poussa sur Niederbronn, petite ville au milieu des montagnes, sur la route de Bitche-Haguenau.

Les renseignements qu'il pouvait obtenir étaient des plus vagues, ce qu'on savait n'était connu que par des conversations et des journaux. Peu inquiété jusque-là par la population, le capitaine se proposait, le 25, de pousser au delà pour continuer ses recherches; mais, soit le hasard, soit qu'ils eussent été prévenus par les habitants du pays, des cavaliers français du 12^e chasseurs, qui battaient l'estrade, le rencontrèrent ce jour-là; il fut sabré et ne dut de pouvoir s'échapper qu'à l'excellence de son cheval: les six cavaliers qui l'accompagnaient étaient tués ou pris.

Cet essai infructueux ne fut pas renouvelé; on fit bien au sud de la Lauter quelques reconnaissances de cavalerie qu'on faisait soutenir par des fantassins portés en voiture, mais elles apprirent peu de chose, quoique l'une eût poussé jusqu'à Seltz.

Bref, le 3 août on ignorait encore quelles forces françaises étaient à Bitche. On savait bien, par les journaux, que le 5^e corps s'y était formé; on savait bien, par les patrouilles de cavaliers et de fantassins qui s'avançaient souvent au delà de

la frontière, qu'il y avait beaucoup de mouvements de troupes dans la région; mais le pays était difficile, boisé, les habitations fort isolées, les gens du pays très renfermés, et, au total de la réunion des renseignements obtenus on avait cru pouvoir conclure que le 5^e corps s'était rapproché ou se rapprochait du 1^{er}, que l'on croyait encore loin de la Lauter.

Et il n'est pas douteux — cela ressort très bien de l'examen attentif des renseignements qui avaient dû être condensés à la I^{re} armée — il n'est pas douteux que le combat du 4, à Wissembourg, n'eut lieu que parce qu'on croyait l'Alsace dégarnie et qu'on pensait commencer l'invasion sans coup férir (1).

La III^e armée n'avait pas de cavalerie indépendante encore; ses divisions étaient derrière elle, en voie d'organisation. En eût-elle eu que, peut-être, l'aurait-elle peu employée, comme on l'employa peu à la I^{re} et à la II^e armée (2).

Cependant on relève :

Le 1^{er} août une reconnaissance faite assez audacieusement au sud de la Lauter par un demi-escadron de hussards et un demi-escadron de cheveau-légers appartenant aux cavaleries de corps. Cette reconnaissance rentre sans avoir rien vu. Elle avait essuyé le feu de quelques cavaliers ennemis, été tirée à grande distance par des fantassins embusqués, mais n'avait rien appris.

Le 2 août, on renouvela cette tentative avec un autre groupe analogue sans plus de succès, et c'est ce qui permet de dire que, lorsque, le 3, le commandant de la III^e armée lança son

(1) Ceci prouverait une fois de plus, si l'on avait besoin de le prouver, qu'à la guerre il y a des surprises qui déroutent la doctrine la meilleure. Il n'est pas douteux, nous le savons aujourd'hui, que nos journaux n'eussent dévoilé entièrement notre développement stratégique en cordon, la droite en Alsace, la gauche au Luxembourg, et cette idée irrationnelle avait eu tellement de peine à être acceptée de l'état-major allemand que, le 3, il croyait encore à la concentration de toutes nos forces sur la Sarre, concentration de doctrine sur laquelle se basait le maréchal de Moltke.

(2) Dans le récit des opérations de la III^e armée, il est dit que c'est le 1^{er} août que le commandant de la 4^e division de cavalerie vint prendre son commandement à Landau, où ses régiments et ses batteries étaient cantonnés, sauf le régiment de dragons n^o 5 qui était à Deux-Ponts, patrouillait du côté de Bitche et avait pu, dit la relation, faire quelques prisonniers.

ordre de mouvement, il allait un peu au hasard, et en tout cas certainement avec la persuasion que nous n'avions en Alsace qu'un rideau destiné à donner le change à un mouvement offensif par la Sarre.

De même que Wissembourg, de même que Forbach, Frœschwiller a été — c'est chose évidente — une bataille imprévue.

Si nous reprenons la III^e armée, après cette dernière action, dans sa marche des Vosges à la Moselle, du 8 au 16 août, nous voyons que le contact avec l'ennemi est perdu : que, par conséquent, tous les renseignements directs sont négatifs, car on ne rencontre même pas de traîneurs de l'armée battue.

Les nouvelles qui arrivent aux états-majors sont indirectes, résultent de la lecture des journaux, des correspondances. Ce sont des racontars.

Le 13, le quartier général à Sarrebourg reçoit la nouvelle tardive que l'on a trouvé Nancy inoccupé (1).

Le 14, on trouve à Nancy des correspondances signalant que des rassemblements considérables sont en formation au camp de Châlons. Ce même jour, à Lunéville, on saisit des lettres dans lesquelles on annonce que Mac-Mahon se replie ou s'est replié sur Châlons (2).

A partir du 17 août, et en ce qui concerne la III^e armée, nous

(1) Nous avons mis à dessein le mot tardive, car il n'y a que 70 kilomètres entre Sarrebourg et Nancy, et il n'y avait personne dans le pays pour interrompre la circulation du courrier.

(2) Une nouvelle fort curieuse recueillie ce même jour est à citer : le général de Failly, qui était à Bitche, a pris vers le sud pour s'établir dans les défilés des Vosges méridionales. Ce renseignement est confirmé par plusieurs côtés et prend assez de corps pour qu'on décide de laisser sur le flanc, pour observer, la 2^e division de cavalerie, laquelle ne trouvera naturellement aucun emploi de son temps.

Ces bizarreries de renseignements sont fréquentes.

Il y en eut quelques-unes aux deux autres armées. Ainsi :

Le 10 août, la II^e armée prévient le grand état-major qu'on a recueilli les nouvelles :

Que de petits détachements de Mac-Mahon marchent vers Metz ;

Qu'il est arrivé à Metz des troupes venant du camp de Châlons ;

Que de fortes colonnes sortent de Metz vers l'est ;

Que ces colonnes s'établissent sur la Nied.

Le 11 août, on annonce :

Que le 6^e corps français est à Courcelles ;

entrons dans une étude plus intéressante du service de la cavalerie, l'exploration, car, jusqu'ici, dans les trois armées allemandes, nous ne l'avons montrée qu'employée à un simple service de découverte à quelques kilomètres des colonnes.

L'EXPLORATION

Le maréchal Bugeaud a écrit quelque part que « l'on faisait toujours à la guerre comme on avait fait à la paix ».

Cette formule militaire, un peu spécieuse, est surtout vraie pour la cavalerie, l'arme à laquelle incombe particulièrement la recherche de l'ennemi et celle des renseignements indispensables pour agir en connaissance de cause.

Avant toute doctrine, avant toute intelligence tactique, le succès, il faut bien s'en pénétrer, sera généralement à celui qui aura le mieux vu et le mieux restreint la part de l'imprévu.

Depuis l'ouverture des hostilités en 1870, nous n'avons vu, jusqu'ici, les divisions de cavalerie que sous forme de couverture, de tampon de sûreté.

Le 4 août, on commence seulement à imposer aux cavaleries des divisions et des corps des recherches au delà de la frontière française. On fait partir en avant de gros partis, le plus souvent plusieurs escadrons. Ils ne voient, au total, que peu de chose :

« Les Français, disent-ils, sont derrière la Sarre, entre Sarrebruck et Sarreguemines; il y en a aussi à Bitché. »

Tout cela, on le savait de reste (1).

Que le 3^e corps est à Ogy;

Que les corps Frossard, Bazaine, Ladmirault se replient vers Metz.

Le 12 août, une bonne fortune fait tomber, aux Etangs, entre les mains des Allemands, des papiers oubliés par l'intendant de la 1^{re} division du 4^e corps. Découverte précieuse, car on n'avait sur ce corps que très peu de renseignements.

(1) Une seule pointe d'officier faite par un capitaine de hussards donna de vrais renseignements. Le capitaine alla jusqu'à Emmasweiler, y vit des troupes en marche sur Rossbrück et assura, à son retour, que, suivant lui, non seulement nous ne nous préparions pas à un engagement sur la Sarre, mais que, au contraire, nous avions pris des dispositions de retraite.

A la II^e armée, dont le rôle n'était pas sans difficulté, on se sert des 5^e et 6^e divisions de cavalerie comme couverture. Elles font, en avant, leur étape journalière, s'arrêtent, envoient de leur cantonnement des patrouilles dont elles résument, à leur rentrée, les impressions générales.

Ainsi, le 5 août, on écrit de la 5^e division au quartier général de la III^e armée :

« L'ennemi lève ses camps sur la Sarre et la Blies et bat en retraite. »

C'est, on le voit, un bien petit renseignement pour baser le mouvement d'une armée, et, s'il ne s'était pas doublé, nous en avons la conviction, de rapports particuliers d'espions et d'émissaires de tout genre, on n'eût guère trouvé avec cela la résolution de la formule « de restreindre au minimum la part de l'imprévu ».

Aussi, le jour même, le chef d'état-major général (maréchal de Moltke) écrivait-il :

« Faites faire à votre cavalerie une pointe énergique sur la ligne Bitche-Sarreguemines. Qu'elle prenne le contact et ne le quitte plus. Que le gros se porte vers Rohrbach. Il faut savoir, s'il y a retraite de l'ennemi, quelle est la direction de cette retraite (1). »

C'était là, formulés en quelques mots, le principe et la doctrine de l'exploration. Mais on n'y était pas préparé, et, quoi qu'on puisse dire et faire, rien ne s'improvise du jour au lendemain.

Si nombreux que soient les Allemands relativement à leurs adversaires, ils perdent le contact après Wissembourg, ils le perdent encore après Wœrth.

C'est après cette dernière bataille et la traversée des Vosges que l'armée allemande commence seulement à exiger de sa cavalerie le travail d'exploration (2).

(1) La marche en avant de la masse de cavalerie eut lieu, en effet, à la pointe du jour, du 5 au 6, mais le résultat en fut nul.

Déjà, le combat de Wissembourg avait eu lieu, et, comme on l'a dit déjà ci-dessus, Rohrbach avait été dépassé par l'infanterie d'avant-garde.

(2) Nous allons nous étendre sur cette partie de la campagne (des Vosges à Sedan), sur laquelle nous avons aujourd'hui de nombreux documents.

On va juger des résultats que donne l'exploration dans les conditions de son maximum, car, après les victoires qui déterminaient le blocus de Metz et l'invasion directe avec Paris pour objectif, l'armée allemande était dans une situation qui permettait toutes les hardiesses.

Il y a deux phases différentes dans la période qui s'étend de la bataille de Frœschwiller à celle de Sedan.

Dans la première, la III^e armée est seule en mouvement vers l'ouest. Elle a cinq corps et demi : trois corps prussiens, deux corps bavarois et la division wurtembergeoise.

Chacune des divisions a son régiment propre de cavalerie. Les Bavarois et les Wurtembergeois ont, en outre, trois brigades de cavalerie (1).

L'armée a, de plus, deux divisions de cavalerie indépendantes, la 2^e et la 4^e, ayant chacune trois brigades à deux régiments avec deux batteries.

C'est, au total, 31 régiments à quatre escadrons.

Dans la deuxième phase, l'armée dite de « la Meuse », constituée avec les troupes disponibles de l'investissement de Metz, est mise en ligne à côté et à droite de la III^e armée.

Cette armée nouvelle n'avait que trois corps, mais, en plus, quatre divisions de cavalerie :

La 5^e division : trois brigades à deux régiments, avec deux batteries ;

La 6^e : deux brigades à trois régiments, avec une batterie ;

La division de cavalerie de la garde : trois brigades à deux régiments ;

La division de cavalerie saxonne : deux brigades à deux régiments, avec une batterie.

C'était, on le voit, une masse énorme de chevaux.

Nous ne revenons que pour mémoire sur les heures qui ont suivi Frœschwiller : le 1^{er} corps français s'enfuyant débandé sur Sarrebourg ; le 5^e corps (de Faily) coupé du 1^{er} ; le 7^e corps (Douay), formé à Belfort, terminant son organisation et laissé dans l'isolement.

(1) Dans l'ordre de bataille de la III^e armée, on fait figurer le corps badois avec une brigade de cavalerie. Il semble probable qu'il y est resté quelques jours seulement.

Lorsque, le 7, lendemain de la bataille, on voulut se rendre compte de la situation, on s'adressa en vain aux cavaleries bavaroises et wurtembergeoises qui eussent dû faire la poursuite : elles ne savaient rien. Ayant suivi les traînards jusqu'à 8 ou 9 kilomètres du champ de bataille, elles avaient dû s'arrêter, la nuit venant. Le lendemain, n'ayant plus de fourrages, elles avaient attendu sur place au lieu de repartir à la pointe du jour. Bref, sans qu'on s'en doutât dans l'armée allemande, il y avait déjà, le 7 au soir, 40 kilomètres entre elle et les Français (1).

Le 10 au matin, après qu'on se fut reposé, ravitaillé en munitions, le grand état-major, fort peu renseigné sur ce qui se passait en France, envoyait ses ordres de mouvement vers l'ouest.

Ces ordres étaient accompagnés d'instructions du maréchal de Moltke, où l'on relève :

« Envoyez au loin votre cavalerie, soutenez-la par des avant-gardes à grande distance, de manière que, en cas de nécessité, les armées puissent se concentrer (2). »

Reprenons cette cavalerie au 17 août, date à laquelle nous l'avons laissée (page 169).

Le 17 août, la III^e armée est en marche et cantonnera entre Nancy et Haroué, le long du Madon.

La 2^e division de cavalerie est à Gerbeviller, Moyen et Mat-texey, formant échelon vers le sud, à 25 kilomètres en arrière de la gauche.

La 4^e division est à Vaucouleurs, à 33 kilomètres environ du front de marche, ayant en échelon à Gondreville, à 25 kilo-

(1) Les 2^e et 4^e divisions de cavalerie avaient été débarquées et organisées derrière l'armée. Elles avaient fait de longues étapes pour rejoindre.

En relevant les historiques on voit que la 2^e, partie de Mayenne le 7 août, avait, le 17, fait 310 kilomètres pour atteindre Gerbeviller.

(2) « La cavalerie sera envoyée à une grande distance en avant pour couvrir la marche. Elle poussera ses avant-gardes fort loin, de manière à donner aux armées le temps de se concentrer, s'il y a lieu.

» Sa Majesté ordonnera les modifications que la position ou les mouvements de l'ennemi rendront nécessaires. »

(Texte officiel.)

mètres en arrière, une brigade de cavalerie bavaroise avec la batterie à cheval.

La 2^e division envoie, ce jour, un escadron à Baccarat, où il ne recueille aucune nouvelle, et un peloton à Rambervillers, où l'on apprend qu'un corps français a passé le 11 août se dirigeant sur Charmes.

La 4^e division a devant elle :

Un demi-escadron (lieutenant Treskow), qui, par Blénod, Void, Commercy, Mesnil-la-Horgue, explore vers Vitry, à droite ;

Un groupe de huit cavaliers (lieutenant Horn), qui, par Demange, explore vers Saint-Dizier ;

Un demi-escadron (capitaine Poncet), qui, par Colombey, Pagny, Abanville, explore vers Vassy, à gauche.

Tous trois sont ce jour-là à 15 kilomètres du gros. Le dernier seul a su, en passant à Gondrecourt, que l'armée de MacMahon a été transportée par les voies ferrées de Neufchâteau-Saint-Dizier à Châlons.

Dans l'espace vide entre les 2^e et 4^e divisions, le corps le plus avancé a envoyé un escadron à Latauf. Cet escadron prévient que, le 14, un détachement a traversé cette localité allant à Neufchâteau.

18 août. — Ce jour-là, la 2^e division fait 20 à 25 kilomètres pour aller à Charmes et ne recueille aucun renseignement.

La 4^e division va à Demange (20 kilomètres), toujours précédée par ses trois détachements.

Celui de droite (Treskow) va à Ligny (15 kilomètres en avant du gros) sans nouvelles.

Celui du centre (Horn) pousse, par Héville, Viller-le-Sec, Ménil-le-Saux, Stainville-sur-Ancerville, à 33 kilomètres en avant. Il échange là quelques coups de carabine avec des cavaliers ennemis. Il a trouvé à la mairie de Ménil une dépêche du préfet au maire annonçant que l'empereur Napoléon réunit une armée à Châlons (1).

Celui de gauche (capitaine Poncet) se porte sur Bure (11 ki-

(1) Cette dépêche était envoyée par le ministre de l'intérieur H. Chevreau.

lomètres) et détache de là un peloton avec ordre d'aller aux renseignements vers Montieu (7 kilomètres) et Chevillon (11 kilomètres). A ce dernier village, la patrouille (six cavaliers) avait ordre de détruire la voie et la gare, mais elle y trouve de l'infanterie, est accueillie à coups de fusil et a la plus grande peine à se tirer de ce mauvais pas.

La brigade bavaroise, avec sa batterie, fait une simple étape de 20 à 25 kilomètres pour aller à Pagny, par Pierre-la-Treiche, où elle passe la Moselle.

19 août. — La 2^e division, passant la Moselle à Charmes, va à Vaudemont (20 kilomètres).

Une des brigades pousse sur Vincey et Forcelles. Elle trouve à Aubacourt un bivouac abandonné depuis plusieurs jours. Un de ses escadrons, envoyé à Mirecourt, fait savoir qu'un corps français (celui de de Failly) y a séjourné du 12 au 13.

Vers le sud, on envoie, ce jour-là, deux officiers bien montés à Epinal, à 50 kilomètres. Tous deux se présentent au maire de la ville pour avoir des renseignements, mais ce maire ne sait rien et ne peut que déclarer qu'il n'y a aucun rassemblement de troupes, de lui connu, dans les environs.

La 4^e division ne fait, ce même jour, que 11 kilomètres pour aller à Menancourt, ayant toujours sur son front de marche ses trois détachements.

Celui de droite, qui avait été s'installer à Stainville, y reçoit dans l'après-midi l'ordre d'appuyer vers le nord.

Celui du centre, qui n'était par le fait qu'une simple patrouille et qui s'était hardiment avancé la veille, allait se porter, au petit jour, en avant encore, lorsqu'il se buta sur des tirailleurs ennemis. Force fut de rétrograder, et, comme on savait le demi-escadron de droite du côté de Stainville, on y courut.

Au moment où on le rejoignait, il remontait à cheval pour exécuter l'ordre de pousser en avant. Les deux détachements allèrent de conserve jusqu'à Aulnois, où l'on se quitta. La patrouille « du centre » resta là, aux aguets, entourée de cavaliers et de fantassins ennemis qui passèrent sans la voir.

Le hasard voulut qu'un escadron de dragons prussiens faisant pointe d'avant-garde vint à Aulnois et dégageât les huit cavaliers. Après quelques échanges de coups de fusil avec les

coureurs français, l'escadron rétrograda sur son régiment. Toutefois, le capitaine laissait six dragons avec les huit cavaliers du lieutenant Horn, lequel gagna, à 2 heures du matin, Saint-Dizier. Il y apprit que 8.000 hommes venaient d'y passer la veille se dirigeant sur Châlons. Inquiet de se trouver trop en flèche, il retourna à Ancerville, son point de départ du matin (1).

La brigade bavaroise poussa sur Saux et Méligny (20 kilomètres) sans incident.

20 août. La 2^e division fait une étape de 28 kilomètres pour gagner Martigny-Naxey. Les renseignements sont nuls : « Une armée française a été transportée, il y a plusieurs jours, de Mirecourt à Neufchâteau (2). »

La 4^e division fait une étape de 12 kilomètres pour aller à Stainville. Deux de ses escadrons d'avant-garde poussent jusqu'à Saint-Dizier, à 13 kilomètres. Ils envoient de là, sur Vitry, une reconnaissance (un peloton) qui y arrive de nuit et revient annonçant « que les remparts de la place sont couverts de feux de bivouacs ».

Une autre patrouille de huit cavaliers, envoyée des environs de Stainville, réussit la nuit à couper la voie ferrée à Blesmes et à Saint-Vrain; mais, voulant aller au delà, elle reçoit des coups de fusil et ne peut aller jusqu'à Vitry.

La brigade bavaroise fait une étape de 14 kilomètres pour aller à Ligny. De ce côté aucune nouvelle.

Tels sont, du 17 au 20, les renseignements de l'exploration. Ils sont, on le voit, des plus minimes, et, sans des nouvelles « d'autres moyens », il n'était guère possible de baser là-dessus des ordres de mouvement. Il est vrai de dire que l'on ne se conforme guère à ce qu'a dit l'instruction du major général : « pousser en avant », car les divisions font en moyenne 16 kilomètres par jour, et la 4^e seule est véritablement occupée (3).

(1) La relation officielle dit 5.000.

(2) L'infanterie a pris la voie ferrée; la cavalerie a été par étapes sur Saint-Dizier et Joinville.

(3) Il y a à noter une particularité intéressante, c'est la propension qu'on a toujours, lorsqu'on a pour objectif un point topographique, à y arriver par la

Le 17, la 4^e division, qui opère sur le front de marche de l'armée, est à 30 ou 35 kilomètres d'elle. Elle conserve à peu près cette distance le 18, n'en est plus qu'à 25 le 19 et qu'à 17 le 20.

C'est le 20 que l'on reçoit l'avis de la formation de l'armée « de la Meuse », qui doit, avec la III^e armée, faire un mouvement commun sur Paris.

Cet avis est accompagné des renseignements ci-après, émanant du grand état-major (1) :

« Une grande partie de l'armée française ayant été investie dans Metz, la fraction d'armée du prince de Saxe et la III^e armée continueront leur offensive vers l'ouest, de telle sorte que la III^e armée se tienne à une étape en avant de l'autre, à sa gauche. On rejettera l'ennemi au nord si on le rencontre.

» D'après les renseignements, des fractions de troupe sont en retraite sur Châlons où se rassemblent un corps de Mac-Mahon, de « de Faily » et « des troupes de formation ».

» Le 26 août, les deux armées seront sur la ligne Sainte-

ligne la plus courte. Le 17, la 4^e division est mise sur le centre du front de marche, avec la ligne Vaucouleurs-Demange comme directrice; le 20 elle est presque sur la droite se rapprochant de la ligne Ligny-Saint-Dizier.

(1) L'ordre du grand quartier général est du 21 (11 heures du matin), mais, si l'on suit la lecture des relations des corps de cavalerie, on a tout lieu de supposer, et cela est tout naturel, qu'il était précédé d'avis et d'instructions antérieures dont il est la condensation.

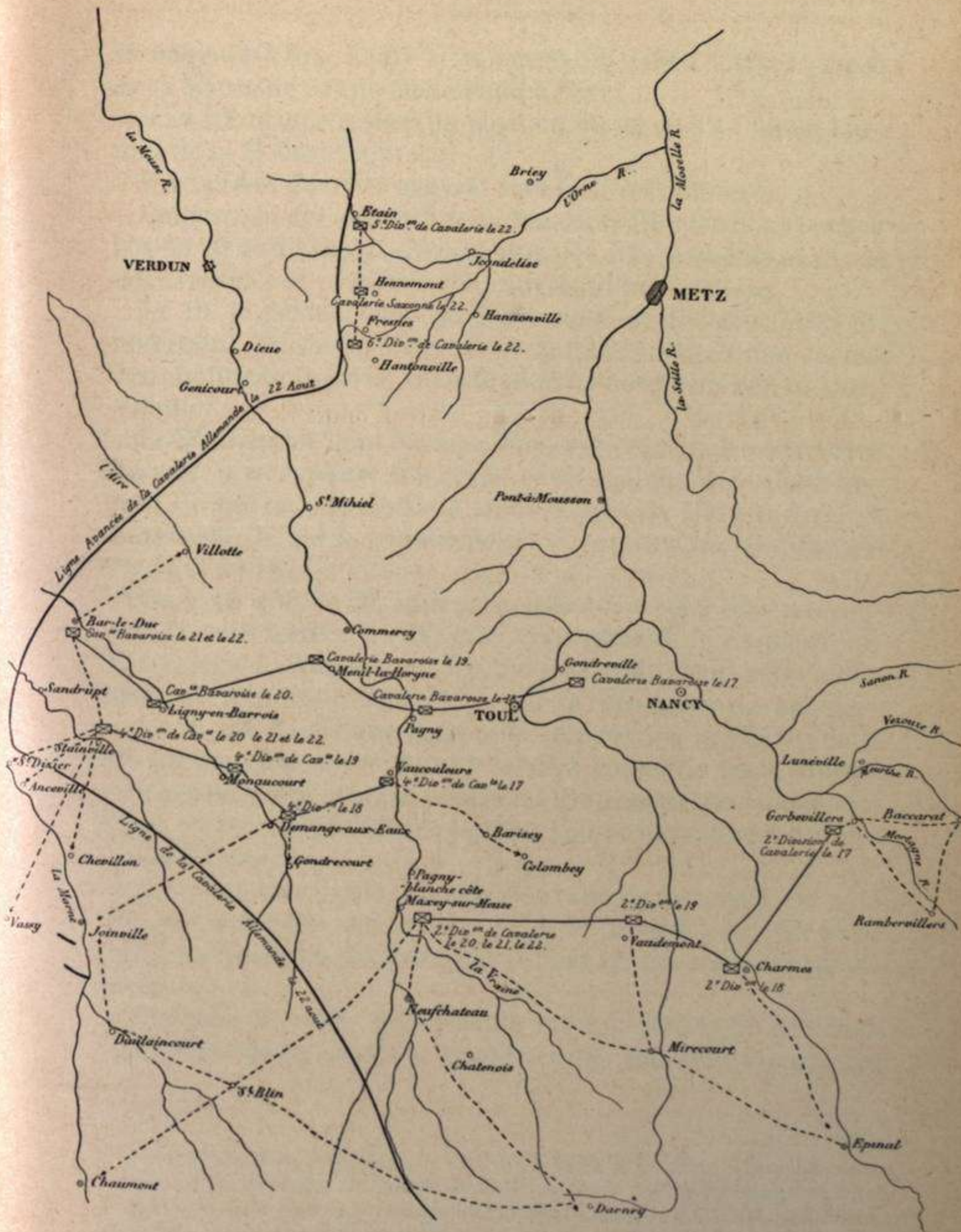
« Pont-à-Mousson, 21 août, 11 heures du matin.

» Après avoir été battue et refoulée sous Metz, une grande partie des forces françaises s'y trouve actuellement bloquée par sept corps et demi. L'armée de S. A. le prince royal de Saxe et la III^e armée continueront donc leur mouvement vers l'ouest en faisant en sorte que la dernière conserve généralement l'avance d'une marche sur la gauche de la première, de telle façon que si l'adversaire vient à faire tête on puisse toujours l'attaquer de front et sur sa droite et le refouler au nord de Paris.

» D'après les renseignements reçus, il n'y aurait pas de troupes ennemies avant Verdun, d'où elles se replient probablement sur Châlons, mais des fractions des corps Mac-Mahon et de Faily se réuniraient en ce dernier point, ainsi que des troupes de nouvelle formation et des régiments isolés tirés de Paris, de l'ouest et du midi de la France. »

(Ce sont évidemment là des renseignements venant par des voies non militaires.)

Suit l'ordre de la concentrer vers Châlons, la I^{re} armée devant atteindre, le 26, avec ses avant-gardes, la ligne Sainte-Menehould-Daucourt-Givry; la III^e armée devant, à la même date, les avoir sur la ligne Saint-Mard-Vitry.



LA CAVALERIE ALLEMANDE EN EXPLORATION DU 17 AU 22 AOUT, JOUR OU L'ARMÉE FRANÇAISE SE MET EN MOUVEMENT VERS LE NORD-EST. — MARCHÉ VERS L'OUEST.

Etudes pratiques, II.

Menehould-Vitry. La III^e armée de Saint-Maid à Vitry. L'armée de la Meuse de Sainte-Menehould à Givry.

» La III^e armée restera en position du 20 au 23, jour où l'armée de la Meuse rompra.

» Le grand quartier général sera le 23 à Commercy. »

Conformément aux ordres ci-dessus, la III^e armée ne bougea pas du 20 au 22 inclus. Néanmoins, les détachements en avant des divisions de cavalerie continuèrent l'exploration.

Le 19, le détachement de droite de la 4^e division (celui du lieutenant Treskow) s'était, suivant les instructions reçues dont nous avons parlé, reporté plus au nord vers Bar-le-Duc-Villotte.

Le 20, il gagna Saint-Nicolas, et son chef eut l'idée d'envoyer vers Metz une patrouille (trois cavaliers choisis). Cette patrouille fut tout étonnée de trouver près de Mars-la-Tour, à Suzemont, la garde prussienne et d'y apprendre les batailles du 16 et du 18 (1).

On a vu que, le 20, une patrouille avait été à Blesmes couper la voie ferrée. Le 21, elle avait poussé de ce point sur Vitry, avait signalé que des troupes quittaient cette ville, mais avait dû rentrer sans pouvoir se renseigner davantage.

Le 22, au lieu d'une patrouille, on envoya sur Vitry deux escadrons. Eux aussi furent reçus à coups de fusil, durent tourner la place et aller coucher à Outrepont; le lendemain, ils se portèrent sur Courtisols, d'où l'on envoya des patrouilles vers Châlons.

On n'eut, de ce côté, aucune nouvelle de l'ennemi. On n'en eut pas non plus sur le front de la 2^e division, où l'on avait fait faire quelques pointes en avant par les cavaliers les moins fatigués.

La seule nouvelle intéressante fut apportée le 22 par deux escadrons de la cavalerie du XI^e corps. On avait envoyé ces

(1) C'est par cette patrouille que l'on sut, le 21, à la 3^e armée, l'investissement de Metz et la formation de l'armée de la Meuse par la voie de l'exploration. Déjà, la veille, on avait reçu du grand quartier général les instructions dont nous avons, ci-dessus, donné l'extrait. On ignorait ces détails aux troupes avancées de la III^e armée, et, comme il importait de les faire connaître à l'état-major du prince royal, ils mirent 23 heures à faire près de 100 kilomètres.

deux escadrons avec 40 pionniers en voiture pour couper le chemin de fer à Joinville. Là on saisit les registres de la gare. Ces registres mentionnaient que deux divisions du 5^e corps français avaient été transportées le 14 au 18 par vingt trains sur Vitry, pendant que la division de cavalerie française Brahaut gagnait Châlons par la grande route.

C'est, on le voit, un travail assez complet de découverte, qui, en somme, laissait, le 23, les armées allemandes encore fort peu fixées sur la situation de l'armée adverse (1).

Journée du 23 août. — Après un arrêt de trois jours, cette journée du 23 n'est qu'une sorte de reprise de main. La ligne de cavalerie devient énorme en avant des fronts.

A droite, c'est à Neuville la 5^e division, puis la 12^e à Dieue-sur-Meuse, puis la 6^e à Génicourt, la cavalerie de la garde à Fresnes, les Bavares et les Wurtembergeois vers Bar, la 4^e division à Perthes, la 2^e vers Damville.

Il y a environ de 15 à 25 kilomètres entre ces divisions et le front de marche des armées, qui est à peu près : Fresnes, mont Haudicourt, Saint-Mihiel, Stainville, Moutiers.

Le 24 août. — Sur le front de l'armée de la Meuse, les cavaleries firent ce jour-là une étape.

La 5^e passa la Meuse à gué à Vacherauville, Champ, Consenvoye, pour gagner Dombasle (20 kilomètres environ).

La 12^e passa à Dieue et vint à Nixeville (2) (12 kilomètres).

(1) Cette armée adverse avait exécuté ce qu'il suit :

Le 1^{er} corps avait atteint Neufchâteau le 14, y avait séjourné le 15 et était parti de là le 16, le 17 et le 18 par les voies ferrées pour Châlons. L'artillerie et la cavalerie suivaient par la voie de terre.

Le V^e corps était allé au camp de Châlons par la grande route Mirecourt-Lamarche-Chaumont.

Le 7^e corps était allé de Belfort à Paris, puis de Paris à Reims par les voies ferrées.

Le XII^e et le XIII^e corps se formaient à Paris et à Reims.

Enfin, le 21, tout le monde avait évacué le camp de Châlons pour Reims, où l'on avait séjourné le 22.

On voit que tout cela était fort confus pour les Allemands et que personne ne s'était rendu compte que les troupes dont on prenait le contact protégeaient tout simplement l'embarquement.

(2) Le XII^e corps, après avoir vu son corps de cavalerie sur la rive gauche de la Meuse, essaya d'enlever Verdun de vive force. Il mit son artillerie en batterie

La 6^e fit 20 kilomètres pour venir à Foucaucourt.
 La division de la garde vint à Vaubecourt.
 Celle des Bavarois à Lanicourt, celle des Wurtembergeois à Cheminon.



LA CAVALERIE ALLEMANDE EN EXPLORATION DU 22 AU 25 AOUT, AU MOMENT OU L'ARMÉE FRANÇAISE SE DIRIGE VERS LE NORD-EST. — CHANGEMENT DE DIRECTION DE L'OUEST AU NORD.

La 2^e division, à gauche, alla sans incident sérieux à Doulevant-Tassy.

sur la rive droite et canonna la place pour l'intimider, mais dut bientôt se rendre compte que cette démonstration était inutile. — Elle avait été prescrite par le grand état-major dans l'ordre du 21.

Tout l'intérêt est pour la 4^e division.

On a vu que, le 22, on avait envoyé de cette division deux escadrons (commandant de Klocke) sur Vitry. Ces escadrons avaient poussé, le 23, sur Courtisols et envoyé de là des pointes d'officiers vers Châlons. Ceux-ci firent savoir que cette ville et le camp de Châlons étaient inoccupés et que des journaux qu'ils avaient saisis annonçaient la présence à Reims de Mac-Mahon avec 150.000 hommes.

Le 24, les deux escadrons se dirigèrent hardiment sur Châlons. Des pelotons envoyés de là au camp le trouvèrent désert et y passèrent la nuit dans la ferme impériale.

25 août. — La 5^e division fit 25 kilomètres pour aller bivouaquer à Sainte-Menehould. Elle envoya de là deux escadrons à Lamouilly pour y couper la voie ferrée.

La 12^e fit 15 kilomètres pour aller à Clermont.

La 6^e fit 17 kilomètres pour aller à Epense (1).

La division de la garde vint à Villers (15 kilomètres).

Les cavaliers bavarois à Fresnes (30 kilomètres).

Les Wurtembergeois à Courtisols (42 kilomètres).

La 2^e division vint à Jourreuil (18 kilomètres).

Toutes ces étapes se font sans recueillir de renseignements.

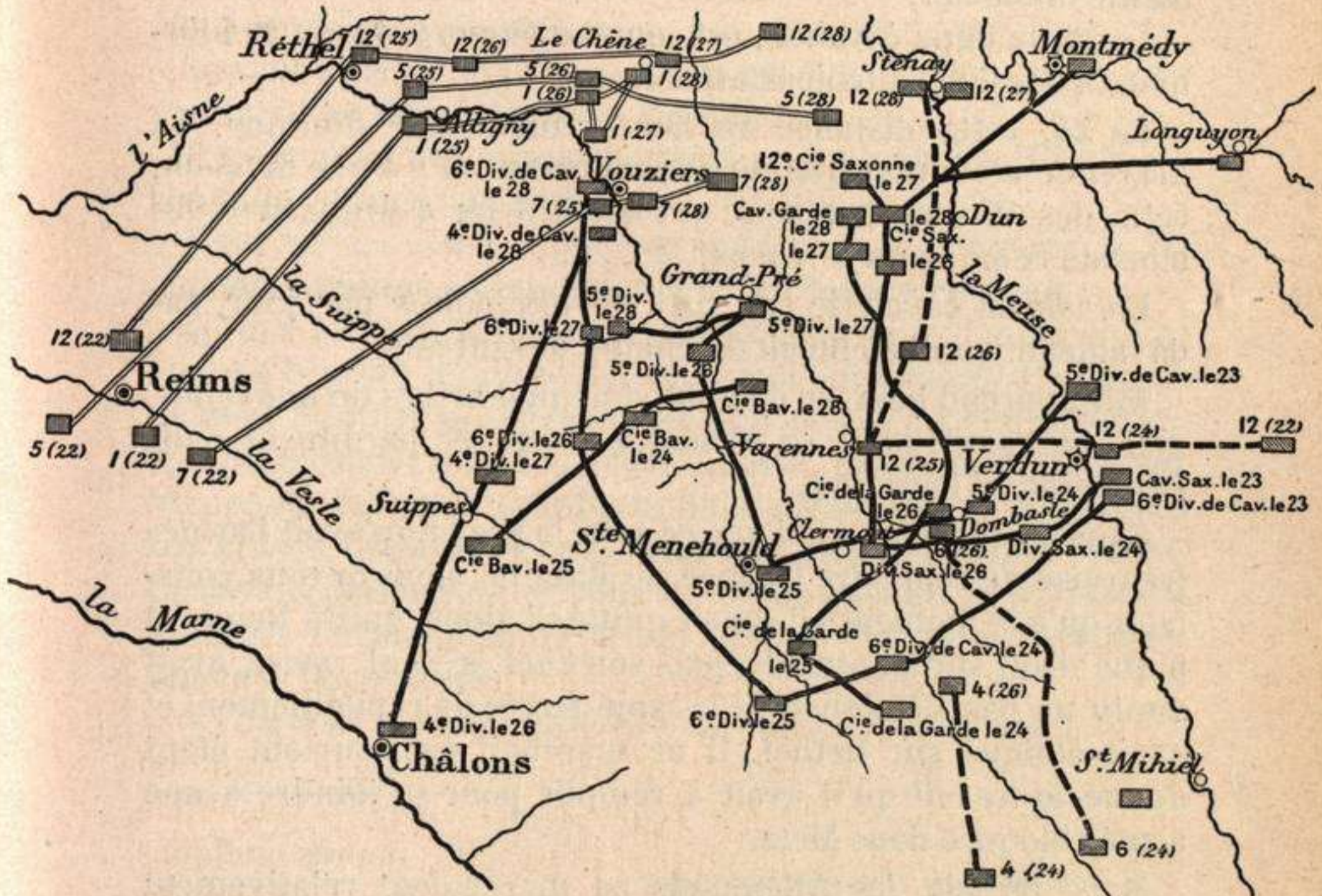
De même que la veille, la 4^e division, qui est au centre, est la seule qui offre de l'intérêt. Elle s'était portée, le matin, en masse sur Vitry, où jusque-là les détachements avaient été reçus à coups de fusil. La place était évacuée depuis quelques heures, et on la traversa pour aller coucher à La Chaussée (22 kilomètres).

Les correspondances saisies à la poste firent savoir que l'armée française avait quitté Reims (2).

(1) La 6^e division arrivait près d'Epense quand on annonça que, de l'avant-garde, on voyait sur la route une troupe de fantassins ennemis. Une batterie à cheval avec trois régiments prit le trot pour gagner cette troupe. C'était, un bataillon de mobiles qui avait quitté Vitry le matin pour aller s'embarquer à Sainte-Menehould, d'où il devait être dirigé sur Paris. Il fut cerné et se rendit après une courte fusillade. (4^e bataillon de mobiles de la Haute-Marne. 1.000 hommes.)

(2) Après la lecture de ces correspondances, on se hâta d'expédier au commandant de Klocke, au camp de Châlons, un cavalier pour l'en prévenir et lui ordonner de courir sur Reims. Cette dépêche ne parvint pas, le cavalier ayant été arrêté à son passage à Châlons.

Les deux escadrons de découverte du commandant Klocke, qui avaient couché à Courtisols, s'étaient mis en route dès l'aube pour filer sur Reims, mais il fallut s'arrêter à Saint-Léonard et y passer la nuit; les chevaux, sellés depuis quatre



Les corps français du 22 au 28. Les corps allemands d'aile droite du 24 au 28. La cavalerie allemande du 25 au 28.

LA CAVALERIE ALLEMANDE EN EXPLORATION DU 25 AU 28 AOUT 1870. — MARCHÉ VERS LE NORD

jours, étaient, ainsi que leurs cavaliers, incapables d'aller plus loin.

L'union, ou mieux la juxtaposition des deux armées, faite le 23, avait jeté sur le front d'exploration 12,000 cavaliers. Il semble qu'avec des moyens pareils on eût dû tout savoir, tout connaître, que rien ne pût passer à travers les mailles si étroites d'un semblable filet.

Et, cependant, il n'en est rien, et, sans la chevauchée en avant des deux escadrons de la 4^e division, qui gagnèrent

55 kilomètres sur le gros de leur brigade, on serait arrivé au 25 sans rien savoir de sérieux.

La cavalerie, si nombreuse, est une masse d'un maniement difficile qui n'est pas, dans chaque secteur, dirigée avec la même intensité.

Le 23, la ligne cavalière est, en moyenne, à 18 ou 20 kilomètres des têtes de colonne des corps.

Le 24, cette distance au lieu d'augmenter diminue. La moyenne n'est plus que de 15 kilomètres. Il y a une division, celle des Wurtembergeois, qui est à 3 ou 4 kilomètres des têtes de colonne du V^e corps.

En fait, la cavalerie fait 15 à 17 kilomètres par jour, pas davantage, quoiqu'elle ait du champ devant elle.

Elle apprend bien, en chemin, quelques bribes de nouvelles, mais pas assez pour se décider à s'engager hardiment dans l'exploration lointaine.

Sans discuter, en quoi que ce soit, le projet qu'avait l'armée française de rejoindre l'armée de Bazaine, nous devons constater qu'à ce moment elle avait quitté Châlons, quitté Reims et piqué droit sur Montmédy; puis son chef, s'étant ravisé, avait voulu ne pas s'éloigner de la voie ferrée de ravitaillement et avait obliqué sur Reibel. Il ne marchait pas, surtout étant donné le travail qu'il avait à remplir pour se joindre à une armée bloquée dans Metz.

Mais, de fait, les Allemands ne marchaient relativement pas plus vite, et ils avouent implicitement la faute de leurs généraux, qui avaient cependant la partie belle, car ils disent, dans l'ouvrage du grand état-major :

« Si, le 25 août au soir, on jette un coup d'œil sur les positions des belligérants, on voit au nord, à deux marches à peine sur la droite de l'armée allemande, une masse française de 150.000 hommes environ, en mouvement vers l'est et dont jusqu'alors les manœuvres et les intentions sont encore inconnues à l'adversaire. »

Sauf la chevauchée du major de Klocke, qui détermine *de visu* l'abandon de Châlons et du camp de Châlons, tout ce qu'on sait est vague et indécis sur ce front de 60 kilomètres, où il y a 86 escadrons.

Mais on trouve encore, à cette occasion, l'espionnage et les journaux comme le moyen le plus sûr.

D'abord, c'est de Paris un télégramme envoyé à Berlin par la voie de Londres : « L'armée de Mac-Mahon se réunit à Reims. L'empereur et le prince impérial sont avec lui. Il cherche à se réunir à Bazaine. »

Puis ce sont les journaux recopiant tous la nouvelle : « Le maréchal de Mac-Mahon est à Reims. »

Puis ce sont les correspondances : « On attend à Metz le secours de l'armée de Châlons pour livrer bataille. »

C'est sur ces données que le grand état-major enverra, le 25, aux deux armées en marche sur Paris, ses instructions :

« Tous les renseignements s'accordent pour donner Reims comme le point de direction de l'armée française. En conséquence, Sa Majesté ordonne que l'on prendra pour direction le nord-ouest au lieu de l'ouest. Le XII^e corps se portera sur Vienne-le-Château, la garde sur Sainte-Menehould, le IV^e corps sur Villers. Les avant-gardes à Aubry, Vienne-la-Ville, Villers. La cavalerie éclairera le front et le flanc gauche, et ira jusqu'à Vouziers-Buzancy. La III^e armée atteindra Givry-en-Argonne-Changy. Repos le 27.

» Le grand quartier général à Sainte-Menehould (1). »

(1) Texte officiel :

« Bar-le-Duc, 25 août, 11 heures du matin.

» Tous les renseignements recueillis s'accordent à constater que l'ennemi a évacué Châlons et s'est replié sur Reims.

» Conformément aux ordres de S. M. le roi, la III^e armée et l'armée du prince royal de Saxe continueront demain dans la direction du nord-ouest pour suivre ce mouvement de l'adversaire. Les corps du prince royal de Saxe viendront : le XII^e à Vienne (avant-garde à Autry et Servon); la garde à Sainte-Menehould (avant-garde à Vienne-la-Ville et vers Berzieux); le IV^e à Villers-en-Argonne (avant-garde vers Dommartin). La cavalerie se portera au loin pour éclairer sur le front et sur la droite et s'attachera surtout à atteindre Vouziers et Buzancy.

» La III^e armée gagnera avec ses têtes de colonne la ligne Givry-en-Argonne-Changy, au nord-est de Vitry qu'elle aura fait observer.

» A moins d'exigences toutes particulières, les troupes auront repos le 27. Dans ce cas, la journée sera mise à profit pour faire serrer les convois et pour aligner les vivres, afin d'être en mesure, à la reprise du mouvement, de traverser sans difficulté les parties stériles de la Champagne.

» Le quartier général de Sa Majesté se transportera demain à Sainte-Menehould. Jusqu'à 11 heures du matin, les rapports devront être adressés à Bar-le-Duc.

» Signé : DE MOLTKE. »

Nous voici arrivés, par suite du précédent ordre, à ce changement de direction donné à ces deux armées allemandes dans des conditions difficiles et imprévues, changement de direction qui a, dans l'ordre tactique, servi de thèse à de nombreux écrivains militaires.

Nous ne les remémorons ici que pour bien faire observer que, contrairement à quelques idées émises à ce sujet, il ne fut pas, comme il aurait dû l'être, l'œuvre de la cavalerie, mais le résultat de renseignements venus par d'autres voies.

Supprimez ces renseignements indirects, et il est plus que probable que les deux armées eussent continué au moins un jour ou deux leur marche vers l'ouest ou qu'elles se fussent arrêtées en attendant plus de certitudes. Elles seraient tombées par suite sur l'arrière de l'armée de Mac-Mahon, au lieu d'aboutir sur son flanc de marche.

26 août. — C'est ce jour seulement que commence le service réel d'exploration. La direction donnée à la cavalerie allemande est bonne, et dans ces conditions le contact va peu à peu s'établir avec l'adversaire, et les renseignements, jusque-là si rares, vont abonder aux quartiers généraux.

Voici, en prenant la ligne par la droite, quelle est ce jour-là la série des renseignements. Il convient de noter que, le 26, l'armée allemande fait face au nord et forme six échelons consécutifs, dont le plus rapproché est à 15 kilomètres à peine de sa cavalerie. Un régiment de cavalerie légère pousse presque jusqu'à Longuyon, sans nouvelles.

Un régiment de uhlans prend contact par son avant-garde, à Fléville, avec un ou deux pelotons de cavalerie française, qui l'accueillent à coups de carabine.

Après une marche de 35 kilomètres, la division de cavalerie saxonne (XII^e corps) arrivait à Bantheville-Anonville pour y coucher. De ce point, on faisait partir trois détachements, vers Beaumont, vers Dun, vers Buzancy. Les deux premiers ne trouvèrent rien; le troisième fut sur le point d'être coupé par des troupes d'infanterie au nord du bois de la Folie.

Un escadron précédant la division de la garde fit savoir, de Saint-Juin, que l'on voyait des colonnes ennemies en marche vers le nord.

La 5^e division, mise en route pour Montcheutin (28 kilomè-

tres), s'était fait précéder de patrouilles de pointe. Celle-ci trouvent à Cernay des gardes-mobiles, à Montcheutin des chasseurs d'Afrique, aux environs de Vouziers, de nombreux bivouacs. Il résulte des interrogatoires faits aux habitants que Mac-Mahon y a son quartier général. Enfin, l'une d'elles tombe à Grandpré sur un poste français, qui la détruit.

A la 6^e division, on avait, comme à la 5^e, fait 35 kilomètres pour venir à Tahure. De là, des patrouilles étaient lancées dans plusieurs directions.

L'une prévient que Reims est occupé et que les Français marchent vers le nord.

L'autre trouve à Savigny des camps français et apporte la nouvelle que Mac-Mahon a son quartier général à Attigny.

Les Bavarois couchent à Suippes, les Wurtembergeois à Courtisols, la 4^e division à Châlons, la 2^e à Aulnay (1).

Toutes étaient sans nouvelles.

La grande difficulté était de faire parvenir les renseignements au grand quartier général, à Clermont-en-Argonne, où on les attendait impatiemment.

Celui de la division de la garde y arriva dans la nuit, ceux de la 5^e division dans la soirée; mais le plus important, celui qui annonçait que de nombreuses troupes étaient à Vouziers, se perdit et ne fut reçu à Clermont que le 27 au soir. (La relation officielle dit 5 heures du matin.)

En somme, ce jour-là l'ennemi était trouvé. Toutefois, on ne saurait de ces renseignements démêler suffisamment sa situation, ce qu'il fait et quelle est sa direction générale de marche (2).

(1) Des hauteurs nord de Savigny, dit l'ouvrage du grand état-major, on pouvait distinguer dans leur ensemble les positions françaises autour de Vouziers.

(2) C'était du reste fort difficile : comme nous l'avons dit, on avait quitté Châlons pour aller droit sur Montmédy, puis on avait obliqué pour gagner la voie ferrée Reims-Mézières, et ensuite, le 26, pour revenir vers l'est, il fallait que tout le monde conversât autour de Vouziers, où était le 7^e corps. Le commandant de ce corps (général Douay) avait, pour bien établir sa situation de pivot, envoyé une de ses brigades à Grand-Pré avec un régiment de cavalerie et un autre régiment à Monthois.

Ces flanc-gardes, voyant partout des patrouilles allemandes, croient qu'elles ont l'armée entière sur les bras et se retirent en prévenant le commandant du 7^e corps.

Voici en effet le résumé d'ensemble de tous les rapports :

1. Il y a des troupes françaises à Reims, d'où l'armée s'éloigne vers le nord-est.
2. Châlons et le camp sont évacués.
3. Il y a de grands rassemblements à Vouziers. (11 heures du soir.)
4. L'ennemi occupe Fléville.
5. L'ennemi (cavalerie et infanterie) est près de Buzancy. — Marchant vers l'ouest.
6. De Grand-Pré et de Chevières partent des troupes qui vont vers le nord.
7. L'ennemi marche vers l'est en colonnes très profondes.
8. Mac-Mahon est à Vouziers, où il y a beaucoup de troupes. (11 heures du soir.)
9. Mac-Mahon est à Attigny; on l'attend dans deux jours à Vouziers. (12 heures du soir.)
10. Reims est occupé par des troupes françaises qui s'y sont fortifiées.

L'historique de la guerre franco-allemande ne le dit certainement pas, et ne pouvait le dire, mais on peut, en présence de tant d'avis, se figurer quelle a dû être la perplexité du grand quartier général (1).

27 août. — Cette journée avait été indiquée dans l'ordre de marche comme une journée de repos; mais le voisinage de l'ennemi, l'établissement du contact la rendirent très fatigante. C'est une journée de tâtonnements d'exploration, intéressante surtout parce qu'on y voit poindre, sans que les états-

qui n'a d'autre ressource que de venir prendre position entre Chestres et Falaise. Il reste là, attendant sa brigade détachée, qui ne rentre pas parce que, comprenant son erreur, son chef l'a ramenée à Grand-Pré.

(1) Voici comment s'exprime le grand état-major dans la relation de la guerre :
 « Les rapports fournis dans la soirée par les 5^e et 12^e divisions de cavalerie ne permettaient pas encore de se rendre compte complètement de la situation du côté de Vouziers et de Buzancy. Cependant, la présence désormais avérée à Grand-Pré de troupes ennemies de toutes armes donnait un caractère de quasi certitude à l'hypothèse déjà admise d'un projet de mouvement du maréchal de Mac-Mahon sur Metz.

» Un fait particulièrement important se dégagait d'ailleurs de tous ces renseignements : les Français n'avaient pas encore atteint la Meuse à Dun. »

majors allemands, certes, l'aient prévu, ce commencement de la période d'enveloppement qui amènera Sedan.

Cavalerie saxonne (XII^e corps). — Cette division envoyait, le matin, deux brigades avec du canon vers Tailly et Nouart.

Celle de Nouart put entrer dans cette localité, qui était inoccupée, mais au delà il fut impossible de passer. Belval et Dieulet étaient garnis de fusils d'infanterie. Celle envoyée vers Tailly se trouva, dans l'après-midi, en présence d'infanterie ennemie débouchant de Bois-les-Dames; elle dut reculer sur Andevanne et y passer la nuit, dans les champs.

Division de la garde. — Les reconnaissances du matin trouvèrent les villages de Brioules et Harricourt occupés par de l'infanterie ennemie; on monta à cheval et l'on poussa sur Buzancy. Au sortir de cette localité, l'avant-garde se trouva en présence d'une division ennemie, qui prit sur-le-champ les armes (elle était au bivouac).

5^e division. — Cette division ne fit que changer de cantonnement. Elle devait passer la nuit du 27 à Monthois et Saint-Morel. Dans ce mouvement, son avant-garde et son arrière-garde durent faire le coup de fusil à Olizy et Falaise (1) avec quelques détachements d'infanterie française.

6^e division. — Cette division, qui avait, le 26, couché pour ainsi dire au contact, ne trouvait plus l'ennemi le lendemain matin. Elle se dirigeait alors sur Vouziers et reprenait peu à peu, par ses patrouilles, la trace des Français vers Voncq.

La 2^e et la 4^e division étaient pour ainsi dire en deuxième ligne; elles n'eurent aucune nouvelle à envoyer.

Il est à peu près sans intérêt de suivre pas à pas le travail des patrouilles pour le sujet qui nous occupe; mais ce qu'il faut relever dans les historiques des régiments de cavalerie, c'est la succession des nouvelles envoyées au grand quartier général le 27 et reçues le 28 au matin et dans la journée:

1. 11 heures du matin. — On voit deux brigades ennemies en marche sur Buzancy.

2. 12 heures. — Bar et Barricourt sont occupés par l'en-

(1) La nuit du 26 au 27 et la journée du 27 furent affreuses. Une pluie torrentielle fermait l'horizon et empêchait de rien voir au loin.

nemi. Il y a de la cavalerie au nord de Bar. Un camp est établi au sud de la route Buzancy-Reims.

3. 1 heure. — Face à Bar, près du bois d'Autruche, on voit un rassemblement de toutes armes. Il y a de la cavalerie (2 régiments) à l'est de Germont.

4. 1 h. 1/2. — A l'ouest de Barricourt, on voit une division d'infanterie déployée; son artillerie est sur les hauteurs.

5. 3 heures. — On voit des troupes en marche de Beaumont sur Autruche et Vouziers.

6. 6 heures du soir. — On voit un corps d'armée en marche d'Autruche vers l'est.

7. 9 h. 1/2. — Il y a des feux de bivouac à Bar, à Bois-les-Dames et vers Stenay. Nouart doit être occupé par l'ennemi.

8. 10 heures du soir. — Nouart est abandonné par l'ennemi.

9. 10 heures du matin. — Vouziers est abandonné par l'ennemi. Il semble aller vers le nord sur Attigny et Quatre-Champs.

10. 2 heures du soir. — C'est le corps de Douay qui était à Vouziers (1). Il s'est retiré à Quatre-Champs. Il y a des troupes ennemies à Voncq et à Ballay.

Mac-Mahon est sur la Meuse avec quatre corps.

11. 4 h. 1/2 du soir. — Le corps de Douay est au Chêne. Il a à Voncq une brigade avec de l'artillerie et de la cavalerie. 12.000 hommes sont passés à Attigny. L'empereur Napoléon et Mac-Mahon sont à Stenay.

Il convient d'ajouter que le régiment envoyé le 26 du côté de Longuyon, étant redescendu le 27 au soir à Stenay, s'était cantonné sur la rive droite de la Meuse. Mais, comme les eaux de la rivière étaient très basses et qu'on craignait les surprises (2), de nombreuses patrouilles avaient été envoyées sur la rive gauche. Ces patrouilles avaient été fort étonnées, la nuit venant, de voir s'allumer sur cette rive, au loin, quantité de feux

(1) On apprenait cela par des trainards français faits prisonniers.

(2) Dans cette période, depuis le passage des Vosges, on relève dans les historiques de la cavalerie de nombreuses alertes de nuit, causées le plus souvent par les motifs les plus futiles.

de bivouacs. C'était le contact établi, sans recherche préalable.

Tel est l'ensemble des renseignements reçus au grand quartier général. En tirer de sérieuses conclusions était difficile. On aurait pu conclure de l'abandon de Vouziers, de Grand-Pré et de l'ouest de Buzancy que les Français montaient au nord. Leur apparition, d'autre côté, à Barricourt et sur la route Vouziers-Buzancy indiquait une marche vers la Meuse.

En tout cas, ce qui était certain, c'est qu'on avait l'ennemi devant soi, qu'il fallait se tenir prêts et massés en cas de besoin.

C'est ce qui fit l'objet de la journée du 28, qu'on employa à resserrer les armées sur leurs têtes de colonnes pour parer à tout événement, laissant la cavalerie, à une quinzaine de kilomètres en avant de son infanterie, continuer de chercher à aider les états-majors à démêler la situation (1).

Le 29, l'ordre du grand état-major est : « L'armée de la Meuse restera en défensive, tandis que la III^e armée remontera sur Grand-Pré et Sommerance. »

Aucun ordre à la cavalerie : elle est au contact absolu, son rôle est tout tracé.

1. Cavalerie saxonne (XII^e corps). — A l'extrême droite, les cavaliers saxons poussent sur Beaumont par Oches et Le Chêne.

A Nouart, au sortir de la localité, on se trouve en présence de toute une division française prête au combat. On rétrograde. Du côté de Beauclair et Beaufort, on trouve les localités occu-

(1) Ce n'était pas chose facile, et il faut dire qu'il y avait perplexité du côté des Français sur la direction de marche autant que du côté allemand.

L'état-major de Mac-Mahon, se sentant très pressé par l'ennemi, avait, le 27 au soir, eu l'idée de refluer sur Mézières pour échapper à l'étreinte. Mais de Paris on avait, par dépêche, ordonné de reprendre la marche vers l'est.

De là le flottement du 28, qui ne fut pas deviné.

On était parti le matin vers le nord ; un peu après on marchait vers l'est, en deux colonnes, les 6^e et 7^e corps par Vouziers-Buzancy-Beaumont, les 1^{er} et 2^e par Vonceq-Le Chêne-La Besace.

Le 5^e corps allait, comme une sorte de flanc-garde n'ayant sur sa droite ni jour, ni espace, accompagné des yeux par les patrouilles allemandes qui le voyaient s'arrêter, prendre position, rompre, repartir.

pées par les Français. Mêmes nouvelles du côté de Champy, Fossé, Bois-les-Dames, où les routes sont couvertes de colonnes en marche. La nuit venant, les patrouilles avancées s'arrêtent avec l'ennemi, voient s'allumer les feux de bivouac; mais vers minuit on ne voit plus rien, les feux s'éteignent, et il semble, au bruit qui se fait, que les Français remontent vers le nord; à Beaumont seulement, on aperçoit un camp qui reste à demeure.

2. A gauche des Saxons, est la division de cavalerie de la garde prussienne. Cette cavalerie constate à Nouart de nombreuses forces ennemies; elle trouve les villages de Bar et Barricourt inoccupés.

Elle couche à Barricourt, mais ses cavaliers ont fait deux prises très sérieuses. Ils ont arrêté, du côté de Germont, un sous-intendant militaire en tournée, dont le calepin a pu leur donner des renseignements, et, chose plus grave pour l'armée française, ils ont capturé, sur la route, un capitaine d'état-major qui, escorté de quelques chasseurs à cheval, portait au général de Failly l'ordre de mouvement donné à l'armée par le maréchal de Mac-Mahon, capture importante qui met la lumière sur la situation, jusque-là si vague, des cinq corps français.

La 6^e division ajoutait, plus à gauche, son travail à celui des Saxons et de la garde, tandis que la 5^e, plus rapprochée de la ligne de communication française, capturait deux convois de vivres et de fourrages, coupait la voie ferrée de Mézières et arrêtait, sur le canal des Ardennes, des bateaux chargés de pain, de vin et de draps.

En fait, l'ensemble des nouvelles envoyées à Grand-Pré, au grand état-major qui s'y était transporté, était le suivant :

1. Saxons. — 5 heures du soir : Beauclair et Beaufort sont occupés par l'ennemi. On voit des colonnes en marche vers le nord.

7 h. 1/2 du soir : Les forces françaises de Nouart, faibles d'abord, se sont accrues de près d'une division avec cinq batteries. Un corps ennemi bivouaque à Saint-Pierremont.

2. Cavalerie de la garde. — 10 heures du matin : Boult-aux-Bois est entouré de bivouacs ennemis.

2 heures : L'ennemi est en marche d'Authe sur Le Chêne. On ne peut encore se rendre compte s'il va à Beaumont.

5 heures : L'ennemi marche par Autruche. Il bivouaque à Saint-Pierremont et Oches.

3. 6^e division de cavalerie. — 10 heures du matin : Quatre-Champs est occupé par l'ennemi. Nombreux bivouacs jusqu'à Ballay. Boult-aux-Bois est occupé aussi. Il y a peu de monde à Voncq. Les troupes assez nombreuses qui y étaient campées se sont portées sur Le Chêne.

12 heures du matin : Voncq a été occupé par deux de nos escadrons. On voit au Chêne de nombreux bivouacs. Il y a, sur la route, des convois protégés par de la cavalerie.

Il y a deux régiments d'infanterie à Quatre-Champs. On voit des bivouacs à Boult-aux-Bois et à Belleville.

5 heures du soir : L'ennemi évacue Quatre-Champs; il paraît se diriger sur les Petites-Armoises. Il y a un corps d'armée au Chêne et un à Voncq.

10 heures du soir : L'ennemi quitte Le Chêne, où il n'y a plus qu'une arrière-garde. Il semble se diriger sur Beaumont. Châtillon est occupé par de l'infanterie. Il n'y a plus personne à Quatre-Champs.

Si l'on n'avait eu que ces nouvelles, on comprend qu'il eût été bien difficile d'étayer (1) complètement la situation. On

(1) Armée française : Le 28 au soir, le maréchal de Mac-Mahon, qui voulait passer la Meuse à Stenay, apprend que les Allemands y sont.

Il lui faut donc remonter vers Mouzon et Euilly pour gagner Montmédy.

Des ordres en ce sens sont envoyés à tous les corps pour changer leurs itinéraires du 29. Le plus intéressé à ce changement était le 5^e corps, qui, devenant l'aile marchante, allait, par suite, défiler devant l'ennemi et était ainsi dans une situation délicate.

L'état-major envoie, par suite, à ce corps, un ordre direct, porté par un officier d'état-major : « Portez-vous sur Beaumont. »

L'officier, enlevé par les cavaliers ennemis, voit sa dépêche prise; le 5^e corps n'est pas prévenu de sa situation, très en l'air, et cette circonstance malheureuse non seulement met aux mains des Allemands un papier d'importance, puisqu'il leur dévoile la situation complète de l'armée ennemie, mais encore est, avec la négligence du lendemain de ne pas se garder, la cause de la destruction de ce corps à Beaumont.

Dans cette journée du 29, le 1^{er} corps va, à minuit, près de la Meuse à Rau-

Etudes pratiques, II.

ne pouvait que continuer, comme pour le 29, une série d'ordres, de prévisions.

Mais le grand état-major allemand avait d'autres cordes à son arc, et, au surplus, ne les eût-il pas eues, que la prise de la dépêche, faite par la cavalerie de la garde, le fixait définitivement.

Nous n'irons pas au delà dans cette étude. Aussi bien, de ce moment, l'enveloppement est tout indiqué, et l'armée française, si elle continue son objectif, qui est de gagner Metz par le nord, doit ou livrer une bataille heureuse, ce qui est peu admissible devant les forces supérieures qui la pourchassent, ou passer la frontière, ou s'acculer à une place. C'est ce dernier parti qu'elle prend.

L'Exploration : Déductions ; Conclusions.

On a beaucoup parlé et écrit sur l'exploration depuis la guerre de 1870; mais, si l'on est fixé sur le but, on ne l'est pas encore parfaitement sur les moyens.

Il est vrai de dire que ce n'est ni simple ni facile.

Dans le grand jeu d'échecs de la guerre, on sait bien que l'art est d'avancer successivement des pions menaçant les lignes de communication de son adversaire, mais, ces lignes de communication, on les ignore le plus souvent et l'on avance un peu sur de simples présomptions.

Le grand art étant de transformer ces présomptions en cer-

court, pour la passer le lendemain; le 12^e corps passe la rivière à Mouzon; le 7^e corps, parti à 10 heures seulement de Boult-aux-Bois, ne peut atteindre La Besace, où il devait aller, et campe à Saint-Pierremont.

Enfin, le 5^e corps, qui, d'après l'ordre primitif, devait aller à Stenay, n'ayant pas reçu d'avis contraire, se met en marche en deux colonnes vers l'est. L'une des colonnes se trouve à Nouart, en face d'une brigade saxonne, et est obligée à un déploiement et à un simulacre de combat.

Ce combat à peine terminé, le nouvel ordre est reçu. « Ce n'est pas sur Stenay, mais sur Beaumont qu'il faut vous diriger. Stenay est aux mains de l'ennemi. » On change de direction, et c'est à minuit seulement qu'on arrive à Beaumont.

titudes, on met, nous l'avons dit déjà, tout en œuvre pour être renseigné.

Il était donc naturel que l'envoi, en avant de ces fronts de concentration ou de marche, de troupes de cavalerie, allant vite, pouvant se dérober vite, pouvant envoyer des nouvelles vite, fût la première pensée qui vint à l'esprit des commandants d'armée.

De là, aujourd'hui, ces grosses masses de cavalerie constituées pour briser les résistances si l'on en rencontre. Mais — est-ce difficulté? est-ce manque de méthode? est-ce l'un et l'autre? — il est bien rare que les résultats soient ce qu'on eût pu espérer.

Même sous le premier Empire où la cavalerie française était très bonne, très entraînée, très hardie, on cite peu de cas où elle ait rempli son rôle en avant des armées. Les exemples fourmillent, au contraire, dans l'histoire militaire pour prouver combien peu le service d'exploration et de reconnaissance était connu.

Ce n'est certes ni la campagne de 1859 des Français en Italie, ni celle de 1866 qui donnent des exemples à imiter pour le service d'exploration.

Les journées des 17 au 29 août 1870, que nous venons de résumer, sont celles qui peuvent le mieux éclairer sur la pratique de ce difficile service, et ajoutons, avant de tirer aucune conclusion, que les divisions prussiennes avaient beau jeu, qu'elles n'eurent jamais rien devant elles pour les gêner, qu'elles ont été — en pays ennemi cependant — dans une situation qu'on ne retrouvera probablement jamais.

Résumons les dernières de ces journées comme type, en les complétant :

Le 21 août, deux escadrons de hussards (brigade du XI^e corps) sont envoyés de Gondrecourt à Joinville (30 kilomètres). Ils trouvent à la gare un registre relevant la marche des trains de transport du 5^e corps français, qu'on supposait alors en retraite vers le sud.

Le 16, on avait eu, par des journaux et des agents, la nouvelle d'une agglomération de troupes à Châlons et au camp de Châlons, sans autre renseignement; le 23, on apprend, par deux escadrons de la cavalerie du XI^e corps poussés de Vitry

à Châlons, à 60 kilomètres en avant du gros de la 4^e division de cavalerie, que Châlons est évacué, qu'il ne s'y trouve plus que quelques bataillons de mobiles.

Le 24, le 5^e dragons (brigade du XI^e corps) pousse une fraction non seulement à Châlons, mais au camp, à 60 kilomètres devant les avant-gardes. Il le trouve abandonné.

Le 25, on a la certitude de la marche de Mac-Mahon vers le nord-est. Ce jour-là, on prépare le changement de direction des III^e et IV^e armées allemandes.

Le 26, on retrouve le contact perdu depuis le soir de la bataille de Frœschwiller (1).

A ces renseignements *de visu*, se joignent les renseignements suivants :

Le 23, on intercepte une lettre venant de Metz, écrite par un officier « supérieur » à sa famille : « Nous allons être secourus par l'armée de Châlons. »

Comment croire à ce projet? Il y avait tant d'objections à y faire.

Le 24, un émissaire donne avis de l'évacuation de Châlons et du camp. On reçoit par Londres une dépêche de Paris : « Mac-Mahon cherche à rejoindre Bazaine. »

Enfin, on lit dans les journaux du 23 : « Mac-Mahon a pris position à Reims (2). »

(1) On fera évidemment l'objection ou tout au moins l'observation : Où était donc la cavalerie française? Cette cavalerie excellente, énergique, prête à tous les sacrifices, elle l'a prouvé du reste, faisait pendant la guerre ce qu'elle avait fait pendant la paix. Elle marchait avec son infanterie, prête à l'aider au combat.

Elle se considérait là comme dans son rôle, quoique les exemples, dans le passé, de son intervention en dehors du combat, ne manquassent pas.

Beaucoup de ses officiers avaient lu le livre du général Morand, où il parle de 1812 : « Amers souvenirs, dit-il, de voir les Cosaques russes, jusqu'alors si dédaignés, épuiser notre cavalerie et faire plus pour le salut de la Russie que les armées de cet immense empire.

» Chaque jour on les voyait à l'horizon étendus en grande ligne. On se formait et l'on courait à eux. Au moment d'être atteints, ils disparaissaient pour reparaitre une heure après en une nouvelle ligne noire. On recommençait, et c'est ainsi que la plus belle cavalerie du monde (plus nombreuse qu'eux) se consuma. »

(2) Il faut observer que les dépêches sont le plus souvent, à la guerre, envoyées l'après-midi ou le soir, que le porteur voyage de nuit; qu'au lieu donc de 10 à 15 kilomètres qui peuvent être faits à l'heure de jour et par un beau temps, on

Cette lettre, cette dépêche, ce journal, donnent l'idée qu'il va se passer quelque chose de particulier.

Le 25, on a de nouveaux journaux. On y parle d'un mouvement des Français vers Vouziers; une nouvelle dépêche arrive de Londres; un journal de Paris, bien informé, annonce la décision prise par Mac-Mahon de rejoindre Bazaine.

Certainement, le grand état-major allemand n'a pas dû être sans perplexité. Et ceci est si vrai que, dès le 24, le maréchal de Moltke avait préparé un projet pour réunir à Damvillers, sur le chemin de Metz, sept corps (les trois de l'armée de la Meuse, les deux corps bavarois et deux corps, les VIII^e et IX^e, empruntés aux corps du blocus de Metz).

en fait seulement 4 ou 5, encore faut-il faire entrer en ligne de compte que le cavalier peut se tromper de chemin ou faire, sans s'en rendre compte, de grands détours.

On a relevé dans les historiques les distances parcourues par certains cavaliers bien montés, porteurs de dépêches.

Le 21, une dépêche envoyée de Saint-Nicolas à Saint-Dizier (55 kilomètres) a mis cinq heures et demie avec un relais de 2 h. 1/2 du matin à 8 heures.

Le 23, une dépêche envoyée de Courtisols à Ligny a mis treize heures (103 kilomètres), avec deux relais, de 9 heures du soir à 10 heures du matin.

Le 26, quatre dépêches ont été envoyées à Clermont (distances moyennes 40 à 58 kilomètres) :

La première, partie de Saint-Juvin à 4 heures du soir, a mis trois heures.

La deuxième, partie de Moncheutin à 3 heures, a mis quatre heures.

La troisième, partie de Séchault à 7 heures, n'est arrivée que le 27 à 4 heures du soir.

La quatrième, partie de Savigny à 7 heures, n'est arrivée que le 28 à 6 heures du matin.

Ces quatre envois faits sans relais, par le même cavalier.

Celles envoyées le 27 à Clermont, partant de Buzancy et de Monthois, ont mis trois, six et douze heures sans relais pour des distances de 42 à 45 kilomètres. Parties à 8 heures du matin, à 4 heures du soir, à 8 heures du soir, elles arrivent, la première à midi et les deux autres seulement le lendemain à 4 et 8 heures du matin.

Une dépêche envoyée de Bayonville le 28 à 9 heures du matin arrive à 3 heures du soir (45 kilomètres).

Une autre envoyée de Vouziers à midi, le 28, arrive à 9 heures du soir (51 kilomètres).

Le 29, trois dépêches importantes partent de Vouziers et de Barricourt pour Varennes à 11 h. 1/2 du matin, à 7 h. 1/2 et 10 heures du soir; elles arrivent à destination : la première à 4 h. 1/2, la deuxième à 5 heures du matin le 30, la troisième à 9 heures du soir le 30, pour des distances qui ne sont pas supérieures à 45 ou 50 kilomètres.

Voilà des chiffres pratiques à se graver dans la mémoire.

Il allait lancer l'ordre lorsque les renseignements du 25 lui arrivent.

Ils étaient insuffisants sans doute pour prendre une décision ferme au sujet de la concentration des sept corps, mais ils donnaient la certitude, en tout cas, qu'en allant vers le nord on avait des chances d'établir le contact complet.

On lança donc l'ordre de changement de direction de la III^e armée.

Dès le 26, en effet, les patrouilles rencontrent, à Monthois, à la Croix-aux-Bois, les flanqueurs du 7^e corps français. A Grand-Pré, on se bute contre des masses ennemies; à Vouziers, on trouve des troupes installées en campement.

De ce moment l'exploration est comprise : prendre le contact, ne pas le perdre, tâcher de voir, recueillir les renseignements, les communiquer.

Cela paraît tout simple en théorie; en pratique, ce sont des difficultés souvent insurmontables.

On en jugera par ce fait que les renseignements expédiés, après avoir été recueillis le 26 dans l'après-midi, ne furent reçus au grand quartier général que tard dans l'après-midi du 27. Il y a forcément des lenteurs dans ces transmissions et — faut-il l'ajouter? — il y a souvent excès de zèle, et, dans le désir qu'on a de faire savoir quelque chose, on envoie des renseignements trop vite, sans les corroborer. Aussi, beaucoup arrivent qui sont erronés et contradictoires.

En fait, ce qui se dégage des renseignements du 26 et du 27 est seulement ceci : les Français marchent vers la Meuse et ne l'ont pas encore atteinte. C'est tout ce qu'on sait.

En fait, il ressort de cette étude que la cavalerie allemande n'avait, pas plus que la nôtre, de notions bien exactes sur l'exécution du service de découverte en 1870.

Le major général dit bien : « Lancez votre cavalerie en avant »; mais, comme il ne fixe pas de distance, ses instructions à ce sujet restent lettre morte. Du 17 au 20, la 4^e division de cavalerie, qui était, au milieu du front, la directrice, fait 16 kilomètres par jour. C'est insuffisant pour découvrir.

Dans ces journées et dans les suivantes, sauf quelques exceptions, toutes les patrouilles, dès qu'elles ont établi un contact, même dès qu'elles se sentent suffisamment en pointe, au

lieu de s'arrêter, d'attendre, reviennent sur leurs pas pour rejoindre leur régiment.

Cette bizarrerie ne semble pas avoir choqué les chefs de la cavalerie. On se rend bien compte cependant que, si l'on a eu le contact un jour, il est perdu le lendemain.

Il n'est pas besoin d'explications pour montrer, d'abord, que l'on fatigue chevaux et cavaliers; puis que, du moment qu'on poursuit une armée en retraite, si l'on fait 30 kilomètres pour revenir sur ses pas et rendre compte, comme cet ennemi, lui, continue à marcher, ce ne sera plus, le lendemain, par 30 kilomètres, mais par 60 kilomètres qu'on sera séparé de lui.

On objectera que les détachements de découverte, que les patrouilleurs se fondent peu à peu. Des chevaux se blessent et ne peuvent continuer, de temps en temps on est dans l'obligation de laisser des postes de correspondance derrière soi, sous peine de ne plus pouvoir transmettre les nouvelles. Rien n'est plus vrai; mais cette difficulté se résout facilement: il suffit de fixer que l'on s'occupera, en arrière, de renforcer sans cesse les groupes qui travaillent en avant.

Si, dans le combat, on doit louer sans réserve l'esprit de cohésion qui a animé les unités combattantes des diverses armes de l'armée allemande dans la guerre de 1870, on ne saurait le faire lorsqu'il est question de s'entr'aider dans l'exploration.

Là, chacun travaille pour son compte, envoie de son côté sa cavalerie devant soi, et il ne semble pas qu'on s'intéresse beaucoup à ce que fait celle des voisins de droite et de gauche.

Depuis 1870, on a fort étudié la question *exploration*.

Quelques-uns ont pensé la résoudre en exposant une sorte de schéma que les divisions de cavalerie ou les détachements plus petits tendront en avant des fronts de marche, une sorte de toile d'araignée à travers laquelle rien ne passera sans qu'il y ait une sorte de répercussion du passage.

En théorie rien de mieux, mais que de déboires on aurait dans la pratique si l'on voulait s'astreindre à une forme!

Suivons, sur une carte, dans cette période de dix jours seulement les trois divisions « indépendantes » des Allemands.

La 2^e division est au flanc gauche. Elle est astreinte à des

marches forcées qui la fatiguent outre mesure et à un double changement de direction.

La 4^e division est, le 16, au centre. On a cru bon de lui donner une disposition semi-réglementaire. Dès le 19, ce dispositif est rompu par la force même des choses, qui a montré qu'en le conservant intact on ne pouvait plus se mouvoir que très imparfaitement.

Cette division est, le 23, à l'aile droite; le 25, elle est astreinte à gagner Sainte-Menehould par le défilé des Islettes. Le 26, elle passe de l'aile droite au centre. Le 27, il faut qu'elle se remette en colonne pour passer le défilé de Grand-Pré. Le 28, elle se trouve à l'aile gauche, mais ses régiments de cavalerie légère (1) ne sont plus sur son front.

Du 17 au 26, toutes les divisions font face à l'ouest. Le 27, il faut que toutes fassent face au nord.

Donc aucun dispositif régulier n'est possible.

Une des vertus que nous avons le plus remarquée dans l'armée allemande est l'initiative à tous les degrés.

On ne peut nier qu'elle n'existât, peut-être pas au degré que nous pensons, mais enfin dans une mesure très supérieure à l'initiative dans l'armée française.

Cette initiative semble avoir un peu paralysé le travail d'exploration, qui demande de l'ordre, de la régularité d'application. Courir aux renseignements est bien, mais sous condition qu'il y ait entente entre les travailleurs; sinon, on arrive à l'enchevêtrement et l'on paralyse vite les bonnes volontés.

Là où les Allemands ont été des explorateurs, c'est dès que le contact a été tel que la lutte en était une déduction forcée, parce que là il n'y avait plus de doute possible dans les moyens d'exécution à prendre.

Comme nous l'avons fait remarquer dans le cours du récit, le grand état-major allemand sentait bien, lui, ce qu'il y avait à faire; mais il ne mit pas, dans ses ordres, en présence d'une

(1) Dans l'ordonnance de 1870, les régiments de cavalerie légère faisaient seuls la découverte.

situation un peu neuve pour sa cavalerie, tout le détail qu'il eût fallu (1).

Il dit sans cesse : « mettez la cavalerie en avant », mais il néglige de lui donner une direction, de lui délimiter les secteurs où elle agira, et, dans ces conditions, il était difficile d'espérer autre chose que ce qui s'est fait.

Ajoutons, une fois encore, que l'on travaillait à l'exploration dans les circonstances les plus favorables, dans un pays ennemi c'est vrai, mais dont l'opposition était nulle, et surtout sans avoir aucun cavalier devant soi, car l'armée française rivait sa cavalerie à ses marches.

Dans ces conditions, au point de vue du résultat pratique, nous sommes presque en droit de dire que nous devons considérer ce qu'on a fait du 17 au 27 août, du côté des Allemands, comme un maximum.

On n'en peut mieux juger que par certains faits historiques des armées de province.

Dans les premiers jours d'octobre 1870, un régiment de cavalerie allemande avait été installé à Voves, chef-lieu de canton d'Eure-et-Loir, dans l'arrondissement de Chartres.

De ce point partaient journellement des patrouilles qui se répandaient dans la Beauce.

Le pays avait organisé des gardes nationales auxquelles on avait distribué de vieux fusils et des munitions. On ne saurait donc dire qu'on y manquait d'armes.

Et cependant la hardiesse de ces cavaliers était devenue telle qu'ils entraient dans les villages et s'atablaient dans les auberges sans aucune précaution.

Il fallut pour faire cesser cet état de choses qu'un jour un certain nombre d'entre eux quittassent un cabaret à Varize, près de Châteaudun, sans payer, quoiqu'ils eussent pris de nombreuses consommations.

On avait pu supporter leur hardiesse, leur sans-gêne; on

(1) Qu'on relise, dans les correspondances de Napoléon, toutes les instructions qu'il envoie par le major général à ses cavaliers. Il convient de dire qu'il ne comprenait le service de découverte que par gros détachements.

« On réunira toujours, disait-il, mille ou douze cents chevaux. Je ne veux point d'échauffourées. »

s'irrita seulement de ce qu'ils avaient bu et mangé sans rembourser l'aubergiste, ce qui était presque naturel, et, les esprits se montant, on songea alors seulement qu'on avait des armes et des munitions, et le premier petit détachement qui se présenta fut fusillé et fait prisonnier (1).

Après la bataille de Pont-Noyelles, le général de Manteuffel n'osa poursuivre son succès et disperser définitivement le rassemblement si peu homogène du général Faidherbe. Il craignait probablement de tomber dans le dédale de nos petites places du nord et de se créer ainsi de nombreuses difficultés.

Ayant d'ailleurs pour but de s'opposer aux tentatives qu'on pouvait faire du nord sur Paris ou sur les lignes de communications, il trouvait inutile de quitter sa base, la ligne Rouen-Amiens, et sa seule envie était de posséder Péronne en la bombardant ou l'assiégeant même, si besoin.

Pour cela il lui importait de savoir ce que faisait le général Faidherbe.

Il prescrivit donc une série de reconnaissances vers la Scarpe et l'Escaut. Quelques-unes sont à citer comme typiques.

Le 28 décembre, un escadron de hussards s'était porté sur Lens, y avait coupé la voie ferrée d'Arras et rentrait par Souchez. Il trouva là un bataillon de mobilisés armés (2) qui se préparait à rejoindre l'armée du Nord.

Les 15 hussards d'avant-garde dispersèrent le bataillon et firent prisonniers 8 officiers et 170 hommes.

Ce même jour, une patrouille entra dans Cambrai, une ville forte ayant une petite garnison et 20.000 ou 25.000 habitants.

(1) Le 15 octobre, on envoya à Varize deux escadrons avec une section d'artillerie. Le village fut canonné et incendié. On fit subir le même sort au hameau de Civry, dont les habitants armés s'étaient joints à ceux de Varize pour dresser une embuscade aux uhlans.

(2) Ce bataillon était armé, mais, par une inexplicable négligence, on n'avait pas encore distribué les cartouches. Mais enfin il avait des fusils, des baïonnettes, et les cavaliers n'étaient que quinze.

Deux jours après, enhardi, un officier de uhlans y entra en plein jour avec son peloton. Ce jour-là, on avait renforcé la garnison de 2.000 mobiles ou mobilisés, et il reçut quelques coups de fusil.

Combinaison des nouvelles obtenues par les moyens secrets et les moyens techniques.

Sur le sujet qui nous occupe, la période qui s'étend du milieu de juillet 1870 à la fin d'août est certainement la plus intéressante à étudier.

Nous venons d'en donner un aperçu sous le titre de *Reconnaissances et découverte* et sous celui d'*Exploration*.

Nous devrions peut-être borner là cette étude; mais on connaît si peu cette partie des choses militaires, elle est, d'autre côté, si utile, que nous avons pensé terminer cette première phase de la guerre en montrant comment on peut en venir à condenser ou à essayer de condenser entre eux les moyens de détermination de la situation où se trouve un adversaire.

Ce qu'on appelle « la science des renseignements » est, au total, le résumé des procédés par lesquels on cherche les indications. On est très volontiers porté à blâmer les généraux qui ne savent pas obtenir de renseignements, mais, même lorsqu'on en a, une grande perspicacité est nécessaire pour démêler ce qu'ils ont de vrai ou de faux.

Ce chapitre, où il y aura forcément des redites, et même nombreuses, sur les pages précédentes, va essayer de montrer le plus ou moins d'ingéniosité des états-majors allemands pour discerner la vérité au milieu de rapports plus ou moins divergents, plus ou moins vagues dans leur expression.

Dans ce résumé très rapide, nous n'ouvrons absolument que l'historique de la guerre du grand état-major allemand, laissant de côté tous livres et opuscules ayant paru depuis (1).

(1) C'est un très vaste travail que celui de la guerre de 1870-71 par le grand état-major de Berlin, et qui permet, nous l'avons dit déjà, sur presque toutes les branches militaires de nombreuses recherches.

On a objecté que, dans ce monument élevé à la gloire des armées de la Con-

La relation allemande donne, nous l'avons dit, peu de détails sur la manière dont on se procura, en juillet, des renseignements sur les formations et concentrations françaises. On se servit surtout de journaux et, dit l'historique du grand état-major, de reconnaissances que les détachements placés en avancée sur la Sarre et la Lauter envoyaient en avant, mais on ne désigne ni les journaux ni les reconnaissances.

De cette lecture on peut déduire à coup sûr que l'on a surtout utilisé, dans une large mesure, les renseignements télégraphiques envoyés de l'intérieur par la voie de l'étranger.

Ce qui est certain, c'est que, le 24 juillet, on sait à peu près la composition et le plan des six premiers corps français et que, le 4 août, on ne sait pas si le corps de Mac-Mahon est en Alsace ou s'est rapproché des autres vers l'ouest. Il faut la gravité de l'engagement de Wissembourg pour fixer les idées.

Nous avons fait remarquer le grand nombre de renseignements fournis aux états-majors jusqu'au 5 août. La relation ne pouvant en indiquer la source tourne la difficulté en disant « fournis par les autorités locales de la frontière ».

Disons tout de suite qu'elle avoue qu'ils n'étaient ni sérieux ni positifs; toutefois, ils avaient l'énorme avantage de faire savoir notre décision de ne pas prendre l'offensive. Au contraire, ils tendaient à faire supposer que nous allions abandonner la Sarre pour nous retirer, et, quoi que dise l'historique, il est plus que probable que cette opinion a pris plus corps qu'elle ne méritait et que ce ne soit là la vraie cause du mouvement des avant-gardes vers cette rivière.

fédération, on avait dû faire la part des événements au profit de ces armées, autrement dit qu'il y avait forcément des arrangements qui ne donnent pas, quelquefois, la situation sous son véritable jour. C'est possible et probable, car l'histoire n'a jamais passé, que nous sachions, pour une science exacte; au lecteur à discerner ces parties « mises au point » pour les besoins de la cause.

Et ce n'est pas un des moindres attrait de ce livre, très touffu, et qui commence à être un peu oublié déjà, après avoir été si commenté, de faire ressortir les notions de principe du grand état-major, et de laisser déduire de l'exécution et de la mise en action des principes, sinon le caractère propre des individualités, du moins le caractère qu'ils ont imprimé à la guerre, après réflexions antérieures.

En tout cas, et c'est sur quoi nous tenons à bien appuyer, les renseignements sont tous extra-militaires et l'on ne semble guère disposé à les avoir autrement.

Le 4 août, après Wissembourg, on ne sait plus rien sur le 1^{er} corps d'armée français et encore moins sur la division Douay, qui vient de se battre.

Le 6 août, après Frœschwiller, on ne sait pas davantage ce qu'est devenu ce corps « en déroute », et cependant il n'avait que deux voies de retraite : Bitche ou Saverne.

La cavalerie allemande n'a pas encore de hautes audaces : elle s'attarde à recueillir sur les chemins des trophées faciles, sans songer que son rôle est tout autre.

Le lendemain, il faut les bizarreries de la guerre pratique pour se rendre compte de cela ; c'est précisément sur cette route de Bitche, où personne n'a passé, que la cavalerie, mise en route, va courir. Elle ne tarde pas à voir son erreur, redescend vers le sud, se rend compte qu'il y a encore à Saverne beaucoup de soldats en troupe « ou débandés ». Il eût fallu passer outre, entrer dans Saverne, voir enfin. Au lieu de cela, fatiguée, elle rétrograde sur Bouxwiller pour se reposer et passer une nuit tranquille, et le lendemain 8, naturellement, la distance s'est trop agrandie entre les traînards français et elle pour qu'elle sache rien.

Tout cela provient de la préférence que l'on donne aux renseignements extra-militaires sur les vrais renseignements. Au lieu de courir à cheval sur les chemins, on s'en rapporte aux nouvelles « que le 6^e corps français s'est rapproché de Bitche » ; puis les habitants sont forcés de déclarer que, depuis le 6 au soir, il n'est passé personne sur la route entre Niederbronn et Bitche, puis on dit que « le 5^e corps s'est retiré vers le sud », d'où l'état-major conclut — ce qui était faux — qu'il a déterminé aussi vers le sud la retraite du 1^{er} corps.

Nous avons vu qu'à ce même moment on ne sait pas davantage, sur la Sarre, la tournure que la bataille de Forbach donne aux événements. On sait que les Français ont du monde sur la direction Boulay-Saint-Avold-Forbach, mais la condensation des nouvelles fait supposer — ce qui est inexact aussi — que le 2^e corps français s'embarque en chemin de fer et n'a

laissé à Sarrebruck que quelques troupes pour couvrir son embarquement.

Nous avons suffisamment indiqué ci-dessus ce qui a été fait ensuite jusqu'au 17 août. Il est inutile d'y revenir. Aussi bien n'y a-t-il pas là une étude sérieuse. Les cavaliers suivent pas à pas les colonnes françaises, et il n'est douteux pour personne que nous n'allions passer la Moselle à Metz. La suite de ce passage, qui a amené Gravelotte le 16 et Saint-Privat le 18, est connue de tous.

Reportons-nous à la III^e armée (1).

C'est, de toutes les périodes, celle qui, pour l'étude des relations entre les nouvelles reçues et les mouvements ordonnés, offre le plus d'intérêt et fait le mieux ressortir « la pratique » de l'ordre en opposition à « la théorie ».

1. Marche des Vosges à la Moselle.

Durant cette marche, nous l'avons vu, le contact est perdu. Tous les renseignements sont négatifs.

Elle dure du 8 au 16 août.

Le 13 seulement, on sait, à Sarrebourg, qui n'est qu'à 17 lieues de Nancy, que, le 12, on a trouvé cette dernière localité inoccupée. A Nancy, à Lunéville, on ramasse tous les journaux, on saisit toutes les lettres, et c'est ainsi que l'on apprend le 14 :

Qu'il y a des formations considérables à Châlons ;

Que Mac-Mahon s'est replié sur Châlons ;

Que de Failly, avec le 5^e corps, est descendu de Bitche vers le sud pour s'établir dans les défilés des Vosges méridionales, — nouvelle si bien confirmée que l'on envoie en observation de ce côté toute une division de cavalerie.

(1) Nous avons étudié déjà le service d'exploration exécuté dans cette armée depuis les Vosges jusqu'à Sedan ; nous étudions maintenant la condensation faite dans les états-majors des nouvelles reçues par les moyens en usage.

2. Marche de la Moselle à la Meuse et à l'Ornain.

Cette marche dure du 17 au 20 août.

Pendant cette période, le commandant de la III^e armée règle les marches de manière à atteindre la Marne entre Saint-Dizier et Joinville; mais il le fait sans savoir ce qu'est devenu le 5^e corps et ce qui se passe à Châlons.

Le 17 seulement, des papiers saisis à la poste de Saint-Dizier apprennent l'appel des réserves (hommes de 25 à 35 ans), la formation des 12^e et 13^e corps et la présence à Châlons d'une division de cavalerie (du 6^e corps).

A Vezelise, on apprend ce même jour 17, par les journaux et les habitants, que, le 14, des troupes sont passées à Vaudemont, allant à Neufchâteau. On a les mêmes nouvelles à Rambervillers; mais c'est le 11 que 15.000 hommes y sont passés, allant à Charmes.

Le 18, nouvelles reçues fort vagues : les troupes de MacMahon ont été transportées de Neufchâteau sur Châlons; il y a de grosses concentrations à Verdun; il n'y a rien eu à Epinal; enfin, une dépêche envoyée par le ministre de l'intérieur, trouvée à Mesnil-sur-Saux, prévient les préfets qu'on va avoir des forces considérables à Châlons.

Ces renseignements se confirment le 19; retraite sur Neufchâteau-Mirecourt.

Pas d'agglomération de troupes du côté d'Epinal.

Le 19 enfin, une nouvelle bizarre : les coureurs de la 4^e division de cavalerie ont dû se replier devant des troupes d'infanterie française allant de Saint-Dizier vers l'est.

En somme, quoiqu'on ne dise rien des dates où ces renseignements sont arrivés au grand quartier général, il semble bien établi qu'ils n'ont en rien influé sur la marche, laquelle s'exécutait journallement sans qu'on se préoccupât des nouvelles.

Le 21 et le 22, on s'arrête sur la Meuse pour attendre l'armée de la Meuse.

3. Reprise de la marche sur Châlons (du 22 au 25 août).

Le 20, on sait qu'une patrouille de cavalerie a été très près de Verdun. Il n'y a de ce côté aucune concentration comme on l'avait dit. La place n'a que sa garnison, même très faible.

Est-ce sur ces renseignements qu'ont été basées les marches? Nous ne le supposons pas. Il est plus que certain que le grand quartier général avait d'autres nouvelles dont il n'indique ni la source ni la teneur.

Comment admettre que les ordres donnés le 21 pour la reprise de marche du 23 fussent basés sur ces simples bruits? On était évidemment plus au courant que ne le dit la relation de ce qui se passait à Châlons.

Et cela est confirmé par le transfert, le 23, du grand quartier général de Pont-à-Mousson à Commercy.

Et, comme « les bruits du départ des Français du camp de Châlons » sont parvenus jusqu'au grand quartier général, c'est le maréchal de Moltke qui écrit lui-même au chef d'état-major de la III^e armée pour l'inviter à recueillir promptement des renseignements.

Or, comme les troupes de Mac-Mahon ont évacué le camp de Châlons le 21, que la lettre du maréchal au général de Blumenthal est arrivée à Ligny et que c'est de là qu'on a envoyé à la 4^e division de cavalerie les ordres qu'elle a exécutés le 24, il est évident que ce qu'on appelle, dans l'historique, « des bruits » étaient des renseignements extra-militaires.

Ce sont donc ces renseignements qui ont réglé la marche du 21 au 26, de manière à appuyer vers Reims, au nord-ouest. Dès le 23, du reste, les patrouilles de la 4^e division de cavalerie ne trouvent plus personne au camp de Châlons et préviennent le quartier général de la III^e armée, qui l'apprend dans la matinée du 24.

On le savait déjà, puisque, le 23, toutes les dépêches saisies disaient que l'empereur Napoléon III était à Reims avec la plus grande partie des forces françaises, et qu'enfin, le 24, dans la matinée, la 4^e division de cavalerie envoyait à l'état-

major un journal de Paris annonçant que Mac-Mahon était à Reims avec 150.000 hommes.

C'est aussi le 24 au matin qu'arrive la dépêche de Londres, dont nous avons déjà parlé, disant « que Mac-Mahon se concentre à Reims et qu'il cherche à faire sa jonction avec Bazaine ».

On avait, à ce moment, 24 août, réglé au grand état-major la marche du 25 au 28, qui amenait les armées vers Châlons.

Le 25, à 11 heures du matin, on les remplaçait par d'autres, qui, sans faire encore un changement de front vers le nord, accentuaient davantage le mouvement vers le nord-ouest, et, par un heureux hasard de circonstances, préparaient même, tout au moins pour l'armée de la Meuse, une marche ultérieure possible vers le nord.

Mais — qu'on ne s'y méprenne pas — cette préparation ne prévoyait pas, de la part du maréchal de Moltke, un enveloppement comme celui de Sedan. Craignant, au contraire, d'être gagné de vitesse et de se trouver obligé de livrer une bataille face à l'est, il tendait surtout à obtenir plus facilement sa concentration projetée à Damvillers, pour le 28, avec sept corps, dont deux venant de Metz.

La journée du 25 est sans incidents; mais, le soir, toute une série de renseignements arrive. Ce sont les journaux de Paris, « entre autres *le Temps* », qui montrent la réalité du projet de marche de l'armée de Châlons sur Metz et annoncent que cette armée a quitté Reims depuis le 23.

Et, malgré cela, le grand état-major allemand n'ose pas prendre encore la décision de marcher franchement au nord, et l'ordre que rédige le maréchal de Moltke en laisse en quelque sorte la responsabilité au commandant de l'armée de la Meuse, auquel on écrit « d'agir suivant les renseignements qu'il possède ».

Il a dû certainement y avoir, ce jour-là, quelque difficulté dans la condensation des avis autour du roi de Prusse, car il semble établi que le courant des idées était de faire tout de suite le changement de direction. C'était du moins l'avis du général de Podbielski, et c'est l'envoi du colonel Verdy du Vernois au prince de Saxe qui semble avoir déterminé celui-ci à faire

prendre sur-le-champ cette décision sans attendre de plus amples renseignements, qui n'arrivèrent que de nuit.

En ce qui concerne les nouvelles directes, nous les avons déjà données; nous les reproduisons pour mémoire, afin de faire de cette période un ensemble.

La division de cavalerie saxonne constate dans la journée la présence de cavalerie ennemie près de Grand-Pré, la non-occupation de Dun et la marche de deux bataillons vers Buzancy. (Ces nouvelles sont de 4 heures du soir. Leur réception a dû être faite vers la nuit.)

A la même heure, la division de cavalerie de la garde prussienne envoie de Saint-Juvin un rapport disant « qu'il y a de l'infanterie, de la cavalerie et des voitures à Grand-Pré et à Chevières ». Ce rapport, qui a 30 kilomètres à faire, parvient à 7 heures, dit-on, au quartier général. Un rapport envoyé à 7 heures du soir dit que « l'on ne voit plus personne à Buzancy ».

La 5^e division de cavalerie, qui marche sur Grand-Pré par l'ouest de l'Argonne, aperçoit également des masses françaises de toutes armes de ce côté. Elle en prévient à midi. (Son rapport, qui a 40 kilomètres à faire, arrive au grand quartier général à 7 heures.)

Une patrouille, qui s'est approchée de Vouziers, a constaté des forces sérieuses à l'est de cette localité. (Ce renseignement, qui a 50 kilomètres à faire, n'arrive que le 27 à 4 heures du soir.)

Enfin, la 6^e division, qui opère surtout vers l'ouest, fait connaître qu'une reconnaissance d'officiers envoyée vers Vouziers signale que, d'après les habitants, il y a dans le pays 140.000 hommes et que Mac-Mahon est à Attigny. (Ce renseignement, recueilli à 5 h. 1/2 du soir, arrive à 7 heures à la division (17 kilomètres), est expédié de suite au grand quartier général (42 kilomètres) et y parvient le 27 à 5 h. 1/4 du matin.)

Tel est l'historique. Les renseignements du 26 ont déterminé l'ordre pour le 27, qui a été envoyé à 11 heures du soir : « L'armée de la Meuse continuera sa marche sur Damvillers et occupera les ponts de Dun et Stenay. »

De son côté, le prince Frédéric-Charles, à Metz, reçoit télé-

graphiquement et par écrit l'ordre d'envoyer deux corps du blocus rendus le 28 à Damvillers et Maingennes (1).

Le 27, à 4 heures du matin, une patrouille de cavalerie saxonne se heurte à des cavaliers ennemis au sud de Beaumont.

Ce rapport parvient au grand quartier général à Clermont (41 kilomètres environ), à midi.

C'est ce renseignement qui motive, de la part du commandant du XII^e corps, l'envoi de sa division de cavalerie vers Nouart pour éclairer sur Beaumont et Stenay; mais, comme cette division est en mouvement, ce n'est que vers 5 heures du soir que l'ordre peut s'exécuter.

La 6^e division envoie dans l'après-midi et la soirée deux rapports signalant la présence de « plus d'un corps ennemi à Vouziers ». (Ces deux rapports parviennent au grand quartier général, l'un à 10 heures du soir de ce même jour, l'autre à 9 heures du matin du lendemain).

Ce même jour, on a d'un voyageur belge, à Stenay, le renseignement qu'« il a vu le général Margueritte avec 3.000 ou 4.000 hommes à Beaumont et qu'on lui a dit que 80 ou 100.000 hommes sont entre le Chêne et Buzancy ».

Un officier appartenant à la cavalerie de la 23^e division fait connaître que « la brigade Bordas et le 4^e hussards français étaient le 26 à Grand-Pré venant de Vouziers; que la brigade a rétrogradé pendant la nuit sur Vouziers et que le 4^e hussards allait sur Buzancy ».

De cet ensemble de nouvelles, on conclut au grand état-major : que l'armée française s'avance, partie sur Beaumont, partie sur Buzancy; que la marche a subi un arrêt le 27 et qu'en tout cas les têtes de colonnes n'ont pas encore atteint la Meuse. A 7 heures du soir, en envoie contre-ordre aux corps

(1) Rappelons que ce jour-là, 26, de fausses observations entravent les mouvements des Français. La brigade Bordas évacue Grand-Pré devant quelques cavaliers et six canons. Deux bataillons à Buzancy en font autant. Le général Douay, devant ce recul, informé, de plus, que des cavaliers ont été aperçus sur la route de Sainte-Menehould, s'arrête, croyant avoir une armée sur les bras, renvoie des convois, prend position et prévient le maréchal d'une façon si absolue que celui-ci ordonne pour le 27 un mouvement général sur Vouziers et Buzancy.

d'investissement de Metz, et l'on change l'itinéraire pour le 28 et le 29.

Dans ces dernières journées, le contact amène une foule de nouvelles, ainsi qu'on l'a vu dans le chapitre : *Exploration*.

Le 28, à 2 h. 1/2 du soir, la 6^e division de cavalerie fait savoir que, dans la matinée, elle a trouvé Vouziers évacué. Les troupes qui l'occupaient remontent le nord; on ne sait exactement si c'est sur Quatre-Champs ou sur Attigny.

A midi, la cavalerie de la garde fait savoir que Bar et Harri-court sont occupés par l'ennemi. (Ce rapport ne parvient qu'à 9 heures du soir.)

Cette même cavalerie envoie dans la journée cinq renseignements consécutifs signalant les mouvements des 5^e et 7^e corps français avec lesquels elle est en contact. (Le grand quartier ne reçoit ces renseignements que le 29 à 4 heures du soir.)

La division de cavalerie saxonne (n^o 12) envoie de son côté, dans la journée, un rapport annonçant « que l'armée de Mac-Mahon (150.000 hommes) marche de Vouziers sur Buzancy ». Elle fait savoir aussi que, « le 27, il y avait 10.000 hommes à Sommauthe et 17.000 au Chêne ».

Nous indiquons, en prenant l'historique pied à pied, à quel moment ces rapports sont arrivés. Le dernier fut le seul qui arriva de jour (6 heures du soir); il était donc le seul aussi sur lequel on pût se baser pour l'ordre du lendemain 29, lequel porte : « 7 heures du soir, 28 ».

« L'armée de la Meuse se portera à Nouart et Buzancy. La gauche de la III^e armée marchera sur Vouziers; les Bavarois sur Grand-Pré. »

A 9 heures du soir, cet ordre parti, on reçoit les rapports de la garde. Immédiatement on rédige un nouvel ordre, qui est envoyé à 11 heures.

« On craint une offensive des Français sur l'armée de la Meuse seule, et l'on invite le prince de Saxe à apprécier s'il ne convient pas qu'il réunisse ses trois corps dans une position défensive entre Aincreville et Landres, en laissant une brigade à Dun et Stenay. »

A la III^e armée, on s'empresse de fixer un autre itinéraire pour la faire monter vers le nord, à l'est de l'Argonne.

La journée du 29 est, nous l'avons déjà dit, une des plus in-

téressantes de la campagne pour le sujet qui nous occupe. Assez perplexe, en présence d'ordres qui lui laissent l'appréciation des événements, le commandant de l'armée de la Meuse réunit le matin, à Aincreville, ses commandants de corps pour leur exposer la situation, recevoir leurs comptes rendus et arrêter avec eux les instructions pour la journée. De ce point, il rend compte au grand quartier général, qui doit arriver vers 9 heures du matin à Varennes et qui reçoit cette communication dès son installation sur ce point.

Si nous groupons les observations faites dans la journée nous trouvons ce qui suit :

Le matin, la cavalerie saxonne et la division de cavalerie de la garde signalent ce qui suit :

« Des groupes assez nombreux sont au Chêne, à Boult-aux-Bois, à Quatre-Champs. Voncq est évacué. »

« De longues colonnes passent par Autruche allant sur Pierremont. »

« On a engagé le combat à Nouart, où il y a une grosse division. »

Dans sa perplexité, le grand état-major a cherché, lui aussi, à avoir des rapports directs. Dans ce but, deux officiers ont été envoyés dans les directions principales. Ils signalent : un corps d'armée à Saint-Pierremont, un corps d'armée à Bois-les-Dames et à Champy. Il n'y a personne à Germont et à Autruche.

Tous ces renseignements sont exacts. Ils se doublent, par cette circonstance fortuite dont nous avons déjà parlé, que la cavalerie a, le matin, pris un officier d'état-major envoyé par le maréchal de Mac-Mahon au général de Failly, sur lequel on a trouvé l'ordre de mouvement du 29 et des indications sur les mouvements des jours précédents.

Et cependant (nous ne pourrions trop appuyer sur ce fait, qui montre quelles difficultés présente l'interprétation des renseignements) la relation dit :

« L'ensemble de ces nouvelles établissait clairement que l'armée de Châlons marchait vers la Meuse suivant une direction nord-est et que, dans ce moment, le gros de ses forces semblait se trouver entre Le Chêne et Beaumont, tandis que

de grosses arrière-gardes étaient encoré plus en arrière au sud. »

Quelque éclairée donc que semble la situation, quelque exacts que soient les rapports, il ne s'en dégage pas encore la situation nette de l'adversaire, car ce jour-là, dans l'après-midi, le 1^{er} corps français s'installe à Raucourt, le 12^e sur la rive droite de la Meuse, au sud-est de Mouzon, le 7^e à Saint-Pierremont, le 5^e à Champy et Belval.

On est tenté de voir là l'influence prédominante des renseignements reçus dans la nuit et la matinée, signalant l'occupation des débouchés est de l'Argonne, et cependant on devait avoir une quasi-certitude puisque l'on avait en mains l'ordre du maréchal de Mac-Mahon et que les observations faites de deux corps à Saint-Pierremont et Belval confirmaient cet ordre.

On voit avec quelle facilité à la guerre, même avec les renseignements exacts, l'interprétation peut être erronée.

C'est cette interprétation qui fait conclure à l'envoi, le 29, à 11 heures du soir, des ordres prescrivant :

« A l'armée de la Meuse, de marcher sur Beaumont, mais très prudemment puisqu'elle ne peut pas franchir avant 10 heures du matin la ligne Foscé-Beauclair » ;

« A la III^e armée, de porter les deux corps bavarois de Buzancy sur Beaumont et le reste sur le Chêne (1). »

Les renseignements du 30 et du 31 sont sans intérêt, puisque le contact était immédiat et qu'on se voyait.

Cependant, il faut noter un renseignement très important du 31, qui dit : « Les troupes qui occupaient Carignan et Douzy, depuis le 30, marchent sur Sedan. »

(1) Ordre (texte officiel) :

« A l'armée de la Meuse de marcher sur Beaumont en se tenant à l'est de la grande route de Beaugency, et de façon à franchir, à 10 heures du matin, la ligne : Foscé-Beauclair ;

» A la garde d'avoir dégagé, pour 8 heures du matin, la route en question et de passer provisoirement en réserve ;

» A la III^e armée de rompre de bonne heure et de tenir deux corps prêts à appuyer l'attaque du prince royal de Saxe ; à cet effet l'aile droite devait se diriger par Buzancy sur Beaumont, l'aile gauche toujours sur Le Chêne. »

Cela indiquait un renoncement du maréchal à poursuivre sur Montmédy.

On signalait aussi, mais sans y attacher d'importance, des mouvements de troupes, en chemin de fer, de Mézières sur Sedan. C'était exact, mais cela se bornait à très peu de chose.

En résumé et de ce travail de recherches, nous devons conclure que les renseignements directs de la cavalerie sont presque toujours arrivés trop tard pour influencer les ordres de mouvement du lendemain, lesquels étaient, le plus souvent, déjà partis.

Ce ne sont pas ces renseignements qui éclairent jamais la situation d'une façon précise, de manière à fixer les résolutions dans les circonstances importantes. Ce sont toujours les nouvelles d'origine extra-militaire ou secrète.

Et le grand état-major, quoi que dise la relation, s'en rend bien compte, car, dans les circonstances importantes, il corrobore toujours, lorsqu'il le peut, les renseignements « dont on ne peut donner l'origine » par l'envoi de plusieurs officiers supérieurs en reconnaissance. Ce n'est qu'à leur retour qu'il prend une décision.

Deuxième période de la guerre.

Opérations sur la Loire.

Jusqu'ici, lorsqu'il s'est agi d'études d'actions de guerre proprement dites, nous n'avons abordé que très rarement et superficiellement les armées dites « de province ». Il y avait quelque scrupule, en effet, à essayer de tirer des conclusions et des doctrines pratiques de la mise en présence de forces aussi dissemblables que celles de la deuxième période de la guerre.

D'un côté, des armées nombreuses (1), mais improvisées et

(1) D'octobre 1870 à février 1871, on jeta devant l'ennemi 350.000 fantassins, 33.000 cavaliers, 46.000 artilleurs, 1.400 canons.

comme soldats et comme chefs. De l'autre, des régiments aguerris fort réduits d'effectif (1), cela est vrai, mais faciles par suite à manier vis-à-vis des masses plus pesantes de la résistance.

Si, dans les périodes qui précèdent, c'est plutôt aux moyens extra-militaires qu'on a fait appel pour avoir des renseignements, il semble que ce soit un peu l'inverse dans les opérations sur la Loire.

Certainement, les Prussiens avaient des émissaires, mais c'est aux reconnaissances qu'ils ont dû les nouvelles les plus précises.

SERVICE DE DÉCOUVERTE. — RECONNAISSANCES

Prenons comme exemple la situation après la reprise d'Orléans par les armées allemandes (décembre 1870), et ouvrons l'historique de la guerre du grand état-major allemand pour suivre pas à pas les opérations.

Le 5 décembre, entré à Orléans, le prince Frédéric-Charles, commandant de la II^e armée, venant du blocus de Metz, était sans renseignements. Il supposait, d'après la forme des engagements au nord d'Orléans, que ses adversaires s'étaient retirés à l'est et au sud.

En conséquence, la II^e armée se partage en deux groupes.

Le premier (III^e corps) pousse le 5 et le 6 décembre ses têtes de colonnes sur Châteauneuf-sur-Loire, couvert sur son flanc gauche par la 1^{re} division de cavalerie vers Montargis.

(1) La 17^e division prussienne n'avait, le 11 décembre, que 6.300 fantassins; la 22^e n'en avait que 5.871.

Le 8 décembre, avant le combat de Beaugency, l'infanterie du grand-duc comptait 23.000 hommes. Le 11, elle n'en comptait que 22.000.

Le 26 décembre, les deux bataillons du 79^e d'infanterie, marchant de Vendôme sur Montoire, ne comptaient que 931 hommes.

» Les corps d'armée, écrit le général von der Goltz, ressemblaient à peine à des divisions, les divisions à des brigades; les bataillons étaient tombés à 350, 400, 500 hommes au plus.

» Comme conséquence bizarre, le train s'était accru, au lieu de diminuer, et la sécurité des convois exigeait des troupes plus nombreuses qu'avant. »

Le deuxième (IX^e corps), précédé de la 6^e division de cavalerie, marche sur le Loiret.

Le X^e corps reste à Orléans.

A Montargis, c'est-à-dire vers l'est, la 1^{re} division de cavalerie ne trouve rien.

A Châteauneuf et Gien, après échange de quelques coups de fusil avec des fractions d'arrière-garde, le III^e corps apprend que les 18^e et 20^e corps français ont passé la Loire à Sully.

Du côté du sud, la 6^e division de cavalerie se heurte à Salbris contre une petite arrière-garde. On la renforce avec des pionniers et quelques pelotons d'infanterie, transportés en voiture. Après avoir escarmouché le 7 et le 8, elle atteint Vierzon et y coupe la voie ferrée. Les détachements de flanqueurs envoyés à droite et à gauche pour couvrir cette destruction apprennent là que la masse française est en retraite sur Bourges.

En effet, on se heurte à Neuvy à son arrière-garde.

Bref, le 7 au soir, le prince Frédéric-Charles était à supposer que trois corps (au moins) de l'armée française s'étaient repliés sur Bourges; on pensait à son état-major que de grosses forces avaient pris la route de Gien; aussi envoyait-on en hâte l'ordre au III^e corps de se diriger sur cette localité le 8.

Sans être absolument fixé sur la séparation qui s'était faite dans l'armée de la Loire après le combat d'Orléans, on n'ignorait pas qu'une grosse partie de cette armée s'était retirée vers l'ouest, et l'on avait chargé de la poursuite, de ce côté, le grand-duc de Mecklembourg avec sa subdivision d'armée (1).

(1) Après l'évacuation d'Orléans, le 4 décembre, l'armée dite de la Loire s'était coupée en trois. Le 15^e corps s'était retiré sur Salbris.

Le 16^e et le 17^e avaient reculé sur Beaugency. Les 18^e et 20^e avaient remonté la Loire sur la rive droite.

Comme il n'était pas possible de ressaisir ces tronçons, le gouvernement de Tours décida d'en faire deux armées :

La 1^{re} armée de la Loire, avec les 15^e, 18^e et 20^e corps (général Bourbaki);

La 2^e armée de la Loire, avec les 16^e et 17^e (et, plus tard, le 21^e corps) (général Chanzy).

En ce qui concerne les Allemands, il convient de rappeler qu'après la bataille de Coulmiers, livrée par le I^{er} corps bavarois et la cavalerie bavaroise, on avait tout d'abord envoyé de Chartres, comme renfort, la 23^e division d'infanterie et la 4^e de cavalerie.

Plus tard, on avait porté à Angerville la 17^e division d'infanterie et les 2^e et 6^e,

Le grand-duc avait lancé de ce côté ses deux divisions de cavalerie, étendant sa droite jusqu'à la route Orléans-Châteaudun.

La 25^e division d'infanterie, détachée du IX^e corps, et une brigade de la 2^e division de cavalerie flanquaient l'armée du grand-duc en marchant à sa hauteur, mais sur la rive gauche de la Loire.

On ne savait absolument rien de l'ennemi.

Le 6, la 4^e division de cavalerie devait aller à Ouzouer-le-Marché. Elle en fut empêchée par l'ennemi et dut rétrograder. Ce même jour, la 2^e division allait jusqu'à Menny, mais elle aussi fut forcée de rétrograder.

Le lendemain 7, la 1^{re} division bavaroise et la 17^e division prussienne étaient obligées de combattre pour entrer à Meung, pendant que la 2^e division bavaroise et la 22^e division prussienne faisaient le coup de feu du côté de Baccon et d'Ouzouer.

Le soir du 7, ces divers engagements avaient étendu démesurément le front de marche, qui était de 30 kilomètres, entre Foissard et Ouzouer.

La journée du 8 fut employée à rétrécir un peu ce front, en appuyant vers la Loire, mais cela ne se fit pas sans quelque résistance du côté de Villechaumont, où devait passer la 2^e division bavaroise.

Le soir, l'armée du grand-duc s'étendait de Beaugency à Cravant. On avait sur la gauche, de l'autre côté de la Loire, le IX^e corps à Lailly et Maulnes.

Peu de renseignements.

Le 8, on apprenait le combat de Meung sur la rive droite et l'on avait des détails sur les engagements de Salbris.

On croyait pouvoir en conclure que, d'un côté, les Français

de cavalerie. Le général von der Tann devait venir se joindre à ce groupe, de façon à avoir une subdivision d'armée aux ordres du général de Mecklembourg-Schwerin.

En novembre, l'armée du prince Frédéric-Charles, III^e, IX^e et X^e corps, était concentrée autour de Pithiviers et de Montargis. La subdivision d'armée du grand-duc lui était adjointe et l'ensemble passait sous les ordres du prince.

C'est avec cet ensemble qu'Orléans avait été repris, après une série de combats livrés le 3 et le 4 décembre.

s'étaient retirés sur Vierzon et Bourges avec trois ou quatre corps; que, de l'autre, le grand-duc avait devant lui deux grosses divisions.

On avait ordonné, le 7 au soir, au III^e corps, d'occuper Gien; à la 18^e division et à l'artillerie de corps du IX^e corps, d'aller se joindre à la 25^e division pour flanquer, par la rive gauche, la marche du grand-duc; au X^e corps, de faire soutenir à la Ferté-Saint-Aubin la 6^e division de cavalerie.

Le 8 au matin, on écrivait aux III^e et X^e corps et à la 6^e division de cavalerie de se porter vers Bourges; puis on changeait cette décision le soir, au reçu d'un courrier du grand état-major, et l'on prescrivait :

Au X^e corps, d'acheminer sur Menny ce qu'il avait de disponible;

Au III^e corps et à la 1^{re} division de cavalerie, de revenir sur Orléans;

Au IX^e corps, de se porter sur la rive gauche de la Loire;

A la 6^e division de cavalerie, d'éclairer la vallée du Cher.

On juge, d'après cela, qu'on allait un peu à tâtons, et que le grand état-major, de qui émanait l'ordre, était, en fait, instruit, d'une façon extra-militaire de ce qui se passait dans les deux armées de la Loire françaises.

Sur la Loire même, on était au contact, mais on démêlait mal ce que voulait faire l'ennemi.

Pour le moment, le 8 au soir, après le combat sur la ligne Beaugency-Cravant, le grand-duc, estimant que ses adversaires allaient accentuer leur mouvement de retraite, avait donné des ordres de poursuite; mais le hasard fit que, dans la nuit, une estafette française, portant des ordres, fut enlevée par les avant-postes bavarois.

De ces ordres, envoyés de suite à l'état-major, on crut pouvoir conclure à l'intention de l'adversaire de se maintenir sur les positions actuelles; on s'empessa donc de faire parvenir de nouvelles instructions prescrivant : aux deux divisions prussiennes (17^e, 22^e) d'être à 7 heures du matin sur la ligne Messus-Beaumont; à la 4^e division de cavalerie, de prendre l'aile droite; aux Bavarois et à la 2^e division de cavalerie, de se masser en réserve au Grand-Châtre.

Cette sorte de concentration fut empêchée par l'attaque

matinale des Français ; mais, comme cette attaque resta sans succès, les Allemands continuèrent à occuper, le soir, la ligne Beaugency - Cernay - Montigny - Ouzouer. En arrière, commençait à déboucher le X^e corps, conformément aux ordres indiqués ci-dessus.

On venait de combattre le 7 et le 8, on restait au contact. Mais la situation, si l'on suit attentivement l'historique, ne semble pas très éclaircie. On constate qu'il y a des ennemis de Beaugency à Marchenoir, mais c'est tout.

Il ne semble pas qu'on se soit, à ce moment, rendu compte qu'on avait en face de soi une armée nouvelle (16^e, 17^e, 21^e corps, division Camô) (1).

A la réception des nouvelles favorables du combat sur Beaugency, le 9 au soir, le général en chef prescrivait de tenir les positions acquises, de se faire éclairer vers Mer par la 2^e division de cavalerie, vers Morée par la 4^e, d'avancer le X^e corps sur Beaugency, Mer, de se lier avec le IX^e corps sur la rive gauche et de faire rentrer sur Orléans le I^{er} corps bavarois qui était fatigué.

Le 10, une brigade de la 6^e division de cavalerie éclairant vers Bourges, trouvait des troupes à Mehun et à la Chapelle-d'Aiguillon. Les troupes avancées du IX^e corps sur la rive gauche de la Loire arrivaient en face de Blois.

Un rapport de cavalerie explorant à l'extrême droite (3^e régiment de cheveu-légers bavarois) faisait savoir que des masses ennemies se concentraient aux abords de Villers-main (2).

Ce jour-là on avançait peu, se contentant, le soir, de se porter sur la ligne Cernay - Cravant - Villechaumont - Beauvert - Beaumont - Coudray.

En réserve en arrière : la 4^e division de cavalerie au Coudray

(1) On n'était guère plus avancé comme nouvelles du côté de Bourges. On était allé couper la voie ferrée, mais les patrouilles ne donnaient que des renseignements vagues : retraite des Français de Salbris sur Bourges.

(2) C'est ce jour-là que le général Chanzy, qui jusqu'à ce moment était resté en place, supposant que le général Bourbaki aurait peut-être l'intention de faire une diversion, se décida à ordonner la retraite de la 2^e armée de la Loire dans l'ouest.

(château) et une division et demie d'infanterie en arrière de Beaumont.

Tout cet ensemble était couvert par une chaîne d'avant-postes s'étendant de la Loire à Pisioux par Villejouan et Cernay.

Le 11 au matin, on mandait des avant-postes allemands que les Français massaient de gros contingents, mais on était dans une grande indécision sur le sens de la situation.

L'opinion unanime était qu'ils préparaient la défensive et même l'attaque, alors qu'au contraire ils ne faisaient que couvrir leur retraite.

On prenait donc, des deux côtés, des dispositions tout à fait inutiles jusqu'à midi.

A ce moment seulement, constatant que les Français étaient en marche rétrograde, le X^e corps entamait la poursuite. L'avant-garde de la 20^e division trouvant sur son chemin Mortais occupé, faisait canonner cette localité et y entraît de haute lutte.

On se trouvait, maintenant ce n'était pas douteux, en présence de troupes en retraite, mais de quel côté se retirait la masse principale; on ne pouvait le discerner.

Allait-elle à Vendôme ou à Blois ?

C'est pour éclaircir ce point si important que, le 12, le X^e corps recevait ordre de pousser sur Mer, la subdivision d'armée du grand-duc sur la forêt de Marchenoir, et la 4^e division de cavalerie sur Châteaudun.

Le 12 seulement amenait quelques indices sur la situation des Français. On était parti le matin sans bien savoir ce qui se passait du côté de l'ennemi.

Vers 9 heures, on mandait que les patrouilles avaient trouvé Blois inoccupé. Les lettres et les correspondances saisies à la poste, les interrogatoires des habitants annonçaient un recul sur le Loir. Ces renseignements se corroboraient par les rapports envoyés de la cavalerie qui opérait au nord de la forêt de Marchenoir (1).

(1) On s'est souvent demandé pourquoi les Français avaient choisi comme théâtre d'opérations les plaines de la Beauce et de l'Orléanais. C'était en somme peu

C'est sur ces renseignements que se base le mouvement du 14, car le 13 on avait peu travaillé, faute de savoir le 12 la direction principale de retraite de l'adversaire.

Le 14, les 17^e et 22^e divisions reçurent ordre d'appuyer entre Morée et Oucques, le X^e corps devait se porter sur la Cisse et envoyer vers Hubault et Tours des patrouilles. Le III^e corps et la 1^{re} division de cavalerie devaient venir à Maves, le IX^e et une partie de la 6^e division de cavalerie, à Blois.

De ce jour, donc, le mouvement est à peu près orienté.

Ce jour-là, du reste, les 17^e et 22^e divisions font le coup de fusil pour entrer dans leurs cantonnements ; les avant-gardes à Epiais signalent de gros rassemblements de troupes à Coulommiers ; le X^e corps reçoit d'Hubault et de La Chapelle-Vendômoise des rapports constatant la retraite des Français sur Vendôme et, suivant le dire des habitants, la non-occupation de Tours, d'où le Gouvernement est parti pour Bordeaux.

Pour avoir ces renseignements, on s'était établi sur un bien grand front, car il y a 40 kilomètres de Morée à Blois par Maxes.

Lorsque les rapports du 14 au soir arrivèrent au quartier général, on crut comprendre que, d'après les dispositions prises sur le Loir par les Français et les « on-dit » des habitants, on allait avoir à livrer sur cette rivière, au général Chanzy, une action décisive, à laquelle on n'était guère préparé. Il importait de faire avancer les X^e et III^e corps jusqu'à portée de l'aile droite de l'ennemi.

C'est ce qui fit l'objet de la marche du 15. Ce jour-là, le X^e corps s'approcha de Vendôme, le III^e, de la ligne au delà de Coulommiers et Villetrun. On réduisait ainsi le front à 18 kilomètres.

L'attitude des Français, car cette marche des deux corps

heureux, car avec des troupes de circonstance comme celles employées, il fallait des positions défensives, et le pays en est bien dépourvu. Est-ce le hasard des combats précédents ? Est-ce peut-être qu'on se soit laissé séduire par les bois d'Orléans et la forêt de Marchenoir ? On avait là de Morée à Poisly un espace d'une vingtaine de kilomètres de longueur, mais il n'avait que quelques kilomètres de large et en le tenant on ne couvrait que bien imparfaitement le cours inférieur du fleuve et le pays du Loir.

s'était faite à coups de fusil, semblait donner raison à l'idée d'une résistance sur le Loir et le prince allemand donnait des ordres pour une action offensive le 17, avançant seulement le 16, assez près pour que l'on n'ait à faire le lendemain qu'une attaque d'ensemble, sur un front rétréci.

Mais ce n'était pas l'intention du général français d'attendre le choc.

Dès le 15 au soir, il avait prescrit la retraite sur Le Mans, l'aile droite par Montoire, le centre par Saint-Calais, la gauche par Vibraye.

Aussi le X^e corps allemand en se portant en avant, le 16, ne trouva-t-il personne devant lui. Les 17^e et 22^e divisions seulement se heurtèrent en débouchant de Saint-Hilaire et de Saint-Calais contre des troupes qui tinrent bon et prirent même l'offensive. Mais ce fut pour un temps très court; après quoi elles se mirent en retraite.

C'était donc du côté des Français une marche rétrograde assurée.

Aussitôt qu'on s'en fut rendu compte, les ordres suivants furent donnés :

La subdivision d'armée du grand-duc de Mecklembourg renforcée du X^e corps et de la 1^{re} division de cavalerie poursuivra la « 2^e armée de la Loire ».

Le X^e corps, avant de se joindre à l'armée du grand-duc, occupera Blois et détruira la voie ferrée de Tours.

Le III^e corps s'étendra vers Mer et Beaugency avec la 6^e division de cavalerie vers Coulmiers.

Le IX^e corps rétrogradera sur Orléans par Beaugency. Il y sera le 17.

On s'étonnera de ces dispositions. Elles sont, en effet, d'une bizarrerie assez grande, et sont le résultat d'une vive alerte qui prouve, d'une façon certaine, combien on était peu renseigné.

Depuis l'entrée à Orléans, on avait cherché en vain à s'éclairer sur ce qui se passait vers Bourges. Le détachement laissé à Vierzon, pressé le 14 par des détachements ennemis, s'était retiré sur Salbris; celui laissé à Gien avait, de son côté, devant une attaque d'un corps français très petit, dont on s'exagérait l'effectif, reculé sur Ouzouer-sur-Loire.

De là l'inquiétude, et ce fut un grand soulagement à l'état-major d'Orléans quand on apprit la retraite de Chanzy. Cette retraite semblait arriver d'une manière inespérée, car on avait la conviction que l'armée de Bourges (général Bourbaki) se reportait en avant sur Montargis et Fontainebleau, et on n'avait à lui opposer que le 1^{er} corps bavarois diminué même de plusieurs fractions. C'est pour cela que, dans l'ordre ci-dessus, nous voyons rappeler à Orléans le IX^e corps.

Il n'y a pas de doute à ce sujet, l'historique lui-même le montre, les Allemands sont jusqu'ici dans une incertitude presque continuelle au sujet des mouvements de leurs adversaires.

Pour couvrir le blocus de Paris à l'ouest, on avait détaché la 5^e division de cavalerie, mais elle rendait peu de services et ses opérations amenaient de fréquents mécomptes, faute de renseignements.

On résolut, et cela était très sage, de l'employer à couvrir le mouvement du grand-duc de Mecklembourg sur la rive droite de la Loire. On la réunit à Chartres le 13 décembre; on lui donna cinq batteries, cinq bataillons d'infanterie de landwehr, et, comme on avait entendu vaguement parler des intentions du général français de reculer avec la 2^e armée de la Loire sur Le Mans, on la dirigea sur Nogent-le-Rotrou, La Ferté-Bernard en la faisant déboucher le 15 en avant de Brou.

Le 16 et le 17, elle poussa des reconnaissances sur Cloyes, Mondoubleau, Montmirail, Arrou, Droué, continua le 18 et, le 19, rencontrant l'ennemi sur certains points, alors que les autres étaient inoccupés, elle n'osa, en pareille incertitude, se risquer d'une manière trop carrée, ne pouvant discerner qu'elle s'était trouvée, le 15, sur les flancs et les derrières d'une armée en position qui, à partir du lendemain, se décidait à reculer.

Pour ne pas engager davantage ses forces et fort du reste des ordres reçus au départ, le chef de la 5^e division rompa le 21 sur Châteaudun, le 22 sur Nogent-le-Rotrou et, après quelques jours de tâtonnements, finissait par se placer de Dreux à Pacy et Vernon, donnant de ce côté la main à la subdivision d'armée du grand-duc.

Ce dernier était resté sans bouger du 18 au 21, se contentant

de constater la retraite du général Chanzy, puis ayant reçu le 19 de Versailles l'ordre de remonter sur Chartres « dès que la poursuite aurait pris fin », il y dirigeait, le 24, ses deux divisions, se contentant de se lier par sa cavalerie avec la II^e armée à gauche, avec la 5^e division de cavalerie à droite.

La difficulté était ainsi « tournée » et du reste le grand état-major s'intéressait à ce moment bien autrement à ce qui se passait à Bourges dans ce gros rassemblement du général Bourbaki sur lequel on n'avait que de vagues notions.

C'est aussi vers Bourges qu'était portée l'attention du prince Frédéric-Charles à Orléans et c'est pour bien établir la suprématie de son commandement qu'on décidait, le 1^{er} janvier, la réunion de la subdivision d'armée du grand-duc à la II^e armée allemande sous le nom de XIII^e corps.

En fait, ce qu'on redoutait avant tout était une poussée des armées de province sur l'investissement de Paris.

Or, on était tranquille du côté de l'ouest, pour le moment du moins. Les reconnaissances poussées vers Nogent-le-Rotrou sur le front de l'armée du grand-duc avaient bien, le 27 et le 28, trouvé des fusils embusqués du côté de Digny, de Thiron-Gardais, de Vibraye, de La Chapelle-Guillaume, mais ce n'étaient pas des troupes régulières; on n'avait eu affaire qu'à des corps francs de Cathelineau et de Lipowski soutenus par quelques bataillons. Il y avait certitude que la 2^e armée de la Loire se concentrait au Mans pour des événements ultérieurs.

Après l'alerte qui s'était produite à Gien, le I^{er} corps bavarois avait occupé le pourtour d'Orléans et la localité d'Ouzouer-sur-Loire. Le III^e corps garnissait en aval la Loire jusqu'à Beaugency; le IX^e garnissait en amont le pays jusqu'à Châteauneuf avec avant-garde à Montargis. La 6^e division de cavalerie était au sud d'Orléans.

De ce côté on était beaucoup moins fixé que du côté du Mans. On n'avait rien de positif sur ce qui se faisait à Bourges. On avait bien poussé le détachement de Montargis jusqu'à Briare et au delà, mais ce détachement qui n'avait eu du 26 au 31 que quelques petites escarmouches avec des détachements ennemis s'était cru obligé le 1^{er} janvier de rétrograder sur Gien devant une colonne ayant du canon.

Les états-majors cherchaient par tous les moyens à se ren-

seigner. Lettres et journaux étaient saisis et commentés, mais ne disaient pas grand'chose. On y parlait d'un mouvement des Français de Bourges sur Chalon-sur-Saône; les prisonniers qu'on pouvait faire n'éclairaient guère la situation. Ils disaient appartenir à une armée qu'on appelait « la 1^{re} armée de la Loire et au 18^e corps », mais n'en savaient pas davantage.

Le mouvement projeté sur Briare, les rapports de la 6^e division de cavalerie annonçant l'apparition de troupes françaises qui montaient vers Aubigny, faisaient bien entrevoir l'entrée en ligne de l'armée rejetée d'Orléans vers le sud au commencement du mois, mais rien d'autre. On était alors au 28 décembre.

Durant ce temps on avait continué sur le Loir une série de petites opérations pour ne pas perdre trop le contact de la 2^e armée de la Loire.

Le X^e corps était seul de ce côté. Il avait en avant-garde, à Vendôme, une brigade d'infanterie, dix escadrons et deux batteries; et en arrière, à Blois, un régiment d'infanterie, six escadrons et deux batteries.

Le reste du corps opérait dans diverses directions. Ainsi, le 18, on avait dirigé sur Tours une division d'infanterie avec trois régiments de cavalerie et neuf batteries. On avait pensé faire seulement un acte démonstratif; mais, le 20, l'avant-garde avait rencontré près de Tours, à Monnaie, une résistance assez sérieuse.

Le 21, la brigade de tête poussait sur Tours et n'y trouvait plus personne. On rétrogradait par suite sur Blois, sans avoir aucun renseignement.

De retour à Blois le 24, la division faisait de ce point battre les deux rives de la Loire, surtout la rive gauche. On y rencontrait quelquefois de petits partis ennemis, notamment le 27, auprès de Rilly, mais on ne pouvait constater qu'une chose avec certitude, c'est que les Français n'avaient pas de forces sérieuses dans les localités du bas Cher.

Il n'en était pas de même sur le Loir :

Le 22 décembre, un parti dirigé de Vendôme sur Sougé devait rétrograder devant une vive fusillade. Le 23, on trouvait le pays libre jusqu'à Montoise; mais le 25, il fallait le canon

pour déloger des fantassins ennemis de Saint-Calais. De ce point on lançait des cavaliers sur Bouloire, mais à ce village on se heurtait à des forces supérieures.

Le 26, une colonne mixte poussait sur Montoise où l'on croyait savoir que des colonnes ennemies étaient passées. Il s'en fallut de peu que cette colonne ne fût enveloppée et détruite (1).

Les Allemands sentaient, sans bien le voir, qu'ils allaient être serrés de près : pour prévenir cet incident ils réunissaient le 29, à Vendôme, une division avec trente-deux escadrons, couverte en avant par une ligne d'avant-postes s'étendant de Villeporcher à Montrieux.

Cette division devait déboucher le 31 décembre dans la direction d'Epuisay et, aidée à droite par la cavalerie postée à Morée et à Puteval, obliger l'adversaire à montrer ses forces.

De l'ensemble des événements qui se produisaient auprès de Vendôme, sur le front de la subdivision d'armée du grand-duc et du côté de Briare, le grand quartier général allemand avait été amené à prêter aux Français l'intention de déboucher simultanément sur Paris par Le Mans et par Bourges.

Pour tirer parti des avantages de la ligne intérieure par rapport à ces deux masses ennemies sans relations mutuelles, l'opération s'indiquait elle-même : tomber avec toutes les forces disponibles sur le moins éloigné et le plus à craindre.

C'est ainsi que, le 1^{er} janvier, le commandant de la II^e armée recevait l'ordre de se porter de Vendôme et d'Illiers sur les troupes françaises qui signalaient leur présence à l'ouest du Loir. On confiait le soin de contenir le général Bourbaki et l'armée de Bourges, au cas où il prononcerait un mouvement par la vallée du Loing, à une partie des troupes du blocus de Paris et au VII^e corps, établi entre la II^e armée et

(1) Le général Chanzy avait, en effet, prescrit une série de mouvements vers Pont-de-Braye, La Châtre, Neuillé-Pont-Pierre, ayant pour but de détourner les Allemands de Tours. Son projet était de marcher le 27 sur Vendôme. Il avait rassemblé dans ce but la valeur de deux divisions, qui, le 30 et le 31, se dirigeaient d'Azay sur Vendôme. C'est la 3^e division du 17^e corps qui, le 26, avait attaqué la colonne mixte allemande, qui eut grand'peine à se dégager.

les troupes du général de Werder en opérations dans le bassin de la Saône (1).

Cet ordre, lorsqu'il arriva, était déjà exécuté, en partie, car le 31 décembre avait eu lieu un combat sérieux sous Vendôme.

Le 1^{er} janvier, vers 11 heures du matin, un détachement de deux bataillons, cinq escadrons et une batterie lancée à la poursuite sur la route Vendôme-Epuisay, trouvait le versant occidental du ruisseau d'Azay fortement occupé et s'arrêtait.

Un autre détachement de cavalerie avec une section d'artillerie poussait sur Saint-Amand, tandis qu'un bataillon, deux escadrons et une section d'artillerie allaient jusqu'à Villechauve repoussant un corps de plusieurs centaines de gardes mobiles.

Le 3, la division allemande (général de Kraatz) était arrêtée et se bornait, par ordre, à se maintenir sur ses positions.

Résumé et déductions.

Il ne semble pas utile d'aller au delà, dans cette étude de la très laborieuse et très enchevêtrée période des opérations de la II^e armée entre la reprise d'Orléans et la marche sur Le Mans (5 décembre 1870 au 1^{er} janvier 1871) (2).

Après la bataille d'Orléans, pas de poursuite immédiate de la part des Allemands.

(1) Le 22 décembre, le prince Frédéric-Charles avait reçu l'ordre de diriger sur Etampes le I^{er} corps bavarois, qui devait y former une réserve générale.

Le 17, le IX^e (de Zastrow), qui était à Châtillon-sur-Seine et Ravines, avait reçu l'ordre d'atteindre Auxerre le 20 pour se mettre en contact avec la 2^e armée.

(2) Nous ne nous sommes servi dans cette étude que de l'historique du grand état-major. On objectera certainement que les relations officielles manquent toujours d'exactitude. Nous le reconnaissons. Beaucoup de causes, certes, amènent à faire souvent cadrer les dispositions prises avec les succès obtenus. Mais dans cette période même on sent si bien l'incertitude des Allemands que d'autres recherches pour l'indiquer seraient inutiles.

De là, incertitude, dès le début, sur la force relative des trois tronçons de l'armée française, qui se sont retirés dans trois directions : au sud, en amont et en aval de la Loire, vers Bourges, Gien et Blois.

Les Allemands se répartissent en conséquence : III^e corps et une division de cavalerie (1^{re}), vers Gien ; IX^e corps et six divisions de cavalerie, vers Bourges ; subdivision du grand-duc avec les 2^e et 4^e divisions de cavalerie, vers Blois ; le X^e corps, en réserve à Orléans.

Le III^e corps, par des prisonniers, et certainement aussi par des habitants, apprend, à la suite d'escarmouches entre Châteauneuf et Gien, que les 18^e et 20^e corps français ont passé la Loire à Sully, en grande partie du moins.

La 6^e division de cavalerie, soutenue par des groupes d'infanterie du IX^e corps, rejoint à Salbris et à Neuvy-sur-Barangeon les arrière-gardes françaises (15^e et partie du 16^e corps).

Quant à la subdivision d'armée du grand-duc, elle se heurte, d'une part (la 4^e division) à Ouzouer-le-Marché, d'autre part (la 2^e division) à Meung, contre des colonnes adverses.

Le 7, le prince Frédéric-Charles ne sait pas encore si des forces françaises sérieuses ont pris la route de Gien. Le III^e corps est chargé d'éclairer la situation en occupant cette ville.

Le 8, les reconnaissances d'une part et les combats de Meung et de Beaugency d'autre part font supposer que la direction de Bourges et Vierzon a été suivie par trois ou quatre corps français, mais ils laissent dans l'incertitude sur l'importance exacte des forces échelonnées depuis Beaugency jusqu'à la forêt de Marchenoir.

Ces défauts d'informations précises se traduisent toujours par des marches et des remaniements dans la répartition des forces allemandes. Toutefois celles-ci restaient toujours d'une manière générale formées en deux groupes principaux :

Un premier à Orléans avec détachements sur Gien et Montargis ; un second, le plus fort, de Beaugency à Marchenoir. Entre les deux un corps d'armée et la 6^e division de cavalerie surveillant la direction de Bourges et la rive gauche de la Loire, à hauteur du groupe précédent.

Les combats de Beaugency-Cravant (du 8 au 11 décembre inclus) ne suffisent pas pour éclairer complètement la situation.

Et, ce qui peut sembler plus extraordinaire, c'est qu'après la retraite de la 2^e armée de la Loire, derrière le Loir (1), les Allemands ne pouvaient savoir si le gros de cette armée s'était retiré sur Vendôme ou sur Blois.

Ce même fait s'est présenté presque constamment à la suite de la plupart des combats ; dans la première partie de la guerre, on le constate après Wissembourg et surtout après Wœrth et Gravelotte.

Ce même phénomène, pour ne citer que ces trois actions d'ensemble, se présente après la prise d'Orléans et après les combats de Beaugency.

Or, les Français n'avaient pas de cavalerie à opposer aux Allemands sur la Loire ; leur infanterie et leur artillerie étaient médiocres.

Il faut expliquer cette perte du contact et ce défaut de poursuite par l'extrême lassitude des troupes après des marches et des journées de bataille.

Chaque fois qu'on n'aura pas de troupes fraîches, vraisemblablement, il en sera de même, surtout lorsque l'extension des fronts a des étendues hors de proportion avec les effectifs.

Puis, si en théorie il semble facile d'organiser la poursuite, cela n'est pas si simple en pratique, comme on en peut juger. Economiser sa cavalerie dans ce but, avoir toutes prêtes des fractions d'infanterie pour la soutenir doit être la pensée toujours à l'esprit d'un général en chef.

(1) Evidemment les Allemands n'avaient pas là une organisation de renseignements extra-militaire comme celle qu'ils avaient trouvée dans la première période de la guerre.

N'en pas conclure cependant qu'ils n'eussent pas songé à une série d'opérations sur la Loire : Clausevitz, après les invasions de 1814 et 1815, avait posé en principe que les alliés, lorsqu'ils auraient à envahir de nouveau la France, devaient former deux masses, et il faisait ressortir que la vallée de la Loire, même après l'occupation de Paris qu'il indiquait comme le premier objectif, était le meilleur endroit pour en finir avec les armées ennemies que pourrait lever le pays envahi.

Avant l'invasion de 1814, dans le grand conseil tenu en 1813 pour discuter les moyens de réduire définitivement les restes de l'armée de Napoléon, on avait aussi discuté une double ligne d'opérations, l'une sur Paris, l'autre sur Orléans.

Ce n'était pas passé, certainement, dans les idées du grand état-major de 1870, lequel se préoccupait davantage de la mise en œuvre de l'organisation préparée, laissant un peu en dehors la question des objectifs, suivant du reste la formule et la doctrine napoléoniennes.

Comme conséquence de ces difficultés, les opérations subissent des retards plus ou moins prolongés qui permettent à l'adversaire de se réorganiser ou tout au moins de se reconnaître. Alors, et nous en avons la preuve ici, la direction des fractions de l'armée après les rencontres est incertaine, les marches et les contre-marches se succèdent et finalement c'est à de nouveaux combats qu'il faut demander la lumière.

C'est ce qui explique bien mieux que tout ce qu'on a pu exposer, cette résistance relativement si longue des armées de la Loire.

C'est le 13 décembre seulement que le prince Frédéric-Charles apprend par ses patrouilles de cavalerie que Blois n'est pas occupé et (mais cela par des lettres et autres documents écrits trouvés dans cette ville) que l'aile droite de la 2^e armée de la Loire s'est retirée derrière le Loir. Le même jour la cavalerie opérant au nord, arrive à délimiter, à peu près, les points jusqu'où s'étend la gauche du général Chanzy.

Le 14, les Allemands se déployaient, en conséquence, depuis Morée jusqu'à Blois : subdivision du grand-duc à Morée; IX^e et X^e corps autour de Blois; III^e corps en réserve entre le IX^e et le X^e; 1^{re}, 2^e et 4^e divisions de cavalerie éclairant et explorant dans toutes les directions.

C'est par les renseignements fournis par les populations que l'état-major allemand apprend que la ville de Tours est en ce moment complètement dégarnie de troupes.

D'après les rapports reçus ce même jour, 14 décembre, rapports qui établissaient presque unanimement les dispositions de l'armée française pour résister de nouveau sur le Loir, le prince Frédéric-Charles se concentrait le 15 en faisant porter les III^e et X^e corps sur Vendôme qu'il se proposait d'attaquer le 17; mais les 15 et 16 l'armée de Chanzy reprenait sa retraite sur Le Mans, et les colonnes allemandes ne trouvaient de nouveau plus personne devant elles.

Comme d'autre part on ne savait que très imparfaitement et peu exactement ce qu'il pouvait y avoir de forces françaises du côté de Gien-Briare, une démonstration faite sur Gien par un petit détachement français suffit pour jeter la panique parmi les Allemands et faire revenir, à marches forcées sur

Orléans le IX^e corps (1) sur Beaugency le III^e, laissant devant le général Chanzy en retraite la subdivision du grand-duc.

Pour voir clair dans la situation en amont d'Orléans, on occupa Gien et Briare, on s'avança même sur Châtillon et Bonny, à une douzaine de kilomètres, mais avec une série d'escarmouches du 26 au 31 ; le détachement de Briare vint à rétrograder. Et c'est de cette démonstration des Français sur Briare, de renseignements assez vagues venus de la cavalerie patrouillant en Sologne, de racontars très vagues aussi de prisonniers, que l'on tirait la conclusion « du projet des Français de menacer Paris en débouchant du Mans et de Bourges ». On fut donc amené à une nouvelle concentration sur le Loir pour écraser la 2^e armée de la Loire d'abord, pendant que le VII^e corps et les Bavares contiendraient la première.

Pour achever, il faut rappeler que la 5^e division de cavalerie, qui opérait au nord de la subdivision d'armée du grand-duc et couvrait à l'ouest le blocus de Paris, a beaucoup marché et fatigué outre mesure. Mais il ne semble pas que ses reconnaissances aient eu une influence sérieuse, ni aient procuré de bien utiles renseignements.

Ces reconnaissances étaient appuyées de fractions d'infanterie et d'artillerie, aussitôt qu'on leur voulait donner quelque importance ; mais, en général, elles semblent avoir toujours cherché à éviter le combat et se retiraient dès qu'elles se heurtaient à des groupes adverses disposés à la résistance.

Il semble, dans tous les cas, qu'elles n'ont jamais cherché à rompre le réseau cependant fort irrégulier, et en bien des points fort peu dense qui couvrait l'armée française (2).

Tel est le résumé des opérations allemandes sur la Loire en décembre 1870.

(1) Le IX^e corps, parti de Blois un matin pour Vendôme, fut arrêté à 2 heures par un ordre de rebrousser sur Orléans. Il y arriva le lendemain dans l'après-midi, ayant fait 82 kilomètres en 36 heures. C'est une très belle marche, citée parmi les plus remarquables.

(2) Il est intéressant, à ce sujet, de constater l'emploi avantageux des corps francs comme troupes de couverture et de flanc-gardes. Durant cette période, les corps de Lipowski et de Cathelineau ont beaucoup suppléé au défaut de cavalerie dans nos armées.

C'est, il n'est pas même besoin de le faire remarquer, à coups de sonde violents, à coups de reconnaissances offensives (1) que sont venus les quelques renseignements que l'on a pu avoir.

Patrouilles d'officiers et de sous-officiers, puis, si quelque chose d'anormal était découvert, reconnaissances de cavalerie appuyée le plus souvent de fantassins et de canons; enfin, si cela n'aboutissait pas, offensive par de plus fortes colonnes et combat si c'était nécessaire.

Telle est la progression générale.

N'est-il pas intéressant et bizarre de remarquer que, autant dans les débuts de la guerre on avait presque négligé la « reconnaissance armée » comme moyens d'information, autant on en fait usage dans la période finale.

C'est que, évidemment, dans la première période, on avait des journaux, des lettres, des affidés, tout un réseau d'informations préparé déjà du temps de paix (2).

Ce réseau s'est trouvé rompu une fois qu'on a dû opérer dans les provinces centrales du pays envahi.

A ce moment, il a fallu agir à coups de sonde par la recherche d'un contact aussi fréquent que possible. A-t-on su beaucoup? Nous voyons que non. Et, cependant, il faut tenir compte de l'inappréciable supériorité morale qui animait les Allemands et leur permettait de risquer de hasardeuses tentatives.

Sitôt qu'après avoir mis hors de cause son premier objectif

(1) En nous servant du terme reconnaissance « offensive », nous n'entendons pas l'acte qui prélude à une bataille ou tout au moins à une grande action de guerre, mais une forte reconnaissance ordinaire avec but et objet déterminés et la décision d'aller jusqu'au combat partiel pour savoir ce qu'on a intérêt à connaître.

(2) L'espionnage, dont on fait grand bruit — nous parlons de l'espionnage en temps de paix — mais c'est l'exploration avant la guerre.

Tout le monde en fait et doit en faire.

On ne peut, si l'on veut être une nation prête à la lutte, rester indifférent à ce qui se fait chez le voisin susceptible de devenir l'ennemi.

Il faut veiller sur son organisation, son armement, ses forteresses, ses moyens d'action, c'est la tâche nécessaire, obligée.

C'est une lutte préalable et, là comme dans toute lutte, il n'y a qu'une chose qui précise : se bien garder chez soi et se dérober de son mieux chez les autres.

« les armées ennemies », l'armée allemande a atteint son autre objectif, « topographique celui-là », Paris, le principe de son grand état-major : « aller de l'avant » cesse d'être observé.

Pour protéger le blocus de la capitale, on se soumet à une défensive stratégique et à une offensive tactique. Cette méthode est surtout manifeste après la reprise d'Orléans et plus encore peut-être à partir du combat de Vendôme.

Comme conséquence, nous l'avons déjà fait remarquer, l'armée au lieu de rester dans le calme et la tranquillité qui s'établissent entre les grandes actions d'une campagne, dans une mesure relative s'entend, l'armée, disons-nous, subit l'influence directe de tous les mouvements des corps ennemis : Chanzy ou Bourbaki.

Les moindres signes d'activité des troupes françaises : une pointe sur Gien, une apparition de Cathelineau ou de Lipowski se répercutent sur les Allemands.

Là, nous entrons dans une petite digression tactique qui n'est pas sans importance.

Les Allemands, dans les périodes d'attente, par exemple après une affaire ayant déterminé la retraite de l'adversaire, procédaient, dans cette période de la guerre, le plus généralement ainsi qu'il suit.

Ils établissaient le gros de leur armée en un point central d'opération, d'où ils lançaient des colonnes plus ou moins fortes dans les directions principales par lesquelles ils supposaient que l'ennemi avait dû se retirer.

Ces colonnes secondaires prenaient de même des positions centrales d'où elles faisaient rayonner des colonnes volantes de force variable, généralement composées des trois armes, qui opéraient des reconnaissances. La cavalerie de ces colonnes remplissait son rôle particulier et permettait d'élargir le champ d'exploration surtout si, et cela arrivait souvent, elle se sentait soutenue par des fractions d'infanterie et d'artillerie.

La reprise d'Orléans, en décembre, en fournit un exemple typique : le prince Frédéric-Charles est à Orléans, comme centre d'opérations, avec trois corps et une division de cavalerie. Il a à Auzouer-sur-Loire un corps bavarois ; à Blois et

Vendôme, avec ordre de pousser sur Tours une pointe, il envoie un corps, le X^e, avec une division de cavalerie.

Dans ces opérations, comme dans les combats de cette période, les fronts d'action des Allemands sont certainement d'une étendue disproportionnée pour leurs effectifs. Mais leur grand nombre de détachements et l'ensemble de leurs dispositions sont justifiés souvent, en l'espèce, étant donnée la médiocre qualité des troupes adverses (1).

Note.

Dans les opérations des armées de province et de l'armée bloquée dans Paris, il est bien difficile de saisir quelques particularités intéressantes en ce qui touche les renseignements. Toutefois, il est une circonstance assez intéressante à citer, c'est le combat du Bourget ; l'historique de la guerre franco-allemande le mentionne ainsi qu'il suit :

« Les Allemands n'avaient pas été sans remarquer les préparatifs de cette opération. Les troupes de sûreté avaient constaté que l'ennemi occupait Bondy depuis le 12 et qu'au nord de cette localité il travaillait activement à des terrassements.

» Le 19 (la sortie avait été primitivement fixée à cette date), des déserteurs annonçaient aux Allemands qu'une sortie était imminente. Les troupes françaises avaient été pourvues de six jours de vivres, les hommes devaient partir sans sacs, emportant leur campement et 90 cartouches.

» Lors donc que, le lendemain, dans l'après-midi, les obser-

(1) La cavalerie, dans le service de reconnaissance qu'elle faisait aux armées sur la Loire, constatait la présence ou l'absence des Français, quelquefois l'importance approximative de leurs forces.

Parfois aussi, mais plus rarement, les directions suivies par l'adversaire dans ses mouvements de retraite.

Jamais, ou très rarement, elle ne parvenait à découvrir ce qui se passait en arrière des premières troupes qu'elle trouvait. Pourtant, elle avait le champ absolument libre ; la cavalerie française étant inerte ou infime comme importance.

Dans ces conditions, la situation ne s'éclairait le plus souvent que par des renseignements extra-militaires ou des combats.

vations signalaient une concentration de troupes considérable auprès de Merlan et de Noisy-le-Sec, le commandant en chef de l'armée de la Meuse prenait ses dispositions pour résister avec la dernière vigueur à un effort de l'adversaire sur sa ligne de défense établie le long de la rive droite de la Morée.

» Le 21, dès l'aube, les troupes de la 2^e division d'infanterie de la garde étaient à leurs postes aux divers points de passage de ce ruisseau ; six bataillons, un escadron et deux batteries de la 1^{re} division d'infanterie de la garde étaient massés à Gonesse, avec cinq batteries de l'artillerie de corps.

» De plus, la 7^e division d'infanterie se tenait prête à relever les autres fractions de la 1^{re} division de la garde en avant-postes à Pierrefitte et à Stains. Derrière l'aile gauche de la partie menacée, six bataillons et six batteries du XII^e corps étaient à Sevrans. Enfin, la 4^e division d'infanterie et l'artillerie de corps du II^e corps arrivaient vers 10 heures du matin à Malnoue pour soutenir au besoin les Wurtembergeois.

» Au Bourget même, le point avancé était tenu par le 1^{er} bataillon du régiment « Elisabeth » et la 1^{re} compagnie du bataillon des tirailleurs de la garde. »

C'est au lecteur à tirer ses conclusions.

Durant les opérations de l'armée du Nord (1^{re} armée allemande) on n'a que des renseignements par agences inconnues. Tous les ordres, toutes les instructions envoyés ou donnés par l'état-major commencent par ces mots :

« Des nouvelles de tel ou tel point annoncent que l'ennemi tente telle ou telle opération. »

Par une véritable bizarrerie, le télégraphe français (1) était

(1) On avait bien amené d'Allemagne des sections télégraphiques destinées à assurer la communication des corps entre eux, et des quartiers généraux avec l'Allemagne.

On ne semble pas avoir réussi à assurer jamais les relations suffisamment bonnes entre les états-majors. Aussi dut-on s'attacher surtout à utiliser le réseau existant, à le relever lorsqu'il était détruit et à assurer simplement la communication sûre avec l'arrière.

Lorsque le grand quartier général du roi eût été installé à Versailles, on fit de cette ville le centre permanent du réseau.

On communiquait avec l'Allemagne par Nancy et par Metz-Sarrebruck.

resté ouvert partout et les généraux ennemis correspondaient journellement avec le grand quartier général de Versailles qui, lui-même, envoyait très souvent des renseignements. C'est ainsi que l'on trouve :

7 janvier. — *Dépêche du général von Gœben :*

« L'ennemi concentre ses forces à Arras. Il y avait hier 10.000 hommes et 40 canons à Neuville. Des trains de chemin de fer arrivent à Boisy, et il part de là des colonnes pour Hamelincourt. Le général Faidherbe est depuis hier soir à Bois-leux. D'après ces nouvelles, dignes de foi, je me concentre sur la rive droite de la Somme. »

8 janvier. — *Dépêche du grand quartier général de Versailles :*

« Depuis quelques jours des troupes nombreuses et spécialement des marins, se concentrent à Arras, venant du Havre, de Cherbourg, de Dunkerque, de Calais. C'est évidemment dans le but de composer le 13^e corps français. »

Ce n'est évidemment pas la cavalerie des troupes de la I^{re} armée qui donnent ces renseignements-là.

Et ici encore, il faut faire l'application du « que tous les moyens à la guerre sont bons, pour savoir ce qui se passe ».

Le 15 janvier, et comme nouvel exemple, le général von Gœben prévient à Versailles « qu'un prisonnier du 3^e régiment de ligne français a fait connaître que son régiment, fort de 900 hommes, est à Masnières venant de Mézières ; que le 40^e de ligne français, fort de 600 hommes environ, est à Rumilly ; qu'il y a, à Cambrai, 10.000 hommes cantonnés ou campés ».

On communiquait avec l'armée du nord par Amiens et Rouen.

On communiquait avec l'armée d'Orléans par Dreux, Montargis et Chartres.

Plus tard enfin, on a communiqué avec Manteuffel par Melun, Montbard, Troyes, Dijon. On ne semble pas, malgré l'interposition assez fréquente d'appareils étrangers au service courant, avoir jamais intercepté de dépêches françaises sérieuses. Ce n'est guère cependant que par ce moyen que l'on eût pu avoir des renseignements certains.

En dehors de ces renseignements, tout se fait à cette armée en poussant des reconnaissances sur les points dangereux. On envoie des colonnes mobiles sur les chemins jusqu'à ce qu'il y ait arrêt du mouvement. C'est moitié par ces reconnaissances, moitié par l'espionnage que l'on donne des directions aux grosses colonnes jusqu'à ce qu'elles aient le contact. Il convient de dire que les effectifs étaient des deux côtés assez petits pour faciliter ce travail (1).

RECONNAISSANCES

Nous insistons à dessein sur le chapitre des reconnaissances militaires; aussi bien est-il certain que plus augmente la valeur du matériel et des armes, plus augmentent les effectifs mis en mouvement, plus il sera nécessaire de savoir ce que l'on a à craindre directement de son adversaire.

Cette vérité est aussi indiscutable qu'un axiome mathématique.

Aussi tout le monde s'ingénie dans toutes les armées à pousser à l'extrême les facilités de la reconnaissance. Les sections d'éclaireurs d'infanterie, de francs-tireurs empruntés à la masse et choisis, ne sont en somme que des recherches de moyens d'arriver au renseignement sur l'ennemi.

Mettant à part la partie de ce service du renseignement basée sur l'espionnage, sur la répartition d'affidés habiles sur le territoire des belligérants, en un mot ce qui repose sur des moyens non militaires; c'est encore la reconnaissance qui assure à la fois le plus de sécurité et les nouvelles les meilleures comme sûreté.

Nous entendons par *reconnaisances* non pas seulement les reconnaissances journalières des avant-postes, lesquelles sont

(1) Toute cette partie de la guerre a été un peu confuse, et il est hors de doute que dans les récits officiels et autres, des deux côtés, on a dû condenser les opérations pour donner une physionomie d'ensemble à des événements très enchevêtrés.

définies dans nos règlements : reconnaissances ordinaires; non pas les reconnaissances définies ensuite sous le titre de reconnaissances offensives qui préludent à de grandes attaques ou à des batailles; mais une reconnaissance qui tienne le milieu entre elles, qui ait pour but d'arriver au contact et de s'engager si besoin, sauf à rompre lorsqu'on saura ce qu'on veut.

Cette reconnaissance sera dans la guerre à venir un besoin constant.

Nos anciens, qui avaient toujours pour objectif une ville à prendre, une position à occuper, qui se fixaient en un mot comme tâche première d'atteindre un point topographique, faisaient passer, avant toute autre, la reconnaissance que le règlement définit sous le nom de « spéciale ».

Cette reconnaissance devait bien toujours tâcher de connaître les forces de l'ennemi; mais la question d'étude du terrain occupé par l'ennemi ou à occuper devant l'ennemi primait.

Aujourd'hui, avec une doctrine plus vraie, plus juste surtout, qui est d'avoir avant tout pour objectif l'armée ennemie où qu'elle soit, la reconnaissance spéciale passe naturellement en dernière place, sans qu'on méconnaisse son utilité.

Les Allemands ont banni de leur règlement sur le service en campagne le titre *Reconnaisances*, mais ils y ont suppléé par des pages intéressantes sur le sujet qui nous occupe : le renseignement.

« Il est important, dit ce règlement, pour pouvoir donner des ordres précis et répondant bien aux circonstances de connaître la situation.

» Les renseignements envoyés par les autorités supérieures, les communications reçues des corps de troupe voisins, communications que tous les commandants de fractions opérant à proximité les uns des autres sont tenus de se faire mutuellement dès qu'ils apprennent quelque chose, donnent à cet égard, les premières indications. Plus tard ces indications se complètent à l'aide des données recueillies par le service d'exploration (1) et des comptes rendus qui sont réclamés sur place de tous les commandants de troupes.

(1) Voir ci-après la doctrine de l'exploration.

» Les propos des habitants, ainsi que les journaux, lettres, rouleaux de dépêches et autres papiers saisis dans les bureaux de poste peuvent donner des indications très importantes.

» Les dires des prisonniers, des malades laissés en arrière apportent à leur tour de nouvelles informations.

» En ce qui concerne les prisonniers, il faut avoir soin, s'ils ne peuvent être conduits sur-le-champ à un état-major, de les interroger séparément et sans retard. Ces interrogatoires, s'ils sont dirigés avec tact et habileté, permettront de démêler la vérité.

» Elle ressortira de la plus ou moins grande concordance des réponses faites aux questions posées.

» Dans les interrogatoires, les demandes principales à adresser seront les suivantes : corps de troupe auquel les prisonniers appartiennent ; numéro du corps d'armée, de la division de la brigade dont celui-ci fait partie ; noms des principaux chefs, derniers gîtes occupés, marches exécutées, situation matérielle de la troupe, état moral (1), etc.

» Si les circonstances ne permettent pas de procéder immédiatement à un interrogatoire détaillé, il faudra du moins préciser les numéros des régiments auxquels les prisonniers appartiennent, ces renseignements permettent d'en déduire la répartition des troupes ennemies.

» Mais de toute façon on ne saurait arriver à des conclusions certaines en agissant ainsi. Il est indispensable pour pouvoir apprécier la situation d'avoir des indications directes, que fourniront seules la recherche et l'observation de l'ennemi, et

(1) « Le 16 août 1870, après les grandes charges de cavalerie et les attaques infructueuses de la 38^e brigade prussienne sur la droite de nos positions, devant Mars-la-Tour, 150 ou 200 prisonniers allemands, presque tous du 16^e régiment, furent amenés à la ferme de la Grèyère. On en interrogea quelques-uns, non sans difficulté car aucun d'eux ne savait le français et les officiers du bataillon qui occupait la ferme n'avaient que des connaissances très petites en allemand : ils étaient harassés de fatigue et disaient que, partis de grand matin, ils avaient marché toute la journée.

» Quelques-uns montraient vis-à-vis de nos soldats des sentiments haineux qu'ils déguisaient à peine. D'autres ne semblaient pas très mécontents de se voir prisonniers. Mais ce qui frappait surtout chez eux, c'est la confiance que tous manifestaient dans la victoire de leur armée. »

(UN TÉMOIN OCULAIRE.)

par-dessus tout de grouper en un seul faisceau des renseignements émanant du plus grand nombre possible de sources.

» Ainsi les patrouilles, les détachements poussés en avant, les avant-postes, les commandants des troupes, les états-majors sont-ils tous tenus de mettre leurs chefs directs au courant de la situation, aussi promptement et aussi complètement que possible.

» Plus le subordonné sera au courant des intentions actuelles du chef, plus il lui sera facile de distinguer ce qui est essentiel de ce qui est sans importance.

» C'est ainsi que, souvent, ce sera déjà un grand point pour un chef que de savoir qu'à tel moment la situation ne s'était pas modifiée, qu'à telle heure on n'avait pas rencontré encore l'ennemi sur un point donné (a).

» Souvent aussi la confirmation de nouvelles déjà données aura pour lui une importance capitale.

» Celui qui envoie un renseignement doit distinguer expressément ce qu'il a vu lui-même, ce qu'un autre a vu ou a rapporté et enfin ce qui n'est qu'une simple supposition; indiquer la source d'où provient une nouvelle; justifier les suppositions faites.

» Il est essentiel de donner d'une façon précise les indications de nombre, de temps et de lieu. Par exemple l'expression: on a vu de longues colonnes aura une toute autre valeur, si celui qui envoie le renseignement peut ajouter: comptant *environ* tant de bataillons et de batteries. Il est également important de dire où et quand on a vu des troupes et notamment si elles sont en mouvement, quelle est la direction de leur marche, à quel point se trouvaient à telle heure leur tête et leur queue.

» C'est le combat qui fournit les bases les plus sûres pour l'appréciation d'une situation. Aussi est-il très important pour le commandement en chef d'être tenu exactement au courant des événements par les troupes engagées dans une action.

» Aussitôt le combat terminé, le chef de la fraction engagée doit faire connaître d'une façon précise les corps, régiments

(a) Voir la Note de la page 242.

Etudes pratiques, II.

qu'il a eus devant lui, l'état dans lequel était l'ennemi, la direction qu'il a prise en se retirant (b).

» Si, par suite de circonstances particulièrement urgentes, un même renseignement doit être envoyé à la fois à plusieurs destinataires, il faut en faire mention dans chacun des avis envoyés. Si l'on a dû omettre un échelon intermédiaire, on doit envoyer à celui-ci le renseignement le plus tôt possible en l'informant de ce qui a été fait (c). »

Telles sont, avec les pages qu'on verra plus loin relatives au service d'exploration proprement dit, les instructions générales qui ont guidé en 1870-71 les reconnaissances.

Sous cette rubrique « reconnaissance », l'état-major allemand a classé dans son historique de la guerre quatre-vingt-une opérations (1).

Nous ne saurions toutes les citer, toutes d'ailleurs sont loin d'avoir la même importance. Nous choisissons seulement celles qui peuvent donner des exemples et dans lesquelles les effectifs employés étaient de nature à pousser à l'extrême la recherche du « renseignement », c'est-à-dire à autoriser le combat si besoin. Elles sont, on va le voir du reste, très peu nombreuses, relativement au chiffre précité, relevé dans les tables chronologiques de la guerre.

Note.

Le nouveau règlement allemand sur le service en campagne (juillet 1894) ne modifie en rien les prescriptions antérieures sur les renseignements. Il ajoute ces quelques lignes :

a) « Un chef a un intérêt majeur à connaître rapidement

(b) (c) Voir la Note dans la présente page.

(1) L'historique du grand état-major donne tous les combats dans lesquels une unité constituée a été engagée. Comme l'œuvre a été élevée, avant tout, à la gloire des armées allemandes, il était intéressant et utile de reproduire tous les actes de la guerre où peut se citer le numéro d'une compagnie, d'un escadron ou d'une batterie, quoique bien souvent le fait rapporté se soit borné à fort peu de chose, à une escarmouche insignifiante.

les lignes de marche de l'adversaire, les localités qu'il a atteintes principalement avec son infanterie, les points d'appui de ses ailes dans sa formation de combat ou dans sa formation d'avant-postes.

b) » Dans les cas urgents, les renseignements doivent être envoyés non seulement aux chefs directs, mais encore aux échelons supérieurs. Un avis direct doit toujours être adressé à toute troupe menacée par l'ennemi, indépendamment de tout autre avis qu'il peut y avoir lieu d'expédier.

c) » Les troupes voisines les unes des autres sont obligées de se tenir constamment et réciproquement au courant des renseignements importants qu'elles obtiennent sur l'adversaire et des modifications qui peuvent survenir dans leur propre situation. »

I. — Reconnaissance de la 4^e division de cavalerie le 5 août.

Lorsqu'on reconstruit par l'imagination la situation où se trouvaient les Allemands le soir du combat de Wissembourg, on se rend très bien compte qu'ayant laissé plus de 1.500 hommes sur cet étroit champ de bataille, trouvant sur ce même terrain autant de blessés ou tués français, ils ont dû croire, de prime abord, que les forces qui leur avaient tenu tête pour leur entrée en Alsace étaient très supérieures à ce qu'elles étaient réellement (à peine 5.000 hommes). C'est ce qui explique, avec l'absence de la 4^e division de cavalerie, laissée en arrière et ramenée de nuit seulement sur la Lauter, que la retraite de la 2^e division française s'effectua sans difficulté.

Le contact était perdu. Les quelques pelotons du 4^e de dragons, qui avaient poussé au delà de la Lauter, n'assuraient qu'une chose, c'est que l'on n'avait pas suivi la grande route de Haguenau, qu'il y avait des forces françaises à Soultz; mais, de la division Douay, qui certainement avait dû rebrousser sur son armée, rien.

Il n'était pas possible, cependant, de ne pas prolonger un mouvement offensif dont la première partie venait de réussir.

Des ordres furent donc lancés pour que l'armée se portât en avant, vers le sud, en quatre colonnes; mais cette fois, pour ne pas avoir la surprise de la veille, on prescrivit que la 4^e division de cavalerie prendrait les devants et ferait une grande reconnaissance sur Haguenau et sur Reischoffen pour savoir où étaient les Français.

Or, dans la journée du 5, on décidait en France que les 1^{er}, 5^e et 7^e corps se réuniraient pour former, sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, une 1^{re} armée. Mais le 5^e corps était à Bitche et environs, le 7^e en formation à Belfort et Lyon. Tous deux avaient reçu l'ordre de rallier, mais le 5^e n'avait pas encore bougé et le 7^e seul avait envoyé une division (celle du général Conseil-Dumesnil, qui arrivait à Haguenau). Par le fait, le maréchal n'avait sous la main que le 1^{er} corps avec lequel il avait pris, dès le 4 au soir, position à Frœschwiller, en un point tactique étudié depuis longtemps, d'où on comptait pouvoir donner dans le flanc des Allemands s'ils descendaient sur Strasbourg ou se retirer vers Metz ou vers Nancy, si besoin.

La 4^e division de cavalerie prussienne se mit en route à 5 heures « seulement » du matin par la route de Soultz, mais lentement. Trois régiments, deux de uhlans et un de hussards, devaient faire la reconnaissance proprement dite.

Les uhlans et deux escadrons de hussards s'engagèrent vers Haguenau, les deux autres escadrons de hussards vers la Sauer haute. Les premiers ne trouvant pas de résistance s'en-

(1) Nous ne discutons ici que le résultat de l'opération « reconnaissance » plutôt que le mode employé pour la faire aboutir.

Il est certain qu'il y eut là une faute tactique, mais cette faute — ainsi que celles qui seront indiquées ci-après lorsqu'il s'en présentera — prouve tout au moins que les difficultés d'exécution d'un mouvement isolé, en flèche en avant ou sur le front des armées sont sérieuses.

Dans l'espèce, la 4^e division a eu le grand tort, ayant six régiments et deux batteries, de n'avoir utilisé que trois régiments, et surtout de ne pas s'être servi de son artillerie.

Puis, l'idée d'aborder la forêt de Haguenau par son centre était assez médiocre. Que quelques fantassins y fussent embusqués et elle était arrêtée net, et de fait elle le fut dès la sortie et il lui fallut faire demi-tour sans avoir rien vu que quelques tirailleurs ennemis.

gagèrent dans la forêt de Haguenau (1). Mais lorsqu'ils voulurent en déboucher, ils se trouvèrent en face de postes ennemis et durent rebrousser. Afin de maintenir une relation avec les escadrons envoyés sur la Sauer, on avait envoyé quelques patrouilles sur le flanc droit de la forêt. Ceux-ci atteignirent Gunstett et y virent de l'autre côté de la rivière un campement français. Le groupe des deux escadrons de hussards qui avait piqué sur Wœrth trouva le village occupé et reçut même quelques coups de canon. Toutefois, on avait distingué de grands mouvements de troupes de l'autre côté de la Sauer.

Les renseignements recueillis concluaient donc : « Présence de forces importantes sur la rive droite de la Sauer. Présence de forces au sud de la forêt de Haguenau. Mouvements de transports en chemin de fer sur ce dernier point. »

Qu'y avait-il d'un et d'autre côté, on l'ignorait. Impossible à un état-major si peu renseigné de prendre une décision ferme.

Ce qui prouve l'incertitude où l'on était, du reste, c'est que, le 5 au soir, une grande portion des troupes allemandes fait face au sud et que de même que dans le camp français le maréchal comptait rester tranquille le 6 pour rallier les 5^e et 7^e corps; de même dans le camp allemand le prince royal comptait occuper la journée du 6 à se bien renseigner et concentrer. Le hasard, il faut le dire, bien plus que les dispositions tactiques de l'un et l'autre parti en ont décidé autrement.

En résumé, la reconnaissance a éclairci la situation, mais ne l'a pas dévoilée. Elle s'est dévoilée par le hasard.

Il a suffi de quelques groupes d'infanterie pour empêcher le gros de la 4^e division de déboucher de la forêt de Haguenau; elle avait cependant intérêt majeur à aller voir au delà, car, si à l'état-major on était indécis sur l'emplacement du gros de l'armée française, on n'ignorait pas que le 5^e et le 7^e corps étaient voisins et devaient rejoindre le 1^{er}.

La bataille du 6 n'est, on le sait, que le prolongement de la lutte de l'avant-garde du général de Kirchbach en reconnaissance vers Wœrth, cherchant à savoir ce qu'il y avait au delà de la Sauer et si la note du prince royal « N'acceptez pas le combat et évitez ce qui pourrait en amener la reprise », eût été

remise comme elle le devait être au commandant du V^e corps prussien au lieu d'être portée au commandant du II^e corps bavarois, la bataille se serait livrée probablement le lendemain et peut-être dans de meilleures conditions pour les Français qui ont, en résumé, lutté avec cinq divisions (Pellé, Raoult, de Lartigue, Ducrot et Dumesnil) contre cinq corps (les V^e et XI^e prussiens, les I^{er} et II^e bavarois et le corps de Werder).

II. — Reconnaissance de la 5^e division de cavalerie le 15 août.

Dix jours après les événements que nous venons de remémorer, une reconnaissance analogue avait lieu au sud de Metz, et dans des conditions même plus simples que les précédentes.

Le 14 août, dans la soirée, avait eu lieu « accidentellement » la bataille de Borny. Amenée par le désir du commandant de l'avant-garde prussienne d'inquiéter la retraite des colonnes françaises derrière la Moselle, retraite qu'il voyait s'effectuer devant lui depuis plusieurs heures, elle s'était allumée par les efforts des généraux prussiens pour arriver au canon et, faut-il le dire, par la tentation bien naturelle du 3^e corps français de ne pas gagner les murs de Metz sans « faire parler la poudre ».

A tort ou à raison, mais à raison certainement pour les Allemands, puisqu'elle a amené les journées du 16 et du 18 et la ruine de la plus belle armée française, elle avait eu lieu.

Si ses résultats stratégiques, mais on ne s'en est aperçu que plus tard, ont été énormes, ses résultats tactiques furent peu de chose. Les positions de Borny et de Bellecroix n'avaient pas été entamées et les Prussiens ne couchaient sur le champ de bataille que parce que le 3^e et le 4^e corps reprenaient leur retraite.

Pour se bien rendre compte de la situation qui a motivé la reconnaissance, disons mieux « la recherche de l'armée française le 15 août » par la 4^e division de cavalerie, il faut se reporter, par la pensée, à ce que devaient être, à ce moment, les

idées au grand état-major allemand, à Herny, et à l'état-major de la II^e armée, à Pont-à-Mousson.

Dans l'un comme dans l'autre, il était absolument impossible de comprendre les mouvements de l'armée française, de se rendre compte de la lenteur d'exécution d'ordres qui avaient eu la prétention de faire passer par la route de Doncourt seulement près de 100.000 hommes (le 3^e et le 4^e corps, la garde, la réserve d'artillerie et par la route de Mars-la-Tour plus de 50.000 hommes), dans un pays de viabilité en réalité assez facile et où on avait tout au moins quatre chemins pour faire cela.

Pour les états-majors donc, il y avait une chose certaine, c'est que nous gagnions la Meuse le plus vite possible et n'avions plus sur la Moselle que des arrière-gardes.

Toute autre hypothèse étant inadmissible, les directions données étaient des plus simples : « Faire poursuivre directement les Français par la I^{re} armée qui venait de les aborder à Borny, tandis que la II^e chercherait à les gagner de vitesse si possible et à les menacer sur leur flanc. »

Donc, le 15, le X^e corps qui était à Pont-à-Mousson de la veille, pousserait sur Thiaucourt, suivi du II^e et du XII^e, et le III^e, passant ce jour-là à Corny, irait à Gorge et serait suivi du VII^e et du VIII^e; on laissait sur la rive droite le I^{er} corps seulement.

Ordre à la 5^e division de rechercher où, à ce moment, journée du 15, pouvait être l'armée française (1) ?

Forte de trois brigades à trois régiments, avec deux batteries, cette division était depuis le 14 au soir :

Brigade de Redern et une batterie à Beney ;

Brigade Barby à Thiaucourt ;

Brigade Bredow à Pont-à-Mousson.

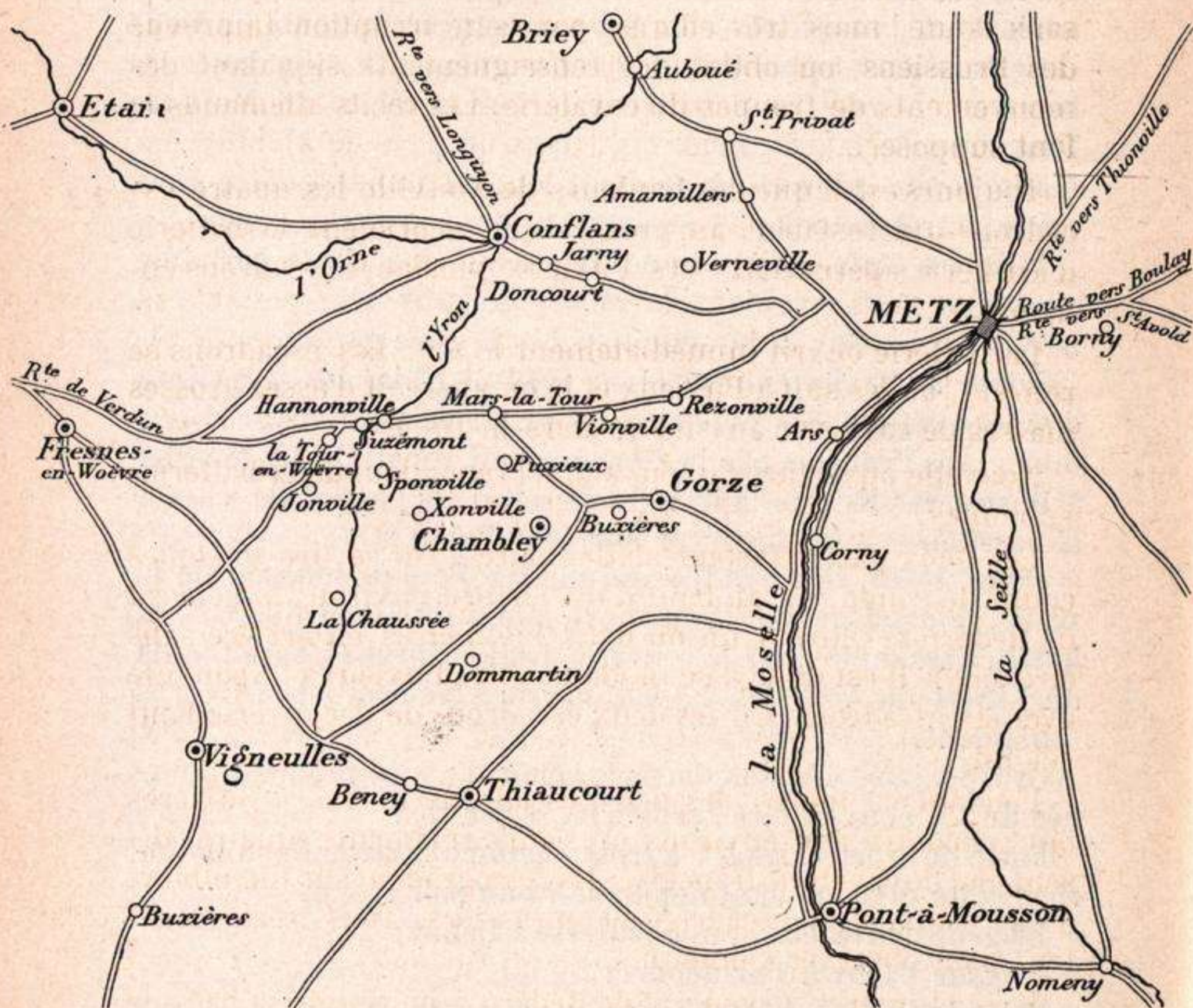
La brigade de Redern doit se porter à Lachaussée, flanquée

(1) Le 15 août fut employé par l'armée française à exécuter la marche bizarre qui devait la mener sur la Meuse : l'armée entière, par une seule route, devait atteindre Gravelotte et se séparer là en deux colonnes : celle du nord par Conflans, celle du sud par Mars-la-Tour.

Le 15 au soir, le 2^e corps atteignait Vionville, le 6^e bivouaquait un peu en arrière et à droite, le 3^e atteignait Verneville. Tous les autres étaient encore sous Metz.

par un régiment de cuirassiers de la brigade Barby à Dommartin, et reconnaître la route de Verdun.

Dans ce but, elle détache un escadron sur Mars-la-Tour, un



RECHERCHE DE L'ARMÉE FRANÇAISE, LE 15 AOUT 1870. — 5^e DIVISION DE CAVALERIE ALLEMANDE.

autre sur La Tour-en-Woëvre (ces points sont à 5 kilomètres l'un de l'autre).

A 8 h. 1/2, ils rendent compte qu'ils n'ont rien vu.

Comme on avait laissé trois escadrons à Beney et qu'on en avait envoyé deux à Buxières, le général de brigade n'a plus

sous la main que six escadrons sur douze, y compris ceux en découverte.

Il y a tout lieu de croire qu'on ne négligeait pas, durant le trajet, d'interroger les habitants, d'arrêter les voitures, et qu'au milieu de l'effarement de populations très patriotes sans doute, mais très effarées par cette irruption imprévue des Prussiens, on obtint des renseignements signalant des mouvements de troupes de cavalerie. Les récits allemands le font supposer.

Toujours est-il que des hauteurs de Xonville les quatre escadrons qui restaient au gros et qui escortaient la batterie d'artillerie aperçurent vers Puxieux plusieurs escadrons ennemis.

La batterie ouvrit immédiatement le feu. Les escadrons se retirent, on les suit à Puxieux et là on aperçoit d'assez grosses masses de cavalerie au sud de Mars-la-Tour.

Nouvelle ouverture du feu, auquel répondent deux batteries ennemies.

Les deux partis restent stationnaires. On se tire quelques coups de canon, et, au bout d'une heure environ, le général de Redern se retire à un ou deux kilomètres en arrière sans être suivi. Il est donc à ce moment entre Puxieux et Sponville avec six escadrons, car les deux escadrons de découverte l'ont rejoint.

Pendant ce temps, les deux escadrons laissés à Buxières ont rencontré aux environs plusieurs régiments (quatre, disent-ils) de cavalerie française. Ils rétrogradent sur Chambley, où ils trouvent un escadron de cuirassiers. Tous trois s'arrêtent pour observer l'ennemi.

Vers 11 heures, le général de Redern a pu réunir sa brigade entière sauf un escadron; il lui donne quelque repos, et, couvert sur sa droite par les cuirassiers de la brigade Barby, quatre escadrons à Puxieux, il se reporte en avant vers Mars-la-Tour. De ce côté, on apercevait très bien les régiments de cavalerie française (plusieurs régiments, dit le rapport) qui n'ont pas changé de position.

Vers 1 h. 1/2, au moment où la batterie va de nouveau ouvrir le feu, le général commandant la 5^e division arrive et estimant

que l'on n'est pas en forces si l'ennemi prend l'offensive, il interdit de s'engager.

A 2 heures, l'on avait cependant sous la main trente-quatre escadrons et deux batteries ; la brigade de Redern, à l'ouest de Mars-la-Tour, celle de Barby à Puxieux ; celle de Bredow à Xonville, c'est-à-dire dans un rectangle de moins de 5 kilomètres dans sa plus grande dimension.

Comme la cavalerie française se retirait vers Vionville, ordre fut donné de prendre le bivouac à Puxieux, Xonville et Suzémont. On se contenta d'envoyer un escadron à Jarny qui y fut sabré par des escadrons français de la division du Barail, et un autre à Rezonville par le sud de Vionville. Ce dernier apprit, en rentrant, qu'il avait aperçu un campement de 20.000 hommes environ de ce côté.

En résumé de toute cette chevauchée de la journée, la 5^e division ne pouvait rapporter que les renseignements suivants :

Aucune nouvelle de l'armée ennemie et de la situation de ses corps. Aucune conclusion sur l'important objet de savoir par quelles routes elle gagne la Meuse ; aucune certitude qu'elle ait passé ou dépassé Mars-la-Tour. On a vu beaucoup de cavalerie de ce côté, mais sans avoir pu bien apprécier sa force numérique.

En somme, impossibilité de rien indiquer pour étayer des décisions de la part du commandement (1).

Et cependant, ce commandement en avait besoin, car il devait bien se rendre compte du danger que lui créait cette marche de flanc qui disséminait ses corps sur une longue ligne, où les Français eussent eu beau jeu s'ils avaient pris l'offensive et attaqué une des extrémités.

(1) Il n'y avait à Mars-la-Tour que la division de Forton (quatre régiments et deux batteries), ce qui était bien inférieur aux trente-quatre escadrons de la 5^e division. Une autre division (division Valabrègue, du 2^e corps) s'était bien montrée au loin, mais n'avait pas dépassé Vionville.

Il ne semble pas que, sauf l'envoi d'un escadron à Jarny, on s'y soit pris de façon à savoir quelque chose. On s'est borné, en résumé, à explorer sur les 5 kilomètres entre la Tour-en-Woëvre et Mars-la-Tour, au lieu, puisqu'on avait trente-quatre escadrons à utiliser, d'envoyer courir jusqu'au pied des côtes de Meuse et de pousser des pointes vers la route de Conflans.

Avec plus de hardiesse on aurait su, à 2 heures de l'après-midi, que l'armée française était autour de Metz sans même l'y aller voir.

Dé fait, le 16, ils n'attaquèrent pas, mais furent attaqués par une des extrémités qui se trouvait être le III^e corps. (Bataille de Gravelotte-Rezonville.) Le X^e corps accourut bien à l'aide du III^e, mais à 4 heures du soir seulement. Moins d'indécision dans l'esprit du généralissime français et — cela ne fait aujourd'hui aucun doute — l'armée allemande était rejetée sur la Moselle en désordre certainement, en désastre peut-être.

En tout cas, si le III^e corps est venu se heurter à 9 heures du matin sur les 2^e et 6^e corps français, c'est faute de renseignements.

L'audace ne manquait certes pas à son chef, mais il avait trop le coup d'œil militaire — il l'a prouvé dans cette rude journée où il laissa sur le carreau 15.000 à 16.000 des siens — pour commettre en connaissance de cause une si grosse faute. Engagé dans une si grave bagarre, il fit de son mieux pour se tirer d'affaire, et il le fit bien, il faut lui rendre cette justice.

III. — Reconnaissance de la 2^e division de cavalerie sur Marchenoir, le 7 novembre (1).

Après la première occupation d'Orléans par les Allemands, le mois d'octobre s'était passé à faire l'organisation des 15^e et

(1) Nous ne citerons que pour mémoire une reconnaissance faite sur Vernon le 22 octobre : c'était le jour où, avec le I^{er} et le VIII^e corps, le général de Manteuffel, dirigé sur Amiens où l'on avait annoncé la présence de forces importantes, abordait à Noyon et Compiègne la ligne de l'Oise.

Pour couvrir l'investissement de Paris, les Allemands avaient peu à peu occupé Creil, Senlis, Clermont et garni la ligne de l'Epte et du Thérain.

Sur cette ligne de l'Epte, la brigade des uhlans de la garde était constamment aux prises avec des groupes francs. On ignorait à la fois leur force et celle à laquelle ils semblaient servir de rideau.

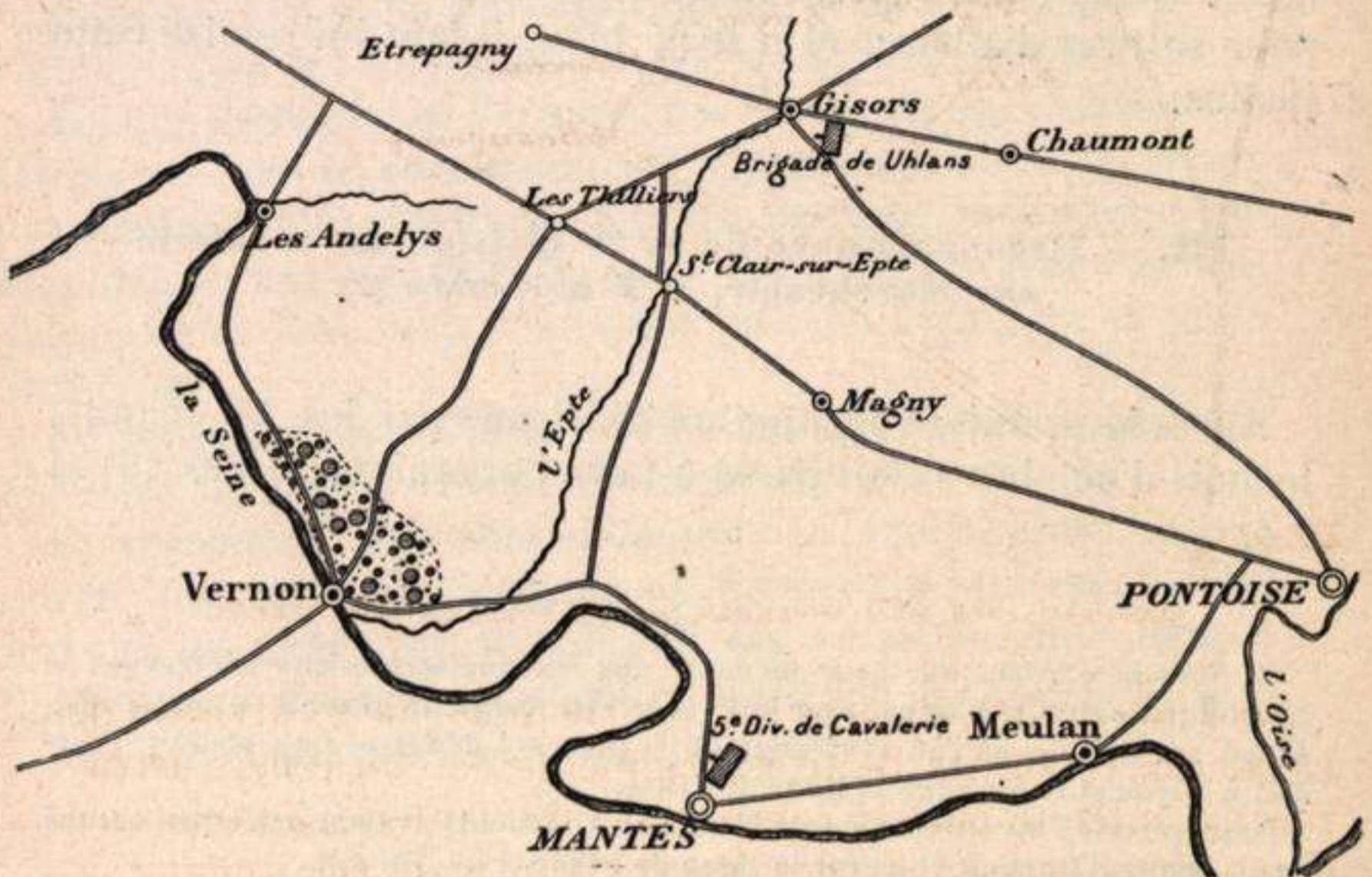
Le 22, une reconnaissance de deux compagnies, deux escadrons et une section d'artillerie se porte sur Vernon. Elle y arrive sans encombre; le pont était coupé et on ne voyait sur la rive opposée que quelques hommes en blouse armés.

On ne devait conclure que d'une impossibilité de voir une offensive se produire de ce côté. De fait, il n'y avait rien que quelques troupes éparses sous la direction d'un général qui résidait à Rouen et avait reçu la mission de couvrir la Seine-Inférieure.

16^e corps. On leur avait donné à chacun trois divisions d'infanterie.

Vers le 30 octobre, après toute une suite de péripéties de transport des plus instructives pour montrer avec quel soin doivent se faire les embarquements de grosses unités, sous peine d'une inexprimable confusion, les deux corps, moins une division, laissée à Dargent, étaient en ligne derrière la forêt de Marchenoir, occupant Beaugency, Villorceau, Josnes, Marchenoir, Viévy, Mer et Oucques, avec une ligne d'avant-postes à Cravant, Saint-Laurent, Autainville, La Colombe, Ecoman.

On avait bien voulu entourer l'opération de concentration du plus grand mystère, mais un semblable mouvement ne pouvait rester secret, et l'état-major de Versailles en avait eu vent. Toutefois, des indications précises lui manquaient, et il

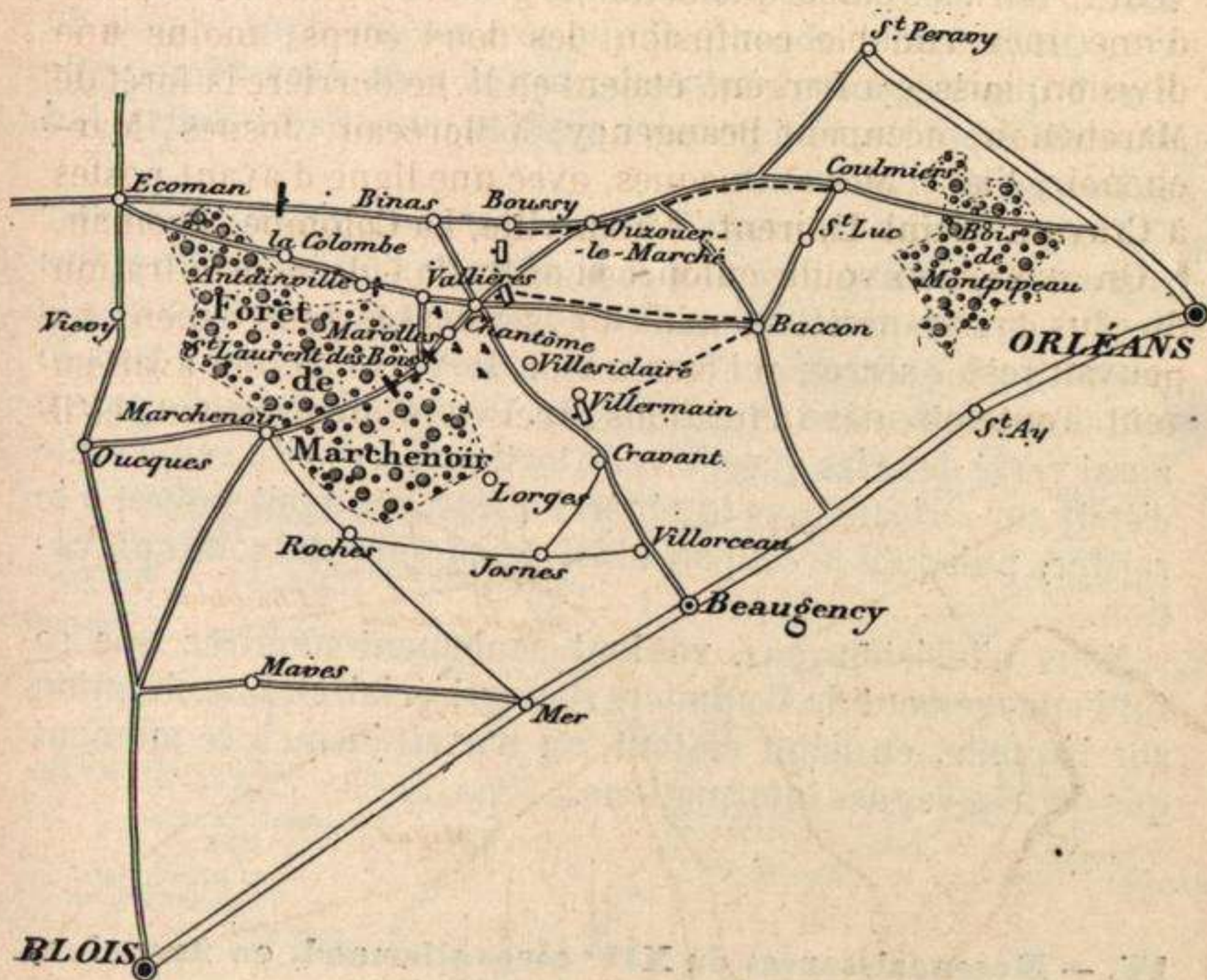


SUR VERNON, 22 OCTOBRE 1870.

se contentait d'inviter le général von der Tann, installé à Orléans avec le 1^{er} corps bavarois, à avoir l'œil ouvert de ce côté.

Vers le 6 novembre, ce général, beaucoup plus intéressé jusque-là aux nouvelles de ce qui se passait vers Bourges et

Salbris qu'à celles qui lui venaient de l'ouest, parut, à la suite de quelques indications données par l'espionnage peut-être, s'inquiéter des rassemblements qui se faisaient sur son flanc droit.



RECONNAISSANCE DU 7 NOVEMBRE, SUR LA FORÊT DE MARCHENOIR.

Le 7 novembre, d'après ses instructions, la 2^e division de cavalerie, renforcée de trois régiments de cuirassiers bava-rois et soutenue par six compagnies d'infanterie, fut chargée d'une reconnaissance vers Marchenoir pour éclaircir la si-tuation.

Dirigée sur le front de la forêt, entre Saint-Laurent-de-Bois et Autainville, la reconnaissance se buta contre les avant-pos-tes qui, dès les premiers coups de feu, furent soutenus par des troupes sortant de tous les chemins du bois.

Un combat s'engagea à Vallière et, en raison de la grande disproportion des forces, les Allemands durent se retirer.

Certes, ce combat où l'on dut laisser 150 hommes tués ou blessés sur le carreau (1) affirmait l'existence de troupes nombreuses ayant une certaine organisation, mais elle n'a su l'apprécier au degré où elle était en réalité, puisque, dès le lendemain, ces troupes commençaient leur mouvement offensif vers Orléans, leur objectif, et que ce n'est que dans la nuit du 8 au 9 que le général bavarois, ayant reçu dans l'intervalle d'autres rapports, vint prendre position entre Saint-Sigismond et Baccon par Coulmiers.

Encore n'avait-il, jusqu'à ce que le contact vint lui faire voir son erreur, qu'une idée un peu confuse de l'organisation et des projets des Français. Nous n'en voudrions pour preuve que le projet qu'il émit de renforcer sa gauche en prenant vers le sud-ouest l'offensive avec sa droite. Pour un homme de guerre aussi versé dans les questions de tactique, il eût dû songer que c'était sur Orléans que le général d'Aurelles avait intérêt à le rejeter, puisqu'il le coupait ainsi de sa ligne de communication.

Nous n'insistons pas, voulant seulement montrer que ce fut l'engagement de Coulmiers seul qui éclaircit une situation sur laquelle, en dépit de tout, on n'avait jusqu'à ce moment que de très vagues informations.

IV. — Reconnaissances du XIV^e corps allemand, en novembre, dans le bassin de la Saône.

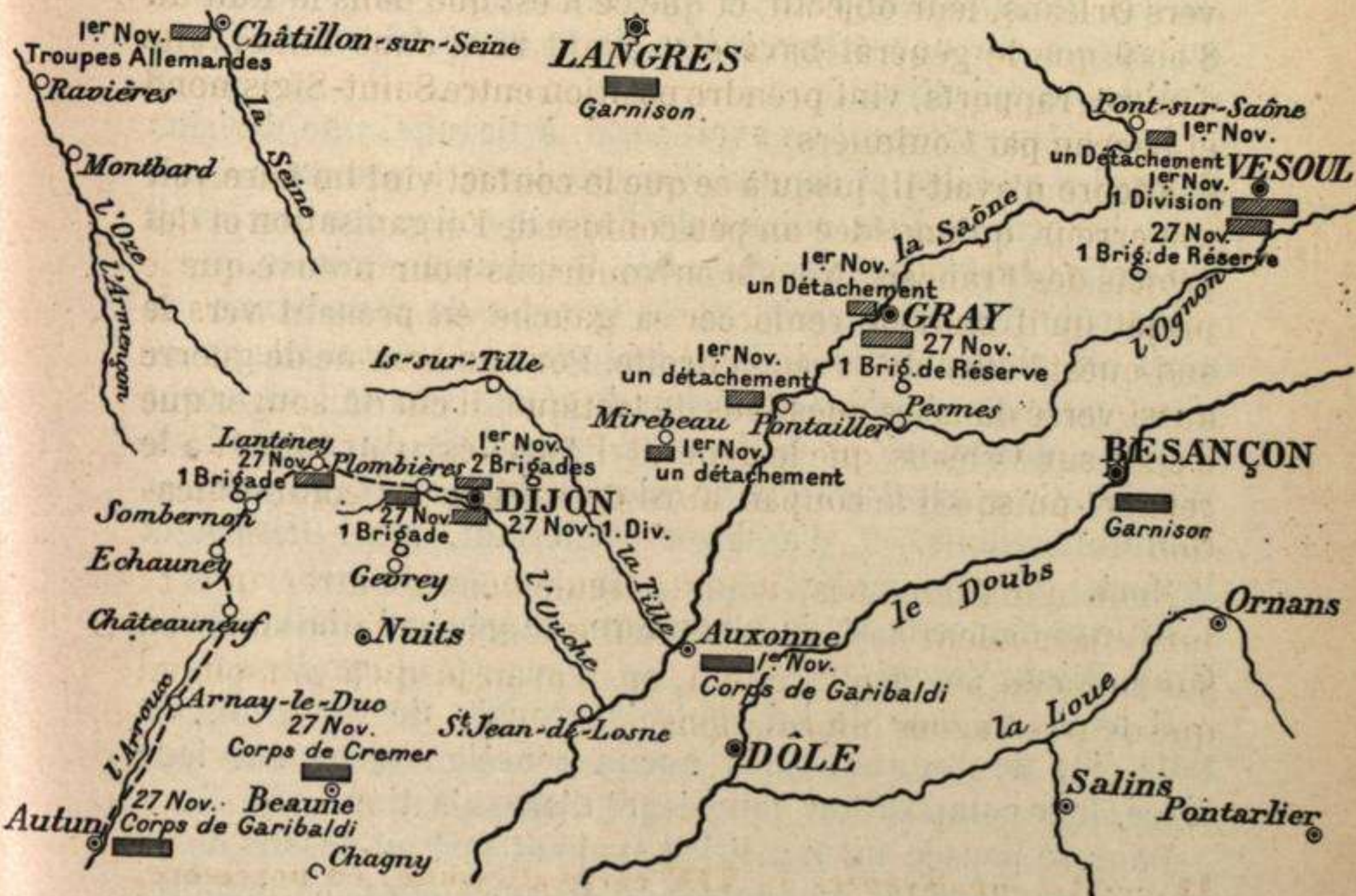
Il faut remonter de quelques semaines avant novembre pour bien se rendre compte de la situation des deux partis dans l'est.

(1) Il n'est pas douteux qu'avec d'aussi puissants moyens, le commandant de la reconnaissance, général de Stolberg, eût pu avoir de meilleurs résultats dans son opération.

Elle n'a porté que sur le centre de la forêt de Marchenoir dont le massif s'étend sur 15 kilomètres de large et 4 à 5 de profondeur.

Qu'au lieu d'agir sur un front de 4 à 5 kilomètres, dans un terrain peu propre à la cavalerie, on eût porté le service de découverte et peut-être aussi l'effort sur les ailes, il est probable qu'on aurait mieux vu et obtenu un plus utile résultat.

L'idée d'avoir des troupes dans l'est pour couvrir Lyon et agir à l'occasion sur les lignes de communication allemandes date de la fin de septembre. Octobre se passa à y faire un embryon d'organisation très difficile par défaut de cadres et il faut



OPÉRATIONS DU XIV^e CORPS ALLEMAND EN NOVEMBRE. — POSITIONS DES TROUPES ALLEMANDES ET FRANÇAISES.

le dire, très contrarié par l'obligation de tenir tête dès le début aux colonnes allemandes. Lorsqu'à la fin d'octobre, le général Cambriels, qui s'était occupé de cette organisation, dut quitter le commandement de la région de l'est, il laissait autour de Besançon 25.000 hommes formés en deux divisions et sept batteries.

C'est ce groupement qui, envoyé à Chagny dans le commencement de novembre, servit à faire le 20^e corps que l'on appela immédiatement sur la Loire.

On avait eu la pensée bizarre d'accéder à la demande du co-

mité révolutionnaire et d'offrir à Garibaldi, qui était venu à Tours se présenter à la délégation de la Défense nationale, le commandement de cette armée dite des Vosges. Heureusement on s'était ravisé et on préféra lui laisser le soin de réunir lui-même à Autun les volontaires qui, groupés en bandes d'origine variée, demandaient à servir sous ses ordres. Ce groupement qui arriva, fin novembre, à être de 15.000 à 16.000 hommes était en organisation.

A ce même moment on avait aussi, à Beaune, une division de gardes mobiles et de mobilisés de force à peu près égale sous les ordres d'un officier de l'armée active dont on avait fait un général à titre auxiliaire: M. le capitaine Cremer.

Du côté des Allemands, après la prise de Strasbourg, on avait constitué avec la division badoise, des régiments prussiens, puis plus tard une division de réserve (la 4^e), un corps d'armée dénommé n° XIV, sous les ordres du général de Werder. Ce général avait pour mission de couvrir l'Alsace, les communications, et d'assiéger Schlestadt, Neuf-Brisach et Belfort.

Au commencement de novembre, ce général était établi à Gray, Dijon, Vesoul.

Il avait en face de lui les trois groupes de Besançon, de Dôle (1), de Beaune, mais aucun renseignement sur leur force, leur composition, leur degré d'organisation.

Dans sa pensée même, il les évaluait fort au-dessus de la réalité, car dans les rencontres qu'on avait eues, en octobre, avec les troupes du général Cambriels, à La Bourgonce, à Bruyères, à Vorey, à Cussey, à Auxon, celles-ci avaient montré une certaine ténacité.

Les opérations du XIV^e corps, dans la première quinzaine de novembre, ne sont, par suite, qu'une série de reconnaissances destinées à jeter un peu de lumière sur la situation.

On en envoie donc de nombreuses et de force variable de Dijon et de Gray sur Beaune, Saint-Jean-de-Losne, Dôle et Besançon.

Ces reconnaissances se heurtent dans toutes les directions à

(1) C'est d'abord à Dôle qu'on avait envoyé Garibaldi.

des groupes de francs-tireurs et de gardes mobiles. Auprès de Saint-Jean-de-Losne, surtout, elles reconnaissent une position d'avant-postes bien organisée.

En réalité elles virent peu de chose, mais les renseignements qu'elles rapportèrent se doublant d'autres venus au général de Werder par une voie extra-militaire, sans aucun doute, lui firent conclure, et c'était vrai, que l'on préparait ou exécutait même déjà, un mouvement de l'est à l'ouest (1).

Aussi, le 9 novembre, prescrit-il une marche en avant de toutes les troupes disponibles du XIV^e corps pour tomber dans le flanc du mouvement des Français.

Que ce soit par ses reconnaissances ou par des moyens restés inconnus, le général avait vu juste, mais un peu tard. Le mouvement du corps de Besançon avait commencé le 8, et le 12 toutes les troupes françaises étaient autour de Chagny. A cette même date, elles avaient Garibaldi à Autun sur leur flanc gauche, et l'arrière-garde de ce dernier quittait Dôle le 12 novembre.

Dès la capitulation de Metz, signée le 27 octobre, le prince Frédéric-Charles avait eu l'ordre de se mettre en route avec une partie de la II^e armée sur Orléans, que les Bavarois venaient d'évacuer à la suite de Coulmiers, et que les troupes de l'armée française de la Loire mettaient en état de défense.

La mission du général de Werder, en ce moment établi à Dijon, s'augmentait par suite de la nécessité de couvrir le flanc gauche de la II^e armée allemande dans ses étapes entre Metz et la Loire, afin de lui laisser toute facilité de hâter son mouvement. Il avait donc, avec des forces relativement minimales, vingt-trois ou vingt-cinq bataillons, une vingtaine d'escadrons et une douzaine de batteries à étendre un grand front de surveillance entre Châtillon-sur-Seine, Dôle et Belfort.

Cette surveillance s'exerçait par des reconnaissances à petite et grande distance, ces dernières ayant plutôt l'apparence de colonnes mobiles destinées autant à renseigner qu'à frapper au besoin des coups vigoureux.

(1) Le général Crouzat, successeur du général Cambriels, avait reçu ordre de laisser une garnison à Besançon et de se porter avec le reste de son corps à Chagny.

Le général avait certainement des données très peu précises sur les rassemblements qui se trouvaient autour de lui (1). Par le sud, par l'ouest, par le nord même, ces rassemblements poussaient des pointes sur Dijon pour le tenir en haleine et l'inquiéter, aussi multipliait-il les reconnaissances de compagnies, de bataillons et de brigades même pour n'être pas surpris.

Sur le versant est de la Côte-d'Or, ces reconnaissances, poussant vers Nuits et Beaune, y rencontraient journallement des détachements de la division Cremer avec lesquels on échangeait quelques coups de fusils, mais les renseignements qu'elles rapportaient semblent avoir laissé le général sans inquiétude. On ne lui parlait que de troupes sans organisation, de mobilisés mal armés et s'il les continuait c'était surtout pour se donner de l'air.

Il semble qu'il ait été bien plus préoccupé du corps de Garibaldi qui, de l'autre côté de la Côte-d'Or, avait pour ligne d'opérations la haute vallée de l'Ouche et semblait bien plus disposé à un acte offensif.

Le 21 novembre, en effet, il avait quitté Autun et le 24 on l'annonçait à 10 ou 12 kilomètres de Dijon; là il s'était battu contre les troupes avancées du général Degenfeld, puis tout à coup il avait disparu.

Le général Keller, avec sa brigade renforcée d'un régiment de cavalerie et de trois batteries, reçut l'ordre de se porter sur Autun par Arnay-le-Duc. Son flanc gauche devait être couvert par une colonne de trois bataillons, deux escadrons et deux batteries, afin de le garer des entreprises du rassemblement de Beaune.

Le général partit le 29 novembre, arriva ce même jour à Somberron avec son avant-garde à Echaunay. Le 30, il gagne Arnay-le-Duc et Veuvev. A Arnay-le-Duc, il laisse sa flanc-garde qui était venue sur ce point afin d'être couverte contre des pointes du général Cremer par Bligny ou Ivry.

(1) L'Est, après le départ du corps Crouzat, était très dégarni et n'avait plus pour sa défense mobile que Garibaldi à Autun et Cremer à Beaune, tous deux indépendants et presque sans relations.

Le 1^{er} décembre, il débouchait devant Autun où il était assailli par un feu des plus violents. Il était tard; on ne pouvait songer, dans cette saison, à enlever la ville avant le coucher du soleil, les troupes bivouaquèrent et l'attaque fut remise au lendemain. Mais à ce moment on recevait du général de Werder l'ordre de ne pas pousser l'attaque à fond et de rétrograder sur Dijon.

La brigade était en effet très en flèche, très menacée par son flanc gauche, le nombre de fusils mis en ligne indiquait d'assez gros effectifs; le général, obtempérant sur-le-champ à ces instructions, recula le jour même sur la Drée et y passa la nuit.

Le lendemain il venait cantonner à Arnay-le-Duc où il avait laissé sa flanc-garde comme on l'a vu. Elle n'y était plus, ayant cru devoir, elle aussi, obtempérer immédiatement aux ordres du général commandant le XIV^e corps de rejoindre Dijon.

Il en résulta que le 3, auprès de Châteauneuf, on se trouva en présence de plusieurs bataillons de la division Cremer arrivés de Beaune par une marche de nuit (1).

Il fallut engager un violent combat pour se dégager et laisser aux convois le temps de s'écouler sur Vellars, où la brigade arriva l'après-midi ayant perdu plus de 150 hommes.

Le 4, on rentrait à Dijon.

Entre temps, le général de Werder avait envoyé une colonne à Châtillon-sur-Seine, où on lui avait annoncé un corps de partisans de plusieurs milliers d'hommes. Ce n'était qu'un faux bruit. Les troupes s'avancèrent jusqu'à Coulmiers-le-Sec, s'assurèrent que Châtillon et le chemin de fer Chaumont-Tonnerre ne couraient aucun danger. Le 6, on rentrait à Dijon n'ayant vu que quelques groupes francs à Montbard (2).

(1) On ne peut que regretter, en lisant cette instructive période de la guerre, de voir l'inutilité des efforts séparés de Garibaldi et de Cremer, alors qu'il leur eût été si facile de lier leurs opérations et de les combiner.

Le 21, Garibaldi marche sur Dijon, se bat à Pasques, est obligé de reculer sur Autun sans que Cremer lui donne aucun appui. Le 3 décembre, Cremer vient donner dans le flanc de Keller, en retraite sur Dijon, sans que Garibaldi fasse d'Autun aucun mouvement pour l'aider, si belle que fût la partie.

(2) A proprement parler, ce sont plutôt de petites opérations de 70 à 80 kilomètres d'envergure que des reconnaissances proprement dites. Il s'agissait non

En fait, le résultat de toute cette activité fut que le général de Werder apprécia qu'il n'y avait dans le Morvan et le bassin de la Saône que des forces sans organisation sérieuse, et incapables d'entreprendre des opérations offensives.

Son corps d'armée avait beaucoup fatigué depuis le commencement de la campagne; il profita de ces quelques jours d'accalmie pour faire remettre tout en état.

**V. — Reconnaissance dans la direction de Nuits,
le 18 décembre (1).**

Combat de Nuits.

L'opération que nous résumons ici est plutôt un acte tactique offensif double, qu'une reconnaissance dans l'acception régulière du mot. Des deux côtés l'acte est mené par les chefs des partis en présence, avec toutes les forces dont ils peuvent momentanément disposer.

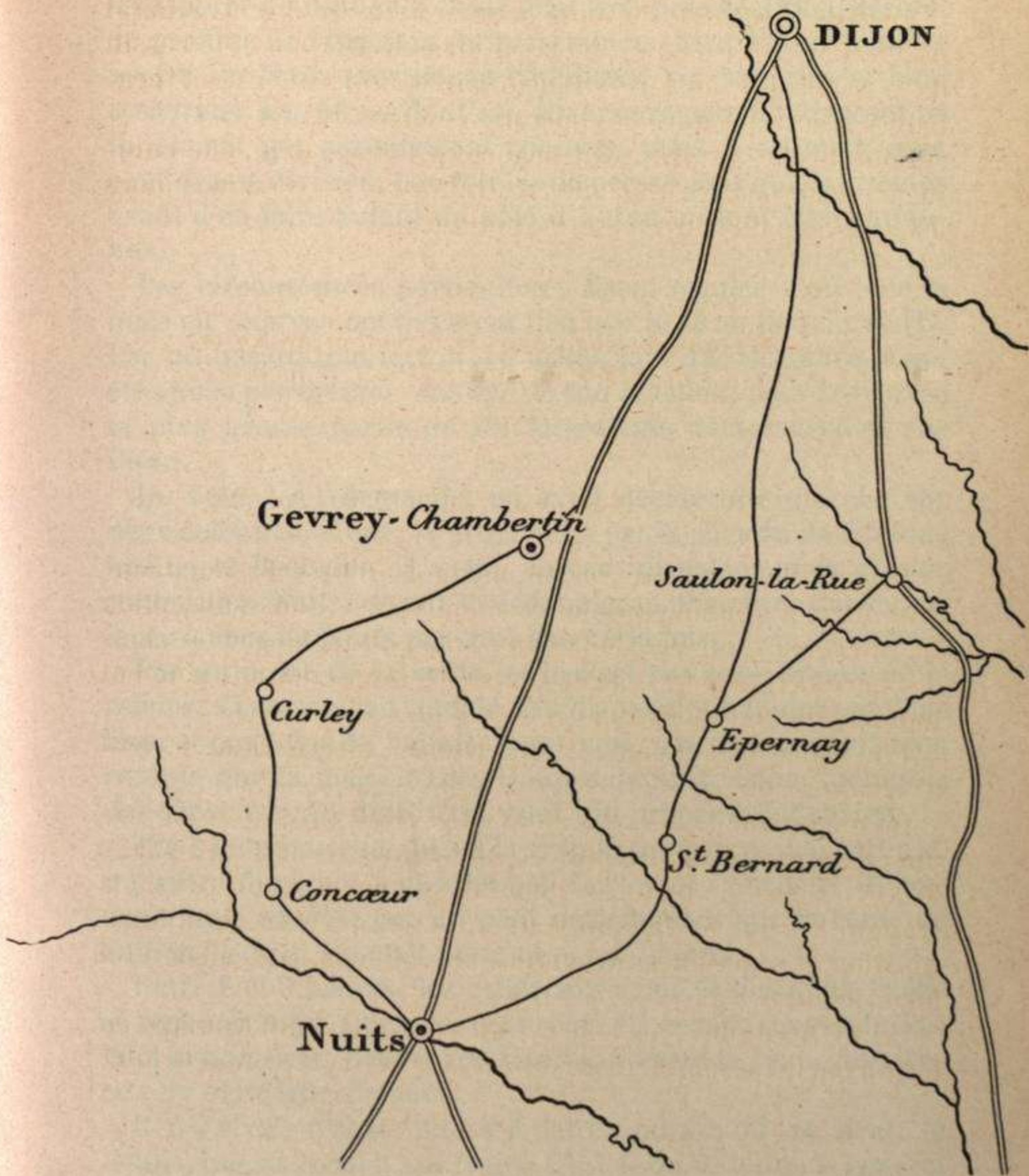
Elle est le prolongement du reste de la série dont il vient d'être question.

De même que le général de Werder avait profité de la première quinzaine de décembre pour remettre de l'ordre dans le XIV^e corps, de même le général Cremer avait profité de la tranquillité que lui laissait l'ennemi pour améliorer son organisation et se procurer des munitions qui commençaient à lui faire défaut.

Le 17 décembre, le général en chef allemand voulant en finir avec le rassemblement du versant est de la Côte-d'Or qui,

seulement de savoir ce qui se passait, mais aussi de se débarrasser des entreprises des petits corps ennemis; mais c'était le seul moyen d'éclaircir la situation et de recueillir des éléments d'appréciation sur les forces qui se groupaient sur ce théâtre de la guerre, et à ce titre il faut les classer dans les reconnaissances et dans la recherche des renseignements.

(1) Cette reconnaissance a été souvent détaillée. Elle a surtout l'intérêt d'une reconnaissance double, si ce titre peut lui être donné.



RECONNAISSANCE SUR NUIITS.

transporté de Beaune à Nuits était trop près de Dijon, résolut de profiter de l'inaction du rassemblement d'Autun pour se porter sur Nuits avec douze bataillons, six batteries et cinq escadrons. Les forces dont son adversaire pouvait disposer ne lui étaient pas parfaitement connues, mais il estimait, avec cette grosse division, pouvoir les disperser pour quelque temps avant d'en faire autant du côté d'Autun où tout était immobile.

Des circonstances particulières firent reculer d'un jour la mise en mouvement qui n'eut lieu que le 18 au lieu du 17 (1). Par un hasard tout fortuit, ce même jour 18 décembre, avait été choisi par Cremer, ennuyé de son inaction, pour faire avec la plus grosse partie de ses forces une démonstration sur Dijon.

Du côté des Allemands, on avait décidé une marche sur deux colonnes. L'une, la principale, par le chemin de Saulon-la-Rue et Broindon. L'autre, suivant directement la grande route Dijon-Nuits, devait se dédoubler et aller vers Curley, de façon à aborder Nuits par trois côtés à la fois.

Par un ordre de la veille, et il n'est pas sans intérêt de le relater, Cremer avait adopté des dispositions toutes semblables, avec moins de monde, il est vrai, car il se rendait bien compte que la majorité des troupes de sa division, mobilisés des départements du Rhône, était peu propre à l'offensive.

Trois bataillons suivaient la grande route avec une batterie, un autre flanquait à gauche par Curley et Concœur, le côté droit était couvert par un petit détachement sur la route de Saulon-la-Rue. On était parti au point du jour.

Entre 8 et 9 heures, les éclaireurs avancés des deux partis se rencontrèrent. Quelques éclaireurs allemands surpris furent faits prisonniers; interrogés, ils annoncèrent la venue derrière eux de toute leur division.

Il n'y avait d'autre chose à faire, puisqu'on en avait le temps, que de reculer sur Nuits. C'est ce qu'ordonna le général

(1) C'est préalablement le 18 que, sur un autre théâtre d'opération, on projetait l'envoi dans l'est des 15^e, 18^e, 20^e, 24^e corps pour débloquer Belfort, envahir l'Alsace et interrompre les lignes de communications allemandes.

français, de manière à pouvoir prendre position solide à Nuits, où il livra ce jour même un combat fort honorable pour sa division, qui y perdit 1.500 ou 1.600 hommes, mais qui coûta aux Allemands près d'un millier d'hommes hors de combat (1).

VI. — Reconnaissance sur Montoire le 26 décembre 1870 (2).

Après toute une série de combats sur le Loir, la 2^e armée de la Loire était arrivée à un état de démoralisation qui nécessitait toute une réorganisation dans le repos.

Le général Chanzy, qui avait d'abord songé à la continuation de la lutte, dut se décider à se mettre en retraite sur Le Mans.

A la date du 21, ses corps étaient autour de cette ville : le 21^e, entre l'Huisne et la Sarthe; le 17^e, sur la rive droite de cette dernière rivière; le 16^e, au sud, entre la Sarthe et l'Huisne. Les routes aboutissant à cette grande localité étaient ainsi barrées.

Une circonstance heureuse lui permit d'effectuer cette marche de quatre jours, du 16 au 20 décembre, sans être poursuivi sérieusement.

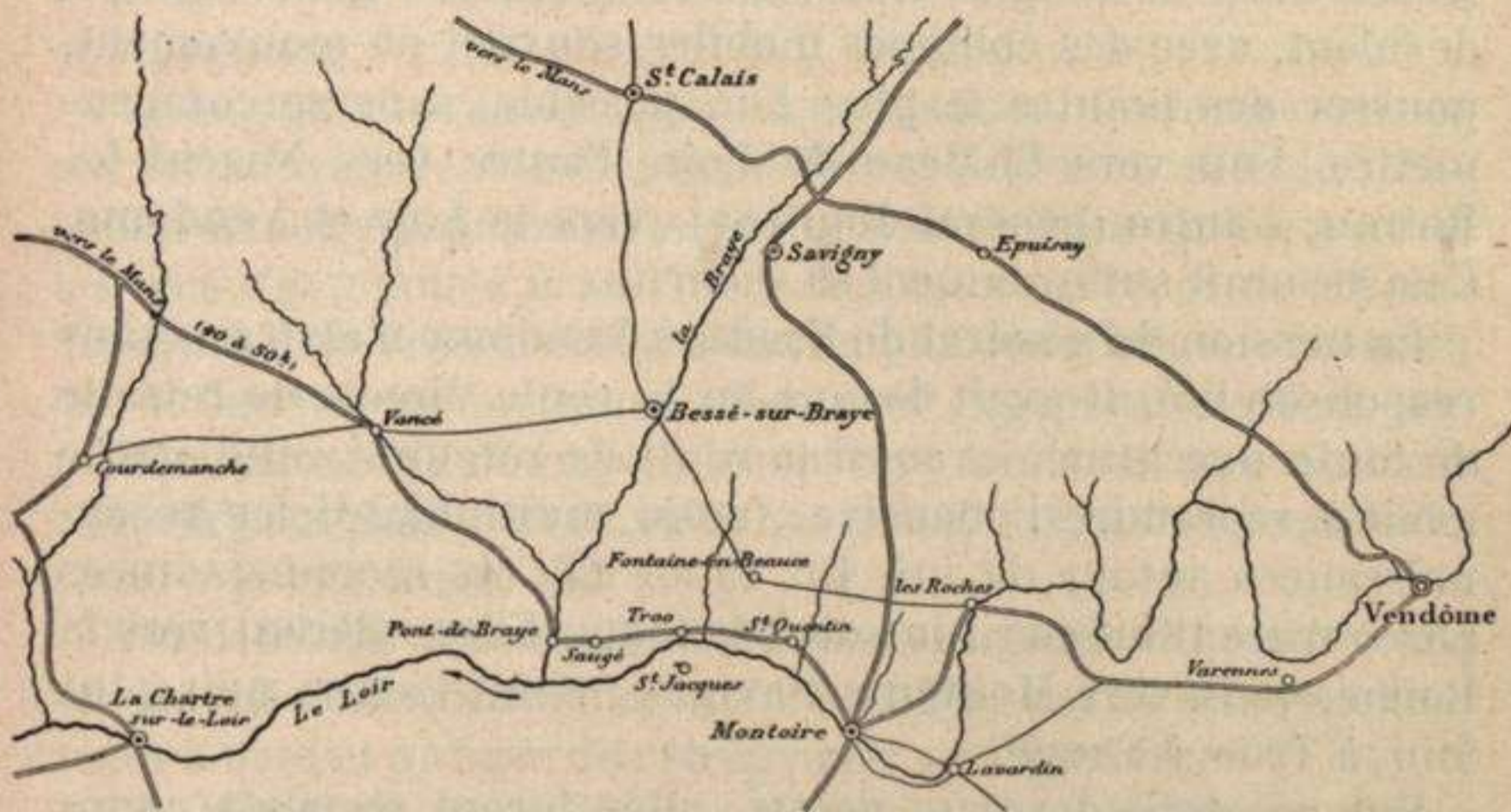
Après l'évacuation d'Orléans, le 4 décembre, les 18^e, 20^e et 15^e corps s'étaient rejetés au sud de la Loire fort désespérés. On les avait rencontrés autour de Bourges et de Nevers et on en avait donné, sous le nom de 1^{re} armée de la Loire, le commandement au général Bourbaki.

(1) Nous avons parlé du combat de Nuits, dans le chapitre relatif aux avant-lignes.

Les Allemands occupèrent Nuits dans la soirée, après que les Français se furent retirés en arrière, sur le plateau de Chaux. Le 19, ils se reportèrent en arrière, sur la Doix et Magny, faute, a-t-on dit, de munitions en assez grande quantité, pour risquer un nouveau combat.

(2) De même que la précédente, cette reconnaissance a été souvent citée et détaillée d'autant qu'elle forme un épisode détaché très intéressant à étudier au point de vue tactique.

C'est cette armée qui devait devenir l'armée de l'Est et finir par un internement en Suisse; mais à l'époque dont il s'agit, cette idée n'avait pas encore été sérieusement agitée et on pensait plutôt à un mouvement concentrique de Bourbaki d'un côté et de Chanzy de l'autre sur Paris.



RECONNAISSANCE DES 26 ET 27 DÉCEMBRE 1870 SUR LE LOIR
(VENDÔME, MONTOIRE, SAUGÉ).

Le prince Frédéric-Charles n'était pas sans inquiétude sur les projets de cette première armée, dont l'effectif était, d'après les renseignements, de plus de 100.000 hommes. Aussi, sitôt après que l'armée du général Chanzy eut accentué définitivement sa retraite, se hâta-t-il de se reporter vers Orléans ne laissant sur le Loir qu'un de ses corps, le X^e.

Le commandant de ce corps avait ordre de se porter sur Tours; mais, ne voulant pas s'aventurer sans précautions dans une pointe relativement hardie, il eut soin de laisser de forts détachements à Blois pour le soutenir en cas de retraite, à Vendôme, pour être couvert sur sa droite.

Le détachement de Vendôme, aux ordres du général de Kradtz, se composait de deux régiments, quatre batteries et dix escadrons. Il devait lier le X^e corps aux troupes allemandes

qui occupaient Chartres et surveiller avec soin la direction du Mans, par où on pouvait craindre une offensive dangereuse.

Au Mans, en effet, tout en s'occupant de réorganiser l'armée, le général en chef n'était pas inactif, il voulait avoir de l'air, n'était pas renseigné et ne redoutait rien tant qu'une surprise. Aussi avait-il désigné trois de ses meilleurs généraux qui devaient, avec des colonnes mobiles souvent en mouvement, pousser des pointes le plus loin possible, sans se compromettre, l'un vers Château-du-Loir, l'autre vers Nogent-le-Rotrou; l'autre (général Jouffroy), vers le Loir et Vendôme. Cela assurait suffisamment sa sécurité.

La mission du général de Kradtz à Vendôme n'était pas sans responsabilité. Il avait devant lui la route directe de retraite de toute une armée et aussi la route de retour si cette armée avait à reprendre l'offensive : aussi multipliait-il les reconnaissances autour de lui. Du 19 au 25, ces reconnaissances parcoururent les environs de Vendôme. Elles allèrent vers la Roche, puis vers Montoire, Savigny, Saint-Calais, puis plus loin, à Trôo, à Saugé.

Sur ces trois derniers points, elles furent reçues à coups de fusil.

La ligne dangereuse était donc le ruisseau de la Braye et la vallée du Loir. Il fallait savoir ce qu'on avait à craindre de ce côté et, dans ce but, on décida qu'une colonne de deux bataillons du 79^e, avec un escadron de uhlans et une section d'artillerie descendrait le Loir pour s'assurer de la force et des projets des troupes ennemies dont les éclaireurs étaient venus jusqu'à Montoire (1). Cette colonne se mettrait en route le 26 au matin.

Le lieutenant-colonel de Boltenstern, du 79^e, qui avait le commandement, alla passer le Loir au Pont-des-Roches, où il laissa une compagnie avec quelques cavaliers, puis il gagna Montoire.

(1) Ordre : Le détachement se portera, le 26, sur Montoire, y laissera quelques compagnies, s'avancera, le 27, jusqu'à Saugé, reconnaîtra la situation sur le ruisseau de la Braye et prendra des otages qui auront à répondre des hostilités commises par la population contre les patrouilles.

En arrivant, il avait été accueilli par quelques coups de feu partis des maisons. On entre dans le village, on le fouille sans rien trouver et on y passe la nuit du 26 au 27.

Le 27, on en part à la pointe du jour en y laissant encore deux compagnies.

La colonne, réduite à trois compagnies et deux pièces, arrive à Saugé ayant en chemin laissé encore à Trôo deux autres compagnies.

A Saugé, il faut renoncer à aller plus loin, des forces sérieuses sont devant le détachement. Il faut battre en retraite, dépasser Trôo, y reprendre les deux compagnies qu'on y avait laissées. On gagne à grand'peine Montoire après avoir été enveloppé entre Trôo et Saint-Quentin par des troupes ennemies qui obligent à un énergique effort pour regagner ce point et y reprendre les deux compagnies qu'on y avait laissées. Grâce à elles on peut passer à la hâte à Lavardin, sur la rive gauche du Loir, et se mettre à l'abri (1).

Aux Roches, la compagnie laissée à la garde du pont avait, elle aussi, été assaillie dans l'après-midi, par des forces très supérieures et obligée de rétrograder sur Vendôme.

On voit là une reconnaissance plus que complète, poussée par les circonstances en quelque sorte à l'extrême limite,

(1) Nous ne discutons pas là la question tactique, n'ayant pour but que de montrer ce qu'on peut tirer souvent des reconnaissances. Il est certain que celle-ci a été médiocrement conduite. L'échelonnement de cinq compagnies sur la route de marche laissant seulement, au moment le plus grave, trois compagnies entre les mains du chef de détachement était vicieux, aussi vicieux que l'idée d'occuper deux ponts sur le Loir, alors qu'un seul bien gardé suffisait. Il y eut, de plus, une faute grave, celle d'employer les quelques cavaliers que l'on avait à chercher à rencontrer une colonne amie que l'on savait devoir opérer sur le plateau supérieur, vers Saint-Calais, alors que l'on avait à peine ce qu'il fallait pour établir sur le flanc droit une surveillance si utile pour une opération qui se faisait au bord d'une rivière, dans une vallée encaissée.

Du côté des Français, en effet, on avait prévenu le général de Jouffroy, dont la colonne mobile était le 26 à Courdemanche, de la situation des Allemands. Dès le 27 il s'était, le matin, dirigé vers les Roches, comptant y couper la retraite au détachement ennemi, car on lui avait assuré que le pont de Montoire était coupé. Ce n'était pas, mais néanmoins on avait des forces si supérieures, que l'on put garnir tous les abords de la route vers Saint-Quentin. Un peu plus de ténacité et d'énergie des jeunes soldats de la division Jouffroy et le détachement était forcé de mettre bas les armes.

puisque'il s'en est fallu de fort peu que le détachement du colonel de Bothenstein ne fût capturé presque en entier.

Et l'on ne peut dire, cependant, qu'elle ait découvert la force et les projets de l'ennemi, car signalée elle-même aux Français elle fut surprise et enveloppée par des colonnes venues de points assez éloignés et qui n'avaient pas encore paru de ce côté.

Mais, en somme, le danger très grand qu'on venait de courir donnait lui-même la notion « renseignements ».

Il n'était pas douteux, après ce qui venait de se passer, que des forces assez nombreuses ne fussent dans la région, et les petites pointes que les Allemands lancèrent les jours suivants furent toutes unanimes à signaler des rassemblements sur le ruisseau d'Azay.

De part et d'autre les conséquences furent très simples et très naturelles : les Français ayant eu un semblant de bonne fortune accentuèrent leur démonstration sur Vendôme ; les Allemands se voyant pressés de ce côté augmentèrent leurs forces et accentuèrent aussi leur offensive lorsqu'ils se sentirent plus à même de soutenir une lutte.

Le combat de Vendôme du 31 décembre fut le résultat de cette double offensive.

C'est ce jour-là, au surplus, que le maréchal de Moltke écrivait au prince Frédéric-Charles : « Par ordre du roi vous vous porterez vers l'ouest, contre le général Chanzy. Les deux armées françaises de la Loire sont séparées maintenant par une grande distance. Il ne faut pas les laisser se rapprocher. Il faut saisir la moins éloignée et l'écraser avant que l'autre puisse faire sentir son action. »

Les combats des 10, 11 et 12 janvier, qu'on a appelés bataille du Mans, sont l'exécution de ces instructions.

Considérations sur les reconnaissances.

Il y a, pour les reconnaissances, comme pour toutes les choses militaires en général, d'amples différences lorsque l'on passe de la théorie à l'exécution.

La théorie des reconnaissances est forcément didactique, comme tout ce qui touche à la tactique, grande et petite.

Cela n'est pas pour faire la critique des règles. En matière de reconnaissances surtout elles sont excellentes, mais il faut à la pratique y ajouter ce qu'elles ne disent pas et ne pas s'en tenir à leur stricte exécution.

Il est nombre d'officiers ayant fait la guerre qui disaient très haut que la manœuvre était sans utilité, et que pourvu qu'un soldat sût marcher en rang et tirer, le reste ne « servait à rien ».

Il en est aussi, certes, qui n'ayant jamais vu les reconnaissances porter le fruit qu'ils en attendaient, déclarent volontiers « qu'elles sont de peu d'utilité aussi ».

Napoléon, lorsqu'il ordonnait des reconnaissances, voulait qu'on les fit par groupes échelonnés (1). C'était la méthode des généraux dans nos guerres de la Révolution ; il croyait ce système préférable à tout autre et en donnait lui-même le détail :

« Vous enverrez un régiment à telle distance en avant ; un autre à telle distance derrière le premier ; un repli à telle distance derrière le second . Vous ferez occuper par des fantassins ou des dragons les bois, les ponts, les défilés. »

Il voulait que les reconnaissances fussent fortes, qu'on y mît de la cavalerie et de l'infanterie légère ou, à défaut, des dragons à pied, qu'on exerçait à combattre en fantassins.

Les instructions nombreuses qu'il ne cessait de donner en ce sens étaient sans cesse rappelées par le major général, surtout lorsqu'on se trouva en face de la cavalerie cosaque des Russes. Il ne voulait plus alors pour « s'éclairer » que des brigades entières de cavalerie soutenues de compagnies de voltigeurs.

Il ne faudrait pas cependant tirer de ces instructions dernières des conclusions exagérées, ni les prendre trop au pied de la lettre.

On doit se rappeler qu'à ce moment nos armées étaient loin

(1) Nous avons fait remarquer l'emploi très rapproché de ce système dans l'armée du prince Frédéric-Charles, lors des opérations sur la Loire.

d'avoir la cohésion de celles de 1805 et 1806. Le nombre des traînards et des pillards était énorme et l'empereur craignait que de petites fractions souvent imparfaitement commandées, lancées en avant ou sur les flancs des colonnes, n'eussent trop de propension à la maraude. Il n'avait pas la même inquiétude en faisant faire des reconnaissances par des unités tactiques avec leurs chefs directs.

Toutes ces reconnaissances se faisaient sans règles déterminées à l'aide de traditions, et faut-il le dire, elles étaient généralement médiocres. Les unes poussées trop peu hardiment, les autres au contraire menées avec une rapidité et un entrain qui aboutissaient à un raid sans renseignements.

Après nos grandes guerres, lorsqu'on se reprit à des règlements et à des développements de méthodes, les formes didactiques s'en mêlant, on en arrive à faire passer l'utile après la partie insignifiante et l'on revient, sans transition, de la guerre de Napoléon à celle de Louis XIV.

Combien sont changées, et très heureusement, nos idées au sujet des reconnaissances.

Il n'y a pas bien longtemps, vingt ans à peine, on lisait encore dans nos livres militaires :

« On entend par « reconnaissance » l'étude du terrain au point de vue de ses propriétés militaires, qu'il s'agisse de l'offensive ou de la défensive, de la marche, du campement ou du combat. Elle est générale si elle embrasse les caractères du terrain parcouru sans s'attacher plus particulièrement à un point, à une hypothèse ; dans le cas contraire, l'objet en est spécifié.

» L'opération qui a pour but de s'assurer de la présence de l'ennemi, de sa position et de ses desseins, prend le nom de découverte.

» La reconnaissance est donc une opération technique ; la découverte une opération militaire (1). »

(1) Et cependant ceux qui écrivaient cela n'oublient pas les guerres de l'Empire et citent sans cesse la campagne de 1805. Pourtant ils avaient sous les yeux tous les ordres de Napoléon, toutes les transmissions d'ordres de Berthier, toutes les correspondances des maréchaux. Partout on se sert du mot reconnaissance :

Il faut remonter aux guerres de la Révolution pour lire dans les historiques d'opérations : « Vous irez avec telle troupe à la découverte. »

D'autres écrivains militaires, tout en admettant eux aussi cette séparation de la reconnaissance et de la découverte, lui préfèrent la division de la « reconnaissance » en trois groupes ou catégories.

« L'ensemble des reconnaissances, dont la nature peut varier à l'infini, a trois caractères distincts qu'on a trop souvent confondus.

» Les unes — ce sont les militaires — considérées dans leurs conséquences, constituent l'étude des opérations préliminaires devant l'ennemi. Leur caractère est inséparable de celui des opérations, c'est-à-dire que les reconnaissances sont, comme les opérations, défensives ou offensives.

» Les autres sont spéciales. Leurs résultats sont applicables aux époques futures ; elles peuvent servir à l'attaque ou à la défense d'une province ou d'une place et même à celle d'une simple position.

» Les premières catégories ne trouvent d'application réelle qu'en présence de l'ennemi ; les autres, au contraire, demandent du loisir et se pratiqueront en temps tranquilles.

» En faisant trois catégories, on suit l'échelle de progression de l'art de la guerre.

» a) Reconnaissances journalières qui découlent du règlement du service en campagne dont elles assurent la bonne exécution.

» b) Reconnaissances offensives qui s'exécutent d'après les règles premières de la tactique et servent à faciliter leur application aux grands combats ou batailles rangées.

» c) Reconnaissances militaires spéciales préparant de longue main les éléments divers pour faciliter les études stratégiques qui précèdent une campagne ».

Partant de là, les auteurs de ces livres militaires pouvaient

« Vous enverrez des reconnaissances sur Wilbad ; vous enverrez des partis en reconnaissance sur Passenheim ; vous soutiendrez vos reconnaissances de cavalerie avec de l'infanterie. »

faire toute une série de développements tactiques et même stratégiques.

« On comprend, disait un des auteurs des études sur les reconnaissances, on comprend, par une reconnaissance militaire, l'ensemble des travaux exécutés dans le but de pouvoir renseigner les troupes en campagne sur les forces et les positions de l'ennemi, ainsi que sur le pays occupé par le théâtre de la guerre, exploré au point de vue de sa configuration et de l'application aux mouvements militaires, des ressources qu'il offre en tout genre. Et, partant de là, tout un volume de détails :

» 1° *Sur les reconnaissances défensives (dites journalières)*. — Ayant pour but de mettre une armée à l'abri des surprises de la part de l'ennemi, et à le surveiller lui-même dans son propre camp, afin qu'il ne puisse former aucune entreprise, changer son ordre de bataille, recevoir des renforts, détacher des troupes sans qu'on le sache de suite.

» Comme les forces, les intentions, les dispositions peuvent changer d'une heure à l'autre, ces reconnaissances se font périodiquement et sans relâche et rentrent de ce chef dans l'ordre du service journalier, de là leur nom de reconnaissances journalières.

» 2° *Sur les reconnaissances « à main armée » (dites offensives)*. — L'action offensive constitue le caractère principal d'une reconnaissance à main armée. Ces reconnaissances ne doivent être employées, comme principe, qu'avec la certitude de pouvoir contraindre l'ennemi à accepter le combat là où cela nous convient, et où nous pouvons lui opposer des forces supérieures, afin que nous soyons parfaitement libres de poursuivre (1) ou de cesser l'action suivant ses premiers résultats. »

(1) Voici comment l'auteur est amené à cette conclusion. On dit généralement, écrit-il, que lorsque l'espionnage et les reconnaissances journalières n'ont pas fourni de données suffisantes, on a recours aux reconnaissances à main armée. Ce principe nous semble erroné et restreint, car on ne pourra trouver, pendant le combat très court et très vif d'une reconnaissance, les renseignements qu'on voudrait.

Le but d'une reconnaissance de ce genre est plus élevé ; c'est de nous assurer

Une définition aussi vague obligeait nécessairement à des subdivisions.

Aussi les reconnaissances à main armée sont divisées en deux chapitres.

a) *Reconnaissance offensive simple*. — L'emploi de cette reconnaissance est déterminé par la présence des armées en face l'une de l'autre et lorsqu'elles sont occupées à compléter leurs ressources tactiques, ou en attendant l'issue d'événements politiques ou militaires qui doivent décider du moment d'une rencontre générale désormais inévitable.

b) *Reconnaissance offensive « composée » destinée à préluder à une action générale*. — Cette opération est un acte de l'avant-garde forçant le pas pour marcher sur l'ennemi et l'obliger à accepter le combat même s'il est dans une position désavantageuse.

Elle doit être provocante et combinée dans les limites de

de la position de l'ennemi, de ses dispositions secrètes et morales pour deviner ses projets ultérieurs et la valeur de ses troupes.

Ajoutons que là encore nous ne devons espérer le succès à nos recherches, que si l'ennemi est éparpillé ou en retraite, sinon si plus faibles que lui nous cherchons à le reconnaître concentré, nous lui donnons l'occasion d'un succès.

Pour donner des preuves à son dire, qui est que toute reconnaissance offensive doit pouvoir faire ce qu'elle veut, l'auteur a recherché des exemples dans le passé. Il cite :

1756. Leihmeritz où Frédéric II avait lancé sa cavalerie légère en reconnaissance pour savoir ce que faisaient les Autrichiens. Il y eut bataille, mais parce que le roi avait eu soin de disposer d'abord son armée et d'envoyer sa reconnaissance ensuite.

1812. Après le passage du Dniéper, Napoléon ne sachant ce qu'étaient devenus les Russes de Barclay envoie Grouchy sur la route de Saint-Petersbourg, Murat sur celle de Moscou, Ney sur celle intermédiaire, Murat se fait précéder d'une reconnaissance qui est enlevée en entier.

1829. Après le passage du Danube, le feld-maréchal russe Diebitch faisait le siège de Varna. Apprenant qu'un corps venait au secours de la place, il envoie en reconnaissance une forte brigade qui s'éclaire mal, tombe sur une division de cavalerie ennemie, est sabrée, mise en déroute et massacrée en partie.

1831. Pendant le blocus de Varsovie, le général Galois, au service de la Pologne, fait de ce côté une reconnaissance le 3 septembre, il est enveloppé par la cavalerie russe, et obligé de mettre bas les armes. Quelque temps avant, l'inverse était arrivé, et une reconnaissance russe, tombant sur un corps polonais à Seroki, avait été fort maltraitée.

temps et d'espace qui ne mettent pas le choc au-dessus des moyens de résistance.

Engager l'action vivement et irrévocablement pour que le gros des troupes en arrivant puisse profiter d'avantages obtenus (1).

Les auteurs militaires dont nous parlons s'attachent tous à traiter des reconnaissances spéciales, là, tous sont unanimes.

En fait pour eux le mot de « reconnaissances militaires » ne semble fait que pour trouver un motif à de nombreux développements sur les caractères topographiques des terrains ; dès que la question militaire est en jeu, les appréciations deviennent des plus diverses.

Pour en terminer, nous ne pouvons mieux faire que de transcrire les quelques lignes qui, sous le titre de reconnaissances armées, étaient l'alphabet du début de l'étude de la tactique des armes :

Les reconnaissances militaires peuvent se diviser en reconnaissances armées qui sont exécutées par les troupes, et en reconnaissances spéciales qui sont exécutées par des officiers.

Les reconnaissances armées sont de plusieurs genres ; toutes sont relatives aux forces et positions de l'ennemi. On y comprend les petites reconnaissances exécutées par les avant-postes, ce sont des découvertes. Celles-ci sont des explorations journalières que font les corps de troupe en avant des camps et bivouacs, et les gardes du dehors des forteresses, jusqu'à une certaine distance des lignes de sentinelles ou des ouvrages avancés des fortifications pour se garantir de toute surprise, déjouer les embuscades et s'assurer de la position de l'ennemi s'il est peu éloigné.

Lorsque ce dernier est hors de portée et qu'on veut en avoir des nouvelles, on envoie sur le front ou sur les flancs de ses colonnes ou de ses emplacements de campement des patrouilles ou détachements, s'il est en marche. Ces patrouilles ou deta-

(1) L'auteur conclut en disant que l'emploi de ces reconnaissances « à main armée » doit être restreint et justifié par des considérations d'un ordre plus élevé que celles qui déterminent l'emploi des reconnaissances journalières.

chements, la plupart composés de cavalerie légère, font en sorte quelquefois de ramener des prisonniers dont on tire quelques renseignements utiles en les comparant aux observations faites par l'officier chargé de la reconnaissance. Les corps de troupes en marche font faire ordinairement ces reconnaissances par leur avant-garde ou par des détachements de flanqueurs.

Les reconnaissances armées les plus importantes sont les « reconnaissances offensives ». Elles sont ordonnées par le général en chef ou par un officier général qu'il désigne.

Toutes les troupes sont sous les armes pendant la reconnaissance et quelquefois une grande partie y prend part. Le but est de se procurer des données exactes sur les forces présentes de l'ennemi et sur l'ensemble de la position qu'il occupe ; et pour y parvenir on l'oblige par des démonstrations d'attaque à retirer ses avant-postes et à ranger toutes ses troupes en bataille.

Ces reconnaissances qui préludent souvent à des attaques réelles, quelquefois à des batailles, n'amènent pas toujours le résultat qu'on en attendait.

Les reconnaissances offensives appartiennent à la grande tactique.

Les détachements de toutes armes qu'on emploie à ces opérations sont plus ou moins considérables, suivant qu'on a l'intention de pousser l'ennemi plus ou moins loin. Pendant qu'elles s'exécutent, toutes les troupes sont prêtes à marcher soit pour soutenir les leurs, soit pour engager l'action générale si l'armée ennemie s'ébranlait.

Cependant un général prudent, s'il fait sa reconnaissance avec méthode, donne rarement combat. Il s'avance en mesure, force sans coup férir les postes à se replier, déploie ses troupes en s'échelonnant, lance sa cavalerie en plaine, fait tout fouiller, tout visiter, tout voir, les bois, les villages, les fourrés, les gués, les cours d'eau, les accidents de terrain, les embranchements de chemins.

Parvenu à un point dominant d'où il puisse planer sur la position de l'ennemi, il parcourt la ligne d'un coup d'œil rapide, évalue sa force, médite ses intentions et son plan d'attaque et s'il voit l'ennemi rompre son ordre de bataille pour

marcher à lui, il se replie lentement sur les échelons qu'il a formés pour assurer son mouvement rétrograde.

Mais, assez ordinairement, l'ennemi n'a que le temps de se mettre en mesure de combattre, et il cherche à deviner si l'on veut seulement le reconnaître ou si on a dessein de l'attaquer.

Dans ces reconnaissances ne pas oublier l'étude des localités. Des officiers répartis sur la ligne, portés sur des points élevés, font des croquis du terrain et des emplacements de l'ennemi, pendant que d'autres observent la force des corps de troupe. Ces annotations complètent l'étude qu'a faite le général qui a dirigé la reconnaissance.

Qu'après cette lecture, on nous permette une incidente :

C'était en somme, sur ces bases (1) qu'étaient fixées les études des officiers qui ont fait les nombreuses guerres du second Empire.

Quelqu'un de nos généraux a écrit quelque part, et cela dans le sentiment le plus juste et le plus vrai : « A quoi servent les livres pour qui ne veut pas lire, les leçons pour qui ne se soucie pas d'apprendre, les conseils pour qui croit avoir la science infuse? »

Mais, en vérité, en ce qui concerne ceux dont nous venons de citer quelques extraits, on peut presque dire qu'ils étaient plus dangereux qu'utiles et ne pouvaient que fausser les idées. Et ceux qui, trop emportés peut-être par le besoin de remplir des pages et d'avoir les honneurs de l'impression, les écrivaient, s'en rendaient, malgré eux, quelquefois compte.

Une phrase du principal d'entre eux semble presque le dire et nous la relevons, tout entourée qu'elle soit de vague dans l'idée :

(1) Dans l'engouement qu'avaient quelques auteurs militaires pour les reconnaissances du terrain, suivant eux les seules utiles, il en est qui ont été jusqu'à citer quelques lignes écrites par le maréchal Berthier, en 1807, au commandant du contingent fourni par les Polonais : « L'art consiste, avait écrit le maréchal, à marcher ensemble, sans se faire éclairer. »

Cette ligne est-elle vraie? est-elle écrite dans le sens qu'on lui peut attribuer? Nous en doutons. Si elle est vraie, la plus simple réflexion eût dû faire ressortir qu'elle excusait par trop les maladresses.

« Des reconnaissances offensives à main armée ont eu lieu, dit l'auteur de l'étude sur les reconnaissances militaires, dans toutes les campagnes lorsque l'on rangeait ses troupes en bataille avant le combat, parce qu'alors il était facile de juger de la force de l'ennemi. Mais depuis l'Empire les troupes restent en colonnes, à couvert derrière les accidents du terrain; tant qu'elles ne sont pas sous le feu de l'ennemi, les reconnaissances de ce genre deviennent moins utiles, car il est difficile d'apprécier le nombre des combattants disposés de manière qu'on n'en voit qu'une partie. »

Pareille opinion, supprimant du coup la « reconnaissance » autre que celle du terrain, alors qu'on venait de consacrer des chapitres à indiquer la manière d'exécuter une « reconnaissance offensive », permettait certainement de sourire lorsque l'on parlait aux officiers faisant ou ayant fait la guerre, d'une théorie qu'ils ne voyaient jamais s'exécuter, et de dire que la connaissance des règles, comme celle des manœuvres, ne servait à rien sur le terrain de la guerre.

Toutes ces études semblaient, en effet, n'être établies que pour émailler des idées moitié vraies, moitié insoutenables, et elles ne laissaient rien dans les esprits, pas plus que l'instruction si compliquée des mouvements des lignes, des passages de lignes, des retraites en défilé, des marches en échiquiers et de tant d'évolutions qu'on n'exécutait pas sur les champs de bataille du temps.

Citons, pour terminer, et puisque nous avons parlé « manœuvre » quelques principes semi-tactiques relevés dans les écrits d'un des auteurs au sujet des « reconnaissances ».

« Un général n'a pas toujours le choix de son champ de bataille; s'il a de l'initiative, il abordera son adversaire où il pourra; s'il n'en a pas et qu'il occupe une forte position, l'armée ennemie manœvrera pour l'en faire sortir.

» La configuration du terrain est rarement un obstacle suffisant pour empêcher une lutte entre deux armées. On a livré des batailles en plaine, en pays accidenté, en montagnes, sur des terrains couverts, marécageux, coupés de flaques d'eau.

» Cependant, avec les armées considérables de nos jours, si des obstacles servent à appuyer les ailes et couvrir le front,

il sera souvent avantageux que le terrain offre des étendues découvertes suffisantes pour déployer ses forces et faire agir en temps opportun les armes sans confusion et d'après les vues du général. »

Tel était, à peu près, le bagage théorique des officiers de l'armée française en 1870.

Faut-il ajouter que les Allemands n'avaient ni plus de pratique, ni plus de théorie? Chez eux, du reste, la reconnaissance proprement dite n'a jamais été considérée comme un acte de guerre qui pût être réglementé.

Partis en campagne avec un règlement de service tout nouveau, du 17 juin 1870, ils l'ont complété, modifié et remplacé depuis en 1887, mais ni dans l'un ni dans l'autre on ne trouve un chapitre consacré aux reconnaissances.

Ils consacrent un titre entier au service d'exploration, mais le mot « reconnaissance » y est à peine employé (1).

(1) Règlement allemand, titre 3, *l'Exploration*. Ce service est l'affaire presque exclusive de la cavalerie. Dans ce champ d'activité, le chef comme le simple cavalier peuvent trouver occasion de se signaler. Il veut de la ruse, de l'habileté, du coup d'œil et de la décision. Il exige de grands efforts.

Aux armées et aux grandes distances, le service incombe aux divisions de cavalerie. Elles précèdent au loin les colonnes, donnent le moyen de fixer la situation générale et de masquer les mouvements.

L'exploration qui incombe à la cavalerie divisionnaire, bien que soumise aux mêmes principes, a une sphère plus étroite et un objectif plus limité. Par contre, il s'applique, et sans interruption, à tous les détails du combat. C'est aussi à la cavalerie divisionnaire qu'incombe l'exploration sur les flancs de sa troupe et sur ceux des troupes adverses.

En dehors de la recherche de l'adversaire, il faut employer, pour explorer, tous les moyens; faire des prisonniers surtout, parce que de leurs régiments on conclut le groupement des forces ennemies.

Voir est la chose capitale, le combat n'est qu'un moyen pour « voir ».

Pour voir, le mieux est l'emploi du cavalier isolé ou des petits détachements.

L'officier bien monté, habitué à lire la carte, instruit des vues du commandement et de ce qu'on sait de l'ennemi est, pour l'exploration, le plus capable de tirer des conclusions.

Mais il faut songer que l'on peut avoir à faire à tous moments face à de nouveaux besoins et que le départ d'un officier affaiblit la valeur de la troupe à laquelle il appartient. Il ne faut donc pas les faire servir à des missions d'importance secondaire.

Les officiers d'état-major et des autres armes peuvent du reste être appelés à faire des « reconnaissances » d'officier.

En fait, quand en juillet et août 1870 on était, à la I^{re} armée allemande, inquiet, fort inquiet même, sur la Sarre, on a fait plutôt du service de sûreté et d'observation que de l'exploration et des reconnaissances.

Puis, les premières victoires remportées, on a fait de l'exploration.

Enfin, une fois Paris investi, comme on n'avait plus à redouter que des troupes de nouvelle formation, on a pris pour règle d'envoyer à grande distance des détachements, sortes d'avant-gardes qui tâtaient les points où l'on voulait aller. Ce sont plutôt des coups de sonde que des reconnaissances destinées au renseignement dans le sens où nous l'entendons dans les règlements.

De là toute cette variété de combats qui, presque journellement, émaillent cette période de la guerre. Chocs de pointes d'avant-gardes qui précèdent d'un jour ou deux les colonnes plus fortes.

Tous ces combats prouvent avec quelle difficulté, dans un

La force d'une reconnaissance dépend des circonstances. Il peut être nécessaire de refouler les patrouilles de l'ennemi, il peut être nécessaire d'établir des relais de correspondance. On peut donc être amené à donner à ces reconnaissances jusqu'à un peloton. On peut même, si l'on a occasion de conserver le contact de l'ennemi, pousser en avant des escadrons entiers.

C'est, en tout cas, dans la mobilité que la reconnaissance d'officier a sa sécurité. Aucune prescription étroite ne doit gêner l'officier envoyé; on doit lui dire les points où il devra porter ses investigations mais sans lui imposer d'itinéraire.

Les patrouilles de découverte ne doivent jamais, même dans les pointes très audacieuses, négliger les mesures de prudence. Eviter de traverser plus d'une fois une localité. Ne jamais faire de repos dans les villages et les bâtiments enclos.

Au besoin, un chef de patrouille agira bien en se portant en avant seul, ou avec un cavalier bien monté, laissant sa troupe cachée sur un point où il lui sera facile de la retrouver.

L'emploi de forts détachements d'infanterie pour une « reconnaissance » n'est justifié que si l'on se propose une action générale.

Tous les officiers de cavalerie exerçant un commandement indépendant jusqu'aux commandants d'escadrons et aux officiers envoyés en « reconnaissance » sont responsables de la conservation du contact avec l'ennemi dès qu'il a été pris.

Le dernier règlement du service en campagne allemand a ajouté ce qui suit à ces prescriptions :

« C'est à la cavalerie divisionnaire qu'incombe d'une façon absolue et permanente la protection de l'artillerie contre les surprises. Tout détachement supérieur ou égal à un bataillon doit être pourvu de quelques cavaliers pour le service d'exploration. »

pays ennemi, une armée peut se mouvoir, si la population est animée de l'esprit de résistance.

L'exploration, la découverte, les reconnaissances, comme moyens de renseignements. Dédutions et conclusions.

Se renseigner sur l'ennemi constitue donc l'acte principal, l'acte primordial de la guerre.

On a inventé, pour cela, trois moyens :

Le service des renseignements, celui de découverte et les reconnaissances.

Par service des renseignements, nous entendons, si l'on veut, celui qui n'est pas d'ordre absolument militaire, quoi qu'en réalité, il fasse partie des moyens militaires employés, par exemple : l'espionnage, l'utilisation des nouvelles que l'on peut avoir par des compatriotes habitant le pays ennemi, l'utilisation de celles que donnent, peut-être même à leur insu, des étrangers habitant le pays ennemi ; puis les journaux, les correspondances, etc.

A ces moyens, qui seraient quelquefois insuffisants, s'ajoute la découverte, « l'exploration » en avant des armées, pour employer l'expression consacrée.

C'est alors un composé de renseignements vus en joignant l'ennemi, et de renseignements obtenus de manière quelconque, en interrogeant les habitants, en forçant souvent les volontés, en fouillant les correspondances, les postes, les gares.

Enfin, quand les deux moyens précédents ont donné une base, une semi-certitude, on peut compléter par un troisième mode essentiellement militaire, dérivant de la force ; c'est la reconnaissance (1).

C'est à ces trois modes qu'on peut rattacher en quelque sorte

(1) Nous ne voulons pas dire par là que la reconnaissance seule dérive de l'emploi de la force. Elle n'en dérive même pas toujours ; car, enfin, le renseignement que l'on obtiendra sans s'engager, sera toujours préférable : l'exploration, elle aussi, dérivera le plus souvent de la force, car, si la cavalerie adverse s'oppose à vos recherches, il n'est qu'un moyen de passer outre, c'est de la combattre.

le service de renseignements, et c'est pour cela que nous les avons condensé dans un même chapitre, quoiqu'ils expriment des actes différents et des méthodes dissemblables.

Ils se complètent l'un par l'autre, et c'est de leur ensemble que les états-majors se servent pour déterminer, nous l'avons dit déjà, les ordres d'opérations, de manière « à laisser le moins possible à l'imprévu ».

Faute de renseignements, cela n'est pas douteux, des armées de gros effectif donneraient souvent dans le vide, comme pourraient le faire de petits corps répandus sur un grand échiquier.

Faute de renseignements, ces grandes armées, semblables aux « invasions des barbares » d'autrefois, ne résoudraient que le problème de gagner un objectif géographique déterminé au lieu de résoudre le problème unique de la guerre qui est la « recherche et l'écrasement » de l'adversaire (1).

Le renseignement obtenu par des moyens extra-militaires échappe à toute observation. Il est une question d'argent, de préparation antérieure, de recherches d'individus et la source du renseignement envoyé, reste presque toujours en partie inconnue, même de celui qui le reçoit.

Si nous le rappelons, c'est pour faire observer encore avec quelle prudence il faut agir, une fois la guerre déclarée, en ce qui concerne les journaux, les correspondances, les relations internationales avec les neutres.

(1) Aux moyens généraux : exploration et reconnaissance, il faut ajouter les moyens divers. Ces moyens sont de tout genre et souvent des plus intéressants. Tout le monde connaît aujourd'hui, par exemple, l'anecdote du colonel Marbot.

L'empereur, en 1809, voyait de l'abbaye de Melk, où il était logé, de nombreuses troupes autrichiennes au bivouac de l'autre côté du Danube. Il était très désireux de savoir quelles pouvaient être ces troupes, si surtout ce n'étaient pas celles de l'archiduc dont on annonçait l'arrivée, venant de Bohême.

Le maréchal Lannes, auquel il exprimait ce désir, chargea Marbot, qui était son aide de camp, de prendre ce renseignement.

Il n'y avait, en réalité, pour celui-ci, d'autre moyen que d'y aller lui-même.

Le temps était sombre, orageux, le Danube roulait de très grosses vagues, mais les feux de bivouac rendaient la direction vers l'autre rive possible. Le colonel se jeta dans une nacelle avec six grenadiers; il passa le fleuve, enleva sur l'autre rive trois factionnaires endormis et revint le lendemain matin à l'abbaye avec les prisonniers, non sans avoir couru les plus grands dangers.

Il n'est pas douteux, pour personne, aujourd'hui, que c'est sur des renseignements extra-militaires que les états-majors allemands ont basé leurs opérations du début de 1870, et beaucoup aussi les opérations subséquentes.

Ils ne savaient pas tout, puisqu'ils sont entrés en Alsace sans prévoir ni Wissembourg ni Wœrth, qu'ils ont passé la Sarre croyant poursuivre une armée en retraite, alors qu'au contraire cette armée avait plutôt des tendances à remonter de Metz sur la frontière; qu'ils ont passé les Vosges s'attendant à nous trouver en ligne sur cette même Sarre, et qu'ils n'ont su que superficiellement ce qui se passait à Châlons.

Mais ils en savaient assez sur notre organisation pour qu'avec des éléments d'information même incomplets, ils fussent sûrs de pouvoir s'engager sans dangers trop sérieux, et c'est ainsi qu'après les quelques tâtonnements du début leur décision offensive n'a pas failli.

La deuxième partie de la guerre, celle contre les armées dites « de province » les a autrement étonnés, parce qu'alors ce moyen d'information extra-militaire était, nous l'avons dit déjà, bien moins préparé, que les journaux saisis étaient rares et savaient eux-mêmes peu de chose, que les correspondances saisies étaient, de ce fait même, un peu vagues dans la mention des faits.

Le secret, on ne saurait trop le répéter, est la première des conditions du succès à la guerre (1). Il n'est jamais complet, il

(1) On a souvent discuté, par exemple, de l'utilité des « conseils de guerre » réunis par les généraux en chef des armées pour y discuter certaines questions : Il est rare qu'il ne transpire rien de ce qui s'est dit dans ces réunions. Que l'ennemi vienne, d'une manière quelconque, à être informé de quelque chose, il peut immédiatement en tirer des déductions.

Beaucoup pensent, que de toute manière, autant pour le besoin du secret des opérations que pour le prestige du commandement, il faut à moins de circonstances absolument exceptionnelles éviter le « conseil de guerre. »

Il n'est pas mauvais, certes, que le général en chef communique quelquefois ses pensées à ses sous-ordres de haut grade et sollicite même, en certains cas, leur opinion; mais il faut éviter de le faire en réunion officielle.

Nos vieux généraux, ceux qui ont eu à faire peu à peu la conquête de l'Algérie en s'étendant vers le sud et dans la Kabylie, connaissaient toute la valeur du secret et nombre d'entre eux ne faisaient jamais part, même à leurs intimes, de leurs projets. Ils préparaient peu à peu, en quelque sorte sournoisement, des

est impossible de l'espérer, mais s'il l'est à demi, cela suffit pour obliger à compléter par des moyens militaires lesquels sont, on l'a vu, autrement difficiles à faire aboutir.

En fait, et au point de vue spécialement militaire, les Allemands ont procédé par la découverte, l'exploration, la reconnaissance.

Nous citons « la découverte » parce qu'il y eut nombre de petites opérations auxquelles ils donnent le nom de reconnaissances qui n'ont ni l'ampleur de l'exploration ni la décision ferme de la reconnaissance qui veut à tout prix renseigner.

Ils apprenaient par les moyens extra-militaires ce qu'ils voulaient savoir, et les poussées qu'ils faisaient ensuite, surtout au début, n'étaient que pour éclairer quelques points un peu trop vagues et peut-être enhardir leurs cavaliers.

Qu'ils aient enhardi leurs cavaliers, nous ne pouvons que l'admettre, mais ces actions de découverte qu'ils appellent « reconnaissance » n'ont jamais eu de résultat sérieux.

ravitaillements sur tels ou tels points de leur parcours projeté et partaient un matin avec une colonne pour faire un coup de force, mûri de longue date. Ils suppléaient ainsi, par le secret, à la nécessité de se tenir forcément « en garnison » à des endroits connus et à l'impossibilité de pouvoir, comme les tribus arabes du sud, changer d'un jour à l'autre leur résidence et leur installation.

N'a-t-on pas été jusqu'à dire et écrire même, que les Prussiens avaient eu connaissance du plan de l'état-major français en 1870 ou tout au moins d'une des parties de ce plan.

On avait, après la guerre de 1866, étudié à Paris les probabilités d'un conflit. L'empereur Napoléon III et le maréchal Niel avaient fait établir un mémoire qui détaillait la composition que pouvait avoir l'armée française en cas de guerre (500.000 hommes environ) et, chose plus sérieuse, ce mémoire aurait, prévoyant la nécessité d'un corps immédiat de couverture et d'avant-garde, donné le moyen d'avoir, en huit jours, 150.000 hommes concentrés à Metz. C'est ce mémoire qui, dit-on, fut connu de l'état-major allemand par des indiscretions dont on ignore la source.

C'était, en effet, ce plan qui fut communiqué le 15 juillet 1870 aux maréchaux Mac-Mahon et Le Bœuf.

Dans l'espèce d'ignorance où l'on semblait être des forces de l'ennemi, on avait songé alors à se lancer dès le 9 août sur le Rhin pour le passer à Maxan et séparer l'Allemagne du Nord de celle du Sud.

Il convient d'ajouter que l'on comprit rapidement qu'on se faisait illusion.

On revint, en partie du moins, à un plan élaboré deux ans auparavant par le général Frossard. Celui-là proposait la défense de l'Alsace sur la Lauter, puis sur le Sauerbach; celle de la Lorraine sur le plateau de Cadenbronn (Sarreguemines-Saint-Avold) avec retraite éventuelle sur Metz et la Seille, puis sur Lunéville et les positions en arrière et en dernier lieu sur Langres et Vesoul.

Par exemple :

Le 19 juillet, on envoie sur Forbach trois escadrons de uhlans. Ces escadrons trouvent sur la frontière des chasseurs français. On ne se charge pas, et chacun recule de son côté. Reconnaissance sans résultat, car ce n'est que le lendemain qu'on connut la présence d'une division française à Forbach (division Bataille) et cette nouvelle ne fut pas le résultat de la découverte.

Le 3 août, on envoie sur la Blies et vers Saint-Jean trois escadrons, un de cuirassiers, un de uhlans, un de hussards, par des voies différentes. Deux de ces escadrons sont arrêtés par le feu de petits postes avancés. Ils reculent et rentrent en annonçant que les Français sont en force sur la Sarre et la Blies, et « ne semblent pas offensifs ». Un autre plus hardi se glisse jusqu'à Emmerweiler, sans se douter, certes, qu'il était là, derrière les campements français. Il voit des convois en marche vers Rossbrück, les suit un certain temps, rentre le soir en annonçant que les Français sont « en retraite » et abandonnent la Sarre.

Or, il y avait là erreur complète, et l'on n'avait vu autre chose que des changements partiels d'emplacement des troupes.

Le 5, à la III^e armée, on fait après Wissembourg des pointes de reconnaissance sur Münchhausen, Seltz, Wœrth, Haguenau. A tous ces points on se bute à des groupes qui font le coup de feu. Le soir arrive sans qu'on ait pu se faire idée de la situation. Au contraire on déduit de ce qu'on a vu que le gros des Français est à Haguenau, alors qu'au contraire il est à Wœrth.

Ce même jour, 5 août, la 6^e division de cavalerie envoie un escadron vers Sarrebruck. Elle ne trouve rien. Le commandant de la division qui précède ses escadrons vient ensuite lui-même sur le champ de manœuvre de Sarrebruck. De tout ce qu'on lui dit et de ce qu'il voit, il conclut à l'évacuation par les Français de la ligne de la Sarre. Et c'est ainsi que l'on reçoit, trop tard, car le mouvement est déjà commencé, du grand quartier général de Mayence l'avis et les ordres : l'ennemi semble se retirer de la Sarre. On s'avancera donc. La I^{re} armée passera rivière en aval de Sarrebruck, la II^e à Sarrebruck et au-dessus en amont.

Le grand état-major, pour éviter toute observation à ce sujet, dit :

« Que le projet de recul sur Saint-Avold existait en fait et était sur le point de s'exécuter, que d'ailleurs le fait de la victoire de Wœrth, le 6, l'eût rendu indispensable. »

C'est possible, mais rien dans les mouvements de l'armée française ne pouvait le faire présager, même aux reconnaissances. Si on le savait à Mayence, c'était par des moyens particuliers et extra-militaires dont nous ne pouvons même essayer de trouver la trace.

Le 7, on envoie sur Bitché une « reconnaissance » d'un escadron qui rentre sans nouvelle.

Le 9, à 8 heures du soir, on télégraphie du grand quartier général de Mayence :

« Les renseignements recueillis font supposer que l'ennemi s'est retiré derrière la Moselle et la Seille. »

On ne savait donc rien, malgré les patrouilles envoyées devant les armées, car on n'était alors ni derrière la Moselle, ni derrière la Seille.

Le 13 et le 14 août, on cite des « reconnaissances » envoyées sur Jury.

Elles ne virent rien et nous opinons à croire que ces reconnaissances étaient bien plutôt des détachements chargés de voir s'il n'y avait pas moyen de se procurer du fourrage pour les chevaux. Le pays parcouru déjà par les colonnes françaises était ruiné, ou à peu près, et les régiments de cavalerie devaient éprouver les plus grandes difficultés à trouver du foin et de l'avoine.

Un précédent et long chapitre a donné par le menu la marche de la III^e armée allemande de Wœrth à Sedan.

C'est, dans toute l'histoire militaire peut-être, la plus sérieuse étude qu'on puisse faire de l'exploration.

C'est un bon exemple, sans doute; mais nous l'avons dit, ce n'est pas un exemple probant, parce que la cavalerie est à l'aise, qu'elle n'a pas de cavalerie adverse devant elle, qu'elle n'est gênée que par la crainte des francs-tireurs, des habitants du pays... et encore.

Toute autre sera l'exploration de l'avenir. Il y aura tout

d'abord une cavalerie à aller battre pour avoir le champ libre et pouvoir courir vers les colonnes de l'ennemi, et le divisionnaire de ces grands corps si difficiles à manier, à faire vivre, à réunir, sera fort partagé certainement entre le désir de faire connaître à son généralissime ce qui se passe, et celui de ne pas se dessaisir de forces qui pourraient se trouver loin et lui manquer au moment opportun (1).

Convient-il d'ajouter à nouveau aussi, qu'en matière d'exploration, il sera bien difficile, même avec du canon, même avec du combat à pied, même avec la plus grande énergie dans le combat, il sera bien difficile, disons-nous, de fixer l'adversaire et que, par suite, il y a dans la succession des renseignements bien des aléas.

Le temps nécessaire à observer, à rédiger un rapport, à l'envoyer, à le recevoir, à prendre de ce fait une décision dont on commence l'exécution, suffit amplement à changer une situation du tout au tout.

Par exemple : le 29 août 1870, le général de Failly, commandant le 5^e corps, avait, suivant les ordres reçus, dirigé son corps sur Stenay en deux colonnes : celle de droite rencontre la 1^{re} brigade saxonne et se déploie immédiatement vers le sud pour lui faire face. L'autre, ne voyant pas d'ennemis, continue son chemin sur Beaufort et Beauclair.

La cavalerie allemande, qui a le contact, suit pas à pas la

(1) La division de cavalerie est prévenue que le gros de la cavalerie ennemie va surgir devant lui. Il compte ses escadrons, il lui en manque un quart qui est à la découverte, qui a eu des missions spéciales.

- Que va-t-il faire ?

Le généralissime ne peut s'en rapporter qu'à son expérience. Lui ne peut s'en rapporter qu'à la bonne fortune.

Aussi, est-ce avec une liberté entière qu'il doit disposer de ses escadrons. (*Revue autrichienne.*)

Et faut-il ajouter ce conseil :

S'il en faut trois ou quatre de plus qu'il ne voudrait en donner pour aller aux recherches ; tant pis : qu'il les envoie. Tant qu'il ne sait pas où est l'ennemi, ce qu'il veut, ce qu'il fait, les considérations de la découverte doivent primer celles du combat.

Si ce divisionnaire tient ses escadrons sous sa main en vue de la bataille, s'il ménage dans ce but ses chevaux, il ne verra rien, et son généralissime, qui compte sur lui, ne saura rien, ce qui est le pire des inconvénients.

situation et la signale immédiatement. Aussitôt, une autre brigade est portée en avant vers la colonne de gauche.

Or, il arrive que, dans l'intervalle, le commandant du 5^e corps est avisé qu'il doit aller non à Stenay, mais à Beaumont. Sur-le-champ, il se met en route de ce côté avec sa colonne de gauche et disparaît. Sa colonne de droite, qui était une flanc-garde, devient, par suite, une arrière-garde et la brigade saxonne (la 2^e) à laquelle on avait donné comme objectif la colonne de gauche, ne la trouve plus.

On a vu que le maréchal commandant l'armée française, apprenant que les Saxons arrivaient à Stenay, s'était immédiatement décidé à passer la Meuse au-dessous, vers Mouzon et Romilly. Or, à ce moment, on savait bien peu de chose à l'état-major allemand.

Que M. le capitaine Grouchy n'eût pas été enlevé avec ses dépêches du côté de Germont, la situation restait bien vague pour cet état-major.

Le 28, toutes les patrouilles de découverte, attachées au flanc de l'armée française, avaient pu dire :

« Nous avons vu dans la journée des colonnes en marche vers Le Chêne : nous avons vu le matin des bivouacs à Boultaux-Bois. Nous en avons vu le soir à Oches et Saint-Pierremont. »

Le 29, ces mêmes patrouilles disent : « Nous avons trouvé des troupes françaises à Voncq et à Quatre-Champs le matin. Une partie d'entre elles, au moins, a quitté le soir cette deuxième localité. »

Ce n'était certes pas avec ces petits renseignements qu'on pouvait assez éclaircir la situation pour envoyer l'ordre « de se porter sur la ligne Le Chêne-Beaumont pour attaquer les Français avant qu'ils ne passent la Meuse ».

D'autant que le grand quartier général d'où émanaient ces instructions était à Clermont-en-Argonne le 28, à Grand-Pré le 29.

Avec l'exploration, il faut à tout prix des moyens complémentaires : les espions, les déserteurs, les prisonniers sont ces moyens.

Des deux premiers, les espions et les déserteurs, on a tou-

jours fait usage, mais ce qu'on en tire est toujours au-dessous de ce qu'on en pourrait espérer, à moins toutefois, mais les cas sont rares, que l'espion ne soit un homme très versé dans les choses militaires (1).

Et puis les espions sont quelquefois doubles et servent *mal* les deux partis à la fois.

Quant aux déserteurs il peut y en avoir de faux, qui au contraire vous renseignent mal pour vous faire commettre des fautes.

Sous le premier Empire on attachait la plus grande importance à faire des prisonniers pour avoir des renseignements.

Le prisonnier, dit Marmont dans son livre sur les *Institutions militaires*, est autrement naïf et sincère que l'espion ou le déserteur. Le plus souvent, bien interrogé, il vous répond avec simplicité sans soupçonner qu'il y ait de sa part aucune trahison pour les siens et que les questions qu'on lui fait cachent quelque embûche. »

« Faites-moi des prisonniers, faisait écrire à tout instant Napoléon à ses chefs de cavalerie »; et c'était pour lui le meilleur moyen de contrôler ses espions, de connaître avec certitude la composition et le nombre des corps opposés.

« Nous sommes hésitants, écrit en 1866, le chef d'état-major du 1^{er} corps prussien qui tâtonne avant d'entrer en Bohême, nous ne sommes pas fixés. Nous n'avons pas fait encore de prisonniers (2) .»

(1) On dit qu'en 1870, dans la ville même de Metz, le prince Frédéric-Charles, pendant le blocus qu'il faisait de la place et de l'armée, avait une vingtaine d'espions ayant des grades dans l'armée qui le tenaient au courant de tout et avaient même pu lui envoyer la situation presque journalière des effectifs et des magasins.

On raconte même que lorsqu'un des généraux français demanda à le voir pour solliciter de lui une capitulation plus honorable que celle qui était offerte, il lui répondit froidement : « N'insistez pas sur votre situation, je la connais, je sais même qu'il y a eu hier un conseil tenu chez le maréchal Bazaine, et voici ce qui s'y est passé. »

(2) Les propos des habitants, dit le règlement allemand, les journaux, les lettres, les dépêches donnent au sujet du service de renseignements d'importantes indications.

Les prisonniers, les malades laissés par l'ennemi sont aussi une source sérieuse d'informations.

A la fin de juillet 1870, craignant un peu les entraves du règlement qui considérait, comme le nôtre, les reconnaissances comme des grand-gardes mobiles ne devant s'engager que si elles trouvaient l'adversaire en mouvement, le grand quartier général écrit (1) :

« La cavalerie ne doit combattre, dans son service de découverte, que s'il se présente une occasion favorable dont on puisse profiter ou s'il n'y a pas d'autre moyen de pénétrer dans les lignes de l'adversaire pour faire des prisonniers. »

Napoléon faisait quelquefois, dans les circonstances importantes, des reconnaissances lui-même. Une des plus typiques est celle du 23 juin 1812, lorsque ayant rapproché les corps de la grande armée du Niémen, il se décida à traverser le fleuve pour entrer en Russie.

Le 24 au matin, de très bonne heure, après avoir passé la nuit dans la maison du curé d'un village perdu dans les bois, il montait en voiture avec quelques généraux de son état-major dépassait les grand-gardes et vers 3 heures du matin, au petit jour, il arrivait à Aloxeta.

Ce village, sur une élévation au pied de laquelle coule le Niémen, était occupé par quelques cavaliers d'un régiment de lanciers polonais, lequel régiment était au bivouac, en arrière.

Il descend au bivouac même, quitte son habit et son chapeau, emprunte au colonel sa capote et son bonnet de police, fait affubler de même Berthier et tous deux se font conduire

En ce qui concerne les prisonniers il faut les interroger séparément et sans retard. Ces interrogatoires faits avec tact permettent de démêler la vérité.

Adresser comme demande principale : quel est votre régiment, votre corps d'armée, votre division, votre brigade ; quel est le nom de vos chefs ; quel gîte avez-vous occupé ; combien êtes-vous d'hommes dans votre compagnie ou escadron ; quelles marches avez-vous faites ces jours derniers ; quel est l'état moral de vos camarades. Ne saurait-on que les numéros des régiments on en peut conclure la répartition des troupes.

(1) Le règlement français de 1832, alors en usage disait :

« Le but des reconnaissances étant de découvrir les forces et les projets de l'ennemi, il ne faut le combattre que lorsqu'on y est forcé, et que, faute de pouvoir obtenir autrement des renseignements, on est dans la nécessité de faire des prisonniers. »

dans la maison d'Aloxeta la plus voisine et la plus en vue du fleuve.

On était là en face de Kowno. Cette ville semblait ne pas être occupée, on apercevait seulement quelques patrouilles de Cosaques le long de la rive, arrêtées pour regarder ce groupe d'officiers aux fenêtres et ne se doutant guère qu'ils étaient en présence de l'empereur et de son chef d'état-major.

Après être resté longtemps à examiner les méandres de la rivière en amont et en aval, il vint se rhabiller au bivouac, il y trouva le maréchal Davout et le général Haxo, monta à cheval et reprit sa reconnaissance en amont.

Près du village de Poniemon, il mit de nouveau pied à terre et, seul avec Haxo, il alla examiner le grand coude convexe que fait là le Niémen et où passa la grande armée sur trois ponts jetés la nuit suivante.

L'abandon que les Russes semblaient avoir fait de Kowno, le peu de cavaliers qu'il avait vus sur la rive opposée n'étaient pas sans lui donner quelque inquiétude. Rarement, il avait été si peu renseigné sur l'ennemi qu'il ne l'était ce jour-là, au moment d'entreprendre définitivement sa grande campagne en pays inconnu. On avait bien lancé sur la rive droite une quantité d'espions, mais aucun ne revenait. Le soir seulement, on vit arriver au grand quartier général un petit commerçant juif de Mariempol, qui avait traversé la Lithuanie et qui assura que, partout sur son chemin, il avait vu les Russes replier leurs postes et se mettre en retraite sur le chemin de Wilna.

Au début, tout au moins, de cette campagne, le service des renseignements de l'armée française a fort laissé à désirer. Aussi, on voit l'empereur rester deux jours à Kowno, le 25 et le 26 juin, pour faire explorer, pour « débrouiller l'échiquier » comme il disait. Et encore débrouille-t-il peu de chose, quoique déjà, à cette date, les avant-gardes fussent à 20 kilomètres de Wilna, où il croyait tenir l'ennemi sous sa main.

Il sait qu'il a devant lui l'armée de Barclay de Tolly, qui se retire, mais il ne sait où est Bagration et les prisonniers très peu nombreux que fait sur sa droite la division Pajol, qui, dès le 1^{er} juillet, prend le contact à Ochmiana avec la cavalerie russe, ne peuvent donner de renseignements. Ils répondent à peine aux questions qu'ils ne comprennent pas, le plus

souvent du reste, car ils ignorent eux-mêmes ce qui se passe, habitués qu'ils sont à ne séjourner qu'une nuit au même endroit et à en repartir le lendemain.

Dans sa hâte d'en finir, d'écraser les Russes en une bataille, puis d'offrir la paix, Napoléon a conçu certainement un de ses beaux plans de campagne. Il s'est enfoncé comme un coin entre les masses ennemies et presque sans le savoir, par une sorte d'intuition tactique, il les a mis dans une situation militaire déplorable.

La crainte de se rencontrer avec ce terrible adversaire les fait reculer sans cesse.

Enfin, le 7 septembre, il les atteint à Borodino. Mais le temps a marché, les effectifs se sont fondus; on vient de faire 800 kilomètres et des 500.000 hommes qui ont passé le Niémen en juin, à peine en reste-t-il 130.000 sous sa main, l'équivalent des forces ennemies.

De ces 250.000 soldats aux prises, il va en rester 80.000 sur le carreau, l'acharnement des deux partis sera affreux, mais l'affaire restera indécise et c'est épuisée d'efforts que l'armée française entrera à Moscou.

La conception du maître est grande; faute de renseignements suffisants, l'exécution est médiocre.

Et dans son emballement, dans son désir de frapper comme toujours un grand coup qui décidera la campagne, il manque à ce principe qu'il a si souvent émis : « Que celui qui ne sait pas la manière d'agir de son ennemi ne connaît pas le premier mot de son métier. »

Jusque-là, quand Napoléon dirigeait une guerre, rien n'était plus remarquable que l'habileté qu'il mettait à se procurer des renseignements sur l'ennemi et à cacher à ce même ennemi ses intentions et ses mouvements.

Il n'en fut plus de même à la fin de sa carrière. La haine qu'on avait pour nous en Allemagne rendait très difficile l'action des espions.

Et c'est ainsi que, quoique les alliés ne missent pas grands efforts à avoir un service de renseignements complet, non plus qu'à lui dérober leurs projets, il arrivait à ne savoir rien de très précis, alors qu'ils savaient, eux, jusqu'aux moindres détails de notre situation.

D'autre côté, jusque-là, nos maréchaux habitués à ne pas s'occuper de cette partie si importante de la guerre, recevaient les renseignements du quartier général, n'avaient pas à s'y intéresser. Ils n'avaient, par suite, ni initiative, ni connaissances sur ce sujet.

Aussi, en 1813, voit-on Schwarzenberg et Blücher prendre comme règle, puisque la situation des Français leur était connue presque sans qu'ils s'en occupassent, d'éviter tout contact chaque fois que Napoléon était devant eux et de presser, au contraire, les maréchaux, bien moins informés lorsqu'ils étaient seuls.

Blücher débute. Il se met en mouvement prenant comme objectif l'armée de Macdonald. En route, il apprend que l'empereur se trouve là. Sur-le-champ, il cesse son offensive et recule. Peu après, il apprend que Macdonald est seul, que Napoléon est parti pour Dresde. Nouvelle offensive poussée à fond cette fois qui détermine, le 26 août, la bataille de la Katzbach.

A ce même moment Bernadotte trouvait Oudinot seul à Gross-Beeren et lui livrait bataille.

Schwartzenberg, prévenu par Blücher que Napoléon était avec Macdonald, profite de l'occasion et se jette sur Dresde. Il allait l'enlever lorsqu'il est informé que Napoléon est devant lui. Il vient de faire 200 kilomètres sans arrêt. Cette arrivée imprévue l'émeut, il recule et sans la capitulation de Vandamme à Kulm, en travers de sa route de retraite il allait être écrasé et dispersé, faute d'un renseignement arrivé à temps; celui du départ de l'empereur du quartier général de Macdonald.

Dans la campagne de 1814, on paraît de part et d'autre avoir été suffisamment bien renseignés.

Toutefois, il est à peu près certain que dans l'état-major du généralissime Schwartzenberg on s'en était médiocrement préoccupé, car on raconte que lorsque l'on voulut mettre des agents en campagne on s'aperçut qu'il n'y avait pas, dans la caisse de l'armée, de fonds pour les payer, et ce fut l'empereur de Russie qui dut ouvrir un crédit sur sa cassette particulière.

D'autre part, si l'on sut le détail des marches journalières

de l'empereur, ce n'est que par deux dépêches interceptées que les alliés pénétrèrent ses desseins.

La première précéda l'affaire de Brienne du 28 janvier et fut cause que le lendemain il perdit à la Rothière près de 3.000 hommes et cinquante pièces de canon.

C'était dans cette dépêche envoyée aux maréchaux qu'il leur disait : « Ce que je désire surtout, c'est que Blücher marche vers Saint-Dizier, par la vallée de la Marne, et Schwartzenberg sur Troyes par celle de la Seine. Je vais d'abord sur Blücher, nous verrons après. »

La deuxième, beaucoup plus grave encore qu'interceptèrent les coureurs alliés, fut la lettre qu'il envoyait le 24 mars à l'impératrice :

« Je ne puis m'opposer maintenant à la marche directe des alliés sur Paris, mais je vais me poster vers Vitry et Saint-Dizier sur leurs lignes de communications. Il faudra bien qu'ils rétrogradent pour les rétablir et les protéger. Que Joseph défende seulement Paris. »

Des ordres, en ce qui concerne le renseignement.

Il paraît devenir de règle, dans notre armée, de faire connaître journallement les renseignements que l'on a sur l'ennemi.

Le généralissime les transmet aux commandants de corps d'armée et ils descendent du haut au bas de l'échelon hiérarchique; on pense sans doute, en agissant ainsi, faire mieux la coordination des efforts.

En 1870, les ordres dans les armées allemandes, ceux que nous connaissons du moins, indiquaient très rarement la situation de l'ennemi, tout au moins ce qu'on en savait.

On y mentionnait la direction générale des corps voisins, mais sans dire comment ils se trouvaient par rapport aux troupes françaises.

Doit-on en conclure que si *grosso modo* par les journaux, on était informé des concentrations et des formations françai-

ses on l'était beaucoup moins de leurs directrices de marche, malgré les nombreux essais de découverte.

Ainsi dans l'ordre de la III^e armée on trouve : « Direction générale de marche sur Strasbourg, flanc-garde de cavalerie sur Reichshoffen, bivouac du III^e corps face à Wœrth, en potence sur les autres corps qui feront face à Haguenau. »

Il y avait là une erreur grave de renseignements, puisque l'armée française était derrière la Sauer.

Le 15 août, dans l'ordre de la III^e armée qui fixe le mouvement des corps vers la Meuse : « le III^e corps sur Mars-la-Tour, le X^e sur Saint-Hilaire, le XII^e sur Pont-à-Mousson, la garde sur Bernecourt, le IV^e corps sur Saizeraie, le IX^e sur Pellegry, le II^e sur Buchy », on lit : « Hier 14, dans la soirée, des fractions de la II^e armée ont attaqué l'ennemi sous Metz et l'ont refoulé dans la place. L'armée française a commencé sa retraite sur la Meuse. La II^e armée la suivra dans cette direction. »

Il y avait là, encore, erreur de renseignement manifeste.

Cette erreur se reproduit le lendemain dans l'ordre envoyé à midi, même plus manifestement encore : le X^e corps ira en avant de Majeray, le III^e à Etain, le IX^e à Mars-la-Tours, le XII^e à Saint-Benoît, le IV^e à Commercy, le II^e à Pont-à-Mousson, la garde à Saint-Mihiel.

« En raison de la direction prise par l'ennemi, la II^e armée continuera son mouvement vers la Meuse, l'aile droite changeant de direction pour aller ultérieurement passer la rivière au nord et au sud de Verdun. »

Le 18 août, même absence de renseignements. Dans les ordres successifs envoyés de 11 heures à midi on dit : « La garde attaquera à Amanvillers, qui est la droite de l'ennemi, le XII^e corps remontera sur ce flanc de l'adversaire. »

Et plus tard : « L'ennemi paraît être en bataille du bois de Vaux à la ferme de Leipzick et au delà : la garde l'attaquera à Amanvillers, le IX^e corps à La Folie, le VII^e et le VIII^e de front.

» Le XII^e corps ira à Sainte-Marie-aux-Chênes, le IX^e à Saint-Ail, le III^e à Verneville, le II^e à Rezonville. »

Les renseignements envoyés du grand quartier général des armées portent rarement le cachet de la certitude absolue.

Ainsi, le 21 août (11 heures du matin), le maréchal de Moltke écrit de Pont-à-Mousson : « D'après les renseignements, il n'y a pas de troupes ennemies sur la rive droite de la Meuse, au sud de Verdun. Elles se replient sur Châlons où l'on réunit les corps de Mac-Mahon, de Faily, avec des troupes de nouvelle formation.

» La III^e armée et la subdivision d'armée du prince de Saxe se porteront sur Châlons. »

Ce même jour 21 août (11 heures du soir) :

« D'après une nouvelle parvenue à l'instant, il ne serait pas impossible que le maréchal de Mac-Mahon fît une tentative vers Metz pour débloquer l'armée de Bazaine. Il aurait quitté Reims le 23 et serait à Vouziers aujourd'hui peut-être.

» Il y aurait lieu de resserrer vers l'aile droite la subdivision d'armée du prince de Saxe. L'exécution de cet ordre est subordonnée du reste aux renseignements que Son Altesse doit avoir et dont il serait trop long d'attendre l'arrivée au grand quartier général, à Bar-le-Duc. »

Le 30 août, les ordres envoyés dans la nuit aux armées, celle du prince royal et celle du prince de Saxe, mentionnent :

« Les nouvelles d'hier tendent à signaler le gros de l'ennemi entre Le Chêne et Beaumont, peut-être au nord.

» Sa Majesté le roi prescrit d'attaquer. »

Ce même jour 30, mais à 11 heures du soir, le grand quartier général est relativement assez bien informé, mais il est loin de se rendre parfaitement compte de ce qui s'est passé à Beaumont. Le maréchal de Moltke écrit de Buzancy :

« Les renseignements manquent relativement aux points où les divers corps ont cessé la lutte; mais il est certain que l'ennemi a rétrogradé.

» Demain, dès l'aube, la marche reprendra; on attaquera partout où l'on trouvera l'ennemi, s'attachant à l'acculer entre la Meuse et la frontière. »

L'ordre est bien donné, parfait de netteté, mais on comprend que l'on n'est pas absolument au courant de la situation, malgré le contact complet.

Et plus tard, le 1^{er} septembre, un ordre très intéressant est à citer. Il est donné vers 2 heures de l'après-midi à l'armée du prince de Saxe indiquant, à la place de renseignement, l'idée

qu'on suppose devoir éclore dans l'esprit des chefs ennemis, celle qu'on eut soi-même le cas échéant.

« Des motifs suffisants permettent de tenir pour certain que l'ennemi abandonnant ses bagages tentera cette nuit la retraite vers Mézières. »

A la III^e armée, on ne relève que très rarement un renseignement mis dans les ordres pour en faire mieux saisir le but :

Le 6 octobre cependant, à 11 heures du matin, l'avis suivant est envoyé par le chef d'état-major de Blumenthal :

« Les rapports des diverses divisions de cavalerie laissent supposer, et même sans aucun doute, le mouvement offensif de l'armée française de la Loire en avant d'Orléans.

» En conséquence, le I^{er} corps bavarois devra se porter sur Arpajon et la 22^e division sur Montlhéry. »

Dans leurs ordres, ni le général de Werder ni le général de Manteuffel ne font jamais mention d'aucun renseignement sur l'ennemi. Ils se bornent, d'après les connaissances qu'ils ont de la situation, à donner des instructions pour les cas les plus probables qui pourraient se présenter.

Une autre observation très typique pour montrer la difficulté des renseignements concerne l'armée du général Bourbaki.

C'est du 16 au 18 décembre qu'on a élaboré le plan de marche de l'armée du général Bourbaki, lequel avait tout d'abord reçu ordre de se préparer à monter vers Montargis.

On lui faisait savoir en substance :

« Qu'on renonçait à aller du côté de Paris, qu'il laisserait le 15^e corps du côté de Vierzon pour couvrir Bourges et Nevers ;

» Qu'on enverrait les 18^e et 20^e corps à Beaune. Là, unis aux détachements de Garibaldi et de Cremer, il enlèverait Dijon. Puis, recevant l'appoint du corps du général Bressolles, lequel montait de Lyon sur Besançon il devait avec cette masse évaluée à 110.000 hommes, faire lever le siège de Belfort, couper les communications des Allemands dans l'est, et plus tard, en remontant, combiner une action commune avec l'armée que Faidherbe formait dans le nord. »

C'est le 19 que, recevant cet avis, le général Bourbaki le

développa devant les généraux de son armée qui l'approuvèrent.

Le lendemain 20, le mouvement commençait (lentement il est vrai).

Or, le 1^{er} janvier seulement, on écrivait du quartier général de Versailles :

« D'après des renseignements émanant de diverses provenances, l'armée de Bourbaki était récemment autour de Bourges au moins en majeure partie.

» Toutefois, il faut s'attendre au premier jour à la voir se mettre en marche, car, déjà, toute la partie ouest de l'armée ennemie a prononcé son offensive sur Vendôme.

» Pour ne pas laisser à ces deux armées très séparées l'une de l'autre le temps de se rapprocher, les circonstances commandent une offensive immédiate contre la plus rapprochée d'abord. »

Cet avis était destiné au commandant de la II^e armée et de la subdivision d'armée du duc de Mecklembourg. Il montre qu'à cette date on ignorait absolument la destination de Bourbaki.

C'est seulement le 7 janvier que, du grand quartier général de Versailles on écrit laconiquement au général de Werder :

« Nous vous informons que, d'après les renseignements qui nous sont parvenus, il est probable que la majeure partie de l'armée de Bourbaki s'est dirigée contre vous. »

Que conclure ?

C'est que c'est chose bien difficile d'avoir des renseignements et surtout de les avoir bons. Ceux des espions sont trompeurs, ceux des déserteurs dangereux, ceux des prisonniers ne vous donnent qu'un petit détail de l'ensemble que vous voudriez pénétrer.

Ceux de la cavalerie d'exploration viennent de loin, arrivent tard, sont souvent contradictoires, de leur nature même, et lorsqu'ils parviennent aux états-majors la situation qu'ils indiquent est déjà changée.

En réalité le vrai, tout au moins le « plus vrai », est encore le renseignement que donne la reconnaissance, l'action tac-

tique ayant pour but, quelque nom qu'on lui donne, de rechercher où est l'ennemi et ce qu'il fait (1).

Et si tout cela était difficile dans le passé, ce le sera davantage encore aujourd'hui.

Autrefois, avec la majeure partie de nos navires de combat, les capitaines de vaisseau entraient dans nos rades et même nos ports toutes voiles dehors. Aujourd'hui qu'ils ont des bâtiments demandant huit ou dix mètres d'eau au-dessous de la ligne de flottaison, à peine en vue des côtes, ils ralentissent la marche et n'avancent que la sonde à la main, lorsqu'ils n'ont pas la carte de la mer, à cet endroit. Il faut si peu de chose pour détruire un colosse d'acier et de fer de 30 millions.

Nos généraux feront de même, à la guerre, et sous peine d'accidents graves, ils passeront leur temps entre les batailles, à donner des coups de sonde. Les armées sonderont autour d'elles, avec des divisions, avec des brigades, avec des régiments qui, eux-mêmes, ne s'avanceront qu'avec prudence en se faisant éclairer à bonne distance.

On fera des reconnaissances, bien plus encore qu'on en a pu faire dans les guerres passées, et c'est, dans l'ordre tactique, le premier résultat que doivent apporter aux habitudes le perfectionnement des engins, des projectiles et des poudres, avec d'autres certainement que la pratique nous fera connaître.

Au lieu de tours de force, on tâchera de faire des tours d'adresse; au lieu de chercher à faire brillant, on s'attachera à être rusé.

C'est par l'imagination, bien plus que par la plume qu'il faut résumer toutes ces pages bien enchevêtrées, relatives au travail de renseignements.

Elles sont enchevêtrées, en effet, comme le sont, générale-

(1) Allemagne. Chap. 2 du service en campagne.

« C'est le combat qui fournit les bases les plus sûres pour l'appréciation de la situation. Aussi est-il très important, pour le commandement en chef, d'être tenu exactement au courant par les troupes engagées dans une action, des événements qui s'y passent. Aussitôt le combat terminé, le chef de la fraction engagée doit faire connaître d'une façon précise les corps, régiments, etc., qu'il a eus devant lui, l'état où était l'ennemi, la direction de retraite qu'il a prise. »

ment, ces groupes de nouvelles que reçoit journellement et nuitamment un état-major de tous les points de l'échiquier stratégique où se meut une armée.

C'est un peu dans le but de montrer cet enchevêtrement, que nous nous sommes si étendu sur ce sujet, et que nous avons condensé ensemble tous les moyens en usage pour « connaître de l'ennemi ».

« Toute la guerre est dans les reconnaissances », c'était, on le prétend du moins (1), la parole constante de Napoléon aux officiers de son état-major.

Et, si c'était vrai alors, combien davantage aujourd'hui, et c'est ce qu'il est important de bien faire ressortir : car si nous avons groupé un assez grand nombre de faits, et de ce temps, et de guerres plus rapprochées, ce n'est pas comme exemples à suivre, mais plutôt comme démonstration des difficultés d'exécution, en présence d'une sorte de théorie en réalité assez simple dans son développement.

On ne peut, dans le passé, chercher que des idées au sujet de l'importante science « de la recherche des choses de l'ennemi. »

Si on a pu conclure de certaines lectures que ce n'était pas déjà si simple, combien peut-on se rendre compte de la complication qu'apportera aujourd'hui à ce service la grandeur des armées.

Cette grandeur même oblige à leur donner de l'air, à les dégager et, même lorsqu'elles seront au contact, il faudra

(1) Il est certain que par ce mot « reconnaissance » il entendait l'acte de recherches de renseignements, quel qu'il fût, collectif ou isolé.

Dans presque toutes ses campagnes, on le voit s'arrêter un jour, deux jours sur certains points pour attendre ses émissaires, compulser les nouvelles, presser les reconnaissances.

« Je débrouille l'échiquier » était son mot favori.

Car il voulait, malheureusement, que toutes les nouvelles rayonnassent directement vers lui, sans intermédiaire.

Il ne tenait pas à l'initiative de personne, en rien. Il voulait tout savoir et être le seul à tout savoir. Il voulait être le seul à tirer la vérité de tous les avis qui lui arrivaient, par tous les moyens.

Si grande était son activité, si grande sa certitude de jugement, disons presque de « divination » dans les choses militaires.

étendre la recherche sur des espaces bien autres que ceux d'autrefois.

Comprendrait-on aujourd'hui un général en chef montant à cheval, avec son état-major, pour aller visiter son champ de bataille du lendemain et faisant sa promenade, pour ainsi dire sous l'œil et le fusil des sentinelles et des vedettes de l'ennemi.

C'est cependant ce que faisait souvent l'empereur, au début tout au moins de ses grandes guerres.

Il montait à cheval avec quelques généraux et, suivi de son escorte, il faisait en quelque sorte la visite des avant-postes ennemis.

C'est ainsi qu'on raconte que, le 30 novembre 1805, presque sur le terrain même où il voulait se déployer le lendemain, il disait à son entourage en désignant le plateau de Pratzen : « Si je voulais une bataille comme toutes les batailles, je me placerais ici, mais alors je serais vu et je ne profiterais des maladresses de personne. »

Dans cet examen des terrains, il est très probable qu'il était relativement très près des bivouacs russes et autrichiens et que les Cosaques en patrouilles et les hussards ennemis en vedette devaient être à quelques centaines de mètres de l'escorte.

Aujourd'hui on ne pourrait plus faire cela ; le pourrait-on, que cette visite aboutirait à bien peu de chose, et serait en tout cas bien dangereuse.

L'histoire est remplie de faits qui nous semblent aujourd'hui bizarres et qui, au temps passé, étant donnés l'armement des fantassins et la portée des engins meurtriers, étaient en somme naturels.

On ne peut pas voir, par exemple, le terrain de Waterloo, sans remarquer la situation où se sont trouvés les deux généralissimes pendant cette terrible bataille.

Napoléon, fatigué, malade, ayant les plus grandes difficultés à se tenir à cheval, a passé presque toute l'après-midi assis devant une table sous laquelle on avait jeté de la paille pour qu'il pût allonger ses bottes ailleurs que dans la boue, devant la ferme de la Belle-Alliance, sur la chaussée de Genappe.

Wellington, de son côté, est resté à cheval presque toute la

journée aussi à Mont-Saint-Jean, à l'intersection de la chaussée de Genappe et de celle de Nivelles.

Ils étaient avec leurs états-majors à 1.800 mètres peut-être l'un de l'autre, et pouvaient se voir avec leurs lunettes.

Dans son récit des guerres de la Péninsule, le chef d'état-major de Wellington raconte qu'à la bataille de Sorauren le général qui s'était placé sur un sentier d'où l'on avait un peu de vue dans la vallée vit devant lui le maréchal Soult passant avec ses officiers d'ordonnance, assez près pour qu'on pût distinguer les traits du visage, et comme quelques cavaliers de l'escorte décrochaient leur mousqueton pour faire feu, il le défendit en disant : « Il est inutile d'attirer l'attention des Français de notre côté, et d'ailleurs je suis très enchanté de connaître la figure de ce grand tacticien et si habile capitaine. »

Pareille chose, en sens inverse, est arrivée à la bataille d'Orthez, où les deux généralissimes furent si près l'un de l'autre que Soult, lui-même, prescrivit de cesser le feu que plusieurs tirailleurs embusqués avaient ouvert à 400 ou 500 mètres sur l'état-major de Wellington.

On ne pourrait voir aujourd'hui de choses semblables. Il y aura certainement des surprises. Il y aura peut-être des états-majors chargés, au loin, derrière leurs propres lignes par des groupes de hardis cavaliers, comme le furent le maréchal Canrobert le jour de Magenta, le maréchal Bazaine, le jour de Gravelotte.

Mais il est bien difficile d'admettre qu'un généralissime pourra jamais venir examiner le placement des troupes de son adversaire. Les combattants de la première ligne pourront à peine juger de ce qu'ils ont devant eux.

On a dit souvent qu'à la guerre, il fallait avoir de la chance. Cela est certainement vrai. Quelque science qu'ait un général, il lui faut avant tout du bonheur.

La chance, ajoute-t-on, c'est le hasard. Oui, mais c'est un hasard qui est utilisé par le général pour corroborer l'appréciation que ses méditations et son travail l'amènent à avoir sur certains points des événements et des choses qui se passent autour de lui.

Un heureux, s'il en fut, au début du moins, a été Napoléon. Il avait de la chance, mais il connaissait le hasard et dans ces conceptions il ne lui laissait qu'une part très restreinte.

Lorsque fatigué, malade, incapable de quelque longue activité physique, il ne put plus diriger et surveiller lui-même, alors la partie lancée au hasard s'agrandit et le hasard fut contre lui.

Et rien ne s'applique mieux à cette partie si importante de tous les facteurs du succès à la guerre, que la science des renseignements.

De cette liasse de renseignements qui s'amoncellent dans un état-major, qui y sont amenés par le hasard souvent, il faut faire sortir quelque chose d'où celui-ci soit banni.

Des renseignements comme ceux que nous désirerions, qui permettraient d'aller sans dévier, droit sur l'objectif, on n'en aura jamais. En admettant même qu'ils soient très justes et très bons une fois, un jour, ils ne vaudront peut-être plus rien le lendemain ou quelques heures après.

Il faut des renseignements, il en faut même beaucoup, mais ce qui importe surtout est de savoir, de leur incertitude même, faire sortir la vérité.

L'empereur Napoléon excellait dans ce travail de déduction. Il a eu bien des imitateurs, mais jamais d'émules.

Le chef d'état-major de l'armée allemande ne manquait pas de renseignements, il s'en faut. Il en a eu grâce à la presse et au télégraphe, bien plus que l'on n'en pouvait avoir de 1800 à 1815, il a su en déduire des mouvements d'exécution, mais il ne semble pas qu'il en ait toujours tiré les vraies conclusions.

Ce que faisait l'armée française et où elle était, cela il l'a presque toujours su à temps. Mais, le sachant, il se demande toujours : Pourquoi est-elle là ? Pourquoi agit-elle ainsi ? Et rarement il paraît l'avoir deviné.

Aussi y a-t-il toujours un peu de vague dans les instructions du grand quartier général. On peut donner ces instructions comme modèles de concision, mais non comme modèles de déduction. Il a eu la chance pour lui, mais résultant plus des fautes « imprévues » de l'adversaire que des fautes « prévues » d'avance.

Il y a là, on n'en saurait douter, une difficulté pratique,

car, ayant en mains tous les moyens réguliers et « irréguliers », on ne savait les choses qu'à demi.

C'est que le temps s'écoule entre le moment où l'ordre se rédige et celui où il parvient, entre le moment où le rapport de renseignements part et celui où on le reçoit.

Certes, il y avait des règles pour la transmission des ordres et des renseignements. Mais les règles ne suffisent pas : il faut savoir et pouvoir les exécuter (1) ; et, quoi qu'on fasse, quelque habitué qu'on puisse être, par de fréquents exercices, à la transmission des renseignements, celle-ci sera toujours, à la guerre, faite avec de nombreux aléas.

(1) On lit dans le règlement allemand de juillet 1894 ce qui suit :

« Le meilleur service d'exploration est sans utilité si les renseignements qu'il recueille ne sont pas transmis en temps opportun au commandement.

» Les états-majors et les commandants de tous les détachements de cavalerie, poussés en avant de l'armée, doivent par suite se préoccuper d'assurer la transmission sûre et rapide des renseignements.

» Pour cela, il peut être nécessaire parfois de poster, jusqu'aux nœuds de route les plus importants, de petits détachements de cavalerie. Les escadrons des divisions de cavalerie, etc., qui sont poussés en avant sont tenus, sans autre ordre, d'assurer cette transmission des renseignements.

» De très complètes prescriptions donnent les moyens les meilleurs à employer pour assurer cette transmission. Ils se résument comme il suit :

» Transmettre toujours par écrit les ordres et renseignements à moins de circonstances particulières.

» Si l'on y est contraint, soit parce qu'on est en pays ennemi, soit parce qu'on peut ne pas considérer comme sûr l'envoi de renseignements et ordres par le télégraphe ou le téléphone, il faut confirmer les communications échangées par l'envoi d'écrits.

» Faire répéter, à celui qui porte un ordre verbal, cet ordre avant de le laisser partir.

» Envoyer par des officiers tout ordre ou renseignement important.

» Si les chemins ne sont pas sûrs, n'envoyer ordres et renseignements que par un porteur bien escorté, et, pour plus de certitude, lorsqu'il y a chose d'importance, en envoyer par plusieurs routes différentes en plusieurs expéditions.

» Si la route à faire est longue et qu'il faille marcher de nuit, expédier les porteurs en voiture, avec des fantassins armés.

» Lorsqu'on a à craindre l'enlèvement d'un porteur, lui recommander de détruire la dépêche, mais lui en faire connaître alors le contenu.

» Il est quelquefois utile qu'une dépêche soit communiquée à une personne autre que celle à qui elle est adressée. Mais, en aucun cas, on ne saurait arrêter en route un porteur de dépêches. Il faut au contraire lui faciliter sa route si besoin. »

L'espionnage n'a une valeur sérieuse qu'avant les opérations. Une fois qu'elles sont commencées, il est rare qu'il soit bien utile et de résultat bien certain : d'autant qu'il est difficile à exercer même pour des personnes ayant une certaine habitude et compétence des choses militaires.

Il n'est pas douteux qu'en 1870 les Allemands n'aient tiré de l'espionnage de grands avantages préliminaires à leur développement stratégique. Ils savaient aussi bien que nous, mieux peut-être, les conditions de notre armée, de notre pays, de nos places, et les ressources dont nous pouvions disposer (1).

Sous le premier Empire, Napoléon a fort usé de l'espionnage. C'était un moyen de succès presque assuré à ses combinaisons, et il ne se faisait pas faute de dépenser de grosses sommes sur sa cassette pour se procurer des renseignements de qui que ce fût susceptible d'être acheté.

On connaît, par les mémoires récemment publiés, l'histoire de notre ambassadeur à Vienne, obtenant à force d'argent et de corruption l'ordre de bataille de l'armée de l'archiduc Charles en 1809. On connaît celle de notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg pour se procurer à prix d'or, en 1812, les cartes de l'empire et le secret des effectifs des armées russes.

Evidemment les opérations une fois ouvertes, il faut avoir des espions, c'est indispensable. Ils servent à éclairer certains

(1) On a dit que, en 1866, les Prussiens avaient, au début de la campagne, entre les mains, le tableau de composition et d'effectif de l'armée autrichienne. Ils ignoraient certainement les projets de Benedeck, mais ils savaient qu'Olmütz était le centre de concentration de leurs adversaires. C'est ce qui explique pourquoi ils laissèrent sur la Neisse une de leurs trois armées. Olmütz était en effet aussi menaçant pour la Silésie que pour la Bohême. Sitôt qu'ils virent que l'adversaire dirigeait ses forces sur la Bohême, ils durent se décider à faire repasser leur II^e armée de la Silésie en Bohême à travers le Riesen-Gebirg, ce qui eût été une opération fort hasardeuse devant un ennemi énergique et entreprenant. C'est ainsi que le maréchal de Moltke fut amené à donner pour point de concentration un point topographique, Gitschin, ce qui est contraire aux règles de grande tactique, qui veulent que l'unique et seul objectif soit l'armée ennemie.

Il lui était difficile de faire autrement; mais, lorsque le combat heureux de Trautenau et le passage sans coup férir de la garde eurent ouvert la Bohême à la II^e armée, les tableaux d'ordre de bataille de l'armée autrichienne qu'on avait pu se procurer furent du plus grand secours pour se bien rendre compte des forces qu'on avait devant soi.

points vagues, mais ils ne peuvent jamais tenir lieu des moyens militaires techniques.

Ceux-ci, l'exploration, la découverte, la reconnaissance, vont devenir bien difficiles à exercer avec les poudres sans fumée et les armes à longue portée et de grande justesse.

Le service de sûreté (1), le travail des patrouilles seront fort influencés par la possibilité qu'on aura, dans l'un ou l'autre

(1) Dans le précédent volume, au sujet du service des avant-postes, nous avons dit que « l'on a toujours accusé, à tort, les Français de n'avoir su se garder ».

Savoir se garder, ils ne l'ont jamais ignoré. Ils peuvent n'avoir pas le goût de se garder, montrer une certaine insouciance du service des avant-postes; mais, si, par manque de vigilance, ils ont émaillé l'histoire militaire de nombreuses surprises, on ne saurait leur dénier que ce sont eux qui ont appris aux autres les règles du service de sûreté, règles que, nous le voulons bien admettre, ils ne suivaient pas eux-mêmes avec une grande régularité.

Le 14 octobre 1870, Gambetta lançait le décret suivant :

« Le membre du gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'intérieur et de la guerre, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

» Considérant que le premier devoir d'un chef de corps, en temps de guerre, est la vigilance,

» Décide que tout chef de corps ou de détachement qui se sera laissé surprendre par l'ennemi ou qui se sera engagé sur un point où il ne soupçonnait pas la présence de l'ennemi sera traduit devant un conseil de guerre. »

C'était, on le voit, aller bien au delà de l'acte même du service de sûreté.

C'était engager le service de renseignements.

C'est qu'en France tout manquait alors à ce point de vue, non seulement dans les habitudes, mais dans l'organisation.

A Wissembourg, Douay s'était attardé avec ses 5.000 ou 6.000 hommes devant 30.000 Bavares. A Reischaffen, Mac-Mahon, avec 30.000 ou 40.000 hommes, engageait la lutte contre 120.000 Allemands au moins. A Spickeren, Frossard avait été surpris, avec son seul corps, par trois corps ennemis. A Borny, Steinmetz, avec 20.000 ou 25.000 hommes, avait acculé notre petite arrière-garde contre les fortifications mêmes de Metz. A Rezonville, le 2^e corps avait été surpris, en plein repos, par la cavalerie prussienne. A Saint-Privat, deux jours après, ce fut encore au moment où ils s'y attendaient le moins que les 2^e et 4^e corps durent prendre les armes.

« A tout prix, écrivait Gambetta aux préfets et aux sous-préfets, à tout prix il faut éclairer le gouvernement sur les marches, les manœuvres, les cantonnements des Allemands. Les fonctionnaires, tous, sans exception, doivent s'employer à mettre, à l'avenir, l'armée à l'abri de toute surprise. »

« Recommandez à vos officiers, écrit-il aux commandants en chef, de multiplier les reconnaissances lointaines, qui doivent vous permettre de découvrir et de vérifier les mouvements et les forces de l'ennemi.

» Soyez en garde contre les attaques imprévues et les surprises nocturnes. Ne négligez aucune précaution en avant de vos lignes. Cherchez partout des éléments d'information dans les dépêches, dans les interrogatoires des prisonniers, dans les pointes souvent hardies des éclaireurs volontaires. »

parti, de tenir celle de l'adversaire à distance sans que la fumée et les détonations des armes trahissent ni la position ni les effectifs des uns et des autres (1).

Et cependant jamais nécessité ne sera plus grande que celle d'être instruit de ce qu'est et de ce que fait l'adversaire.

Que d'actes de guerre nous étonnent, qui ont été amenés simplement par le défaut de renseignements suffisants.

Le 6 août 1870, par exemple, à Spickeren, la 13^e division allemande, à l'extrême droite de la ligne de marche, suivait une direction, qui, soit par le calcul, soit, et c'est plus probable, par le hasard des circonstances, devait l'amener forcément sur la ligne de retraite du corps du général Frossard.

On entend la canonnade, on se hâte. Vers le milieu de l'après-midi le bruit cesse; on ne se rend pas compte que cela tient à ce que la marche a intercalé entre la 13^e division et Forbach une épaisse forêt qui amortit les sons.

Le combat est-il terminé? Quel est le vainqueur?

Si ce sont les Français on va se trouver en flèche dans une situation grave.

On s'arrête pendant deux heures pour savoir, pour faire faire des recherches.

Vers 6 heures, on entend à nouveau le canon. Cela tenait simplement au déplacement vers Gross-Rossel de quelques batteries.

La marche est reprise vers le Kaninchenberg; mais il est trop tard. On a perdu deux heures, et l'action de la division

(1) Il ne faut pas certes pousser à l'extrême et conclure, comme on l'a fait quelquefois, que le défaut de fumée et la diminution du bruit des détonations empêcheront de se produire dans les armées l'acte si recommandé de « la marche au canon ».

Dans l'état actuel du matériel de guerre, et quoi qu'on en puisse discuter, la bataille du 6 août 1870, à Wœrth, aurait eu lieu dans les mêmes conditions, c'est-à-dire que les Bavarois auraient marché au canon et que le V^e corps prussien eût agi comme il l'a fait.

Il en aurait été de même à Spickeren le 6 août, à Borny le 14.

Ce dont on ne peut douter, c'est que les modifications seront complètes dans le domaine des petites opérations.

Or, la recherche des renseignements est à classer dans le domaine des « petites opérations ».

n'est plus ce qu'elle eût été sans cet arrêt. Et cependant le combat vers Forbach n'avait pas cessé un seul instant!

Si la diversion était laborieuse autrefois, combien plus elle le sera aujourd'hui lorsqu'il faudra que le chef supérieur coordonne, en quelque sorte par la pensée, les divers secteurs d'une bataille qui se livrera devant lui, mais bien loin de lui.

Résumé. — Dédutions et conclusions générales.

Il semble utile, indispensable même, de faire une sorte de résumé de ce long travail, qu'à première lecture on trouvera peut-être un peu enchevêtré. C'est le seul mode d'en tirer les déductions générales.

En faisant ce résumé, on ne saurait ne pas être ramené à des redites, mais il en faut pour condenser l'esprit général du service de renseignements et indiquer ce qu'il peut donner dans la pratique.

On vient de voir, dans les pages qui précèdent, les procédés employés pour éclairer le commandement, pour connaître la force des rassemblements ennemis, pour savoir quelles sont les zones de ces rassemblements, quels mouvements s'y produisent et quels peuvent être les projets du général en chef.

Il y aura alors plus de facilités pour apprécier sa valeur absolue et sa valeur relative : valeur absolue comme résultat immédiat, lequel résultat se traduit par une décision du commandement ; valeur relative en ce qui concerne la concordance de l'effort fait par suite du procédé employé et du résultat obtenu.

Nous avons vu que les moyens d'information dont dispose le haut commandement sont de divers genres :

Les uns sont absolument militaires. Tout commandant en chef peut et doit les employer : exploration de la cavalerie, reconnaissances, interrogatoires, espionnage, correspondances saisies.

Les autres sont extra-militaires. Ils rentrent dans les attributions du généralissime seul et même avec le concours du gouvernement. Ainsi, les agents nationaux ou étrangers en-

voyés sur le territoire ennemi, correspondant eux-mêmes avec d'autres agents diplomatiques ou autres résidant à l'étranger.

Nous résumerons ci-après l'emploi qui a été fait, dans l'armée allemande en 1870-71, de ces divers moyens d'information, que nous avons déjà indiqués en partie, insistant, cette fois, sur l'influence que chacun d'eux a eue sur les décisions du commandement.

Les renseignements que l'on recherche à la guerre sont — nous faisons cette division pour plus de clarté — de deux sortes : d'abord les renseignements généraux ou « initiaux », qui engagent les opérations sur un théâtre particulier de la guerre ; puis les renseignements de chaque jour, qui prolongent et détaillent ces opérations. Nous prendrons d'abord les renseignements généraux.

Après que les armées allemandes eurent bloqué Metz d'une façon assez étroite pour ne plus redouter une sortie heureuse pour les assiégés, après que la capitulation de Sedan eut désorganisé définitivement l'armée française et que Paris eut été investi, on s'attendait, certainement, en Allemagne, à la paix.

Comme le gouvernement nouveau ne parlait pas de traiter, on ne pouvait douter que son intention était de prolonger la lutte et de créer de nouvelles armées.

Ces armées ne pouvaient être concentrées que sur la Loire ou dans le bassin de la Saône, ou dans l'ouest, entre Le Mans et Chartres. Cela n'était pas à discuter, puisqu'il fallait amener, par les voies ferrées, matériel et personnel du midi et de l'ouest (1).

Aussi, dès que l'on eut achevé l'investissement de Paris, la 4^e division de cavalerie eut pour mission spéciale d'éclairer au sud, vers Pithiviers et Orléans.

Elle n'eut pas de peine à constater que toute la lisière nord de la forêt d'Orléans était occupée par de l'infanterie française et que la route Orléans-Paris était fermée par des troupes.

En même temps (mais on ne sait par quelle voie, sûrement par une voie extra-militaire), le grand quartier général

(1) Dans le fait, les premières formées le furent sur la Loire.

apprenait que des troupes venant d'Algérie étaient arrivées sur la Loire et qu'on y faisait une organisation de corps.

Voilà donc deux renseignements se complétant l'un l'autre.

Ce qu'on ne savait pas, c'était l'organisation, la consistance et l'effectif du rassemblement, et c'était cela surtout qu'il y avait grande importance à connaître.

On doit supposer, étant données les règles tactiques, que la cavalerie, soit seule, soit sur certains points au moins, aidée de détachements d'infanterie, eût dû percer ce voile.

Il n'en fut rien.

Et ceci est tellement vrai, qu'il suffit de la marche d'une petite division de trois régiments de cavalerie, sous les ordres du général Reyau sur Toury, pour faire rétrograder, jusqu'à Etampes, toute la 4^e division, le 5 octobre.

Non seulement ce recul eut lieu, mais dès le jour même on lut à l'ordre de la III^e armée allemande :

« Attendu que les rapports des divisions de cavalerie ne laissent subsister aucun doute sur un mouvement offensif de l'armée française en avant d'Orléans. »

Et on forme sur-le-champ, autour d'Arpajon, un groupement du 1^{er} corps bavarois, de la 22^e division prussienne, des 2^e, 4^e et 6^e divisions de cavalerie « pour résister à l'attaque ».

Le 8 octobre, le grand quartier général montre qu'il est évidemment mieux renseigné que le commandant de la III^e armée, car il prescrit « que le général von der Tann se portera en avant pour dégager le pays entre Chartres et Orléans et occuper Orléans ».

On voit donc que c'est par des renseignements d'ordre extramilitaire, qu'au début le grand quartier général a appris la présence de forces ennemies autour d'Orléans, et, par des avis du même ordre, qu'il arrive à être assez sûr de la force du rassemblement pour ordonner le mouvement offensif qui se terminera le 11 par la prise d'Orléans.

Nous poursuivons cette situation sur la Loire dont nous avons déjà parlé dans les « reconnaissances ».

Orléans, une fois occupé par les Allemands, l'armée française reprend son œuvre d'organisation interrompue fin octobre. On agglomère à l'abri de la forêt de Marchenoir deux

corps d'armée dans le but de faire sur Orléans un mouvement offensif.

C'est le 6 novembre seulement que le général von der Tann semble avoir soupçonné l'importance de ce rassemblement sur son flanc. Le 7, il lance sur la forêt de Marchenoir une grosse reconnaissance. Un combat s'engage; les Français se font voir à tous les débouchés de la forêt, on ne peut douter de leur présence en forces, et cependant on ne semble pas avoir apprécié bien sainement l'organisation des deux corps français, puisque le lendemain ceux-ci entament sans coup férir leur mouvement offensif.

Nous avons dit, dans le courant d'un précédent chapitre, que c'est le 8 au matin seulement (ce qui semble bien tardif) que le général bavarois avait reçu le rapport établi à la suite de la reconnaissance du 7. Ce rapport, qui n'a pas été publié, ne lui donnait certainement que de très vagues renseignements car ce n'est que fort tard dans l'après-midi qu'il lance ses ordres de concentration autour de Coulmiers, ne s'y décidant qu'après qu'on lui eut écrit :

1° Que l'on voyait des colonnes françaises auprès du Bardou et de Charsonville ;

2° Que les patrouilles de reconnaissance envoyées au nord de la forêt de Marchenoir distinguaient de nombreuses troupes débouchant des bois.

Enfin, et pour comble, nous l'avons dit déjà, un officier de l'état-major général, qui avait été désigné pour accompagner M. Thiers à Tours auprès du gouvernement de la Défense nationale, venait le prévenir qu'il n'avait pu dépasser Meung, qu'il avait trouvé à la gare de cette localité un chef de poste qui s'était opposé à ce que sa mission fût poussée au delà. Cet officier, ramené à Orléans, avait très bien remarqué le long de la voie et au nord, toute une ligne d'avant-postes indiquant le service de sûreté d'une grosse agglomération.

C'est donc ici la marche offensive même de l'ennemi et son arrivée au contact qui éclaircissent une situation sur laquelle on semble n'avoir eu par les procédés ordinaires jusqu'à ce moment, aucun élément d'appréciation.

Cette situation se dénoue par la bataille de Coulmiers.

Après Coulmiers un temps d'arrêt se produit : les Français ont réoccupé Orléans et il faut l'intervention de la II^e armée allemande venant de Metz pour ouvrir une nouvelle période d'opérations.

Pendant que les trois corps qu'amène le prince Frédéric-Charles au nord de la forêt d'Orléans opèrent leur jonction un peu désunie en marche, le général en chef fait multiplier les reconnaissances, interroger les prisonniers, recueillir tous les dires des habitants.

A-t-il pu en conclure ? A-t-il pu, avec ces moyens habituels, apprécier la situation ? Cela paraît bien douteux si l'on en juge par l'indécision de ses instructions et les projets qu'il annonce.

Enfin, impatienté des difficultés de se renseigner, il finit le 21 novembre par se décider tout bonnement à donner sur Orléans avec ses trois corps, en prescrivant au grand-duc de Mecklembourg de se porter sur Tours par Le Mans avec sa subdivision d'armée, mouvement bien excentrique sur lequel il comptait pour diviser les forces ennemies qui, il l'ignorait, se divisaient toutes seules par ordre.

Si ce jour-là les trois corps de la II^e armée avaient été bien réunis, nul doute que le projet ne fût exécuté. Mais ils étaient encore loin les uns des autres, et il fallut terminer les instructions données pour cet acte offensif en disant qu'il ne se ferait que le 26.

Mais, dans cette période, alors que l'on préparait l'exécution, le grand quartier général de Versailles apprenait, par le général de Werder, alors dans le bassin de la Saône, qu'un corps français avait, dans le « milieu du mois », été transporté en chemin de fer vers l'est, sur la basse Saône.

On communique, sur-le-champ, cette nouvelle au commandant de la II^e armée, en l'invitant à se porter immédiatement sur Orléans, qui doit être nécessairement dégarni. Et, en même temps, on le prévient qu'on a modifié les instructions données au grand-duc de Mecklembourg. Il ne fera pas le mouvement excentrique prescrit, mais se portera droit sur Beaugency pour coopérer à l'attaque d'Orléans.

Voici un cas, on le voit, où ce sont des renseignements venus de points éloignés du théâtre des opérations qui inter-

viennent pour fixer des idées fort vagues et dicter des résolutions plus heureuses.

Cette série de circonstances fortuites qui amènent la reprise d'Orléans nous font passer sans transition de l'armée de la Loire (ou mieux des opérations sur la Loire) à celle de l'Est, dans le bassin de la Saône.

Comment fut connu du commandement le mouvement de ce qu'on a appelé « la 1^{re} armée de la Loire », de Nevers sur Besançon ? Nous revenons ici sur des faits déjà développés plus haut.

Le 20 décembre, la situation générale était la suivante :

La 2^e armée de la Loire achevait sa retraite sur Le Mans ; la 1^{re} armée (15^e, 18^e et 20^e corps), sous les ordres du général Bourbaki, préparait une offensive vers le nord par Gien.

A cette même date, le prince Frédéric-Charles, croyant avoir définitivement dénoué l'imbroglio de l'adversaire, se décidait à laisser un de ses corps, le XIII^e, suivre la 2^e armée de la Loire (général Chanzy) en marche rétrograde, pendant qu'avec les deux autres il regagnait Orléans pour surveiller la 1^{re} armée.

Mais, à cette même date, les idées étaient changées au Gouvernement de la Défense nationale, et, en raison du recul de la 2^e armée sur Le Mans, on abandonnait le dessein d'une action commune et concentrique des deux armées vers Paris.

On décidait que le 15^e corps devait seul continuer à couvrir Bourges et Nevers, comme rideau, pendant que le 18^e et le 20^e, transportés en chemin de fer dans le bassin de la Saône, remonteraient sur Dijon.

En même temps, un nouveau corps, le 24^e, transporté aussi en chemin de fer, de Lyon sur Besançon, se renforcerait de la garnison, ou tout au moins d'une partie de la garnison de cette place qu'on disait être de 40.000 hommes au moins, et irait se joindre aux deux précédentes pour aller opérer sur les lignes de communications allemandes entre la Lorraine et Paris.

Il est intéressant de relever, dans leur ordre chronologique, les informations successives recueillies aux états-majors allemands sur ces mouvements :

Le 24 décembre, le grand quartier général de Versailles reçoit de « Berne », par un agent diplomatique ou autre, l'avis

que 25.000 hommes sont envoyés, par le chemin de fer, de Lyon sur Besançon, d'où ils doivent aller faire lever le siège de Belfort.

Ce même jour, ou le lendemain, 26 décembre, arrive un rapport de la cavalerie, de la II^e armée, en reconnaissance vers l'est d'Orléans faisant connaître que des convoyeurs, arrêtés sur les routes et interrogés, ont déclaré que, dès le 22, des troupes de la 1^{re} armée de la Loire avaient été transportées en chemin de fer, de Bourges et de Nevers sur Chalon-sur-Saône.

Le 26, on recevait du corps de siège de Belfort un avis disant que des troupes nombreuses, estimées à 60.000 hommes, étaient attendues à Besançon, d'où elles devaient partir pour attaquer le corps d'investissement,

Ce même jour 26, le général de Werder, probablement instruit, de son côté, des mêmes avis, lesquels avaient tout d'abord été envoyés télégraphiquement à Versailles, écrivait : « qu'il supposait que l'armée du général Bourbaki s'était mise en route pour Chalon-sur-Saône » (1).

Il demandait, en conséquence, d'évacuer Dijon et de se concentrer, avec ce qu'il avait de forces, autour de Vesoul.

Pendant ce temps, il mettait sa cavalerie en reconnaissance sur tous les chemins dangereux ; elle lui apprenait, le 30, que les ponts sur le Doubs avaient été détruits, et qu'on signalait toujours, autour de Besançon, des forces considérables amenées de Lyon.

A cette même date du 30 décembre, et on ne peut se rendre compte du « pourquoi », un revirement complet s'est fait dans les idées du grand quartier général de Versailles, et on écrit : « Que, suivant toute apparence, le général Bourbaki est encore à Nevers ou à Bourges. »

Le lendemain, 1^{er} janvier, on confirma cette opinion en prévenant que « suivant toute apparence encore, les Français ne songent pas à prendre l'offensive dans l'est. En conséquence, le XIV^e corps sera reporté à l'ouest, réoccupera Dijon et se

(1) Le général de Werder était chargé de couvrir le siège de Belfort et d'occuper le bassin de la Saône avec un corps de trois brigades (XIV^e corps).

répandra dans le sud-ouest, l'ennemi n'ayant pas intention de percer entre Besançon et Belfort ».

C'est le 2 janvier que cet ordre arrivait au général de Werder, et il crut devoir surseoir à l'exécution.

Sans être en effet, ce jour-là, bien renseigné, le contact de ses patrouilles et de ses reconnaissances avec des troupes françaises partout où elles se présentaient lui donnait la conviction instinctive qu'il avait autour de lui et assez près des forces considérables.

Le 3, un agent secret lui envoyait de Berne l'avis que le chemin de fer de Lyon à Besançon était entièrement affecté encore à des transports militaires. On lui fixait même le chiffre de l'effectif sous Besançon, 62.000 hommes, disait-on (venus tout récemment de l'Algérie et du Midi).

Le 5 fut une journée plus heureuse. Cette fois, une affaire d'avant-postes où l'on s'était serrés de près amenait au quartier général un certain nombre de prisonniers dont les déclarations faisaient savoir qu'il y avait là deux corps français et que ces corps marchaient sur Vesoul. On annonçait même qu'un troisième (ce devait être le 18^e corps) suivait. Ces nouvelles furent immédiatement télégraphiées à Versailles.

C'est donc le 6 janvier seulement que le grand quartier général vit bien clair dans la situation et put donner des ordres fermes au général de Werder et lui annoncer qu'on allait envoyer, de son côté, le général de Manteuffel avec les II^e et VII^e corps.

Si l'on se rend compte que ce jour-là on était absolument au contact puisque Villersexel eut lieu le 9, et que les transports de l'armée du général Bourbaki avaient commencé le 23 décembre, on remarquera qu'il fallut quatorze jours pour reconnaître l'exactitude de l'information relative au passage de la 1^{re} armée de la Loire, du bassin de la Loire dans celui de la Saône.

On voit donc que, dans cette période, tous les genres d'information ont eu leur rôle, mais, il faut l'ajouter, aucun n'a pu avoir une influence décisive.

Ce ne sont, en somme, que par les reconnaissances journalières que le général de Werder a du reste multipliées autour

de lui, durant toute la campagne, qu'il a fini par acquérir la preuve qu'une armée ennemie était « au contact ».

Faut-il en conclure de la supériorité des reconnaissances journalières sur tous les autres modes d'information ?

On est prévenu tard, cela est vrai, mais si l'on a pris ses précautions on ne l'est pas assez pour ne pas être en mesure de s'opposer aux mouvements de l'adversaire.

Que sont ces modes d'information journalière qui annoncent le contact sans le prévoir : l'exploration et les reconnaissances.

Nous nous sommes déjà si longuement étendu sur ce sujet que les idées doivent être fixées sur le rendement à prévoir de chacun de ces modes.

En ce qui concerne l'exploration, la journée du 15 août est typique. Il s'agit de savoir ce qu'est devenue l'armée française après la bataille du 14 août (Borny). S'est-elle arrêtée sous Metz, a-t-elle continué sa route vers la Meuse ?

Le problème était simple ; nous devons dire même que, théoriquement tout au moins il semble de résolution facile : recouper vers l'ouest, à une quinzaine de kilomètres de la place de Metz toutes les routes allant vers la Meuse. Si sur aucune on ne trouvait trace de passage de troupes, on avait la certitude qu'une armée de la force de l'armée française, n'avait pas continué la retraite sur Verdun et qu'elle était encore à Metz.

Or, quand après une grande randonnée, la 5^e division de cavalerie prend son bivouac autour de Puxieux, elle a pour tout renseignement qu'on a trouvé des cavaliers à Mars-la-Tour, d'autres à Jarny et qu'on a vu à Rezonville un campement qu'on évalue à 20.000 hommes.

Pareil renseignement ne peut avoir aucune influence sur les décisions du commandement.

Une exploration du même genre, typique elle aussi, et que nous avons détaillée ci-dessus est celle de la 4^e division de cavalerie, le 5 août, après le combat de Wissembourg.

On a dit que cette reconnaissance avait dévoilé la situation. Il eût mieux valu dire qu'elle l'avait « éclairée ».

Elle avait bien annoncé, en effet, qu'il y avait des troupes françaises sur la rive droite de la Sauer, vers Wœrth, mais elle avait cru que la forêt de Haguenau en cachait beaucoup.

Et cela est si vrai que le prince royal, fort perplexe, le soir, fait faire, à ses corps, face dans les deux sens, l'ouest et le sud et se propose de ne pas bouger, le 6, avant de savoir ce qu'il a autour de lui. Et c'est le 6 que se livre la bataille de Frœschwiller.

Les reconnaissances « mixtes », et nous en avons détaillé un certain nombre, sont certainement des moyens d'éclaircissement sûrs. Nous n'avons pas à revenir sur ce sujet si ce n'est pour bien établir, et les faits le font ressortir, que c'est souvent, pour ne pas dire « toujours », un éclaircissement tardif amené par le contact et auquel il faut être prêt à parer sans délai.

C'est en somme le plus simple des moyens techniques et celui qui doit assurer les meilleurs résultats.

Nul doute que la prochaine guerre ne soit émaillée de continues reconnaissances.

Avec nos grands moyens matériels de destruction, c'est la reconnaissance préalable de ce que l'on a autour de soi qui sera la « caractéristique » de la mise en mouvement des troupes, comme le sera, dans un ordre tactique plus élevé, la masse de couverture indispensable entre l'ennemi et soi.

QUATRIÈME PARTIE

CANTONNEMENTS ET BIVOUACS

Faut-il cantonner ? Faut-il bivouaquer ? C'est un sujet sur lequel on a discuté et rediscuté sans qu'une conviction bien entière se fît dans les idées des partisans de l'un et l'autre moyen de stationnement.

Il n'y a pas lieu de revenir sur ces discussions autrement qu'en remémorant les idées d'avantages et d'inconvénients attachés à l'un et l'autre mode d'arrêt des troupes.

« Pendant, dit-on dans un récit de la guerre de 1870-1871 dans le bassin de la Loire (1), pendant que nous souffrions toutes les misères dans nos bivouacs, l'ennemi cantonnait dans les villages et ses hommes étaient toujours reposés et dispos.

« Mais, dira-t-on, pourquoi alors n'avoir pas cantonné comme lui ? parce que hélas ! à la guerre rien ne s'improvise. Pour cantonner des troupes sans craindre qu'elles ne soient perdues à la première alerte, il faut qu'elles soient disciplinées, habituées à se caser chez l'habitant, à se réunir au pre-

(1) *Campagne de 1870-71. Orléans*, par M. le général Martin des Pallières. Le général avec une division mixte (la 1^{re} du 15^e corps) division qui fut portée au cours des événements à près de 30.000 hommes avec 40 pièces et 750 chevaux était chargé de couvrir le flanc droit de l'armée de la Loire, étendue de Blois à Salbris ; puis lorsqu'on se décida à passer sur la rive droite de la Loire et à attaquer Orléans par l'ouest, il devait faire autour de cette ville un mouvement enveloppant pour fermer, si c'était possible, la retraite aux Allemands.

Le général passa le 8 novembre la Loire à Sully. Le 9 il passa le canal d'Orléans et en arrivant à Trainou entendit la canonnade de Coulmiers. Sa première pensée fut de se porter sur Artenay, mais il n'avait aucun renseignement et s'en tenant aux ordres reçus il gagna Fleury où sa colonne arriva le soir.

Ce fait est à citer comme une des belles marches exécutées par de grosses colonnes. La division fit, le 9, d'une seule traite, 44 kilomètres, en 14 heures, l'ordre était d'être à Fleury le 10, on avançait de 24 heures.

mier signal, à conserver leur ordre. En un mot, à cette chose si simple en apparence, il faut une préparation sous peine d'un désastre (1). »

Telles étaient les idées du temps. L'expérience, nous ne l'avions jamais faite nulle part, l'habitude de réunir chaque soir tout son monde, autour de soi, quelque temps qu'il fût, était passée dans le « sang », on ne comprenait pas la guerre autrement.

Il ne faut donc pas s'étonner que les généraux ne voulussent à aucun prix du cantonnement. Le général en chef, plus que tout autre, était intraitable sur ce sujet : « Nos troupes, disait-il sans cesse à ceux qui émettaient timidement l'avis qu'on pourrait bien s'installer dans les localités de la Loire, nos troupes ne peuvent pas cantonner et ne le veulent pas. »

Aujourd'hui un grand courant s'est élevé contre cette opinion. On ne veut plus admettre le danger du cantonnement : comparé au bivouac d'autrefois, il n'a que des vertus. Il n'est pas seulement un moyen d'abri, de repos, de soulagement, il est devenu un moyen tactique de mouvement.

Avec le cantonnement, dit-on, on garde des profondeurs, on se réserve des marches régulières et sans à-coup, on facilite les manœuvres qui deviennent impossibles avec le tassement d'autrefois de tous nos régiments sur d'étroits espaces, sous la tente-abri.

On a fait dire bien des choses à Napoléon, on a exhumé un certain nombre de notes ou d'observations envoyées à Berthier, tendant à faire supposer, entr'autres choses, qu'il n'aimait pas le cantonnement, et même le redoutait. C'est tirer de quelques phrases de mauvaise humeur une idée peut-être exagérée.

Napoléon avait souvent la dictée dure, incisive; au sujet des subsistances nous le ferons ressortir.

De ce qu'un jour, dans un moment de tension nerveuse, il aurait dit : « Ne me parlez pas des subsistances, on s'arrange

(1) Nous ne donnons que la substance de l'idée si juste du général.

toujours, » on a voulu conclure qu'il ne s'y intéressait pas. Et cependant la question des subsistances était, ses instructions, ou au moins celles qui nous en restent, le prouvent surabondamment, sa constante préoccupation. Et avec quel art et quelle énergie il luttait contre la paresse des uns, l'indifférence des autres.

Mais c'était avant tout un marcheur et le succès pour lui était dans la mobilité; quoi d'étonnant alors qu'il eût dit « ne me parlez pas des subsistances » allons de l'avant d'abord et puis on s'arrangera.

Quoi d'étonnant aussi qu'avec un principe aussi assis il ne trouvât pas dans le cantonnement l'idéal du stationnement. La rapidité et le secret étaient la base de ses combinaisons stratégiques et tactiques. En dispersant son monde dans les cantonnements il craignait de nuire à la rapidité, car il faut bien se pénétrer de ceci : c'est que dans les guerres de la Révolution et de l'Empire le réseau routier était loin de ce qu'il est devenu de nos jours, les agglomérations habitées étaient moins nombreuses et moins bien reliées.

Il craignait aussi que l'espionnage contre lui ne fût facilité.

« On ne saura donc jamais servir dans mon armée! écrit-il au major général. Je vois d'un cantonnement à l'autre des allées et venues continuelles. L'ennemi sait tout ce que je fais, et moi je ne sais rien de lui. Ecrivez que je ne veux pas qu'un lièvre sorte du cantonnement ou y entre sans que j'en sois avisé. »

Il est parfaitement vrai, et on le lui a reproché souvent, que, lorsqu'il conduisit la Grande Armée, en 1812, de la Vistule au Niémen, il la fit bivouaquer, quoiqu'il eût pu, dans une certaine mesure, faire autrement. Il lui en coûta des entrées aux ambulances et hôpitaux hors de toute proportion.

Pour le comprendre, il faut se reporter par l'imagination à ce qu'était cette Grande Armée composée non pas seulement de Français, mais des contingents de toute la confédération germanique, pillards, maraudeurs indisciplinés.

Il n'y avait qu'un moyen de diminuer ces goûts de maraude, de pression sur les habitants, c'était d'éviter les localités, de coucher en plein air, quelque mal outillé que l'on fût pour cela.

En fait, sous le premier Empire, on aimait le bivouac en

opérations, et on ne recourait au cantonnement que lorsque la marche était suspendue. Cavaliers, fantassins subissaient la même loi. Les nombreux ordres qui nous restent sur ce sujet font du reste ressortir que le cantonnement n'était pas chose facile, qu'on se laissait volontiers aller à empiéter les uns sur les autres et qu'il fallait entrer dans d'infinis détails pour mettre chacun à sa place.

Bref on se méfiait du cantonnement; une installation dans les localités donnait lieu à quantité d'instructions et de recommandations écrites et verbales. D'installation au bivouac on s'occupait à peine. On arrêtait les colonnes et chacun s'arrangeait comme il pouvait au point où il se trouvait.

Ce qui domine à la guerre, avant tout, par-dessus tout, c'est le besoin de sécurité : sécurité en station, sécurité en marche, c'est l'idéal à atteindre.

Celui qui commande et qui sait obtenir cette sécurité pourra avoir des succès, il n'aura jamais de revers très sérieux.

Seulement, disposer cette sécurité, n'est pas toujours un acte facile.

On a dit, et avec raison, qu'à la guerre il faut être toujours prêt à se battre et à marcher. Mais cette situation de préparation continuelle est une fatigue à laquelle il faut de temps à autre une détente. Cette détente, c'est le repos dans une tranquillité relative.

Le raisonnement d'un chef qui a à choisir entre le cantonnement et le bivouac doit, avant tout, s'établir sur la nécessité de mettre de son mieux l'équilibre dans la situation où il se trouve, entre la dépense de force et la détente à donner à cette dépense.

Le cantonnement, c'est l'agglomération mais par petites unités. Hommes et chevaux sont à l'abri si le temps est mauvais; vivent relativement mieux qu'au bivouac, mais le chef n'a jamais son monde tout prêt, sous la main. Il y a bien autour de lui un réseau d'avant-postes; mais ce réseau est grand, étendu, demande l'emploi d'une bonne partie des effectifs et n'est jamais assez serré pour que l'on n'ait quelques inquiétudes.

Le bivouac, c'est aussi l'agglomération mais une agglomération par grosses unités. On voit son monde, on l'a autour de

soi, mais il est dans la boue s'il pleut, dans la neige si c'est en hiver, et il perd « en réparation de forces, ce qu'il gagne en tranquillité ; car avec un service d'avant-postes analogue à celui du cantonnement, mais naturellement moins étendu, on doit arriver à un resserrement qui bannit à peu près les inquiétudes » (1).

Bref, si l'on peut formuler, il faut dire : *Cantonnez quand*

(1) L'histoire militaire n'est pas sans citer nombre de bivouacs qui ont été surpris par l'ennemi, mais on ne saurait en déduire que l'on soit moins tranquille au bivouac qu'au cantonnement.

Il est évident que, si l'on ne se garde pas, le bivouac est fort dangereux, et, en fait, toutes les surprises célèbres ont eu pour cause le manque d'avant-postes.

En 1813, le soir de Lutzen, la division Compans néglige de se couvrir, croyant l'ennemi en pleine retraite. Elle est chargée et envahie dans son bivouac par quelques escadrons lancés à l'aventure et mise en désordre complet. Un de ses régiments, le 37^e de légère, est bousculé et à demi-détruit.

En 1814, le soir de Laon, le corps de Marmont est envahi dans son bivouac (à Athies) par la cavalerie prussienne. Il était 11 heures environ. Il est mis en déroute, a 1.500 tués ou blessés ; 45 canons, 130 caissons, 2.500 hommes restent aux mains de l'ennemi. On avait négligé toute précaution.

En 1870, le 5^e corps français arrive le matin à Beaumont et établit son bivouac. On oublie les règles les plus élémentaires de prudence. On ne tient même pas compte des nouvelles que des paysans apportent en courant. A 11 heures du matin les batteries allemandes peuvent, à quelques centaines de mètres de l'agglomération, ouvrir le feu sur ces troupes en pleine sécurité. On sait ce que fut ce combat de désordre où le 5^e corps laissa ses meilleurs fantassins et ses plus intrépides cavaliers.

L'histoire enregistre certainement moins de surprises de cantonnement, par la raison fort simple que le cantonnement était l'exception.

En 1806, après la bataille de Pultusk, la grande armée prit ses cantonnements à Elbing, Graudenz, Mlawa, Varsovie. Le général Bennigsen, profitant du peu de surveillance des avant-postes, se jeta sur les cantonnements de Elbing-Graudenz (Bernadotte) et sans le sanglant combat de Mohrungen il eût détruit toute la gauche française.

En 1807, après Eylau, l'hiver était si rude que les Français durent cantonner dans les villages de la Passarge, mais Napoléon en était si inquiet que, dès qu'il le put, il prescrivit de quitter les localités et d'aller s'établir en avant derrière des fortifications improvisées. Bien lui en prit, car au commencement de juin Bennigsen se jeta sur les cantonnements de Ney qui était en avant, comme couverture, et aurait mis le corps de Ney et peut-être l'armée en désordre sans cette précaution.

En 1812, lorsque les Français prirent leurs quartiers à Moscou et environs, ils furent couverts par le corps de Murat installé à Winkowo. Les mesures de précaution et de sûreté les plus indispensables furent oubliées, et le 18 octobre les cantonnements furent attaqués et le corps si compromis qu'il abandonna trente-huit canons.

En 1815, les alliés (Anglais et Prussiens) se gardaient si mal en Belgique que

vous le pourrez, quand après avoir bien pesé la situation et de lieu et de temps et d'action possible de l'ennemi, vous penserez que la somme de tranquillité possible sera plus grande que la somme d'inquiétude à avoir. Bivouaquez si vous jugez que la somme d'inquiétude sera plus grande que la somme de tranquillité.

Lorsque la guerre de 1870 éclata, les Allemands avaient au sujet du cantonnement des idées très arrêtées. Ces idées sont en quelque sorte résumées dans les considérations générales de leur règlement sur la matière.

« Un cantonnement, dit ce règlement, même dans les localités les plus misérables, doit toujours être préféré, dans l'intérêt de la santé des troupes, au bivouac en plein champ; car abritées contre les intempéries, celles-ci peuvent utiliser les ressources en vivres des localités, mieux préparer leur repas et remettre en état leur équipement et leur habillement.

» Si la proximité de l'ennemi, la concentration des troupes, le défaut de lieux habités ne permettent plus de cantonner complètement les troupes, on peut cependant en employant les cantonnements-bivouacs conserver les troupes aussi complètement dans la main qu'au bivouac ordinaire, tout en les ménageant davantage.

» Au contact de l'ennemi, si par suite de considérations tactiques on est absolument obligé de passer la nuit sur un terrain déterminé, si le manque de villages empêche, par la force même des choses, de cantonner, on installe les troupes au bivouac.

» Les mesures à prendre dans les cantonnements et bivouacs, soit pour le service intérieur des troupes, soit pour la sûreté extérieure, sont déterminées d'après les circonstances.

» Il y a toute une graduation, depuis le simple gîte d'étape

nos troupes étaient à 6 kilomètres d'eux sans qu'ils s'en doutassent. Avec un peu plus de décision de nos maréchaux ils eussent été fort maltraités.

En 1870, le général Maurandy avec une forte brigade de deux régiments et plusieurs batteries vint cantonner à Chambord. On négligea le service de sûreté tellement que quelques compagnies allemandes se jetèrent sans tirer sur le château et mirent au milieu des occupants une telle panique qu'ils s'enfuirent abandonnant toute une batterie. Nombre d'officiers et de soldats furent faits prisonniers.

loin de l'ennemi jusqu'au cantonnement-bivouac resserré, occupé par de grosses masses de troupes, avec un grand développement de mesures de sûreté, ou le bivouac général de toutes les troupes sur des positions choisies avant et après le combat. »

Nous allons suivre, autant que le permettent les renseignements « possibles à recueillir » les divers corps des armées allemandes, dans quelques-uns de leurs trajets. On jugera combien il y a loin souvent des intentions à leur exécution.

1^{re} armée.

Cette armée se composait de trois corps et de deux divisions de cavalerie : I^{er}, VII^e et VIII^e corps, 1^{re} et 3^e divisions.

Les VII^e et VIII^e corps furent les premiers prêts de l'armée allemande.

Les quatre divisions dont ils se composaient indiquent comme centres de cantonnement :

Le 31 juillet : Trèves, Bitburg, Birkenfeld, Wadern, Wittlich ;

Le 1^{er} août : Trèves, Wadern, Bitburg, Neunkirchen ;

Le 2 août : Sarrebourg, Zerf, Wadern, Lebach ;

Le 3 août : Merzig, Losheim, Lebach, Heussweiler ;

Le 4 et le 5 août : Bettingen, Lebach, Tholey, Steinweiler ;

Le 6 août : Rosselle, Stiring, Mergweiler, Saint-Johann ;

(Ces corps avaient livré ce jour-là le combat de Spickeren, surtout le VII^e corps) (1).

Le 7 août : Forbach, Stiring, Mallstadt, Dratzug ;

Le 8 et le 9 août ; Rosselle, Forbach, Spickeren ;

Le 10 et le 11 août : Carting, Lauterbach ;

Le 12 août : Marange, Niedervisse, Boucheporn ;

Le 13 août : Pange, Domangeville, Biouville, Varize ;

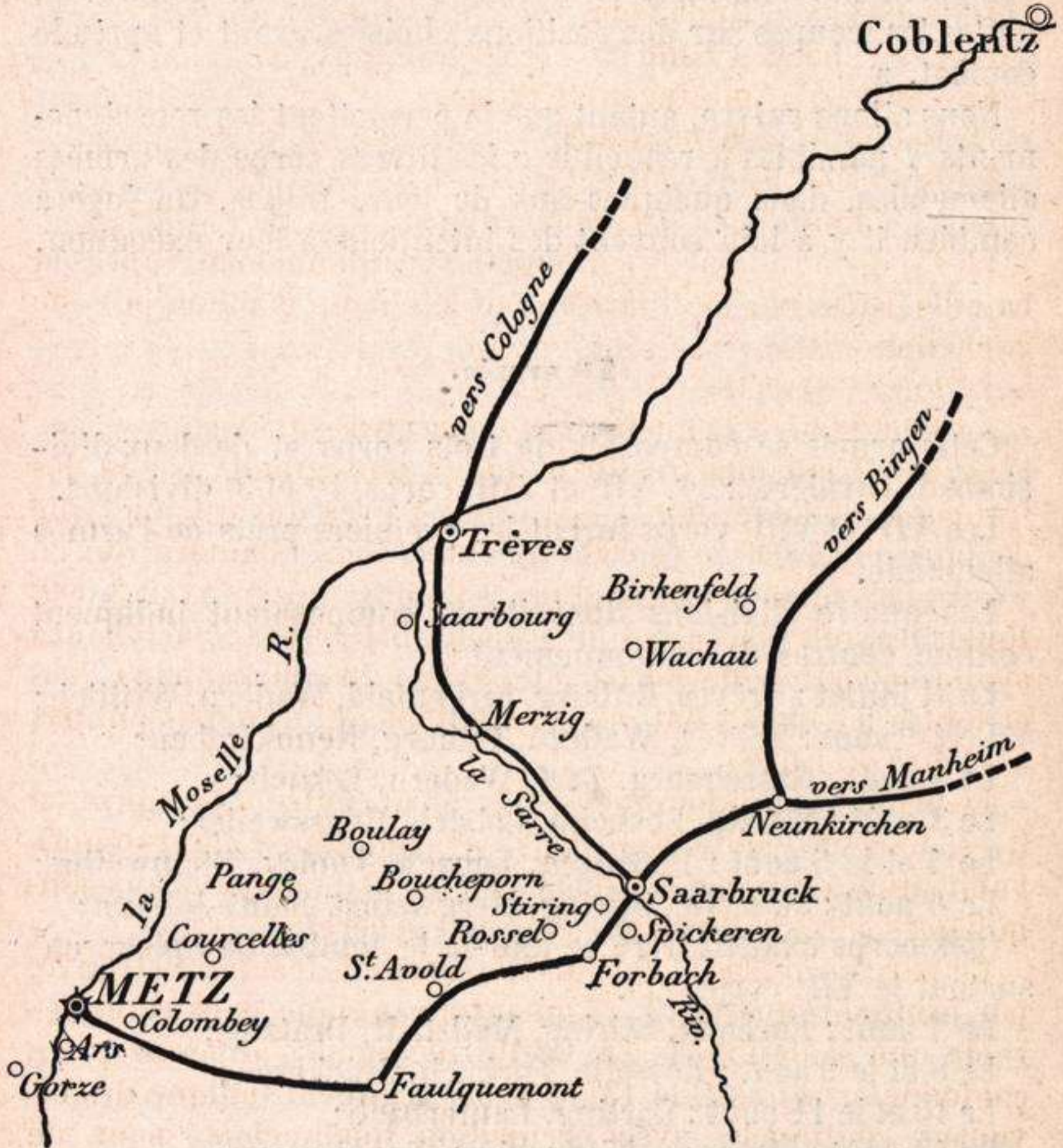
Le 14 août : Colombey, Biouville, Varize.

(Le VII^e corps assiste ce jour à la bataille de Borny, et couche sur le champ de bataille) (2).

(1) Le VII^e corps eut à Spickeren 2.400 hommes hors de combat ; le VIII^e, 450 environ.

(2) Le VII^e corps eut, à Borny, 2.850 tués ou blessés.

Le 15 août : Pange, Courcelles, Buchy, Chesny, Frontigny;
 Le 16 août : Pommerieux, Sillegny, Marieulles (1);



MARCHE DE LA 1^{re} ARMÉE ALLEMANDE DU 31 JUILLET AU 17 AOÛT.
 (SERVICE DES SUBSISTANCES; CANTONNEMENT.)

Le 17 août : Gorze, Ars, Vaux.

(1) Le VIII^e corps seul paraît à la bataille de Rezonville, où il perd un millier d'hommes environ.

Le I^{er} corps n'avait commencé sa concentration que le 3 août, à Kaiserslautern (1). On le trouve :

Le 5, à Birkenfeld, Kaiserslautern ;

Le 6, à Tholey, Ramstein ;

Le 7, à Lebach et Sand ;

Le 8 et le 9, à Volklingen, Styring ;

Le 10 et le 11, à Kreuzwald ;

Le 12, à Halling et Boulay ;

Le 13, à Courcelles et Landonvillers ;

Le 14, il est ramené le soir dans ses cantonnements après la bataille de Borny, où il laissait sur le champ d'action près de 2.900 hommes ;

Le 15, à Courcelles ;

Le 16 et le 17, à Laquenexy et Courcelles-sur-Nied.

Ce détail fait bien ressortir que la plus grande partie des troupes a dû bivouaquer. Car, sauf Trèves qui est une ville de plus de 17.000 à 18.000 habitants, Kaiserslautern qui en avait alors 6.500 au maximum et Boulay qui en avait 3.000, toutes les autres localités citées sont fort petites : Sarrebourg avait 1.560 habitants, Forbach 1.100 ou 1.200, Birkenfeld 1.000, et toutes les autres ont des populations qui ne dépassent pas le chiffre de 1.000.

Le principe qui domine est d'être concentré à tout prix, et il est hors de doute que, dans ces conditions, étant donnée l'obligation de céder les maisons aux états-majors, aux ambulances, etc., le bivouac a été l'état général.

En parcourant les historiques des corps de troupe, on trouve, par exemple, que le 13^e régiment a cantonné dans cette période une seule fois, le 12. Le 15^e régiment n'annonce qu'un cantonnement aussi, le 13, et le 55^e régiment indique des bivouacs continuels, avec occupation quelquefois, pour de grosses fractions entassées, de quelques granges et maisons.

Les 1^{re} et 3^e divisions de cavalerie, rattachées à la I^{re} armée, sont dans les mêmes conditions que l'infanterie.

(1) Le I^{er} corps ne fit partie de la I^{re} armée que le 5 août. La 1^{re} division de cavalerie lui fut adjointe le 4.

Leur débarquement s'était opéré successivement à Birkenfeld, du 3 au 7 août (1).

Les fractions débarquées avaient été poussées peu à peu vers la frontière, savoir : La 1^{re} division par Lebach; — la 3^e division par Lebach-Saint-Wendel-Fraulautern.

Le 8 août elles se trouvent : La 1^{re} division à Saint-Johann; — la 3^e division à Derlen. Puis elles poussent successivement : La 1^{re} sur Ludweiler le 11, Raville le 12, Pontoy le 13, Courcelles-sur-Nied le 15, Fey le 16 et Corny le 17; — la 3^e sur Uberher le 11, Bettange le 12, Vryren du 13 au 15, Mécleuves le 16 et le 17.

Dans toute cette période, le cantonnement n'est jamais indiqué pour les régiments de ces deux divisions, par exemple :

Le 4^e uhlands débarque le 7 août à Birkenfeld après deux jours de chemin de fer, fait 20 kilomètres le jour même, bivouaque, repart le lendemain 8, fait 57 kilomètres jusqu'à Saint-Jean et y bivouaque de nouveau. Bivouac ininterrompu pendant onze jours.

Le 7^e uhlands ne fait pas ressortir de journées de cantonnement.

Le 8^e uhlands reste aussi durant cette période au bivouac, sauf le 11 où le cantonnement peut être pris par les deux escadrons les plus fatigués.

Le 9^e uhlands bivouaque du 8 au 18 d'après son historique. Marches très longues et fatigantes. Ainsi le 11 il entre sur le territoire français à 8 heures du soir et ne gagne son bivouac qu'à 12 ou 15 kilomètres de là.

Le 12^e uhlands est dans les mêmes conditions. La disposition des colonnes amène souvent ces régiments de cavalerie à marcher la nuit. Ainsi, ce régiment marche toute la nuit du 11 au 12, de 6 heures du soir à 6 heures du matin, pour aller de Geislautern à Raville par Ludweiler.

Dans la soirée du 15, il reçoit aussi l'ordre de se rendre à Courcelles-sur-Nied, où il n'arrive qu'à minuit. Nulle part il n'indique autre chose que le bivouac pour ses hommes et ses chevaux.

(1) Au 1^{er} août, la 7^e brigade de cavalerie seule était à Trèves avec la 13^e division.

II^e armée.

Cette armée, on le sait, se composait de 6 corps (II^e, III^e, IV^e, IX^e, X^e et XII^e) plus la garde, avec quatre divisions de cavalerie y compris celle de la garde (5^e, 6^e et Saxons).

Sa concentration très rapide et très remarquable ne fut terminée que le 4 août. Jusqu'à ce moment les chemins de fer amenaient chaque jour des troupes (1).

A cette date du 4 août, on trouve : les divisions du III^e corps à Waldmohr et Cüsel; — celles du IV^e à Mühlbach et Konigsbruchhof; — celles du IX^e à Rockenhausen et Münchweiler; — celles du X^e à Lauterecken et Meisenheim; — celles du XII^e à Goltheim.

Le 5 août : le III^e corps occupe Neunkirchen, Saint-Wendel; — le IV^e, Hombourg, Zweibrücken; — le IX^e, Otterberg; — le X^e, Cüsel-Altenglan; — le XII^e, Münchweiler-Enkenbach; — la garde est à Kaiserslautern-Landstuhl.

Le 6 août : le III^e corps est à Spickeren-Neunkirchen (ce jour-là, trois régiments de ce corps sont engagés sur le Gifert-Wald, où ils subissent une perte de plus de 2.000 hommes); — le IV^e corps est à Zweibrücken; — le IX^e à Landstuhl; — le X^e à Waldmohr; — le XII^e à Kaiserslautern. La garde prussienne à Hombourg.

Le 7 août, les corps occupent : le III^e Sarrebruck-Galgenberg (au bivouac); — le IV^e, Volmünster; — le IX^e, Bexbach; — le X^e, Saint-Ingbert; — le XII^e, Hombourg; — la garde, Assweiler.

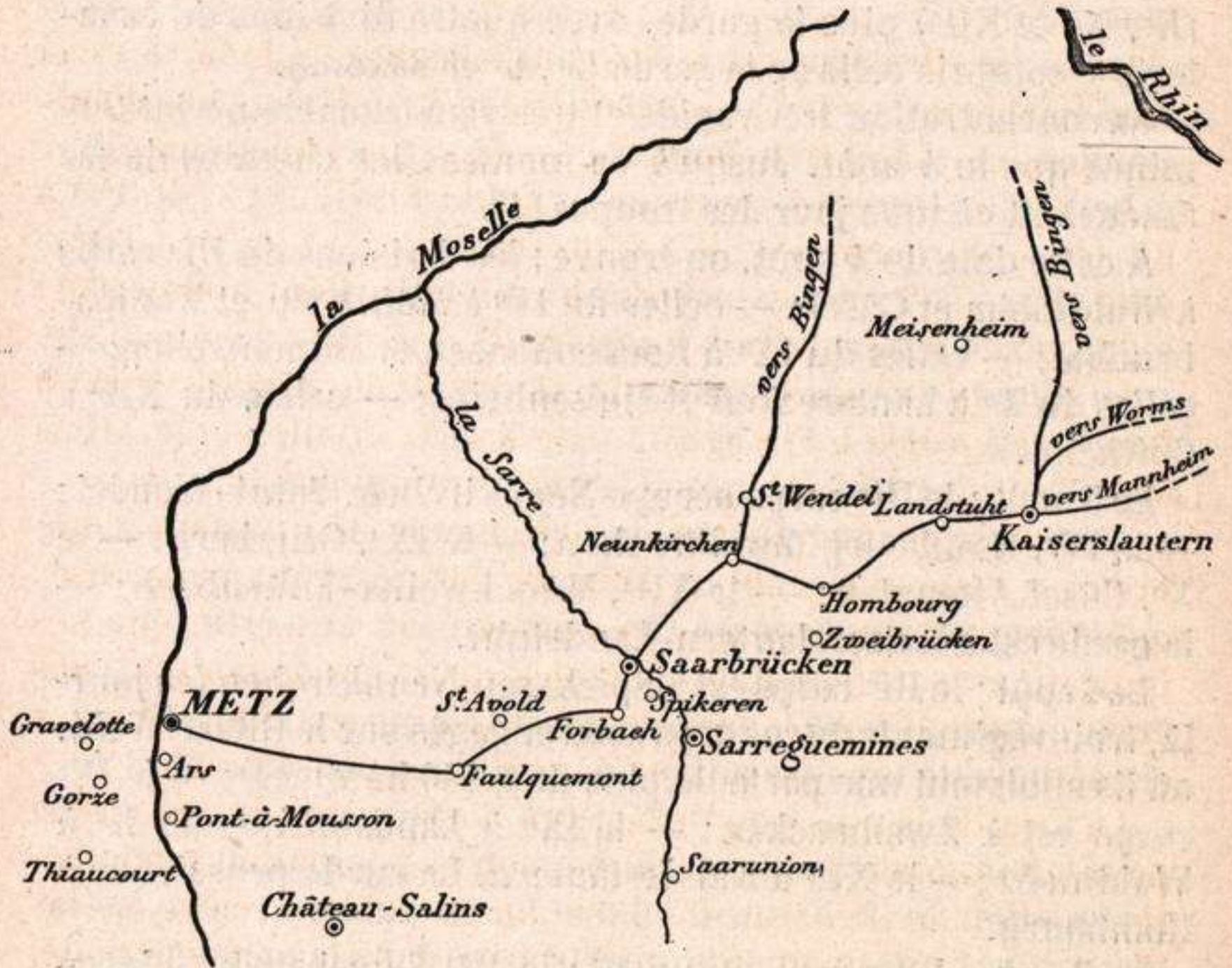
Le 8 : le III^e, Sarrebruck et Forbach; — le IV^e, Rosbach et Lorentzen; — le IX^e, Bexbach; — le X^e, Sarreguemines; le XII^e, Hombourg; — la garde, Rederching.

Le 9 : le III^e, Forbach-Saint-Avold; — le IV^e, Lorentzen; —

(1) Il faut excepter le II^e corps dont le débarquement à Neunkirchen ne commença que le 9 août, et qu'on retrouve le 17 à Pont-à-Mousson. Ce corps avait été laissé dans les provinces maritimes pour parer à un débarquement de troupes ennemies si les Français avaient risqué une démonstration sur les côtes.

le IX^e, Saint-Ingbert; — le X^e, Sarreguemines; — le XII^e, Habkirchen; — la garde, Gross-Rederching.

Le 10 : le III^e à est Saint-Avold; — le IV^e, à Sarre-Union; —



MARCHE DE LA II^e ARMÉE ALLEMANDE DU 4 AU 17 AOUT.

le IX^e, à Sarrebruck; — le X^e, à Putteltange; — le XII^e, à Habkirchen; — la garde à Sarralbe.

Le 11 : le III^e corps est à Faulquemont; — le IV^e, à Habkirchen; — le IX^e, à Forbach; — le X^e, à Hellimer; — le XII^e, à Sarreguemines; — la garde, à Guiblanche.

Le 12 au soir on trouve : le III^e corps à Faulquemont; — le IV^e à Münster; — le IX^e à Saint-Avold, Longeville; — le X^e à Delme et Landroff; — le XII^e à Host et Burst; — la garde à Morhange.

Le 13 : le III^e corps à Buchy-Béchy; — le IV^e à Château-Sa-

lins ; — le IX^e à Herny ; — le X^e à Delme et Pont-à-Mousson ; — le XII^e à Chemery ; — la garde à Lemoncourt.

Le 14 : le III^e corps à Vigny-Louvigny ; — le IV^e à Arman-court ; — Malancourt ; — le IX^e à Buchy et Bechy ; — le X^e à Pont-à-Mousson ; — le XII^e à Solgne ; — la garde à Sivry-Dieulouard.

Le 15 : le III^e corps est à Nouveaux, Pagny ; — le IV^e à Custine-Marbache ; — le IX^e à Verny ; — le X^e à Thiaucourt-Pont-à-Mousson ; — le XII^e à Nomény ; — la garde à Dieulouard.

Le 16 : le III^e corps à Saint-Arnould-Flavigny ; — le IV^e à Rovières-Marbache ; — le IX^e à Arnaville ; — le X^e à Tronville, Mars-la-Tour ; — le XII^e à Régnieville, Pont-à-Mousson ; — la garde à Bernecourt-Bouconville (1).

Le 17 : le III^e corps est à Buxières, Vionville ; — le IV^e à Boucq ; — le IX^e à Flavigny ; — le X^e à Tronville ; — le XII^e à Mars-la-Tour et Puxieux ; — la garde à Hannonville.

Le simple examen de ces emplacements de divisions nombreuses, n'ayant pas encore subi de pertes, ayant par conséquent leur presque maximum d'effectif fait ressortir que ces indications sont surtout celles des quartiers généraux, des états-majors et des troupes non endivisionnées. Sauf de rares exceptions, le bivouac autour des localités était la règle.

La localité la plus peuplée était Sarreguemines ; encore la population totale de la commune, non la population agglomérée, n'était en 1870 que de 6.000 âmes, et si on relève les tableaux des cantonnements, on y trouve, dans la même période, non seulement un corps d'armée tout entier, mais le grand quartier général de l'armée, et l'on sait ce que ce grand quartier entraîne de personnel.

Sarrebruck avec une population de 7.000 âmes ; Zweibrücken avec une population égale ; Pont-à-Mousson avec un peu plus de 8.000 habitants, sont dans une situation analogue et servent de point de réunion à de gros états-majors.

Les troupes n'ont donc dû que très rarement avoir place au

(1) Dans cette journée du 16, bataille de Rezonville, les X^e, III^e et IX^e corps sont engagés en tout ou en partie. Le X^e y perd plus de 5.000 hommes, le III^e près de 7.000 ; le IX^e corps plus de 1.200.

cantonnement et encore à un cantonnement d'alarme, très serré.

Hombourg, Stiring, Sarre-Union, Puttelange, Saint-Avold, Sarralbe, Boulay, Nomény, sont de petites villes où la population oscille entre 2.000 et 3.500 habitants.

Faulquemont, Thiaucourt, Verny sont des bourgades de 1.500 âmes. Les autres points cités n'étaient pas même rangés alors dans la liste des communes.

Les historiques de la garde prussienne, qui a dû être — nous le devons supposer — une des troupes les mieux casées, renseignent ainsi qu'il suit.

1^{re} division. — Le 1^{er} régiment bivouaque le 4 août à Hardenberg et, de cette date au 18, n'indique pas un jour de cantonnement excepté le 11 août, où il est entassé dans le village de Kirbach.

Les 2^e, 3^e et 4^e régiments sont dans le même cas et annoncent à peu près chaque jour un bataillon en cantonnement serré et deux au bivouac.

Les deux régiments de fusiliers et le régiment de hussards divisionnaires paraissent les mieux traités et ont pu cantonner quelquefois.

2^e division. — Le 1^{er} régiment, du 4 août (à Standenbühl) au 18, bivouaque à peu près chaque jour.

Le 2^e régiment est dans les mêmes conditions, sauf les journées du 12 au 16, où il peut faire cantonner un bataillon.

Le 3^e n'indique aussi que de loin en loin la possibilité d'avoir eu un bataillon en cantonnement serré.

Le 4^e régiment est toujours au bivouac et n'annonce que trois jours, le 11, le 12 et le 14, où il a été possible de mettre en cantonnement une grande partie du corps.

Le bataillon de chasseurs n'indique de cantonnement que trois fois, le 5, le 11 et le 13. Il bivouaque tous les autres jours.

Enfin, le régiment de cavalerie divisionnaire (2^e de uhlans) est toujours au bivouac. Deux escadrons seulement ont pu être cantonnés une fois (le 13).

Les quatre divisions de cavalerie de la II^e armée se formèrent peu à peu, comme celles de la première, par une succession de débarquements qui se terminèrent à très peu près vers le 4 août.

Ce jour-là, on trouve : la 5^e division à Zweibrucken-Volklingen ; la 6^e division à Rohrbach-Neuhausel ; la division de la garde à Kaiserslautern ; la division saxonne à Goltheim.

Le 5 août, elles sont respectivement, dans l'ordre précédent : à Zweibrucken et Heusweiler, Rohrbach, Landstuh, Münchweiler.

Le 6 août, à Sarrebruck, Rohrbach, Hombourg, Kaiserslautern.

Le 7 août, à Kleinbiederstroff, Habkirchen, Sarrebruck, Annweiler, Hombourg.

Le 8, à Sarre-Union, Puttelange, Saint-Avold, Gross-Rederching, Hombourg.

Le 9, à Lorentzen, Puttelange, Saint-Avold, Gross-Rederching, Habkirchen.

Le 10, à Eschwiller, Faulquemont, Saint-Avold, Sarralbe, Habkirchen.

Le 11, à Fenestrange, Remilly, Thicourt, Bermering et Insming, Sarreguemines.

Le 12, à Bourgaltroff et Remilly, Chauville, Oron et Morhange, Host.

Le 13, à Régnieville, Jallancourt, Verny, Dieulouard, Chemery.

Le 14, à Beney, Thiaucourt, Verny, Rogéville et Dieulouard, Solgue.

Le 15, à Xouville et Suzemont, Coui-sur-Seille, Thiaucourt et Bernecourt, Nomény.

Le 16, à Ville-sur-Yron, Flavigny, Apremont, Nonsard.

Le 17, à Trouville, Buxières, Hannonville, Parfondrupt.

Le nom de ces petites localités déjà citées dans la marche du corps d'armée, montre que la cavalerie n'a pas plus cantonné que l'infanterie. Il ressort du reste de la lecture que, le plus souvent, jusqu'à la Moselle tout au moins, ses bivouacs se sont en partie confondus avec ceux du corps. La cavalerie n'apparaît détachée qu'à la bataille du 16 août (1).

(1) A la bataille du 16 août furent engagées les 5^e et 6^e divisions et la division de la garde. Elles laissèrent sur le plateau de la Ville-sur-Yron et à Vionville : la 5^e division environ 900 hommes, la 6^e entre 250 et 300, et la division de la garde 200 à 230.

Il n'y a qu'à la 5^e division qui a presque toujours les dévants que la règle du bivouac semble un peu moins absolue, mais bien peu.

Si l'on parcourt les historiques on voit que les départs au petit jour sont très fréquents, la marche lente et les arrivées de nuit plus fréquentes encore. Malgré son attraction vers ses propres colonnes d'infanterie, la cavalerie n'en fait pas moins des marches énormes.

Le 9 août, le 16^e de uhlans enregistre en vingt-quatre heures une marche de 90 kilomètres, le 7^e cuirassiers en fait une, le 8, de 97 kilomètres.

En fait, et en dépit des idées générales, l'idée de bivouac domine, sitôt que l'on pressent l'ennemi, à plus forte raison lorsque le contact est établi et qu'on s'est hâté.

Si l'on a bien parcouru les pages ci-dessus, relatives aux renseignements que l'on a le plus souvent avant et après les rencontres, on jugera qu'il n'en saurait être autrement, ces renseignements ne sont jamais de nature à permettre à un chef vigilant de prendre la responsabilité de cette sorte de décentralisation de commandement que crée le cantonnement. Ce sont des idées contre lesquelles on pourra réagir, mais dans une assez faible mesure certainement.

Comme exemples typiques tirés des historiques de la 1^{re} armée qui est celle où l'esprit offensif s'est fait le plus tôt sentir au début de la campagne :

Cette armée, on le sait, formant l'aile droite, avait reçu l'ordre au début d'être le 2 août sur la ligne : Losheim, Wadern, à hauteur de Merzig (rive droite de la Sarre).

Le 9 août au soir, le grand quartier général de l'armée, qui était passé ce jour de Mayence à Sarrebruck, expédiait l'ordre suivant :

« Les renseignements recueillis font supposer que l'ennemi s'est replié derrière la Moselle ou la Seille.

» Les trois armées prendront cette direction.

» Les routes suivantes leur sont respectivement affectées, savoir : III^e armée : les routes Sarre-Union-Dieuze et au sud ; — II^e armée : les routes Saint-Avold-Nomeny et au sud ; — I^{re} armée : les routes Sarrelouis-Boulay-les-Etangs et au sud. »

En raison de cet ordre, la 1^{re} armée recevait pour le 10 les instructions suivantes :

« Demain 10, le 1^{er} corps ira à Creuzwald, le 7^e à Carling, le 8^e à Lauterbach; la 1^{re} division de cavalerie à Ludweiler, la 3^e division à Uberheren. Toutes les troupes bivouaqueront. »

Le 6, à la fin de la journée tous les régiments engagés dans l'après-midi avaient passé la nuit sur le champ de bataille ou dans les bois avoisinants.

Le 14, après la bataille de Borny, le 7^e corps et les détachements du 1^{er} corps qui avaient pris part à l'action restèrent à Colombey, à la Planchette et dans les bois avoisinants le fusil à la main, avec défense de faire du feu et de se coucher. Les escadrons de la 1^{re} division de cavalerie passèrent la nuit sur le champ de bataille la bride au bras, pendant que l'on ramassait les blessés.

Le 16 au soir les 7^e et 8^e corps qui devaient passer la Moselle le lendemain matin bivouaquèrent sur la rive droite.

Le 17, le 7^e corps passa la nuit au bivouac le long de la route d'Ars à Gravelotte. Le 8^e corps la passa sur la route de Rezonville à Gorze.

Le 1^{er} corps qui était ce jour-là à Laquenexy et Courcelles reçut aussi l'ordre de bivouaquer pour être prêt au premier moment.

Les historiques des régiments tiennent surtout compte des marches, bien plus que des dispositions de stationnement. Il est certain qu'à la suite des grandes batailles et des capitulations, les armées allemandes agissant en pays conquis, n'ayant plus à craindre que des petits corps irréguliers, ont dû faire grand usage du cantonnement. De plus, elles vivaient sur le pays et c'était pour elles obligation de se disperser davantage. On peut se rendre compte par les tableaux suivants du plus ou moins de facilité qu'elles ont pu trouver à se cantonner et des circonstances où le cantonnement-bivouac a été nécessaire.

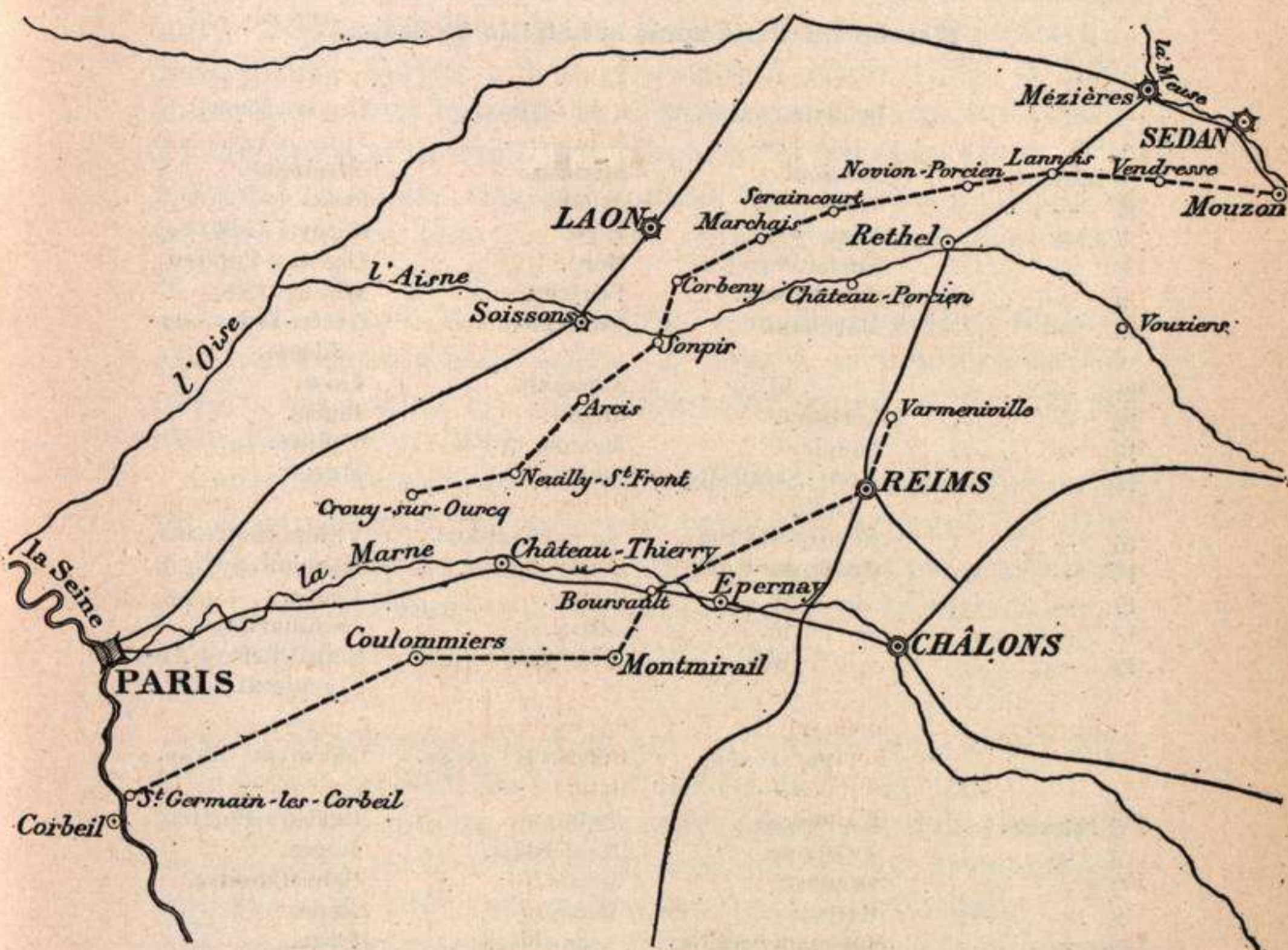
III^e Armée allemande (1).

Marche sur Paris après la bataille de Sedan.

	QUARTIER GÉNÉRAL	V ^e CORPS.	VI ^e CORPS.
5 septembre	Warmeriville.	Juniville.	Reims.
6 —	Reims.	Repos.	Repos.
7 —	id.	Sillery.	Ville-en-Tardenoi ^s
8 —	id.	Epernay.	Dormans.
9 —	Boursault.	Orbais.	Repos.
10 —	id.	Repos.	Repos.
11 —	id.	Montmirail.	Château-Thierry.
12 —	Montmirail.	Viels-Maisons.	Nogent-l'Artaud.
13 —	id.	La Ferté-Gaucher.	La Ferté-sous-Jouarre.
14 —	id.	Repos.	Meaux.
15 —	Coulommiers.	Crécy.	Repos.
16 —	id.	Tournan, Fontenoy.	Repos.
17 —	id.	Villeneuve.	Boissy, Pontault, Noiseau.
18 —	St - Germain - lès - Corbeil.	Boissy, Bièvre, Palaiseau.	Boissy, Sucy, Villeneuve, Limeil.
	II ^e BAVAROIS.	WURTEMBERGEOIS.	2 ^e DIVIS. DE CAVAL.
5 septembre	Machault.	Bazancourt.	Contréxeville.
6 —	Repos.	Repos.	Repos.
7 —	Suippes.	Reims.	Mourmelon.
8 —	Châlons.	id.	Vertus.
9 —	Vertus.	id.	Champaubert.
10 —	Sézanne.	id.	Viels-Maisons.
11 —	Repos.	id.	Repos.
12 —	Montceau-les-Provins.	id.	Rebais.
13 —	Jouy-le-Châtel.	id.	Coulommiers.
14 —	Repos.	Dormans,	Repos.
15 —	Rozoy.	Château-Thierry.	Tournan.
16 —	Moissy-Cramayel.	La Ferté-sous-Jouarre.	Brie.
17 —	Villemoisson-Corbeil.	id.	Juvisy, Athis, Villeneuve.
18 —	Massy, Wissons, Longjumeau, Montléry.	id.	Saclay, Villerat.

(1) Le XI^e corps et le I^{er} corps bavarois sont restés à Sedan jusqu'au 11. On les trouve le 15 à Epernay et Reims.

Nous relevons, dans ces tableaux, parmi les centres de grande population alors : Reims avec 56.000 à 60.000 âmes ; Châlons avec 16.000 à 20.000 ; Epernay 11.000 ; Château-Thierry 10.000 ;



MARCHE DE LA III^e ARMÉE ALLEMANDE ET DE L'ARMÉE DE LA MEUSE SUR PARIS
DU 5 AU 18 SEPTEMBRE.

Meaux de 11.000 à 12.000 ; à la suite Crécy, Coulommiers, La Ferté-sous-Jouarre, Mourmelon, avaient alors 5.000 à 6.000 âmes ; Montmirail, La Ferté-Gaucher, Dormans étaient des communes de 2.000 à 3.000 habitants, les autres avaient une population moindre oscillant de 500 à 1.500.

Armée de la Meuse.

Marche sur Paris après la bataille de Sedan.

	QUARTIER GÉNÉRAL	GARDE.	IV ^e CORPS.
5 septembre	Mouzon.	Mouzon.	Vendresse.
6 —	Vendresse.	Vendresse.	Poix.
7 —	Launoy.	Poix.	Signy-l'Abbaye.
8 —	Novion-Porcien.	Sery.	Château-Porcien.
9 —	Seraincourt.	Sévigny.	Montcornet.
10 —	Marchais.	Sissonne.	Notre - Dame - de - Liesse.
11 —	id.	Craonne.	Laon.
12 —	Corbeny.	Repos.	Repos.
13 —	Soupir.	Braine.	Veully.
14 —	Arcis-Sainte-Res- titue.	Oulchy.	Muret.
15 —	Neuilly-St-Front.	La Ferté-Milon.	Villers - Cotterets.
16 —	Crouy-sur-Ourq.	Acy.	Nanteuil.
17 —	id.	Repos.	Repos.
18 —	id.	Mitry.	Dammartin.
19 —	id.	Roissy.	Saint - Brice, Ar- genteuil.
	XII ^e CORPS.	5 ^e DIVIS. CAVAL.	6 ^e DIVIS. CAVAL.
5 septembre	La Besace.	Reims.	Château-Porcien.
6 —	Le Chêne.	Neufchâtel.	Repos.
7 —	Ecordal.	Repos.	Saint-Quentin.
8 —	Rethel.	Repos.	Repos.
9 —	Château-Porcien.	Beausieux.	Laon.
10 —	Neufchâtel.	Braine.	Repos.
11 —	Cerminy.	Repos.	Coucy.
12 —	Repos.	Muret.	Repos.
13 —	Fismes.	Villers-Cotterets.	Vic-sur-Aisne.
14 —	Feû-en-Tardenois.	Repos.	Crépy.
15 —	Moutier.	Nanteuil.	Senlis.
16 —	Ligny-sur-Ourq.	Dammartin.	Beaumont.
17 —	Repos.	Le Mesnil.	Repos.
18 —	Clayes.	Pontoise.	Chanteloup.
19 —	Chelles-Sevran.	Triel.	Id.

Dans ce tableau, parmi les centres de population nous relevons :

Comme grandes villes Reims qui avait alors 55.000 à 60.000 âmes, Saint-Quentin avec 30.000 à 32.000, puis Laon avec une population de 10.000 à 11.000 habitants; Rethel, Pontoise, Senlis avaient alors de 6.000 à 8.000 habitants.

Mouzon, La Ferté-Milon, Château-Porcien, Villers-Cotterets, Fismes, Crepy étaient des localités dont la population oscillait entre 2.000 et 3.000; Poix, Braine, Nanteuil, Dammartin, Saint-Brice, Clayes ont moyennement entre 1.500 et 2.000 âmes. Les autres localités avaient des populations inférieures à 1.000 âmes et du reste, sauf Craonne et Vic-sur-Aisne, elles n'étaient pas alors classées comme communes. C'étaient de simples bourgs plus ou moins étendus suivant la richesse agricole des contrées (1).

Jusqu'ici nous n'avons indiqué que des marches d'armée exécutées dans la belle saison. Il nous a paru intéressant de mettre aussi sous les yeux le développement d'une marche exécutée en plein hiver.

Cette fois, le cantonnement s'imposait pour ainsi dire, mais on jugera néanmoins qu'il a dû présenter souvent des difficultés, quoique les historiques des corps aient passé ces difficultés sous silence, se contentant d'indiquer le centre de rassemblement ou de groupement des unités.

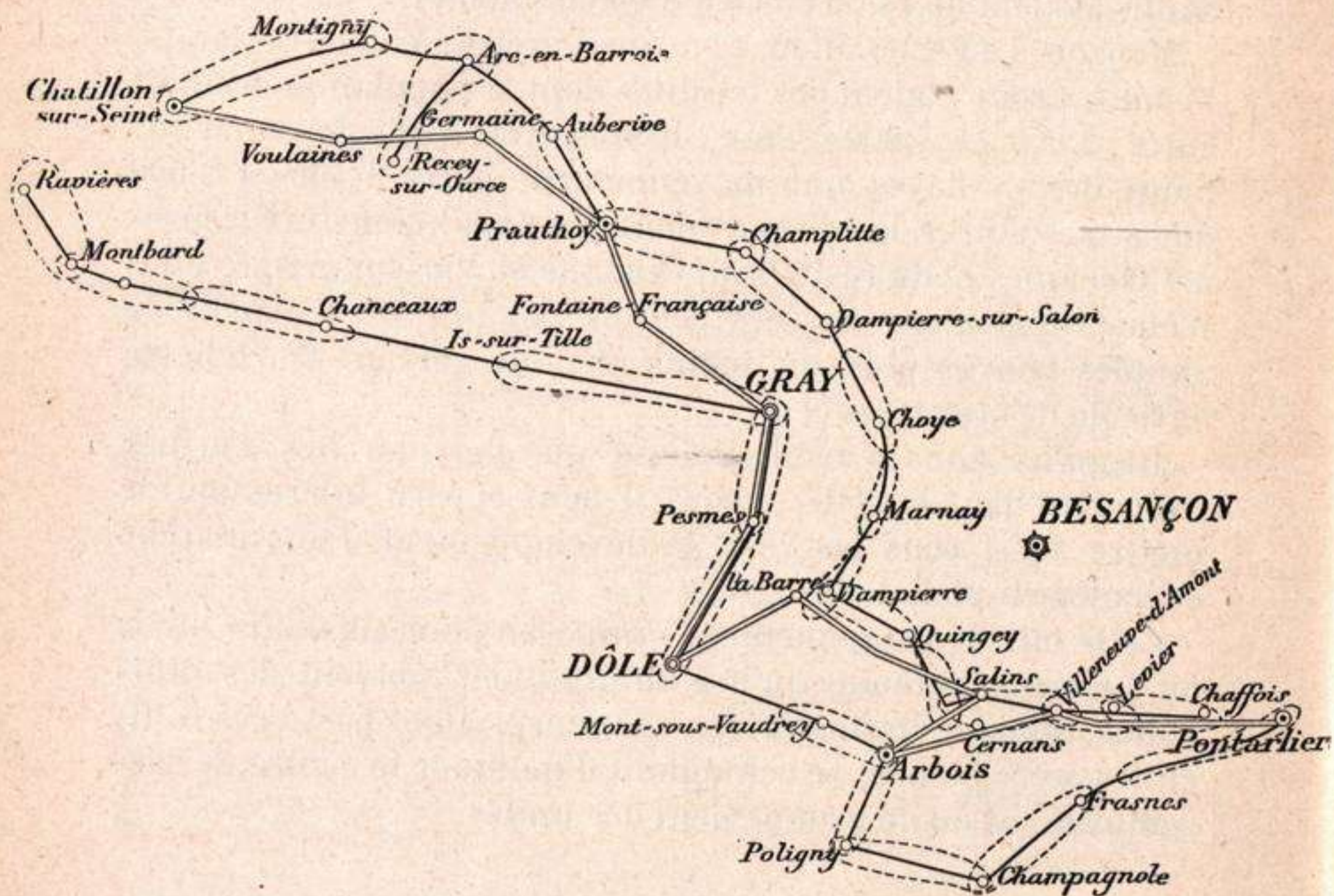
Nous avons pris, dans ce but, la marche de l'armée allemande dite du Sud, du 13 janvier 1871 au 1^{er} février.

Cette armée placée sous les ordres du général de Manteuffel se composait du II^e corps comprenant les 3^e et 4^e divisions d'infanterie et du VII^e comprenant les 13^e et 14^e divisions.

A ce groupe mené directement par le général de Manteuffel lui-même était rattaché le XIV^e corps comprenant : une division badoise de 3 brigades, une division de réserve de 2 brigades et une brigade combinée. Comme cavalerie, on avait la brigade de cavalerie badoise rattachée à sa division, et la 4^e brigade de cavalerie rattachée à la division de réserve.

(1) Par population, nous avons entendu non pas la population agglomérée de la localité citée, mais la population totale de la commune, intra et extra muros.

C'est la marche des II^e et VII^e corps que nous allons indiquer et détailler dans le tableau ci-après :



MARCHE DE L'ARMÉE ALLEMANDE DU SUD, DU 13 JANVIER AU 1^{er} FÉVRIER.

13 janvier.

Grand quartier général à Châtillon.

II ^e corps.	}	<p>4^e division : Noyers (1).</p> <p>3^e division : une brigade en avant-garde à Montbard, Ravières et Nuits-sur-Armançon; une brigade à Villaines et Fontaine.</p> <p>Artillerie de corps à Légrinces.</p> <p>Quartier général à Ancy.</p>
------------------------	---	---

(1) Une brigade du II^e corps avec 2 escadrons et 2 batteries était devant Dijon. En compensation de cette perte qui réduisait à une brigade la 4^e division, on lui avait attribué la brigade dite combinée.

VII^e corps. { 13^e division : avant-garde à Lengly ; gros à Châtillon.
 { 14^e division (1) : avant-garde à Aubepierre ; gros à Montigny,
 Veuxaulles, Boudreville.
 { Artillerie de corps à Moutliot (2).

14 janvier.

Grand quartier général à Voulaine.

II^e corps. { Cantonné de Fresnes à Montbard.
 { Une brigade à Billy-lès-Chanceaux.
 VII^e corps. { 13^e division (3) à Recey-sur-Ource.
 { 14^e division : avant-garde à Ormancey ; gros à Arc-en-Barrois.

15 janvier.

Grand quartier général à Germaine.

II^e corps. | Même disposition avec une brigade à Lamarzelle-Chanceaux (4).
 VII^e corps. { 13^e division à Auberive, avec flanc-garde de liaison à Grancey.
 { 14^e division : avant-garde à Courcelle ; gros à Chameroi.

16 janvier.

Grand quartier général à Prauthoy (5).

II^e corps. | Même disposition : la brigade ci-dessus à Diénay, Moloy.
 VII^e corps. { 13^e division : avant-garde à Dardenay ; gros à Prauthoy ; déta-
 chement de liaison à Sélongey.
 { 14^e division : avant-garde à Cohons ; gros à Chassigny-Longeau.

17 janvier.

Grand quartier général à Prauthoy.

II^e corps. { 3^e division à Is-sur-Tille (6).
 { 4^e division et artillerie de corps à Diénay, Villecomte, Vernot.
 VII^e corps. { 13^e division : avant-garde à Champlitte ; gros à Prauthoy ; déta-
 chement de liaison à Sélongey.
 { 14^e division : avant-garde à Chaudenay ; gros à Longeau.

(1) Il manquait à la 14^e division 4 bataillons, 2 batteries et ses pionniers.

(2) Il manquait à l'artillerie de corps 2 batteries.

(3) La 13^e division était reliée au II^e corps par un détachement de 2 bataillons, 1 escadron et 1 section d'artillerie.

(4) Cette brigade est la brigade dite : combinée.

(5) Le grand quartier général était en relation avec Châtillon par un service de relais. On a calculé que les dépêches envoyées étaient portées avec une vitesse moyenne de 7 kilomètres.

(6) Cantonnement accusé comme ayant été « très serré ».

18 janvier.

Même grand quartier général.

- II^e corps. } Avant-garde à Bouhain et Nantilly; gros à Thil, Is-sur-Tille, Selongey.
- VII^e corps. { 13^e division : avant-garde à Pierrecourt; gros à Champlitte.
14^e division : avant-garde à Pouison; gros à Frettes.
Artillerie de corps à Leffond.

19 janvier.

Grand quartier général à Fontaine-Française.

- II^e corps. { Avant-garde à Gray.
3^e division à Autrey.
Artillerie de corps à Saint-Seine.
4^e division à Thil-Châtel, Fontaine-Française.
- VII^e corps. { 13^e division : avant-garde à Savoyeux; gros à Dampierre.
Artillerie de corps à Champlitte.
14^e division : avant-garde à Lavoncourt; gros à Vaite (1); détachement de liaison à Véreux.

20 janvier.

Grand quartier général à Gray.

- II^e corps. { Avant-garde à Pesmes.
3^e division et artillerie de corps à Gray.
4^e division à Arc, Essertenne et Mirebeau (2).
- VII^e corps, { 13^e division : avant-garde à Choye; gros à City.
Artillerie de corps à Vellemoz.
14^e division : avant-garde à Frasne; gros à Saint-Gand (3).

21 janvier.

Grand quartier général à Pesmes.

- II^e corps. { Avant-garde à Dôle.
3^e division à Moissey.
4^e division à Aubigney et la Grande-Ségie.
Artillerie de corps à Pesmes.
- VII^e corps, { 13^e division : avant-garde à Lautenne; gros à Marnay.
Artillerie de corps à Avrigney.
14^e division à Pin-Coussey-Etez.

(1) On avait prescrit des détachements à Praugey, Frettes et Laviet, pour garder les communications.

(2) On avait laissé un détachement à Thil-Châtel, qui devait aller le lendemain à Mirebeau.

(3) Les ordres étaient de laisser tous les convois indispensables en arrière. Un détachement était à Frettes, un autre à Vaite, pour la garde de ces convois.

22 janvier.

Même quartier général.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | } | Repos (1). |
| | | Reconnaisances de l'avant-garde vers le sud jusqu'à Deschaux. |
| VII ^e corps. | } | 13 ^e division : avant-garde à Fraisans, Dampierre, Orchamps;
gros : Repos. |
| | | 14 ^e division : Repos. |
| | | Reconnaisances de l'avant-garde vers Besançon. |

23 janvier.

Grand quartier général, Dôle.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | } | Avant-garde à Vaudrey. |
| | | 3 ^e division à Dôle. |
| | | 4 ^e division de Pesmes à Dôle (1). |
| VII ^e corps. | } | 13 ^e division : avant-garde à Quingey ; gros à Byans. |
| | | 14 ^e division : avant-garde à Dannemain ; gros à Saint-Vit (2) ;
détachement de liaison à Pin. |

24 janvier.

Grand quartier général à La Barre.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | } | Avant-garde à Mouchard. |
| | | 3 ^e division à Villers-Farlay. |
| | | 4 ^e division à Vaudrey-Nevy. |
| | | Artillerie de corps à Sauvans. |
| VII ^e corps. | } | 13 ^e division : Repos. |
| | | 14 ^e division à Dampierre-Villars, Saint-Vit. |
| | | Artillerie de corps à La Barre ; détachement de liaison à Pin. |

25 janvier.

Grand quartier général à La Barre.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | } | Le II ^e corps resserre ses brigades entre Mouchard et Villers-Farlay, sur 5 kilomètres de profondeur. |
| | | 13 ^e division à Saint-Vit. |
| VII ^e corps. | } | 14 ^e division à Dampierre et Orchamps (3). |
| | | Artillerie de corps à La Barre. |

(1) Une des brigades (brigade combinée) à Pesmes, doit rester pour maintenir la communication avec Gray. Elle occupera, le 24, Pesmes-Dammartin-Frasnes et Anthume.

(2) Ce jour-là, cette division annonce des cantonnements très resserrés parce qu'on craint le voisinage de Besançon et une sortie des troupes de la place.

(3) Les cantonnements du VII^e corps ont 12 kilomètres de profondeur, mais ils sont sur la route même, très resserrés ; car il n'y a là que de très petits hameaux isolés.

26 janvier.

Même grand quartier.

- | | | |
|-------------------------|---|---|
| II ^e corps. | { | 3 ^e division à Saisénay, Salins, Ornans, Mouchard. |
| | | Artillerie de corps à Villers-Farlay. |
| | | 4 ^e division à Pont-d'Hery, Ivorg, Arbois. |
| VII ^e corps. | { | 13 ^e division à Quingey. |
| | | 14 ^e division à Saint-Vit et Dampierre. |
| | | Artillerie de corps à La Barre. |

27 janvier.

Même grand quartier.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | { | 4 ^e division à Pont-d'Hery et Audelot. |
| | | 3 ^e division et artillerie de corps à Arbois (1). |
| | | 13 ^e division à Quingey, Abbans-Charnay. |
| VII ^e corps. | { | 14 ^e division à Sainson, Courtefontaine, Foury. |
| | | Artillerie de corps à Liesle. |

28 janvier.

Grand quartier général à Ars-Pornans.

- | | | |
|-------------------------|---|---|
| II ^e corps. | { | 4 ^e division à Champagnole. |
| | | 3 ^e division à Pont-du-Navoy (une brigade à Poligny). |
| | | Artillerie de corps à Poligny. |
| VII ^e corps. | { | 13 ^e division à La Chapelle-Saissenay, Salins. |
| | | 14 ^e division : avant-garde à Livies, Sillery ; gros à Deservillers. |
| | | Artillerie de corps à Sainson, Myon, Alais. |

29 janvier.

Grand quartier général à Arbois.

- | | | |
|-------------------------|---|---|
| II ^e corps. | { | 4 ^e division à Censeau. |
| | | 3 ^e division à Nozeroy et Onglières. |
| | | Artillerie de corps à Onglières. |
| | | 1 brigade aux Planches et à Foncières-le-Bas à Poligny et Champagnoles (2). |
| VII ^e corps. | { | 13 ^e division ; entre Sept-Fontaines et Villeneuve-d'Amont. |
| | | Artillerie de corps à Déservillers. |
| | | 14 ^e division à Chaffois et Sombacourt (3). |

(1) Une brigade bivouaque au nord-ouest de Salins, à l'embranchement des routes de Salins à Mouchard et Quingey.

(2) Nombreux détachements fournis par cette brigade aux bagages et à Dôle qu'on voulait organiser défensivement.

(3) Un détachement à Salins. L'artillerie de corps n'a ce jour-là que trois batteries, les autres sont détachées.

30 janvier.

Grand quartier général à Villeneuve-d'Amont.

- | | | |
|-------------------------|---|---|
| II ^e corps. | } | Même cantonnement, sauf quelques petits détachements à Censeau et Frasne. |
| VII ^e corps. | | Même cantonnement, sauf que l'artillerie de corps va à Levices et les trains à Eternoz et Deservillers. |

31 janvier.

Même grand quartier.

- | | | |
|-------------------------|---|---|
| II ^e corps. | } | Avant-garde à Sainte-Colombe. |
| | | 1 brigade, sauf ses détachements, aux Granges-Sainte-Marie. |
| VII ^e corps. | } | 13 ^e division : avant-garde à Rengney ; gros aux Sept-Fontaines (1). |
| | | Artillerie de corps à Levices. |
| | | 14 ^e division à Dammartin, Vuillemin-la-Vrène. |

1^{er} février.

Grand quartier général à Pontarlier.

- | | | |
|-------------------------|---|--|
| II ^e corps. | } | 4 ^e division à La Cluse. |
| | | 3 ^e division à Pontarlier. |
| | | Artillerie de corps à Pontarlier (2). |
| VII ^e corps. | } | 13 ^e division à Pont-Rouge (3). |
| | | 14 ^e division et artillerie de corps à Hontaud. |

On est au cœur de l'hiver et d'un hiver très rude. Il n'est pas possible d'admettre que, dans une armée victorieuse et d'éléments organisés, on mettra, comme on l'a fait en août, « toutes les troupes au bivouac ». Mais le principe domine toujours : un peu de large lorsqu'on ne sent pas l'ennemi ; un resserrement qui a dû obliger au « cantonnement-bivouac » dès qu'on s'en rapproche ; un resserrement qui a dû maintenir au bivouac des unités entières dès qu'on sent le contact arriver.

Il semblerait résulter des renseignements recueillis après la guerre de 1870-71, que les Allemands ont cependant, sur la

(1) Un détachement de près d'une brigade à Ouhans et Saint-Gorgon.

(2) Nombreux détachements aux Granges-Sainte-Marie et au-dessus.

(3) La division a presque tout entière bivouaqué. Le pays peu peuplé n'offrait aucune ressource de cantonnement et, d'ailleurs, on avait ordre de se concentrer.

Lisaine, après les combats du 15 et du 16, fait cantonner les troupes de la défense pendant la nuit, se contentant de maintenir, en plus de leur service de sûreté réglementaire, un service incessant de patrouilles. Au jour, chacun reprenait ses positions. Cela n'a rien d'invraisemblable. La mollesse des attaques françaises, la rigueur de la température, le fossé tracé par la Lisaine devant les lignes allemandes, l'occupation des points de passage, rendaient possible ce changement aux règles. Nous ne pensons pas qu'on en puisse tirer conséquence d'une façon générale.

En ce qui concerne la partie purement didactique, les principes du cantonnement et du bivouac sont sensiblement les mêmes dans toutes les armées.

En Allemagne, où l'on a voulu concilier du mieux possible la difficulté d'être à la fois prêt à la lutte immédiate et dans les meilleures conditions hygiéniques possibles, on a, en outre, des cantonnements ordinaires, étendus ou resserrés et des bivouacs en plein air avec ou sans abris, deux genres particuliers d'installation :

Le premier s'appelle le cantonnement d'alerte (quartier d'alarme).

C'est un cantonnement ultra resserré dans lequel des fractions entières sont entassées dans de grandes constructions d'une localité. On forme les faisceaux et on oblige les hommes à être habillés, équipés et prêts à sortir au premier signal. En somme, on les abrite, mais ils sont, en quelque sorte, de piquet. De grosses fractions d'une avant-garde, par exemple, lorsqu'on est au stationnement et que ces avant-gardes sont transformées en avant-postes, sont, toutes les fois que c'est possible, en cantonnement d'alerte.

Le deuxième genre particulier s'appelle : le cantonnement-bivouac (campement de village).

C'est, en Allemagne, la situation de stationnement « normale » des troupes dans les concentrations en présence de l'ennemi : c'est une combinaison du cantonnement resserré, du cantonnement d'alerte et du bivouac.

On a, ainsi, tout son monde sous la main, prêt à combattre : les uns serrés par unités complètes dans des cantonnements d'alarme, les autres dispersés dans les maisons, les autres au

bivouac, derrière les murs, dans les cours, dans les pourtours de la localité, dans les jardins, partout enfin où l'on a quelque abri contre le vent ou les rafales de pluie : cantonnements et bivouacs doivent régulièrement être entourés à 300 ou 400 mètres d'un réseau de sûreté qui double, en quelque sorte, le service plus éloigné des avant-postes.

Le chapitre du règlement allemand, relatif au bivouac, est très complet. Il donne des instructions de détail sur la manière de disposer les unités, tout en ayant soin de faire ressortir que ce ne sont là que des bases générales et que les dispositifs peuvent être changés et mis en rapport avec le terrain et ses ressources.

Il est intéressant de relever dans ce chapitre : les généralités.

« Plus, dit le règlement, les effectifs des troupes seront faibles et plus on leur aura laissé de liberté pour le choix de leurs emplacements, mieux elles pourront profiter pour bivouaquer des avantages que pourra offrir le terrain.

» Par contre, plus les troupes qui devront être réunies dans un même bivouac seront nombreuses, moins on pourra tenir compte, dans le choix des emplacements, de la nature du terrain.

» La présence des troupes voisines limite alors rigoureusement l'emplacement que chacun peut occuper et les diverses installations du bivouac (abris, cuisines, latrines, etc.) doivent être établies en des points précis sans qu'il soit possible de tenir compte de la nature du sol, du plus ou moins de protection contre les intempéries, de la direction du vent, etc.

» Il faut remarquer, du reste, que le rassemblement, dans un seul bivouac, de grosses unités, n'entraîne pas nécessairement, comme conséquence, que les troupes seront plus vite prêtes pour le combat, car les difficultés de mettre de l'ordre dans les éléments rassemblés à la hâte en cas de surprise, surtout pendant la nuit, sont d'autant plus grandes que les troupes sont plus nombreuses. Aussi, autant que les circonstances le permettront, sera-t-il avantageux de fractionner pour le bivouac les grosses unités en plusieurs groupes.

» Abstraction faite des fractions détachées pour le service de sûreté, on prend pour base l'ordre de bataille.

» L'artillerie ne bivouaque jamais seule. »

Le règlement français n'entre pas, comme le règlement allemand, dans des « considérations générales ». Il ne vise que des « dispositions générales ».

« L'établissement des troupes au cantonnement doit être aussi fréquent que possible.

» Les cantonnements sont étendus lorsque l'armée est couverte à grande distance, resserrés quand il est nécessaire de se concentrer.

» L'établissement au bivouac est subordonné à la forme du terrain, à la dimension des espaces libres, aux exigences tactiques du moment. »

Il y a, on le voit, une grande différence entre les deux procédés de dispositions réglementaires.

Déductions et conclusions.

Après cet exposé de principes et surtout de pratiques, que répondra-t-on à la question posée en tête de ce chapitre :

Faudra-t-il cantonner ? Faudra-t-il bivouaquer ?

Faut-il sacrifier le bien-être relatif à la sécurité ? Faut-il sacrifier la sécurité au bien-être (1) ?

Problème difficile à résoudre, car, à la guerre, sécurité et bien-être sont choses opposées.

On est mal au bivouac, on repose mal, on mange mal ; mais, enfin, on a tout son monde près de soi et dans une sécurité relative.

On est mieux au cantonnement, on y mange mieux. Peut-être, dans la très belle saison n'y repose-t-on pas mieux qu'au bivouac, mais on y souffre moins. En revanche, la sécurité y est moindre.

(1) Le bivouac, lit-on dans les mémoires de quelques anciens généraux du premier Empire, est la perte des armées. Un soldat qui bivouaque sans répit dure deux campagnes, après quoi il disparaît.

C'est sur ce dire d'expérience que l'on s'est souvent étayé pour démontrer qu'une armée devait être toujours campée à l'abri.

Pour tout lecteur des pages précédentes il y aura cette conclusion : c'est qu'on bivouaquera plus qu'on ne cantonnera.

On bivouaquera beaucoup, non pas seulement parce qu'on tiendra avant tout, avec de jeunes troupes faciles à émouvoir, à la sécurité, mais parce que, avec les masses mises en mouvement, quand on aura installé dans les maisons les états-majors, les ambulances, les chevaux, les officiers des troupes non endivisionnées, il restera peu de chose pour les troupes elles-mêmes (1).

Notre Règlement ne fait qu'effleurer la question cantonnement : « Les troupes, dit-il, cantonnent aussi fréquemment que possible. »

Tous ceux qui ont traité la question ont voulu donner plus de précision à cette phrase très simple, en ajoutant des préceptes, au moins pour des troupes qui sont près de l'ennemi, car les autres peuvent, cela ne fait pas doute, ne faire coucher en plein air que ce qui est indispensable à leur sûreté.

« Ne cantonnez jamais, disent ces préceptes, sans avoir des renseignements bien certains sur ce que fait l'ennemi, et même avec des nouvelles qui peuvent asseoir votre tranquillité vous ne sauriez trop, et trop bien vous garder.

» Même lorsque le contact n'est établi qu'au loin, par des divisions de cavalerie d'armée, ayez un luxe de précautions. Cantonnez, mais en vous resserrant. N'ayez jamais de troupes plus éloignées de la route de mouvement que un ou deux kilomètres. Faites bivouaquer tout ce qui, dans cette zone étroite, ne trouve pas abri.

» Après un combat, craignez le cantonnement, il est dangereux. Se retirer du champ de bataille et se bien garder jusqu'au lendemain, est le mieux en dépit de la fatigue (2). »

(1) Il ne faut pas se dissimuler que pour faire bien cantonner un corps d'armée, dans les régions de population moyenne, on compte qu'il faut un carré de près de 15 kilomètres de côté. Il en faut un de 8 kilomètres de côté pour une simple division avec ses accessoires.

(2) Après les grandes batailles sous Metz, en 1870, on avait compté utiliser pour le cantonnement les villages environnants formant la ligne d'investissement. Ce fut très difficile.

Entre le bivouac en plein air et le bivouac avec abris, c'est-à-dire établi en se couvrant, du côté du vent ou du soleil, de claies en branchages et en chaumes, il y a le bivouac sous la tente-abri.

Ce bivouac est d'invention française.

C'est une méthode à laquelle nous avaient habitués nos guerres d'Afrique où il faut traverser de vastes espaces sans végétation.

C'est cette méthode que nous avons transportée dans toutes nos guerres continentales. C'était notre mode en 1870-71.

Antérieurement, les armées de la royauté avaient des tentes, mais le premier Empire les avait, à juste raison, abandonnées, et l'empereur, du reste, détestait ce qui ressemblait à une tente.

Beaucoup regrettent la tente-abri et la regretteraient peut-être encore la guerre venant. Elle a bien des inconvénients. Elle est lourde, elle dévoile les camps à grande distance, elle est longue à défaire et à plier pour la mettre sur le sac, si l'on a une alerte et qu'on soit pressé (1).

Toutefois, elle a du bon — dans la belle saison cependant, car, en hiver, elle ne peut servir — comme à l'armée de l'Est en 1871 — que de paravent autour des feux de bivouac (2).

« Si nous avions eu des tentes comme les Français en 1870, a écrit un des généraux de l'armée allemande, nos pertes par maladie eussent diminué de moitié. »

Il y a là de l'exagération, sans doute. Mais, ce qui est cer-

Nombre de localités étaient encombrées de blessés et de malades dont l'évacuation était longue et difficile.

On ne put loger, en les serrant, que deux bataillons du 1^{er} corps; quatre [du VIII^e; deux ou trois du VII^e; la moitié du IX^e; sept bataillons du X^e. A la fin d'août les ordres indiquent des cantonnements à prendre pour une brigade du 1^{er} corps, à peu près la moitié du VII^e, et presque tout le VIII^e. Les II^e et III^e restèrent encore longtemps au bivouac.

L'armée d'investissement de Paris fut plus facilement installée.

(1) En 1870, dans toutes nos grandes batailles autour de Metz, nombre de tentes qu'on n'avait pas eu le temps de renverser, de plier et de disposer sur les sacs sont restées élevées sur le terrain. Nombre d'hommes n'ayant pas le temps de refaire leur paquetage abandonnaient leurs sacs.

(2) « Je suis exténué, écrit un des commandants des divisions de l'armée de la Loire. Je ne puis me servir de mes tentes. La terre est gelée profondément et trop dure pour planter les piquets; s'il dégèle, c'est l'inverse, elles ne tiennent pas et le sol, au-dessous, est trop humide pour s'y coucher. »

tain, c'est que, en Prusse, on paraît devoir adopter, si ce n'est fait déjà, une sorte de tente-abri en toile jaune qui servira à deux fins : soit à faire une tente par juxtaposition avec celle des voisins, soit à être étendue par terre au bivouac pour isoler l'homme couché de la grande humidité du sol.

De manière ou d'autre, cela prouve tout au moins que nos voisins se précautionnent pour bivouaquer, instruits qu'ils sont par l'expérience que cela arrive souvent à la guerre.

Etude sur le cantonnement et les ressources qu'on y peut trouver pour l'alimentation.

Les quelques lignes qui suivent et qui termineront le chapitre « cantonnement » sont des résultats d'expérience et non une théorie pure ; c'est le résumé des principes que doivent connaître les officiers qui ont à faire un cantonnement.

Le cantonnement est ou « ordinaire », ou « resserré » : ordinaire lorsque l'on se propose des aises, c'est-à-dire de mettre dans les maisons à peu près autant d'hommes qu'elles ont d'habitants (ceci n'est qu'une expression), puisque la grandeur des maisons n'est pas en proportion avec le chiffre de leurs habitants ; resserré lorsqu'il ne s'agit, et c'est le cas le plus fréquent, sinon le seul à la guerre, que de coucher les soldats à l'abri.

Notre instruction de 1875 sur le service en campagne disait :

« Dans le cantonnement ordinaire, on peut admettre que chaque feu, c'est-à-dire chaque agglomération de 3 à 5 habitants logera de 2 à 6 hommes.

» Dans le cantonnement resserré, il n'y a pas de marge, on se met à l'abri tant qu'on peut. »

La seule réserve est cependant qu'hommes et chevaux aient de quoi se placer et s'étendre, tout au moins les hommes.

L'instruction qui a suivi celle de 1875 est muette à ce sujet.

Les officiers qui font des cantonnements ne s'en réfèrent guère qu'à la tradition, aux renseignements qu'ils trouvent dans les mairies et aux indications de l'Aide-mémoire d'état-major qui dit en substance :

« On peut, à défaut de renseignements précis, admettre 6 à 7 hommes par (1) habitant, dans les localités agricoles; 4 à 5 dans les villes et les localités industrielles.

» Pour faire le calcul, on doit majorer les effectifs réels en partant de cette donnée qu'un officier occupe la place de 5 hommes, un cheval la place de 4. »

Au point de vue de la place même, il faut compter, en superficie, 1 mètre sur 2 par homme, 1 mètre sur 3 par cheval.

C'est déjà plus explicite, mais pas suffisant encore, pas suffisant pour que, partout, chacun, en temps de paix surtout, établisse bien ses droits lorsqu'il a un cantonnement à faire.

Pas suffisant non plus parce qu'il faut qu'un cantonnement se fasse vite et qu'il n'est pas possible de compter les habitants de chaque maison, ni les mètres carrés de surface des chambres, des granges et des écuries.

(1) Dans une étude fort complète sur le cantonnement, M. le général Lewal donne les indications suivantes :

Il y a généralement 4 habitants par feu, dans les communes rurales. On peut compter un peu plus de 4 hommes à cantonner par habitant et un peu plus de 1 cheval par 3 habitants.

Dans les bourgs ruraux, on comptera 6 hommes et 1 cheval pour 2 habitants.

Dans les villes, un peu plus de 4 hommes par habitant et 1 cheval pour 6 ou 7 habitants.

Ce n'est là qu'une approximation. Le cantonnement dépend avant tout de la situation de la commune même, du pays, des maisons, des cultures. Il est des cas où on a pu loger 2.000 hommes et un escadron dans un village de 200 habitants, ou une division de 6.000 hommes et près d'un millier de chevaux ont pu trouver à s'installer dans une localité de 1.500 âmes.

Poussant plus loin son étude, le général cherche à indiquer quelle serait la superficie territoriale où l'on aurait certitude de trouver le cantonnement nécessaire à tels ou tels effectifs. C'est un problème de résolution difficile parce que les communes rurales ont une population relativement minime pour leur étendue, alors que les localités industrielles et autres en ont, sur une petite surface, une très serrée et très nombreuse, et que, à la guerre, trois fois pour une on cantonnera dans des villages ou des bourgs.

En France, il y a un peu moins de 10.000 habitants pour une superficie de 135 kilomètres carrés environ.

Ce chiffre de 134 à 135 kilomètres a été choisi parce que c'est celui qui est à peu près indispensable au cantonnement d'un corps d'armée, et que, sur cette superficie, on trouve moyennement deux bourgs et douze villages ou hameaux. (Un cantonnement pareil dans quatorze ou quinze centres serait dangereux et il semble qu'on devra se restreindre à l'occupation des deux bourgs et de six villages et faire bivouaquer les troupes qui ne pourront s'y installer.)

1^e Ressources des communes rurales pour le cantonnement.

1^o *Ressources d'une maison; leur évaluation.* — On compte une surface de 1 mètre sur 2 comme nécessaire à chaque homme. Cependant s'il y a utilité on peut réduire à 0^m,60 ou 0^m,80 sur 2 mètres.

A la campagne, la maison proprement dite est généralement réservée pour la famille, les dépendances seules sont les plus utilisables.

On abrégera ces évaluations de détail en remarquant que beaucoup de maisons et de bâtiments d'exploitation ont les mêmes dimensions à très peu près et les mêmes distributions intérieures.

2^o *Ressources d'une localité.* — L'évaluation de ses ressources se base sur le chiffre de la population et le nombre de feux principalement. Accessoirement, sur le genre d'existence de la population et la nature du pays.

Si l'on veut évaluer d'après le nombre de feux, on peut classer les maisons en petites, moyennes et grandes, d'après leurs ressources de cantonnement et sur les bases ci-après :

Petites maisons : celles qui ne comportent que la maison sans dépendances. On peut mettre dans ces maisons de 5 à 25 hommes (15 donc en moyenne);

Maisons moyennes : celles qui, outre la maison, comprennent des dépendances pour une exploitation médiocre. On y peut loger de 30 à 50 hommes (soit 40 en moyenne);

Maisons grandes : celles qui comprennent des bâtiments d'exploitation plus considérables. On y peut loger de 60 à 100 hommes (soit 80 en moyenne) (1).

(1) Quelques maisons offrent des ressources plus considérables, mais dans une évaluation en bloc des ressources d'une commune, il vaut mieux ne les considérer que comme « grandes » cela permet de compenser les mécomptes provenant des maisons « petites » qui n'offrent quelquefois aucune ressource.

Ces trois catégories de maisons se rencontrent, dans une contrée de moyenne aisance, dans les proportions de :

Petites maisons : presque la moitié ;

Maisons moyennes : un peu plus du quart ;

Grandes maisons : environ un quart (1).

On est donc amené à classer au point de vue du cantonnement les localités rurales en trois catégories comme on l'a fait pour les maisons : pauvres, moyennes et riches.

L'expérience donne les résultats suivants :

1° Communes pauvres : le nombre d'hommes pouvant être cantonnés est représenté par 28 à 33 fois le nombre des maisons (soit 30 fois en moyenne) ;

2° Communes de richesse moyenne : on peut y cantonner de 34 à 38 fois autant d'hommes qu'il y a de maisons (36 en moyenne) ;

3° Dans les communes riches on peut mettre de 40 à 50 fois le nombre d'hommes par rapport au nombre de maisons (45 en moyenne) (2).

Si l'on veut évaluer d'après le chiffre de la population, les règles pratiques sont les suivantes :

Le maximum d'hommes pouvant être cantonnés est dans les rapports de :

Dans les communes pauvres : 6 à 8 fois le nombre des habitants ;

(1) Si l'on ne considère qu'une commune en particulier, on trouve toujours à peu près la même proportion de maisons petites. La proportion des grandes est au contraire plus variable, et c'est précisément ce qui produit la différence de capacité relative d'une commune à l'autre pour le cantonnement.

(2) Quand on arrive dans une localité, c'est d'après l'aspect général qu'on se guidera pour classer cette localité dans une des trois catégories et en déduire la capacité de cantonnement.

Si l'on est obligé par les circonstances de faire une répartition de cantonnement sans avoir le temps de visiter la localité, on se guidera, pour la classer, sur les ressources générales remarquées dans la contrée, la situation de la localité sur la carte et les renseignements qu'on pourra recueillir.

Dans la pratique, du reste, on a une marge très large pour les erreurs d'évaluation, car on peut et on doit toujours serrer plus ou moins les hommes dans les limites de surfaces indiquées, et on peut faire erreur d'un quart et même d'un tiers dans l'évaluation sans que cela ait trop d'importance, l'essentiel étant d'abriter.

Dans les communes moyennes : 8 à 10 fois ;

Dans les communes riches : 10 à 12 fois.

Ce second procédé est sans doute plus pratique, car l'on peut toujours savoir le chiffre de la population, mais il est moins exact que le procédé par le nombre de feux.

La relation entre le nombre d'habitants et le nombre de feux est moyennement de 4 à 4,5 (1).

En moyenne, dans les communes agricoles on peut abriter un nombre de chevaux égal à une fois, une fois et demie, même deux fois le nombre des habitants, suivant que la commune peut être classée comme pauvre, moyenne ou riche, au point de vue du cantonnement.

En résumé pour faire un cantonnement d'ensemble :

1° Se procurer le chiffre de la population ou celui des maisons (relation des quantités de 4 à 4 et 1/2) ;

2° Parcourir la localité pour pouvoir la classer comme : pauvre, moyenne, grande ;

3° Le nombre des hommes qu'on peut cantonner sera égal à environ 33, 38, 44 fois le nombre des maisons suivant le classement de la commune et seulement à 30, 33, 38 fois durant l'automne et le commencement de l'hiver.

Si l'on se base sur la population, multiplier le chiffre de cette population par 7, 9, 11 et seulement par 6, 7 1/2 et 9 durant la période d'automne et d'hiver.

(1) Il se présente souvent des causes de diminution dans la capacité du cantonnement :

1° Il faut déduire pour les hommes un nombre de places égal au double des chevaux qu'on veut abriter (on dit même qu'un cheval tient la place de 4 hommes, quoique cependant on ne lui attribue en superficie que 1 mètre sur 3).

2° Après la rentrée des récoltes (de juillet à février), les ressources pour le cantonnement diminuent dans une proportion variable d'autant plus grande que la commune est plus riche.

Dans ces conditions, la capacité moyenne de cantonnements indiqués devient :

Communes pauvres : 30 hommes par feu ou 6 hommes par habitant.

Communes moyennes : 33 hommes par feu ou 7 à 8 hommes par habitant.

Communes riches : 38 hommes par feu ou 8 à 10 par habitant.

Il faut encore tenir compte des places nécessaires pour les officiers. C'est une augmentation de 1/10 environ pour les places nécessaires à un régiment.

Il faut enfin éliminer parfois les maisons isolées, trop éloignées de l'agglomération principale. C'est là une cause de diminution dans la capacité d'un cantonnement.

Le nombre des places devra être égal à l'effectif des hommes augmenté :

D'un nombre double à celui des chevaux ;

D'un dixième environ pour les officiers.

Le nombre des chevaux qu'on peut cantonner varie de 4 à 8 par maison, de 1 à 2 par habitant (ceci est une moyenne variable).

Cet ensemble établi, si l'on veut faire le détail, il suffit de parcourir les rues ou secteurs afférents à telle ou telle grande unité.

On note en passant et rapidement l'importance des maisons en les distinguant en P (petites), M (moyennes), G (grandes).

Supposons une rue. On a noté :

CÔTÉ OCCIDENTAL.		CÔTÉ ORIENTAL.	
1 ^{re}	P.	1 ^{re}	M.
2 ^e	G.	2 ^e	P.
3 ^e	M.	3 ^e	M.
4 ^e	M.		

Il n'y a plus qu'à mettre en regard les nombres 15, 40, 80, qui indiquent la contenance, et la répartition des sous-unités devient facile.

1 ^{re}	P...	15	1 ^{re}	M...	40
2 ^e	G...	80	2 ^e	P...	15
3 ^e	M...	40	3 ^e	M...	40
4 ^e	M...	40			

Par exemple les quatre maisons de droite et les trois premières de gauche donnent 270. (C'est à peu près ce qu'il faut à une compagnie d'infanterie (1).)

(1) Ce procédé n'est évidemment pas exempt d'erreurs, mais il est expéditif. Pour réparer les erreurs de répartition, on réserve une ou deux maisons par mille hommes environ.

2° Ressources des localités rurales pour l'alimentation; évaluations.

Lorsqu'on est en campagne, il ne suffit pas de donner à l'homme de troupe un abri momentané, un espace couvert suffisant pour qu'il puisse se reposer, il importe souvent aussi de savoir quelles sont les ressources du gîte au point de vue de l'alimentation, au point de vue de ce qu'on pourrait exiger si une réquisition était nécessaire.

Puis, il n'est pas inutile non plus de savoir ce que l'on pourrait s'y procurer en paille, en foin, en avoine, en blé; combien on pourrait y faire cuire de rations, si besoin; combien on y trouverait de voitures, si l'on avait des transports à exécuter.

C'est l'évaluation de ces denrées qui va faire l'objet de ce chapitre.

Le principe posé est, tout d'abord, celui-ci :

Les habitants des campagnes vivent en général sur leurs récoltes. Si la quantité de celles-ci dépasse les besoins, l'excédent est vendu et les habitants ne conservent que ce qui est nécessaire à leur consommation.

Comme conséquence, on ne doit, en règle générale, compter trouver dans les campagnes que les denrées nécessaires à l'alimentation locale jusqu'à la récolte suivante. Il faut donc pouvoir tout d'abord estimer les besoins de la consommation locale.

Les éléments principaux de la solution sont :

1° Le chiffre de la population ;

2° Le chiffre des animaux (bœufs, vaches, chevaux) d'où l'on déduira les quantités de viande, de fourrages, et même de voitures disponibles ;

3° Le genre de production de la contrée et le genre de nourriture des gens du pays ;

4° L'époque de l'année, l'importance de la dernière récolte.

Le chiffre de la population est, à la rigueur, le seul renseignement que l'on ait à se procurer au dehors.

De ce chiffre, on déduit les besoins de la consommation locale; par exemple, on compterait par habitant et par an :

3 hectolitres de blé;

2 hectolitres de seigle ou autres grains suivant les contrées;

3 hectolitres de pommes de terre;

20 litres de haricots;

30 kilos de porc salé;

3 hectolitres de vin ou plus d'autre boisson, suivant les contrées.

On saura ainsi ce qu'il faut à une commune quelconque; mais tout n'est naturellement pas disponible, car il faut tenir compte de l'époque de l'année et des nécessités diverses de la population. D'autre part, il est nécessaire que le grain, pour être utilisé, soit transformé en farine ou en pain.

1° Pain : il existe toujours chez les habitants de la campagne une provision moyenne de 6 à 8 jours de pain, suivant la saison. On trouvera donc 2 à 3 kilos de pain par habitant, en leur laissant le nécessaire.

Cela ne représente guère qu'une demi-ration et même qu'un tiers de ration par homme pouvant être cantonné.

Si la commune a un moulin fonctionnant dans les conditions ordinaires de ceux de la campagne, on pourra avec le blé des ménages pourvoir de pain, quelques jours, les hommes cantonnés, mais ce ne peut être sur une bien grande marge : 20 jours environ si c'est au moment de l'automne, 4 jours peut-être si c'est à la fin de l'hiver.

2° Viande : on peut compter en moyenne une tête de gros bétail par 2 habitants.

En supposant qu'on ne prélève qu'une partie de ce bétail, le cinquième ou le huitième, on trouve de 8 à 12 jours de viande fraîche pour les hommes cantonnés (1).

3° Lard : on peut estimer à un chiffre variant, suivant l'épo-

(1) Il faut compter qu'au moment d'une guerre et au cours d'une campagne, il se fait journellement de gros achats de bestiaux, et qu'on trouvera toujours par suite les étables fort dégarnies, même si le cantonnement est pris pour la première fois.

que de l'année, entre 4 et 20 rations par habitant, la quantité de lard disponible.

4° Fourrages : les ressources sont basées sur le nombre de têtes de bétail à nourrir, et sur l'approvisionnement nécessaire. De juillet à octobre, on trouvera : 89 quintaux métriques de foin par habitant et 49 de paille. Ce sont là des chiffres maximum.

Ces quantités diminuent progressivement jusqu'en avril, époque à partir de laquelle on ne trouvera plus guère que un quintal de foin et de paille par habitant (1).

5° Moyens de transport : en général, on trouvera un nombre de voitures utilisables égal à la moitié ou même aux deux tiers du nombre des maisons ; ou bien, par rapport au chiffre de la population, une voiture par 6 ou 8 habitants (2).

En résumé :

L'évaluation des denrées disponibles se fait principalement d'après le nombre des habitants et celui des bêtes à cornes, et aussi d'après l'époque de l'année, l'importance de la dernière récolte et celle des prélèvements déjà opérés.

En général, une troupe cantonnée à raison, par exemple, de 8 hommes par habitant, dans une commune agricole qui n'a subi que peu ou point de réquisitions, et dans une année de récolte moyenne, y trouvera disponible :

1° Une demi-ration de pain pour le jour de l'arrivée (2 à 3 kilos par habitant) ;

2° Du pain pour les jours suivants, s'il y a un moulin, pendant 4 ou 20 jours, suivant l'époque ;

3° De la viande fraîche pour 8 jours au moins (une tête de bétail prélevée par 10 ou 15 habitants) ;

4° De 4 à 20 rations de lard par habitant (suivant l'époque) ;

5° De 8 quintaux à 10 kilos de foin ; de 4 quintaux à 5 kilos de paille par habitant (suivant l'époque) ;

6° Enfin, une voiture quelconque par 2 maisons ou 8 habitants.

(1) Il n'est pas possible pour l'avoine de faire, à priori, aucune évaluation.

(2) Il va sans dire, qu'il faut tenir compte de l'importance de la récolte et du passage d'autres troupes.

CINQUIÈME PARTIE

LE SERVICE DES SUBSISTANCES

Nous nous étendrons un peu longuement sur ce chapitre. Non pas que nous pensions qu'il soit nécessaire pour la grande majorité des officiers de connaître les détails du fonctionnement du service des subsistances, mais parce qu'il en est beaucoup qui ne se rendent pas absolument bien compte de cette partie si importante, et, disons-le, si difficile de la mise en action des forces d'un pays.

Nous nous y étendrons surtout parce que, là, plus que partout ailleurs peut-être, la théorie et la pratique sont deux choses quelquefois divergentes ; et que cela expliquera mieux que quoi que ce soit, aux officiers dans l'avenir, comment et pourquoi s'imposent si fréquemment à la guerre des situations contradictoires aux grands principes qui la régissent et dont l'énoncé est si simple et l'application semble si facile.

Ce n'est pas un cours que nous prétendons faire : c'est un chapitre saisi sur la pratique qui laisse dans l'esprit des lecteurs le sentiment de la difficulté à vaincre.

Et par suite aussi le sentiment des nécessités où l'on s'est sans cesse trouvé, où l'on se trouvera sans cesse ; de faire appel à l'énergie, à la force de résistance, à la vertu militaire en un mot, pour supporter les privations et les peines inhérentes aux luttes armées.

La guerre de 1870-1871 ne nous suffirait pas, à elle seule, pour développer ce chapitre.

Contrairement donc à ce que nous avons précédemment exposé, nous ferons appel, ici, à de plus lointains souvenirs : d'autant que de tous les temps et sous toutes les latitudes, la question des subsistances s'est posée avec la même intensité.

Mais c'est toujours par la guerre de 1870-1871 que nous étayerons notre sujet.

Frédéric II de Prusse écrivit un jour : « Pour bâtir l'édifice d'une armée, il faut se souvenir que le ventre en est le fondement. »

C'était exprimer d'une façon un peu rude la première des vérités en matière d'opérations militaires.

Partant de là, il ne mettait jamais son armée en action sans lui avoir créé des magasins à proximité.

Quand il voulut envahir la Bohême, en 1744, l'idée lui vint de s'affranchir de cette règle afin d'aller plus vite. Il prescrivit que l'armée serait suivie de voitures attelées de bœufs en assez grand nombre pour qu'on pût traîner ainsi à sa suite un trimestre de farines. En arrivant à Prague on était déjà à bout de forces, la moitié des troupes manquaient de pain et le système, si simple en théorie, était condamné par l'expérience.

Néanmoins comme on avait commencé la campagne sur cette base, il fallait la continuer. On quitta donc Prague dans les mêmes conditions mais ne se faisant suivre que de trente jours de farines au lieu de trois mois. Huit ou dix jours après, le mal reparaisait plus intense, les attelages mouraient, les convois s'éparpillaient, l'armée fondant à vue d'œil « faute de ventre » était coupée de ses communications par l'ennemi.

On avait cru ne faire de la conquête de la Bohême qu'une bouchée ; il fallut l'évacuer sans même livrer une bataille.

Que faire ?

Il avait bien essayé, en 1742, en Moravie, de faire vivre son armée sur le pays envahi, mais là aussi il n'avait eu que des déboires. L'épuisement était venu vite, la disette s'en était suivie et avec elle, dans une organisation comme était la sienne, la désertion et les actes les plus sérieux d'indiscipline.

Il était donc, et c'était le plus simple, revenu à sa première méthode, légèrement améliorée : celle des magasins.

Il marchait avec quelques journées de farine (huit ou neuf) sur ses voitures, s'éloignait à six ou sept journées de son magasin de base et attendait, pour se porter au delà, d'en avoir installé un nouveau.

En résumé, il ne se mettait jamais en opérations sans s'être créé des magasins à proximité, trouvant au surplus qu'il était

de bonne politique de ne pas ruiner les provinces qu'il traversait, exigeant que chacun reçût des magasins, ce qui lui était dû, et achetât à denier comptant ce dont il avait besoin en surplus.

Ce principe, qui nous semble un peu bizarre avec nos idées d'aujourd'hui, s'était perpétué en Prusse et nous a aidé à de beaux succès sur les successeurs du grand roi (1).

En France, on a, certes, toujours songé à assurer ou cherché à assurer le service des subsistances, mais on le faisait sans règles déterminées et aussi sans art.

Si l'on remonte à nos guerres de Louis XIV, on peut presque redescendre à 1870, pour reconnaître qu'on faisait quelque peu dépendre les opérations du ravitaillement en vivres.

Et, que de fois n'a-t-on pas écrit, avec une réflexion très sincère : « Que la règle primordiale de la guerre était de subordonner les opérations militaires aux possibilités de l'administration. »

Il faut toutefois en excepter nos campagnes de la Révolution et souvent celles de l'Empire.

Dans les premières surtout, la question des subsistances ne préoccupait guère les généraux, et on est étonné, lorsqu'on relit les ordres et les instructions de ce temps, de voir combien ce qui concerne la partie : « Administration », y jouait un rôle effacé.

Plus de convois, plus d'impedimenta autres que les voitures portant de la poudre, des boulets et des pierres à fusil. Comme en cas, on faisait préparer derrière les armées quelques magasins de vivres, mais, quant à la vie journalière, on faisait comme on pouvait, au gré des circonstances : un jour dans l'abon-

(1) Tout le monde connaît les anecdotes de 1806. Cette habitude de ne rien prendre sans payer était si ancrée qu'à Iéna on n'osa pas toucher à d'immenses magasins regorgeant d'avoines qui appartenaient au duc de Weimar. Cependant, comme on manquait absolument de cette denrée, que l'on ne pouvait s'en procurer ailleurs, on s'empressa d'écrire au duc pour passer avec lui un marché afin de s'approvisionner.

Entre le moment où furent envoyées la demande et la réponse, les Français entrèrent à Iéna et ce furent eux qui ouvrirent les magasins sans en demander l'autorisation, naturellement.

dance, le lendemain dans la pénurie, suivant le plus ou moins de richesse du pays traversé.

« La guerre doit nourrir la guerre », c'était l'axiome d'alors, et Bonaparte y avait cru, comme bien d'autres, car on l'a entendu dire souvent : « Ne me parlez pas de subsistances, je supprime le problème de la nourriture. »

De fait, rien n'est plus séduisant, rien ne résout plus facilement les deux principes primordiaux du succès : la vitesse et la continuité de la vitesse.

Plus de magasins, plus de convois, plus d'entraves.

Qu'on ne s'étonne donc pas de voir les généraux d'alors ne jamais étendre bien sérieusement leurs soins sur ce qui, aujourd'hui, nous préoccupe tant. Ils avaient été élevés à cette école et avec cette méthode, et, comme elles leur avaient valu le succès, ils auraient agi de même, indéfiniment, si de graves incidents n'étaient venus leur montrer la fausse voie où ils étaient à peu près tous.

C'est que certains principes, et celui-là en est un, s'ils sont applicables à de petits groupements armés, deviennent impossibles dans de grandes agglomérations (1).

Aussi, dans les grands revers de l'épopée napoléonienne,

(1) Nous avons eu, certes, de beaux succès dans nos guerres de la Révolution grâce à l'intensité que permettait le dégagement de nos petites armées, des entraves de la vieille doctrine de Louis XIV et de Frédéric, mais il s'en faut que, même à ce moment, elles aient été indemnes de réclamations et de faits d'indiscipline au milieu de l'énergie particulière qui les animait.

« Quelle imprévoyance impardonnable que celle de nos marches en Egypte, écrivait un des témoins de la campagne. Et qui en rendre responsable plus que le commandant en chef qui, sachant où il nous conduisait, n'avait rien prévu de ce qui nous était nécessaire.

» Lorsque nous débarquâmes à Alexandrie, le 13 messidor, on entassa sur le rivage des légumes secs, des viandes salées, du vin, de l'eau-de-vie, toutes choses peu utiles dans ces climats torrides, mais on avait oublié les ustensiles pour faire la cuisine et les récipients pour avoir de l'eau.

» Le 19, on nous mit en route sur Le Caire.

» Du sable, une chaleur insupportable, des nuées d'Arabes tourbillonnant autour de nous, pas d'eau, pas de tonneaux, pas de bidons. Lorsque, le 23, nous arrivâmes en vue du Nil, l'armée entière s'y précipita. Hommes, chevaux, ânes, tout le monde entra dans l'eau, tant la souffrance avait été grande; il y eut un inexprimable désordre, un inénarrable tumulte.

» Et, avec cela, pas de pain. De grands silos remplis de blé superbe, rien pour

faut-il faire entrer en ligne de compte et pour beaucoup, la question de ravitaillement.

Personne, et on l'a souvent dit et écrit, n'avait eu, jusque-là, en Europe, l'idée de remuer d'aussi grandes masses et il était dans la nature des choses qu'il en sortit du désordre. Vivres, fourrages, médicaments, tout arrivait rapidement à manquer et en quelque temps les armées fondaient à vue d'œil (1).

le moudre, rien pour le pétrir, rien pour chauffer un four si nous en eussions trouvé un. »

La campagne de pluviôse, sur Jaffa, est plus caractéristique encore :

« Lorsque nous partîmes d'Égypte pour Jaffa et Saint-Jean-d'Acre, l'imprévoyance du général en chef fut très grande. Il y avait 55 lieues en moyenne à faire pour gagner El-Arisch, on ne nous fit prendre que 10 jours de vivres.

» Lorsque, le onzième jour, nous arrivâmes devant la place après une route affreuse dans le sable, nous n'avions plus rien à manger, et, pour comble, le fort que l'on s'attendait à voir se rendre à la première sommation, refusait d'ouvrir ses portes.

» Il y eut, là, des journées terribles à traverser : on dévorait tout, les chameaux, les ânes, les herbes marines qui donnaient d'épouvantables dysenteries.

» Que voulez-vous y faire? disait Bonaparte à Berthier, qui lui communiquait les plaintes et les murmures de l'armée, ils mangeront leurs sacs et leurs banderoles de gibernes.

» Si encore, répondait celui-ci, ils avaient de quoi les faire cuire, mais ils n'ont ni ustensiles, ni bois pour chauffer l'eau.

» On le disait très haut, dans l'armée, que le général était un imprévoyant, qu'il laissait ses hommes mourir de faim à côté d'un pays riche, alors qu'il eût dû songer à se faire expédier du Caire des convois de ravitaillement pour lesquels on eût trouvé des ânes, des chameaux. Il n'avait même pas songé à faire faire du biscuit, ce qui eût été si facile en Égypte.

» Sans la prise d'un convoi envoyé aux assiégés, les 4.300 hommes du fort arrêtaient l'armée française.

» Et c'est ainsi que s'expliquent les résolutions terribles qu'il fallut prendre lorsque l'on se trouva avoir à nourrir la garnison d'El-Arisch et celle de Gazats, après la reddition de l'une et la capitulation de l'autre.

» Au moment de partir pour Saint-Jean-d'Acre, on se partagea les prisonniers entre les brigades, et on tua tout à coups de baïonnette. Il fallait bien ménager les vivres et les cartouches. »

(1) Si, en février ou mars 1807, Napoléon avait voulu mettre en ligne la grande armée de 330.000 hommes (Français et auxiliaires) qu'il avait groupée entre la Vistule et la mer, il est douteux qu'il eût pu mettre plus de 80.000 ou 90.000 soldats sous les armes.

On comptait alors, en effet, plus de 60.000 hommes en absence illégale.

La maraude, cette lèpre des grandes armées lorsqu'elles sont loin de leur pays, avait apparu dès que les distributions régulières avaient cessé. Il fallait que

On a souvent dit et écrit, fort à tort, que Napoléon s'occupait peu de la question du ravitaillement en vivres. Sa correspondance fait foi, au contraire, que c'était une de ses grandes préoccupations.

Il est très vrai que, dans les nombreux ordres émanant du grand quartier général, celui-ci s'occupe, en général, de tout autre chose que des questions de bouche, et que c'est surtout sur les questions de grande tactique ou de tactique simple qu'il attire l'attention.

Mais il n'en faut pas conclure qu'il ne s'y intéressât pas.

S'il en parlait peu, dans ses instructions, c'est qu'encore imbu des principes des armées de la Révolution, sur ce sujet, il voulait laisser se débrouiller autour de lui, sachant très bien que le jour où ses généraux et ses commissaires des guerres sentiraient à côté d'eux des approvisionnements tout préparés, ils auraient moins l'idée du mouvement en avant et surtout chercheraient moins à s'en procurer directement.

Il faut dire, cependant, qu'en 1805-1806 et 1807, on avait continué les traditions des petites armées des campagnes précédentes. On se contentait de vivre carrément sur le pays envahi et on l'exploitait à outrance, mais il était riche et on ne sentait que modérément les inconvénients du système.

Et puis, imbus encore des principes de nos petites armées de la Révolution, nos corps et nos divisions n'étaient pas utilisés, comme il le fallait, pour autre chose que pour dévorer les pays où on faisait la guerre.

D'ailleurs on craignait fort de déplaire en réclamant des subsistances et les généraux étaient convaincus qu'ils seraient mal reçus en haut lieu s'ils adressaient des demandes à ce sujet (1).

la gendarmerie fût en course nuit et jour, pour refouler sur les cantonnements cette foule de soldats en armes, errant par groupes sur le territoire.

(UN TÉMOIN OCULAIRE.)

(1) « J'ai fait huit campagnes sous l'Empire, comme officier d'avant-poste avec ma cavalerie légère. Je n'ai jamais vu un seul commissaire des guerres, ni touché une seule ration des magasins de l'armée.

» L'empereur ne l'aimait pas. On vivait où l'on se trouvait, on pesait sur l'en-

S'il avait pu exprimer, au début, des idées très raides sur ce sujet, Napoléon, lorsqu'il entama ses grandes luttes de 1809, 1812, 1813, en était bien revenu et déjà en 1807, on voit combien il se préoccupait de la question.

On le trouve, cette année, au milieu de son armée, d'abord à Osterode, puis à Finkenstein, affectant de vivre de pommes de terre et de viande, ayant installé à Varsovie son ministre des affaires étrangères, le prince de Talleyrand.

C'est de là qu'il écrit au prince la lettre caractéristique suivante :

« J'ai à Varsovie 800.000 rations de biscuit. Il faut huit jours pour venir à Osterode. Faites des miracles pour qu'on m'en expédie chaque jour 50.000. Tâchez qu'en même temps on m'expédie 20.000 pintes d'eau-de-vie. Aujourd'hui le sort de l'Europe et les plus grands calculs dépendent des subsistances. Battre les Russes, si j'ai du pain, est un enfantillage.

» J'ai des millions, je ne me refuse pas à en donner. Payez au poids de l'or. Donnez-en beaucoup. J'approuve tout ce que vous ferez.

» Du biscuit et de l'eau-de-vie, voilà tout ce qu'il nous faut. Ces 800.000 rations de biscuit et ces 18.000 ou 20.000 pintes d'eau-de-vie, qui peuvent nous arriver dans quelques jours, voilà ce qui déjouera les combinaisons de toutes les puissances. »

On voit que, quoiqu'on ait dit, Napoléon n'était pas sans se préoccuper des questions de ravitaillement. Certes, chez lui, les considérations politiques et militaires primaient les choses d'humanité, mais c'était un soldat et il aimait les soldats.

S'il avait, au début de sa carrière de généralissime, regardé

nemi, et lorsque, la fortune devenant contraire, il fallut se retirer à travers le pays des alliés et le sien, on vécut de même, seulement on laissait des bons pour régulariser les fournitures.

» Général DE BRACK. »

Marbot raconte qu'à Eylau, 1807, le 14^e de ligne se fit écraser presque en entier, dans une lutte héroïque. Les soldats de ce régiment, dit-il, ne vivaient depuis plusieurs jours que de pommes de terre et de neige fondue.

Et on doit supposer qu'il n'était pas le seul de l'armée.

comme très secondaires les affaires d'alimentation, il en était bien revenu.

D'ailleurs, à ce début, qu'eussent pu faire les généraux. Ils avaient vu les armées exploitées par des fournisseurs malveillants et ineptes que tout le monde, même les derniers soldats, avaient en horreur. Ils ne pouvaient se mettre entre les mains du corps des commissaires des guerres qui était encore à l'état d'embryon, puisque sa création ne date que de l'an III et qu'il fallut attendre le Consulat pour bien fixer sa situation en le doublant d'un autre corps indispensable au fonctionnement et au contrôle, celui des inspecteurs aux revues.

Certes, et on l'a dit non sans raison, en 1806 et en 1807, alors que les armées commencent à prendre des proportions inusitées, on suit les vieux errements des petits corps de la République.

« On s'élançait sans magasins, sans ravitaillements, vivant sur place, au hasard des ressources journalières.

» Mais on faisait des choses si hardies, on obtenait si rapidement d'incomparables succès ».

Il fallut les revers : la Russie, Leipzig, l'Espagne, le Portugal (1) pour amener tous ces généraux et ces officiers, élevés à l'école de guerre de la République, à se rendre compte que la désorganisation qui tuait nos armées n'avait d'autres motifs que le défaut de subsistances amenant, avec la désertion, la maraude et la débandade.

Maintenant qu'on a fouillé les archives, les bibliothèques, les

(1) En 1810, après avoir essayé de forcer Wellington dans les lignes de Torres-Vedras (Cintra), Masséna dut se fixer à Torres, répandant son armée entre le Tage, Santander et Leyria, avec les Anglais en face de lui, derrière le Rio-Major. Cette situation dura quatre mois, de novembre 1810 à mars 1811.

Tandis que, grâce à leurs navires, les Anglais vivaient largement, l'armée française était dans une pénurie extraordinaire. Elle était telle, qu'on dut, non pas ordonner, mais organiser ostensiblement la maraude. Chaque régiment formait des détachements qui allaient au loin chercher des provisions. Ils ramenaient des moutons, des porcs, des chèvres, des mulets chargés de tout ce qu'on pouvait saisir. Il y eut de ces détachements qui franchirent le Tage, poussèrent jusqu'à Abrantès, faisant le coup de feu avec les Espagnols exaspérés. Peu à peu ces détachements furent si nombreux qu'il y eut des jours où, si Wellington avait tenté une attaque et passé le Rio-Major, il aurait à peine trouvé quelques soldats dans les redoutes des lignes.

registres d'ordres et d'instructions, on ne saurait méconnaître au contraire combien, dès qu'il eut de grandes armées, dès qu'il vit autour de lui poindre des ferments de désorganisation, Napoléon s'intéressa à la question des subsistances.

Lorsqu'il s'agit, en 1812, d'envahir un grand pays, moins peuplé, moins riche, avec des obstacles de tout genre : routes, température, il comprit bien vite que le service de l'arrière, laissé un peu dans l'ombre jusque-là, était le premier gage du succès. Peut-être a-t-il trop compté encore sur l'exploitation de la Pologne et de la Prusse occidentale, en tout cas, il a été moins bien secondé qu'il le devait espérer. On n'était pas encore fait à cela, dans les armées, et le génie inventif de l'empereur n'était pas compris de tous.

Tous ne se rendaient pas compte, comme lui, qu'on n'allait pas faire la campagne dans ces pays inconnus de la même manière que dans les provinces allemandes.

On a cru, bien longtemps, que les armées d'alors avaient marché de l'avant comme toujours, sans préparation.

Il n'en est rien, l'armée, au contraire, avait une foule de voitures, de convois, de moyens mis à sa disposition, plus ou moins heureux, sans doute, mais elle les avait; seulement on savait peu s'en servir et puis les circonstances furent plus fortes que les volontés.

Ces préparatifs, nous devons en dire quelques mots, parce qu'ils sont un modèle du genre, surtout parce qu'ils font bien ressortir que le grand capitaine avait fait entrer en ligne de compte le ravitaillement de son armée tout autant que les conditions stratégiques et tactiques de l'invasion qu'il projetait.

Les relevés des correspondances en donnent une preuve indéniable. Il n'a pas réussi, cela est vrai, mais parce que, nous le répétons, les événements sont au-dessus des hommes.

Le climat, le sol, l'espace sont des barrières terribles, des entraves que l'énergie du commandement ne peut briser. On peut dire presque que tout alors doit être changé dans les procédés.

Malheureusement son activité extraordinaire avait habitué

tout le monde, autour de lui, à attendre ses ordres et à ne rien prévoir. L'armée française n'avait qu'une tête, on l'a dit bien souvent, et tout ce que son chef ne faisait pas par lui-même restait à faire.

« Faites faire des voitures, achetez des chevaux, écrit-il



CAMPAGNE DE 1812 EN RUSSIE.

partout, à ses lieutenants, la guerre que nous allons faire n'a rien de commun avec celle que nous avons faite en Autriche. Ici il faudra tout transporter. »

« Organisez un train des équipages, il en faut dix-sept bataillons avec 5.980 voitures, pour porter 120.000 quintaux de vivres. »

« Voyez de quelles voitures se servent les Polonais et les Russes, sachez ce qu'elles portent, comment elles sont attelées et ce qu'elles coûtent. »

« Je vais concentrer 400.000 hommes dans un étroit espace. Faites moudre du blé tant que l'on pourra. Il faut que

nous passions le Niémen avec vingt-quatre jours de vivres assurés. »

« Envoyez vos boulangers en avant. Faites faire des fours; faites cuire nuit et jour. »

Malgré toute cette activité, toutes ces recommandations, malgré des ordres formels pour ne pas aller au delà du Niémen sans avoir du pain pour une douzaine de jours au moins, on avait très peu de chose, le jour du passage de la rivière (24 juin). La garde seule, qui était la plus soignée, en avait pour six jours.

Le Niémen passé, l'alimentation devint absolument insuffisante. Peu de pain, beaucoup de viande. Le pays n'avait que de maigres ressources, les routes étaient mauvaises. Des milliers de chevaux périssaient, les bœufs attelés aux voitures, pris d'épizootie, mouraient par centaines.

On trouvait bien du blé, mais peu de farine : faute de fours, on se résignait dans beaucoup de régiments à se nourrir de bouillies de farine; faute de moulins, à ne manger que du blé grillé.

On aurait tort, néanmoins, de penser que cette résignation était acceptée de gaieté de cœur. Les plaintes étaient continues, on jalousait la garde qui marchant à l'arrière manquait moins que les autres du nécessaire.

Il faut avoir été de cette armée pour la bien juger. Certes on y était avide de gloire, mais il y manquait le sentiment rigoureux du devoir. La discipline y était relâchée. Les guerres avaient fort éclairci la pléiade des vieux officiers capables de conduire des troupes de ce genre.

Et les soldats n'étaient pas seuls à se plaindre :

« Dites au général Jomini, écrit l'empereur, qu'il est absurde. (Le général était directeur des étapes à Wilna.) On ne dit pas qu'on n'a pas de pain lorsqu'on reçoit chaque jour 500 quintaux de farine. Qu'au lieu de se plaindre il se lève de bonne heure, qu'il aille à ses moulins, qu'il surveille la mouture. S'il dort ou s'il pleure il n'aura et ne fera rien. »

« Dites au général Poniatowski (le général commandait le corps polonais) que je suis très mécontent. Qu'a-t-on à parler

de solde et de pain quand on poursuit l'ennemi. De pareilles plaintes étonnent; que ses Polonais fassent comme les autres corps de mon armée. »

Et, au milieu de ses préoccupations, cela n'empêche pas Napoléon de songer aux hôpitaux, aux postes, à la police, aux magasins. Malheureusement, on l'a dit, partout où il n'était pas, les choses traînaient en longueur.

L'organisation de son service de l'arrière, les soins qu'il prend pour en assurer le fonctionnement à travers l'Allemagne, la Prusse orientale, les provinces russes, est un modèle du genre.

C'est une création d'organisation :

Avant son passage du Niémen il prend pour base d'opérations la bande Thorn-Kœnisberg-Modlin-Varsovie, avec les lignes de communications suivantes :

1° De Mayence par Magdebourg, Posen, Varsovie, Thorn, Dantzig;

2° De Wesel par Magdebourg, Berlin, Dantzig;

3° De Hambourg à Stettin;

4° De Mayence par Wurtzbourg, Bamberg, Leipzig, Glogau, Kalisz, Varsovie;

5° De Vérone par Inspruck, Nuremberg, Bamberg.

Des places de dépôt sont indiquées : 1^{er} corps à Dantzig; — 2^e, à Mariembourg; — 3^e et 4^e à Thorn; — 5^e, 9^e, 8^e à Modlin; — 6^e à Glogau; — Cavalerie de réserve à Glogau et Berlin.

Le Niémen une fois passé (1), la base d'opérations est transportée sur ce cours d'eau à Kowno-Olita-Merchez-Grodno.

Avec les lignes de communication suivantes :

1. De Kowno par Vilkowszki-Gumbinen-Wehlau-Heilsberg-Osterode;

2. De Tilsit par Labiau-Kœnigsberg;

3. De Wilna par Grodno-Varsovie;

(1) L'ordre était de passer le Niémen avec six jours de vivres, d'en avoir quatre jours sur les voitures, si l'armée marche on trouvera des approvisionnements dans les pays traversés. La garde aura toujours vingt jours de vivres pour qu'elle donne le bon exemple.

De nouvelles places de dépôt sont indiquées :

Pour la garde à Wilna :

Pour les 2^e et 3^e corps, à Kowno ;

Pour les 1^{er}, 4^e et 6^e, à Olita ;

Pour les 5^e et 8^e, à Grodno.

Après Wilna, il donne, comme route d'étapes, Wilna-Lowariszki-Michaliszki-Kobylink-Glubokoje. Avec ordre de former sur ce dernier point un grand magasin, un grand hôpital, d'immenses boulangeries.

Plus tard, à Wilebsk, la ligne d'étapes est indiquée : Par Wilna-Minsk-Orscha, avec ordre de faire, de ce point, un grand gîte d'étapes principal et de créer une transversale par Kamen-Senno.

A Smolensk, nouvelle ligne par : Kowno-Wilna-Minsk-Wilebsk-Smolensk.

Il n'y a pas lieu de parler ici de la retraite, dont tout le monde connaît les récits plus ou moins authentiques.

Ce qui est certain, c'est que des ordres avaient été donnés partout en prévision de la pénurie à craindre, et qu'en quittant Moscou, l'armée vécut longtemps dans l'abondance.

On a compté que plus de 5.000 voitures, chargées de vivres et de bagages, suivaient les corps (1), mais le pillage de Mos-

(1) Le général Marbot raconte qu'à l'exemple de ce qui s'était fait en Espagne, on organisa, durant la retraite, la maraude dans beaucoup de régiments.

On envoyait, sur les flancs, des groupes armés qui revenaient avec des traîneaux chargés de pain, de farine, d'avoines, de viandes salées, prises chez les habitants des villages voisins.

Cela prouve, dit-il, avec quelle facilité on aurait pu créer, dans les places d'étapes, à Wilna, par exemple, de grands approvisionnements au lieu de quelques petits magasins, qui furent enfoncés par les troupes de passage, et ne procurèrent que bien peu de chose en vivres et en vêtements.

Il ne faut pas, ajoute-t-il, comme beaucoup l'ont supposé, attribuer la retraite de l'empereur à la crainte de la disette. Les rapports de l'intendant Daru prouvent que, même après l'incendie de Moscou, on aurait trouvé, dans la ville et les alentours, plus de vivres qu'il n'en fallait pour six mois.

En ce qui concerne la marche, comme il mourait journellement une quantité de chevaux, ce n'est pas la viande qui faisait défaut. D'ailleurs, on serait dans une grande erreur si l'on croyait que les vivres manquaient totalement dans la contrée.

Il en manquait certes, totalement, dans les localités situées sur la route même, parce que tout avait été épuisé en allant à Moscou. Mais comme l'armée était

cou avait porté à l'extrême l'indiscipline des troupes. Le mauvais temps fit le reste.

Tout ce que nous venons de raconter n'est, en quelque sorte, qu'une incidence pour montrer par quelles phases est passé le service des subsistances.

L'intérêt que les chefs d'armée ont apporté à ce service ne date ni de Frédéric, ni de Napoléon. De tout temps, il a été la préoccupation.

Et lorsqu'on lit le récit qu'a fait Xénophon de la retraite des Dix-Mille, quatre cents ans avant Jésus-Christ, on y trouve le germe du principe que les armées n'ont cessé et ne cesseront d'appliquer en cette matière (1).

Puisque, jusqu'ici, nous nous en sommes tenu à l'armée française, on trouvera bon que nous finissions cette sorte d'historique que nous avons laissé à la période finale des grandes luttes de l'Empire.

En 1870, et par une inexplicable bizarrerie, nous qui, après les campagnes impériales avons été en 1823 en Espagne, en 1830 en Algérie, en 1854 en Crimée, en 1859 en Italie, puis au Mexique, en Chine, en Syrie, dans tous les climats et sous toutes les latitudes, nous étions encore les plus faibles qu'on pût voir en ce qui concernait l'organisation du service des subsistances.

passée semblable à un torrent sans s'étendre sur les flancs du chemin, bien loin, et que, depuis cette époque, on avait moissonné, le pays s'était un peu remis.

Et il suffisait d'aller à une ou deux lieues, sur les côtés, pour retrouver une certaine abondance. Toutefois, il fallait faire ces razzias avec un certain ordre, et surtout avec des effectifs assez nombreux pour braver les partis cosaques qui rôdaient autour des colonnes.

(1) Il faut vivre, dit Xénophon. Pour cela, partout où les pays que nous traverserons nous offriront des denrées, on les paiera.

Partout où ils refuseront on prendra de force.

Nous n'avons pas d'argent, mais nous vendrons aux uns ce que nous aurons pris aux autres; c'est le seul moyen de nous en procurer.

De plus, comme on ne trouve pas de viande partout, on ramassera en payant ou sans payer, autant de bêtes de somme qu'on le pourra. Elles suivront l'armée. Ce sera une précaution.

Ce n'est pas que l'on ne se fût préoccupé de cet important sujet, mais personne ne semblait être d'accord. On ne l'était pas même sur la question de faire passer, par nécessité, avant tout autre service, celui de l'alimentation des troupes : « Donnez-moi d'abord des cartouches et des gargousses, disaient les uns. Donnez-moi d'abord des vivres, disaient les autres ».

« Épuisons nos provinces frontières d'abord; épuisons le pays des opérations, disaient les uns; passons des marchés avec de grands fournisseurs qui se débrouilleront à l'aide de leur argent, disaient les autres (1). »

Et l'on en était arrivé à reprendre carrément les principes de Louis XIV et à écrire dans les ouvrages sur l'administration de l'armée : « La subordination des opérations militaires aux opérations administratives est la première règle à observer pour avoir le succès. »

Les officiers de troupe s'intéressaient peu à ces questions et se contentaient, aussi bien dans les états-majors que dans les corps, de se plaindre timidement lorsque les choses allaient mal.

Ils ne connaissaient d'autre « loi de ravitaillement » que le paragraphe de leur service en campagne qui, par suite des traditions des officiers du premier Empire, lesquels en avaient été les rédacteurs, disait : « Les intendants réuniront, par arrangement avec les autorités civiles, les denrées dont on a besoin et s'ils n'ont pu le faire par suite de circonstances majeures, on enverra des corvées, en ordre, avec escortes, pour chercher des provisions. »

Bref, on le voit, ni règle ni méthode (2).

(1) En 1859, on s'était adressé, pour la fourniture de la viande, au riche syndicat de la boucherie parisienne. On croyait tout fait, mais pas du tout. Cela marcha bien quelques semaines, mais à la fin, le syndicat déclarait qu'il ne trouvait plus rien et ne pouvait que résilier son marché, la fourniture devenant impossible.

(2) Il est impossible de parler avec détail des ravitaillements des corps de l'armée française en 1870-71. Pour une raison ou une autre, il fut, dans toutes les armées, des plus médiocres, pour ne pas dire des plus mauvais.

Toutefois, il faut faire exception, a-t-on dit, pour les armées de la Loire. Dès

Nos ennemis, en 1870, n'étaient, il faut le dire, guère plus forts que nous sur ce sujet : mais avec leur esprit méthodique et, quoique agissant sans système arrêté, ils ont à peu près résolu le problème, et, en tout cas, leurs essais, car c'était pour eux des essais bien autrement sérieux que ceux qu'ils avaient entrepris dans la courte campagne de 1866, ont certainement ouvert la voie.

A ce moment (1870), il y avait en Prusse un principe de service de subsistances particulier et dominant ; chaque corps d'armée ayant son territoire de recrutement et de garnison avait à pourvoir lui-même à son alimentation en cas de guerre. On réunissait sur le territoire des approvisionnements, on demandait à utiliser la voie ferrée la plus proche et avec cette voie et les trains des divisions, on devait apporter journellement, ou tout au moins avoir journellement ce qui était nécessaire pour les hommes et les chevaux.

Comme décentralisation, c'était ingénieux, mais ce l'était moins à la pratique. Avec cette méthode il arrivait que les plus voisins de leur territoire vivaient dans l'abondance, et que les plus éloignés n'avaient que du pain moisi et étaient les plus mal servis.

On s'en était bien, du reste, rendu compte, en 1866, lorsque après Sadowa on avait marché sur Vienne, on comprit, dès le premier essai, que ce serait pis encore dans une guerre contre la France.

On commença donc par obliger tous les corps d'armée à alimenter eux-mêmes et pour leur compte propre les places du Rhin : Coblentz, Mayence, Manheim. On était ainsi paré contre une offensive si les Français la faisaient dans cette direction.

Après les premières batailles : Wissembourg, Wœrth, Sar-

que ces armées furent organisées et mises en opération, on vit installer des magasins à Tours, à Bourges, à Orléans, à Angers, à Poitiers, à Niort.

De ces centres, partaient journellement des trains de denrées de tout genre dont Vendôme et Freteval étaient les points de direction. Là, on les scindait, on les confiait à des convois auxiliaires qui suivaient les lignes de marche avec du pain et des vivres.

Cette organisation dura jusqu'après la bataille du Mans.

rebruck, Borny, Gravelotte, Saint-Privat, les villes du Rhin cessèrent d'être alimentées ; elles évacuèrent tous leurs magasins sur : Trèves, Sarrebruck, Sarrelouis, Courcelles, Nancy, Pont-à-Mousson, qui devinrent les magasins centraux.

L'armée qui vint à Paris, vécut sur le pays. Elle eut quelquefois, mais rarement, des convois. Ce ne fut qu'après la mise en état de la grande voie ferrée de l'Est, que le service se fit à peu près régulièrement.

Nous rappellerons, sur ce sujet, le discours prononcé par le maréchal de Moltke, le 2 mai 1871, devant le Parlement allemand :

« Je crois, disait-il, que jamais dans une guerre, les troupes n'ont été si bien nourries qu'en 1870-1871. Notre administration a été intelligente et nous savons tous que rien n'est trop cher en fait de nourriture, que ce qui est mauvais. »

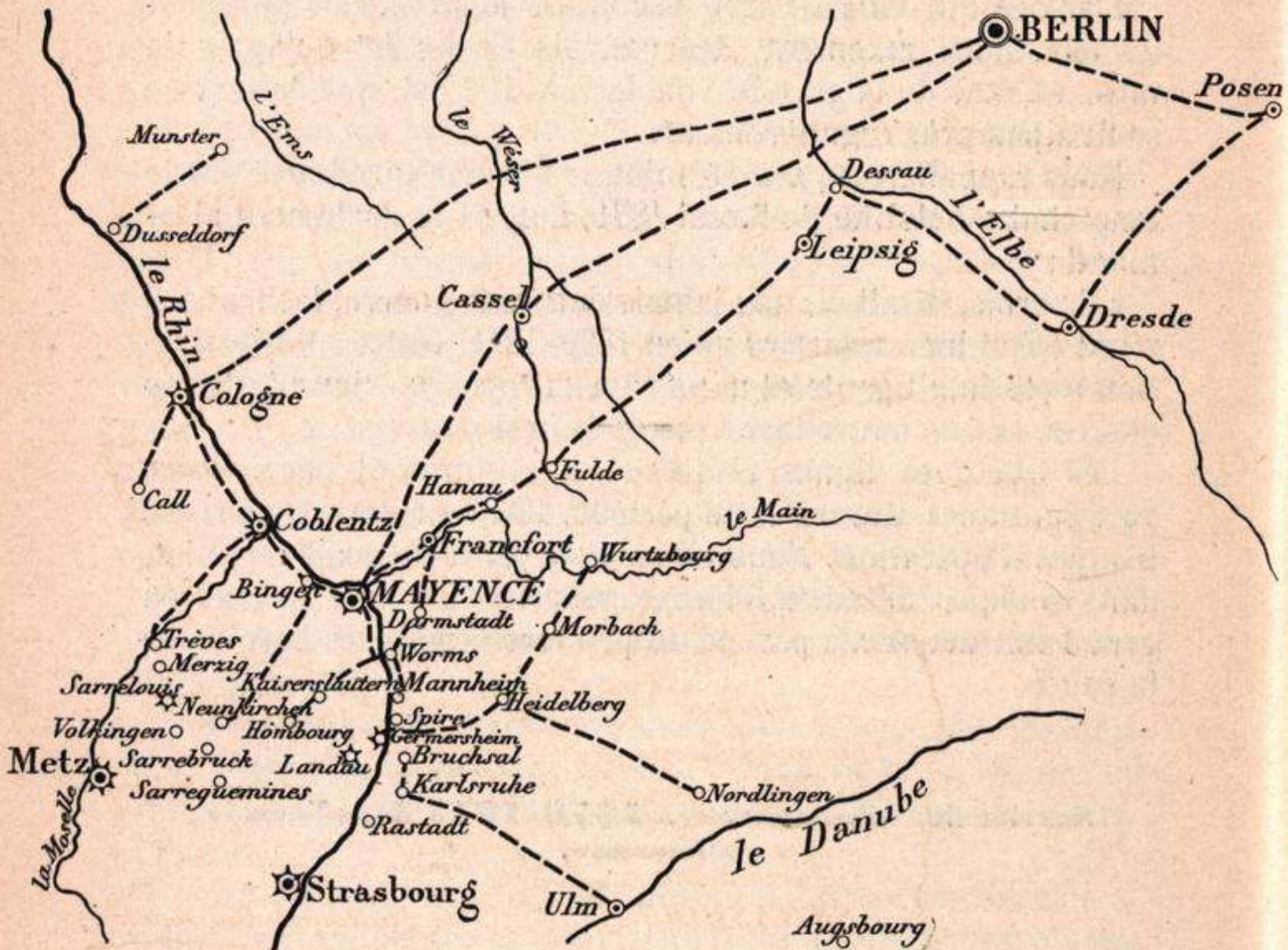
Les quelques lignes ci-dessus ne suffiraient pas à faire voir comment, durant cette période, l'Allemagne a nourri ses troupes d'opération. Nous allons essayer d'entrer, à ce sujet, dans quelques détails qui feront ressortir si la note du chef du grand état-major n'a pas été un peu forcée pour les besoins de la cause.

Service des subsistances en 1870-1871 dans l'armée allemande.

Il est très rare que, dans l'histoire des campagnes, en quelque pays que ce soit, on relate avec quelques détails les moyens employés pour assurer la subsistance des troupes (1). Cette habitude se fait sentir dans le compte rendu du grand état-major sur la guerre de 1870-1871.

(1) Dans leur compte rendu officiel des opérations de la guerre de 1870-1871, les Allemands se sont étendus surtout sur les choses militaires techniques, et ont très peu parlé du service de ravitaillement. Tout ce qu'on a su depuis témoigne que, de ce côté, ils étaient peu préparés et se proposaient de faire pour le mieux, sans se fixer d'avance à aucune règle précise.

Tout au moins en est-il peu parlé, et il faut lire avec soin les monographies de chacune des armées pour y trouver à glaner sur ce sujet, surtout dans les I^{re} et III^e armées. La II^e a donné

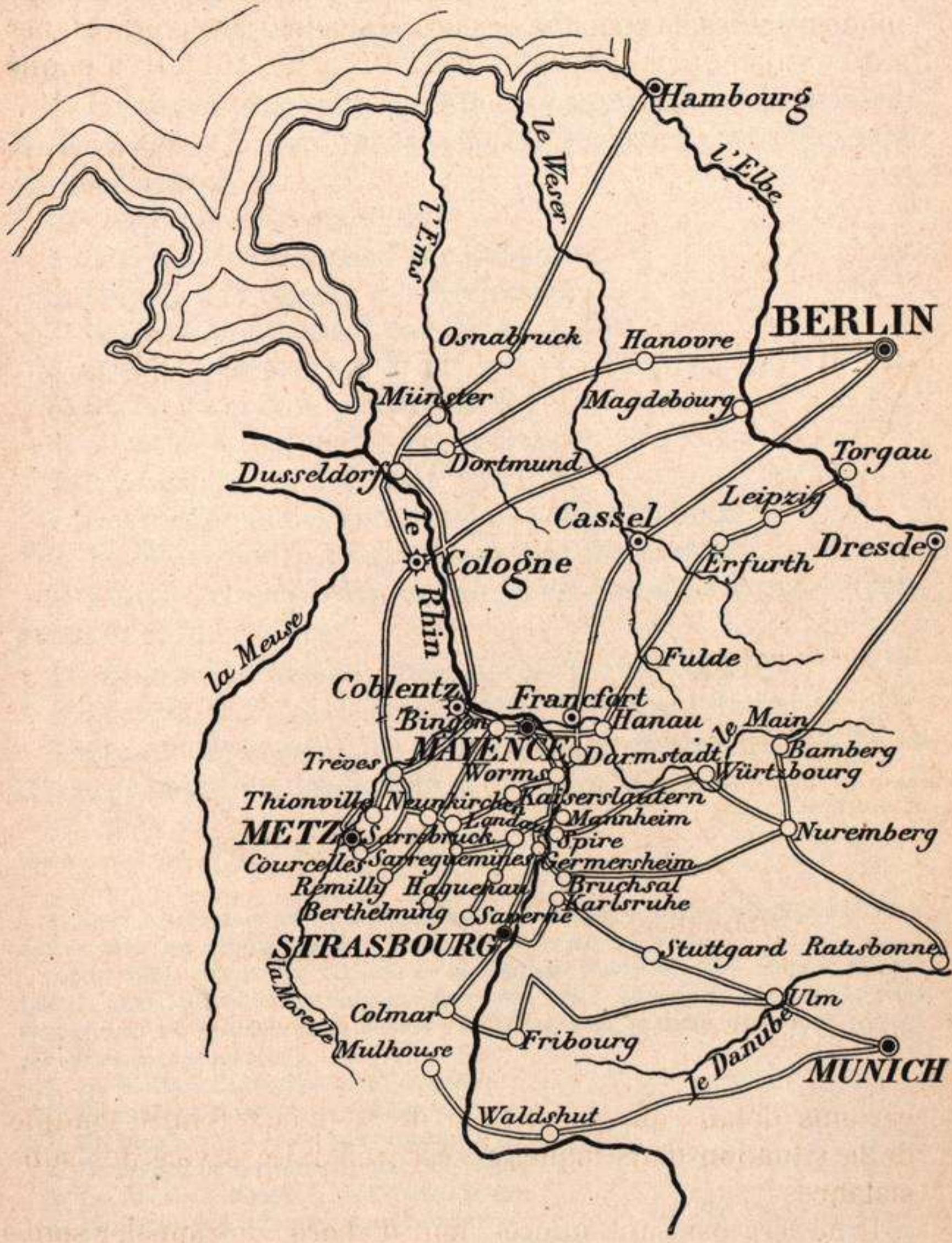


DÉVELOPPEMENT DE LA CONCENTRATION EN 1870 (ARMÉE ALLEMANDE).

certaines détails qui permettent de se mieux rendre compte de la situation dans laquelle s'est trouvé le service des subsistances.

Il ne sera pas sans intérêt, tout d'abord, de rappeler sommairement comment se fit la concentration des armées allemandes.

En juillet 1870, la confédération disposait d'environ dix-huit corps ou subdivisions de corps savoir : treize pour la Prusse, numérotés de 1 à 13 (sauf le XII^e, qui était Saxon),



SUPPOSITIONS QU'ON PEUT FAIRE SUR LA CONCENTRATION ALLEMANDE EN CAS DE GUERRE.

plus le corps de la garde ; la Bavière en avait deux, les Wurtembergeois et Badois amenaient aussi chacun leur contingent.

L'état-major disposait, pour la concentration de ces masses, de neuf lignes ferrées qui avaient été réparties entre les corps du nord et ceux du sud.

Ces lignes étaient celles de :

1. Berlin à Neunkirchen par Cologne ;
2. Leipzig à Mosbach, par Kreiensen ;
3. Berlin à Hombourg, par Cassel ;
4. Dresde à Castel, par Fulde ;
5. Posen à Landau, par Mayence ;
6. Münster à Call, par Dusseldorf ;
7. D'Augsbourg à Bruchsal, par Ulm ;
8. De Nordlingen à Meckesheim, par Crailsheim ;
9. De Wurtzbourg à Heidelberg, par Mosbach (1).

Les forces confédérées devaient en principe former trois groupes et une réserve.

1^{er} groupe (1^{re} armée), deux corps, les VII^e et VIII^e.

2^e groupe (2^e armée), les III^e, IV^e, X^e corps et la garde.

3^e groupe (3^e armée), les V^e et II^e corps prussiens, les I^{er} et II^e corps bavarois, les Badois et Wurtembergeois.

(1) Nous n'indiquons cette concentration que d'une manière très large et sans entrer dans des détails que le sujet ne comporte pas du reste.

Depuis 1876, depuis que l'Alsace et la Lorraine nous ont été enlevées, il s'est fait de grandes améliorations dans le réseau ferré allemand, déjà, on le voit, très étendu au moment de la guerre ; mais les neuf grandes directions restent sensiblement les mêmes :

1. De Berlin à Courcelles, par Coblenz ;
2. De Berlin à Romilly, par Cologne ;
3. De Hambourg à Metz, par Munster ;
4. De Leipzig à Sarrebruck, par Mayence ;
5. De Dresde à Bensdorf, par Nuremberg ;
6. De Berlin à Avricourt, par Francfort ;
7. De Wurzburg à Strasbourg, par Heidelberg ;
8. De Ulm à Strasbourg, par Carlsruhe ;
9. De Munich à Mulhouse, par Offembourg.

Les répartitions des corps sur les neuf directions sont probablement changées, comme est changée forcément la ligne de concentration ; mais les principes du mouvement sont sensiblement les mêmes avec augmentation de facilités pour se concentrer sur la ligne Thionville, Metz, Bensdorf, Mulhouse.

Il y avait, comme première réserve, les IX^e et XII^e corps et, comme réserve générale, les I^{er}, II^e et VI^e corps (1).

Au début, on avait donné comme ligne de concentration à la 1^{re} armée, Sarrelouis, Merzig; — à la 2^e, Volskingen, Sarrebruck; — à la 3^e, Landau, Carlsruhe; — à la 1^{re} réserve, Kaiserslautern, Hombourg. — Mais, peu à peu, en raison des renseignements que l'on recevait sur le développement des forces françaises, on modifiait cette direction générale.

Au commencement d'août, nous trouvons : la I^{re} armée, sur la ligne Call, Trèves, Kirchberg; — la II^e, sur la ligne Bingen, Manheim, Darmstadt; — la III^e, sur la ligne Germersheim, Landau, Carlsruhe, Rastadt, Spire; — la réserve, à Worms, Mayence.

Pendant la période des transports, les troupes de passage dans les gares de ravitaillement établies de loin en loin sur les voies ferrées, y prenaient leurs repas: les intendants avaient à la hâte entassé dans ces gares tout ce qu'il avait été possible de se procurer. Les mouvements journaliers n'étant que de douze à dix-huit trains, suivant que les lignes étaient à une ou deux voies, il était relativement facile de subvenir aux besoins.

Les difficultés se présentaient au moment où la concentration s'effectuait et où grossissait par suite l'agglomération des troupes sur des espaces relativement restreints.

Il ne fallait pas songer à vivre sur le pays : outre que la I^{re} armée était sur un territoire pauvre; les deux autres, quelque grandes que fussent les ressources, ne pouvaient espérer, même en prenant tout aux habitants, trouver des denrées pour plus de deux ou trois jours, surtout à la II^e armée.

On avait bien, dans cette armée, autorisé les régiments à acheter eux-mêmes, à leur départ des garnisons, cinq jours de vivres de tout genre, et à les faire voyager avec eux dans

(1) Dans le cours des opérations les armées subirent des compositions diverses et on leur prit divers corps pour former des armées nouvelles.

C'est ainsi que les XII^e et IX^e corps et la garde formèrent l'armée de la Meuse.

Les I^{er}, II^e et VI^e corps furent adjoints à chacune des trois armées principales (Cavalerie) : Les 1^{re} et 2^e divisions de cavalerie à la réserve générale; — la 3^e au premier groupe; — la 4^e au troisième; — les 5^e et 6^e au second.

des fourgons ajoutés aux trains ; on leur avait bien prescrit d'avoir, à leur arrivée sur la base de concentration, des vivres pour six jours, à n'importe quel prix ; mais il ne semble pas que ces instructions aient pu s'exécuter. Les régiments avaient emporté quelques vivres : ils s'en étaient aussi procuré un peu sur la région occupée ; mais il fallut presque partout avoir recours à l'administration pour avoir du pain en quantité suffisante, et les quelques acquisitions que l'on put faire ne comptaient pas comme un sérieux appoint dans la masse qu'il fallait ravitailler.

Après cet examen d'ensemble de la mise en œuvre des groupements, nous allons prendre successivement les armées dans leur mouvement, sans entrer toutefois dans de très grands détails (1), l'exposé sommaire devant suffire pour fixer les idées.

L'ordre de mobilisation allemand fut lancé dans la nuit du 15 au 16 juillet. La mobilisation devait durer huit jours (du 15 au 23) ; la mise en marche des trains de concentration le 24, faisait supposer que, douze jours après (le 4 août), cette opération serait achevée. Les trains devaient s'arrêter sur le Rhin, tout d'abord, et les troupes devaient venir par étapes sur la ligne qui leur était fixée.

1^{re} armée (VII^e et VIII^e corps, une division de cavalerie).

Les points d'étapes principaux de cette armée étaient, pour la concentration : Coblenz, Trèves, Sarrebruck. Le 2 août, le quartier général était à Trèves.

Le 6 août, on se portait de Lebach sur Hombourg (bataille de Forbach).

Le 9, on occupait la route de Sarrelouis jusqu'à Boulay-les-Etangs.

Le 12, de Boulay à Mareuge.

(1) Nous renvoyons pour ces détails aux ouvrages de tout genre publiés à ce sujet en France et en Allemagne.

Pour la première partie des opérations, le déploiement sur Trèves-Sarrelouis, on avait réuni à Cologne et Coblenz huit jours de vivres de tout genre, mais les débuts du service de ravitaillement furent très médiocres, pour ne pas dire mauvais, en raison de l'emploi très difficile des voies ferrées, lesquelles étaient surchargées d'ouvrages pour le transport du personnel et du matériel.

Ce n'est que le 6 août que l'on put définitivement transporter les approvisionnements du Rhin sur Trèves et Sarrelouis qui devinrent, surtout la deuxième, les magasins principaux. Dans les deux localités on installa les boulangeries. Dans cette période on avait pu réunir 2.000 voitures et c'est avec elles que du 6 au 20 on forma une série de convois d'approvisionnement. Dans la marche en avant on installa un nouveau magasin à Boulay (1).

Du 20 août au 31 octobre eut lieu l'investissement de Metz.

A ce moment le service fut régularisé. Le magasin de Sarrelouis continua à être le dépôt principal, on lui donna comme succursale un autre grand magasin à Courcelles, sur Nied. Mais au lieu d'aller directement s'approvisionner à Courcelles, on établit derrière les secteurs d'investissement des dépôts de vivres de façon à avoir peu de chemin à faire pour venir se ravitailler.

A la fin d'août, lorsqu'on créa avec les IX^e, XII^e corps et la garde l'armée de la Meuse, laquelle devait s'unir à la III^e armée dans sa marche sur Paris, on chargea la I^{re} armée de nourrir, au début tout au moins, ce nouveau groupe sur ses magasins qui étaient déjà suffisamment pourvus. C'est sur ces mêmes magasins qu'on emprunta pour nourrir aussi pendant plusieurs jours la moitié environ de l'armée faite prisonnière à Sedan, et plus tard la totalité de celle faite prisonnière à Metz, avant que l'une et l'autre fussent transportées par fractions sur les villes d'Allemagne.

En novembre, la I^{re} armée réorganisée avec le VIII^e corps, le

(1) Il convient de noter que la I^{re} armée eut la bonne fortune de trouver à Forbach, à la suite du combat du 6, de gros approvisionnements abandonnés par l'armée française.

I^{er} corps et la même division de cavalerie (n^o 3) quitta Metz pour gagner l'Oise et couvrir l'investissement de Paris.

Elle traversa l'Argonne et la Champagne en emportant :

3 jours de vivres de sac ;

4 jours sur les convois régimentaires ;

6 jours de farine, de biscuit et d'avoine sur les convois de corps (400 voitures) ;

3 jours d'avoine et de farine sur le convoi administratif (1.000 voitures).

Les ordres donnés par le commandement étaient les suivants :

« Les troupes seront, quand on le pourra, nourries par l'habitant. Si l'on ne trouve rien, on mangera les vivres du convoi de corps.

» On ne fera pas de réquisitions. Les subsistances seront achetées. »

Le magasin de base qui jusqu'alors était resté à Sarrelouis fut transporté à Metz. On prit comme ligne de communication la ligne Reims-Rethel.

Des magasins furent établis à Laon, Rethel, Soissons, Reims, et plus tard à Compiègne, Creil, Beauvais, Rouen et Amiens (1).

2^e armée (III^e, IV^e, X^e corps et cavalerie de la garde).

Mayence était, sur le Rhin, le point central de concentration de la II^e armée.

Nous la trouvons successivement sur les lignes : Mannheim-Bingen, Dürckheim, puis Bingen, Alzey.

(1) Dans l'investissement de Metz, la I^{re} armée grossie d'une division de réserve (Kummer), occupait la rive droite de la Moselle, c'est ce qui explique le meilleur état de ses magasins qui permirent d'emprunter des vivres pour l'armée de la Meuse et les prisonniers français. Dans l'esprit de changement de front qui s'était opéré le 13 et qui avait en quelque sorte sondé la I^{re} et la II^e armée, la I^{re} avait occupé successivement : le 13, Les Etangs, Courcelles ; le 14, Courcelles et Pange ; le 15, Corny ; on la retrouve le 16 à Rezonville, et le 18 à Saint-Privat.

Le 2 août, son quartier général était à Alzey.

Le 6, elle avait gagné Neunkirchen, Hombourg, Zveibrucken, Waldmohr.

Le 9, elle était engagée sur la route Saint-Avold, Faulquemont, Herny, Buchy, Nomény, Saar-Union, Dieuze.

Le 12, elle est à Faulquemont, Sarreguemines.

Le 13, de Buchy à Château-Salins.

Le 14, entre Pagny, Buchy, Solgne, Dieulouard, Pont-à-Mousson.

Le 15, vers Thiaucourt, Novéant, Gorze, Nomény, Dieulouard.

Le 16, Rezonville.

Le 18, Saint-Privat.

Et, ensuite, investissement de Metz (rive gauche de la Moselle).

C'est à la situation de cette armée au point de vue « subsistances » qu'il convient de s'arrêter, parce que la direction imprimée aux divers services y était très dure et très surveillée, parce que c'est celle où l'on paraît s'en être le plus occupé ou tout au moins dont le compte rendu est le plus complet, et fait le mieux ressortir toutes les péripéties dans lesquelles on s'est trouvé pour la nourriture des troupes.

Disons, tout d'abord, que la situation sous ce rapport fut, au début, des plus inquiétantes pour les commandants des corps d'armée.

Dans l'empressement que les Allemands mirent, de crainte d'une invasion subite de l'armée française, à porter les masses sur le Rhin, on s'ingéniait avant tout à y avoir des états-majors et des régiments, laissant en arrière les colonnes de vivres et les voitures si encombrantes sur les voies ferrées.

Ajoutez que, d'autre côté, l'intendance des provinces bordant le Rhin s'était empressée de ramasser tout ce qu'elle avait pu trouver pour les approvisionnements, et, dans le même sentiment d'idée d'invasion, avait entassé dans les places de Mayence, de Cologne, de Landau, de Germersheim tout ce qu'elle avait pu se procurer.

On tombait donc, là, dans un pays déjà exploité.

On avait bien, il faut le dire, prévu cela, et on avait espéré y suppléer en faisant venir de l'est où tout était en abondance

suffisante ; mais on avait rêvé faire produire aux voies ferrées au delà du possible. Elles suffisaient à peine, nous l'avons dit déjà, à l'envoi des trains de troupes, et ce qu'elles pouvaient donner en plus était bien peu de chose, en comparaison des besoins de la concentration.

C'est l'examen de cette situation qui avait fait convenir que les régiments emporteraient avec eux, de leur garnison, des vivres et de l'avoine pour plusieurs jours. Ils s'arrangeraient à leur point de débarquement pour les faire transporter d'une manière quelconque à leur lieu de concentration.

L'ordre prescrivait qu'ils ne devaient s'en servir que lorsque la nourriture chez l'habitant deviendrait impossible, et, de plus ils devaient s'occuper de leur mieux à amener et à maintenir d'une manière, à leur gré, cette sorte de réserve à huit jours de vivres de tout genre.

Cela se rapprochait, on le voit, un peu du : « débrouillez-vous » qui a soulevé tant d'acrimonie dans l'armée française, et, en somme, on réussit à peu près.

Comme on avait plus de viande que de pain, on diminuait la ration d'un côté pour l'augmenter de l'autre.

Durant presque tout ce temps les hommes, à la II^e armée, eurent 500 grammes de viande par jour, et seulement 500 grammes de pain.

Ainsi se passe la première période. Et elle fait très bien saisir qu'en dépit des grands projets dont on nous a entretenus depuis, les chefs de l'armée allemande étaient fort indécis sur la forme à donner à la guerre, et se demandaient s'il faudrait la faire défensive ou offensive.

Sitôt qu'ils surent et virent que les Français étaient encore moins préparés, qu'ils semblaient eux, au contraire, se résigner de bonne grâce à supporter une guerre défensive, seulement alors ils se décidèrent à s'acheminer vers la frontière et la Sarre.

La période de translation devient naturellement moins pénible que la précédente au point de vue subsistance, puisqu'on se donnait un peu d'air.

Pour ce moment et l'entrée en opérations, la I^{re} armée donne l'idée complète de ce que fut la II^e.

On avait, au début, installé les magasins principaux à Bingen et à Worms.

On en créa un nouveau, très grand, à Neunkirchen et comme on avait à sa disposition et pour soi la grande voie ferrée Mayence-Sarrebruck, il fut relativement facile de remplir de vivres amenés de l'Allemagne et du Rhin toutes les gares intermédiaires.

A partir du 13 août, on put décider que Forbach, Saint-Avold, Faulquemont, Herny deviendraient des gares d'approvisionnement; et, le 15, on poussa jusqu'à Remilly.

Bref, lorsque les corps passèrent la Moselle, ils avaient cinq jours de vivres assurés.

Mais, après les batailles du 16 et du 18 à Gravelotte et à Saint-Privat, la situation devint pénible et difficile.

Trouver le nécessaire dans un pays qui venait d'être, dans un grand rayon autour de Metz, foulé par les deux adversaires, on n'y pouvait songer. On épuisa donc les ressources de réserve, puis on se contenta de faire « du mieux qu'on pouvait » mais très imparfaitement encore.

On avait bien des voitures, en nombre assez grand même pour aller drainer au loin, mais ces voitures avaient à transporter aux voies ferrées quantité de blessés et de malades. Et lorsque ce fut terminé, comme on avait reconnu la presque impossibilité de vivre sans une voie ferrée à sa disposition, on dut, tout autre travail cessant, s'occuper de faire faire un embranchement de Remilly à Pont-à-Mousson.

Pour faire cet embranchement, transporter les masses de terre des déblais aux remblais, on n'avait pas de trop de tous les tombereaux du pays et on les avait réquisitionnés à cet effet; mais ils étaient sans attelages, et il fallait ceux des voitures de l'armée.

Ce n'étaient pas, il faut bien le dire, les vivres qui faisaient défaut. L'Allemagne expédiait des denrées en quantité plus que suffisante, mais il fallait les débarquer, les emmagasiner et surtout les transporter dans les dépôts des corps, et là était la difficulté.

On raconte que, le 5 septembre, l'encombrement des voies était tel que la II^e armée avait plus de 2.000 wagons pleins entassés sur les lignes de Bingerbruck et de Neunkirchen, de

Sarrebruck à Courcelles. Sur les chemins de fer du Rhin, sur ceux du Palatinat, des trains entiers restaient ne pouvant avancer vers la gare finale de Remilly, quoiqu'elle fût doublée de celle de Herny.

On était donc dans la pénurie, sachant qu'on avait, près de soi relativement, des milliers de quintaux de denrées dont on ne pouvait disposer.

En lisant ces récits, on se dit nécessairement qu'il y aurait eu un remède simple : faire venir tous ces trains les uns après les autres, les décharger et les renvoyer par la voie montante.

Mais que de difficultés et nous les donnons pour bien fixer les idées : tout d'abord les bras manquaient. Les habitants étaient partis, les soldats occupés ailleurs aux travaux d'investissement. Les petites gares du réseau établies pour un commerce minime, ne se prêtaient pas à des manœuvres de trains. Les petits magasins de ces gares étaient insignifiants pour agglomérer des masses pareilles.

D'autre côté, on ne pouvait laisser les denrées dehors, à la pluie et au soleil. On avait bien construit des baraques, mais un peu à la hâte, avec tous les matériaux qu'on avait sous la main. Elles étaient insuffisantes et surtout trop mal fermées pour assurer la conservation des denrées qu'on y déposait.

On aurait pu requérir facilement les maisons voisines des gares les plus aptes à faire des magasins, mais quelque près qu'elles eussent été, il fallait pour les utiliser y faire porter à bras ou avec des voitures le chargement des trains, et on n'avait ni bras, ni voitures.

Aussi cette période est-elle l'une des plus pénibles de la campagne pour les corps de la II^e armée. Tout se perdait, le pain et le biscuit arrivaient aux corps, moisis, le sel, la farine, l'avoine même devenaient inutilisables.

Ce ne fut que dans la deuxième quinzaine de septembre qu'on put améliorer cette situation et après de nombreux tâtonnements :

On s'arrêta aux dispositions suivantes que nous reproduisons :

« Les trains laissés en souffrance sur les voies seront déchargés dans les gares (éloignées) principalement à Neunkirchen et Schiffersdorf. De ces gares partiront chaque jour 200

wagons contenant des rations (complètes) expédiés en quatre trains sur Herny et Remilly (1). »

Ce système rendait les voies libres, mais il était bien insuffisant encore pour bien assurer les besoins de l'armée. Il fallait, en effet, que chaque jour les corps envoyassent chercher les denrées à ces deux gares. Or, on n'avait guère pour cela que des voitures et de mauvais attelages de réquisition qui avaient à faire 55 à 65 kilomètres, aller et retour, et mettaient quelquefois trois et quatre jours à ce trajet, car la saison était pluvieuse, et sous le passage de tant de charrois les abords des gares et les routes d'accès, sur les secteurs d'investissement, étaient dans un état affreux, aussi l'armée avait-elle le plus souvent du biscuit et du café mouillés, du pain moisi et du sel fondu.

Durant cette période, tous les efforts étaient tendus à la construction la plus rapide possible de la voie ferrée de raccordement de Pont-à-Mousson à Remilly, sur laquelle on comptait pour faire cesser cet état de choses très préjudiciable à la santé des troupes.

Le 23 septembre elle fut terminée, mais elle fut loin de remplir à souhait les conditions qu'on avait désirées. Sur son parcours (de 38 à 40 kilomètres) les pentes étaient raides, le ballast médiocre, les courbes fort petites et le rendement de transport de 2.000 quintaux par jour était tout ce qu'on pouvait en tirer. Toutefois c'était une amélioration sensible, et à partir de ce moment on eut tout au moins des facilités assez grandes pour donner souvent du pain mangeable au lieu de biscuit humide.

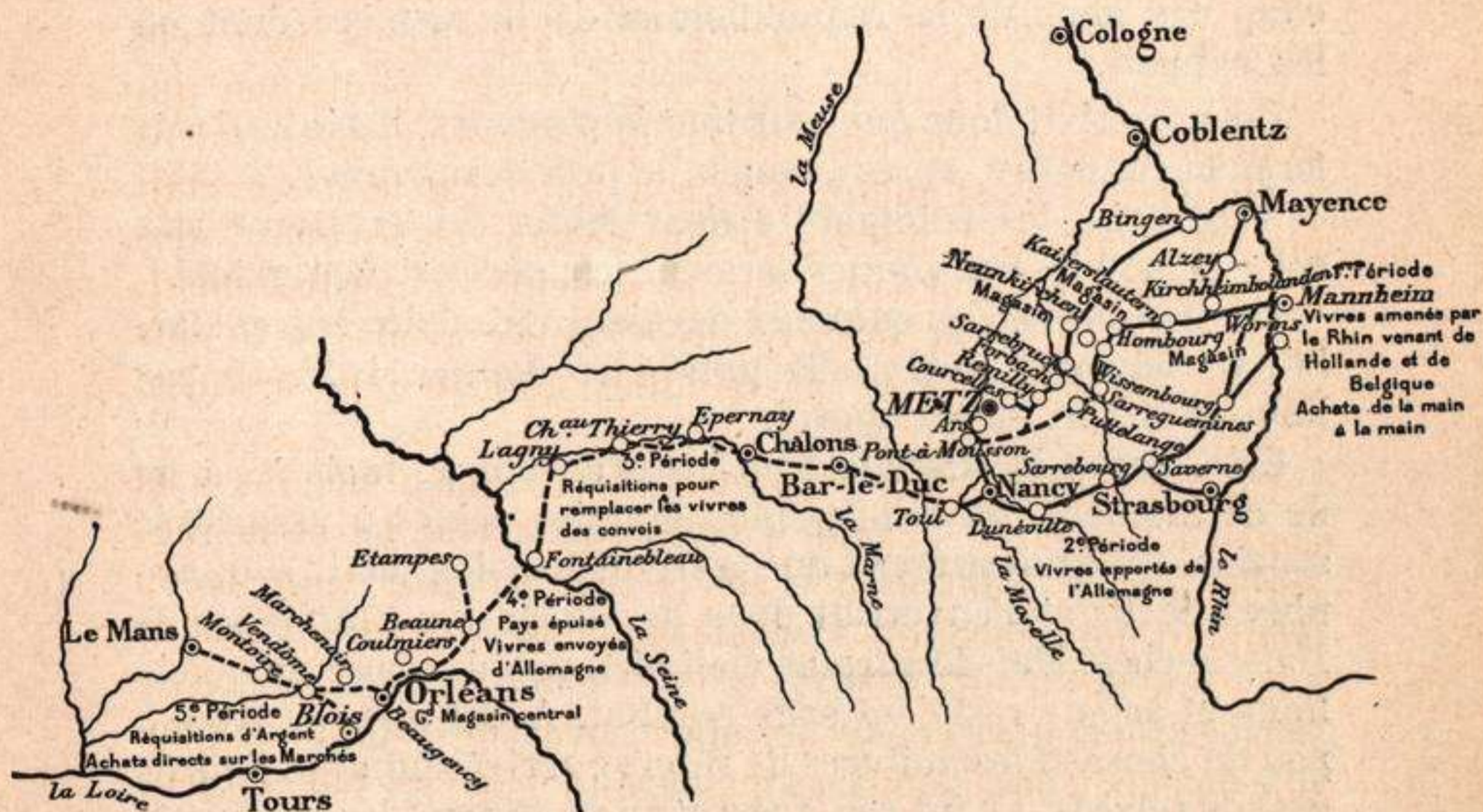
Toutefois, en même temps d'autres conditions devenaient défectueuses. La peste bovine avait éclaté, on ne pouvait plus se procurer de bestiaux en Russie ; les pays allemands, belges, hollandais étaient épuisés et les troupeaux, du reste, y étaient atteints par la même maladie.

Aussi, la II^e armée vécut-elle surtout de viandes salées et de

(1) Il fallait chaque jour aux sept corps de l'investissement au moins 130 wagons de denrées en les emplissant jusqu'au bord. L'augmentation (200 wagons) permettait un peu de prévoyance.

conservés que l'on se mit à fabriquer à Berlin et à Mayence par quantités (1).

Les fourrages étaient aussi devenus très rares. Ceux qu'il était possible de se procurer dans la région étaient amenés et



MARCHE DE LA II^e ARMÉE ALLEMANDE DE METZ SUR ORLÉANS, AVEC LA MARCHE DU RHIN SUR METZ ET D'ORLÉANS SUR LE MANS.

se vendaient fort cher. Il fallut en faire venir de grandes masses d'Allemagne, ce qui encombrait les wagons des voies ferrées.

La marche des II^e, III^e, IX^e et X^e corps de Metz sur Orléans a moins d'intérêt parce qu'elle vécut sur le pays presque entièrement.

Toutefois, comme on pouvait craindre une surprise, une

(1) Dès le début, on avait fait usage d'un produit nouveau : la saucisse aux pois. C'était un mélange de farine de pois, de graisse, d'oignons, de lard. Les difficultés où l'on se trouvait pour avoir de la viande fraîche furent telles que l'on en fabriqua à Berlin de grandes quantités. On en distribua plusieurs centaines de mille.

rupture de voies par exemple, on obligea les corps à se faire suivre de plusieurs journées de vivres (14 ou 15).

C'est à ce moment que l'on prescrivit de remplir d'argent les caisses de guerre. Les autorités civiles allemandes établies dans les départements occupés se plaignaient en effet beaucoup des abus de la réquisition et de la manière dont on les frappait.

On prescrivit donc que, sur tout le parcours, les intendants feraient connaître, après examen, le prix des denrées.

A ce prix, les habitants étaient tenus de les livrer aux corps, sinon les communes seraient frappées de réquisition.

Les hommes et les animaux devaient être nourris par l'habitant, lequel pouvait, s'il préférait, donner 1 fr. 50 par homme et 1 fr. 25 par cheval.

Cela, paraît-il, marcha bien jusqu'au Loing, mais à partir de ce moment, on eut les plus grandes peines à assurer le service. On avait prescrit que la III^e armée donnerait son surplus à la II^e et l'enverrait dans des magasins à Etampes et Malesherbes. Mais le surplus était bien peu de chose. Réquisitions et achats restaient sans résultat. A Orléans, on trouva peu de chose et les voitures de réserve arrivèrent avec de très grands retards. Ce fut peu à peu et en munissant les régiments de très grosses sommes d'argent qu'on réveilla un peu le commerce et qu'on put faire apporter sur le marché à Etampes, à Orléans, à Tours et à Chartres le blé de la récolte de 1870.

II^e armée.

Cette armée, chargée d'envahir tout d'abord l'Alsace, se composait des V^e et XI^e corps prussiens, des I^{er} et II^e corps bavarois, des Badois et des Wurtembergeois.

Elle avait eu pour sa concentration le territoire compris entre Landau, Spire, Germersheim, Carlsruhe.

Le 2 août, son quartier général était à Spire.

Le 4, elle entrait en France à Wissembourg.

Le 5, nous la trouvons à Lembach, Soultz, Primehdorf, Asehbach.

Le 6, elle livrait la bataille de Wœrth.

De là elle prenait, à travers nos départements de l'est, la route de Paris.

Le 13, elle marche sur Nancy, Lunéville.

Le 25, sur Charmont, Heiltz-l'Evêque.

Le 26, sur Chaumont, Farimont.

Le 27, sur Nixeville, Dombasle.

Le 29, sur Monthois et Grand-Pré.

Le 30, sur Beaumont.

Le 31, sur Remilly, Cheveuges, Omicourt.

1^{er} septembre, Sedan.

Le 4, elle reprenait la marche sur Paris par Attigny, Reims, Epernay, Montmirail, Coulommiers, Créteil et la vallée de la Marne.

Le 17, elle passait la Seine à Juvisy et Villeneuve-Saint-Georges et commençait l'investissement de Paris.

Elle s'était soudée, le 19 août, à une armée de formation nouvelle, dite « armée de la Meuse », composée du IX^e corps (prussien), du XII^e corps (saxon) et du corps de la garde.

Le 20, cette armée s'était mise en mouvement des environs de Metz, par Fleville, Conflans, Hamonville pour se souder à la III^e. Nous la trouvons :

Le 25, à Dombasle, Laheycourt.

Le 26, à Varennes, Fleury.

Le 27, à Dun, Montfaucon.

Le 29, à Nouart et Bantheville.

Le 30, à Beaumont.

Le 31, à Brevilly, Sachy, Carignan.

1^{er} septembre, Sedan.

De même que la III^e armée, elle reprenait, le 4, sa marche sur Paris par Creil, Compiègne, Soissons, vallées de l'Aisne et de l'Oise.

Le 17, elle commençait comme l'autre l'investissement de Paris entre Marne et Seine.

La III^e armée eut, par suite de ses directions de marche, à travers de riches pays, moins à souffrir que la précédente du défaut de subsistances ; au surplus, son organisation se prêtait mieux à la formation des convois parce qu'elle englobait les

contingents de Bavière, de Wurtemberg et de Bade où les ressources étaient grandes pour former des convois.

Pendant son déploiement stratégique, la III^e armée fut nourrie chez l'habitant ou tout au moins sur le pays, car les voies ferrées étaient trop encombrées par le transport des troupes et du matériel pour qu'on pût donner quelque place à la question vivres.

L'intendance s'occupait activement néanmoins de ramasser ce qu'elle pouvait pour avoir des magasins à Mannheim, à Heidelberg, à Neustadt, à Meckesheim, Germersheim, Bruchsal et Ludvigshafen.

A partir de l'entrée en Alsace, elle trouva le pays avec moins de ressources, parce que déjà là les intendants français avaient beaucoup pris, mais néanmoins les troupes vécurent bien, grâce aux convois amenés de Landau, de Mannheim et de Wurtzbourg.

Il y eut, naturellement, des difficultés dans la traversée des Vosges, les routes étaient relativement en petit nombre, les colonnes fort longues et l'on dut, faute de pouvoir amener les trains administratifs en avant, vider les voitures régimentaires qui jusque-là avaient été considérées comme des réserves.

Dès le 21, on installa des grands magasins à Nancy et Lunéville et on s'engagea vers la Marne avec des approvisionnements de précaution suffisants, dont on eut peu à se servir du reste, car le pays était riche, pas encore foulé, et on trouvait le nécessaire presque journellement.

C'est à ce moment que l'armée de la Meuse, bien moins lotie que la III^e armée, en raison de sa constitution rapide et toute récente, vint se souder à elle.

On a déjà dit qu'elle fut nourrie, au début, sur les magasins de la 1^{re} armée. Ses intendants établirent tout d'abord leur magasin principal à Pont-à-Mousson.

Lorsque, le 26 août, ayant appris le mouvement de l'armée française du maréchal de Mac-Mahon vers le nord-est, on dut entamer la grande conversion de ce côté, il y eut dans l'une et l'autre armée allemande de graves mécomptes.

La conversion, en effet, resserrait sur un étroit espace des corps qui jusque-là avaient marché sur un front étendu. Elle les éloignait par suite de leurs convois et il faut joindre à cela

que les pays de l'Argonne ne se prêtaient nullement à un ravitaillement. Il fallut, dans cette période, comme après une bataille, manger les vivres de sac, mais l'embarras était de les remplacer et en face de ce problème insoluble, il y eut deux ou trois jours des plus pénibles privations.

Après Sedan, les convois rejoignirent, mais on ne pouvait laisser sans rations les 100.000 prisonniers de l'armée française et il y eut, encore, de ce fait, de très grands embarras.

Lorsque reprit la marche sur Paris, ce fut une nouvelle difficulté. L'Allemagne expédiait tant qu'elle pouvait à l'armée, elle expédiait même trop. Car les trains encombraient les voies, arrivaient difficilement au point terminus et n'apportaient le plus souvent leur pain que moisi, alors que le pain était surtout la denrée qui faisait défaut.

C'est dans cet état que l'on arrive à l'investissement de Paris.

Ce moment d'arrêt permettait de remettre un peu d'ordre dans le service. On se hâta de créer des magasins à Corbeil et à Versailles, magasins qu'on fit alimenter par ceux de Nancy, Lunéville, qu'on avait laissés en bon état et qui envoyaient tout ce qu'ils avaient à Lagny, le point terminus de la voie ferrée.

Il eût fallu pour compléter faire prendre à Lagny les denrées, mais les voitures étaient rares et ce qu'elles produisaient était peu de chose. On dut par suite demander à l'Allemagne aussi toutes les voitures disponibles et les envoyer à Lagny par trains entiers.

Il fallut donc, au début, se résigner à faire faire aux voitures régimentaires des corps le grand trajet de Lagny. On avait d'abord songé à les envoyer à Corbeil et Versailles, mais il fallut y renoncer devant l'impossibilité d'approvisionner suffisamment ces deux magasins.

L'installation de l'investissement une fois terminée, on remit en activité dans tous les secteurs les moulins et les boulangeries, on chercha à installer des marchés où les gens des environs trouvaient à vendre à prix rémunérateurs leurs denrées : enfin les régiments s'ingénierent, dans leur territoire de cantonnement, à faire faire la récolte de tout ce qui était resté dans les jardins maraîchers. L'armée eut ainsi un certain approvisionnement fort apprécié de légumes de tout genre.

Armée de la Meuse (IX^e et XII^e corps, avec la garde).

L'armée de la Meuse qui cernait Paris au nord, commença par se créer un grand magasin à Chantilly. Mais comme elle n'eut sa ligne particulière de communication que plus tard, en octobre, après la capitulation de Soissons et la remise en état des voies ferrées, elle subit forcément les mêmes embarras que la III^e armée.

Il serait donc sans intérêt de s'en occuper sans un cas tout particulier très digne de frapper l'attention.

Dans un des corps de cette armée, le major Scherff semble avoir tenu, au jour le jour, le journal de marche du corps et il a relevé de cette manière toute la série, journalière, des moyens qui ont été employés pour le ravitaillement.

Cette monographie s'appliquant à cette seule unité peut s'appliquer aussi, avec des fortunes diverses, à tous les corps de l'armée allemande.

A ce titre, nous avons cru bon d'en faire à peu près la copie :

Le IX^e corps, dont il s'agit, formé des 18^e et 25^e divisions, avait après sa mobilisation un effectif de 500 officiers, 15.000 hommes de troupes, 36 canons, 370 voitures et 4.500 chevaux.

L'ordre de mobilisation lui était communiqué le 16 juillet vers 3 heures avec avis d'être concentré entre le 12^e et le 13^e jour à Golsheim (de Worms à Kaiserslautern).

Cette concentration commença le 25 juillet ; à ce moment les subsistances étaient ainsi réparties :

Trois rations de réserve (biscuit, riz, café, sel) dans les sacs ;

Quatre jours de vivres et trois jours de lard sur les voitures régimentaires.

Les chevaux étaient approvisionnés :

Dans l'artillerie, de trois jours de réserve ;

Dans la cavalerie et les corps, de un jour.

Le parc du train avait de quoi compléter les fourrages à sept jours.

Les 25, 26, 27, on fut nourri par l'habitant sur bons signés

et payables à l'armée. Mais le 28, tout étant épuisé, il fallut jusqu'au 1^{er} août se ravitailler aux magasins de Worms et d'Oppenheim en requérant dans les cantonnements toutes les voitures que l'on put trouver.

Le 2 août eut lieu la mise en marche. Comme l'armée était concentrée le soir sur de très petits espaces, et qu'il était impossible de mettre tout le monde à l'abri, on eut pour ordre de « faire nourrir par l'habitant les hommes cantonnés et par les magasins ceux bivouaqués ». On devait acheter le bois sur place. Le magasin de Kircheimbolanden fournirait les vivres et la paille.

On passa dans cette situation les journées des 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 août, tirant les vivres successivement des magasins de Kirchem, de Kaiserslautern, de Landsthul, de Waldmohr, d'Ober-Meisen, de Mittel-Bexbach, de Saint-Ingbert, de Spiesen.

Tout alla à peu près bien sauf que le 9 une des divisions dut entamer ses vivres de réserve et qu'à partir du 8 les magasins ne purent plus fournir de paille et de foin.

Ce même jour (8 août), on augmenta la ration de sac d'un jour de lard salé et, dans la crainte de ne pas trouver de viande fraîche, on décida de se faire suivre de deux jours de viande sur pied.

C'est le 10 que le corps passa la frontière. La veille, avait paru un ordre de subsistances dont voici le résumé :

« On ne pourra s'étendre et faire de réquisition à plus de 2 kilomètres à droite et de 3 kilomètres et demi à gauche de la grande route.

» Chaque réquisition sera accompagnée d'un bon.

» Le taux des rations sera de 500 grammes de viande, 750 grammes de pain, 250 grammes de lard, 500 grammes de légumes verts, 30 grammes de café, 42 grammes de tabac, un demi-litre de vin, 6 kilogrammes d'avoine, 2 kilogrammes de foin et 1 kilogramme et demi de paille.

» Si les habitants ne peuvent fournir de vivres, ils donneront 2 francs pour l'ensemble de la ration d'un homme.

» Le pays ayant déjà été traversé, il pourra arriver que les réquisitions ne soient pas possibles, mais alors on exigera des municipalités la valeur en argent de la réquisition. En ce cas

seulement on prendra sur la réserve du corps, lorsque la nourriture chez l'habitant sera impossible. »

C'est sur ces données que s'opéra le voyage, mais il fallut bientôt renoncer à une pratique que l'état des pays rendait impossible, comme on en va juger :

Les 11 et 12 seulement on trouva quelque chose chez l'habitant, mais nombre de régiments durent demander des vivres de réserve. Partout il fallut requérir du fourrage. Les magasins de Saint-Jean et de Forbach permirent le remplacement.

Les 13 et 14 il fallut faire appel aux magasins de Saint-Avoid; ni la réquisition, ni la recherche de denrées chez l'habitant n'avaient été possibles.

Le 15, au moment de passer la Moselle, on profita du magasin de Remilly pour aligner tous les hommes à trois jours de vivres de sac, et les voitures à quatre jours de denrées de tout genre.

Le 16, le corps n'arriva que fort tard, dans la soirée. On put avoir une distribution de vivres, mais il ne fut pas possible de faire un repas chaud.

Il en fut de même le 17, en raison des nombreuses allées et venues amenées par les ordres de concentration en vue de la journée du 18.

Cette dernière fut très pénible pour le IX^e corps. Le soir du combat il se trouva sans distribution et presque sans vivres. Ce n'est que le 19, dans la matinée, que l'intendance put amener quelques voitures chargées de pain et de vin.

Ce jour-là, les intendants commencèrent à organiser toute une série de réquisitions dans les villages entourant la ville de Metz de façon à former des magasins à Remilly, Pont-à-Mousson.

Le 20, des ordres furent donnés pour que toutes les voitures s'employassent au transport des blessés et des malades vers les gares. Elles devaient rentrer dans les lignes avec les denrées qu'elles trouveraient dans ces gares. Ce qu'elles avaient vidé avant de charger les évacués, et ce qu'elles rapportaient servit à créer des espèces de magasins provisoires dans le secteur attribué au corps sur le pourtour de l'investissement.

Le 21, les vivres étaient assurés pour quelques jours (10 environ), sauf que nulle part on n'avait pu se procurer d'avoine.

Le 22, le nombre des malades tendant à devenir très grand, le chef du IX^e corps décida que la ration de café qu'on avait jusque-là limitée à 30 grammes par homme serait portée à 50.

Le 23, on levait le cantonnement-bivouac, le IX^e corps étant désigné pour faire, avec le XII^e et la garde, l'armée de la Meuse, sous le commandement du prince de Saxe.

A partir de ce moment, le service des subsistances subit les plus sérieuses péripéties.

Le 24, on put tirer du magasin d'Auboué, qu'on avait rapidement organisé à l'aide de réquisitions, deux jours de vivres, mais nulle part on ne trouvait de paille (1).

Le 26, le IX^e corps n'eut ni pain pour les hommes, ni avoine pour les chevaux, on avait fait faire de grandes réquisitions autour de la ligne de marche, mais il n'y avait plus que peu de chose dans le pays, et même en offrant des reçus pour se faire payer plus tard, on ne trouva presque rien.

Cependant, le 27, on put donner un peu de pain aux hommes et de l'avoine aux chevaux.

Le 28, une réquisition, qui avait été faite du côté de Briey, ramena 160 quintaux d'avoine.

Le 29 et le 30, il y eut encore pénurie, mais on reçut avis que les boulangeries de l'armée étaient maintenant suffisamment installées pour que le corps pût compter journallement sur l'envoi de 500 quintaux de pain. On était en même temps avisé de l'envoi de 170 quintaux de saucisses aux pois.

Le 31 au soir, comme le IX^e corps manquait absolument de vivres, on décida que le XII^e corps et la garde qui étaient mieux fournis céderaient de leurs vivres, une ration de pain, une de lard et une d'eau-de-vie, pour l'effectif des présents du IX^e corps.

Nous ne pousserons pas plus loin les détails, aussi bien en trouverait-on encore à glaner dans le chapitre de l'historique du grand état-major intitulé : Entretien de l'armée.

(1) On avait consacré tout ce qu'on avait trouvé de paille au couchage des blessés et des malades.

Si nous nous étendons sur ce sujet, c'est parce que nul n'est plus instructif pour les officiers.

La guerre à venir, comme la guerre passée, plus qu'elle peut-être, se réduira souvent à de grandes questions d'alimentation et de convois de vivres et de ravitaillement. Qui sait si ce ne sera pas le facteur principal ?

Elevant un monument historique à la gloire de leur armée, les Allemands ne pouvaient guère que louer la vertu de leurs soldats, la prévoyance et le dévouement des chefs, mais au milieu de cette sorte de panégyrique, quelques phrases typiques font souvent ressortir qu'on a fait beaucoup, mais qu'on eût pu mieux faire et qu'il y eut souvent des craintes pénibles et des situations plus pénibles encore.

« Certes, dit un des officiers allemands, notre intendance a été intelligente, mais elle a été très aidée dans sa tâche par les ennemis eux-mêmes, par les approvisionnements considérables qu'ils laissaient derrière eux dans les places et les camps qu'ils évacuaient et qui apportaient une trêve aux difficultés journalières. »

Et il ajoute :

« Sans la différence de calibre de nos pièces et de nos armes avec celles de l'ennemi, nous aurions, avec ce que laissait l'ennemi derrière lui, été pourvus de munitions de guerre de façon à n'avoir pas à en faire venir de l'Allemagne. »

N'est-ce pas là une leçon pour l'avenir ?

« Certes, ajoute un des écrivains allemands, il y eut des périodes bien difficiles, mais il y a, à la guerre, des cas où les circonstances sont plus fortes que les hommes. »

Et tous ceux qui sont sincères laissent bien percer entre leurs lignes qu'on fit ce qu'on pouvait, sans doute, mais qu'on eût pu faire mieux.

En résumé, et tout le fait ressortir, les Allemands, en 1870, étaient comme nous sans méthode et sans système établi. Avec des réquisitions, des approvisionnements amenés d'Allemagne, des prises faites à l'ennemi, ils allaient à peu près, un peu au gré des circonstances, se contentant de se pourvoir le moins mal possible.

Souvent, on s'est étonné et on s'étonne encore que, traversant les pays les plus riches de l'Europe peut-être, ils aient

commis tant d'erreurs. Cela prouve la difficulté d'entretien de ces grandes agglomérations.

Est-il une étude plus instructive ?

Si nous avons seulement réfléchi sur ce sujet, au lieu de nous laisser aller au découragement, nous aurions, à ce moment, reporté nos pensées sur cette note, si typique, du général Lamarque :

« Avant Napoléon, personne, en Europe, n'avait remué des masses aussi grandes, mais il en résulta des désordres inévitables, car ces désordres étaient dans la nature des choses.

» Les vivres, les fourrages, les abris, les médicaments leur manquaient bientôt, et il ne fallait que les arrêter quelque temps pour les détruire. »

Que le 19 août, par exemple, l'armée de Metz eût poussé sur la rive droite de la Moselle deux ou trois de ses divisions, bousculé les gares, coupé les voies, détruit les ponts. C'était si facile, on l'eût fait sans coup férir. Que serait devenue l'agglomération des I^e et II^e armées, avec ses milliers de blessés, n'ayant plus de pain, plus d'eau. C'était un désastre.

Qu'en battant en retraite, l'armée d'Alsace eût consacré ce qu'elle avait de poudre dans ses coffres, à couper des ponts, détruire des tunnels, incendier des magasins, faire sauter les fours, quel temps d'arrêt on imposait à la III^e armée.

N'insistons pas ; on comprendra sans peine toutes les conséquences d'actes si simples, faut-il le dire, si naturels?....

Résumons, en effet, ce qui précède :

En fait, les récits que nous avons de la manière de vivre de l'armée allemande expriment une vérité quelque peu superficielle. Tous ceux qui ont écrit sur le service des subsistances des armées d'alors avouent que, chaque fois qu'on s'est trouvé dans une situation non prévue, ce service a été médiocre.

« Pendant le déploiement stratégique, les livraisons à faire à la III^e armée furent empêchées par l'encombrement des voies.

» Après les batailles des 14, 16 et 18 août, on eut la plus grande peine à faire, le lendemain, des distributions.

» Dans la III^e armée, il y eut des souffrances en traversant les Vosges, parce qu'on ne pouvait plus, comme en Alsace, avoir ses convois sur ses talons.

» L'armée de la Meuse souffrit au début, parce qu'on ne put lui céder les voitures que, dans son organisation, elle aurait dû recevoir de la II^e armée.

» Lorsque, le 26 août, la III^e armée et l'armée de la Meuse durent faire une conversion de marche pour se porter de la direction ouest à la direction nord, ces embarras furent très grands. Pas de réquisitions possibles dans ce pays pauvre, pas de voitures, resserrement des troupes, éloignement des trains :

» Et il en fut ainsi jusqu'au lendemain de Sedan.

» Et que serait-il arrivé si, dans un but d'humanité, le lendemain de Sedan, le commandant de place de Mézières n'avait pas autorisé qu'on se servit de la voie ferrée passant sous le canon de ses remparts pour amener des vivres à l'armée prisonnière ?

» Et cependant, pendant toute cette période, l'Allemagne produisait et envoyait, mais elle produisait et envoyait trop, et, faute de débouchés, il y eut bientôt pléthore, encombrement et impossibilité de dégager ce qui eût été le plus utile.

» A Metz, plus de voitures. Il fallait, pour dégager l'armée, une voie de détour allant de Remilly à Pont-à-Mousson. On y consacrait tout son temps et tous ses soins, mais chevaux, voitures, conducteurs, tout était mis hors d'état par ce travail exagéré et continu, et, au milieu d'octobre, sur les 2.000 voitures attelées que possédait au début l'inspection des étapes de la II^e armée, les situations font ressortir qu'il y en avait 20 de disponibles. Les conducteurs étaient aux ambulances, les chevaux fourbus, les voitures hors de service, sans réparations possibles immédiatement.

» A l'investissement de Paris, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que les intendants venaient à bout de la formation des magasins indispensables au blocus. Jusqu'en octobre, ils ne disposaient que d'une voie ferrée pour amener de l'est les subsistances. Ce ne fut qu'à la fin du mois précité qu'ils purent, à cause de la capitulation de Soissons, disposer d'un deuxième chemin de fer, et encore en faisant entre Villers-Cotterets et Soissons un pénible transbordement, car, un des tunnels étant hors de service, demandait, pour être remis en état, d'assez difficiles travaux, et il fallait, à ce point, décharger les

wagons à l'est, transporter les denrées en voiture et aller recharger à l'ouest sur d'autres wagons. »

Armée du Sud.

Nous terminons par quelques détails sur l'armée du Sud, dont nous n'avons pas parlé jusqu'ici.

Cette armée, destinée à être opposée à celle du général Bourbaki, était formée des XIV^e, II^e et VII^e corps.

Le XIV^e venait de l'Alsace. Après la capitulation de Strasbourg, il avait passé les Vosges pour entrer dans la vallée de la Moselle, puis de la Saône. Afin de faciliter ses opérations, on lui avait créé, à Epinal, un grand magasin et une manutention.

Tout alla bien au début, mais lorsque, pressé par les masses françaises, il lui fallut venir, le long de la Lisaine, s'acculer à Belfort, il y eut plusieurs jours difficiles à passer, car l'ennemi était sur la ligne de communication, et le corps de blocus de Belfort était trop pauvre lui-même pour aider sérieusement les trois grosses brigades qui composaient le corps de Werder.

Le II^e corps venait de Paris, bien outillé et avec ses convois complets; mais il n'en était pas de même du VII^e, qui venait du nord et n'avait qu'un matériel roulant des plus élémentaires.

De plus, on n'avait pas de ligne ferrée à sa disposition. Il fallut décider qu'Epinal, qui jusque-là était un magasin de corps d'armée (XIV^e), deviendrait un magasin d'armée, ce qui faisait une grosse différence.

Toutefois, avec du dévouement, on parvint à cette transformation, on amena des farines, des denrées de tout genre, on grossit le nombre des voitures destinées aux transports; mais quel qu'en fût le nombre le résultat était bien médiocre. L'hiver était rude, les routes couvertes de verglas et de neige, on n'avancait qu'avec peine et les convoyeurs mettaient 8 à 12 jours pour apporter aux colonnes ce qu'ils chargeaient à Epinal.

On juge après cela de la pénurie des corps. Elle était telle que le commandant de l'armée avait pour ainsi dire renoncé à

traiter de la question administrative qui devenait insoluble et qu'il écrivait à ses sous-ordres : « Faites comme vous le pourrez, rasez le pays. Je vous laisse carte blanche. »

Il n'y a pas loin, on le voit, du : « Débrouillez-vous » qui a été si reproché à l'armée française.

En groupant toutes ces citations « des faits » et en les empruntant aux ouvrages des officiers qui ont fait des recherches sur cet intéressant sujet « des subsistances », nous n'avons entendu, ni donner des exemples à suivre, ni soulever des critiques contre les chefs et les directeurs de ce difficile service.

Nous n'avons donné ces extraits que pour faire bien ressortir toutes les difficultés contre lesquelles on se débat souvent, à la guerre, pour assurer la nourriture des troupes.

Et cela malgré les soins les plus grands, malgré la victoire, malgré l'activité incessante de tous.

On objectera qu'avec des voitures, beaucoup de voitures, on pourra toujours aborder avec succès ces difficultés. Certes ce sont les moyens de transport qui font le plus défaut, mais ces moyens-là on ne les a pas comme on veut. Les routes se défoncent vite sous le passage des convois chargés, la surveillance est difficile à exercer sur tant de conducteurs, le plus souvent réquisitionnés et dont le zèle est des plus modérés.

Et puis on a des blessés à transporter aux gares, des malades à évacuer et cela en gros chiffres. 10 p. 100 dans ces agglomérations est, comme malades, un chiffre courant, presque un minimum, et dans des armées comme celles qui se manient de nos jours, c'est 20.000 hommes à charger sur des voitures. Si l'on joint à cela une mauvaise saison, des pluies, des orages, des terrains défoncés, on se rend bien compte combien ces difficultés peuvent arriver à devenir insurmontables.

On raconte, dans les opuscules écrits en Allemagne après la guerre, qu'il y eut des périodes où, dans les cours des gares-magasins, le sol était tellement mauvais que l'on voyait les voitures une fois chargées s'enfoncer dans les ornières jusqu'aux essieux et ne pouvoir démarrer.

Et des voitures ? On était en France, où les voitures ni les attelages ne manquent pas dans les campagnes, mais il en fallait tant qu'on dut envoyer les intendants en Allemagne pour

en louer à Erfurth, à Manheim, à Worms, à Munster, à Berlin, dans les points reculés des provinces ; et pour les amener, sous peine de ne les avoir que des mois après la location, il fallait en charger des trains entiers et les diriger sur Remilly.

En fait, les Allemands, malgré ces critiques, ont à peu près résolu le problème, et leurs fautes mêmes sont de celles qui aident à progresser.

Nous y revenons à nouveau pour bien établir les déficiences inhérentes à la guerre elle-même.

Au moment le plus sérieux des opérations, lors de la marche de la III^e armée et de l'armée de la Meuse sur Paris, a apparu la peste bovine.

Du jour au lendemain, obligation de rejeter en masse tous les bestiaux venant d'ailleurs que de la Belgique et de la Hollande. Obligation par suite de se nourrir presque exclusivement de mouton, de viande salée et de conserves.

En règle, toutes les fois qu'une armée ne dispose pas d'une ou de plusieurs voies ferrées entre la base d'opération et les troupes, toutes les fois que ces lignes sont coupées et obligent à un transbordement, les difficultés d'alimentation deviennent très grandes.

Outre qu'alors les trains s'agglomèrent au point de coupure ou aux extrémités du réseau, il faut pour passer les denrées des wagons dans les magasins, des magasins sur les convois une main-d'œuvre le plus souvent insuffisante ; et de plus les convois, si l'on en a, même en bonne quantité, se réduisent peu à peu, ne peuvent se renouveler que difficilement et deviennent plus insuffisants encore que la main-d'œuvre.

Par exemple, lorsque, à l'investissement de la capitale, il s'agit d'approvisionner les deux magasins de Chantilly et de Versailles pour les deux armées du blocus, on ne put employer les voies ferrées, à cause des destructions, que jusqu'à Château-Thierry d'un côté et jusqu'à Nogent-l'Artaud de l'autre.

Résultat, c'est qu'il fallait neuf et dix jours de route aux convois pour apporter aux troupes les denrées prises à la gare terminus.

Plus tard, avec des travaux de réfection, on arriva à mettre en activité la voie de Soissons, Villers-Cotterets, Gonesse, Mi-

try, Lagny ; mais à ce moment, il fallait à l'armée, des canons de siège, des affûts, de lourdes munitions, et c'est à peine si le rendement de la ligne pouvait suffire à ces transports de grosse artillerie.

L'objection, et nous nous plaisons à y revenir, a été qu'avec des voitures, beaucoup de voitures, on aurait pu suppléer ; mais les voitures sont difficiles à trouver, et, quand on en a, elles sont employées à tant de choses « nécessaires » que les convois diminuent bien vite.

Par exemple, on cite qu'on arriva, non sans peine, à organiser, à Manheim, un parc de mille voitures qui devait servir à la formation du grand magasin destiné à la 3^e armée.

Le parc était à peine formé qu'il fut ordonné d'en éliminer 400 véhicules, et les meilleurs, pour les donner à la garde qui arrivait de Berlin, sans aucun matériel roulant.

Nous avons vu qu'à Metz, où pourtant le ravitaillement eût pu sembler une facilité puisque l'on était en station, les difficultés furent très grandes pendant plusieurs jours, faute de voitures.

Ce n'est pas qu'elles manquaient.

L'inspection d'étapes de la I^{re} armée en avait, au début, réuni 2.000, mais il fallait transporter les blessés, les malades, les terres de déblai de la voie en construction, les traverses, les rails, et, en octobre, il en restait 20 pour faire le service.

A Versailles, la III^e armée était, certes, dans un pays riche, peuplé, aménagé. Elle avait su réunir, en peu de temps, 1.400 voitures. C'était un beau chiffre, certes, mais que faire avec 1.400 voitures lorsqu'il faut aller, dans un rayon de six à sept journées de marche, chercher un approvisionnement de vivres pour une agglomération comme celle qui couvrait la circonvallation de la rive gauche de la Seine.

Des voitures, donnez-nous des voitures ! mais sur le terrain occupé tout était requis depuis longtemps et l'on ne pouvait répondre aux constantes demandes qui arrivaient journellement. Et la situation était tellement perplexe que quelques jours même avant la capitulation de Paris, alors qu'on savait que ce n'était plus presque qu'une question d'heures, on envoyait des agents acheter en Allemagne, en Bavière, en Autriche, deux ou trois mille voitures s'ils pouvaient se les procurer.

En somme, ont dit les Allemands, c'est encore la nourriture

chez l'habitant et la réquisition qui ont été le plus fréquemment utilisés et ont à très peu près le mieux réussi.

Mais qu'on n'aille pas en conclure que ce soit chose si facile.

Là aussi, en dépit des menaces, en dépit des recherches, il y a des moments de pénurie.

Lorsque se fit la concentration on n'y pouvait songer, on était chez soi d'abord, et d'ailleurs en deux jours le pays était dévoré par ces agglomérations resserrées.

Lorsqu'on entra en France, dans les riches provinces de l'Est, du Centre, on comptait sur des facilités. Il n'en fut rien. Les premiers qui passèrent vécurent dans l'abondance, ceux qui suivaient ne trouvaient rien.

Il fallut — il faut bien le dire et avouer qu'on y réussit assez bien — il fallut que l'ennemi fit appel à l'achat direct pour stimuler les habitants.

Et c'est ainsi qu'on acheta, à grands frais, il est vrai, mais enfin « qu'on acheta » les récoltes en céréales et en pommes de terre de plusieurs départements, et qu'on put trouver des fournisseurs qui, moyennant des prix très rémunérateurs, s'engageaient à amener du bétail sur pied.

Mais n'insistons pas.

En somme, tous les moyens possibles ont été employés : achats, marchés, réquisitions, transports, envois, et c'est pour cela que nous avons cru bon de nous étendre sur ces détails qui font bien ressortir qu'avant tout il ne faut considérer, en matière de ravitaillement, les données théoriques que comme un moyen de prévoyance.

Ceci dit, examinons quels sont, après l'épreuve, les principes de conclusion qui se sont fait jour en Allemagne.

Idées et principes émis en Allemagne depuis la guerre de 1870-71 sur l'alimentation.

L'alimentation des armées est, disent les Allemands, un problème qu'on ne résoudra jamais entièrement.

« La guerre, ajoutent-ils, n'est pas une œuvre philanthro-

pique; elle fait bon marché de la vie humaine, elle demande des efforts de tout genre et, en somme, aussi bien l'effort de la privation que l'effort de la constitution ».

On a donc le droit de poser en principe que l'exigence absolue de la subsistance de l'homme de guerre peut ne pas être toujours assurée. Et, si par cas fortuit elle l'est, ce ne saurait jamais être au détriment de l'énergie de la guerre.

« Toutefois, ajoutent-ils, de même que le devoir est de remporter la victoire avec le moins de pertes possible, de même que le devoir est de combiner les ordres de marche de façon à imposer le moins de fatigues possible, de même il est un devoir de la part du commandement et de l'administration de ne jamais négliger la question des subsistances. »

Il y a, disent leurs règlements, cinq genres d'alimentation (cinq méthodes) : la nourriture par l'habitant, — par les magasins, — par les convois, — par la réquisition, — par les vivres de réserve.

En principe, pour eux « la nourriture chez l'habitant » s'impose toujours en tout ou en partie. C'est le mode d'entretien par excellence.

On doit, pensent-ils et disent-ils, aussi bien dans la campagne que dans les villes, trouver de quoi faire subsister les troupes plusieurs jours, au début des opérations, en les étendant « sur un front égal, sensiblement, à la moitié de leur profondeur ».

C'est ainsi, font-ils remarquer, que Napoléon faisait la guerre (la guerre de marche bien entendu) sans magasins ni approvisionnements préparés.

Sitôt que le pays est foulé par les troupes, les ressources de la « nourriture chez l'habitant » vont toujours en diminuant, alors il faut avoir recours aux autres moyens.

1° *Magasins*. — Ils sont de deux genres :

Fixes, lorsqu'ils ont pour but de venir en aide à la nourriture chez l'habitant, laquelle peut et doit, au bout d'un certain temps d'écoulement de troupes, n'être plus résolue qu'en partie;

Mobiles (ou plutôt échelonnés dans la marche), lorsqu'ils ont pour but de ravitailler les hommes, les voitures ou les sacs.

Fixes ou mobiles, les magasins doivent le plus souvent être sur les voies ferrées.

Les denrées qu'ils contiennent viennent de la mère patrie ou sont achetées de gré à gré par marchés.

Toutefois, si l'on est en pays ennemi, le principe de « vivre sur le pays » s'applique aux magasins et on les entretient par les ressources du pays lui-même, soit à l'aide de la réquisition, soit à l'aide d'achats qui sont couverts par la perception directe des impôts ou par des contributions spéciales.

2° *Colonnes de (voitures) vivres* (1). — L'idéal du service administratif serait, disent les Allemands, de ne toucher aux colonnes de vivres que pour remplacer les denrées qui se gâtent par de plus fraîches. C'est dire que, dans leur pensée, ce ne sont là que des « vivres de réserve » auxquels on doit n'avoir recours que lorsqu'il est impossible de faire autrement.

De principe absolu, chez eux, si on a eu besoin des colonnes de vivres, en tout ou en partie, c'est aux magasins seulement qu'on doit aller les recharger. Ceci fait, on leur fait reprendre le contact des troupes en doublant les étapes et voyageant la nuit s'il le faut.

« La responsabilité du commandant du corps d'armée est entière, en ce qui concerne ses colonnes de vivres, même si pour alléger sa tâche et diminuer les difficultés, il a cru bon de répartir les groupes entre ses divisionnaires. »

En ce qui concerne la réquisition, les principes allemands sont rudes et absolus.

Le soldat n'a pas le droit de requérir lui-même, mais si on lui refuse le nécessaire, c'est à son officier d'intervenir et de l'exiger.

(1) Les trains de subsistances des corps d'armée allemands comprennent :

1° *Proviand-colonne* : 5 groupes de 30 voitures chargées de 8 quintaux et demi attelées à 4 chevaux (chaque groupe porte 12.000 rations).

2° *Fuhrpark-colonne* : 5 groupes de 80 voitures chargées à 10 quintaux, couvertes de bâches, attelées à deux chevaux.

Et de plus :

3° *La boulangerie-colonne* : se composant de 78 boulangers avec 2 voitures chargées seulement des ustensiles nécessaires pour la fabrication du pain, l'abatage et le dépeçage de la viande.

La réquisition a pour but, en principe, de former les magasins, par exception de faire le changement des colonnes de vivres. Elle doit s'exercer avec méthode et sans sortir du territoire limité par les ordres du commandement.

En règle générale, toute réquisition doit être exigée, et l'exigence doit toujours dépasser ce qui est régulièrement dû plutôt que de rester au-dessous.

Toutefois, il faut, lorsqu'on requiert, tenir compte des besoins stricts de la population. Vis-à-vis du manque d'empressement, le commandement stimule le zèle des requis en faisant intervenir la troupe. Les chefs peuvent, à défaut de réquisition directe, proposer de faire des achats de denrées. Ils paient ces achats avec des réquisitions en argent levées sur le pays.

C'est la contribution exigée sous une autre forme.

Les cavaliers en découverte, les troupes d'avant-garde, celles qui sont au bivouac, font des réquisitions directes.

Tandis que nous nous préoccupons beaucoup, en France, d'améliorer nos théories sur le service de ravitaillement, on semble, nous le répétons, être disposé en Allemagne à laisser aux événements qui se produiront le soin de donner les meilleures indications, se contentant de quelques doctrines de base expérimentale.

Voici les quelques règles générales :

« Pour faire la guerre il faut, suivant les circonstances, adopter l'un ou l'autre mode d'alimentation, ou plusieurs à la fois ».

Si on marche, vivre chez l'habitant.

Si on stationne, former des magasins.

Si l'on veut aller vite et marcher serré, il faut réquisitionner.

Si on a une éventualité imprévue, se servir des vivres de réserve.

Avant et après les engagements, quoiqu'on fasse, il y a toute probabilité pour trouver de grosses difficultés de ravitaillement et par suite privations : qu'on stationne ou qu'on poursuive cela arrivera. Le mieux à faire est de s'étendre en largeur, de démêler la concentration forcée qu'a faite le combat,

et alors de faire appel à toutes les ressources, quelles qu'elles soient.

Ces règles générales ne sauraient s'appliquer à tous les cas, il s'en faut. Elles ne peuvent servir, disent les Allemands, qu'à étayer certaines bases, que voici :

1° Les hommes portent deux jours de vivres de tout genre dans le sac, et au débarquement de concentration on leur en donne un jour dans la musette (total 3) ;

2° Au moment de la mobilisation les corps reçoivent des voitures attelées (qui correspondent à notre train régimentaire) et qui portent un jour de vivres (1) ;

3° Chaque corps d'armée est suivi de voitures du train (c'est ce qui correspond à notre convoi administratif) portant quatre jours ;

4° Enfin suit un autre groupe de voitures (dites de parc) qui (correspond à notre convoi auxiliaire) porte environ quatre jours de vivres. On ne réglemente qu'approximativement son chargement dans lequel on peut, si besoin, faire entrer des farines, des avoines, etc. (2) ;

Seulement, tandis qu'en France on régularise tout un service de relation et d'allées et venues entre les trains régimentaires et les convois administratifs, en Allemagne on considère ces convois comme des réserves.

En total, c'est dix jours de vivres assurés derrière l'armée en biscuit et conserves de viande.

Une disposition spéciale prescrit que les corps, lorsqu'ils arrivent sur la base de concentration, y doivent trouver huit

(1) Le nombre de ces voitures est à peu près le même qu'en France ; mais elles ne portent qu'un jour de vivres parce qu'on consacre la moitié d'entre elles au transport de denrées que l'on vend aux hommes. Ce sont des espèces de cantines gérées par les unités elles-mêmes.

(2) L'Allemagne a, comme la France, un corps d'intendance ayant à peu près les mêmes rapports avec le commandement.

Toutefois, il n'y a pas dans les régiments allemands d'officier d'approvisionnement. Les voitures régimentaires sont sous la direction de l'officier payeur du bataillon.

jours de vivres assurés de manière à ne toucher ni aux sacs, ni aux voitures (1).

En ce qui concerne le pain et la viande fraîche il est de « tradition » que l'on vive sur le pays dès l'ouverture des opérations.

Les habitants nourrissent les hommes et si le chiffre des effectifs le rend impossible, les régiments réunissent leurs boulangers et leur font faire du pain dans les fours des maisons, avec des farines de réquisition forcée (2).

Afin de parer aux éventualités, le corps d'armée a une équipe de boulangers qui sont pourvus d'ustensiles et qui fabriquent du pain, soit dans les fours du pays, soit avec des fours démontables, portés sur des voitures.

Une section de cette équipe comprend les hommes qui conduisent le parc à bestiaux.

Le service de 2^e ligne comprend une boulangerie de réserve qui fabrique soit dans les fours du pays, soit à défaut dans des fours démontables.

Ce système, si on y ajoute la série des magasins à vivres échelonnés le long des voies ferrées, résume la réglementation du service des vivres.

Le service des subsistances en France.

Nous aurions pu, sans doute, nous conformant à la méthode générale de ces études pratiques, arrêter la question des subsistances après l'exposé qui précède.

Nous croyons plus utile, cependant, de terminer ce chapitre

(1) La méthode qu'on avait préconisée en 1870, de faire suivre les trains de transport des régiments de quelques wagons de vivres a peu réussi et semble avoir été abandonnée.

(2) La ration allemande est de 750 grammes de pain ou 500 de biscuit; 375 grammes de viande ou 170 grammes de lard, ou 200 grammes de conserves.

125 grammes de riz ou de légumes secs; 25 grammes de sel; 25 grammes de café.

5 kilogrammes et 5^k,625 d'avoine suivant les chevaux.

par un exposé des règles théoriques établies en France depuis 1870-71.

Ce n'est pas que la connaissance de ces règles soit indispensable aux officiers des troupes. Ils n'auront probablement jamais à les mettre en usage.

Mais, ce qui est bon, c'est qu'ils sachent par quels moyens on « s'efforce » d'assurer la subsistance des armées en campagne.

Ils se rendront compte, alors, des difficultés inhérentes à ce service, et seront plus à même, ayant l'idée des règles établies, de relever le moral qui a tant de tendances à s'affaïsser chez les hommes lorsqu'ils viennent à ne pas avoir leurs rations habituelles. Ils calmeront plus facilement les propensions que l'on a toujours, dans la pénurie des périodes difficiles, de croire à l'imprévoyance des administrateurs et des chefs, quand on ne va pas plus loin, dans la série des épithètes qu'arrachent souvent aux meilleurs la fatigue et la faim.

Le principe du service des subsistances a consisté « autrefois », nous l'avons dit en commençant cette étude, à créer des magasins sur les bases d'opérations, l'intendance se déclarait satisfaite à ce moment.

C'est pour cela qu'on a écrit depuis :

« Qu'elle n'arrivait qu'à fatiguer les troupes au lieu de les reconforter : nourrir les troupes stationnées est un enfantillage. Ce qui est difficile, c'est de leur assurer leurs rations lorsqu'elles marchent et qu'elles arrivent à leur point de repos. »

Aujourd'hui, l'expérience est venue qui a permis de poser les principes généraux du service avec certaines certitudes :

1° Pendant les transports stratégiques, nourrir les hommes et les chevaux dans des gares désignées *ad hoc* ;

2° Quand on débarque dans la zone de concentration, prendre des précautions pour que tous les hommes aient trois jours de vivres en réserve, les convois deux jours, les chevaux trois jours ;

3° La zone de concentration pourra peut-être procurer deux jours de vivres, mais c'est un maximum. Il faut donc, si on veut conserver intacts les vivres de réserve, avoir sur cette zone des magasins prêts à fonctionner dès le premier jour,

car, en admettant même que l'on veuille, dès le début, prendre l'offensive, il faut bien compter sept ou huit jours avant d'avoir groupé les unités, les convois et les parcs;

4° Lorsqu'on commence à manœuvrer pour aller à la bataille, au choc, on ne peut songer avoir recours qu'aux vivres de réserve, car il faudra laisser loin de soi les convois administratifs qui seraient certainement trop gênants dans les opérations;

5° Pendant le choc, la bataille, on aura recours aux vivres du sac;

6° Vainqueur, poursuivant l'adversaire, on vivra sur le pays jusqu'à l'arrêt, parce que, aussitôt l'arrêt, on ne trouve plus rien, quelque extension qu'on ait pu donner au front de marche. Il faut donc que l'intendance soit prête à ce moment à faire remonter sur-le-champ ses convois.

Vaincu, obligé à la retraite, on se hâte de faire rebrousser les convois, mais en leur prescrivant de laisser sur les lignes de marche rétrograde, des échelons de dépôts de vivres que les troupes trouvent à leur passage.

Ceci posé, on a tout d'abord condensé dans un décret, sous le nom de « Services de l'arrière » la forme générale et le personnel à donner pour l'exécution.

Services de l'arrière (décret).

Les services de l'arrière assurent :

Les ravitaillements;

Le renvoi des blessés, des malades, du matériel;

Le service des voies, leur garde, leur réparation;

Le logement et la nourriture des hommes et des chevaux en arrière de l'armée;

L'emmagasinement des denrées et du matériel;

Le service des troupes d'étapes;

L'administration provisoire des territoires;

La zone d'action du personnel de ces services est fixée tout

d'abord par le ministre et se modifie peu à peu par les événements.

Ils comprennent deux branches distinctes :

1° *Service des chemins de fer.* — Ce service comprend l'entretien, l'exploitation, la construction et la destruction des voies.

Il a à sa tête un directeur.

Il s'exécute par le personnel ordinaire et par les troupes de chemins de fer. La station où cesse le service du personnel ordinaire et où commence celui du personnel des troupes de chemin de fer est dite : station de transition.

2° *Le service des étapes.* — Il comprend, dans chaque armée, l'ensemble des services qui ne rentrent pas dans le service de la voie ou des voies ferrées.

Il a à sa tête un directeur (des étapes) qui est sous les ordres du chef d'état-major de l'armée.

Il s'exécute par un personnel militaire. Le directeur des étapes reçoit les demandes qui lui sont faites et, comme il n'est en quelque sorte que le prolongement du service de la voie ferrée, c'est à la commission de chemins de fer compétente qu'il les envoie (1).

Les deux services des chemins de fer et des étapes sont indépendants en fait ; mais tous deux sont sous l'autorité supérieure du directeur général des chemins de fer et des étapes, lequel est lui-même sous celle du major général.

C'est ce directeur général qui fixe les stations tête d'étapes de guerre ; stations où aboutiront les transports des corps d'armée et des quartiers généraux. C'est lui qui, toujours après avis et instructions du major général, délimite les zones où les armées peuvent exploiter les ressources locales afin qu'elles ne chevauchent pas les unes sur les autres au détriment les unes des autres.

Il arrête les directions des routes d'étapes, les emplacements des commandements d'étapes. Il indique les emplacements

(1) Toutes ces dispositions s'adressent au groupe d'armée, aussi bien qu'à une armée prise isolément.

des stations-magasins qui restent, elles, sous l'action directe du ministre de la guerre, ainsi que les emplacements des magasins de réserve de la zone de l'arrière.

Nous complétons ce décret par quelques développements indispensables.

Organisation des lignes de communication.

Il y a deux manières de faire vivre les armées :

1° Sur le pays où elles se trouvent, en y prenant les denrées possibles et utiles ;

2° En leur envoyant leurs vivres d'une série de magasins bien approvisionnés placés sur une base d'opérations plus ou moins éloignée, ou sur une ligne d'opérations (1).

Ou bien en faisant porter aux soldats une partie de leurs vivres et en faisant suivre les colonnes de convois que l'on reconstitue soit sur le pays, soit par des arrivées de denrées venant de l'arrière. Cela constitue une sorte de « troisième mode » qui est la juxtaposition des deux premiers, et c'est sur ce mode qu'est basée la règle que l'on se propose de suivre à l'avenir.

Tout d'abord, et pour assurer la simplicité de l'organisation, on a prescrit que, la mobilisation une fois décidée, et les armées mises en mouvement, il y aurait deux zones absolument distinctes pour les opérations du service :

Celle de l'intérieur, où le ministre seul donne des ordres, celle de l'extérieur (zone des opérations), où le général en chef et les chefs des corps d'armée ont seuls autorité.

Cela revient à dire, en se servant des anciennes appellations, qu'il y a deux services distincts, l'un au delà de la base d'opérations, l'autre en deçà.

(1) Dans les règles nouvelles on rejette absolument le principe des bases de ravitaillement avec grands magasins. Ce système engendre forcément la stagnation ou tout au moins le ralentissement des opérations.

Le système nouveau, créé, on peut le dire, de toutes pièces, est l'œuvre de la réflexion pratique. La guerre de 1870 en a posé les idées, non pas que les Allemands n'aient commis des fautes pendant la période de l'invasion, comme pendant celle de leur concentration, mais ces fautes mêmes n'ont pu que nous donner des enseignements.

De plus, comme les armées et corps d'armée ne sont pas destinés à rester stationnaires, qu'ils marchent, qu'ils manœuvrent, et qu'il faut par suite leur créer, administrativement, des facilités de mouvement, la zone d'opérations a été divisée (celle d'au delà) en deux autres zones :

Celle de l'avant, où l'on pourvoira aux besoins immédiats et journaliers des troupes ;

Celle de l'arrière où l'on créera et entretiendra des magasins dont l'échelonnement judicieux puisse permettre d'acheminer de proche en proche ce qu'il faut pour reconstituer en temps opportun les approvisionnements de l'avant. Sur cette zone, les organes les plus avancés se lient avec ceux de l'avant, les moins avancés avec la zone de l'intérieur.

Au travers de ces trois zones et les reliant entre elles, passent des voies ferrées, des canaux, des cours d'eau navigables, des routes de tout genre. Ce sont les lignes de communication à l'aide desquelles on assurera la continuité des envois en répartissant ces lignes entre les armées d'abord, puis, si c'est possible, entre les corps d'armée (1).

Les règles sont les suivantes :

1° Sur le territoire de chaque région de corps d'armée, dans la zone de l'intérieur par conséquent, est une gare d'où partent, en principe, les approvisionnements destinés à ce corps, par une voie ferrée déterminée.

C'est ce qu'on appelle la gare de rassemblement (2).

2° Sur cette même voie ferrée, et la plus rapprochée possible de la ligne même de démarcation, est une autre gare dite « station de transition », où commence la deuxième zone. C'est le point de soudure entre la zone d'intérieur et celle d'opérations ;

3° Sur cette même voie, et aussi près que le permettent les

(1) Il est de règle qu'une armée doit disposer d'au moins une ligne ferrée, et qu'une route d'étapes est affectée à un corps d'armée ou deux au plus.

(2) C'est sur ces gares que sont dirigés, en principe, tous les transports de personnel, matériel et approvisionnements à destination ou en provenance des corps d'armée mobilisés correspondant ; de là, ces transports sont dirigés sur leur destination définitive suivant leur ordre d'urgence et la capacité de rendement de la ligne.

circonstances des opérations, est une troisième gare dite « station tête d'étapes de guerre », qui est, elle, le point de soudure entre les deux zones (de l'avant et de l'arrière) dans la partie où l'autorité du commandement de l'armée se fait seule sentir ;

4° Entre ces deux gares (la station de transition et la tête d'étapes), sont établies des « stations-magasins » dont on s'ingéniera à faire de grands centres (1) de fabrication de pain et des centres d'approvisionnement de denrées. Ces stations-magasins auront toujours, prêts à partir pour la station « tête d'étapes de guerre » des trains de subsistances dits « en cas mobiles » (2) ;

5° Au delà enfin de la station « tête d'étapes de guerre », se trouve une suite de gîtes d'étapes qui jalonnent les routes. Celui qui est à deux étapes des troupes, en arrière d'elles bien entendu, porte le nom de « tête d'étapes de route ». C'est un gîte qui, par conséquent, est mobile, avance avec les colonnes, recule avec elles ;

6° En raison de cette mobilité même, comme ce gîte tend de plus en plus à s'éloigner de la tête d'étapes de guerre, on établira entre ces deux « têtes d'étapes de guerre et de route », et à peu près de quatre en quatre, des gîtes dits « principaux ».

C'est dans ces gîtes que l'on placera de préférence les magasins de denrées, car, pour la facilité du service, on comprend qu'il se passera, entre la tête d'étapes de guerre et la tête d'étapes de route, le même travail d'installation qu'entre la tête d'étapes de guerre et la station de transition (3).

(1) C'est aux stations de transition que cesse l'exploitation des chemins de fer par le personnel des compagnies et où commence l'exploitation par le personnel militaire sous l'autorité du commandant en chef.

(2) Il y a, en plus, sur la voie ferrée :

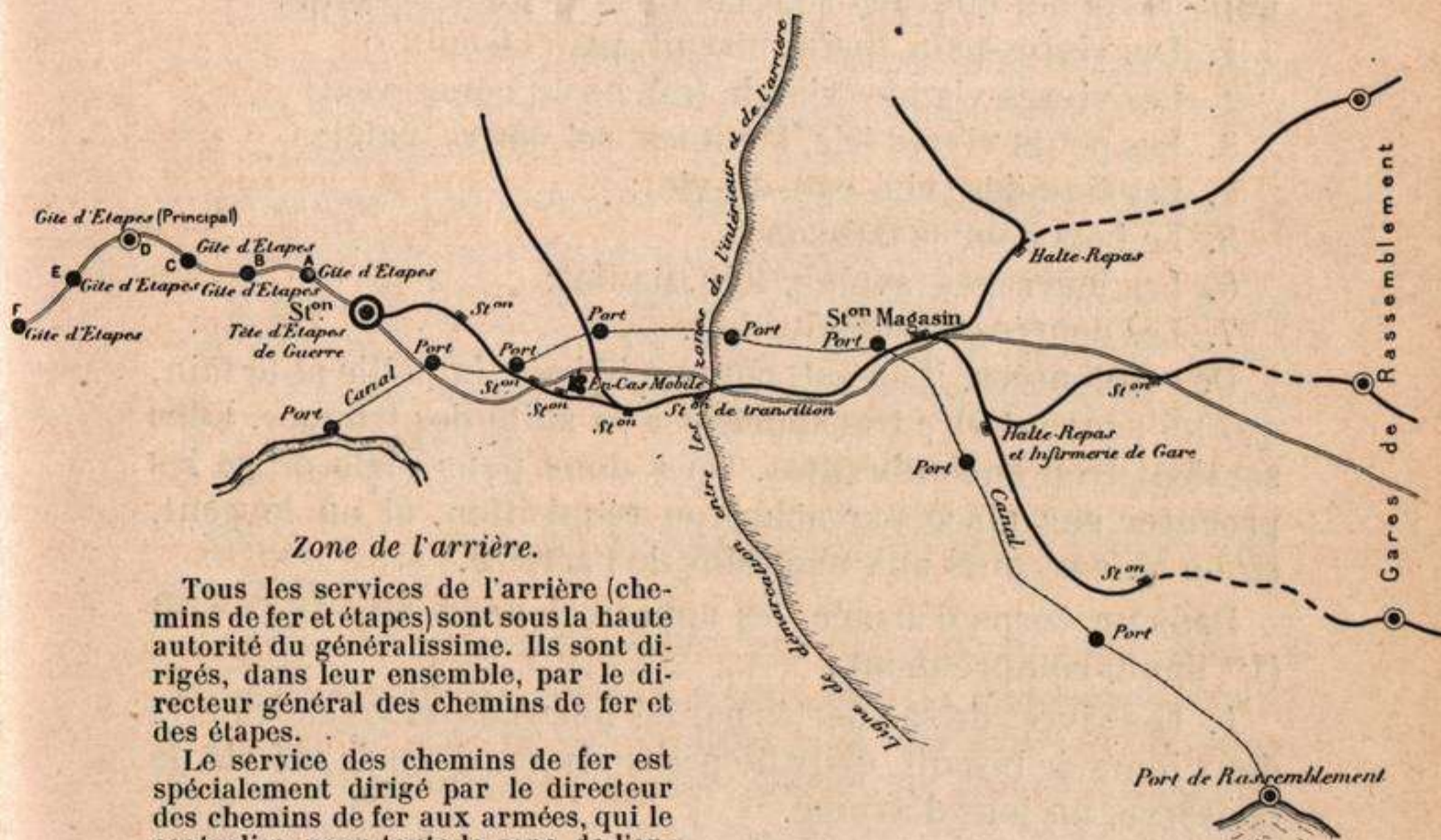
Des stations halte-repas, où les troupes de passage trouvent des repas préparés, chauds ou froids.

Des infirmeries de gare, desservies par les sociétés de secours aux blessés destinées à l'alimentation et au service médical des malades et blessés de passage.

(3) Se reporter au croquis pour se rendre compte des dispositions des voies de communication entre les gares de rassemblement et la station tête d'étapes de guerre.

Les lignes d'eau sont, lorsqu'il y en a, organisées d'une manière analogue à celle des chemins de fer. Elles peuvent avoir de même des ports de rassemblement, des ports tête d'étapes de guerre, des infirmeries d'écluses, etc.

FIGURATIF D'UNE LIGNE D'OPÉRATIONS.



Zone de l'arrière.

Tous les services de l'arrière (chemins de fer et étapes) sont sous la haute autorité du généralissime. Ils sont dirigés, dans leur ensemble, par le directeur général des chemins de fer et des étapes.

Le service des chemins de fer est spécialement dirigé par le directeur des chemins de fer aux armées, qui le centralise pour toute la zone de l'arrière et est secondé par des commissions de chemins de fer de campagne et des commandements de gare. Il est exécuté par le personnel ordinaire des compagnies sur les sections les plus éloignées de l'ennemi, par les sections techniques de chemins de fer et les troupes de chemins de fer du génie sur les sections voisines des armées.

Le service des étapes est centralisé par armée. Dans chacune d'elles, il est dirigé par le directeur des étapes, secondé par des commandants d'étapes. Ces derniers sont installés, le long des lignes d'étapes, dans des gîtes d'étapes distants de 25 à 30 kilomètres et dans lesquels fonctionnent, suivant les circonstances, un ou plusieurs services d'étapes. A 2 étapes environ en arrière des troupes, se tient la tête d'étapes de route, qui se déplace journalièrement pour suivre les troupes.

Zone de l'intérieur.

Tous les services fonctionnent, comme au temps de paix, sous les ordres du Ministre de la guerre.

Les chemins de fer sont exploités par les compagnies, sous la direction de la commission supérieure, de commissions de réseau et de commissions de gare.

Organisation du service de l'alimentation.

Le service de l'alimentation est dirigé par les fonctionnaires de l'intendance et exécuté par des officiers d'administration des subsistances qui ont pour gérants dans les corps de troupe des officiers dits « d'approvisionnement ».

Les denrées qui forment la base de l'alimentation des hommes et des chevaux sont connues de tous ; ce sont :

1. Les vivres-pain (pain, biscuit, pain biscuité) ;
2. Les vivres-viande (viande fraîche ou conservée) ;
3. Les petits vivres (riz, légumes, sel, sucre, café) ;
4. Les liquides (vin, eau-de-vie) ;
5. Le bois pour la cuisson ;
6. Les fourrages (avoine, foin, paille) ;
7. Les denrées de substitution.

De ces denrées, il en est, comme le bois, la paille et le foin, qui ne peuvent être transportées à la suite des troupes. Elles seraient trop encombrantes. On a donc pour règle de se les procurer sur place par achat ou réquisition, si on le peut, sinon on a recours aux magasins de l'arrière.

Dans un corps d'armée, les approvisionnements de l'avant (1^{re} ligne) comprennent :

1. Les vivres de sac portés par les hommes (et les chevaux) : deux jours de biscuit, deux de petits vivres, deux de viande de conserve, un jour d'avoine.

C'est une réserve à laquelle il est interdit de toucher sans nécessité absolue ;

2. Les vivres des convois régimentaires, transportés à la suite des corps, immédiatement derrière eux. Ils assurent les distributions journalières, se reçoivent sur place par l'exploitation locale ou, à défaut, au convoi administratif. Ils comportent un approvisionnement de deux jours ;

3. Les convois administratifs (un par division et un pour les troupes non endivisionnées). Ils ravitaillent les trains régimentaires et se reçoivent par l'exploitation locale ou le convoi auxiliaire, c'est-à-dire à défaut de ressources locales,

par les magasins de l'arrière (tête d'étapes de guerre, gîte principal d'étapes);

4. Une boulangerie de campagne de 24 fours roulants qui peuvent arriver à faire par 24 heures de 38.000 à 50.000 rations. Cette boulangerie peut, à la rigueur, suivre les troupes et cantonner avec elles. La règle est de la laisser en arrière, à deux étapes au plus. Afin d'activer la fabrication, on peut ne la déplacer ainsi que tous les deux jours, seulement à chaque déplacement elle double les étapes, nécessairement;

5. Un troupeau de bétail sur pied, aligné à 2 jours, marche avec les convois administratifs. Les comptables de ces convois livrent la viande aux officiers d'approvisionnement, soit abattue, soit sur pied.

Le troupeau se ravitaille, soit par l'exploitation locale, soit par des envois faits du parc du corps d'armée.

Le parc de bétail du corps d'armée suit les troupes à une journée environ. Il est aligné à 4 jours et se recomplete, soit par des exploitations locales, soit par des appels faits au parc de bétail de l'armée.

Dans une armée, les approvisionnements de l'arrière comprennent :

1. Le convoi auxiliaire (un par corps d'armée) portant 4 jours de vivres. On tient ce convoi (la tête d'étapes de route) à 2 jours de marche des troupes et à une étape et demie en moyenne des convois administratifs qu'ils doivent ravitailler.

Il se recomplete : soit aux magasins les plus à proximité (tête d'étapes de guerre ou gîte principal d'étapes) (ou boulangerie de campagne pour le pain qu'elle fabrique), soit à des convois de réquisition que les têtes d'étapes de guerre ou les gîtes d'étapes principaux poussent en avant, à la rencontre des voitures vides.

Le convoi auxiliaire n'entre naturellement en fonctions que lorsque les convois administratifs ne peuvent se ravitailler aux magasins fixes, par suite de l'allongement des distances.

2. Les convois dits de réquisition.

Ces convois sont organisés éventuellement par les soins du service des étapes. Leur but est d'établir la liaison entre les

convois auxiliaires et les magasins d'étapes, quand les distances ne permettent pas aux convois auxiliaires de se ravitailler directement à ces magasins.

3. Des magasins fixes, organisés et entretenus le long des lignes de communication, et se ravitaillant par l'exploitation locale ou par des appels faits aux magasins les plus proches derrière eux.

Ces magasins sont, de préférence, organisés dans les gîtes principaux d'étapes, de 4 en 4 journées, sur les routes d'étapes. Ils le sont aussi à la station tête d'étapes de guerre et à la station-magasin.

En règle générale, la station tête d'étapes de guerre doit toujours être en mesure de fournir à toute l'armée 1 jour de vivres complet, et aux boulangeries de campagne 1 jour de farine sur leur demande. Elle se reconstitue par l'exploitation locale ou par des appels à la station-magasin.

La station-magasin est le magasin le plus important. Il est installé généralement dans une grande gare, soit dans la zone de l'intérieur, soit dans la zone de l'arrière. Il est approvisionné à plusieurs jours et doit pouvoir satisfaire aux demandes des stations tête d'étapes de guerre. La station est habituellement pourvue d'une importante boulangerie de guerre, destinée à parer à l'insuffisance de production des boulangeries de campagne.

Elle échelonne en avant, entre elle et la tête d'étapes de guerre, 2 ou 3 trains de subsistances qui sont toujours prêts à être expédiés au premier appel.

4. Enfin, un troupeau de bétail sur pied aligné à 4 jours, constitue le parc d'armée et se tient à 2 étapes des troupes, soit à une étape des parcs de bétail du corps d'armée. Il se déplace généralement avec la tête d'étapes de route et se ravitaille à des entrepôts de bétail, alignés à 2 jours, et échelonnés plus en arrière : à la station-magasin, à la tête d'étapes de guerre et aux gîtes principaux d'étapes.

En résumé :

1. Des vivres de sac sur l'homme ou le cheval ;
2. Des convois régimentaires derrière les troupes ;
3. Des convois administratifs derrière les convois régimentaires (à une demi-étape) ;

4. Des convois auxiliaires et éventuels établissant liaison entre les convois administratifs et les magasins de l'arrière ;
5. Des magasins aux gares ou gîtes principaux ;
6. Une boulangerie suivant les corps d'armée à 2 étapes ;
7. Une boulangerie importante à la station-magasin (1) ;
8. Toute une série de parcs de bétail : 2 jours avec les convois administratifs, 4 jours au parc de corps, 4 jours au parc d'armée, 2 jours dans des entrepôts en arrière.

Tel est l'échelonnement des approvisionnements.

Au début des « Etudes pratiques de guerre » nous avons dit que trois actes principaux constituaient la guerre : stationner, marcher, combattre.

Nous allons faire ressortir très rapidement comment le service des subsistances compte parer aux nécessités dans ces trois situations.

La mobilisation est ordonnée, les troupes sont immédiatement mises sur le pied de guerre et successivement embarquées pour la concentration préliminaire aux opérations.

Elles emportent 2 jours de vivres de sac, 2 jours de pain et de petits vivres, 1 jour d'avoine, et de plus, au compte des ordinaires, une quantité de viande froide suffisante pour faire autant de repas qu'elles doivent rester de jours en chemin de fer. (On emporte aussi pour les chevaux autant de fois 2 kilog. d'avoine et 5 kilog. de foin qu'ils doivent rester en wagon de journées.)

En chemin les troupes trouvent, dans des gares appelées « haltes-repas », deux repas chauds ou froids par 24 heures. On leur remplace là le pain qu'elles ont consommé (2).

Arrivées à leur zone de concentration et débarquées, les troupes peuvent donc attendre jusqu'au troisième jour les distributions, sauf pour la viande. Les chevaux ont de l'avoine pour un jour.

(1) Le mobilier des stations-magasins comporte 32 fours portatifs en tôle et ce qui est nécessaire pour établir assez rapidement 40 fours dits de construction.

(2) Les troupes qui restent moins de 12 heures en chemin de fer ne touchent rien dans les gares.

Les troupes qui voyagent à pied perçoivent journallement leur pain.

Il n'est besoin là, on le comprend, que d'une simple prévoyance du temps de paix, pour que, dès les 1^{er} et 2^e jours, les intendants qui se sont transportés immédiatement sur la zone mettent en action des moyens tout préparés.

De cette période de concentration, où les facilités du ravitaillement sont très grandes, on passe à la période des opérations (1).

Pour la facilité du ravitaillement, on divise les convois régimentaires (qui portent 2 jours de vivres) en deux sections : les convois administratifs et les convois auxiliaires en quatre.

Le convoi régimentaire (et son officier d'approvisionnement) fait la base du système. Peu encombrant, de maniement facile, il supprime les corvées fatigantes, permet aux corps de troupe eux-mêmes d'exploiter, si besoin, les ressources locales. Il fait la sécurité de l'alimentation, pourvu que les convois administratifs ou les magasins ne soient pas trop loin de lui.

Stationnement.

Le convoi régimentaire est au milieu des troupes, le convoi administratif à une demi-étape (au plus) en arrière.

Le convoi régimentaire vide successivement ses deux sections, successivement aussi il va les réapprovisionner au convoi administratif. C'est donc une étape à faire, aller et retour.

Ce convoi administratif, à mesure que ses sections se vident, les envoie se réapprovisionner dans le magasin le plus avancé, sous condition que ce magasin n'est pas à plus d'une étape et

(1) Le principe, dans l'armée française comme dans les autres, est avant tout de faire l'exploitation des pays traversés ou occupés.

Cette exploitation comprend : La nourriture chez l'habitant, les achats, les réquisitions et certains procédés exceptionnels.

La nourriture par l'habitant est le procédé le plus pratique pour les petits détachements, mais il faut y mettre de l'ordre pour éviter les exactions. La réquisition est commode, mais elle a l'inconvénient de demander du temps et de faire cacher les denrées.

Autant qu'on le peut, l'achat direct, sur marchés même, est préférable : l'argent attire la denrée. On paye de la main à la main, sauf à se rattraper au moyen de contributions.

demie. Si la distance est plus grande, c'est alors le convoi auxiliaire qui remplace le magasin. Ce convoi avance ses voitures à une étape et demie du convoi administratif et se vide à son tour.

Lui-même va se recompléter au magasin le plus proche, et, si ce magasin est à plus d'une étape et demie, ce sont alors des convois de réquisition formés par les services d'étapes qui lui apportent les denrées (1).

(1) Il faut bien se rendre compte que la facilité de ravitaillement d'une unité à deux sections ne dépasse pas une demi-étape (convoi régimentaire) et celle d'une unité à 4 sections, une étape et demie (convois administratifs et auxiliaires). La première section se vide; elle a une étape et demie pour aller se recharger, une étape et demie pour revenir au point de départ, total trois étapes. Elle rentrera donc au moment où la 4^e section viendra de se vider et partira à son tour pour se réapprovisionner.

C'est surtout le pain qui est la partie importante des transports, le reste est peu encombrant. Nous avons donc pensé utile de placer ici quelques détails sur la fabrication du pain.

En principe, on utilise, pour fabriquer, tous les fours disponibles des localités où se trouve l'armée, tous ceux aussi qui sont sur les lignes de communication. Mais on comprend que ces fours seraient le plus souvent absolument insuffisants; on a donc en plus des 24 fours roulants, dont la destination est bien définie — suivre les troupes à deux étapes environ — deux autres genres de fours de facile et rapide établissement: les fours portatifs en tôle et les fours de construction.

Le corps d'armée a pour lui, spécialement, ses 24 fours roulants.

L'armée a les autres fours, savoir: 32 fours portatifs en tôle, 32 fours de construction (dont l'ossature est transportable) et pour la période de concentration 40 fours de construction.

De plus on peut, aux stations-magasins, en complément des 40 fours de construction, en faire 32 de construction (portatifs); ce sont les 32 cités ci-dessus.

Un four portatif en tôle donne par jour 1.650 rations (11 fournées de 150);

Un four de construction donne par jour 1.870 rations (11 fournées de 170);

Un four roulant donne par jour 1.080 rations (8 fournées de 135).

On a donc par jour (pour une armée de quatre corps):

Par les 32 fours portatifs: 52.800 rations;

Par les 40 fours de concentration: 74.800 rations;

Par les 96 fours roulants: 103.680 rations.

Au total 231.280 rations, que l'on peut porter à 284.080 si l'on fait travailler les 32 fours portatifs de la station-magasin.

On croit, en station, pouvoir faire rendre à la fabrication 100.600 rations de plus, c'est-à-dire avoir, en nombre rond, moyen, 350.000 rations par jour.

Marche en avant.

Nous avons cité, plus haut, ce mot d'un officier : « Le ravitaillement des troupes en station est un enfantillage. » C'est en effet lorsque commence le déplacement, lorsque le rendement des boulangeries diminue par la force même des choses, puisque l'on a à transporter les fours d'un point à un autre, lorsqu'on tombe sur ces circonstances de marche imprévues, c'est alors, disons-nous, que surgissent les véritables difficultés.

On espère sinon vaincre ces difficultés, tout au moins les atténuer dans une bonne mesure par les moyens suivants :

Tout d'abord, et sous peine de ruiner les attelages et d'embarrasser les routes, il était indispensable d'éviter, autant que se peut, les marches rétrogrades des voitures. On s'est donc efforcé de pousser toujours des sections chargées au-devant des sections vides.

C'est pour cela que les trains régimentaires ont deux sections et les trains administratifs et auxiliaires quatre. Cela permet la navette suivante, analogue à celle indiquée lors des périodes de stationnement.

Chaque jour de marche, soit en forçant l'étape d'une demi-journée ou mieux d'une demi-étape, soit au cours de la marche du lendemain, une section du convoi administratif portant tout ce qu'il faut pour le ravitaillement d'un jour va, en un point désigné par le commandement, prendre le contact des échelons vides des trains régimentaires et les réapprovisionner. Ceux-ci rejoignent leur corps. (Le convoi administratif est tenu à une demi-étape des trains régimentaires.)

Les convois auxiliaires font une opération analogue. Chaque jour une section fait une demi-étape supplémentaire qui la transporte à une étape du convoi administratif (les convois auxiliaires sont tenus à une étape et demie des convois administratifs et par suite à deux des trains régimentaires). Le lendemain à une étape et demie elle trouve la section du convoi administratif vide et la réapprovisionne.

Les sections vides du convoi auxiliaire sont réapprovision-

nées elles-mêmes d'une manière analogue par les convois de réquisition que la section tête d'étapes de guerre où le gîte principal le plus proche pousse en avant.

Quoi qu'on fasse, il est presque inutile de le dire, un pareil système ne va pas sans peine dans une suite de marches consécutives. On n'a pour le faciliter que les arrêts possibles dans la marche, et c'est surtout sur l'exploitation locale qu'il faut compter (1).

En tout cas on est, au départ, assuré de 8 rations : 2 dans le sac, 2 sur les trains régimentaires et 4 sur le convoi administratif, c'est dire qu'on peut faire 200 à 250 kilomètres sans appréhension (2).

Marches rétrogrades.

En ce qui concerne le ravitaillement du gros des troupes, lorsqu'il n'y a pas désordre, les difficultés ne sont pas très grandes. Il suffit d'avoir de la prévoyance et de faire disposer sur les lignes de marche des dépôts de vivres où les corps viennent, en passant recevoir leurs distributions.

Moins simple est l'alimentation des arrière-gardes, surtout si elles ont à livrer des combats fréquents. Il faut ou leur envoyer des vivres par des voitures, ou leur faire des dépôts spéciaux en des points désignés.

Ravitaillement pendant les actions.

Il n'y a qu'un mode possible. C'est de consommer les vivres de sac.

Et c'est pour cela que ce doit être une préoccupation des

(1) Il n'était pas possible de pourvoir de convois les divisions de cavalerie dont l'action est trop irrégulière pour qu'un système de ce genre leur puisse être appliqué. C'est aux ressources locales qu'elles peuvent seulement avoir recours. Elles peuvent toutefois, lorsqu'elles opèrent dans les lignes de l'armée, être dotées à l'aide de réquisition d'un convoi administratif particulier.

(2) Voir pour plus d'explications le figuratif.

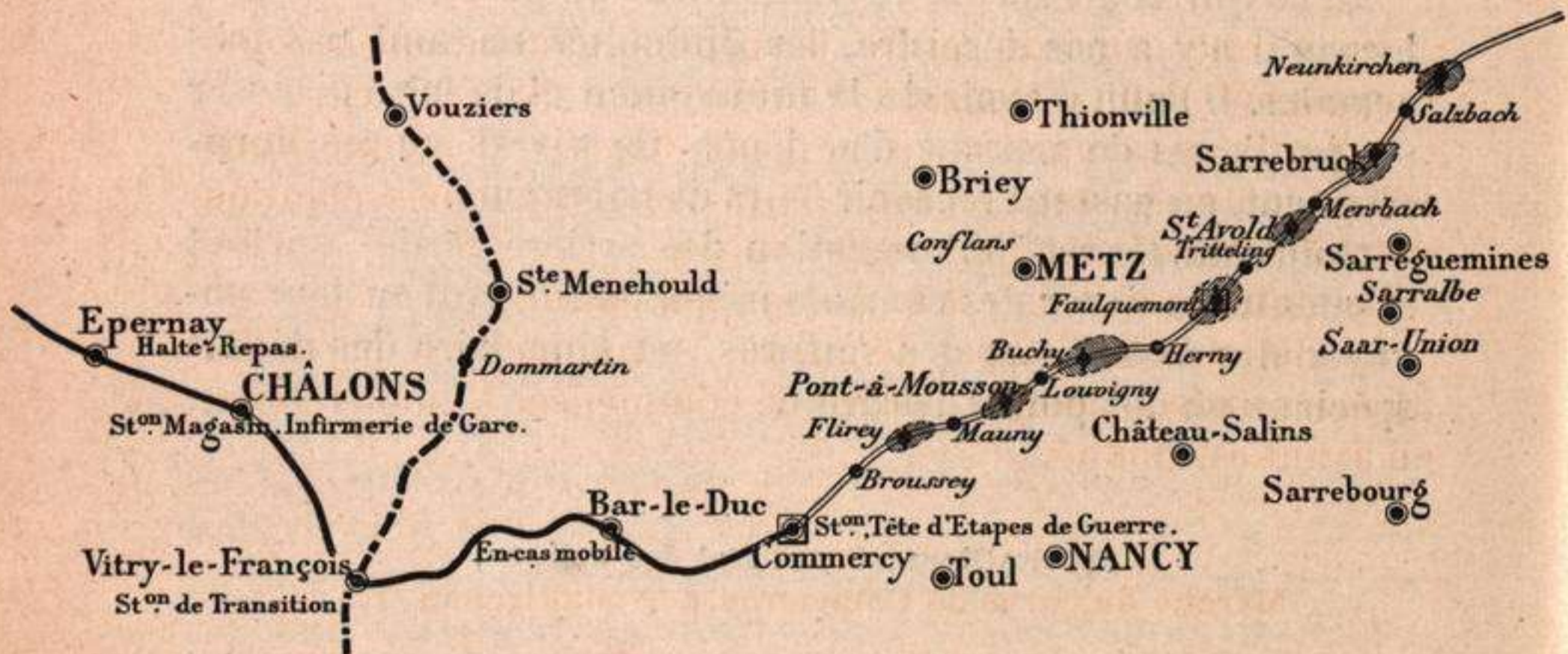
officiers de troupe de s'assurer souvent que ces vivres sont conservés avec soin.

Lorsqu'on pourra prévoir une action, il sera toujours utile de les compléter dans le cas où des circonstances majeures auraient obligé à les entamer.

Étude sur la carte.

Pour bien fixer les idées de tous sur cette importante question du ravitaillement en marche, nous avons cru bon d'en faire l'application à un cas concret.

FIGURATIF D'APPLICATION D'UNE VOIE DE COMMUNICATION D'UN CORPS D'ARMÉE, POUR SON RAVITAILLEMENT EN SUBSISTANCES.



Idée générale. — Le gros des forces de l'Est est concentré entre Metz et Strasbourg; d'autre part un groupe d'armées de l'Ouest, dont 3 de première ligne, est concentré le long de la Meuse et de la Moselle, de Verdun à Epinal.

Menacé sur son flanc droit par une armée de l'Ouest qui est entrée en Belgique, le groupe de l'Est se replie en hâte vers le N.-E. pour gagner la ligne du Rhin. — Il est suivi par le groupe adverse.

L'armée de l'Ouest de gauche passe la Meuse au S. de Verdun et marche sur Metz; celle de droite marche sur Strasbourg; celle du centre suit l'ennemi.

Idée particulière. — Le corps de gauche de l'armée du centre suit la route Commercy - Pont-à-Mousson - Faulquemont - Sarrebruck.

A partir de Commercy, il ne peut disposer d'aucune ligne ferrée comprise dans sa zone de marche, ces lignes étant détruites ou affectées aux corps voisins.

La station-magasin est à Châlons-sur-Marne. — La station tête d'étapes de guerre est à Commercy à partir du 30 mars, date à laquelle commence le mouvement en avant.

Hypothèse.

Plusieurs armées sont en présence. D'un côté, à l'est, le gros de ces armées est concentré entre Metz et Strasbourg ; de l'autre, à l'ouest, trois armées de première ligne sont le long de la Meuse et de la Moselle, de Verdun à Epinal.

Menacées sur leur flanc droit par de grosses forces qui traversent la Belgique, les armées de l'est se replient en hâte vers le nord-est pour gagner le Rhin. L'adversaire les suit : à l'ouest l'une des armées a passé la Meuse au sud de Verdun, marchant sur Metz, l'autre, celle de droite, se dirige sur Strasbourg, celle du centre suit l'ennemi.

Thème.

Dans cette armée du centre, le corps de gauche suit la route Commercy, Pont-à-Mousson, Faulquemont, Sarrebruck.

A partir de Commercy, il ne peut disposer d'aucune ligne ferrée comprise dans sa zone de marche, ces lignes étant ou détruites ou affectées aux corps voisins.

La station-magasin est à Châlons-sur-Marne.

La station tête d'étapes de guerre à Commercy à partir du 31 mars, date à laquelle l'ordre de commencer le mouvement en avant est donné.

Marche du corps de Commercy à Neunkirchen (1).

Voici à peu près quelles seraient au point de vue spécial du ravitaillement les dispositions de la marche :

1^{er} avril. — L'avant-garde va à Limey : 28 kilomètres ; la tête du corps d'armée à Flirey : 24 kilomètres ; la queue de la colonne de combat à Broussey : 12 kilomètres.

(1) On admet que la marche en avant s'exécute pendant sept jours sans interruption. Le mode de fonctionnement employé est le mode théorique réglementaire.

Les trains régimentaires rejoignent leurs corps. La section n° 1 fait les distributions. Ils parcourent donc de 12 à 28 kilomètres.

Le convoi administratif cantonne à Gironville : 8 kilomètres.

2 avril. — L'avant-garde va à Les Ménils : 22 kilomètres ; le gros à Pont-à-Mousson, etc. : environ 16 à 20 kilomètres.

Les trains régimentaires ne quittent leurs cantonnements qu'après le passage de la colonne de combat.

Les voitures vides de la section 1 s'arrêtent à Flirey. Les autres gagnent les cantonnements où la section 2 fait les distributions.

Dans la soirée les trains de toutes les troupes qui cantonnent sur la rive droite de la Moselle repassent sur la rive gauche et viennent à Montauville.

Le convoi administratif est à Mamey.

En passant à Flirey la section 1 de ce convoi s'arrête et re-complète les sections 1 des trains régimentaires, lesquelles se rendent à Montauville.

Dans la journée, la section 1 du convoi administratif est ravitaillée par la section 1 du convoi auxiliaire, laquelle est partie de bonne heure de Commercy. Le ravitaillement fait, elle rejoint les autres sections à Mamey.

La section 2 du même convoi administratif, au lieu de s'arrêter à Mamey, a poussé sur Montauville, où elle fait pendant la nuit le ravitaillement des sections n° 2 des trains régimentaires. Elle y passe la nuit, bien entendu.

Les distances parcourues sont :

De 24 à 28 kilomètres pour les voitures pleines des trains régimentaires ;

De 13 à 25 kilomètres pour les voitures vides de ces mêmes trains ;

27 kilomètres pour les sections 1, 3, 4 du convoi administratif ; 29 kilomètres pour la section 2 du même convoi.

3 avril. — L'avant-garde va à Luppy : 18 kilomètres ; la tête du gros à Buchy et Solgne : 19 à 22 kilomètres ; la queue de la colonne à Cheminot : 8 kilomètres.

Les trains régimentaires rejoignent leurs corps où la section n° 1 fait les distributions. Ils font ainsi de 11 à 26 kilomètres.

Le convoi administratif va à Pont-à-Mousson, mais en rai-

son du rapprochement de la place de Metz, il ne franchit pas les côtes entre Pont-à-Mousson et Les Ménils. Il fait 8 kilomètres seulement.

Avant le départ, la section 2 a été ravitaillée par la section 2 du convoi auxiliaire.

On établit, le 3, à Pont-à-Mousson, une tête d'étapes de route.

4 avril. — L'avant-garde va à Pont-Pierre : 24 kilomètres ; la tête du gros est à Faulquemont : 26 kilomètres ; la queue de la colonne à Han-sur-Nied : 23 kilomètres.

Les trains régimentaires ne se mettent en route qu'après le passage de la colonne de combat.

Les voitures vides de la section 1 de ces trains s'arrêtent à Buchy. Les autres gagnent les cantonnements où la section 2 fait les distributions. Les unes et les autres font de 23 à 26 kilomètres.

Le convoi administratif va à Luppy : 24 kilomètres.

La section 1 de ce convoi s'arrête à Buchy, où elle reconstitue les sections 1 des trains régimentaires, lesquelles regagnent ensuite leurs cantonnements.

Cette section 1 du convoi administratif est ravitaillée dans la soirée par la section 3 du convoi auxiliaire et gagne son cantonnement pendant la nuit.

5 avril. — L'avant-garde va au Mittenberg : 12 kilomètres ; la tête du gros à Saint-Avold : 12 kilomètres ; la queue de la colonne à Faulquemont : 14 kilomètres.

Les trains régimentaires gagnent leurs cantonnements, où les sections 1 font les distributions. Ils font de 12 à 14 kilomètres.

Les voitures vides des sections n° 1 s'arrêtent à Faulquemont.

Le convoi administratif va à Many : 13 kilomètres.

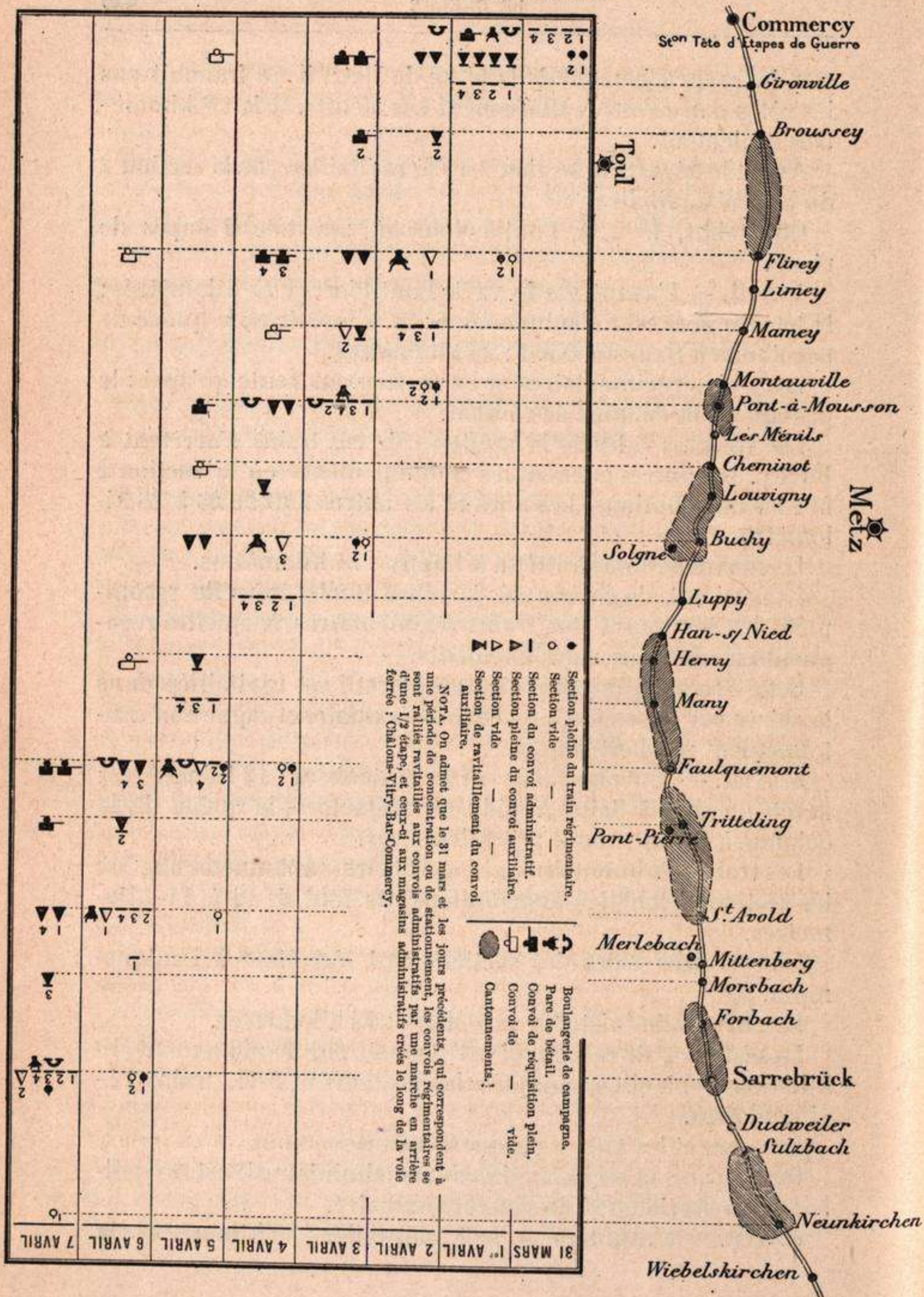
La section 2 de ce convoi est poussée sur Faulquemont (19 kilomètres) où elle reconstitue les sections n° 2 des trains régimentaires.

Les unes et les autres parquent à Faulquemont.

Dans la nuit la section 2 du convoi administratif est ravitaillée par la section n° 4 du convoi auxiliaire.

6 avril. — L'avant-garde va à Dudweiler : 30 kilomètres ; la

FIGURATIF DU RAVITAILLEMENT EN SUBSISTANCES PAR L'ARRIÈRE, LE LONG DE LA ROUTE D'ÉTAPES DE COMMERCY A NEUNKIRCHEN.



NOTA. — Le tableau ci-contre indique les cantonnements journaliers des troupes et les positions successives des divers échelons de ravitaillement.

Train régimentaire. — Chaque jour, un échelon se vide pour la distribution du jour. Le lendemain, cet échelon est reconstitué, au point où il s'est vidé, par une section du convoi administratif. — Ainsi l'échelon 1 se vide dans les cantonnements de Pont-à-Mousson; le 2, il est reconstitué, pendant la marche, par la section 2 du convoi administratif, et rejoint les cantonnements de Buchy.

Convoi administratif. — Les sections 3 et 4 portant du biscuit sont réservées. Les sections 1 et 2 alternent pour le ravitaillement du train régimentaire. Le convoi administratif suit le train régimentaire à une distance moyenne de demi-étape. Chaque jour la section désignée pour le ravitaillement prend le contact avec l'échelon vide du train régimentaire au point désigné par l'ordre de mouvement, se vide, est ravitaillée au même point par une section du convoi auxiliaire et rejoint son cantonnement. — Ainsi, le 2 avril, la section 2 ravitaillera à Pont-à-Mousson l'échelon 1 du train régimentaire, y est ravitaillée par la section 1 du convoi auxiliaire et rejoint son cantonnement à Souvigny.

Convoi auxiliaire. — Il suit la tête d'étapes de route à 2 étapes des troupes et à 1 1/2 étape du convoi administratif. — Chaque jour, il pousse à une 1/2 étape en avant une section de ravitaillement. — Le lendemain, cette section, par une marche de 1 1/2 étape, gagne le point où s'est vidée la section de ravitaillement du convoi administratif, et y reconstitue cette section. — Le surlendemain elle fait 1/2 étape en arrière, se ravitaillera, en un point de contact désigné, à un convoi de réquisition poussé à sa rencontre par le magasin le plus rapproché (tête d'étapes de guerre, gîte principal d'étapes, boulangerie de campagne pour la totalité ou une partie du pain), et rejoint la tête d'étapes de route. — Ainsi, le 1^{er} avril, la section 1 est poussée de Commercy à Gironville. — Le 2, elle gagne Pont-à-Mousson (1/2 étape environ) et y reconstitue la section 2 du convoi administratif. — Le 3, elle rétrograde jusqu'à Mamey (1/2 étape), où elle est ravitaillée par le convoi de réquisition 3, et retourne le même jour à Pont-à-Mousson, où est installée la tête d'étapes de route.

Convoi de réquisition. — Un convoi de réquisition est généralement poussé par la tête d'étapes de route ou le gîte principal d'étapes à 1/2 étape en arrière de la tête d'étapes de route, pour y ravitailler la section du convoi auxiliaire qui s'est vidée la veille (journées des 3, 4 et 5 avril par la tête d'étapes de guerre de Commercy, et à partir du 7 par le gîte principal de Faulquemont).

Boulangerie de campagne. — Ne se déplace, autant que possible, que tous les deux jours, en doublant les étapes. Ainsi elle reste les 2 et 3 à Pont-à-Mousson, et le 4, ou dans la nuit du 3 au 4, elle gagne Faulquemont. Dans ces différentes positions, elle peut desservir directement la section vide du convoi auxiliaire à moins qu'elle n'ait pu fabriquer la quantité suffisante. — Ainsi le 2 ou le 3 elle peut reconstituer, à Pont-à-Mousson, la section 1 du convoi auxiliaire; le 4, à Buchy, la section 2; le 4 ou le 5, à Faulquemont, la section 3, etc... Elle est ravitaillée en farine par le convoi de réquisition ou, suivant les circonstances, par le convoi auxiliaire.

Parc de bétail de corps d'armée. — Se tient à 1/2 étape des convois administratifs, qu'il peut reconstituer par un supplément de marche de 1/2 étape. Il se ravitaillera par des envois journaliers du parc de bétail d'armée qui marche avec la tête d'étapes de route. Le parc d'armée se ravitaillera lui-même aux entrepôts de bétail échelonnés dans les divers gîtes d'étapes en arrière, à la tête d'étapes de guerre et le long des lignes ferrées.

Tête d'étapes de guerre. — Se tient toujours prête à livrer un jour de vivres au convoi auxiliaire. Elle se ravitaillera soit par l'exploitation locale, soit par des appels à la station-magasin; pousse des convois de réquisition en avant, vers les convois auxiliaires ou les magasins d'étapes.

Magasins d'étapes. — Placés habituellement dans les gîtes principaux. Se ravitaillent aux magasins les plus proches, en arrière, ou par l'exploitation locale; poussent des convois de réquisition en avant pour ravitailler les convois auxiliaires ou le magasin suivant d'étapes.

tête du gros à Sarrebruck : 28 kilomètres; la queue de la colonne à Forbach : 30 kilomètres.

Les trains régimentaires regagnent les cantonnements où les sections n° 2 font les distributions. Dans la soirée tous ceux des troupes cantonnées sur la rive droite de la Sarre reviennent sur la rive gauche. Ils font donc de 30 à 36 kilomètres.

Les voitures vides des sections n° 1 s'arrêtent à Saint-Avoid.

Les sections 1, 3 et 4 du convoi administratif vont à Saint-Avoid (21 kilomètres). Là, la section n° 1 reconstitue les sections n° 1 des trains régimentaires qui gagnent ensuite leur cantonnement de nuit.

La section 1 du convoi administratif est elle-même ravitaillée durant la nuit par la section 1 du convoi auxiliaire.

La section 2 du convoi administratif, qui fera, le lendemain 7, le ravitaillement des trains régimentaires, sera poussée le 6 à Merlebach. Elle fera donc 32 kilomètres.

Le 6, la tête d'étapes de route se transporte à Saint-Avoid. A cette même date, on crée à Pont-à-Mousson un gîte principal d'étapes.

7 avril. — L'avant-garde va au delà de Neunkirchen à Wiebelskirchen (15 kilomètres); la tête du gros à Neunkirchen : 21 kilomètres.

Les trains régimentaires vont dans les cantonnements où les sections n° 1 font les distributions : 20 à 25 kilomètres.

Les voitures vides (section n° 2) s'arrêtent à Sarrebruck.

Le convoi administratif va à Sarrebruck. (La section 2 fait 21 kilomètres, les autres 30 kilomètres.)

La section 2 du convoi reconstitue les sections 2 des trains régimentaires qui restent chargées à Sarrebruck.

Enfin, la section 2 du convoi administratif est elle-même ravitaillée dans la nuit par la section 2 du convoi auxiliaire (1).

En résumé, il y a de Commercy à Neunkirchen 146 kilomètres franchis en sept jours.

Les trains régimentaires font de 121 à 146 kilomètres, savoir : les sections n° 1 de 121 à 154, les sections n° 2 de 124 à 146.

(1) Voir la note à la page suivante.

Le convoi administratif qui ne passe pas la Sarre fait 131 kilomètres.

Ravitaillement en pain.

La boulangerie de campagne était le 31 à Commercy. Dans la nuit du 1^{er} au 2, elle s'est transportée à Pont-à-Mousson; dans la nuit du 3 au 4, à Faulquemont; dans la nuit du 5 au 6, à Sarrebruck.

Les vingt-quatre fours roulants du corps d'armée ont donc pu travailler durant vingt-quatre heures le 31, le 2, le 4 et le 6, et douze heures le 1^{er}, le 3 et le 5, soit cinq jours et demi pleins.

En basant le calcul sur un rendement moyen inférieur, de manière à tenir compte des mécomptes possibles et du temps nécessaire pour biscuiter le pain si la température a été pluvieuse, ils ont fourni 135.000 à 140.000 rations, soit environ à peine la moitié de ce qu'il faut pour sept jours à un corps d'armée de 35.000 hommes.

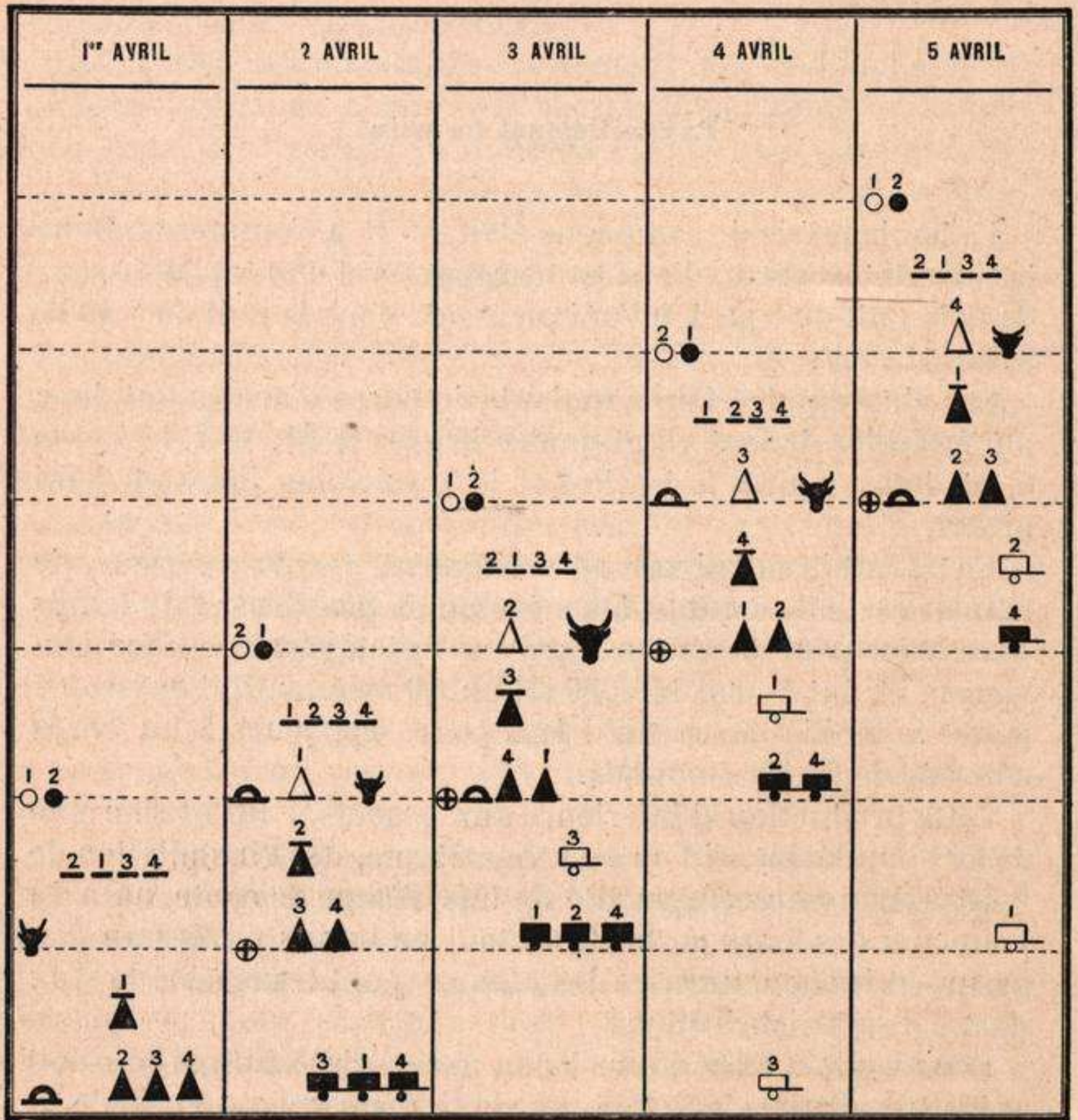
Cette production si inférieure aux besoins n'aurait rien que de fort inquiétant, si l'on ne songeait que, dès l'installation de Pont-à-Mousson comme gîte de tête d'étape de route, on a dû y amener des fours portatifs ou tout au moins y créer un magasin, où les boulangeries de Commercy ont transporté tout ou partie de leur fabrication.

Sans vouloir fixer d'une façon exacte des chiffres, on doit admettre, d'après le thème, que la période qui a précédé le 31 mars a été une période de stationnement pendant laquelle les boulangeries ont pu fabriquer bien au delà des besoins nécessaires, en prévision d'une marche en avant ou rétrograde.

Pour terminer, enfin, il faut dire quelques mots du ravitaillement en viande.

(1) On a supposé que durant toute cette marche les sections 3 et 4 du convoi administratif portent du biscuit et sont spécialement réservées. Le ravitaillement journalier se fait en pain biscuité ou non biscuité.

FIGURATIF D'UN RAVITAILLEMENT PAR L'ARRIÈRE DANS UNE MARCHÉ EN AVANT.



- Echelon du train régimentaire vidé par la distribution du jour.
- Echelon du train régimentaire qui s'est ravitaillé, pendant la journée, au convoi administratif.
- Cantonnement du convoi administratif.
- △ Section vide du convoi auxiliaire.
- ▲ Section de ravitaillement du convoi auxiliaire.
- ▲ Section pleine du convoi auxiliaire.
- ⊕ Tête d'étapes de route.

- Convoi de réquisition, vide.
- — — — plein.
- ⊕ Boulangerie de campagne.
- △ Parc de bétail de corps d'armée.

(Le parc de bétail d'armée, se tient à la tête d'étapes de route; il est ravitaillé par des entrepôts échelonnés dans des gîtes d'étapes convenables, à la tête d'étapes de guerre et le long des voies ferrées.)

• **NOTA.** — Dans la figure ci-contre, le train régimentaire est supposé faire une étape par jour, et un de ses échelons se vide pour la distribution du jour. — Le lendemain, l'échelon est reconstitué, au point où il s'est vidé, par une section du convoi administratif. — Ainsi l'échelon S se vide en B, le 1^{er} avril; le 2 avril, il se reconstitue en B, au cours de la marche, et rejoint son cantonnement en C.

Au convoi administratif, les sections 3 et 4 portant du biscuit sont réservées; les sections 1 et 2 alternent journallement pour le ravitaillement de l'échelon vide du train régimentaire. — Le convoi administratif suit le train régimentaire à distance de 1/2 étape. — Chaque jour, la section désignée pour le ravitaillement prend contact avec l'échelon vide du train régimentaire, est ravitaillée elle-même, au même point, par une section du convoi auxiliaire, et rejoint son cantonnement. — Ainsi, le 2 avril, la section 2 du convoi administratif ravitaillée, en B, la section 1 du train régimentaire, s'y ravitaillie elle-même à la section 1 du convoi auxiliaire, et rejoint son cantonnement.

Le convoi auxiliaire se tient à la tête d'étapes de route, soit à 2 étapes des trains régimentaires et à 1 1/2 étape du convoi administratif. — Chaque jour la section de ravitaillement du lendemain est poussée à 1/2 étape en avant. — Le lendemain cette section fait 1 1/2 étape, gagne ainsi le point où s'est vidée la section de ravitaillement du convoi administratif et y ravitaillie cette section. — Le surlendemain, elle fait 1/2 étape en arrière, s'y ravitaillie au convoi de réquisition et rejoint la tête d'étapes de route. — Ainsi, le 1^{er} avril, la section 1 est poussée à 1/2 étape en avant de la station tête d'étapes de guerre; le 2, elle ravitaillie en B la section de ravitaillement du convoi administratif; le 3, elle va se ravitaillier à 1/2 étape en arrière au convoi de réquisition, et revient à la tête d'étapes de route qui se trouve en B.

Un convoi de réquisition est journallement poussé à 1/2 étape de la tête d'étapes de route par la station tête d'étapes de guerre ou le gîte principal le plus près des troupes, pour ravitaillier la section vide du convoi auxiliaire. (Journées des 3-4-5 avril.)

La tête d'étapes de guerre doit toujours pouvoir fournir 1 jour de vivres. — A défaut de ressources locales, elle fait appel à la station-magasin ou aux en-cas mobiles.

Les magasins de vivres installés aux gîtes principaux d'étapes (toutes les 4 étapes) se ravitaillent au magasin en arrière le plus proche, et, le dernier magasin, à la tête d'étapes de guerre.

Ravitaillement en viande.

En principe, ainsi qu'on l'a dit plus haut, on dispose dans les corps de deux jours de bétail sur pied au convoi administratif (un jour pour la journée de route, un jour pour le lendemain) et de quatre jours de bétail au parc de corps d'armée, lequel ravitaille l'avant et est ravitaillé lui-même par le parc d'armée (1).

En raison de la situation du corps sur une route qui n'est pas doublée d'une voie ferrée, on admettra que le parc du corps a été porté de quatre jours de bétail à six jours au départ.

On pose en principe, en administration, que le bétail, s'il est abreuvé, peut faire 30 kilomètres par jour. Cette distance est souvent dépassée surtout pour les bêtes qui, marchant derrière, sont forcées de passer à l'avant pour fournir à la distribution du lendemain.

Le 1^{er} avril, le bétail de distribution du soir fait de 12 à 28 kilomètres; celui du lendemain 28 kilomètres; celui du parc de ravitaillement 8 kilomètres.

Le 2, celui de distribution fait 12 à 22 kilomètres, celui du lendemain 42 kilomètres, celui du parc 35, en admettant qu'il soit à 8 kilomètres du convoi administratif.

Le 3, le bétail de distribution fait de 3 à 18 kilomètres, celui du lendemain 26 kilomètres, celui du parc 16.

Le 4, ces mêmes échelons font, le premier de 7 à 24 kilomètres, le second de 47 à 48 kilomètres, le troisième 32 kilomètres.

Le 5, ils font, respectivement, 0 à 10 kilomètres, 36 kilomètres, 21 kilomètres.

(1) A moins qu'il n'ait été abattu la nuit et porté derrière les corps sur des voitures spéciales, le bétail marche derrière l'avant-garde (réglementairement) et s'arrête aux centres de distribution. Le parc de bétail marche derrière le convoi administratif. Il y a donc le bétail de distribution du jour, celui du lendemain et celui de réserve.

Le 6, le premier de 17 à 30 kilomètres, le second 31 kilomètres, le troisième 29 kilomètres.

Le 7, le premier échelon en fait de 6 à 20, et le troisième 38 kilomètres.

Résumé. Dédutions.

« Il en est des privations à la guerre comme du danger et des fatigues : ce qu'on peut exiger n'a pas de limite fixe. »

(CLAUDEVITZ.)

Nous avons pensé que, comme déductions et conclusion, il était peut-être bon de résumer cet important chapitre « des subsistances », quitte à entrer forcément dans des redites, répétant qu'il n'a pas pour but de donner une instruction à ce sujet, mais seulement de faire entrer dans les esprits de tous la phrase si caractéristique de Clausevitz.

Certes, tous nos livres sur la guerre le disent : « l'art de faire vivre une nombreuse armée en pays ennemi (et même en pays ami) est un art des plus difficiles ».

Mais, même avec la connaissance ou mieux « l'intuition » de cet art, on n'obtiendra pas toujours les résultats que l'on devrait espérer.

On a prétendu souvent — nous le savons — que les généraux de la Révolution et de l'Empire n'avaient pas « l'art » de faire vivre leurs armées et qu'ils s'en désintéressaient.

Nous avons relaté ci-dessus qu'on l'a dit quelquefois de Napoléon lui-même. Et cependant, sa correspondance, à ce sujet, prouve bien le contraire : nous avons montré tous les soins qu'il prit en 1812.

Voulait-il ou ne voulait-il pas envahir la Russie (1)? On ne

(1) Quand il faisait ses préparatifs, il est constant que Napoléon dit un jour à Caulaincourt, qui avait été ambassadeur à Saint-Petersbourg : « Je signerai la paix à Moscou. »

l'a jamais bien démontré. On peut admettre que peut-être la campagne jusqu'à Moscou fut pour lui une surprise d'entraînement, mais 1806 est bien, on n'en peut douter, une campagne préparée et étudiée par lui de toutes pièces. Une foule de lettres et de notes donne la mesure de ses préoccupations. Certes, dans sa pensée, ce qu'il demandait, il y comptait du moins, serait fourni par les pays occupés, « la guerre nourrirait la guerre », mais on en peut néanmoins conclure avec quel soin il s'occupait de ses armées :

5 septembre (lettre à Berthier) : « Faites étudier les ressources du pays de Bamberg et de celui de Bayreuth. »

17 septembre : « Employez 250.000 francs à faire fabriquer du biscuit à Bamberg et à Wurzburg. Achetez des farines tant que vous le pourrez. »

19 septembre : « Donnez des ordres pour que l'on ait toujours dix jours de pain préparé et que les hommes en aient quatre jours complets sur eux. »

29 septembre : « Faites mettre en état de défense Forcheim, Kronach et Wurzburg. Consacrez 300.000 francs à chacune de ces places pour qu'on y fasse dix fours et qu'on y ait en magasin 15.000 quintaux de farines. »

Du 17 septembre (au ministre de la guerre) : « Je veux avoir à Mayence 15.000 quintaux de farines. »

Il convient de dire que rien (ou très peu de chose) n'était fait quand il passa le 29 septembre à Mayence et qu'il arriva le 2 octobre à Wurzburg; mais, sitôt qu'il eut paru et parlé, on

Mais il faut considérer jusqu'à un certain point que ce n'était qu'une phrase d'emportement dite en présence de Caulaincourt, qu'il accusait d'être trop affectionné pour l'empereur Alexandre, et, s'il y pensait, ce devait être un peu vaguement.

Après les difficultés du début de la campagne, il est à peu près hors de doute qu'il voulait s'arrêter sur le Dniéper après une bataille et y hiverner. On verrait ensuite.

S'il a été au delà, c'est autant par la fatalité, car il était fataliste, que pour ne pas avoir l'air de se dérober devant la résistance « fuyante » des Russes, se dégageant sans cesse et déconcertant nos généraux.

Lorsqu'il sut qu'Alexandre ne voulait rien traiter avant que l'armée française eût repassé au moins le Niémen, il eut un de ces mots rudes qui ne laissent plus de facilité à arrangement : « Décidément il se f... de moi », dit-il.

se mit au travail avec une ardeur telle, que vers le 6 ou le 7 octobre on était déjà aligné en vivres-pain pour six jours.

Toute cette période est des plus instructives comme exemple de création des services de l'arrière : avec Mayence et Spire comme magasins de base d'opérations et Kronach comme magasin central de ligne d'opérations.

A mesure que l'armée marche, les vivres entassés à Kronach doivent être portés en avant à 3 ou 4 étapes, dans d'autres magasins.

Ce n'est évidemment pas le service tel que nous le comprenons aujourd'hui, mais c'est la constitution organique de la méthode. Ce ne sont pas les magasins qui devront, d'après le système impérial, envoyer vers l'avant. Ils ne sont là que pour parer à un arrêt, à une manœuvre, à un recul.

Pour l'alimentation journalière, on doit vivre sur le pays et les six jours de vivres de chaque corps sont une réserve où l'on ne doit et peut faire que des emprunts momentanés et rares.

Sous la Révolution, on peut sans doute citer peu de noms de généraux ayant les qualités d'organisateur qui sont nécessaires à un chef d'armée. Cependant, Dumouriez fut très remarquable à ce point de vue, lors de son invasion de la Belgique après Jemmapes et Mons.

Mais, sous l'Empire, il n'en est pas de même, et les ordres de Davout en Allemagne, ceux de Suchet et de Soult en Espagne, ceux de Saint-Cyr en Pologne restent encore comme des modèles.

Est-ce à dire qu'ils réussirent toujours ? Il s'en faut. C'est qu'à la fin les armées françaises si grossies d'effectif n'étaient plus ce qu'elles étaient à Austerlitz et à Iéna. Elles avaient repris la physionomie de nos troupes de la Révolution avec, en moins, le grand souffle d'énergie qui animait ces dernières :

« Je n'ai pas de pain à vous donner, avait pu dire Dumouriez à ses soldats, après Valmy, cherchez de la farine et faites des galettes. La liberté les assaisonnera. »

On ne disait plus cela, plus tard, lorsque commença le déclin de l'épopée impériale. On envoyait tout simplement les

soldats à la maraude et, s'ils n'en recevaient pas l'ordre, ils y allaient sans scrupule.

Napoléon lui-même, surpris par les événements, par le désarroi qu'il sentait autour de lui, et, plus tard, par l'invasion du territoire national, ne pouvait plus rien, il s'emportait lorsqu'on réclamait du pain, des habits, des armes et écrivait à ses maréchaux :

« Vous vous plaignez de n'avoir pas de vivres : réquisitionnez-en. Vous n'avez pas d'attelages : prenez-en. Vous n'avez pas de magasins, dites-vous. C'est par trop ridicule. Est-ce que j'en ai, moi ? Vous réclamez des vêtements et des uniformes : faites des prisonniers et habillez vos conscrits avec leurs effets. »

Il ne peut pas, quoiqu'on fasse, y avoir de bien sensibles différences dans la manière de vivre des armées.

Au point de vue didactique comme au point de vue de la méthode, les moyens sont toujours les mêmes. On les applique comme on peut, tantôt isolément, tantôt en commun. Cela dépend des circonstances.

Faire de grands magasins sur sa base d'opération, alimenter avec eux les magasins de la ligne d'étapes ; vivre chez l'habitant quand on peut ; acheter ou réquisitionner sur place quand on le peut aussi : voilà pour les méthodes. Pour l'exécution, c'est-à-dire comme moyens, avoir derrière chaque corps des colonnes de voitures, des fours portatifs, des troupeaux de bétail. Mais il y a bien des aléas naturellement et nous l'avons déjà fait ressortir.

En 1870, par exemple, les Allemands durent, à cause de la peste bovine, renoncer aux troupeaux. Il leur fallut installer, à Mayence, un immense abattoir et expédier de là de la viande fraîche en pièces. De même, il leur fallut renoncer à faire suivre les corps d'armée de leurs boulangeries. On les leur retira pour les rattacher au service des étapes.

Ainsi que nous l'avons fait ressortir déjà, nulle part nous ne pouvons trouver de meilleurs exemples que dans le service de subsistances de la II^e armée allemande. Cette armée,

en effet, avait de très gros effectifs, analogues à ceux que la guerre à venir amènera dans les groupements : près de 200 bataillons, de 160 escadrons, de 100 batteries. Et il convient d'ajouter que le service y fut l'objet de constantes préoccupations.

Il avait été convenu, tout d'abord, que, pour la concentration, les régiments apporteraient avec eux plusieurs jours de vivres, et qu'ils achèteraient comptant, dans les provinces du Rhin tout ce qu'ils pourraient.

Tant qu'on fut en station près du Rhin, tout alla bien. Mais dès qu'on se met en marche vers la Sarre d'abord, vers la Moselle ensuite, les difficultés de transport vont croissant.

Metz investie, on reprenait le stationnement, mais alors se produisirent des difficultés d'un autre genre et auxquelles on n'avait point songé. On avait des gares et des voies ferrées encombrées de wagons chargés amenés d'Allemagne; l'abondance était à quelques lieues et on n'en pouvait profiter, faute de bras pour décharger les denrées, faute d'abris de gare suffisants pour les entasser, faute aussi de voitures pour les aller prendre.

Certes, les voitures, non plus que les attelages, ne manquent pas, dira-t-on, dans une armée; mais que de difficultés lorsqu'il faut en disposer!

Dans la II^e armée on avait à évacuer les blessés, transporter de nombreux malades (1), constituer ce qui était indispensable pour la construction d'un tronçon de chemin de fer, doter d'un matériel complet tout un énorme détachement qui, sous le nom « d'armée de la Meuse » était dirigé vers l'ouest pour prolonger la ligne d'invasion de la III^e armée.

(1) Il faut lire, pour bien saisir toutes ces difficultés, les monographies du service de santé de l'armée allemande.

En août, on avait 8 p. 100 de malades, on en avait 20 p. 100 un mois après, et plusieurs médecins déclarent que ce n'est qu'à l'aide de nombreuses distributions de vin (qui était en quantité dans les caves des maisons lorraines) qu'on put maintenir un état de santé à peu près passable.

N'est-ce pas ici l'occasion de rappeler les règlements allemands sur le service de la landsturm? « A l'approche de l'ennemi, y lit-on, l'homme de la landsturm doit emmener les bestiaux, détruire les farines, crever les tonneaux, brûler les moulins, mettre le feu aux récoltes. L'Etat indemniserà. »

Nous avons déjà dit ci-dessus que parmi les monographies fort nombreuses publiées après la guerre, en Allemagne, celle de la 25^e division d'infanterie (division hessoise, IX^e corps) permet de suivre pas à pas le service des subsistances.

Cette division vient, le 25 juillet, par chemin de fer, se concentrer à Golsheim, entre Worms et Kaiserslautern, les hommes avaient trois jours de vivres de sac (biscuit, café, riz et sel) les voitures portaient quatre jours des mêmes denrées, avec trois jours de lard.

Le 25, le 26, le 27, on vit chez l'habitant, puis ce mode est épuisé et il faut, dès le 28, faire venir des vivres de Worms, où il y avait un magasin.

Le 2 août, on se met en route.

On avait mis à l'ordre que pendant les journées de marche les troupes seraient nourries dans leur cantonnement pendant un jour, mais que si elles faisaient séjour ou stationnement dès le lendemain elles recevraient les vivres de Darmstadt et de Worms.

Or, dès le 3 août, c'est-à-dire le lendemain même du départ, il n'était déjà plus question du cantonnement. Sauf quelques petites fractions tout le monde restait au bivouac. Puis comme Worms et Darmstadt s'épuisaient, ce n'était plus là qu'on devait trouver des vivres. Il fallait les aller prendre à Kirchheimbolanden, à Kaiserslautern, à Landstuhl, à Waldmohr, à Ober-Meisen, à Mittel-Bexbach, à Spiesen.

Le 11 août on passe la frontière française.

La concentration des corps était très grande, l'espace laissé à chacun de plus en plus restreint, le ravitaillement, par suite, de plus en plus compliqué.

On avait bien, avant d'entrer en pays ennemi, mis à l'ordre : « On exigera la nourriture de l'habitant » ; mais l'habitant n'avait rien à donner. « Si cela fait défaut, on réquisitionnera » ; mais la réquisition ne produisait pas davantage. « Enfin on fera payer aux habitants une indemnité en argent compensant le prix des rations » ; mais cet argent, lorsqu'on le trouvait, se versait au trésor de l'armée et ne se transformait pas en pain et en viande. Il fallut ajouter à l'ordre que « l'emploi des rations de réserve était autorisé sous condition d'une prompte reconstitution ». On traîna ces moyens jusqu'au 15 août. Ce jour-là

on put reconstituer les vivres de sac et de voiture et passer la Moselle à peu près parés au point de vue des subsistances. Le 16, après Gravelotte, le 17, avant Saint-Privat, on consumma les vivres de sac. Tout le monde bivouaqua. Il en fut de même le 18. On manquait d'eau, les hommes qui avaient été peu prévoyants avaient leurs sacs à peu près vides.

Il y eut une situation critique jusqu'au 19, jour où arriva une colonne de vivres.

On avait pensé, en voyant l'armée française se replier sous Metz, que dans le pays environnant on allait trouver l'abondance. Il n'en fut rien. Les réquisitions les plus sérieuses et les plus sévères n'eurent qu'un médiocre résultat; et, dès le 20, il fallut se rendre compte que ce n'était qu'avec les magasins de la ligne d'étapes qu'il était possible de parer à une situation aussi tendue.

Le 21, les hommes vécurent à peu près, mais les chevaux ne touchèrent qu'un embryon de ration.

Le 22, on reçut quelques vivres et un peu d'avoine.

Le 23, on changea de cantonnement et on put recevoir quelques vivres d'un magasin nouveau qui s'installait à Auboué.

Le 24, on reçut deux jours de vivres et d'avoine, et on vécut ce jour-là et le suivant dans une abondance relative.

Le 26, on ne reçut rien, ni avoine ni pain.

Le 27, le 28 et le 29 furent des journées très pénibles. Cependant comme les services de l'arrière de l'armée se formaient peu à peu, on envoya ce dernier jour avis : « qu'à partir du 30 et chaque jour, les corps recevraient assez de pain pour donner la moitié et même les trois quarts de la ration ».

Nous avons détaché encore le résumé de cette monographie pour bien faire sentir la succession des difficultés.

Et cependant, nous ne saurions trop le répéter, dans aucune des armées, on n'eut autant de souci de la question « ravitaillement ».

Les ordres presque journaliers des états-majors indiquent bien toutes les préoccupations à ce sujet.

Mais les ordres ne suffisent pas à la guerre, même lorsqu'ils déterminent bien les conditions dans lesquelles l'activité de tous doit s'exercer, même lorsqu'ils fixent minutieusement

les détails. Il faut pouvoir les exécuter et les cas où on ne le peut pas sont fréquents, comme on l'a montré ci-dessus.

On ne peut certes pas chercher les indications données par l'histoire, alors qu'il s'agissait de manœuvrer des armées de 40.000 ou de 50.000 hommes. Maintenant, c'est par centaines de mille qu'il faut compter les combattants.

Faire vivre 50.000 hommes sur un pays occupé était un jeu ; en faire vivre le quadruple, le sextuple sur un espace restreint où l'on sera concentré, en ne comptant que sur les ressources de ce pays, de cet espace, est une utopie.

Compter seulement ensuite sur des chargements de vivres suivant les armées sur des voitures n'est pas très heureux. On a pu en juger dans l'armée allemande en 1870, alors que, par la force des circonstances, voitures et attelages venaient à manquer. Ne compter non plus que sur les ressources des magasins est aussi dangereux.

La guerre, en somme et quoi qu'on fasse, est une période critique pendant laquelle les mieux intentionnés ne sauraient tout prévoir, une période pendant laquelle il faut faire appel à toutes les énergies morales et physiques.

N'en pas conclure au moins qu'il ne faille pas chercher les moyens de garantir du mieux possible le combattant contre les privations. Au contraire.

Et c'est pour cela que, dans tous les pays, dans toutes les armées, des études ont été poussées à fond sur ces problèmes difficiles, afin que, tout au moins, l'on ait des bases fermes et sérieuses.

Partout on s'est rencontré sur les mêmes idées, sur les mêmes méthodes à très peu près.

Nous l'avons dit déjà, « se faire nourrir par l'habitant, requérir des vivres, s'alimenter par les magasins, s'alimenter par des voitures chargées qui suivront les troupes, se nourrir de vivres portés par l'homme ou le cheval ».

Telles sont les méthodes dont on ne peut sortir.

Le tout consiste à appliquer chaque mode d'une manière opportune.

Mais chaque mode a ses aléas.

« Se faire nourrir chez l'habitant » est l'idéal ; mais qu'on y reste plusieurs jours, que des corps succèdent à d'autres corps

dans les cantonnements, que le pays ait déjà été parcouru par l'adversaire, qu'au lieu de mettre dans la réquisition demandée une exigence moyenne on en mette une très grande, qu'au lieu d'être dans la période entre les récoltes on soit dans la période qui précède la récolte, on ne trouvera bientôt rien, ou peu de chose, et on affamera l'habitant.

« Se nourrir sur les magasins de l'armée » est très simple aussi en théorie, mais comment s'approvisionnent ces magasins? S'ils achètent ou s'ils requièrent autour d'eux, c'est autant d'enlevé à la nourriture par l'habitant, s'ils font venir de pays éloignés, ils ne réussissent qu'à la condition d'avoir une ligne ferrée à leur disposition ou tout au moins d'en être très peu éloignés, sinon nulle part on ne trouvera assez de voitures pour les transports continuels qu'exige une situation où l'on doit toujours être prêt à parer à toute éventualité.

« Se nourrir à l'aide des approvisionnements que chaque corps fait suivre derrière lui, sous condition que les vivres qu'on prend seront sur-le-champ remplacés, pour que cela constitue une réserve assurée. »

C'est aussi idéal que la nourriture chez l'habitant.

Mais ces voitures d'abord, on n'en dispose pas quand on veut. Elles sont relativement loin. Survienne soit dans une marche en avant, soit dans une marche rétrograde, un ordre à un corps, à une division, à une brigade, à un régiment même de s'engager sur une direction particulière, de se hâter vers un point donné tant soit peu excentrique, et les approvisionnements s'éloignent. Quand arriveront-ils?

Puis, lorsqu'il s'agit de remplacer les vivres consommés, ce sont de bien autres difficultés qui peuvent surgir. On comptait recharger les voitures, par exemple, en réquisitionnant autour de soi. Le pays se trouve dénué de toute ressource.

Force est de recourir aux magasins de la ligne d'étapes; mais si ces magasins sont éloignés, s'ils sont eux-mêmes momentanément dépourvus?...

Puis pendant ce temps, peut-être, le corps d'armée continue son mouvement en avant ou en arrière. Et si le temps devient mauvais, avec des chemins défoncés, toute une série de difficultés se dresse: « l'alimentation avec les vivres de sac, avec l'avoine portée ou traînée par les chevaux » est fort simple

aussi, mais il faut considérer cela comme une ressource dernière lorsqu'il est impossible de faire autrement.

Et si vous ne pouvez faire le remplacement de ces vivres indispensables tout de suite, alors mouvements et manœuvres vous sont interdits et il ne vous reste qu'à stationner et à attendre.

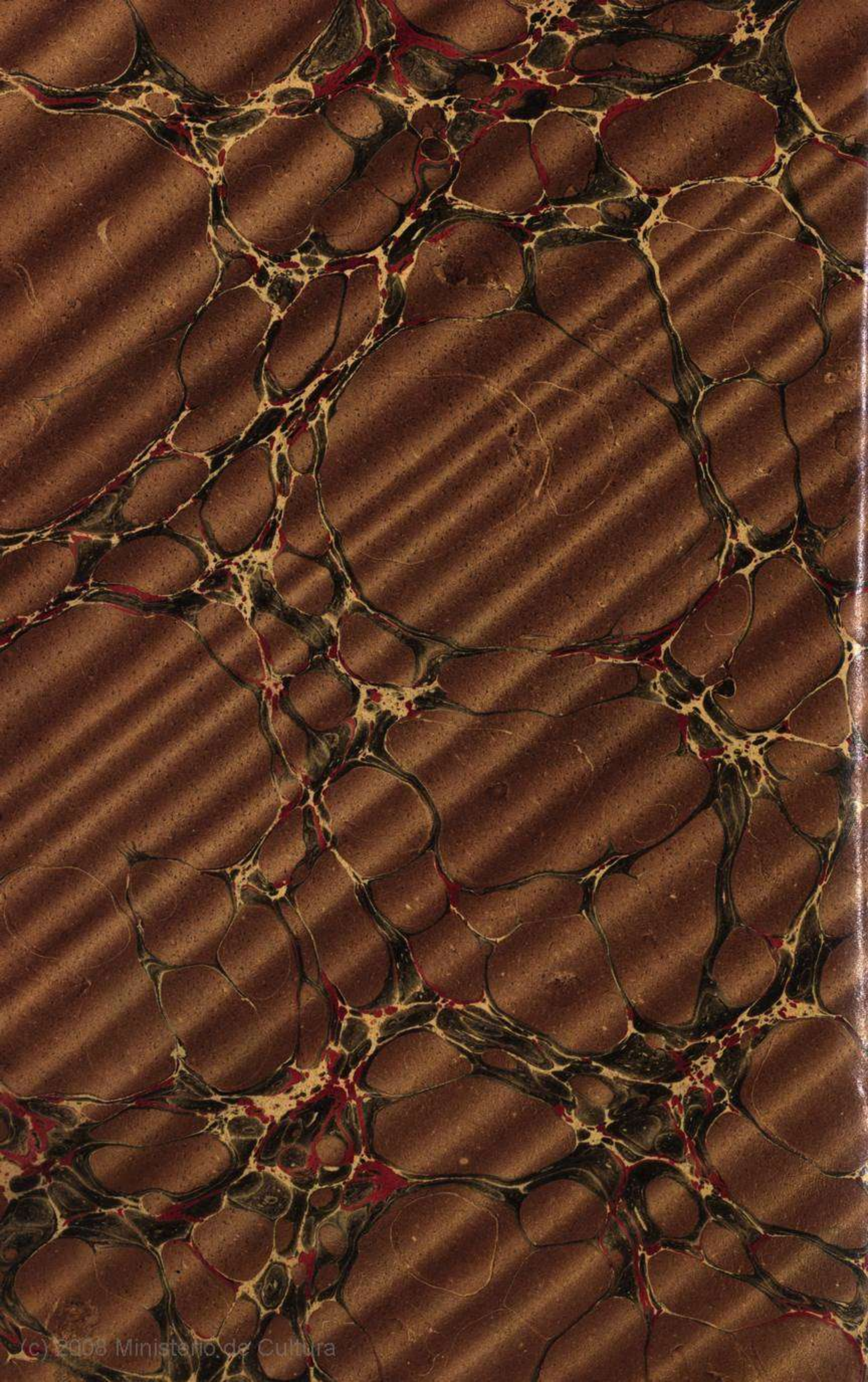
Napoléon a pu dire: « Vous n'avez rien à manger, vous n'avez pas d'argent, vous n'avez plus de vêtements, je vais vous conduire dans un pays fertile où vous trouverez tout cela. En avant! »

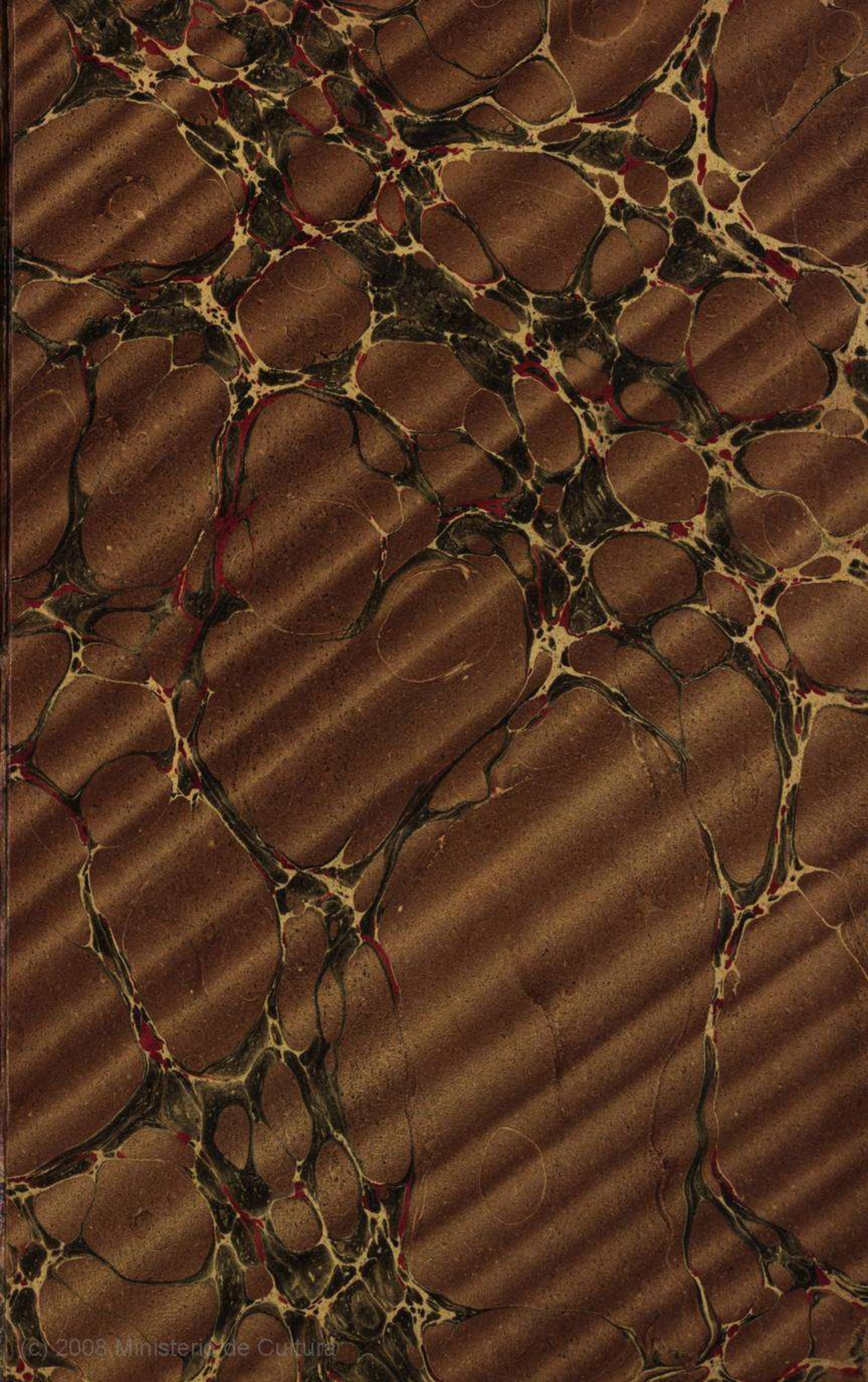
Mais il s'adressait à 35.000 hommes.

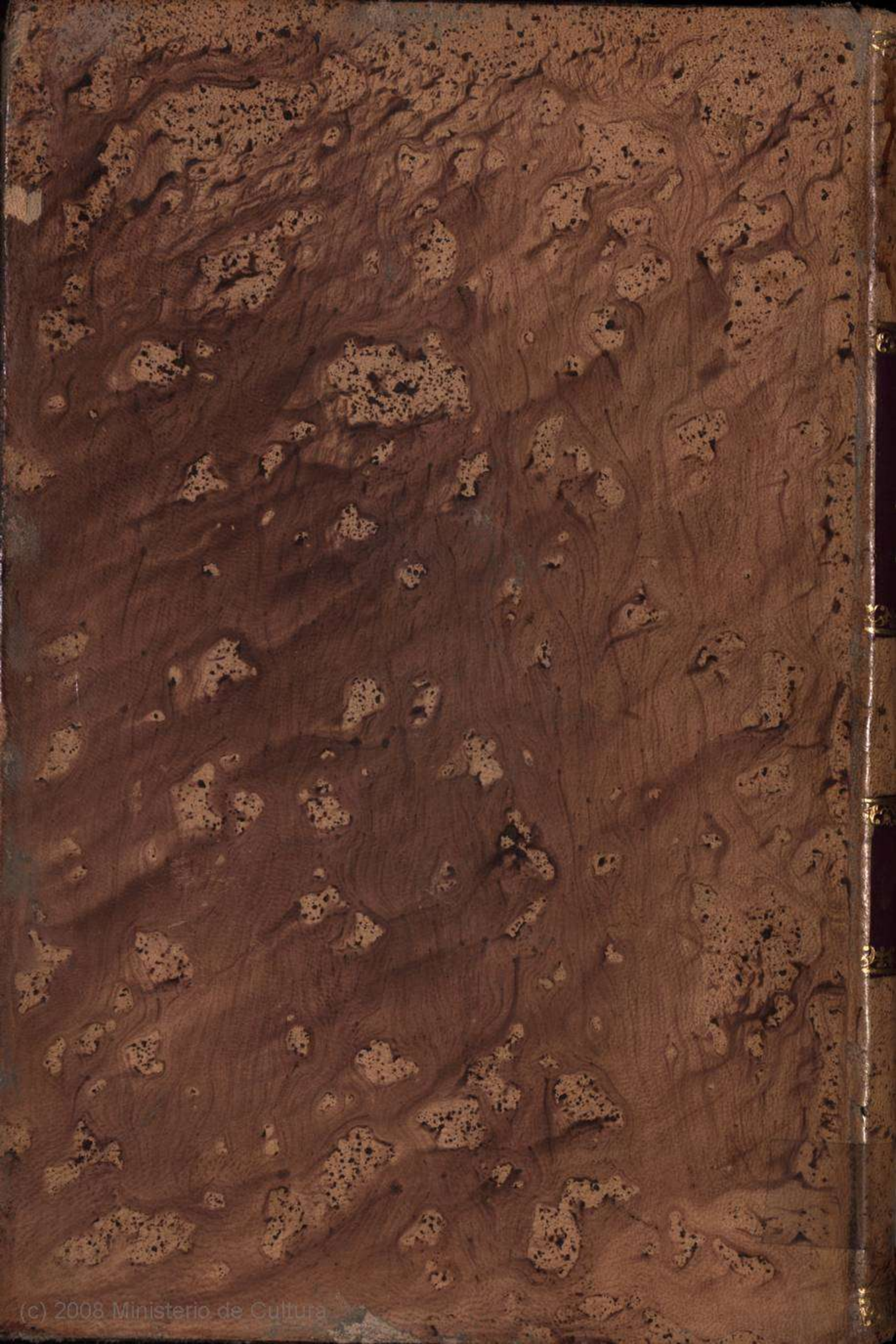
Lorsqu'il en avait, plus tard, 200.000 ou 400.000 à faire mouvoir, jamais il n'eut l'idée de leur tenir le même langage, sachant fort bien que ses promesses seraient restées sans effet, et que les victoires elles-mêmes, en l'obligeant à accentuer son offensive, amèneraient dans les rangs de ces immenses agglomérations plus de privations que d'abondance.

Que chacun se grave donc dans la mémoire l'épigraphe de ce résumé: « Il en est des privations comme du danger et des fatigues: ce qu'on peut exiger n'a pas de limite fixe. »

FIN







LAMIRAUX
—
ÉTUDES
PRATIQUES
DE GUERRE

2

III

43 - 4

14